



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC
Place du Portage, Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
11 Laurier St./11, rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right
of Canada, in accordance with the terms and conditions
set out herein, referred to herein or attached hereto, the
goods, services, and construction listed herein and on any
attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la
Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou
incluses par référence dans la présente et aux annexes
ci-jointes, les biens, services et construction énumérés
ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

CE DOCUMENT CONTIENT DES EXIGENCES DE
SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Shared Systems Division (XL)/Division des systèmes
partagés (XL)
Terrasses de la Chaudière
4th Floor, 10 Wellington Street
4th etage, 10, rue Wellington
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE GESTION DES DÉLINQUANTS (SG)	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-206246/C	Date 2021-12-17
Client Reference No. - N° de référence du client 21120-20-3266246	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$XL-165-40231	
File No. - N° de dossier 165xl.21120-206246	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Eastern Standard Time EST on - le 2022-02-09 Heure Normale du l'Est HNE	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Martins, Christina	Buyer Id - Id de l'acheteur 165xl
Telephone No. - N° de téléphone (343) 543-8779 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: CORRECTIONAL SERVICE OF CANADA 340 LAURIER AVE W. OTTAWA Ontario K1A0P9 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

DEMANDE DE SOUMISSION

PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE GESTION DES DÉLINQUANTS (SGD)

POUR
SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA (SCC)

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- 1.1 Avis à l'attention des soumissionnaires : intégrité de l'information de la chaîne d'approvisionnement
- 1.2 Introduction
- 1.3 Sommaire
- 1.4 Aperçu du processus d'approvisionnement souple
- 1.5 Durée prévue du contrat
- 1.6 Debriefings
- 1.7 Conflit d'intérêts - Avantage indu
- 1.8 Fairness Monitor
- 1.9 Processus de conformité des soumissions par étapes

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

- 2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées
- 2.2 Clauses du guide des CCUA
- 2.3 Présentation des soumissions
- 2.4 Ancien fonctionnaire
- 2.5 Demandes de renseignements - en période de soumission
- 2.6 Lois applicables
- 2.7 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions
- 2.8 Entente de non-divulgaration
- 2.9 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

- 3.1 Instructions pour la préparation des soumissions
- 3.2 Section I : Soumission technique
- 3.3 Section II : Soumission financière
- 3.4 Section III : Attestations
- 3.5 Section IV: Renseignements supplémentaires
- 3.6 Section V : Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

- 4.1 Procédures d'évaluation
- 4.2 Processus de conformité des soumissions en phases (PCSP)
- 4.3 Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement
- 4.4 Évaluation technique
- 4.5 Évaluation financière
- 4.6 Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

- 5.1 Attestations exigées avec la soumission
- 5.2 Attestation préalable à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES

- 6.1 Exigences relatives à la sécurité
- 6.2 Capacité financière
- 6.3 Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

- 7.1 Besoin
- 7.2 Biens et(ou) services optionnels
- 7.3 Autorisation de tâche
- 7.4 Clauses et conditions uniformisée
- 7.5 Exigences relatives à la sécurité
- 7.6 Durée du contrat
- 7.7 Responsables
- 7.8 Divulgence proactive des marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires
- 7.9 Paiement
- 7.10 Instructions relatives à la facturation
- 7.11 Attestations et renseignements supplémentaires
- 7.12 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Manquement de la part de l'entrepreneur
- 7.13 Lois applicables
- 7.14 Ordre de priorité des documents
- 7.15 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)
- 7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)
- 7.17 Exigences en matière d'assurance
- 7.18 Limitation de la responsabilité – gestion de l'information/technologie de l'information
- 7.19 Garantie financière
- 7.20 Entrepreneur en coentreprise
- 7.21 Logiciel sous licence
- 7.22 Maintenance et soutien de logiciel sous licence
- 7.23 Services professionnels – Généralités
- 7.24 Préservation des supports électroniques
- 7.25 Déclarations et garanties
- 7.26 Accès aux biens et aux installations du Canada
- 7.27 Mise en œuvre

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- 7.28 Services de transition à la fin du contrat
- 7.29 Garantie de rendement
- 7.30 Protocole d’identification des responsabilités
- 7.31 Processus continu d’intégrité de la chaîne d’approvisionnement

Liste des annexes du contrat subséquent :

Annexe A Énoncé des travaux

Appendice 1 de l’annexe A – Descriptions des capacités opérationnelles
Appendice 2 de l’annexe A – Descriptions des capacités techniques
Appendice 3 de l’annexe A – Environnement technique
Appendice 4 de l’annexe A – Exigences de la solution
Appendice 5 de l’annexe A – Glossaire
Appendice 6 de l’annexe A – Liste des acronymes et des sigles

Annexe B Énoncé des besoins (Critères d’évaluation technique)

Appendice 1 de l’annexe B – Critères d’évaluation de la capacité et de la convivialité (ECC)

Annexe C Base de paiement

Annexe D Obligations en matière de confidentialité

Annexe E Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Appendice 1 de l’annexe E – Autres renseignements sur la sécurité à l’intention des entrepreneurs et des sous-traitants étrangers

Annexe F Procédure d’attribution de tâche

Appendice 1 de l’Annexe F – Formulaire D’autorisation de Tâche (AT)
Appendice 2 de l’Annexe F – Attestations à L’étape de L’autorisation de Tâche

Annexe G Processus d’intégrité de la chaîne d’approvisionnement :

Appendice 1 de l’annexe F – Formulaire D’autorisation de Tâche (AT)

Annexe H Formulaires :

Formulaire 1 - Formulaire de présentation de la soumission
Formulaire 2 - Formulaire d’attestation de la conformité technique
Formulaire 3 - Formulaire d’attestation de l’éditeur de logiciel
Formulaire 4 - Formulaire d’autorisation de l’éditeur de logiciel
Formulaire 5 - Instruments de Paiement électronique
Formulaire 6 - Programme de contrats fédéraux pour l’équité en matière d’emploi – Attestation
Formulaire 7 - Formulaire de déclaration
Formulaire 8 - Liste de noms
Formulaire 9 - Attestation de l’exigence de vaccination contre la COVID-19
Formulaire 10 - Formulaire de présentation de l’information sur la sécurité de la chaîne d’approvisionnement du fournisseur

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

DEMANDE DE SOUMISSIONS

PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE GESTION DES DÉLINQUANTS (SGD)

POUR

SERVICE CORRECTIONNEL DU CANADA (SCC)

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Avis à l'intention des soumissionnaires : intégrité de l'information de la chaîne d'approvisionnement

Information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA) La présente demande de soumissions comporte une exigence en matière de sécurité relative à la chaîne d'approvisionnement des soumissionnaires selon laquelle ces renseignements doivent être fournis au Canada; se reporter à la section 3.7 de la partie 3, Instructions pour la préparation des soumissions afin d'obtenir des renseignements supplémentaires sur l'évaluation de l'intégrité de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement fournie par le soumissionnaire.

1.2 Introduction

La demande de soumission compte sept parties ainsi que des annexes et des pièces jointes, comme suit :

- Partie 1** Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2** Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
- Partie 3** Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions;
- Partie 4** Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5** Attestations et renseignement supplémentaires: comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir ;
- Partie 6** Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;
- Partie 7** Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux et l'Énoncé des besoins et toute autre annexe.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

1.3 Sommaire

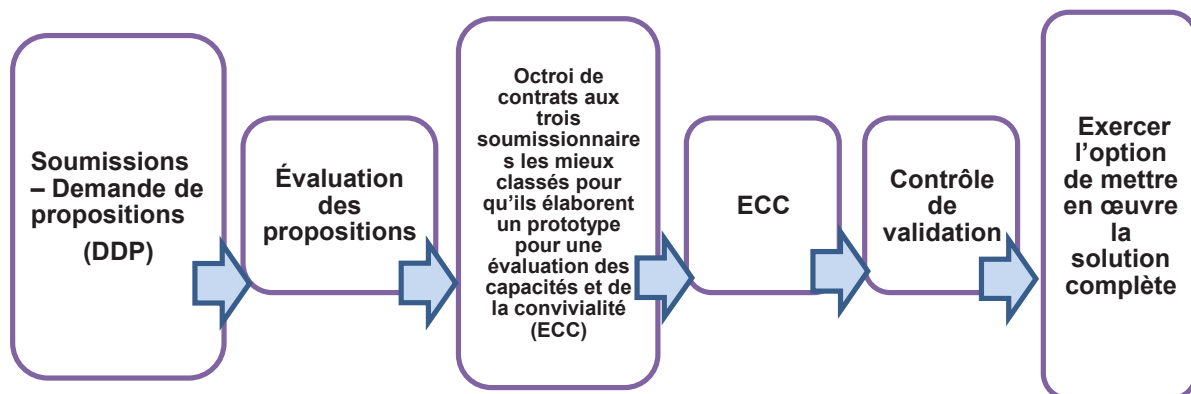
- (a) Une demande de renseignements (DDR) (21120-206246/A) dont la date de clôture était le 27 octobre 2020 a été soumise à Achats ventes. Le 1er octobre, une rencontre virtuelle de 2 h 30 a été organisée en collaboration avec le SCC dans le cadre de la journée de l'industrie. Elle visait la coopération avec l'industrie et la formulation de commentaires grâce à une journée de l'industrie virtuelle qui s'est déroulée à cette date-ci par vidéoconférence. Le SCC cherchait à obtenir des conseils pour tirer parti des abonnements aux logiciels, des produits et des technologies disponibles afin de transformer ses principales capacités opérationnelles et de moderniser ses processus commerciaux correctionnels et sa suite de systèmes essentiels. Le SCC souhaitait comprendre l'intérêt, l'expertise et la capacité des répondants à soutenir sa transformation.
- (b) Les séances de démonstration de produit des fournisseurs intéressés se sont tenues de février 2021 à mars 2021 inclusivement.
- (c) Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) réalise cette acquisition au nom du SCC. Ce dernier se servira du contrat subséquent pour fournir des services partagés à ses clients, soit lui-même, les institutions fédérales pour lesquelles ses services sont obligatoires à tout moment pendant la période du contrat, et les autres organisations pour lesquelles ses services sont facultatifs à tout moment pendant la période du contrat et qui choisissent d'utiliser ces services de temps à autre. Cela pourrait donner lieu à l'attribution d'un maximum de 3 contrats à des soumissionnaires retenus, de manière que chacun d'eux élabore un prototype, conformément à la première étape de l'annexe A, Énoncé des travaux. De plus, le Canada pourra, à son entière discrétion, décider d'exercer les options d'un des contrats de l'entrepreneur afin d'assurer la livraison d'une solution prête à la production conformément à l'Étape 2 – Conception de la solution et à l'Étape 3 – Mise en œuvre de la solution de l'annexe A, Énoncé des travaux. Le contrat sera d'une durée de cinq ans et sera assorti de 15 options irrévocables d'une période d'un (1) an qui permettront au Canada d'en prolonger la durée. La présente demande de soumissions n'empêche pas le Canada d'utiliser une autre méthode d'approvisionnement pour les entités du gouvernement du Canada ayant des besoins identiques ou semblables.
- (d) SCC est le client initial qui utilisera le système de gestion des délinquants (la «solution logicielle or “la solution ”»). Par ailleurs, la présente demande de soumissions permettra au Canada de mettre la solution logicielle à la disposition de tous les ministères ou de toutes les sociétés d'État (selon la définition de ces termes dans la Loi sur la gestion des finances publiques) ou encore de toute autre partie pour le compte de laquelle le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux est autorisé à agir, à l'occasion, en vertu de l'article 16 de la Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (chaque partie étant un « Client »). Bien que le Canada puisse mettre la solution logicielle à la disposition de l'ensemble des clients, cette demande de soumissions n'empêche nullement l'application par le Canada d'une autre méthode d'approvisionnement pour toute autre entité du gouvernement du Canada ayant des besoins similaires. Lorsque la solution logicielle est mise à la disposition de clients autres que le client initial, tout service professionnel ou de formation requis sera obtenu par le biais d'un contrat distinct.
- (e) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet, reportez-vous à la partie 6 (Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences) et à la partie 7 (Clauses du contrat subséquent). Pour plus de renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité des contrats de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
- (f) Le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi s'applique au présent besoin; veuillez- vous référer à la Partie 5 – Attestations, la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent, ainsi que le formulaire intitulée « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi –Attestation ».

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (g) Le besoin est assujéti aux dispositions de l’Accord sur les marchés publics de l’Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l’Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (ATPGP), de l’Accord de libre-échange Canada-Honduras (ALECH), de l’Accord de libre-échange Canada-Corée (ALECC), de l’Accord de libre-échange Canada-Chili (ALECC), de l’Accord de libre-échange Canada-Pérou (ALECP), de l’Accord de libre-échange Canada-Colombie (ALECCO), de l’Accord de libre-échange Canada-Panama (ALECPA), de l’Accord économique et commercial global (AECG) entre le Canada et l’Union européenne s’il est en vigueur et de l’Accord de libre-échange canadien (ALEC).
- (h) Bien que le Canada ait l’intention d’établir un ou des contrats d’une durée déterminée, il se réserve le droit de continuer à conclure des contrats pour cette solution et d’en tirer parti aussi longtemps qu’il le juge logique sur le plan commercial. Le Canada s’attend également à ce que ce type de solution évolue avec le temps et la technologie, y compris l’intégration de fonctionnalités ou de technologies qui ne font pas partie du besoin actuel. Le Canada se réserve le droit d’envisager l’inclusion de ces fonctionnalités ou technologies évolutives dans la portée continue des travaux effectués en vertu du contrat, sous réserve des processus d’approbation internes du Canada. Il se réserve également le droit, à une date ultérieure ou à sa seule discrétion de désigner la solution comme étant multi ministérielle.
- (i) La présente demande de soumissions et le contrat qui en résultera s’inscriront dans une approche d’approvisionnement souple afin d’encourager une collaboration plus efficace avec les fournisseurs. Par « souple », on entend le fait d’aborder les projets par étapes, tout en évaluant et en réglant les problèmes en cours de route.
- (j) **Exigence de vaccination contre la COVID-19**
- Cette exigence est assujéti à la Politique sur la vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs. Le fait de négliger de compléter et de fournir l’attestation de l’exigence de vaccination contre la COVID-19 dans le cadre de la soumission rendra la soumission non recevable.

1.4 APERÇU DU PROCESSUS D’APPROVISIONNEMENT SOUPLE

Le processus d’approvisionnement souple prévu se déroulera selon les différentes étapes suivantes :



Le

processus d’approvisionnement sera réalisé en adoptant une approche souple qui s’articule comme suit :

- 1) étape 1 : étape de qualification de la demande de proposition (DDP);
- 2) étape 2 : étape du prototype :

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- a) le Canada prévoit l'octroi d'un contrat estimé à 100 000 dollars canadiens à un maximum de trois soumissionnaires les mieux classés afin qu'ils élaborent et livrent un prototype;
- b) ECC : avant la fin de la conception et la livraison des produits livrables, y compris la solution préliminaire, le Canada peut réaliser une ECC conformément aux critères applicables. Grâce à l'ECC, les utilisateurs finaux réalisent des évaluations en fonction de critères obligatoires et cotés le cas échéant. Ils peuvent ainsi cibler la meilleure solution préliminaire pour la poursuite des travaux. La demande de soumissions contient une description détaillée du processus;
- c) le Canada prévoit une évaluation de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement du soumissionnaire le mieux classé après la réalisation de l'ECC.

3) exercice de l'option de la mise en œuvre la solution finale (étape 3) : après la réalisation l'ECC, le Canada, à sa seule discrétion, exercera son option irrévocable pour l'entrepreneur le mieux classé (en fonction des cotes combinées découlant de l'évaluation des soumissions et de l'ECC) pour mettre en œuvre la solution définitive. Bien que le Canada prévoie exercer son option irrévocable pour l'entrepreneur le mieux classé pour la mise en œuvre de la solution finale, il peut également exercer son droit, à sa seule discrétion, sur les autres entrepreneurs, en ce qui concerne une ou toutes les étapes des travaux si cela est jugé comme étant la meilleure approche pour satisfaire aux besoins du Canada.

1.5 Durée prévue du contrat

La durée prévue d'un contrat subséquent pour un prototype est de trois ans et l'option irrévocable pour en prolonger la durée est de cinq ans, avec par ailleurs 15 options irrévocables d'une période d'un (1) an.

1.6 Comptes rendus

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.7 Conflit d'intérêts – Avantage indu

1.7.1 Conformément aux dispositions des Instructions uniformisées – Biens ou services – Besoins concurrentiels 2003 (2018-05-22), une réponse peut être rejetée en raison d'un conflit d'intérêts réel ou apparent ou d'un avantage indu.

À cet égard, le Canada indique qu'il a eu recours aux services d'un certain nombre d'entrepreneurs du secteur privé dans la préparation des stratégies et des documents se rapportant à ce processus d'approvisionnement, y compris ceux qui suivent :

- a) Avenai Inc.
- b) Accenture Canada

Il est noté que, afin d'éviter tout conflit d'intérêts, les entrepreneurs susmentionnés, leurs sous-traitants et leurs employés et anciens employés respectifs qui participent ou ont participé à la réalisation des travaux ne peuvent pas présenter, en tant qu'entrepreneur principal, coentreprise ou sous-traitant, une proposition en réponse à toute demande de soumissions liées au projet de SGD.

1.7.2. Afin de protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement, les soumissionnaires sont avisés que le Canada peut rejeter une soumission dans les circonstances suivantes :

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a participé d’une manière ou d’une autre à la préparation de la demande de soumissions ou est en situation de conflit d’intérêts ou d’apparence de conflit d’intérêts;
- (ii) le Canada juge que le soumissionnaire, un de ses sous-traitants, un de leurs employés respectifs, actuels ou anciens, a eu accès à des renseignements relatifs à la demande de soumissions qui n’étaient pas à la disposition des autres soumissionnaires et que cela donne ou semble donner au soumissionnaire un avantage indu.

1.7.3 L’expérience acquise par un soumissionnaire qui fournit ou qui a fourni les biens ou services décrits dans l’appel d’offres (ou des biens ou services semblables) ne sera pas en soi considérée par le Canada comme un avantage indu ou comme constituant un conflit d’intérêts. Ce soumissionnaire demeure cependant assujéti aux critères énoncés ci-dessus.

1.7.4 Dans le cas où le Canada aurait l’intention de rejeter une soumission conformément à la présente section, l’autorité contractante préviendra le soumissionnaire et lui donnera la possibilité de faire valoir son point de vue avant de prendre une décision définitive. Les soumissionnaires ayant un doute par rapport à une situation particulière devraient communiquer avec l’autorité contractante avant la date de clôture de la demande de soumissions. En déposant une soumission, le soumissionnaire déclare qu’il n’est pas en conflit d’intérêts et qu’il ne bénéficie d’aucun avantage indu. Le soumissionnaire reconnaît que le Canada est seul habilité à établir s’il existe un conflit d’intérêts, un avantage indu ou une apparence de conflit d’intérêts ou d’avantage indu.

1.8 Surveillant de l’équité

Le Canada a retenu les services de RFP Solutions inc. comme surveillant de l’équité dans le cadre du présent processus d’approvisionnement. Le surveillant de l’équité observera, par exemple, le mode d’évaluation des réponses afin de déterminer si TPSGC respecte le processus d’évaluation décrit dans la demande de soumissions. En vertu du contrat qu’il a conclu avec le Canada, le surveillant de l’équité a l’obligation de préserver la confidentialité de tous les renseignements reçus découlant de sa participation au présent processus d’approvisionnement.

1.9 Processus de conformité des soumissions par étapes

Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L’INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre se trouvent dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d’achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s’engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document 2003 (2020-05-28)), Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

de divergence entre les clauses du document 2003 et de la présente, les dispositions pertinentes de la présente prévalent.

- (d) Le paragraphe 3 a) de la Section 01 - Dispositions relatives à l'intégrité – soumission, des instructions uniformisées (2003), incorporées ci-haut par renvoi, est supprimée et remplacée par ce qui suit :
 - a) au moment de présenter une demande de proposition, le soumissionnaire a déjà fourni une liste complète des noms, tel qu'exigé en vertu de la *Politique d'inadmissibilité et de suspension*. Pendant ce processus d'approvisionnement, le soumissionnaire doit immédiatement informer le Canada par écrit de tout changement touchant la liste des noms.
- (e) Le paragraphe 5.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services besoins concurrentiels, est modifiée comme suit :
 - (i) Supprimer : 60 jours
 - (ii) Insérer : 365 jours
- (f) Les instructions uniformisées 2003 sont modifiées comme suit :
 - 1. L'article 5, Présentation des soumissions, est modifié comme suit :
 - (i) Le paragraphe 1 est entièrement supprimé et remplacé par ce qui suit :

« Le Canada exige que chaque soumission, à la date et à l'heure de clôture de la demande ou sur demande de l'autorité contractante, par exemple dans le cas d'une soumission acheminée par Connexion postal, soit signée par le soumissionnaire ou par son représentant autorisé. Si une soumission est présentée par une coentreprise, elle doit être conforme à l'article intitulé Coentreprise. »

2.2 Clauses du guide des CCUA

- A. 2030 (2020-05-28), Conditions générales – Services - besoins plus complexes
- B. 4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence
- C. 4004 (2013-04-25), Service de maintenance et de soutien des logiciels sous licence

2.3 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.
- (b) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

2.4 Ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'attribution du contrat. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des soumissions est complétée, le Canada informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de se conformer à la demande du Canada et satisfaire à l'exigence dans le délai prescrit rendra la soumission non recevable.

(b) **Définition**

Aux fins de cette clause, « ancien fonctionnaire » signifie tout ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, ch. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- (i) un individu;
- (ii) un individu qui s'est incorporé;
- (iii) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
- (iv) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

« période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.

« pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada*, L.R., 1985, ch. R-11, à la *Loi sur les allocations de retraite des parlementaires*, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la *Loi sur le Régime de pensions du Canada*, L.R., 1985, ch. C-8.

(c) **Ancien fonctionnaire touchant une pension**

Selon les définitions ci-dessus, est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (ii) la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les soumissionnaires acceptent que le statut du soumissionnaire retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

(d) **Directive sur le réaménagement des effectifs**

Est-ce que le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **Oui () Non ()**

Si oui, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :

- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
- (ii) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- (iii) la date de la cessation d'emploi;
- (iv) le montant du paiement forfaitaire;
- (v) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- (vi) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
- (vii) nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant les taxes applicables.

2.5 Demandes de renseignements - en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires doivent citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question. Ils doivent prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec précision. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusive » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention exclusive feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.6 Lois applicables

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (a) Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur à Ontario, Canada, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention des soumissionnaires: À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées. *Les soumissionnaires doivent préciser sur le formulaire de présentation de la soumission, la province ou le territoire canadien de leur choix pour tout contrat subséquent.*

2.7 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Si les soumissionnaires estiment pouvoir améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux et l'énoncé des besoins contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles soient soumises à l'autorité contractante conformément au paragraphe intitulé « Demandes de renseignements - en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.8 Entente de non-divuligation

En présentant une réponse, le soumissionnaire accepte les modalités de l'entente de non-divuligation ci-dessous (l'« Accord de non-divuligation ») :

1. L'entrepreneur accepte d'assurer la confidentialité de toute information qu'il reçoit du Canada au sujet de l'évaluation qu'a faite ce dernier de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement fournie par l'entrepreneur (l'« information sensible »), y compris, sans toutefois s'y limiter, les aspects de l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement qui soulèvent des préoccupations, et les raisons qui ont mené aux interrogations du Canada à cet égard.
2. L'information sensible comprend, mais pas exclusivement, les documents, instructions, directives, données, éléments matériels, avis ou autres, qu'ils aient été reçus verbalement, sous forme imprimée ou d'une autre façon ou qu'ils soient ou non considérés comme classifiés, exclusifs ou sensibles.
3. L'entrepreneur convient de ne pas reproduire, copier, divulguer, publier ou communiquer, en tout ou en partie, de quelque façon que ce soit, de l'information sensible à une autre personne qu'un employé d'entrepreneur détenant une habilitation de sécurité correspondant à la sensibilité de l'information consultée, sans le consentement écrit préalable de l'autorité de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement. L'entrepreneur accepte d'aviser immédiatement l'autorité de la sécurité de la chaîne d'approvisionnement dès qu'une personne, autre que celles autorisées en vertu du présent article, accède à de l'information sensible.
4. Toute l'information sensible demeure la propriété du Canada et doit être retournée à l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement ou détruite à la demande de cette dernière dans les 30 jours suivant cette demande.
5. L'entrepreneur, est conscient qu'un manquement à cette entente de non-divuligation peut entraîner sa disqualification à l'étape de l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA), ou une résiliation immédiate du contrat subséquent. L'entrepreneur reconnaît également que toute violation de cette entente

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

de non-divulgarion peut entraîner un examen de sa cote de sécurité ainsi qu'un examen de son statut en tant que soumissionnaire admissible pour d'autres besoins.

6. La présente entente de non-divulgarion demeure en vigueur indéfiniment.

2.9 Processus de contestation des offres et mécanismes de recours

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada Achats et ventes, sous le titre « Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission par voie électronique. le Canada exige de sa part qu'il respecte l'article 08 des Instructions uniformisées 2003 incorporées par référence. Les soumissionnaires doivent de soumettre leur soumission dans une transmission unique. Le service Connexion Postel a la capacité de transmettre plusieurs documents par transmission jusqu'à un maximum de 1 Go par document. Copies de la soumission :
- (b) Le Canada demande aux soumissionnaires de présenter leur soumission en sections distinctes, comme suit :
 - (i) Section I : Soumission technique;
 - (ii) Section II : Soumission financière;
 - (iii) Section III : Attestations;
 - (iv) Section IV : Renseignements supplémentaires.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

(c) **Présentation d'une seule soumission:**

- (i) Un soumissionnaire, y compris ses entités liées, pourra uniquement soumettre une seule soumission en réponse à la présente invitation à soumissionner. Si un soumissionnaire ou une entité liée participe à plusieurs soumissions (participer signifie faire partie du soumissionnaire, et non pas être

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

un sous-traitant), le Canada accordera deux (2) jours ouvrables à ce soumissionnaire pour indiquer la soumission unique que le Canada devra examiner. À défaut de respecter ce délai, les soumissions visées seront rejetées.

- (ii) Aux fins du présent article, peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement (qu'il s'agisse d'une personne physique, d'une société, d'un partenariat, etc.), une entité est considérée comme étant « **liée** » à un soumissionnaire :
 - (a) s'il s'agit de la même personne morale (c'est-à-dire la même personne physique, société, société de personnes à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
 - (b) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
 - (c) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou en ont entretenu une au cours des deux années ayant précédé la clôture des soumissions;
 - (d) les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
- (iii) Les membres individuels d'une coentreprise ne peuvent pas participer à une autre soumission en présentant eux-mêmes une soumission ou en participant à une autre coentreprise.
- (d) **Expérience de la coentreprise :**
 - (i) Si le soumissionnaire est une coentreprise qui possède de l'expérience à ce titre, il peut citer l'expérience qu'il a acquise en tant que coentreprise.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de L et O. Dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire démontre son expérience en prestation de services de maintenance et de services de dépannage pendant une période de 24 mois pour un client ayant au moins 10 000 utilisateurs. Entant que coentreprise (composée de L et O), le soumissionnaire a déjà réalisé ce travail. Il peut donc citer cette expérience pour démontrer qu'il satisfait à cette exigence. Si L a acquis cette expérience alors qu'il était en coentreprise avec une tierce partie, N, cette expérience ne peut pas être utilisée parce que N ne fait pas partie de la coentreprise qui présente une soumission.
 - (ii) Une coentreprise peut se fonder sur l'expérience de l'un de ses membres pour satisfaire à tout critère technique de la présente demande de soumissions.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de X, Y et Z. Si, dans la demande de soumissions, on exige que : a) le soumissionnaire ait trois ans d'expérience dans la prestation de services de maintenance, et b) que le soumissionnaire ait deux ans d'expérience dans l'intégration de matériel dans des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être satisfaite par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour un critère donné, par exemple les trois années d'expérience exigées dans la prestation de services d'entretien, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, a un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.
 - (iii) Les membres de la coentreprise ne peuvent pas combiner leurs compétences avec celles d'autres membres de coentreprise pour satisfaire à un seul critère technique de la présente demande de soumissions. Toutefois, un membre de la coentreprise peut néanmoins mettre sa propre expérience en

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

commun avec celle de la coentreprise. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à un critère, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Si le soumissionnaire n'a pas précisé le membre de la coentreprise qui satisfait à l'exigence, l'autorité contractante lui donnera l'occasion de soumettre les renseignements pendant la période d'évaluation. Les soumissionnaires qui ne fourniront pas les renseignements requis dans le délai établi par l'autorité contractante verront leurs soumissions déclarées non conformes.

Exemple : Un soumissionnaire est membre d'une coentreprise composée de A et B. Si, dans une demande de soumissions, on exige que le soumissionnaire ait de l'expérience dans la prestation de ressources pour un minimum de 100 jours facturables, le soumissionnaire peut démontrer son expérience en présentant ce qui suit :

- les contrats signés par A;
- les contrats signés par B;
- les contrats signés par A et B en coentreprise;
- les contrats signés par A et les contrats signés par A et B en coentreprise;
- les contrats signés par B et les contrats signés par A et B en coentreprise.

Le tout totalise 100 jours ouvrables.

- (iv) Les soumissionnaires qui ont des questions concernant l'évaluation des soumissions présentées par des coentreprises devraient les poser dans le cadre du processus de demande de renseignements, le plus tôt possible durant la période de soumission.

3.2 Section I : Soumission technique

- (a) Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.
- (b) La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points visés par les critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. **Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions.** Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires abordent les sujets en reprenant l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.
- (c) La soumission technique comprend ce qui suit:
- (i) **Formulaire de présentation des soumissions** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation des soumissions - pièce jointe Formulaire 1 à leur soumission. Ce formulaire constitue un document général sur lequel les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation de la soumission et de l'attribution du contrat, tels que le nom d'une personne-ressource et leur numéro d'entreprise – approvisionnement, etc. L'utilisation de ce formulaire pour fournir les renseignements n'est pas obligatoire, mais elle est recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (ii) **Justification de la conformité technique** : Dans sa soumission technique, le soumissionnaire doit prouver qu'il s'est conformé aux articles de la pièce jointe « Formulaire 2 », qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition des exigences, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux demandés. Il n'est pas suffisant de simplement déclarer que le soumissionnaire, ou la solution ou les produits qu'il propose, est conforme. Si le Canada détermine que la justification est incomplète, le soumissionnaire sera jugé non conforme et sa soumission sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » du formulaire de justification à l'appui de la conformité technique, où les soumissionnaires doivent inclure l'endroit précis où se trouvent les documents d'accompagnement, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (iii) **Projets antérieurs similaires** : Dans les cas où la soumission doit comprendre la description de projets antérieurs semblables : (i) un projet doit avoir été réalisé par le soumissionnaire lui-même, ou par une organisation affiliée du soumissionnaire (l'expérience acquise par un sous-traitant proposé du soumissionnaire ne compte pas); (ii) le projet doit avoir été terminé la date de clôture des soumissions; (iii) toutes les descriptions doivent comprendre, au minimum, le nom et le numéro de téléphone ou l'adresse de courriel d'un client cité en référence; et (iv) si le soumissionnaire présente plus de projets semblables que ce qui a été demandé, le Canada aura le plein pouvoir de choisir ceux qui seront évalués. Un projet sera considéré « similaire » aux travaux à effectuer dans le cadre du contrat subséquent s'il porte sur des travaux qui correspondent étroitement aux descriptions de la portée des affaires opérationnelles et des capacités techniques qui figurent dans l'annexe A, Énoncé des travaux. Les travaux seront considérés comme « correspondant étroitement » si la description du projet inclut au moins 50 % des points de responsabilité.
- (iv) **Ressources proposées**: La soumission technique doit comprendre le nombre de curriculums vitae par catégorie de ressources précisé à la pièce jointe Annexe B – Énoncé des exigences. La même personne ne peut être proposée pour plus d'une Catégorie de Ressources. La soumission technique doit démontrer que chaque personne proposée satisfait aux exigences décrites (incluant les exigences en matière d'éducation, d'expérience de travail, et d'accréditation professionnelle). En ce qui concerne les curriculums vitae et les ressources :
- (a) Les ressources proposées peuvent être des employés du soumissionnaire ou d'un sous-traitant, ou il peut s'agir d'entrepreneurs indépendants auxquels le soumissionnaire attribuerait une partie du travail. (Voir la Partie 5, Attestations).
 - (b) Pour les exigences en matière d'éducation, de titre ou de certificat, TPSGC ne tiendra compte que des programmes ayant été réussis par la ressource à la clôture des soumissions. Si le diplôme, le titre ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, le soumissionnaire doit fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux.
 - (c) Pour les exigences relatives aux titres professionnels, la ressource doit détenir le titre exigé à la clôture des soumissions et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel ou être affiliée à l'association professionnelle en question pendant la période d'évaluation et la durée du contrat. Lorsque l'affiliation ou le titre professionnel doit être démontré au moyen d'une certification ou d'un diplôme, ce document doit être actuel, valide et émis par l'entité précisée dans la présente demande de soumissions. Si l'entité n'est pas précisée, l'émetteur devait être une entité, un organisme ou un établissement reconnu ou

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

accrédité lorsque le document a été émis. Si le diplôme ou le certificat a été attribué par un établissement d'enseignement à l'extérieur du Canada, le soumissionnaire doit fournir une copie des résultats du service d'évaluation des diplômes et de reconnaissance des compétences provenant d'une organisation ou d'un organisme reconnu par le Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux.

- (d) Quant à l'expérience de travail, TPSGC ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'un programme coopératif officiel suivi dans un établissement postsecondaire.
- (e) Pour ce qui est des exigences pour lesquelles on demande un nombre précis d'années d'expérience (deux ans, par exemple), TPSGC ne tiendra pas compte de cette expérience si la soumission technique ne donne pas les dates précises (mois et année) de l'expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin). TPSGC n'évaluera que période durant laquelle la ressource a travaillé à un ou plusieurs projets (de la date de début à la date de fin); il ne tiendra pas compte des dates de début et de fins globales durant lesquelles la ressource a pris part à un ou plusieurs projets.
- (f) Pour que TPSGC tienne compte d'une expérience de travail, la soumission technique ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais il doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées dans ce poste. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que les exigences de qualification, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates (le mois et l'année) et les activités ou responsabilités qui ont permis d'acquérir les qualifications et l'expérience citées. Advenant que la ressource proposée ait travaillé en même temps sur plus d'un projet, la durée de la période de chevauchement de ces projets ne sera prise en considération qu'une seule fois lors de l'évaluation de l'expérience.
- (g) **Documentation technique** : Le soumissionnaire est invité à fournir des captures d'écran comme preuve des éléments disponibles dans leur version actuelle, afin d'étayer sa réponse à chaque exigence. Les hyperliens vers des sites Web ne sont pas acceptés et s'ils sont fournis afin de démontrer le respect des exigences, la soumission sera jugée non conforme. Les documents de référence présentés par le soumissionnaire pour démontrer la conformité à un critère doivent figurer dans la soumission (copie électronique). S'ils n'y figurent pas, le Canada n'en tiendra pas compte. Lorsque la référence n'est pas précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (h) **Description des services de maintenance et de soutien du soumissionnaire** : Le soumissionnaire doit fournir une description de ses services de soutien et de maintenance du logiciel et ils doivent être conformes aux exigences décrites dans la partie Clauses du contrat subséquent, ainsi que dans l'Énoncé des travaux. À tout le moins, le soumissionnaire doit décrire ce qui suit :
 - (a) les procédures d'intervention et de résolution de problèmes;
 - (b) les procédures de transfert aux niveaux supérieurs;
 - (c) L'accessibilité du soutien sur les lieux; et
 - (d) toutes les améliorations aux exigences de base offertes par le soumissionnaire.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Le soumissionnaire peut aussi décrire toute autre information qu'il juge pertinente :

(i) **Coordonnées de clients cités en référence:**

- (a) Le soumissionnaire doit fournir les coordonnées de personnes citées en référence. Les coordonnées de personnes citées en référence doivent chacune confirmer, quand lorsque TPSGC le demande,

- (i) le type de travaux effectués;
- (ii) la compétence générale et les relations au cours du projet;
- (iii) la qualité du produit final.

- (b) La question visant à obtenir la confirmation des clients cités en référence devrait être construite de la façon suivante :

Exemple de question destinée aux clients cités en référencé :

Le fournisseur de services a-t-il respecté les échéances et délais ainsi que le budget déterminés?

☐ Oui, le fournisseur de services a respecté les échéances, les délais et le budget déterminés.

☐ Non, le fournisseur de services n'a pas respecté les échéances, les délais et le budget déterminés.

☐ Je ne peux pas fournir des renseignements en lien avec cette question ou je n'y consens pas.

- (c) Pour chaque client cité en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom ainsi que le numéro de téléphone ou l'adresse courriel d'une personne-ressource. Si seul le numéro de téléphone est fourni, il sera utilisé pour demander l'adresse de courriel et la vérification des références se fera par courriel.
- (d) Les soumissionnaires doivent aussi donner le titre de la personne-ressource. Il incombe au soumissionnaire de s'assurer que la personne-ressource qu'il propose est au fait des services qu'il a offerts et qu'elle est prête à être citée en référence. Les références de l'État sont permises.
- (j) **Liste de logiciels proposés:** Le soumissionnaire doit fournir une liste détaillée comportant le nom et la version de chaque composante du logiciel sous licence requis par la solution logicielle proposée. Le soumissionnaire doit fournir une liste de tous les logiciels nécessaires à l'installation et au fonctionnement de la solution proposée qui ne sont pas déjà inclus dans la liste des composants logiciels sous licence.
- (k) **Plan de transfert des connaissances de logiciel:** Le soumissionnaire doit présenter une de son plan de transfert des connaissances démontrant qu'il répond à l'ensemble des exigences obligatoires en matière de transfert des connaissances décrites dans l'Énoncé des travaux.
- (l) **Stratégie de mise à jour de logiciels :** Le soumissionnaire doit proposer une stratégie mise à jour de logiciels, laquelle devrait démontrer qu'elle répond à toutes les exigences de traitement décrites dans l'énoncé des travaux.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (m) **Architecture du système de solution** : Le soumissionnaire doit inclure une vue d'ensemble de l'architecture technique de la solution logicielle proposée.
- (n) **Description de l'évolution de la solution logicielle**: Le soumissionnaire doit indiquer quand et comment la solution logicielle a été conçue, ainsi que comment elle a évolué, en précisant les caractéristiques de chaque version. Ces renseignements ne sont demandés qu'à titre informatif et ne seront pas évalués.

3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Établissement des prix**: Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec l'annexe C, Base de paiement. Sauf indication contraire, les soumissionnaires doivent inclure un seul prix ferme tout compris, en devises canadiennes, dans chacune des cases à remplir des tableaux d'établissement des prix.

- (b) **Paielement électronique de factures – soumission**

Si vous êtes disposés à accepter le paiement de factures au moyen d'instruments de paiement électronique, compléter le formulaire 5 – Instrument de paiement électronique, afin d'identifier lesquels sont acceptés.

Si le formulaire 5 - Instrument de paiement électronique n'a pas été complété, il sera alors convenu que le paiement de facture au moyen d'instruments de paiement électronique ne sera pas accepté.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

- (c) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toutes les options de prolonger la durée du contrat. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer l'ensemble du matériel, des logiciels, des périphériques et des composantes nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (d) **Prix non indiqués** : On demande aux soumissionnaires d'entrer «0,00\$» pour tout article qu'ils ne comptent pas facturer ou qui ont déjà été ajoutés à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant «0,00\$» aux fins d'évaluation et pourrait demander au soumissionnaire de confirmer que le prix est bel et bien «0,00\$». Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix lors de cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vierge est de 0,00\$, sa soumission sera déclarée non recevable.
- (e) **Fluctuation du taux de change**
 - (i) Clause du guide des CCUA C3010T (2014-11-27), Fluctuation du taux de change – Atténuation des risques

3.4 Section III: Certifications

It is a requirement that bidders submit the certifications and additional information required under Part 5.

3.5 Section IV: Renseignements supplémentaires

- (a) **Installations ou locaux proposés du soumissionnaire nécessitant des mesures de sauvegarde**

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Tel qu'indiqué à la Partie 6 à l'article Exigences relatives à la sécurité, le soumissionnaire doit fournir l'adresse complète de ses installations ou de ses locaux et celles des individus proposée pour lesquels des mesures de sauvegarde sont nécessaires à la réalisation des travaux.

Numéro civique/nom de rue, numéro d'unité/de bureau/d'appartement :
Ville province, territoire ou État :
Code postal/code zip :
Pays :

L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer, par l'entremise du [Programme de sécurité des contrats](#) que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé, tel que décrit lors de l'attribution du contrat, à la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences.

On demande aux soumissionnaires d'indiquer ces renseignements dans leur formulaire de présentation des soumissions.

3.6 Section V : Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement

Les soumissionnaires doivent soumettre des renseignements précis concernant chaque composante de la chaîne d'approvisionnement qu'ils proposent. Cette information est appelée « Information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement » ou « ISCA », comme le précise la section 3 de l'**Annexe F, Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement**. L'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement doit être soumise dans cette section. Le Canada utilisera cette information pour évaluer si, à son avis, la chaîne d'approvisionnement proposée par un soumissionnaire pourrait faire en sorte que la solution proposée par le soumissionnaire compromette ou serve à compromettre l'intégrité de la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant, conformément au processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement décrit à l'**annexe F, Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement**.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation technique et financière. Même si l'évaluation et la sélection seront effectuées par étape, le fait que le Canada soit passé à une étape ultérieure ne signifie pas que ce dernier a irréfutablement déterminé que le soumissionnaire a réussi les étapes précédentes. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines phases de l'évaluation.
- (b) L'évaluation sera menée d'une manière structurée, uniforme, impartiale, équitable et transparente. L'objectif de l'évaluation est de déterminer si la soumission offre le meilleur rapport qualité-prix pour le Canada.
- (c) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les exigences techniques et financières. Après les évaluations des soumissions, jusqu'à trois soumissionnaires conformes les mieux classés seront pris en considération pour l'attribution d'un contrat

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

pour la première étape des travaux afin de concevoir un prototype de solution et les produits livrables en vue d'une ECC.

(d) Les équipes d'évaluation seront composées de représentants du client et de Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) qui évalueront et analyseront les soumissions et les prototypes au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils externes ou aux ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions et analyser les prototypes. Les membres de l'équipe d'évaluation et d'analyse ne participeront pas nécessairement tous à tous les aspects de l'évaluation ou de l'analyse de l'étape respective.

(e) TPSGC a retenu les services de RFP Solutions Inc. comme surveillant de l'équité dans le cadre du présent processus d'approvisionnement. Le surveillant de l'équité ne fera pas partie de l'équipe d'évaluation, mais il verra à ce que le Canada respecte la méthode d'évaluation décrite dans la demande de soumissions.

(f) En plus de tous les autres délais prescrits dans la demande de soumissions:

(i) **Demandes de précisions:** si le Canada demande des précisions au soumissionnaire sur sa soumission ou qu'il veut vérifier la soumission, le soumissionnaire disposera d'un délai de 2 jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.

(ii) **Demandes de renseignements supplémentaires:** Si le Canada demande des renseignements supplémentaires conformément à la section « Déroulement de l'évaluation » du document 2003, Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, afin de:

(a) vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire dans sa soumission;

(b) communiquer avec une ou plusieurs des références citées par le soumissionnaire (références citées dans les curriculum vitae des ressources individuelles) dans le but de valider les renseignements fournis par le soumissionnaire;

Le soumissionnaire doit soumettre les renseignements demandés par le Canada dans les 2 jours ouvrables suivant la demande de l'autorité contractante.

(g) **Prolongation du délai:** si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

(i) **Nombre de ressources évaluées:** Seul un certain nombre de ressources par catégorie seront évaluées dans le cadre de la présente demande de soumissions, comme l'indique l'annexe B, Statement of Requirements. Les autres ressources ne seront évaluées qu'après l'attribution du contrat quand l'entrepreneur devra accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation des tâches (AT) sera appliqué conformément à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent, selon l'article intitulé « Autorisation des tâches ». Quand un formulaire d'autorisation de tâche sera émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'autorisation de tâche. La ressource proposée sera alors évaluée par rapport aux critères de l'énoncé de des besoins, conformément à Annexe B.

(h) Le Canada appliquera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4.2 Processus de conformité des soumissions en phases

4.2.1 (19-07-2018) Généralités

- (a) Pour ce besoin, le Canada applique le PCSP tel que décrit ci-dessous.
- (b) Nonobstant tout examen par le Canada aux phases I ou II du Processus, les soumissionnaires sont et demeureront les seuls et uniques responsables de l'exactitude, de l'uniformité et de l'exhaustivité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, en vertu de cet examen, aucune obligation ni de responsabilité envers les soumissionnaires de relever, en tout ou en partie, toute erreur ou toute omission, dans les soumissions ou en réponse à toute communication provenant d'un soumissionnaire.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS LORS DES PHASES I ET II DU PRÉSENT PROCESSUS NE SONT QUE PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT NÉANMOINS JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AUX PHASES I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AURAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À UNE PHASE ANTÉRIEURE. LE CANADA PEUT DÉTERMINER À SA DISCRÉTION QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE DE CES PHASES. LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE MALGRÉ LE FAIT QU'IL AIT FOURNI UNE RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT D'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (TEL QUE CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) QU'IL EST POSSIBLE QUE CETTE RÉPONSE NE SUFFISE PAS POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE CONFORME AUX AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa propre discrétion et à tout moment, demander et recevoir de l'information de la part du soumissionnaire afin de corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans sa soumission, et cette nouvelle information fera partie intégrante de sa soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature absente; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de forme; l'omission d'un accusé de réception, du numéro d'entreprise d'approvisionnement ou même les coordonnées des personnes-ressources, c'est-à-dire leurs noms, leurs adresses et les numéros de téléphone; ou encore des erreurs d'inattention dans les calculs ou dans les nombres, et des erreurs qui n'affectent en rien les montants que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou pour tout composant du prix. Ainsi, le Canada a le droit de demander ou de recevoir toute information après la date de clôture de l'invitation à soumissionner uniquement lorsque l'invitation à soumissionner permet ce droit expressément. Le soumissionnaire disposera alors d'un délai indiqué pour fournir l'information requise. Toute information fournie hors délais sera refusée.

- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu du Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (2020-05-28) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de soumission ou après la clôture de cette dernière, lorsque la demande de soumissions confère expressément ce droit au Canada, ou dans les circonstances décrites au paragraphe (c).

- (e) Le Canada enverra un Avis ou un REC selon la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit soumettre sa réponse par la méthode stipulée dans l'Avis ou le REC. Les réponses sont réputées avoir été reçues par le Canada à la date et à l'heure qu'elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'Avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Un courriel de réponse autorisé dans l'Avis ou le REC est réputé reçu par le Canada à la date et à l'heure auxquelles il a été reçu dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'Avis ou le REC. Un Avis, ou un REC, envoyé par le Canada au soumissionnaire à l'adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est réputé avoir été reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'assume aucune responsabilité envers les soumissionnaires pour les soumissions retardataires, peu importe la cause.

4.2.2 (13-03-2018) Phase I: Soumission financière:

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (a) Après la date et l'heure de clôture de cette demande de soumissions, le Canada examinera la soumission pour déterminer si elle comporte une soumission financière et si celle-ci contient toute l'information demandée par la demande de soumissions. L'examen par le Canada à la phase I se limitera à déterminer s'il y manque des informations exigées par la demande de soumissions à la soumission financière. Cet examen n'évaluera pas si la soumission financière répond à toute norme ou si elle est conforme à toutes les exigences de la demande.
- (b) L'examen par le Canada durant la phase I sera effectué par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux Canada.
- (c) Si le Canada détermine, selon sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou qu'il manque toutes les informations demandées dans la soumission financière, la soumission sera alors jugée non recevable et sera rejetée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites au paragraphe (c), Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire (« Avis ») identifiant où la soumission financière manque d'informations. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été jugée recevable selon les exigences examinées lors de la phase I ne recevra pas d'Avis. De tels soumissionnaires n'auront pas le droit de soumettre de l'information supplémentaire relativement à leur soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un Avis bénéficieront d'un délai indiqué dans l'Avis (la « période de grâce ») pour redresser les points indiqués dans l'Avis en fournissant au Canada, par écrit, l'information supplémentaire ou une clarification en réponse à l'Avis. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par le Canada sauf dans les circonstances et conditions stipulées expressément dans l'avis.
- (f) Dans sa réponse à l'Avis, le soumissionnaire n'aura le droit de redresser que la partie de sa soumission financière indiquée dans l'Avis. Par exemple, lorsque l'Avis indique qu'un élément a été laissé en blanc, seule l'information manquante pourra ainsi être ajoutée à la soumission financière, excepté dans les cas où l'ajout de cette information entraînera nécessairement la modification des calculs qui ont déjà été présentés dans la soumission financière (p.ex. le calcul visant à déterminer le prix total). Les rajustements nécessaires devront alors être mis en évidence par le soumissionnaire et seuls ces rajustements pourront être effectués. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière soumise par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et sera rejetée. Aucun changement ne sera autorisé à une quelconque autre section de la soumission du soumissionnaire. L'intégralité de l'information soumise conformément aux exigences de cette demande de soumissions en réponse à l'Avis remplacera **uniquement** la partie de la soumission financière originale telle qu'autorisée ci-dessus et sera utilisée pour le reste du processus d'évaluation des soumissions.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est recevable pour les exigences examinées à la phase I, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas jugée recevable au regard des exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.
- (i) Seules les soumissions jugées recevables conformément aux exigences examinées à la phase I à la satisfaction du Canada seront examinées à la phase II.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4.2.3 (13-03-2018) Phase II : Soumission technique

- (a) L’examen par le Canada au cours de la phase II se limitera à une évaluation de la soumission technique afin de vérifier si le soumissionnaire a respecté toutes les exigences obligatoires d’admissibilité. Cet examen n’évalue pas si la soumission technique répond à une norme ou répond à toutes les exigences de la soumission. Les exigences obligatoires d’admissibilité sont les critères techniques obligatoires tels qu’ainsi décrits dans la présente demande de soumissions comme faisant partie du Processus de conformité des soumissions en phases. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas identifiés dans la demande de soumissions comme faisant partie du PCSP ne seront pas évalués avant la phase III.
- (b) Le Canada enverra un avis écrit au soumissionnaire REC précisant les exigences obligatoires d’admissibilité que la soumission n’a pas respectée. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II recevra un REC qui précisera que sa soumission a été jugée recevable au regard des exigences examinées au cours de la phase II. Le soumissionnaire en question ne sera pas autorisé à soumettre des informations supplémentaires en réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée dans le REC (« période de grâce ») pour remédier à l’omission de répondre à l’une ou l’autre des exigences obligatoires d’admissibilité inscrites dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des informations supplémentaires ou des clarifications en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de grâce ne seront pas prises en considération par la Canada sauf, dans les circonstances et conditions expressément prévues par le REC.
- (d) La réponse du soumissionnaire doit adresser uniquement les exigences obligatoires d’admissibilité énumérées dans le rapport d’évaluation de conformité (REC) et considérées comme non accomplies, et doit inclure uniquement les renseignements nécessaires pour ainsi se conformer aux exigences. Toutefois, dans le cas où une réponse aux exigences obligatoires d’admissibilité énumérées dans le REC entraînera nécessairement la modification d’autres renseignements qui sont déjà présents dans la soumission, les rajustements nécessaires devront être mis en évidence par le soumissionnaire. La réponse au REC ne doit pas inclure de changement à la soumission financière. Toute autre information supplémentaire qui n’est pas requise pour se conformer aux exigences ne sera pas prise en considération par le Canada.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(e) La réponse du soumissionnaire au REC devra spécifier, pour chaque cas, l'exigence obligatoire d'admissibilité du REC à laquelle elle répond, notamment en identifiant le changement effectué dans la section correspondante de la soumission initiale, et en identifiant dans la soumission initiale les modifications nécessaires qui en découlent. Pour chaque modification découlant de la réponse aux exigences obligatoires d'admissibilité énumérées dans le REC, le soumissionnaire doit expliquer pourquoi une telle modification est nécessaire. Il n'incombe pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire; il incombe plutôt au soumissionnaire d'assumer les conséquences si sa réponse au REC n'est pas effectuée conformément au présent paragraphe. Toutes les informations fournies doivent satisfaire aux exigences de la demande de soumissions.

(f) Tout changement apporté à la soumission par le soumissionnaire en dehors de ce qui est demandé, sera considéré comme étant de l'information nouvelle et ne sera pas prise en considération. L'information soumise selon les exigences de cette demande de soumissions en réponse au REC remplacera, intégralement et **uniquement** la partie de la soumission originale telle qu'elle est autorisée dans cette section.

(g) Les informations supplémentaires soumises pendant la phase II et permises par la présente section seront considérées comme faisant partie de la soumission et seront prises en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission lors de la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les exigences obligatoires admissibles. Celles-ci ne seront utilisées à aucune autre phase de l'évaluation pour augmenter les notes que la soumission originale pourrait obtenir sans les avantages de telles informations additionnelles. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré conforme sera évalué à la phase II afin de déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire n'avait pas soumis les renseignements supplémentaires en réponse au REC. Dans ce cas, la soumission sera considérée comme étant conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible et les renseignements supplémentaires soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes pour la soumission.

(h) Le Canada déterminera si la soumission est recevable pour les exigences examinées à la phase II, en tenant compte de l'information supplémentaire ou de la clarification fournie par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas jugée recevable selon des exigences examinées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission financière sera jugée non recevable et rejetée.

(i) Uniquement les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II et à la satisfaction du Canada seront ensuite évaluées à la phase III.

4.2.4 (13-03-2018) Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) À la phase III, le Canada complétera l'évaluation de toutes les soumissions jugées recevables selon les exigences examinées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, y compris les exigences d'évaluation technique et financière.
- (b) Une soumission sera jugée non recevable et sera rejetée si elle ne respecte pas toutes les exigences d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4.3 Processus d’intégrité de la chaîne d’approvisionnement

A. Définitions

4.3.1 Les termes et les expressions suivants utilisés dans le processus d’ICA sont définis comme suit :

- (a) **Nom du FEO** désigne le nom du fabricant d’équipement d’origine (FEO) du produit commandé.
- (b) **Numéro DUNS du FEO** désigne le système de numérotation universel des données (DUNS). Il s’agit d’un numéro unique à neuf chiffres attribué à chaque emplacement physique d’une entreprise. C’est une norme mondiale qui est utilisée pour déterminer la cote de crédit d’une entreprise. Si l’entreprise n’a pas de numéro DUNS, ou si vous êtes incapable de le trouver, saisissez les renseignements demandés dans la section « C – Renseignements sur les propriétaires ». Les renseignements sur les propriétaires incluent les cinq principaux (en pourcentage) investisseurs et propriétaires de l’entreprise. Les noms fournis pour les investisseurs et les propriétaires sont ceux qui se trouvent dans les documents d’investissement ou de propriété de l’entreprise en question.
- (c) **Nom du produit** désigne le nom du FEO pour le produit.
- (d) **Numéro du modèle** désigne le numéro de modèle ou de version du produit du FEO.
- (e) **Renseignements sur la vulnérabilité** désigne les renseignements sur les cinq derniers problèmes de sécurité signalés en ce qui concerne le produit. Si le FEO a publié ces renseignements sur le site Web CVE, indiquez les numéros CVE en les **séparant par des points-virgules (;)**.
Si le FEO ne publie pas ces renseignements sur le site Web CVE, vous devrez les lui demander directement et les fournir au Centre canadien pour la cybersécurité. Si c’est le cas pour un produit particulier, saisissez « Voir les renseignements joints » dans les champs correspondants.
- (f) **Nom du fournisseur** désigne le nom du fournisseur (c’est-à-dire les sous-traitants, le revendeur, le distributeur, etc.) du produit commandé. Cela inclut toute entité commerciale impliquée dans la production de produits ou de services visant à aider à répondre aux exigences de la soumission.
- (g) **Numéro DUNS du fournisseur** est déjà expliqué ci-dessus.
- (h) **URL du fournisseur** désigne l’URL de la page Web du fournisseur du produit.
- (i) **Propriété** désigne les cinq principaux (en pourcentage) propriétaires du FEO ou du fournisseur. Les noms fournis pour les propriétaires sont ceux qui se trouvent dans les documents de propriété de l’entreprise en question.
- (j) **Investisseurs** désigne les cinq principaux (en pourcentage) investisseurs du FEO ou du fournisseur. Les noms fournis pour les investisseurs sont ceux qui se trouvent dans les documents d’investissement de l’entreprise en question.
- (k) **Dirigeants** désigne les dirigeants et les membres du conseil d’administration de l’entreprise en question.
- (l) **Pays/Nationalité** désigne le pays de la nationalité principale d’une personne indiquée ou le pays dans lequel une personne morale est enregistrée.
- (m) **Lien vers le site Web de l’entreprise** désigne l’URI ou l’URL renvoyant vers les renseignements appuyant les renseignements indiqués dans chacun des champs indiqués ci-dessus : Nom du FEO ou du fournisseur, Propriétaires, Investisseurs et Dirigeants.
- (n) **Information sur la sécurité de la chaîne d’approvisionnement** désigne tout renseignement que le Canada exige du soumissionnaire ou de l’entrepreneur pour effectuer une évaluation complète de la sécurité de l’ISCA au cours du processus d’évaluation de l’ISCA.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

B. Exigences obligatoires en matière de présentation des qualifications

À la date de clôture de la demande de propositions (DDP), les soumissionnaires doivent soumettre l'ISCA suivante avec leur réponse :

Liste de produits de TI : Les soumissionnaires doivent indiquer les produits qui pourraient servir à transmettre et à stocker les données du Canada, ou qui pourraient être utilisés ou installés par le soumissionnaire ou un de ses sous-traitants pour effectuer toute partie des travaux, ainsi que les renseignements suivants concernant chaque produit :

Nom du FEO ;

Numéro DUNS du FEO ;

Nom du produit ;

Numéro du modèle ;

Renseignements sur la vulnérabilité ;

Les soumissionnaires doivent fournir les renseignements relatifs aux produits de TI de leur solution proposée dans le Formulaire 10 – *Formulaire de présentation de l'ISCA du fournisseur*. Les soumissionnaires doivent en outre insérer une ligne distincte pour chaque produit. On demande aux soumissionnaires de ne pas répéter des itérations multiples du même produit (c.-à-d. si le numéro de série ou la couleur sont les seules différences entre les deux produits, ils sont considérés comme étant le même produit dans le cadre du processus d'évaluation de l'ICA).

Renseignements sur les propriétaires : Il n'est nécessaire de remplir les rubriques de la section « C – Renseignements sur les propriétaires » que si le FEO ou le fournisseur n'est pas en mesure de fournir un numéro DUNS.

Nom du fournisseur ;

Numéro DUNS du fournisseur ;

URL du fournisseur ;

Propriétaires ;

Investisseurs ;

Dirigeants ;

Pays/Nationalité ;

Lien vers le site Web de l'entreprise.

C. Évaluation de l'ISCA

1. Le Canada déterminera si, à son avis, l'ISCA donne lieu à la possibilité que la solution du soumissionnaire compromette ou serve à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant.

2. Lors de l'évaluation :

- (a) Le Canada peut exiger du soumissionnaire des renseignements supplémentaires nécessaires pour effectuer une évaluation complète de l'ISCA. Le soumissionnaire disposera de deux jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par le Canada) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, la réponse sera rejetée.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (b) Le Canada peut confier l'évaluation à ses propres ressources et peut, au besoin, se procurer des renseignements supplémentaires auprès de tiers. Le Canada peut utiliser tout renseignement, figurant dans la soumission ou provenant d'une autre source, qu'il juge utile afin d'effectuer une évaluation complète de l'ISCA.

Si le Canada juge qu'il est possible que tout aspect de l'ISCA, si celle-ci était utilisée par le Canada, puisse compromettre ou servir à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant :

- (c) Le Canada avertira (par courriel) le soumissionnaire pour lui faire part des aspects de l'ISCA qui le préoccupent ou qu'il ne peut pas évaluer (par exemple, des propositions de versions futures de produits ne peuvent être évaluées). Tous les renseignements supplémentaires que le Canada pourrait être en mesure de fournir au soumissionnaire au sujet de ses préoccupations dépendront de la nature de celles-ci. Dans certains cas, pour des raisons de sécurité nationale, il pourrait être impossible pour le Canada de fournir d'autres renseignements au soumissionnaire. Par conséquent, dans certaines circonstances, le soumissionnaire ne connaîtra pas les raisons sous-jacentes des préoccupations du Canada relativement au produit, au sous-traitant ou à d'autres aspects de l'ISCA. En ce qui concerne les préoccupations éventuelles, le Canada peut, à son entière discrétion, déterminer une éventuelle mesure d'atténuation que le soumissionnaire pourrait devoir mettre en œuvre par rapport à n'importe quelle portion de l'ISCA si un contrat lui est attribué.
- (a) Après réception de l'avis du Canada, le soumissionnaire pourra présenter de l'information sur l'ISCA révisée dans un délai de 10 jours civils (ou dans un délai plus long indiqué par écrit par l'autorité contractante).
- (b) Si le soumissionnaire présente de l'ISCA révisée dans le délai imparti, le Canada procédera à une deuxième évaluation. Si le Canada juge que des aspects de l'ISCA du soumissionnaire peuvent compromettre ou servir à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant, il n'offrira pas au soumissionnaire d'autre occasion de réviser son ISCA et rejettera sa réponse.
3. En participant au présent processus, le soumissionnaire reconnaît que la nature des technologies de l'information est telle que de nouvelles vulnérabilités, y compris celles liées à la sécurité, sont constamment découvertes. En outre, le soumissionnaire reconnaît que l'évaluation de sécurité du Canada ne couvre pas l'évaluation d'une solution logicielle proposée. Par conséquent :
- (a) la qualification, conformément à ce processus d'évaluation de l'ISCA, ne constitue pas une approbation selon laquelle les produits ou autres renseignements inclus dans le cadre de l'ISCA répondront aux exigences du contrat qui en découle;
- (b) une qualification, conformément à ce processus d'évaluation de l'ISCA, ne signifie pas que de l'ISCA identique ou similaire sera évaluée de la même façon pour les besoins futurs;
- (c) à tout moment au cours de ce processus de demande de propositions, le Canada peut aviser un soumissionnaire que des aspects de son ISCA font l'objet de préoccupations en matière de sécurité. À ce stade, le Canada avisera le soumissionnaire et lui offrira l'occasion de réviser son ISCA, en suivant le processus décrit ci-dessus;
- (d) au cours de l'exécution de tout contrat subséquent à la présente demande de soumissions, si le Canada est préoccupé par certains produits, conceptions et sous-traitants compris initialement dans l'ISCA, il gèrera ses préoccupations conformément aux modalités du contrat.
4. Tous les soumissionnaires seront avisés par écrit s'ils se sont ou non qualifiés dans le cadre de la DDP pour passer à l'étape suivante du processus d'approvisionnement.
5. Les soumissionnaires retenus dans le cadre de la DDP devront, dans leur réponse à une demande de soumissions subséquente, proposer une solution conforme à la version définitive de

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

l'ISCA qu'ils ont transmise avec leur réponse à la présente DDP (sous réserve de révision conformément au paragraphe ci-dessous seulement). Il s'agit d'une exigence obligatoire de ce processus de demande de soumissions. La solution proposée dans toute demande de soumissions subséquente n'a pas à contenir tous les produits inclus dans l'ISCA définitive.

6. Une fois qu'un soumissionnaire a été retenu dans le cadre de la présente DDP, aucune modification ne peut être apportée à l'ISCA, sauf dans des circonstances exceptionnelles déterminées par le Canada. Comme il n'est pas possible de prévoir toutes les circonstances exceptionnelles, le Canada, pour chacun des cas qui se présentent, déterminera si des modifications sont permises et définira le processus régissant ces modifications.

4.4 Évaluation technique

(a) Évaluation des critères techniques obligatoires :

Le PCSP s'appliquera à tous les critères techniques obligatoires énumérés à l'annexe B, - Énoncé des besoins.

(b) Critères techniques cotés :

- (i) Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, lesquelles sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou au moyen d'un renvoi à une note. Les soumissionnaires qui ne fourniront pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumission seront cotés en conséquence. Les critères techniques cotés sont présentés à l'annexe B, Énoncé des besoins.
- (ii) Les critères cotés évalués au cours de l'évaluation des soumissions sont énumérés à l'annexe G, Critères d'évaluation des soumissions. En vertu du PCSP, un soumissionnaire doit obtenir au moins 60 % de la note totale pour les capacités opérationnelles de la solution proposée et au moins 60 % de la note totale pour les capacités techniques de la solution proposée qui sont définies dans l'annexe B, Exigences de la solution.

(c) Vérification des références :

- (i) Le Canada effectuera la vérification des références par courriel. Le Canada acheminera toutes les demandes de vérification des références par courriel dans un délai de 72 heures aux personnes-ressources citées en référence par les soumissionnaires dans leur. Le Canada n'attribuera pas de points là où les soumissionnaires ne rencontrent pas les exigences obligatoires de l'expérience (le cas échéant) à moins que réponses ne soient reçues dans un délai de 5 jours ouvrables de la date à laquelle le courriel a été envoyé par la Canada.
- (ii) Le troisième jour après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'elle doit répondre au Canada dans le délai de 5 jours prescrit. Si la personne nommée n'est pas disponible pendant la période d'évaluation, le soumissionnaire peut fournir le nom et les coordonnées d'une autre personne chez le même client. Cette possibilité ne sera offerte aux soumissionnaires qu'une

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

fois par client, et ce uniquement si la personne nommée initialement n'est pas disponible (c'est-à-dire que le soumissionnaire ne pourra soumettre le nom d'une autre personne si la première personne-ressource indique qu'il ou elle ne souhaite pas répondre ou n'est pas en mesure de le faire). Le soumissionnaire disposera alors de 24 heures pour proposer le nom d'une autre personne. Celle-ci aura de nouveau cinq (5) jours ouvrables pour répondre au Canada à compter de la date d'envoi de la demande de vérification des références.

- (iii) En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne référence et celle fournie par le soumissionnaire, la première sera l'information évaluée.
- (iv) On n'accordera aucun point ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté (selon le cas) si (1) le client cité en référence indique qu'il n'est pas en mesure de fournir l'information demandée ou qu'il ne veut pas le faire, ou (2) le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire même (par exemple, le client ne peut pas être le client d'un sous-traitant du soumissionnaire plutôt que le client du soumissionnaire même). De même, on n'accordera aucun point au soumissionnaire ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même une filiale ou autre entité qui a des liens de dépendance avec le soumissionnaire.
- (v) La vérification des références n'est pas obligatoire, TPSGC peut choisir d'y recourir ou non. Toutefois, si TPSGC choisit de le faire pour quelque exigence cotée ou obligatoire que ce soit, il vérifiera les références des soumissionnaires dont la candidature n'a pas été jugée irrecevable à ce stade de l'évaluation.

(d) Demonstration

(i) Le Canada se réserve le droit, mais n'aura aucune obligation, de demander au soumissionnaire classé d'exiger que jusqu'à six (6) des principaux soumissionnaires les mieux classés (établi après l'évaluation financière) d'effectuer une démonstration de toute caractéristique, fonctionnalité et capacité décrites dans la demande de soumissions ou dans la soumission, afin d'en vérifier la conformité aux exigences de cette demande de soumissions. Si une démonstration est exigée, elle doit être effectuée, sans frais pour le Canada, dans un endroit convenu avec l'autorité contractante. Le Canada fournira au moins cinq jours ouvrables avant la date fixée pour la démonstration. La démonstration devra se faire durant les heures normales de travail déterminées par l'autorité contractante. Le Canada assumera ses propres frais salariaux et de déplacement engagés relativement à toute démonstration. Malgré la soumission écrite, si le Canada détermine pendant une démonstration que la solution proposée par le soumissionnaire ne satisfait pas aux exigences obligatoires de cette demande de soumissions, la soumission sera déclarée irrecevable. À la suite d'une démonstration, le Canada peut réduire la note accordée à un soumissionnaire pour toute exigence cotée si cette démonstration ne valide pas la note attribuée au soumissionnaire en fonction de sa soumission écrite. La note du soumissionnaire ne sera pas augmentée à la suite d'une démonstration. S'il réduit la note du soumissionnaire à la suite de la démonstration, le Canada procédera à un nouveau classement des soumissionnaires.

(e) Contrôle de validation de la soumission classée au premier rang :

(i) Dans le cadre du contrôle de validation de la soumission, le Canada examinera la solution proposée dans la soumission classée pour les trois soumissions les mieux classées (établi après l'évaluation financière) afin de confirmer qu'elle fonctionnera comme décrit dans la soumission et qu'elle satisfait aux exigences en matière de fonctionnalité technique décrites dans Annexe B – Énoncé des besoins. Si le Canada demande la réalisation d'un contrôle de validation, celui-ci sera publié en ligne.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (ii) Le Canada effectuera alors le contrôle de validation. Un service de soutien en ligne devrait être offert pendant le contrôle de validation afin qu’il soit possible d’obtenir des conseils techniques et des clarifications. Si un représentant n’est pas disponible, le Canada n’est pas obligé de retarder le contrôle de validation de la soumission.
- (iii) Si le Canada décide de réaliser un contrôle de validation, il devra documenter les résultats obtenus. Si le Canada détermine que la solution proposée ne satisfait pas à une exigence obligatoire de la demande de soumissions, la soumission ne passera pas le contrôle de validation de la soumission et sera rejetée. À la suite du contrôle de validation de la soumission, le Canada peut réduire la note accordée au soumissionnaire pour toute exigence cotée si ce contrôle ne valide pas la note attribuée au soumissionnaire en fonction de sa soumission écrite. La note du soumissionnaire ne sera pas augmentée à la suite d’un contrôle de validation de la soumission. S’il réduit la note du soumissionnaire à la suite du contrôle de validation, le Canada procédera à un nouveau classement des soumissionnaires.
- (iv) Dans le cadre du contrôle de validation de la soumission, le soumissionnaire accorde au Canada une licence restreinte d’utilisation de la solution logicielle proposée par le soumissionnaire à des fins d’essai et d’évaluation.
- (v) Si, au cours de l’installation initiale du logiciel pour le contrôle de validation de la soumission, le soumissionnaire découvre que des fichiers pour les composantes logicielles précisées dans la soumission technique sont manquants ou corrompus, le soumissionnaire doit cesser le processus d’installation et aviser l’autorité contractante. Si l’autorité contractante détermine que les fichiers manquants ou corrompus font partie des composantes précisées dans la soumission technique, le Canada pourra donner au soumissionnaire la permission de présenter à l’autorité contractante les fichiers manquants ou les fichiers de remplacement pour les fichiers corrompus sur support électronique ou en consultant un site Web où les fichiers peuvent être téléchargés. Ces fichiers doivent avoir été diffusés au public dans le commerce avant la date limite de remise des soumissions. À la réception des fichiers sur support électronique ou lors du téléchargement à partir du site Web, l’autorité contractante confirmera que (i) les fichiers ont été diffusés au public dans le commerce avant la date limite de remise des soumissions; (ii) les fichiers ne comprennent pas de nouvelles éditions ou versions du logiciel; (iii) les fichiers appartiennent à des composantes logicielles précisées dans la soumission technique; et (iv) le logiciel ne devra pas être recompilé pour pouvoir utiliser les fichiers. L’autorité contractante décidera, à sa seule discrétion, si les fichiers additionnels peuvent être installés pour le contrôle de validation de la soumission. En aucun cas, les fichiers nécessaires pour corriger des défauts de programmation ou de code du logiciel ne seront permis. Ce processus ne peut être utilisé qu’une seule fois, et ce seulement au cours de l’installation initiale du logiciel pour le contrôle de validation de la soumission.

4.5 Évaluation financière

- (a) L’évaluation financière sera effectuée en calculant le prix soumissionné total (Prix total de la soumission) à l’aide des tableaux de prix remplis par les soumissionnaires.

TABLEAU A – PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION AUX FINS D’ÉVALUATION			
NUMÉRO D’ARTICLE	DESCRIPTION	CALCUL	PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION
1.	Produits livrables de la phase de conception	Somme de la case A18 du tableau 2.1	_____ \$

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	de la solution, à fournir sur demande conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux, et à l'autorisation de tâche.	et de la case N du tableau 2.2 de l'annexe C	
2.	Produits livrables de la phase de mise en œuvre de la solution, à fournir sur demande conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux, et à l'autorisation de tâche.	Somme de la case A12 du tableau 3.1 et de la case B du tableau 3.2 de l'annexe B	_____ \$
3.	Logiciel sous licence perpétuelle pour le développement et les essais d'assurance de la qualité (licences d'utilisation). Cela comprend le logiciel sous licence perpétuelle et la garantie de 12 mois décrite dans le tableau 4A de l'annexe C (applicable dans certains cas).	Total du tableau 4.1 - 2 de l'annexe C <u>Remarque :</u> Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles	_____ \$
4.	Option irrévocable pour les services de maintenance et de soutien des logiciels pour les licences de développement et d'assurance qualité pouvant être demandées à tout moment pendant la période du contrat et toute année d'option, selon ce qui est décrit dans le tableau 4B de l'annexe C (applicable dans certains cas).	Tableau 4.2 - 2 de l'annexe C <u>Remarque :</u> Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles	_____ \$

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

5.	Logiciel sous licence perpétuelle (licences d'utilisation, production) pendant les phases de conception et de mise en œuvre (Année 1), selon ce qui est décrit au tableau 4C de l'annexe C (applicable dans certains cas).	Tableau 4.3 - 4 de l'annexe C <u>Remarque :</u> Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 4A, 4B, 4C et 4D uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles	_____ \$
6.	Option irrévocable pour les services de maintenance et de soutien des logiciels (licences d'utilisation et de production), selon ce qui est décrit dans le tableau 4D de l'annexe C (applicable dans certains cas).	Tableau 4.4 - 5 de l'annexe C <u>Remarque :</u> Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles	_____ \$
7.	Logiciels sous licence d'abonnement, maintenance et soutien des logiciels pour le développement et les essais d'assurance de la qualité (licences d'utilisation). Le prix comprend les logiciels sous licence d'abonnement et une garantie de 12 mois décrite dans le tableau 4E de l'annexe C (selon le cas).	Total du tableau 4.5 - 2 de l'annexe C <u>Remarque :</u> Les soumissionnaires doivent remplir le tableau 4.5 ou le tableau 4.6 s'ils proposent des logiciels sous licence d'abonnement.	_____ \$
8.	Logiciels sous licence d'abonnement, maintenance et soutien des logiciels, et une garantie de 12 mois sur les licences d'utilisation	Total du tableau 4.6 - 5 de l'annexe C <u>Remarque :</u> Les soumissionnaires	_____ \$

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	(production) décrite dans le tableau 4F de l'annexe C (selon le cas).	doivent remplir le tableau 4.5 ou le tableau 4.6 s'ils proposent des logiciels sous licence d'abonnement.	
9.	Logiciels supplémentaires optionnels pour le logiciel sous licence perpétuelle pour le développement et les essais d'assurance de la qualité (licences d'utilisation). Cela comprend une garantie de 12 mois, pouvant être achetée à tout moment pendant la durée du contrat, selon ce que décrit le tableau 5A de l'annexe C (dans certains cas).	Total du tableau 5.1 - 2 de l'annexe C <u>Remarque</u> : Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 5.1 et 5.2 uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles.	_____ \$
10.	Logiciels supplémentaires optionnels sous licence perpétuelle (utilisation, production). Cela comprend la maintenance et le soutien des logiciels, et une garantie de 12 mois, pouvant être achetée à tout moment pendant la durée du contrat, selon ce que décrit le tableau 5B de l'annexe C (dans certains cas).	Total du tableau 5.2 - 3 de l'annexe C <u>Remarque</u> : Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 5.1 ou 5.2 uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles.	_____ \$
11.	Logiciels optionnels supplémentaires sous licence d'abonnement pour le développement et les essais d'assurance de la qualité (licences d'utilisation). Le prix comprend les logiciels sous licence	Total du tableau 4.5 2A de l'annexe C <u>Remarque</u> : Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 4.5 et 4.6 uniquement s'ils	_____ \$

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	d’abonnement, la maintenance et le soutien des logiciels, et une garantie de 12 mois, pouvant être achetée à tout moment pendant la durée du contrat, selon ce que décrit le tableau 4.5 de l’annexe C (dans certains cas).	proposent des logiciels sous licence d’abonnement.	
12.	Logiciels supplémentaires optionnels pour licences d’utilisation, production. Le prix comprend les logiciels sous licence d’abonnement, la maintenance et le soutien des logiciels, et une garantie de 12 mois, pouvant être achetée à tout moment pendant la durée du contrat décrite dans le tableau 4.6 de l’annexe C (dans certains cas).	Tableau 4.6 sommation de 2A + 2B + 2C de l’annexe C Remarque : Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 4.5 et 4.6 pour les logiciels sous licence d’abonnement	_____ \$
13.	Licence d’entité délivrée à Service correctionnel du Canada pour utiliser la solution, selon ce qui est indiqué dans le tableau 6.1 de l’annexe C.	Total inscrit au tableau 6.1 - 2 de l’annexe C	_____ \$
14.	Options irrévocables pour des services de maintenance et de soutien des logiciels – Licence d’entité (licences perpétuelles) selon ce qui est décrit au tableau 6.2 de l’annexe C (dans certains cas),	Total inscrit au tableau 6.2 - 21 de l’annexe C Remarque : Seuls les soumissionnaires proposant des licences perpétuelles doivent remplir le tableau 6.2.	_____ \$

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

15.	Services professionnels sur demande, selon ce qui est décrit dans le tableau 8 de l’annexe C.	Total inscrit au tableau 8 - 337 de l’annexe C	_____ \$
-----	---	--	----------

- (i) Clause du guide des CUA A0222T (2014-06-26), Évaluation du prix – Soumissionnaires canadiens et étrangers
- (b) **Formules figurant dans les tableaux d’établissement des prix.** Si les tableaux d’établissement des prix comprennent une formule, le Canada peut entrer les prix indiqués dans le formulaire fourni par les soumissionnaires dans un nouveau tableau, s’il estime que la formule ne fonctionne plus correctement dans la version fournie par le soumissionnaire.
- (c) **Justification des taux pour les services professionnels.** Selon l’expérience du Canada, les soumissionnaires proposent de temps à autre des tarifs au moment de déposer une soumission pour une ou plusieurs catégories de personnel qu’ils refusent de d’honorer par la suite, parce que ces tarifs ne leur permettent pas de recouvrer leurs propres coûts ou de réaliser un profit. Dans le cadre de l’évaluation des taux pour les services professionnels présentés dans la soumission, le Canada pourra, sans toutefois y être obligé, demander que l’on fournisse de la documentation visant à justifier les taux, conformément au présent article. Si le Canada demande une justification des prix, elle sera demandée à tous les soumissionnaires conformes proposant un tarif au moins 20 % inférieur à la médiane des tarifs offerts par tous les soumissionnaires conformes pour la ou les mêmes catégories de ressource. Dans le cas où le Canada demande une justification des prix, les soumissionnaires doivent fournir les renseignements suivants:
- (i) une facture (ainsi que le numéro de série du contrat ou tout autre élément permettant d’identifier le contrat) démontrant que le soumissionnaire a fourni et facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressource à un client (qui n’a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire) que les services ont été offerts pour une période d’au minimum trois (3) mois au cours des douze (12) mois précédant la date de clôture de la présente demande de soumissions, et que les services ont été fournis à un tarif quotidien égal ou inférieur à celui proposé au Canada;
 - (ii) relativement à la facture mentionnée en (i), une preuve du client du soumissionnaire démontrant que les services indiqués sur la facture comprennent au minimum 50% des tâches énumérées dans l’Énoncé des travaux pour la catégorie de ressources évaluée, et ce, à un taux déraisonnablement bas. Il peut s’agir d’une copie du contrat (dans lequel on décrit les services à offrir et où l’on démontre qu’au moins 50% des tâches sont les mêmes que celles qui doivent être effectuées dans le cadre de l’Énoncé des travaux de la présente demande de soumissions), ou d’une attestation du client indiquant que les services notés sur la facture comprenaient au moins 50% des tâches qui doivent être effectuées en vertu de l’Énoncé des travaux de la présente demande de soumissions);
 - (iii) pour chacun des contrats pour lesquels une facture est présentée à titre de justification, le curriculum vitae de la ressource qui a offert les services dans le cadre de ce contrat afin de démontrer que la ressource répondrait aux exigences obligatoires et obtiendrait la note de passage pour tous les critères côtés de la catégorie de ressource faisant l’objet d’une justification des taux;
 - (iv) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l’adresse de courriel d’une personne-ressource du client ayant reçu chacune des factures présentées au point (i), afin que le Canada puisse valider tout renseignement fourni par le soumissionnaire.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (v) Lorsque le Canada demande une justification des taux offerts pour une catégorie de ressource particulière, il revient au soumissionnaire de présenter l'information (soit l'information décrite ci-haut ou d'autres renseignements, à la demande du Canada, y compris des renseignements qui lui permettraient de vérifier de l'information auprès de la ressource proposée) qui permettra au Canada de déterminer s'il peut compter en toute confiance sur la capacité du soumissionnaire à effectuer les services requis aux taux indiqués tout en recouvrant, au minimum, les coûts engagés. Si le Canada considère que les renseignements fournis par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier le recours à des taux déraisonnablement bas, la soumission sera jugée irrecevable.
- (d) **Nombre de catégories de ressources évaluées :** Toutes les catégories de ressources proposées seront évaluées conformément aux critères d'évaluation dans le cadre de cette demande de soumissions. Les autres ressources ne seront évaluées qu'après l'attribution du contrat, lorsque l'entrepreneur devra accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'AT sera appliqué conformément à la Partie 7, Clauses du contrat subséquent, selon l'article intitulé « Autorisation de tâche ». Quand un formulaire d'AT sera émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'AT.
- (e) **Classement des soumissions :**
- (i) **Meilleure cote combinée de la valeur technique (70 %) et du prix (30 %) - Étape de l'évaluation**

Après l'évaluation des soumissions techniques et financières réalisée par le Canada, les trois soumissions les mieux cotées seront déterminées en fonction des cotes combinées du mérite technique et du prix. On accordera 70 % de la pondération à la soumission technique et 30 % à la soumission financière en vertu de la formule suivante :

$$\frac{\text{Total des points accordés au soumissionnaire pour les exigences cotées}}{\text{Cote maximale pour les critères techniques}} \times 70 \% = \text{Total 1}$$

$$\frac{\text{Prix total le plus bas}}{\text{Prix total de la soumission classée}} \times 30 \% = \text{Total 2}$$

(Total 1) + (Total 2) = Cotes combinées pour le mérite technique et le prix.

Composantes de l'étape d'évaluation	Pondération globale
Note technique de la soumission	70%
Note financière de la soumission	30%

- (ii) Les soumissions recevables les mieux classées seront celles qui satisfont à toutes les exigences obligatoires et qui présentent les meilleures notes combinées de mérite technique et de prix, conformément au calcul ci-dessus.

4.6 Méthode de sélection :

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(a) Pour qu'elle soit jugée recevable, une soumission doit :

- (i) respecter toutes les exigences de la demande de soumissions;
- (ii) satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires;
- (iii) obtenir la note minimale requise de 60 % pour les critères cotés liés aux capacités opérationnelles de la solution proposée et de 60 % pour les critères cotés liés aux capacités techniques figurant dans l'annexe B, Énoncé des besoins.

En vertu du PCSP, les soumissions qui ne respectent pas les critères i), ii) ou iii) seront jugées irrecevables.

- (b) Les soumissions seront classées de la note la plus élevée à la plus basse, et les trois soumissions les mieux classées seront recommandées pour l'attribution d'un contrat. Le Canada octroiera un contrat d'une valeur de 100 000 dollars canadiens, taxe applicable en sus, aux trois soumissionnaires conformes les mieux classés. Ils devront réaliser les travaux décrits dans la première étape de l'annexe A, Énoncé des travaux.
- (c) Si un soumissionnaire retire sa soumission ou si celle-ci est écartée, le Canada peut offrir un contrat au soumissionnaire ayant obtenu la deuxième note la plus élevée.
- (d) Dans l'éventualité où une égalité de points aurait une incidence sur le classement, le soumissionnaire conforme qui obtient la note technique la plus élevée sera recommandé pour l'attribution d'un contrat.
- (e) De plus, les soumissionnaires devraient noter que toute attribution de contrat est assujettie au processus interne d'approbation du Canada, qui comprend la nécessité d'approuver le financement du montant de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé pour l'attribution d'un contrat, celui-ci sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.

(f) **Procédures d'évaluation de la capacité et de la convivialité**

- (i) **Évaluation de la capacité et de la convivialité (ECC)** : sur la base des résultats de l'évaluation technique et financière, le Canada attribuera des contrats à un maximum de trois soumissionnaires recevables les mieux classés pour un montant estimé de 100 000 dollars canadiens chacun, taxes applicables exclues. Ces contrats couvriront une période de deux ans, et exigeront que chaque entrepreneur soumette une solution prototype et des produits livrables précisés conformément à la phase 1 – Solution prototype de l'annexe A – Énoncé des travaux pour une évaluation conformément aux critères de l'ECC décrits à l'appendice 1 de l'annexe B, Critères d'évaluation de la capacité et de la convivialité.
- (ii) Les entrepreneurs devront soumettre tous les produits livrables du contrat pour les travaux de la phase 1, y compris un prototype de solution d'ECC, dans le format et à la date spécifiés dans le contrat pour l'évaluation du Canada en fonction des critères d'ECC décrits à l'appendice 1 de l'annexe B, Critères d'évaluation de la capacité et de la convivialité.
- (iii) La solution prototype d'ECC de l'entrepreneur sera évaluée en fonction de critères d'ECC cotés par points. Les critères d'ECC seront notés et la somme des notes pour chaque catégorie individuelle sera calculée conformément aux critères d'évaluation et aux points maximums indiqués dans chaque catégorie de l'appendice 1 de l'annexe B, Critères d'évaluation de la capacité et de la convivialité.
- (iv) La note d'évaluation globale de l'ECC sera calculée selon la note combinée la plus élevée pour le mérite technique, le prix et l'ECC.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(v) **Fondement de la décision du Canada d’exercer l’option de la solution complète**

- (a) Le prototype de solution visé par l'ECC classé au premier rang sera déterminé selon la note combinée la plus élevée pour le mérite technique, le prix et l'ECC. Les pondérations seront accordées d'après le tableau suivant : 30 % à la note obtenue à l'évaluation technique, 10 % à la note obtenue à l'évaluation financière et 60 % à la note obtenue à l'ECC.

Évaluation	Pondération globale
Score à l'évaluation technique	30%
Résultat de l'évaluation financière	10%
Note obtenue à l'évaluation des capacités et de la convivialité	60%

- (b) En cas d'égalité, la note obtenue à l'ECC sera utilisée pour classer les entrepreneurs de la note la plus élevée à la note la plus basse. S'il y a d'autres égalités, la note financière la plus basse servira à classer l'entrepreneur.
- (vii) Le Canada exercera, à sa seule discrétion, son option irrévocable de choisir un entrepreneur pour exécuter la totalité ou une partie des travaux en vertu de l'étape 2, Conception de la solution et de l'étape 3, Mise en œuvre de la solution de l'annexe A – Énoncé des travaux, pour une période de cinq ans. Le gouvernement du Canada peut également, à sa discrétion, se prévaloir de son option irrévocable de choisir d'autres entrepreneurs qui ont participé à l'ECC afin de leur confier l'ensemble ou une partie des travaux s'il est établi que cela permettrait de mieux répondre aux besoins du gouvernement du Canada.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur à l'une de ses obligations prévues au contrat, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission peut être déclarée non recevable, ou constituer un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

(a) **Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction**

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les soumissionnaires doivent présenter avec leur soumission s'il y a lieu, le formulaire de déclaration d'intégrité disponible sur le site Web Intégrité – Formulaire de déclaration (<http://www.tpsgc->

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html), afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d’approvisionnement.

5.2 Attestation préalables à l’attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l’une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l’autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l’intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

(a) Processus d’intégrité de la chaîne d’approvisionnement

- (i) Au cours du processus d’appel de DDP, de la période du contrat et de toute période d’option subséquente, l’autorité responsable de la sécurité de la chaîne d’approvisionnement désignée par le Canada peut évaluer l’ISCA du fournisseur, en fonction de son mandat de sécurité nationale visant à protéger l’infrastructure de TI du Canada ainsi qu’à évaluer les menaces, les risques et les points vulnérables.
- (ii) Le Canada évaluera si, à son avis, la chaîne d’approvisionnement du soumissionnaire pourrait faire en sorte que la solution proposée compromette ou serve à compromettre l’intégrité de la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant, ou représenter une menace à la sécurité nationale, conformément à l’annexe F, Processus d’intégrité de la chaîne d’approvisionnement.
- (iii) Il s’agit d’une condition préalable à l’attribution d’un contrat qu’un soumissionnaire satisfasse à l’évaluation de l’intégrité de la chaîne d’approvisionnement de l’autorité de sécurité.

(b) Évaluation de la TI

Il s’agit d’une condition préalable à l’attribution d’un contrat qu’un soumissionnaire termine le programme d’évaluation de la TI du Centre canadien pour la cybersécurité (CCCS).

(c) Dispositions relatives à l’intégrité – documentation exigée

Conformément à l’article intitulé Renseignements à fournir lors d’une soumission, de la passation d’un contrat ou de la conclusion d’un accord immobilier de la Politique d’inadmissibilité et de suspension (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s’il y a lieu afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d’approvisionnement.

(d) Programme de contrats fédéraux pour l’équité en matière d’emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n’est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l’équité en matière d’emploi disponible au bas de la page du site Web d’Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution du contrat.

Le Canada aura aussi le droit de résilier le contrat pour manquement si l'entrepreneur, ou tout membre de la coentreprise si l'entrepreneur est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » pendant la durée du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir à l'autorité contractante le formulaire intitulé « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation », rempli avant l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est une coentreprise, il doit fournir à l'autorité contractante le formulaire « Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation » remplie pour chaque membre de la coentreprise.

(e) Attestation du soumissionnaire relative à la fourniture de matériel et de logiciels du commerce

Tout le matériel et tous les logiciels proposés pour satisfaire à ce besoin doivent être disponibles dans le commerce (sauf indication contraire dans la présente demande de soumissions), ce qui signifie que chaque élément de matériel et de logiciel est disponible dans le commerce, n'exige aucune recherche ni développement supplémentaires et fait partie intégrante d'une gamme de produits existante dont le fonctionnement est éprouvé (c'est-à-dire qu'ils n'ont pas simplement fait l'objet d'essais en laboratoire ou dans un environnement expérimental). Si tout matériel ou logiciel proposé est une extension entièrement compatible d'une gamme de produits éprouvés, il doit avoir été annoncé publiquement au plus tard à la date de clôture des soumissions. En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que tout le matériel et tous les logiciels proposés sont disponibles dans le commerce.

(f) Attestation de l'éditeur de logiciel et autorisation de l'éditeur de logiciel

- (i) Si le soumissionnaire est l'éditeur de tout élément des produits logiciels privés proposés, le Canada exige que le soumissionnaire confirme, par écrit, qu'il est l'éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les renseignements demandés dans le formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel, l'utilisation de ce formulaire n'est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.
- (ii) Tout soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les produits logiciels proposés dans le cadre de sa soumission doit présenter une preuve de l'autorisation de l'éditeur de logiciel, qui doit être signée par ce dernier (et non par le soumissionnaire). Aucun contrat ne sera attribué à un soumissionnaire qui n'est pas l'éditeur de tous les logiciels privés proposés au Canada, à moins qu'une preuve de l'autorisation de ce dernier n'ait été fournie au Canada. Si les logiciels privés proposés par le soumissionnaire proviennent de plusieurs éditeurs de logiciel, une autorisation est exigée de chaque éditeur de logiciel. On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel joint à la demande de soumissions. Bien qu'il soit nécessaire de fournir tous les

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

renseignements demandés dans le formulaire d’autorisation de l’éditeur de logiciel, l’utilisation de ce formulaire n’est pas obligatoire. Pour les soumissionnaires qui utilisent un autre formulaire, le Canada déterminera, à sa seule discrétion, si tous les renseignements exigés ont été fournis. Toute modification aux énoncés du formulaire pourrait rendre la soumission irrecevable.

- (iii) Dans le cadre de la présente demande de soumissions, « éditeur de logiciel » désigne le propriétaire de tout produit logiciel compris dans la soumission qui a le droit d’octroyer une licence (et d’autoriser d’autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits logiciels.

(g) Attestation de l’exigence de vaccination contre la COVID-19

Selon la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, tous les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission, l’attestation de l’exigence de vaccination contre la COVID-19 jointe à cette demande de soumissions afin que leur soumission puisse être considérée davantage. Cette attestation jointe à la demande de soumissions à la date de clôture est jointe au contrat qui en découle et fait partie intégrante du contrat.

5.2.1 Attestations additionnelles préalables à l’attribution du contrat

(a) Services professionnels – Ressources

- (i) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que, s’il obtient le contrat découlant de la demande de soumissions, chaque individu proposé dans sa soumission sera disponible pour exécuter les travaux, tel qu’il est exigé par les représentants du Canada et au moment indiqué dans la demande de soumissions ou convenu avec ce dernier.
- (ii) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste qu’il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculums vitæ et les documents à l’appui présentés avec son offre, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l’expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque individu qu’il a proposé est en mesure d’exécuter les travaux prévus par le contrat subséquent.
- (iii) Si le soumissionnaire ne peut offrir les services d’une personne nommée dans sa soumission, que ce soit en raison du décès, de la maladie, d’un congé prolongé (y compris d’un congé parental et d’un congé d’invalidité), de la retraite, de la démission ou du renvoi de la ressource en question, dans un délai de cinq jours ouvrables suivant la date à laquelle le Canada est mis au courant de la non disponibilité de la personne, le soumissionnaire peut proposer un remplaçant à l’autorité contractante, s’il fournit:
 - (a) le motif du remplacement ainsi que des documents justificatifs jugés acceptables par l’autorité contractante;
 - (b) le nom, les compétences et l’expérience du remplaçant disponible immédiatement;
 - (c) la preuve que le remplaçant détient l’autorisation de sécurité exigée et délivrée par le Canada, s’il y a lieu.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

La candidature d'un seul remplaçant par personne proposée dans la soumission sera évaluée. L'autorité contractante peut, à l'égard du remplaçant proposé par le soumissionnaire et à son entière discrétion, choisir l'une ou l'autre des options suivantes :

- (a) rejeter la soumission sans autre examen;
- (b) évaluer la candidature du remplaçant proposé à l'aide des exigences de la demande de soumissions comme elle l'a fait avec le premier candidat proposé et comme si le remplaçant avait été proposé dès le départ, en apportant les ajustements nécessaires aux résultats de l'évaluation, y compris le rang de la soumission par rapport aux autres.
- (c) Si aucun remplaçant n'est proposé, l'autorité contractante rejettera la soumission sans autre examen.
- (iv) Si le soumissionnaire a proposé un individu qui n'est pas un de ses employés, il atteste en déposant sa soumission qu'il a obtenu la permission de l'individu avant d'offrir ses services pour l'exécution des travaux et de soumettre son curriculum vitae au Canada. Le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par l'individu, attestant qu'il a donné sa permission au soumissionnaire et qu'il est disponible. Si le soumissionnaire ne répond pas à cette demande, sa soumission pourrait être déclarée non recevable.

(b) Seule soumission reçue – Support des prix

Advenant que votre soumission soit la seule reçue, le support des prix doit être remis avec l'offre, conformément au Règlement sur les marchés de l'État. L'une ou l'autre des justifications suivantes est acceptable :

- (i) la liste de prix publiée courante, indiquant l'escompte, en pourcentage, offert au Canada;
- (ii) une copie des factures payées pour une qualité et une quantité semblable de biens, de services ou les deux, vendus à d'autres clients;
- (iii) une ventilation des prix indiquant le coût de la main-d'œuvre directe, des matières directes et des articles achetés, les coûts indirects associés aux services techniques et aux installations, les coûts indirects généraux et administratifs, les coûts de transport, etc., et le bénéfice;
- (iv) des attestations de prix ou de taux;
- (v) toute autre pièce justificative demandée par le Canada

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :

- (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable tel qu'indiquée à la partie 7, Clauses du contrat subséquent;
- (ii) les individus proposés par le soumissionnaire et qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent posséder une attestation de sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7, Clauses du contrat subséquent
- (iii) le soumissionnaire doit fournir le nom de tous les individus qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens de nature protégée ou classifiée ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé.
- (iv) le lieu proposé par le soumissionnaire pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents doit satisfaire aux exigences relatives à la sécurité tel qu'indiqué à la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent;
- (v) le soumissionnaire doit fournir l'adresse des lieux proposés pour la réalisation des travaux et la sauvegarde des documents tel qu'indiqué à la Partie 3 - Section IV, Renseignements supplémentaires.
- (vi) On rappelle aux soumissionnaires qu'ils doivent obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'attribution du contrat, pour permettre au soumissionnaire retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion de l'autorité contractante.
- (vii) Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le site Web du Programme de sécurité [des contrats](http://www.tpsgc-pwsgc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwsgc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).
- (viii) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chaque membre de la coentreprise doit répondre aux exigences relatives à la sécurité.

6.2 Capacité financière

- (a) La clause du guide des CUA A9033T (2012-07-16) – Capacité financière, s'applique, à la différence que le paragraphe 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société-mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière, mais que la société-mère possède cette capacité, ou que le Canada ne peut

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisque son information financière fait partie intégrante de celle de la société-mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve qu’une ou plusieurs sociétés mères fournissent une garantie au Canada.

- (b) Dans le cas des coentreprises, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences relatives aux capacités financières.

6.3 Exigences en matière d’assurance

- (a) Clause du guide des CCUA G1007T (2016-01-28) Exigences en matière d'assurance

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s’appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante :

7.1 Besoin

- (a) *À déterminer lors de l’attribution du contrat* (l’« **entrepreneur** ») accepte de fournir au client, the travaux, les biens et services décrits dans le contrat, y compris dans l’Énoncé des travaux et l’Énoncé des besoins, conformément au contrat et aux prix énoncés dans ce dernier. Cela comprend :
 - (i) accorder des licences d’utilisation et d’accès à la solution prototype telle que décrite à l’étape 1 de l’annexe A – Énoncé des travaux, au prix indiqué au tableau 1 de l’annexe C – Base de paiement ;
 - (ii) héberger le prototype de solution ;
 - (iii) mise en œuvre des capacités opérationnelles à la solution prototype ;
 - (iv) fournir la documentation relative au logiciel;
 - (v) fournir les services de maintenance et de soutien pour la solution prototype pendant la période de soutien du logiciel;
- (b) **Client** : Dans le cadre du contrat, le « client » est le Service correctionnel du Canada. Toutefois, l’autorité contractante peut progressivement ajouter des clients, y compris tout ministère ou toute société d’État mentionnés dans la *Loi sur la gestion des finances publiques* (et ses modifications), et toute autre partie au nom de laquelle SPAC est autorisé à agir en vertu de l’article 16 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*.
- (c) **Réorganisation du client** : La re désignation, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n’aura aucune incidence sur l’obligation de l’entrepreneur en ce qui a trait à l’exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d’honoraires supplémentaires). La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s’entendent aussi de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d’une ou de plusieurs autres entités dont la mission est semblable à celle du client d’origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.
- (d) **Définition des termes** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires et qui sont utilisés dans ce contrat ont le sens qui leur a été attribué dans ces conditions. De plus, les termes et expressions ci-dessous correspondent aux définitions suivantes :

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) Toute référence à un « **produit livrable** » ou à plusieurs « **produits livrables** » la licence d'utilisation du logiciel sous licence (le logiciel sous licence n'est pas un produit livrable, car il n'est utilisé que dans le cadre du contrat et il n'est ni vendu, ni concédé) ;
- (ii) Par « données du Canada », on désigne toute donnée provenant des travaux, toute donnée reçue visant à contribuer aux travaux ou générée dans le cadre de la prestation de services de sécurité, de configuration, d'activités, d'administration et de gestion, ainsi que toute donnée transportée ou stockée par l'entrepreneur ou le sous-traitant dans le cadre des travaux.

7.2 Biens et(ou) services optionnels

- (a) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, les services ou les deux, conformément au présent contrat. Cela comprend ce qui suit :
 - (i) livraison des travaux tels que détaillés à l'étape 2 – Conception de la solution de l'annexe A – Énoncé des travaux et aux prix indiqués à l'annexe C – Base de paiement;
 - (ii) livraison des travaux tels que détaillés à l'étape 3 – Conception de la solution de l'annexe A – Énoncé des travaux et aux prix indiqués à l'annexe C – Base de paiement;
 - (iii) octroi et livraison des licences (*perpétuelles ou d'abonnement à déterminer lors de l'attribution du contrat*) pour utiliser la solution complète dans l'environnement protégé du Canada, le cas échéant ;
 - (iv) configuration du logiciel sous licence ;
 - (v) fournir l'option irrévocable d'acquérir des licences d'utilisateur supplémentaires, à la demande du Canada, pour utiliser le logiciel sous licence ;
 - (vi) fournir des services de maintenance et de soutien du logiciel sous licence;
 - (vii) option irrévocable d'acquérir une licence d'entité, pour utiliser le logiciel sous licence;
 - (viii) option irrévocable d'accorder et de livrer des licences (*perpétuelles ou d'abonnement; à déterminer lors de l'attribution du contrat*) à d'autres utilisateurs autorisés aux prix indiqués à l'annexe C – Base de paiement;
 - (ix) fournir de services professionnels, à la demande du Canada et à un ou plusieurs emplacements qui seront précisés par ce dernier, à l'exclusion de tout emplacement se trouvant dans des secteurs assujettis à des ententes sur les revendications territoriales; et
 - (x) option irrévocable d'acquérir des services supplémentaires de maintenance et de soutien du logiciel pour les licences supplémentaires du logiciel sous licence pendant la période de soutien du logiciel.
- (b) L'autorité contractante peut exercer l'option à n'importe quel moment avant la date d'échéance du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

7.3 Autorisation de tâche

- (a) **Travaux effectués au fur et à mesure des besoins – autorisations de tâche** : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâche (AT). Les travaux décrits dans l'AT doivent être conformes à la portée du contrat. L'entrepreneur ne doit pas commencer les travaux avant d'avoir reçu une AT approuvée. L'entrepreneur convient que

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

toute tâche effectuée avant la réception de cette autorisation de tâche approuvée est effectuée à ses propres risques.

- (b) **Évaluation des ressources proposées à l'étape des AT** : Les processus relatifs à l'établissement d'une AT, en réponse à une autorisation de tâche et à l'évaluation sont décrits aux appendices 1 et 2 de l'annexe F.
- (c) **Formulaire et contenu d'une ébauche de l'autorisation de tâche** :
- (i) Le responsable technique fournira à l'entrepreneur une description de la tâche au moyen du formulaire « Autorisation de tâches » se trouvant à l'annexe F.
 - (ii) L'ébauche de l'autorisation de tâche comprendra les détails des activités à exécuter, une description des produits livrables et un calendrier indiquant les dates d'achèvement des activités principales ou les dates de livraison des produits livrables. L'ébauche de l'autorisation de tâche comprendra aussi la base (les bases) et la méthode (les méthodes) de paiement prévues au contrat.
 - (iii) Une ébauche d'autorisation de tâche doit contenir les renseignements suivants, s'il y a lieu :
 - (a) le numéro du contrat ;
 - (b) le numéro de tâche ;
 - (c) la date à laquelle la réponse de l'entrepreneur doit être reçue (cette date figurera sur le projet d'AT, mais non sur l'AT attribuée) ;
 - (d) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires ;
 - (e) les catégories de produits livrables ;
 - (f) une description des travaux associés à la tâche, portant sur les activités à réaliser ou indiquant les produits livrables (comme des rapports) ;
 - (g) les dates de commencement et d'achèvement ;
 - (h) les dates clés des produits livrables et des paiements, le cas échéant ;
 - (i) le nombre de jours-personnes requis ;
 - (j) une note à savoir si les travaux comprennent des activités à réaliser sur place, en précisant l'endroit ;
 - (k) le profil linguistique des ressources requises ;
 - (l) le niveau d'attestation de sécurité que doivent posséder les employés de l'entrepreneur ;
 - (m) le prix payable à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, avec une indication à savoir s'il s'agit d'un prix ferme ou du prix maximum pour l'AT (et, pour les autorisations de tâche au prix maximum, l'AT doit indiquer la façon dont le montant final payable sera déterminé; lorsque l'AT n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés pour justifier les frais) ; et

(n) toute autre contrainte qui pourrait avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.

- (d) **Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâche :** L'entrepreneur doit fournir à l'autorité technique, dans les 2 jours ouvrables de la réception de l'ébauche d'AT (ou tout autre délai plus long spécifié dans le projet d'AT), le prix total proposé pour l'exécution de la tâche et la ventilation de ce coût, établie conformément à la Base de paiement du contrat. La proposition de prix de l'entrepreneur doit être préparée selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour la préparation ni la présentation d'une proposition, ni pour la fourniture d'autres renseignements requis pour la préparation et l'attribution de l'AT.

(e) **Limite des autorisations de tâche et responsabilités à l'égard de leur émission officielle :**

Pour être attribuée de façon officielle, une AT doit porter les signatures suivantes :

- (i) toute AT dont la valeur, incluant les révisions, est inférieure ou égale à 25K \$ (y compris les taxes applicables) doit être signée par :
 - (a) le responsable technique;
 - (b) un représentant de (*à déterminer lors de l'attribution du contrat*); et
- (ii) toute AT dont la valeur est supérieure à ce montant doit être signée par :
 - (a) le responsable technique; et
 - (b) un représentant de (*à déterminer lors de l'attribution du contrat*); et
 - (c) l'autorité contractante.

Toute AT qui ne porte pas les signatures requises n'a pas été émise de façon officielle par le Canada et n'est donc pas valide. Tous les travaux effectués par l'entrepreneur sans que celui-ci ait reçu une AT valide seront effectués à ses propres risques. L'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante s'il reçoit une AT qui ne porte pas les signatures requises. Au moyen d'un avis écrit envoyé à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre en tout temps le pouvoir du client d'attribuer des AT, ou réduire la valeur indiquée au sous-alinéa (A) ci-dessus. L'avis de suspension ou de réduction prend effet dès la réception.

(f) **Rapports d'utilisation périodique :**

- (i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des données sur les services fournis au gouvernement fédéral conformément aux autorisations de tâches valides attribuées dans le cadre du contrat. L'entrepreneur doit fournir ces données au Canada en vertu des exigences détaillées ci-dessous. Lorsque certaines données exigées ne sont pas fournies, la raison doit en être indiquée. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». Les données doivent être présentées « chaque trimestre » à l'autorité contractante. De temps à autre, l'autorité contractante peut aussi demander un rapport provisoire pendant une période de rapport.
- (ii) Voici la répartition des trimestres :

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (a) 1er trimestre : du 1er avril au 30 juin;
- (b) 2e trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
- (c) 3e trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
- (d) 4e trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées à l'autorité contractante dans les 10 jours civils suivant la fin de la période de rapport.

- (iii) Chaque rapport doit contenir les renseignements suivants relativement à chaque AT attribuée de façon officielle (et aux modifications qui s'y rapportent):
 - (a) le numéro de l'AT et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
 - (b) le nom ou une brève description de chaque tâche autorisée;
 - (c) le nom de la catégorie de personnel de chaque ressource appelée à effectuer la tâche, s'il y a lieu;
 - (d) le coût total estimatif indiqué dans l'autorisation de tâche valide de chaque tâche, taxes applicables en sus;
 - (e) le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour chaque tâche autorisée;
 - (f) la date de commencement et la date d'achèvement de chaque tâche autorisée;
 - (g) l'état d'avancement de chaque tâche autorisée, s'il y a lieu (p. ex. indiquer si les travaux sont en cours, ou si le Canada a annulé ou suspendu l'AT).
- (iv) Chaque rapport doit aussi contenir les renseignements suivants relativement aux AT attribuées de façon officielle (et aux modifications qui s'y rapportent):
 - (a) le montant, taxes applicables en sus, précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les AT autorisées;
 - (b) le montant total, taxes applicables en sus, dépensé jusqu'à présent pour toutes les AT valides attribuées.

(g) **Refus d'une autorisation de tâche**

L'entrepreneur n'est pas tenu de répondre à chaque projet d'AT présenté par le Canada. Cependant, en plus des autres droits du Canada relatifs à la résiliation du contrat, le Canada peut immédiatement et sans autre avis résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales, si, à au moins trois reprises pendant la durée du contrat, l'entrepreneur n'a pas répondu ou n'a pas présenté une réponse valable à la suite de la réception d'un projet d'AT. Une réponse valide s'entend d'une réponse donnée dans le délai requis et qui satisfait à toutes les exigences d'un projet l'AT, y compris la proposition du nombre requis de ressources possédant chacune l'expérience minimale et satisfaisant aux autres exigences des catégories indiquées dans le projet l'AT, selon un prix ne dépassant pas les taux établis à l'annexe C, Base de paiement.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Chaque fois que l’entrepreneur ne présente pas une réponse valide, il convient que le Canada peut, à sa discrétion, réduire de 2 % la valeur minimale du contrat indiquée dans la clause intitulée « Garantie des travaux minimums ». Cette réduction sera confirmée à des fins administratives seulement par une modification au contrat apportée par l’autorité contractante (l’accord de l’entrepreneur n’est pas nécessaire).

(h) **Ressources préapprouvées :**

L’entrepreneur doit :

- (i) s’assurer que les personnes nommées à l’annexe C, Base de paiement. de ce contrat ou des remplaçants acceptables demeurent disponibles en nombre suffisant pour effectuer les travaux exigés dans les AT qui seront attribuées conformément au contrat. Il doit aussi s’assurer que ces personnes conservent les compétences professionnelles et le niveau de sécurité associés aux catégories de ressources correspondantes décrites dans la demande de soumissions pour lesquelles elles sont disponibles;
 - (ii) éviter les délais associés aux exigences relatives à la sécurité du contrat en demandant au Canada, dans un délai de 30 jours ouvrables suivant l’attribution du contrat et régulièrement pendant la durée du contrat, d’évaluer les ressources supplémentaires et de vérifier leur cote de sécurité, et ce en fonction du nombre de ressources indiqué pour chaque catégorie de ressources en annexe C. Chaque ressource doit posséder les qualifications minimales appropriées pour la catégorie de ressources pour laquelle elle est disponible, et satisfaire aux exigences relatives à la sécurité précisées dans le contrat. Si les ressources sont acceptées par le Canada, le nom de chacune de ces ressources sera ajouté au contrat.
 - (iii) Les ressources désignées dans le contrat doivent demeurer disponibles selon le nombre indiqué pendant la durée du contrat. Il n’y a pas de limite au nombre de ressources que l’entrepreneur peut présenter aux fins d’évaluation, et il peut le faire en tout temps. Toutefois, la présentation de remplaçants n’élimine pas l’obligation pour l’entrepreneur de fournir, pour une tâche donnée, les ressources qu’il a convenu de fournir au Canada en réponse à une AT valide ou conformément à toute autre condition prévue dans le contrat.
- (i) **Regroupement d’AT à des fins administratives :** Le contrat peut être modifié de temps à autre afin de refléter l’ensemble des AT valides attribuées à ce jour et de documenter le travail effectué dans le cadre de ces AT à des fins administratives.

7.4 **Clauses et conditions uniformisée**

Toutes les clauses et conditions indiquées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d’achat

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/tous> publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) **Conditions générales :**

- (i) 2030 (2020-05-28), Conditions générales – besoins plus complexes de biens, s’applique au contrat et en fait partie intégrante.

(b) **Conditions générales supplémentaire**

Les conditions générales supplémentaires suivantes :

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) 4003 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires – Logiciels sous licence;
- (ii) 4004 (2013-04-25), Conditions générales supplémentaires – Services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence;

appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.5 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes, tel que prévu par Contract Security Program) s'appliquent et font partie intégrante du contrat.

(a) ENTREPRENEUR CANADIEN

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, ainsi qu'une cote de protection des documents approuvée au niveau PROTÉGÉ, délivrées par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS, ou à des établissements dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
3. L'entrepreneur NE DOIT PAS utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données au niveau PROTÉGÉ B tant que le PSC, TPSGC ne lui en aura pas donné l'autorisation par écrit. Lorsque cette autorisation aura été délivrée, ces tâches pourront être exécutées au niveau PROTÉGÉ B compris un lien électronique au niveau PROTÉGÉ B.
4. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
5. L'entrepreneur ou l'offrant doit se conformer aux dispositions des documents suivants :
 - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe E ;
 - b) du *Manuel de la sécurité des contrats* (dernière édition).

(b) Fournisseur étranger

L'Autorité désignée en matière de sécurité pour le Canada (ADS canadien) est la Direction de la sécurité industrielle internationale (DSII), Secteur de la sécurité industrielle (SSI), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). L'ADS canadien est chargée d'évaluer la conformité des entrepreneurs aux exigences en matière de sécurité pour les fournisseurs étrangers. Les exigences en matière de sécurité suivantes s'appliquent à l'entrepreneur étranger destinataire, incorporés ou autorisés à faire des affaires dans un état autre que le Canada et qui assurent la prestation de services décrites dans le contrat ultérieur.

1. L'entrepreneur étranger destinataire doit être dans un pays de l'Union européenne, dans un pays de l'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ou dans un des pays avec lesquels le Canada a conclu une entente en matière de sécurité et un protocole d'entente bilatérale ou

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

multinationale. Le programme de sécurité a des ententes en matière de sécurité et protocole d'entente bilatérale ou multinationale avec les pays mentionnés au site de TPSGC suivant:

<http://www.tpsgcpwgsc.gc.ca/esc-src/international-fra.html>.

2. L'entrepreneur étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du contrat, tenir une équivalence à une vérification d'organisation désignée (VOD), délivrée par l'ADS canadien comme suit :
 - i. L'entrepreneur étranger destinataire doit fournir une preuve qu'il est incorporé ou autorisé à faire affaire dans son champ de compétence.
 - ii. L'entrepreneur étranger destinataire ne doit pas entreprendre les travaux, fournir les services ou assurer toute autre prestation tant que l'Administration désignée en matière de sécurité au Canada (ADS canadien) n'a pas confirmé le respect de toutes les conditions et exigences en matière de sécurité stipulées dans le contrat. L'ADS canadien donne cette confirmation par écrit à l'entrepreneur étranger destinataire. Un Formulaire d'attestation remis par l'ADS canadien à l'entrepreneur étranger destinataire permettra de confirmer la conformité et l'autorisation de fournir les services prévus.
 - iii. L'entrepreneur étranger destinataire proposé doit identifier l'agent de sécurité du contrat (ASC) autorisé et un agent remplaçant de sécurité d'entreprise (ARSE) (le cas échéant) qui sera responsable du contrôle des exigences de sécurité, telles qu'elles sont définies dans le contrat. Cette personne sera désignée par le président-directeur général ou par un cadre supérieur clé de l'entreprise étrangère destinataire proposée. Les cadres supérieurs clés comprennent les propriétaires, les agents, les directeurs, les cadres et les partenaires occupant un poste qui leur permettrait d'avoir une influence sur les politiques ou les pratiques de l'organisation durant l'exécution du contrat.
 - iv. L'entrepreneur étranger destinataire n'autorisera pas l'accès à des renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ A ou B, sauf à son personnel, sous réserve des conditions suivantes:
 - a. Le personnel a un besoin de savoir pour l'exécution du contrat;
 - b. Le personnel a fait l'objet d'une vérification du casier judiciaire valide, avec des résultats favorables, d'une agence gouvernementale reconnue ou d'une organisation du secteur privé dans leur pays, ainsi qu'une vérification d'antécédents, validé par l'ADS canadien.
 - c. L'entrepreneur étranger destinataire doit s'assurer que le personnel consente à la divulgation du casier judiciaire et antécédents à l'ADS canadien et d'autres fonctionnaires du gouvernement canadien, si demandé; et
 - d. Le Gouvernement du Canada se réserve le droit de refuser l'accès aux renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ à l'entrepreneur étranger destinataire pour cause.
3. Les renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ fournis ou produits dans le cadre du contrat ne doivent pas être remis à un autre sous-traitant étranger destinataire, sauf dans les cas suivants:
 - a. L'ADS canadien atteste par écrit que le sous-traitant étranger destinataire a obtenu l'accès aux renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ par l'intermédiaire de l'ADS canadien;
 - b. L'ADS canadien donne son autorisation écrite lorsque l'autre sous-traitant étranger destinataire est situé dans un autre pays.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4. L'entrepreneur étranger destinataire NE DOIT PAS emporter de renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ hors des établissements de travail visés, et l'entrepreneur étranger destinataire doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il la respecte.
5. L'entrepreneur étranger destinataire ne doit pas utiliser les renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ pour répondre à des besoins distincts de l'exécution du contrat sans l'approbation écrite préalable du gouvernement du Canada. Cette autorisation doit être obtenue auprès de l'ADS canadien.
6. L'entrepreneur étranger destinataire doit, en tout temps durant l'exécution du contrat tenir une équivalence à une autorisation de détenir des renseignements (ADR) de CANADA PROTÉGÉ A ou B. Tous les renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ fournis à l'entrepreneur étranger destinataire ou produits par ce dernier doivent être aussi protégés comme suit:
7. L'entrepreneur étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadien tous les cas pour lesquels il sait où il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ obtenus dans le cadre du contrat ont été compromis.
8. L'entrepreneur étranger destinataire doit signaler immédiatement à l'ADS canadien tous les cas dans lesquels il sait où il a lieu de croire que des renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ fournis ou produits par l'entrepreneur étranger destinataire conformément au contrat ont été perdus ou divulgués à des personnes non autorisées.
9. L'entrepreneur étranger destinataire ne doit pas divulguer les renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ à un tiers, qu'il s'agisse d'un gouvernement, d'un particulier, d'une entreprise ou de ses représentants, sans l'accord écrit préalable du gouvernement du Canada. Cet accord doit être obtenu par l'ADS canadien.
10. L'entrepreneur étranger destinataire assurera une protection des renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ aussi stricte que celle mise en œuvre par le gouvernement du Canada, conformément aux politiques, aux lois et aux règlements nationaux en matière de sécurité nationale, et comme prévu par l'ADS canadien.
11. À la fin des travaux, l'entrepreneur destinataire doit restituer au gouvernement du Canada tous les renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ qu'il aura reçus ou produits en vertu du contrat, y compris tous les renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ remis à ses sous-traitants ou produits par eux.
12. L'entrepreneur étranger destinataire exigeant aux renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ en vertu du contrat, doit présenter une demande pour l'accès au site au Dirigeant principal de la sécurité du ministère de Service correctionnel du Canada.
13. L'entrepreneur étranger destinataire NE DOIT PAS utiliser ses systèmes de technologie de l'information pour traiter, produire ou stocker dans un système informatique et transférer au moyen d'un lien électronique des renseignements de niveau CANADA PROTÉGÉ A ou B avant que l'ADS canadien lui en donne le droit. Voir l'Annexe G pour les mesures de sécurité nécessaires pour le traitement et l'accès aux renseignements de niveau CANADA PROTÉGÉ A ou B.
14. Si un entrepreneur étranger destinataire est choisi comme fournisseur dans le cadre de ce contrat, des clauses de sécurité propres à son pays seront établies et mises en œuvre par l'ADS canadien; ces clauses seront fournies à l'autorité contractante du gouvernement du Canada, afin de respecter les dispositions de sécurité relatives aux équivalences établies par l'ADS canadien.
15. Les sous-traitances comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent PAS être attribuées sans l'autorisation écrite préalable de l'ADS canadien.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

16. Tous les contrats de sous-traitance attribués à un entrepreneur étranger destinataire ne doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'AVD canadienne afin de confirmer les exigences de sécurité à imposer aux sous-traitants.
17. Tous les contrats de sous-traitance attribués par un entrepreneur étranger destinataire ne doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de l'AVD canadienne afin de confirmer les exigences de sécurité à imposer aux sous- traitants.
18. L'entrepreneur étranger destinataire doit se conformer aux dispositions de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité figurant à l'Annexe E.
19. Le Canada a le droit de rejeter toute demande visant l'accès électronique, le traitement, la production ou l'entreposage de renseignements/biens de niveau CANADA PROTÉGÉ liés aux travaux dans un autre pays s'il y a des raisons de croire que leur sécurité, leur confidentialité ou leur intégrité pourrait être menacée.

(c) **Installations ou locaux de l'entrepreneur nécessitant des mesures de sauvegarde**

Lorsque des mesures de sauvegarde sont nécessaires pour réaliser les travaux, l'entrepreneur doit diligemment tenir à jour, les renseignements relatifs à ses installations ou à ses locaux, et ceux des individus proposés pour les adresses suivantes :

Numéro civique/nom de la rue, numéro, unité/N° de bureau/d'appartement
Ville (province, territoire ou État)
Code postal
Pays :

L'agent de sécurité d'entreprise doit s'assurer par l'entremise du Programme de sécurité des contrats que le soumissionnaire et les individus proposés sont titulaires d'une cote de sécurité en vigueur et au niveau exigé.

7.6 Durée du contrat

- (a) **Contract Period:** The "**Contract Period**" is the entire period of time during which the Contractor is obliged to perform the Work.
- (b) **Durée initiale - Prototype de solution.** Le présent contrat entre en vigueur à la date d'attribution du contrat et prend fin trois (3) ans plus tard.
- (c) **Options supplémentaires :**
 - (i) **Option d'exercer l'étape 2, Conception de la solution et l'étape 3, Mise en œuvre de la solution :** L'entrepreneur accorde au Canada une option irrévocable d'autoriser l'entrepreneur à effectuer les travaux détaillés **dans les étapes 2 et 3** de l'annexe A, Énoncé des travaux pour une période supplémentaire de cinq ans. Cette option peut être exercée à n'importe quel moment. L'entrepreneur convient qu'il sera payé conformément aux dispositions applicables qui sont établies à l'annexe C, Base de paiement.
 - (ii) **Option de prolongation du contrat :**
 - (a) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus (15) quinze périodes supplémentaire(s) de 1 année chacune, selon les mêmes conditions.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

L’entrepreneur accepte, au cours de la période prolongée du contrat, d’être payé conformément aux dispositions applicables définies dans la Base de paiement.

(b) Le Canada peut exercer cette option à n’importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l’entrepreneur au moins 90 jours civils avant la date d’expiration du contrat. Cette option ne peut être exercée que par l’autorité contractante et sera confirmée, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.

(iii) Option d’acquérir des services professionnels sur demande, comme indiqué en détail dans la section 10 – Services supplémentaires de l’annexe A, Énoncé des travaux. L’entrepreneur accepte d’être payé conformément aux taux indiqués à l’annexe C – Base de paiement.

7.7 Responsables

(a) Autorité contractante

L’autorité contractante pour le contrat est :

Nom : Christina Martins
Titre : Spécialiste en approvisionnement
Organisation : Direction générale des approvisionnements Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction : Direction de l’approvisionnement d’applications et de logiciels
Adresse : 10, rue Wellington, 4e étage
Gatineau, Québec
K1A 0S5
Téléphone : 343-543-8779
Courriel : Christina.Martins@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L’autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l’autorité contractante. L’entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ni de travaux qui n’y sont pas prévus à la suite de demandes ou d’instructions verbales ou écrites provenant d’une personne autre que l’autorité contractante.

(b) Responsable technique (*à insérer au moment de l’attribution du contrat*)

Le responsable technique pour le contrat est :

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Courriel : _____

En son absence, le chargé du projet est : (*à insérer au moment de l’attribution du contrat*)

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Le responsable technique [est le représentant du ministère ou de l’organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat et] est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter de questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser la modification de la portée des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d’une modification au contrat émise par l’autorité contractante.

(c) **Représentant de l’entrepreneur (BIDDER TO FILL IN)**

Nom : _____

Titre : _____

Téléphone : _____

Courriel: _____

7.8 Divulcation proactive des marchés conclus avec d’anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d’ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la *Loi sur la pension de la fonction publique* (LPFP), l’entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels, conformément à l’Avis sur la politique sur les marchés 2012-2 du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.9 Paiement

(a) Base de paiement

- (i) **Première étape - Prototype de solution** : Pour l’exécution des travaux décrits dans l’étape 1 - Prototype de solution de l’annexe A, Énoncé des travaux. À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l’entrepreneur sera payé d’un prix de lot ferme tout compris précisé dans le tableau 1 à l’annexe C, Base de paiement, en fonds canadiens. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s’il y a lieu. Le prix de lot ferme tout compris inclut la livraison d’un prototype de solution et des produits livrables spécifiés. La livraison comprend les droits d’utilisation, les octrois d’accès, la formation de l’utilisateur, la documentation sur le logiciel, la garantie, la maintenance et le soutien, les renonciations, les ententes de non-divulcation et tout autre lancement destiné au Canada en vue de mener l’ECC. Les prix tiennent compte de toutes les licences d’utilisation ou d’accès, s’il y a lieu, afin d’utiliser le prototype de solution aux fins d’une ECC lors de la durée initiale du contrat.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(ii) **Deuxième étape – Conception de la solution et Étape 3 – Mise en œuvre de la solution (étapes facultatives)**

(a) **Étape 2 – Conception de la solution (étape facultative)** : Pour les produits livrables précisés qui sont associés aux capacités indiquées dans le tableau 2.1 de l’annexe C, ainsi que dans le tableau 2.2, Produits livrables à l’étape de conception de la solution par capacité, conformément au processus d’autorisation de tâches. Le Canada paiera à l’entrepreneur le prix ferme établi à l’annexe C, FAB destination, droits de douane compris, taxes applicables en sus.

(b) **Troisième étape – Mise en œuvre de la solution (facultative)** : Pour les produits livrables précisés qui sont associés aux capacités indiquées dans :

- (i) Annexe C – Tableau 3.1 – Produits livrables communs de l’étape de mise en œuvre de la solution;
- (ii) Annexe C – Tableau 3.2 – Produits livrables à l’étape de mise en œuvre de la solution par capacité (partie 1);
- (iii) Annexe C – Tableau 3.3 – Produits livrables à l’étape de mise en œuvre de la solution par capacité (partie 2) – Capacités facultatives.

Conformément au processus d’autorisation de tâches, le Canada paiera à l’entrepreneur le prix ferme établi à l’annexe C, FAB destination, droits de douane compris, taxes applicables en sus.

(iii) **Deuxième étape optionnelle - Solution : services de maintenance et de support des logiciels sous licence** : Pour les licences d’utilisation du logiciel sous licence (y compris l’intégration, la configuration, la mise à l’essai, la transition et le déploiement du logiciel sous licence et de la documentation du logiciel), conformément au contrat, le Canada paiera à l’entrepreneur les prix fermes établis à l’annexe C, Destination FAB, incluant les droits de douane, taxes applicables en sus. Les prix fermes comprennent la garantie pendant la période de garantie du logiciel (y compris pour toute licence supplémentaire achetée pendant la période du contrat).

(iv) **Licence de logiciel d’entité facultative** : L’entrepreneur accorde au Canada une licence d’entité facultative pour le gouvernement du Canada qui permettra d’utiliser les services de maintenance et de soutien du logiciel sous licence (y compris la livraison, la garantie et la documentation du logiciel), à toutes fins, conformément au contrat. Si le Canada exerce cette option, Canada paiera à l’entrepreneur les prix fermes établis dans le tableau des prix 6A de l’annexe C – Base de paiement, y compris tous les droits de douane, taxes applicables en sus. Il est convenu et entendu par les deux parties que les prix indiqués à l’annexe C pour la couverture de l’entité pour le gouvernement du Canada sont des prix plafonds et que tout prix payé pour les services de maintenance et de soutien du logiciel, si ces services sont acquis pendant la période de soutien du logiciel, doit être déduit du prix indiqué à l’annexe C, Base de paiement. Le prix payé pour les licences d’utilisateur achetées jusqu’à et incluant la date d’achat de la licence d’entité sera également crédité du coût de la licence d’entité. Le prix associé à l’exercice de l’option visant à faire augmenter la portée de la licence à l’échelle de l’entité, selon la description ci-dessus, sera calculé en prenant le coût décrit dans l’annexe C, Base de paiement, tableau 6A et en soustrayant le coût des licences qui auront été payées à

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

la date à laquelle l'option est exercée (selon le tableau 6A). Le prix payé pour acquérir des services de maintenance et de soutien pour une licence d'entité sera calculé en prenant les coûts fournis dans l'annexe C, Base de paiement, tableau 6B, et en soustrayant les services de maintenance et de soutien payés jusqu'à et incluant la date à laquelle l'option est exercée pendant la même période de soutien du logiciel.

Si le Canada exerce l'option d'acheter la licence d'entité, pour les services de maintenance et de soutien acquis annuellement pour la licence d'entité, il fera un paiement annuel anticipé à l'entrepreneur après la soumission d'une facture valide correspondant au prix annuel ferme indiqué dans le tableau « 6B » à l'annexe C - Base de paiement, destination FAB, incluant les droits de douane, taxes applicables en sus.

Aux fins de l'établissement d'une date d'achèvement commune des services de maintenance et de soutien du logiciel, le Canada paiera le prix applicable aux services de maintenance et de soutien, pour la licence d'entité, divisé par 12, puis multiplié par le nombre de mois ou de mois partiels qu'il restera à la période de soutien du logiciel (pour tenir compte du fait que les services de maintenance et de soutien seront offerts pour ces licences supplémentaires seulement au cours d'une année partielle).

- (v) **Licences supplémentaires optionnelles du logiciel :** Pour des licences supplémentaires en vue de l'utilisation du logiciel sous licence par des clients supplémentaires, si le Canada décide de se prévaloir de cette option, le Canada paiera à l'entrepreneur le prix ferme par utilisateur établi à l'annexe C, FAB destination, droits de douane compris, taxes applicables en sus.
- (vi) **Services de soutien et maintenance facultatifs du logiciel :** Si le Canada décide de se prévaloir de son option de prolonger la période de soutien et de maintenance du logiciel, le Canada paiera à l'entrepreneur les prix annuels fermes établis à l'annexe C, FAB destination, droits de douane compris, taxes applicables en sus.
- (vii) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche avec un prix maximum :** Pour les services professionnels demandés par le Canada, conformément à une autorisation de tâches validement émise, le Canada paiera l'entrepreneur selon un calendrier de paiements établi dans l'autorisation de tâches, à terme échu, jusqu'à concurrence du prix maximal pour l'autorisation de tâche, pour le temps réel travaillé et les produits livrables qui en découlent, conformément aux taux quotidiens fermes tout compris établis à l'annexe C, et que l'entrepreneur remplit de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur les prix fermes établis dans l'autorisation de tâches, les taxes applicables en sus conformément aux taux quotidiens fermes établis à l'annexe C, Base de paiement, taxes applicables en sus.
- (viii) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâche avec un prix ferme :** Pour les services professionnels demandés par le Canada, conformément à une AT attribuée de façon officielle et à condition que l'entrepreneur remplisse de façon satisfaisante ses obligations en vertu du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur les prix fermes établis dans l'AT, selon les taux quotidiens fermes ou les prix fermes pour les produits livrables indiqués à l'annexe C, Base de paiement, taxes applicables en sus. Les jours de travail partiels seront payés proportionnellement aux heures réellement travaillées en fonction d'une journée de travail de 7,5 heures.
- (ix) **Frais de déplacement et de subsistance – Directive sur les voyages du Conseil national mixte:** L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux,

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

conformément aux indemnités relatives aux repas, et à l’utilisation d’un véhicule privé qui sont précisés aux appendices B, C et D de la *Directive sur les voyages du Conseil national mixte* et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ». Tu déplacement doit être approuvé au préalable par le responsable technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

- (x) **Attribution concurrentielle** : L’entrepreneur reconnaît que le présent contrat a été attribué à l’issue d’un processus concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront versés à l’entrepreneur pour les erreurs, les oublis, les idées fausses ou les mauvaises estimations dans sa soumission.
- (xi) **Taux pour les services professionnels** : D’après l’expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois dans leur soumission des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources qu’ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer leurs frais ou de rentabiliser leurs activités, ce qui annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l’entrepreneur ne répond pas ou refuse de présenter une personne possédant les compétences décrites dans le contrat dans le délai prévu au contrat (ou qu’il propose plutôt de présenter quelqu’un d’une autre catégorie, à un taux différent), même si le Canada résilie le contrat en totalité ou en partie ou choisit de se prévaloir de ses droits en vertu des Conditions générales, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre des mesures conformément à la Politique sur les mesures correctives du rendement des fournisseurs (ou l’équivalent) de TPSGC en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre une évaluation de laquelle peut découler l’imposition à l’entrepreneur de conditions qu’il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada ou une radiation complète de l’entrepreneur l’empêchant de soumissionner à l’avenir.
- (xii) **Objet des estimations** : Toutes les estimations reproduites dans ce contrat le sont uniquement pour répondre aux besoins administratifs du Canada et ne constituent pas des engagements de sa part pour ce qui est de l’acquisition de ces biens ou de ces services selon les nombres indiqués. Les engagements relatifs à l’acquisition d’une quantité ou d’une valeur précise de biens ou de services sont décrits ailleurs dans le contrat.
- (xiii) **Limite de prix** : Le Canada ne paiera pas l’entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n’aient été approuvés par écrit par l’autorité contractante avant d’être intégrés aux travaux.
- (xiv) **Stabilité des prix** : L’entrepreneur reconnaît qu’il est important pour le Canada de pouvoir continuer d’accéder et de maintenir l’accès aux produits et services décrits à l’annexe A après la durée du contrat. Par conséquent, l’entrepreneur offre de continuer à fournir les produits et services à des taux raisonnables et selon toutes les autres modalités énoncées dans le présent contrat, sous réserve de la signature par les parties d’un ou de plusieurs contrats officiels à cet égard. Pour chacune des deux années suivant la durée du contrat, l’entrepreneur offre aux présentes des taux annuels qui sont rajustés en fonction de l’écart en pourcentage correspondant aux taux figurant à l’annexe C – Base de paiement.
- (b) **Limitation des dépenses – Total cumulatif de toutes les autorisations de tâche**
 - (i) Dans le cadre du contrat, la responsabilité totale du Canada envers l’entrepreneur pour toutes les autorisations de tâche valides attribuées, y compris toutes révisions, ne doit pas

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

dépasser la somme indiquée à la première page du contrat, moins les taxes applicables, selon le cas. En ce qui concerne le montant inscrit à la première page du contrat, les droits de douane et les taxes applicables sont en sus.

- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du gouvernement du Canada ou du prix des travaux ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements de conception, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du gouvernement du Canada, à moins que l'augmentation ait été approuvée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer l'autorité contractante par écrit du caractère suffisant de cette somme :

- (a) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagé;
- (b) quatre (4) mois avant la date d'expiration du contrat;
- (c) dès qu'il juge que la somme est insuffisante pour l'achèvement des travaux requis dans les AT autorisées, y compris toutes les révisions;

selon la première occurrence.

- (iii) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. Le fait de présenter cette information n'augmente pas la responsabilité du Canada à l'égard de l'entrepreneur.

(c) **Modalités de paiement**

(i) **Paiement unique – Prototype de solution**

Le Canada paiera l'entrepreneur le prix établi dans le tableau 1 de l'annexe C, Base de paiement lorsque les travaux seront terminés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat, si :

- (ii) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (iii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (iv) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

(d) **Modalités de paiement pour les autorisations de tâche comportant un prix ferme – Paiement forfaitaire à la fin des travaux :** Le Canada paiera l'entrepreneur une fois que les travaux liés à l'AT officiellement auront été exécutés et livrés, conformément aux modalités de paiement du contrat, si :

- (i) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (ii) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (iii) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

(e) **Méthode de paiement – Paiement anticipé**

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Le Canada versera un paiement anticipé à l’entrepreneur pour les services de Maintenance et support logiciel si :

- (a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada.
- (c) Le versement d’un paiement anticipé n’empêche pas le Canada d’exercer un recours à l’égard du paiement anticipé ou des travaux si les travaux exécutés par la suite sont jugés inacceptables.

(f) **Paiement électronique de factures - contrat**

L’entrepreneur accepte d’être payé au moyen de l’un des instruments de paiement électronique suivants :

- (i) Carte d’achat Visa;
- (ii) Carte d’achat MasterCard;
- (iii) Dépôt direct (nationale et international);
- (iv) Échange de données informatisées (EDI);
- (v) Virement télégraphique (international seulement);
- (vi) Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$)

(g) **Vérification discrétionnaire**

C0100C (2010-01-11) Vérification discrétionnaire des comptes - biens et (ou) services Commerciaux

(h) **Rajustement de fluctuation du taux de change**

C3015C (2017-08-17), Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

(i) **Crédits de paiement**

- délai
- (i) **Livraison tardive** : Si l’entrepreneur ne fournit pas les produits livrables ou les services dans le précisé dans le contrat, il doit offrir au Canada un crédit de 10 000 \$ pour chaque jour civil de retard, jusqu’à concurrence de 10 jours, à la condition que le montant des dommages-intérêts ne dépasse pas 10 % du prix des travaux livrés en retard.
 - (ii) **Crédits pour non-respect du niveau de disponibilité minimal** : Si les produits livrables n’atteignent pas les niveaux de service minimaux, le Canada aura droit à un crédit dont le montant est établi ci-après : **À REMPLIR À L’ATTRIBUTION DU CONTRAT.**
 - (iii) **Services professionnels** : Si l’entrepreneur ne fournit pas les services d’une ressource professionnelle qualifiée dans les délais précisés dans le contrat ou de l’autorisation de tâche valide émise, il devra accorder au Canada un crédit correspondant au taux journalier (à raison de 7,5 heures par jour) de la ressource non présente pour chaque journée (ou partie de journée) de retard, jusqu’à concurrence de 10 jours.
 - (iv) **Mesures correctives** : Si, conformément à cet article, les crédits sont applicables durant deux mois consécutifs ou trois mois sur une période de 12 mois, l’entrepreneur doit présenter un plan d’action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème ne se produise de nouveau.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

L’entrepreneur aura 5 jours ouvrables pour présenter le plan d’action au client et à l’autorité contractante, et 20 jours ouvrables pour corriger la source du problème

- (v) **Résiliation pour non-respect du niveau de disponibilité** : Outre les autres droits qui lui sont conférés dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat conformément aux conditions générales pour manquement en donnant à l’entrepreneur un avis écrit de trois (3) mois lui faisant part de son intention, si:

- (a) le montant total de crédits pour tout cycle mensuel de facturation atteint un niveau de 10 % de la facturation total pour ce mois; ou
- (b) les mesures correctives demandées ci-dessus à l’entrepreneur n’ont pas été prises.

La résiliation prendra effet une fois la période de préavis de trois (3) mois terminée, à moins que le Canada ait déterminé que l’entrepreneur a mis en œuvre les mesures correctives de façon satisfaisante pendant ces trois mois.

- (vi) **Crédits s’appliquant pendant toute la durée du contrat** : Les parties conviennent que les crédits seront appliqués tout au long du contrat, y compris durant la mise en œuvre.

- (vii) **Crédits représentant des dommages-intérêts** : Les parties conviennent que les crédits sont des dommages-intérêts et qu’ils représentent la meilleure estimation préalable de la perte pour le Canada dans l’éventualité du manquement applicable. Les crédits ne visent pas à constituer une pénalité, et ne doivent pas être considérés comme constituant une pénalité.

- (viii) **Droit du Canada d’obtenir le paiement** : Les parties conviennent que ces crédits représentent une dette déterminée. Afin d’obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, à recouvrer ou à déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l’entrepreneur par le Canada de temps à autre.

- (ix) **Droits et recours non limités du Canada** : Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir conformément au présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou en vertu de la loi en général.

- (x) **Droits de vérification** : Le calcul de l’entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l’autorité contractante, avant ou après le versement du paiement à l’entrepreneur. L’entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en permettant au Canada d’accéder à tous les documents et systèmes que le Canada juge nécessaires pour veiller à ce que tous les crédits aient été correctement imputés au Canada dans les factures de l’entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l’entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel qu’il a été déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, en plus des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu’à la date du remboursement (le taux d’intérêt est le taux officiel d’escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite d’une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l’entrepreneur servant à déterminer, à calculer ou à enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l’entrepreneur devra mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l’autorité contractante pour remédier au problème.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.10 Instructions relatives à la facturation

- (a) L’entrepreneur doit soumettre ses factures conformément aux renseignements demandés dans les conditions générales.
- (b) La facture de l’entrepreneur doit comporter un poste pour chaque sous-alinéa de la Base de paiement.
- (c) En soumettant des factures (portant sur des articles qui ne font pas l’objet de paiement anticipé), l’entrepreneur atteste que les biens et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la Base de paiement du contrat, y compris les frais résultant de l’exécution des travaux par des sous-traitants.

7.11 Attestations et renseignements supplémentaires

À moins d’indication contraire, le respect continue des attestations fournies par l’entrepreneur avec sa soumission ou préalablement à l’attribution du contrat, ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions du contrat et leur non-respect constituera un manquement de la part de l’entrepreneur. Les attestations pourront faire l’objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat.

7.12 Programme de contrats fédéraux pour l’équité en matière d’emploi - Manquement de la part de l’entrepreneur

Lorsqu’un Accord pour la mise en œuvre de l’équité en matière d’emploi a été conclu avec le Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail, l’entrepreneur reconnaît et s’engage, à ce que cet accord demeure valide pendant toute la durée du contrat. Si l’Accord pour la mise en œuvre de l’équité en matière d’emploi devient invalide, le nom de l’entrepreneur sera ajouté à la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF ». L’imposition d’une telle sanction par Emploi et Développement social Canada fera en sorte que l’entrepreneur sera considéré non conforme aux modalités du contrat.

7.13 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi conformément aux lois en vigueur Ontario, et les lois entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.14 Ordre de priorité des documents

En cas d’incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c’est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l’emporte sur celui de tout autre document qui figure plus loin sur la liste:

- (a) les articles du présent accord, y compris les clauses du guide des CCUA qui y sont intégrées par renvoi;
- (b) les conditions générales supplémentaires, dans l’ordre suivant :
 - (i) 4003;
 - (ii) 4004;
- (c) les conditions générales (2030) (2020-05-28) Conditions générales - besoins plus complexes de biens;
- (d) l’annexe A – Énoncé des travaux;
- (e) l’annexe B – Énoncé des Besoin;
- (f) l’annexe C – Base de paiement;
- (g) l’annexe E – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (h) l'annexe H – Formulaires;
- (i) autorisations de tâche signées et toutes Attestations requises;
- (j) La soumission de l'entrepreneur datée du _____ (**date de la soumission**) telle que précisée le **FILLED IN UPON CONTRACT AWARD** » ou » telle que modifiée le **FILLED IN UPON CONTRACT AWARD**, à l'exclusion des modalités du concepteur de logiciels pouvant faire partie de la soumission, des dispositions sur la limitation de la responsabilité et des modalités intégrées dans la soumission par renvoi (y compris par hyperlien)

7.15 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (**entrepreneur canadien**)

Remarque à l'intention des soumissionnaires : On intégrera la présente clause ou la clause suivante dans le contrat subséquent selon que le soumissionnaire retenu est un entrepreneur canadien ou un entrepreneur étranger.

7.16 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

- (a) Clause du guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

7.17 Exigences en matière d'assurance

- (a) Clause du guide des CCUA G1005C (2016-01-28) Exigences en matière d'assurance

7.18 Limitation de la responsabilité – gestion de l'information/technologie de l'information

- (a) Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique que la réclamation soit fondée contractuellement sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de la première partie :**
 - (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers ou consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (a) toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
 - (b) toute blessure physique, y compris la mort.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.
- (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.
- (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées au sous-alinéa (i)(A) ci-dessus.
- (v) L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (a) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
 - (b) tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux, lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre .25 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou 1M \$.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1M \$, le montant le plus élevé étant retenu.
- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

(c) **Réclamations de tiers :**

- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire ou responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle, de blessures physiques à un tiers, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion des travaux; ou un manquement à l'obligation de confidentialité.
- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe c).

7.19 Garantie financière

- (a) Clause du guide des CCUA E0008C (2018-06-21) Définition de dépôt de garantie – contrat.

7.20 Entrepreneur en coentreprise

- (a) L'entrepreneur confirme que le nom de la coentreprise est _____ et qu'elle est formée des membres suivants : **(FILLED IN UPON CONTRACT AWARD, IF APPLICABLE)**
- (b) En ce qui a trait aux rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
 - (i) **(FILLED IN UPON CONTRACT AWARD, IF APPLICABLE)** a été nommé comme « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de celle-ci pour ce qui est des questions se rapportant au présent contrat;
 - (ii) en remettant un avis au membre représentant, le Canada sera réputé l'avoir remis à tous les membres de cette coentreprise;
 - (iii) les sommes versées par le Canada au membre représentant en vertu du contrat seront réputées avoir été versées à tous les membres de la coentreprise.
- (c) Les membres de la coentreprise acceptent que le Canada puisse, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de différend entre les membres lorsqu'il est d'avis que ce différend nuit à l'exécution des travaux, et ce, de quelque façon que ce soit.
- (d) Les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution de ce contrat.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification dans la composition des membres de la coentreprise (c.-à-d. une modification du nombre de membres ou la substitution d'une autre entité légale à un membre existant) constitue une cession et est assujettie aux dispositions des conditions générales.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que les exigences contractuelles relatives aux marchandises contrôlées et à la sécurité, le cas échéant, s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Supprimer la présente clause si le soumissionnaire à qui le contrat est attribué n'est pas une coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, la présente clause doit être remplie au moyen des renseignements fournis dans sa soumission.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

7.21 Logiciel sous licence

(a) En vertu des dispositions des conditions générales supplémentaires 4003 :

Logiciel sous licence	Le logiciel sous licence, défini dans les conditions 4003, comprend tous les produits offerts par l'entrepreneur dans sa soumission ainsi que tout autre code de logiciel requis pour que ces produits fonctionnent conformément à la documentation et aux spécifications du logiciel, y compris les produits suivants : [Ces renseignements devront être insérés à l'attribution du contrat, à partir des renseignements indiqués dans la soumission de l'entrepreneur]
Type de licence octroyée	Licence d'utilisation pour une durée illimitée ou abonnement
Nombre d'utilisateurs sous licence	Entre 999 et 17 000, ou plus
Option d'achat de licences d'utilisateur supplémentaires	L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acheter des licences d'utilisateur supplémentaires au prix indiqué à l'annexe C selon les mêmes modalités que celles des licences d'utilisateur initiales octroyées en vertu du contrat <i>[y compris pour d'autres clients dans le cadre du contrat]</i> . Cette option peut être exercée en tout temps pendant la durée du contrat et aussi souvent que le veut le Canada. Seule l'autorité contractante peut exercer cette option en remettant un avis écrit. Le tout sera confirmé, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.
Langue du logiciel sous licence	Le logiciel sous licence doit être livré en français et en anglais.
Support sur lequel le logiciel sous licence doit être livré	Téléchargement
Durée de la licence	À REMPLIR À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT, LE CAS ÉCHÉANT

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Période de garantie du logiciel	12 mois Pendant la période de garantie du logiciel, l'entrepreneur doit respecter ses obligations en matière de garantie, sans frais pour le Canada. Les obligations de l'entrepreneur selon les obligations liées aux services de maintenance et de soutien des logiciels sous licence du présent contrat sont en plus de, et non en remplacement, des obligations de l'entrepreneur pendant la période de garantie.
Dépôt du code source requis	Non

- (b) **Maintenance continue du code de logiciel** : L'entrepreneur doit continuer d'assurer la maintenance de la version du logiciel sous licence (c.-à-d. de la version ou de l'« édition » faisant l'objet des licences accordées au départ conformément au marché) en tant que produit du commerce (c.-à-d. que l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciel doit continuer à développer les codes du logiciel sous licence afin de maintenir et d'améliorer la fonctionnalité de celui-ci et de corriger les erreurs de logiciel) pendant la durée du contrat, y compris toutes les périodes d'options. Si, après cette période, l'entrepreneur ou l'éditeur de logiciels décide de cesser la maintenance de la version ou de l'« édition » en cours du logiciel sous licence et décide plutôt d'offrir des mises à jour du logiciel sous licence dans le cadre des services de soutien, il doit en aviser le Canada par écrit au moins 12 mois avant cette cessation.

7.22 Maintenance et soutien de logiciel sous licence

- (a) Pour la maintenance et soutien des licences de logiciel supplémentaires : afin de prévoir une date commune d'achèvement pour des services de maintenance et de soutien, le Canada paiera un montant fondé sur le prix annuel ferme divisé par 365 jours et ensuite multiplié par le nombre de jours restant jusqu'à la date d'achèvement commune des services de maintenance (afin de tenir compte du fait que ces services seront fournis seulement pour ces licences pendant une partie de l'année). Pour toute année subséquente où le Canada peut exercer son option pour l'obtention des services de maintenance, le montant complet s'appliquera au logiciel sous licence existant;
- (b) En vertu des dispositions des conditions générales supplémentaires 4004 :

Période de soutien du logiciel	La période de soutien du logiciel correspond à la période initiale du contrat.
Période de soutien du logiciel lorsque des licences supplémentaires sont ajoutées pendant la durée du contrat	Dans le cas des licences d'utilisation supplémentaires achetées conformément au contrat, la période de soutien du logiciel en cours s'appliquera aux autres licences achetées, de sorte que la période de soutien du logiciel se terminera à la même date que l'ensemble des licences pour lesquelles des services de soutien sont assurés en vertu du contrat.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Option de prolongation de la période de soutien du logiciel	L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la période de soutien du logiciel de 15 périodes supplémentaires de 12 mois. Le Canada peut se prévaloir de cette option à n'importe quel moment pendant la durée du contrat. L'entrepreneur convient que pour toute la période de soutien du logiciel, les prix seront ceux indiqués à l'annexe C. Seule l'autorité contractante peut exercer cette option en remettant un avis écrit. Le tout sera confirmé, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.
Horaire de prestation des services de soutien	Le personnel de l'entrepreneur doit être disponible de 8 h à Terre-Neuve à 20 h (Pacifique), 7 jours sur 7, y compris tous les jours fériés respectés par le Canada (lorsque le service est demandé
L'entrepreneur doit fournir des services de soutien sur place	Non
L'entrepreneur doit fournir les services d'une équipe d'intervention d'urgence	Non
L'entrepreneur doit installer les correctifs d'erreurs de logiciel ainsi que les versions et les mises à niveau relatives à la maintenance du logiciel	Non
L'entrepreneur doit faire le suivi des versions de logiciel aux fins de contrôle de la configuration	Oui

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Coordonnées pour accéder aux services de soutien de l'entrepreneur	<p>Conformément à l'article 5 des conditions 4004, voici les coordonnées permettant d'accéder aux services de soutien de l'entrepreneur :</p> <p>Accès par téléphone sans frais : _____</p> <p>Accès par télécopieur sans frais : Non requis ; et</p> <p>Accès par courriel : _____</p> <p>L'entrepreneur doit répondre (par l'entremise d'un agent de service en direct) aux appels téléphoniques et par courriel dans les soixante (60) minutes suivant l'heure du premier appel du client ou de l'utilisateur ou l'heure à laquelle il a transmis son premier message.</p> <p>Remarque à l'intention des soumissionnaires : On indiquera ces renseignements à l'attribution du contrat, on selon les renseignements fournis par l'entrepreneur. On demande aux soumissionnaires d'indiquer ces renseignements dans leur soumission.</p>
Site Web	<p>Conformément à l'article 5 des conditions 4004, l'entrepreneur doit rendre ses services de soutien accessibles par Internet. Pour ce faire, il doit à tout le moins fournir une foire aux questions, des routines de diagnostic de logiciel en ligne et des outils de soutien. Malgré l'horaire des services de soutien, le site Web de l'entrepreneur doit être accessible aux utilisateurs du Canada 24 heures par jour, 365 jours par année, et ce, 99 % du temps. Voici l'adresse du site Web de l'entrepreneur pour le soutien par Internet : _____ (INFORMATION FOURNIE PAR LE SOUMISSIONNAIRE)</p> <p>Remarque à l'intention des soumissionnaires : On indiquera ces renseignements à l'attribution du contrat, on selon les renseignements fournis par l'entrepreneur. On demande aux soumissionnaires d'indiquer ces renseignements dans leur soumission.</p>
Langue des services de soutien	Les services de soutien doivent être offerts en français et en anglais, selon le choix de l'utilisateur ayant recours aux services de soutien.

- (c) **Option d'ajout d'autres clients pour la maintenance et le soutien seulement :** L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'étendre les services de maintenance et de soutien du logiciel sous licence à d'autres utilisateurs du gouvernement du Canada qui sont déjà autorisés à l'utiliser **en vertu** d'un autre contrat, mais qui demandent d'avoir des services de maintenance et de soutien pour ce logiciel sous licence, au prix établi dans la Base de paiement. Cette option vise les utilisateurs des ministères ou des sociétés d'État décrits dans la *Loi sur la gestion des finances publiques* (et ses modifications) ou toute autre partie pour le compte de laquelle TPSGC peut être autorisé à agir de temps à autre en vertu de l'article 16 de la *Loi sur le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux*. Cette option peut être exercée en tout temps pendant la durée du contrat et aussi

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

souvent que le veut le Canada. Seule l’autorité contractante peut exercer cette option en remettant un avis écrit. Le tout sera confirmé, à des fins administratives seulement, par une modification au contrat.

7.23 Services professionnels – Généralités

- (a) L’entrepreneur doit fournir des services professionnels sur demande, qui comprennent la livraison, la conception, l’intégration, la configuration, la personnalisation, la mise en œuvre et le déploiement du logiciel sous licence, de la façon décrite dans l’énoncé des travaux, l’énoncé des besoins et toute AT subséquente.
- (b) Les ressources fournies par l’entrepreneur doivent toutes avoir les qualifications décrites dans le contrat (y compris celles qui portent sur l’expérience, l’accréditation professionnelle, la formation, les exigences linguistiques et la cote de sécurité). Ces ressources doivent pouvoir assurer les services demandés à n’importe laquelle des dates de livraison indiquées dans le contrat.
- (c) Si l’entrepreneur ne réussit pas à livrer les produits livrables (à l’exception des services d’un personne) ou à exécuter à temps une tâche décrite dans le contrat, le Canada, en plus de tous ses autres droits ou recours en vertu de ce contrat ou de la loi, peut aviser l’entrepreneur de ce défaut et exiger que l’entrepreneur soumettre par écrit au responsable technique, dans les 10 jours ouvrables qui suivent, un plan détaillant les actions qu’il entend prendre pour corriger ce défaut. L’entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses frais.
- (d) Supprimer l’article 08 des conditions générales 2035 intitulé « Remplacement d’individus spécifiques » et le remplacer par ce qui suit :

Remplacement d’individus spécifiques :

- (i) Si l’entrepreneur ne peut fournir les services d’une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les 5 jours ouvrables suivant le départ de la ressource existante (ou si le Canada en a demandé le remplacement, dans les 10 jours ouvrables suivant la remise d’un avis à cet effet) fournir à l’autorité contractante ce qui suit :
 - (a) le nom, les qualifications et l’expérience d’un remplaçant proposé disponible immédiatement;
 - (b) les renseignements de sécurité sur le remplaçant proposé exigés par le Canada, s’il y a lieu.

Les qualifications et l’expérience du remplaçant doivent correspondre à la note obtenue par la ressource originale ou la dépasser.
- (ii) Sous réserve des dispositions relatives au retard justifiable, lorsque le Canada constate qu’une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n’a pas été mise à sa disposition ou ne réalise pas les travaux, l’autorité contractante peut choisir :
 - (a) d’exercer les droits du Canada ou d’exercer un recours en vertu du contrat en tout ou en partie ou de la loi, y compris de résilier le contrat pour manquement;
 - (b) d’évaluer les renseignements fournis à l’alinéa (c) (i) ci-dessus ou, si ces renseignements n’ont pas encore été fournis, d’exiger de l’entrepreneur qu’il propose un remplaçant, qui sera évalué par le responsable technique. Les compétences et l’expérience du remplaçant doivent correspondre à la note obtenue par la ressource initiale ou la dépasser, et le remplaçant doit être acceptable pour le Canada. Une fois le remplaçant évalué, le Canada pourra l’accepter, exercer les droits décrits à la division (ii) (A) ci-dessus ou encore demander qu’on lui propose un autre remplaçant en vertu du présent paragraphe.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Lorsqu'un retard justifiable s'applique, le Canada peut choisir l'option décrite en (c) (ii) (B) ci-dessus plutôt que de résilier le contrat en vertu de l'article intitulé « Retard justifiable ». La non-disponibilité d'une ressource en raison d'une affectation à un autre contrat ou projet (y compris ceux de l'État) exécuté par l'entrepreneur ou l'une de ses sociétés affiliées ne constitue pas un retard justifiable.

- (iii) L'entrepreneur ne doit en aucun cas permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'une ressource originale ou le remplacement cesse d'exécuter les travaux. L'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'une ressource cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
- (iv) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

7.24 Préservation des supports électroniques

- (a) Avant de les utiliser sur l'équipement du Canada ou de les envoyer au Canada, l'entrepreneur doit utiliser un produit régulièrement mis à jour pour balayer les supports électroniques utilisés pour exécuter les travaux afin de s'assurer qu'ils ne contiennent aucun virus informatique ou code malveillant. L'entrepreneur doit informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé pour les travaux renferme des virus informatiques ou autres codes malveillants.
- (b) Si des renseignements ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus (par exemple s'ils sont effacés par accident) pendant que l'entrepreneur en a la garde ou en tout temps avant qu'ils ne soient remis au Canada conformément au contrat, l'entrepreneur doit les remplacer immédiatement à ses frais.

7.25 Déclarations et garanties

L'entrepreneur a fait des déclarations à propos de son expérience et de son expertise et de celles de ses ressources proposées qui ont donné lieu à l'attribution du contrat et l'émission d'une AT. Il déclare et certifie que ces déclarations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur elles pour lui attribuer le contrat et l'ajout de travaux au moyen d'une AT. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura pendant la durée du contrat, tout comme les ressources et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, les qualifications, l'expertise et l'expérience nécessaires pour mener à bien et gérer les travaux conformément au contrat et qu'il (ainsi que les ressources et les sous-traitants dont il retiendra les services) a déjà assuré des services semblables pour le compte d'autres clients.

7.26 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les biens, les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas forcément à la disposition de l'entrepreneur. S'il veut y avoir accès, il doit en faire la demande au responsable technique. Sauf indication contraire à cet effet dans le contrat, le Canada n'est pas tenu de fournir à l'entrepreneur l'une ou l'autre des ressources précitées. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, il peut exiger une modification de la Base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

7.27 Mise en œuvre

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Mise en œuvre de services professionnels : Si des services professionnels semblables sont actuellement fournis par un autre fournisseur ou par le personnel du Canada, il incombe à l'entrepreneur de s'assurer que la transition vers les services professionnels qu'il offre conformément au contrat n'aura aucune répercussion sur les opérations ou sur les utilisateurs du Canada, et qu'elle n'entraîne pas une dégradation dans la rapidité et la qualité du service. L'entrepreneur est tenu d'offrir à ses employés la formation supplémentaire nécessaire pour la réalisation des travaux; le temps passé en formation ou pour se familiariser avec l'environnement du client ne peut être facturé au Canada. On estimera la transition terminée lorsque l'entrepreneur aura démontré, à la satisfaction du responsable technique, qu'il est en mesure de réaliser les travaux. La transition doit se terminer au plus tard 5 jours ouvrables après l'attribution du contrat. Les coûts associés au fait de démontrer que l'entrepreneur est en mesure de fournir les services professionnels sont à la charge de ce dernier

7.28 Services de transition à la fin de la durée du contrat

L'entrepreneur convient qu'au cours de la période menant à la fin de la durée du contrat, il déploiera tous les efforts raisonnables pour aider le Canada pendant la transition entre ce contrat et le nouveau contrat conclu avec un autre fournisseur. L'entrepreneur convient de la gratuité de ces services.

7.29 Garantie de performance

Le contrat stipule que l'entrepreneur doit fournir au Canada une garantie sans condition et irrévocable relativement à l'acquittement de chacune des obligations de l'entrepreneur prévues au contrat. Cette garantie doit prendre la forme qui sera précisée à l'attribution du contrat et porter le sceau (si le Canada le demande) de **À REMPLIR À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT, LE CAS ÉCHÉANT**. Si l'entrepreneur ne remet pas la garantie dûment signée dans les 10 jours ouvrables suivant l'attribution du contrat, le Canada peut immédiatement résilier le contrat pour manquement sans aucune obligation envers l'entrepreneur pour les travaux réalisés avant la résiliation. Il incombe à l'entrepreneur d'obtenir et de présenter la garantie signée dans les délais prescrits.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : N'ajouter le présent article que si le Canada détermine qu'une garantie de performance (comme celle d'une société mère) est exigée à propos d'une évaluation de la capacité financière du soumissionnaire. Le nom du garant sera indiqué à l'attribution du contrat.

7.30 Protocole d'identification des responsabilités

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respecte les exigences d'auto-identification suivantes :

- Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada (à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada) doivent s'auto-identifier en tant que le représentant(s) de l'entrepreneur avant le début de la réunion pour s'assurer que chaque participant à la réunion est au courant que cette personne n'est pas un employé du gouvernement du Canada;
- Pendant l'exécution de tout travail à un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié à tout moment comment étant un représentant de l'entrepreneur;
- Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriétés ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à l'une de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la réception d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures correctives qui seront prises pour éviter que le problème se répète. L'entrepreneur aura 5 jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et 20 jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- (e) En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour défaut si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

7.31 Processus continu d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement

- (a) Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement : Les parties reconnaissent que le processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement est un élément clé du processus d'approvisionnement ayant mené à l'attribution du présent contrat. Dans le cadre de ce processus d'évaluation, le Canada a évalué l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA) de l'entrepreneur sans avoir ciblé de préoccupations en matière de sécurité. L'ISCA suivante a été soumise :

- (i) une liste des produits de technologie de l'information (TI); et
- (ii) Information sur la propriété;

Cette ISCA est incluse et constitue l'annexe F, Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement. Les parties reconnaissent également que la sécurité représente un facteur essentiel pour le Canada à l'égard du présent contrat et qu'une évaluation continue de l'ISCA sera exigée tout au long de la période visée par le contrat. Le présent article gouverne ce processus.

- (b) **Évaluation de la nouvelle ISCA** : Au cours de la période visée par le contrat, l'entrepreneur pourrait être appelé à modifier l'ISCA contenue dans l'annexe F, Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement. À cet égard :
- (i) L'entrepreneur doit revoir son ISCA au moins une fois par mois pour montrer les changements apportés ainsi que les suppressions et les ajouts qui concernent les services prévus au contrat (y compris les produits déployés par ses sous-traitants) durant cette période. Il doit indiquer sur la liste où les changements ont été apportés lors de la période en question. Si aucune modification n'a été apportée au cours du mois, l'entrepreneur doit aviser l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement par écrit que la liste existante est inchangée. Les modifications apportées à la liste des produits de TI doivent être accompagnées des diagrammes de réseau révisés, s'il y a lieu.
 - (ii) L'entrepreneur accepte de fournir des mises à jour périodiques (au moins une fois l'an) à l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement pendant la période visée par le contrat au sujet des nouveaux produits qu'il compte déployer dans le cadre des travaux (p. ex. tandis qu'il élabore sa « feuille de route technologique » ou des plans similaires). Cela permettra au Canada d'évaluer ces produits à l'avance afin de cerner toute préoccupation liée à la sécurité avant le déploiement des produits dans le cadre de la prestation des services visés par le contrat. Le Canada s'efforcera d'évaluer de nouveaux produits proposés dans les 30 jours civils, même si les listes de produits plus longues peuvent prendre plus de temps.
 - (iii) Le Canada se réserve le droit de réaliser une évaluation de la sécurité exhaustive et indépendante de tous les nouveaux éléments d'ISCA. À la demande de l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement, l'entrepreneur doit lui fournir tout renseignement dont il a besoin pour réaliser son évaluation.
 - (iv) Le Canada peut confier l'évaluation à ses propres ressources et peut au besoin se procurer des renseignements supplémentaires auprès de tiers. Le Canada peut utiliser tout

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

renseignement, qu'il ait été fourni par l'entrepreneur ou provienne d'une autre source, qu'il juge utile afin d'effectuer une évaluation exhaustive de toute nouvelle ISCA proposée.

(c) **Détermination des nouvelles vulnérabilités en matière de sécurité dans l'ISCA qui a déjà été évaluée par le Canada**

- (i) L'entrepreneur doit fournir à l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement, en temps opportun, des renseignements sur toutes les vulnérabilités qu'il remarque dans le cadre des travaux, y compris toute faiblesse ou lacune dans la conception d'un produit servant à la prestation de services qui permettrait à une personne non autorisée de compromettre l'intégrité, la confidentialité, les contrôles d'accès, la disponibilité, la cohérence ou le mécanisme de vérification du système ou des données et applications qu'il héberge.
- (ii) L'entrepreneur reconnaît que la nature des technologies de l'information est telle que de nouvelles vulnérabilités, y compris les vulnérabilités relatives à la sécurité, sont constamment relevées et, de ce fait, de nouvelles vulnérabilités relatives à la sécurité peuvent être relevées dans l'ISCA qui a déjà fait l'objet d'une évaluation de l'ISCA et pour laquelle aucune préoccupation en matière de sécurité n'a été relevée par le Canada, soit durant le processus d'approvisionnement, soit plus tard au cours de la période visée par le contrat.

(d) **Traitement des préoccupations relatives à la sécurité**

- (i) Si le Canada informe l'entrepreneur de préoccupations relatives à la sécurité dans un produit qui n'a pas encore été déployé, l'entrepreneur convient de ne pas le déployer dans le cadre du contrat sans le consentement de l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement.
- (ii) Le Canada peut, à tout moment pendant la période du contrat, informer l'entrepreneur qu'il estime qu'un produit utilisé dans la solution de ce dernier (y compris l'utilisation par un sous-traitant) pourrait compromettre ou servir à compromettre la sécurité de l'équipement, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou de l'information du Canada; dans un tel cas, l'entrepreneur doit :
 - (a) fournir au Canada toute information demandée par l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement afin que le Canada puisse effectuer une évaluation exhaustive;
 - (b) à la demande de l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement, proposer un plan d'atténuation (y compris un calendrier) dans les 10 jours ouvrables, comme la migration vers un autre produit. L'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement informera l'entrepreneur par écrit si le Canada approuve le plan d'atténuation, ou formulera des commentaires sur les préoccupations ou les lacunes relevées dans le plan d'atténuation;
 - (c) mettre en œuvre le plan d'atténuation approuvé par le Canada.
 - (d) Ce processus s'applique tant aux nouveaux produits qu'aux produits qui ont déjà été évalués dans le cadre du processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement menée par le Canada, mais qui présentent désormais des vulnérabilités en matière de sécurité.
 - (e) Nonobstant le paragraphe précédent, si le Canada détermine, à sa discrétion, que la préoccupation relevée en matière de sécurité pose une menace pour la sécurité nationale, à la fois grave et imminente, l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement pourrait exiger que l'entrepreneur cesse immédiatement le

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

déploiement du ou des produits en question dans le cadre des travaux. En ce qui a trait aux produits déjà déployés, l'entrepreneur doit les cibler et les retirer (à la demande de l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement) des travaux selon l'échéancier établi par le Canada. Cependant, avant de prendre une décision définitive à cet égard, le Canada permettra à l'entrepreneur de faire valoir son point de vue dans les 48 heures suivant la réception de l'avis de l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement. Par exemple, l'entrepreneur peut proposer des mesures d'atténuation que le Canada pourra considérer. Le Canada prendra ensuite une décision définitive.

2. Conséquences financières

- (a) Toute conséquence financière subséquente à une demande du Canada pour que cesse le déploiement d'un ou de plusieurs produits donnés, ou pour que ceux-ci soient retirés, sera prise en considération et négociée de bonne foi par les parties au cas par cas, et pourra faire l'objet d'une modification au contrat. Cependant, malgré de telles négociations, l'entrepreneur doit cesser le déploiement du ou des produits, ou les retirer, à la demande du Canada. Les négociations se poursuivront séparément. Les parties conviennent qu'à tout le moins, les facteurs suivants seront pris en considération dans leurs négociations, le cas échéant :
- (i) en ce qui a trait aux produits que le Canada a déjà évalués lors d'une évaluation de l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement sans détecter de préoccupation relative à la sécurité, une preuve fournie par l'entrepreneur démontrant depuis combien de temps il est propriétaire des produits;
 - (ii) en ce qui concerne les nouveaux produits, le fait que l'entrepreneur a été capable ou non d'aviser au préalable le Canada de l'utilisation des nouveaux produits dans le cadre des travaux;
 - (iii) la preuve du montant payé par l'entrepreneur pour le produit, ainsi que tout montant payé au préalable par l'entrepreneur ou que celui-ci s'est engagé à payer pour la maintenance et le soutien du produit;
 - (iv) la durée de vie utile normale du produit;
 - (v) toute annonce de fin de vie ou autre formulée par le fabricant concernant le produit, indiquant que celui-ci ne sera plus pris en charge;
 - (vi) la durée de vie utile normale du produit de remplacement proposé;
 - (vii) le temps qu'il reste à la période du contrat;
 - (viii) si le produit existant ou un produit de remplacement est utilisé ou doit être utilisé exclusivement pour le Canada, ou si le produit est aussi utilisé pour fournir des services à d'autres clients de l'entrepreneur ou de ses sous-traitants;
 - (ix) si le produit remplacé peut être déployé de nouveau pour d'autres clients;
 - (x) toute formation nécessaire des employés de l'entrepreneur quant à l'installation, à la configuration et à la maintenance des produits de remplacement, pourvu que l'entrepreneur puisse prouver que ses employés n'auraient pas besoin de cette formation autrement;

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (xi) tous les frais de développement nécessaires pour que l’entrepreneur intègre les produits de remplacement au portail de service ainsi qu’aux systèmes d’exploitation, d’administration et de gestion, si les produits de remplacement ne sont pas des produits déployés à d’autres fins dans le cadre des travaux;
 - (xii) l’incidence du changement pour le Canada, y compris la quantité et le type de ressources nécessaires et le temps alloué à la migration.
- (b) En outre, à la demande de l’autorité de sécurité de la chaîne d’approvisionnement, l’entrepreneur doit fournir une ventilation détaillée des coûts, une fois que les travaux liés aux préoccupations en matière de sécurité signalées conformément à cet article seront terminés. La ventilation des coûts doit comprendre une liste de tous les éléments de coût applicables concernant le travail demandé par l’autorité de sécurité de la chaîne d’approvisionnement. Elle doit être signée et certifiée par l’agent financier supérieur de l’entrepreneur, à moins que l’autorité de sécurité de la chaîne d’approvisionnement n’ait indiqué autre chose par écrit. Le Canada doit juger que pour chaque élément de coût, des données justificatives ont été fournies avec suffisamment de détails pour permettre une vérification exhaustive. En aucun cas le remboursement des dépenses de l’entrepreneur (ou de l’un de ses sous-traitants) ne dépassera les frais remboursables démontrés directement liés à la demande présentée par le Canada pour que cesse le déploiement d’un ou de plusieurs produits donnés ou pour le retrait de ceux-ci.
- (c) Nonobstant les autres dispositions du présent article, si l’entrepreneur ou l’un de ses sous-traitants déploie de nouveaux produits qui soulèvent des questions de sécurité de la part du Canada dans le cadre des travaux, le Canada peut exiger que l’entrepreneur ou l’un de ses sous-traitants cesse immédiatement le déploiement du produit, ou qu’il le retire. Dans de tels cas, tous les frais déboursés pour se conformer à la demande du Canada seront la responsabilité de l’entrepreneur ou de ses sous-traitants, tel qu’il a été négocié entre eux. Le Canada n’est pas responsable de ces coûts.

3. Généralités

- (i) Le processus décrit dans le présent article peut viser un produit unique, un ensemble de produits ou la totalité des produits fabriqués ou distribués par un fournisseur donné.
- (ii) Le processus décrit dans le présent article vise également les sous-traitants. En ce qui a trait aux répercussions sur les coûts, le Canada reconnaît que les considérations de coûts liées aux préoccupations sur les sous-traitants (plutôt que les produits) pourraient être différentes et tenir compte de facteurs comme la disponibilité d’autres sous-traitants pour accomplir le travail.
- (iii) Aux termes du présent article, le non-respect de tout niveau de service en raison d’une transition vers un nouveau produit ou vers un nouveau sous-traitant, à la demande du Canada, n’entraînera pas de crédit de service ni ne sera pris en considération dans les calculs généraux des valeurs métriques, à condition que l’entrepreneur applique les changements nécessaires conformément au plan de migration approuvé par le Canada ou procède immédiatement à la satisfaction des exigences du Canada si ce dernier a déterminé que la menace pour la sécurité nationale est grave et imminente.
- (iv) Si l’entrepreneur est informé qu’un sous-traitant déploie un produit faisant l’objet de préoccupations en matière de sécurité dans le cadre des travaux, il doit immédiatement en aviser l’autorité contractante et le responsable technique, et voir à l’application des modalités de son marché avec le sous-traitant. L’entrepreneur reconnaît ses obligations en vertu des Conditions générales 2030, paragraphe 9(3).
- (v) Toute décision prise par le Canada à cet égard concerne un produit ou un sous-traitant précis et son emploi proposé dans le cadre du présent contrat; une telle décision ne signifie aucunement que le

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

même produit ou sous-traitant serait nécessairement évalué de la même façon, si son emploi était proposé à une autre fin ou dans un autre contexte.

4. Sous-traitance

- (i) Malgré les conditions générales, aucune partie des travaux ne peut être confiée à un sous-traitant (même à une société affiliée de l'entrepreneur) sans le consentement écrit préalable de l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement. Pour obtenir le consentement de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir les renseignements suivants :
 - (a) le nom du sous-traitant;
 - (b) la partie des travaux à réaliser par le sous-traitant;
 - (c) le niveau de vérification d'organisation désignée ou d'attestation de sécurité d'installation du sous-traitant;
 - (d) la date de naissance, le nom complet et la cote de sécurité des employés du sous-traitant qui devront avoir accès aux installations du Canada;
 - (e) la sous-liste de vérification des exigences relatives à la sécurité remplie et signée par l'agent de sécurité d'entreprise de l'entrepreneur, en vue d'être remplie par la Direction de la sécurité industrielle canadienne;
 - (f) tout autre renseignement demandé par l'autorité contractante.
- (ii) Pour les besoins de cet article, le terme « sous-traitant » ne comprend pas les fournisseurs sans lien de dépendance avec l'entrepreneur dont le seul rôle est de fournir de l'équipement télécommunication ou tout autre équipement ou logiciel que l'entrepreneur utilisera pour assurer la prestation de ses services, y compris si l'équipement sera installé dans le réseau de base ou l'infrastructure de l'entrepreneur.

5. Changement de contrôle

- (a) En tout temps pendant la période du contrat, si l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement en fait la demande, l'entrepreneur doit fournir au Canada :
 - (i) un organigramme sur lequel figurent toutes les personnes morales et sociétés de personnes liées à l'entrepreneur; aux fins d'application de ce paragraphe, une personne morale ou une société de personnes sera considérée comme une autre partie :
 - (a) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » selon la *Loi de l'impôt sur le revenu du Canada*,
 - (b) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre organismes ou toute autre forme de relation fiduciaire), ou ont entretenu une telle relation au cours des deux années ayant précédé la demande de renseignements,
 - (c) si les entités ont tout autre lien de dépendance entre elles ou avec le même tiers; une liste de tous les actionnaires de l'entrepreneur;
 - (ii) une liste de tous les actionnaires de l'entrepreneur; si l'entrepreneur est une filiale, ces renseignements doivent être fournis pour chaque société mère ou société partenaire, et ce,

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

jusqu’au premier propriétaire. En ce qui concerne les sociétés cotées en bourse, le Canada prévoit que les circonstances dans lesquelles il exigerait une liste exhaustive des actionnaires seraient inhabituelles et que toute demande de sa part d’une liste des actionnaires d’une société cotée en bourse se limiterait normalement à une liste des actionnaires détenant au moins 1 % des actions avec droit de vote;

- (iii) une liste de tous les cadres et administrateurs de l’entrepreneur, comprenant l’adresse de leur domicile, leurs date et lieu de naissance, et leur citoyenneté; si l’entrepreneur est une filiale, cette information doit être fournie pour chaque société mère (personne morale ou société de personnes), et ce, jusqu’au premier propriétaire;
- (iv) tout autre renseignement sur la propriété et le contrôle, demandé par le Canada.

À la demande de l’autorité de sécurité de la chaîne d’approvisionnement, l’entrepreneur doit aussi fournir ces renseignements concernant ses sous-traitants. Toutefois, si le sous-traitant considère que cette information est confidentielle, l’entrepreneur peut remplir ses obligations en demandant à ce dernier de fournir l’information directement à l’autorité contractante. Que cette information soit fournie par l’entrepreneur ou le sous-traitant, le Canada s’engage à traiter cette information conformément au **paragraphe 23(3) des Conditions générales 2030** – besoins plus complexes de biens si elle porte une mention « confidentielle » ou « exclusive ».

(b) L’entrepreneur doit aviser, par écrit, l’autorité de sécurité de la chaîne d’approvisionnement de :

- (i) tout changement de contrôle concernant l’entrepreneur;
- (ii) tout changement de contrôle concernant une société mère (personne morale ou société de personnes) de l’entrepreneur, et ce, jusqu’au premier propriétaire;
- (iii) tout changement de contrôle d’un sous-traitant exécutant une partie des travaux (y compris tout changement de contrôle d’une société mère [personne morale ou société de personnes] du sous-traitant, et ce, jusqu’au premier propriétaire).

L’entrepreneur doit fournir cet avis dans les 10 jours ouvrables du gouvernement fédéral suivant le changement de contrôle (ou dans le cas d’un sous-traitant, dans les 15 jours ouvrables du gouvernement fédéral suivant le changement de contrôle). Lorsque possible, le Canada demande que l’entrepreneur l’avise de toute transaction de changement de contrôle proposée.

- (c) Dans cet article, un « changement de contrôle » comprend, sans s’y limiter, un changement direct ou indirect dans le contrôle effectif de la personne morale ou de la société de personnes, que ce changement découle du grièvement, de la vente ou de la disposition des actions (ou d’un autre type de quote-part dans la société de personnes) par tout autre moyen. Dans le cas où l’entrepreneur ou le sous-traitant est une coentreprise, cette obligation s’applique à un changement de contrôle touchant un membre (une personne morale ou une société de personnes) de la coentreprise. Si l’entrepreneur ou le sous-traitant est une société de personnes ou une société en commandite, cette obligation s’applique aussi à toute personne morale ou société en commandite qui est un associé.
- (d) Si le Canada détermine, à sa seule discrétion, qu’un changement de contrôle dans l’entreprise de l’entrepreneur (concernant aussi bien l’entrepreneur lui-même que l’une de ses sociétés mères, jusqu’au premier propriétaire) peut porter atteinte à la sécurité nationale, le Canada peut résilier le contrat sans faute en fournissant un avis à l’entrepreneur dans les 90 jours suivant l’avis de changement de contrôle de l’entrepreneur. Si le Canada décide, à sa discrétion, qu’un changement de

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

contrôle touchant un sous-traitant (concernant aussi bien le sous-traitant lui-même que l'une de ses sociétés mères, jusqu'au premier propriétaire) pourrait porter atteinte à la sécurité nationale, le Canada informera l'entrepreneur par écrit de sa décision.

- (e) Si le Canada décide, à sa discrétion, qu'un changement de contrôle concernant un sous-traitant (concernant aussi bien le sous-traitant lui-même que l'une de ses sociétés mères, jusqu'au premier propriétaire) pourrait porter atteinte à la sécurité nationale, le Canada informera l'entrepreneur par écrit de sa décision. Le Canada ne devra pas justifier sa décision si le Canada détermine, à sa discrétion, que ces justifications elles-mêmes pourraient porter atteinte à la sécurité nationale. L'entrepreneur devra, dans les 90 jours civils suivant la réception de l'avis, prendre des arrangements avec un autre sous-traitant, que le Canada juge acceptable, pour la réalisation de la partie des travaux exécutée par le sous-traitant actuel (ou l'entrepreneur devra exécuter lui-même cette partie des travaux). Si l'entrepreneur ne le fait pas dans le délai prescrit, le Canada pourra résilier le contrat sans faute en fournissant un avis à l'entrepreneur dans les 180 jours civils suivant la réception du premier avis de changement de contrôle de l'entrepreneur.
- (f) Dans cet article, une résiliation sans faute signifie qu'aucune des parties n'est tenue responsable en ce qui a trait au changement de contrôle ou à la subséquente résiliation, et le Canada ne devra payer que pour les services ayant été fournis avant la date d'entrée en vigueur de la résiliation.
- (g) Malgré ce qui précède, le droit à la résiliation sans faute du Canada ne s'applique pas dans les circonstances où une réorganisation interne n'a pas d'incidence sur la propriété de la société mère (personne morale ou société de personnes) de l'entrepreneur ou du sous-traitant, selon le cas, c'est-à-dire que le Canada n'a pas le droit de résilier le contrat en vertu du présent article si l'entrepreneur ou le sous-traitant est contrôlé, en tout temps, directement ou indirectement, par le même premier propriétaire. Toutefois, dans un tel cas, les exigences relatives à l'avis du présent article s'appliquent toujours.

9. Autorités

Autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement

Pour joindre l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement, il est possible d'envoyer un message à la boîte de réception de la cyberévaluation de SPC, à l'adresse suivante : SSC.cyberassessment-evaluationcyber.SPC@canada.ca. L'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement demeure au sein de la Direction générale de la cybersécurité et de la sécurité des TI de SPC et elle est responsable de toutes les questions liées au processus continu d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement aux termes du présent contrat. Ni l'autorité contractante ni l'autorité technique n'ont le pouvoir de fournir des conseils ou d'autoriser la divulgation de renseignements liés au processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement. L'autorité contractante demeure responsable de tous les autres aspects liés à la sécurité.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Annexe A – Énoncé des travaux

Modernisation du Système de gestion des délinquant(e)s

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	90
2. CONTEXTE.....	91
2.1 Le Service correctionnel du Canada (SCC)	91
2.2 Priorités du SCC	92
2.3 Système de gestion des délinquant(e)s (SGD).....	92
2.4 Paysage actuel de la solution.....	93
3. OBJECTIF, PRINCIPES ET RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DU PROJET.....	94
3.1 Objectif.....	94
3.2 Principes directeurs	95
3.3 Résultats opérationnels escomptés	96
3.4 Favoriser le changement et la transformation.....	97
4. GOUVERNANCE DU PROJET	97
4.1 Surveillance du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.....	98
4.2 Conseil d’examen de l’architecture intégrée du gouvernement du Canada (CEAI GC) 98	
4.3 Gouvernance du projet du SCC	98
5. PORTÉE ET MÉTHODOLOGIE DU PROJET	100
5.1 Portée des capacités opérationnelles	100
5.2 Portée des capacités techniques	106
5.3 Portée de la gestion et de la surveillance de projet.....	108
5.4 Gestion de la qualité.....	110
5.5 Examens des points de contrôle du projet	111
5.6 Méthodologie.....	112
6. ÉTAPE 1 – PROTOTYPE.....	112
6.1 Étendue des travaux.....	112
6.2 Exigences	112
6.3 Livrables	113
6.4 Évaluation de la capacité et de la convivialité.....	116
7. ÉTAPE 2 – CONCEPTION DE LA SOLUTION	116
7.1 Étendue des travaux.....	116
7.2 Exigences	117
7.3 Livrables	117
8. ÉTAPE 3 – MISE EN ŒUVRE DE LA SOLUTION	124
8.1 Étendue des travaux.....	124

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

8.2	Exigences	125
8.3	Livrables	125
9.	GESTION ET SURVEILLANCE DU PROJET	133
9.1	Livrables	134
10.	SERVICES SUPPLÉMENTAIRES	136
10.1	Catégories de ressources des services professionnels	137
11.	APPENDICE 1 – DESCRIPTION DES CAPACITÉS OPÉRATIONNELLES	147
	1. CAPACITÉS HABILITANTES	147
	2. GESTION DES PROFILS	150
2.1.	Aperçu de la capacité	150
2.2.	Aperçu du processus opérationnel actuel	152
2.3.	Énoncé du problème ou de la possibilité	153
2.4.	Situation future	154
2.5.	Résultats opérationnels visés	154
2.6.	Exigences opérationnelles	154
2.7.	Sources	154
	3. DOCUMENTATION DES CAS	155
3.1	Situation actuelle	155
3.2	Énoncé du problème ou de la possibilité	155
3.3	Situation future	155
3.4	Résultats opérationnels visés	156
3.5	Exigences opérationnelles	156
3.6	Sources	156
	4. GESTION DE LA PEINE DES DÉLINQUANTS	157
4.1	Aperçu de la capacité	157
4.2	Aperçu du processus opérationnel actuel	157
4.3	Énoncé du problème ou de la possibilité	158
4.4	Situation future	158
4.5	Résultats opérationnels visés	159
4.6	Exigences opérationnelles	159
4.7	Sources	159
	5. GESTION DES ÉVALUATIONS DES DÉLINQUANTS	159
5.1	Aperçu de la capacité	159
5.2	Aperçu du processus opérationnel actuel	160
5.3	Énoncé du problème ou de la possibilité	162

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

5.4	Situation future	162
5.5	Résultats opérationnels visés	162
5.6	Exigences opérationnelles	163
5.7	Sources	163
6.	PLACEMENTS ET TRANSFÈREMENTS DES DÉLINQUANTS	164
6.1	Aperçu de la capacité	164
6.2	Aperçu du processus opérationnel actuel	165
6.3	Énoncé du problème ou de la possibilité	167
6.4	Situation future	167
6.5	Résultats opérationnels visés	167
6.6	Exigences opérationnelles	168
6.7	Sources	168
7.	GESTION DES EFFETS PERSONNELS	168
7.1	Aperçu de la capacité	168
7.2	Aperçu du processus opérationnel actuel	169
7.3	Énoncé du problème ou de la possibilité	170
7.4	Situation future	170
7.5	Résultats opérationnels visés	170
7.6	Exigences opérationnelles	171
7.7	Sources	171
8.	GESTION DE LA SÉCURITÉ ET DU RENSEIGNEMENT	171
8.1	Aperçu de la capacité	171
8.2	Aperçu du processus opérationnel actuel	172
8.3	Énoncé du problème ou de la possibilité	173
8.4	État futur	173
8.5	Résultats opérationnels visés	173
8.6	Exigences opérationnelles	173
8.7	Sources	174
9.	GESTION DES INTERVENTIONS ET DES SERVICES	174
9.1	Aperçu de la capacité	174
9.2	Énoncé du problème ou de la possibilité	175
9.3	État futur	175
9.4	Résultats opérationnels visés	175
9.5	Exigences opérationnelles	176
9.6	Sources	176

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

10. PLANIFICATION DES CAS	177
10.1 Aperçu de la capacité	177
10.2 Énoncé du problème ou de la possibilité	178
10.3 État futur	179
10.4 Résultats opérationnels visés	179
10.5 Exigences opérationnelles	179
10.6 Sources	179
11. GESTION DE LA CORRESPONDANCE ET DES VISITES DES DÉLINQUANTS	180
11.1 Aperçu de la capacité	180
11.2 Aperçu du processus opérationnel actuel	180
11.3 Énoncé du problème ou de la possibilité	181
11.4 État futur	181
11.5 Résultats opérationnels visés	182
11.6 Exigences opérationnelles	182
11.7 Sources	182
12. GESTION DES OPÉRATIONS DE SÉCURITÉ	183
12.1 Aperçu de la capacité	183
12.2 Aperçu du processus opérationnel actuel	183
12.3 Énoncé du problème ou de la possibilité	184
12.4 État futur	184
12.5 Résultats opérationnels visés	185
12.6 Exigences opérationnelles	185
12.7 Sources	185
13. GESTION DES FOUILLES ET DES SAISIES	185
13.1 Aperçu de la capacité	185
13.2 Aperçu du processus opérationnel actuel	186
13.3 Énoncé du problème ou de la possibilité	188
13.4 État futur	188
13.5 Résultats opérationnels visés	189
13.6 Exigences opérationnelles	189
13.7 Sources	189
14. GESTION DES SERVICES AUX VICTIMES	190
14.1 Aperçu de la capacité	190
14.2 Aperçu du processus opérationnel actuel	191
14.3 Énoncé du problème ou de la possibilité	193

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

14.4	Situation future	193
14.5	Résultats opérationnels visés	193
14.6	Exigences opérationnelles	193
14.7	Sources	193
15.	GESTION DES GRIEFS DES DÉLINQUANTS	194
15.1	Aperçu de la capacité	194
15.2	Aperçu du processus opérationnel actuel	194
15.3	Énoncé du problème ou de la possibilité	196
15.4	État futur	196
15.5	Résultats opérationnels visés	197
15.6	Exigences opérationnelles	197
15.7	Sources	197
16.	SURVEILLANCE DES DÉLINQUANTS DANS LA COLLECTIVITÉ	198
16.1	Aperçu de la capacité	198
16.2	Aperçu du processus opérationnel actuel	199
16.3	Énoncé du problème ou de la possibilité	200
16.4	État futur	200
16.5	Résultats opérationnels visés	201
16.6	Exigences opérationnelles	201
16.7	Sources	201
17.	GESTION DES MISES EN LIBERTÉ ET DES PERMISSIONS DE SORTIR DES DÉLINQUANTS	202
17.1	Aperçu de la capacité	202
17.2	Aperçu du processus opérationnel actuel	203
17.3	Énoncé du problème ou de la possibilité	205
17.4	Situation future	205
17.5	Résultats opérationnels visés	205
17.6	Exigences opérationnelles	206
17.7	Sources	206
18.	GESTION DES DÉCISIONS	206
18.1	Aperçu de la capacité	206
18.2	Aperçu du processus opérationnel actuel	207
18.3	Énoncé du problème ou de la possibilité	208
18.4	État futur	208
18.5	Résultats opérationnels visés	209

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

18.6	Exigences opérationnelles	209
	19. GESTION DU RENDEMENT ET RAPPORTS CONNEXES	209
19.1	Aperçu de la capacité	209
19.2	Aperçu du processus opérationnel actuel	210
19.3	Énoncé du problème ou de la possibilité	210
19.4	État futur	210
19.5	Résultats opérationnels visés	211
19.6	Exigences opérationnelles	211
	APPENDICE 2 – DESCRIPTION DES CAPACITÉS TECHNIQUES	212
1.	<i>COMPATIBILITÉ ET INTÉGRATION</i>	212
2.	<i>SÉCURITÉ ET RESPECT DE LA VIE PRIVÉE</i>	213
3.	<i>FIABILITÉ</i>	217
4.	<i>MAINTENABILITÉ, ÉTAT DE FONCTIONNEMENT, GÉRABILITÉ</i>	218
5.	<i>FACILITÉ D’EMPLOI ET LOCALISATION</i>	219
	APPENDICE 3 – PAYSAGE TECHNIQUE	223
1.	<i>APERÇU DE L’ÉTAT ACTUEL</i>	223
1.1	État actuel	223
1.2	Reprise après sinistre	223
1.3	Suite actuelle d’applications de gestion des délinquants	223
2.	<i>VISION DE L’ARCHITECTURE FUTURE</i>	227
2.1.	Principes directeurs de l’architecture d’entreprise et résultats visés	227
2.2.	Principes directeurs et résultats visés de la stratégie de données	228
2.3.	Échange des renseignements et interfaces	229
2.4.	Architecture d’intégration conceptuelle	229
2.5.	Architecture conceptuelle et logique des données	230
3.	<i>APERÇU DE L’ENVIRONNEMENT INFONUAGIQUE DU SCC</i>	231
62.	3.1 Architecture infonuagique du SCC	231
4.	<i>RESPONSABILITÉS</i>	235
	APPENDICE 4 – EXIGENCES LIÉES À LA SOLUTION	237
1.	<i>EXIGENCES OPÉRATIONNELLES DE LA SOLUTION</i>	237
1.1	Capacités habilitantes	237
1.2	Gestion du profil du délinquant	252
1.3	Documentation des cas	259
1.4	Gestion des peines	265
1.5	Gestion des évaluations des délinquants	280

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

1.6	Placements et transfèrements	284
1.7	Effets personnels	302
1.8	Gestion de la sécurité et du renseignement	308
1.9	Interventions et gestion des services	323
1.10	Planification des cas	328
1.11	Communications et visites	329
1.12	Gestion des opérations de sécurité	335
1.13	Fouilles et saisies	344
1.14	Service aux Victimes	353
1.15	Gestion des griefs	362
1.16	Surveillance dans la collectivité des délinquants	368
1.17	Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants	373
1.18	Gestion des décisions	386
1.19	Mesure du rendement et rapports de gestion	388
	2. EXIGENCES TECHNIQUES DE LA SOLUTION	393
2.1	Compatibilité et intégration	393
2.2	Sécurité et protection des renseignements personnels	400
2.3	Fiabilité	411
2.4	Maintenabilité/ facilité de maintenance / capacité de gestion (MA)	414
2.5	Localisation et convivialité	417
	APPENDICE 5– GLOSSAIRE	422
	APPENDICE 6 – ACRONYMES	426
	ANNEXE B – ÉNONCÉ DES EXIGENCES	433
1.	EXIGENCES OBLIGATOIRES	433
2.	EXIGENCES COTÉES	443
	APPENDICE 1 – ÉVALUATION DES CAPACITÉS ET DE LA CONVIVIALITÉ	510
1.	APERÇU	510
2.	CRITÈRES D'ÉVALUATION DE LA CAPACITÉ ET DE LA CONVIVIALITÉ ET SCÉNARIOS D'ESSAI	510
	APPENDICE 2 – NORMES SUR LES API DU SCC	511
	APPENDICE 3 – DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE SUR LA SÉCURITÉ ET LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS	512
1.	NORMES SUR LA SÉCURITÉ DE LA GESTION DE L'INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION DU SCC	512
	ANNEXE C – BASE DE PAIEMENT	514
	ANNEXE D – OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE CONFIDENTIALITÉ	582

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

ANNEXE E – LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ 584

APPENDICE 1 DE L’ANNEXE E – AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR LA SÉCURITÉ À L’INTENTION DES ENTREPRENEURS ET DES SOUS-TRAITANTS ÉTRANGERS 587

ANNEXE F – PROCÉDURE D’ATTRIBUTION DE TÂCHE 588

APPENDICE 1 DE L’ANNEXE F 590

APPENDICE 2 DE L’ANNEXE F 592

ANNEXE G - PROCESSUS D’INTÉGRITÉ DE LA CHAÎNE D’APPROVISIONNEMENT 594

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

1. INTRODUCTION

Le Service correctionnel du Canada (SCC) a lancé le projet de modernisation du Système de gestion des délinquant(e)s (SGD) pour remplacer, moderniser et transformer les systèmes et les processus utilisés pour gérer les délinquants dont il a la charge.

Le présent énoncé des travaux est axé sur les exigences à satisfaire, les tâches et les produits livrables à réaliser sur la base d’un produit commercial moderne. La vision future de SCC est celle d’une architecture hybride qui implique une combinaison du produit commercial, des modules personnalisés pour satisfaire les exigences uniques de SCC ou canadiennes, et des applications existantes développées sur mesure. Le SCC peut, à sa seule discrétion, faire appel à un intégrateur de système ou à d’autres ressources tierces pour l’aider dans tout aspect du projet global de modernisation du SGD.

Le présent énoncé des travaux décrit les capacités opérationnelles et techniques dont le SCC croit avoir besoin afin de mettre en œuvre, de maintenir et d’exploiter un système de gestion des délinquants (la « solution »). L’énoncé des travaux a été conçu pour soutenir l’acquisition d’une solution qui tire parti de l’expérience et des pratiques exemplaires du secteur.

L’énoncé des travaux englobe les domaines de travail suivants :

- Étape 1: Prototype** – Les entrepreneurs retenus seront invités à réaliser un ensemble de livrables et un prototype de la solution afin de démontrer comment la solution répond aux principales capacités opérationnelles et techniques. Outre la livraison d’un prototype fonctionnel prenant en charge jusqu’à 200 utilisateurs, l’entrepreneur sera responsable de l’élaboration d’une évaluation préliminaire concordance-écart de la solution, d’un document sur l’architecture de la solution, d’une spécification fonctionnelle pour une capacité opérationnelle, d’un plan de projet complet et d’une stratégie de lancement.
- Étape 2: Conception de la solution** – Pendant la conception de la solution, l’entrepreneur sera responsable de l’expansion et de la finalisation des livrables commencés pendant le prototype ainsi que de l’élaboration des produits livrables de conception pour les capacités restantes. Le SCC a mis en évidence 19 capacités opérationnelles nécessaires à la gestion moderne des délinquants. Chacune représente une combinaison unique de processus opérationnels, d’outils et de ressources harmonisés pour répondre à des besoins opérationnels particuliers. Les besoins harmonisés aux 19 capacités opérationnelles sont décrits comme exigences dans l’appendice 4 – Exigences liées à la solution. Une solution aux besoins associés à chacune des 19 capacités peut être achetée dans son intégralité ou comme des composantes distinctes. Le SCC finalisera les capacités à mettre en œuvre à l’étape 3 en fonction des résultats de l’étape de conception de la solution. En outre, le SCC a désigné une série de capacités techniques que la solution doit prendre en charge.
- Étape 3: Mise en œuvre de la solution** – L’entrepreneur sera chargé de la mise en œuvre de la solution pour les capacités acquises pendant la mise en œuvre du projet. Les responsabilités comprennent la planification, l’analyse, la conception, la configuration, le développement, les essais, le déploiement, la transition et les activités de transfert de connaissances des technologies de soutien nécessaires pour mettre en œuvre avec succès chaque capacité acquise. Le SCC est à la recherche

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

d’une solution qu’il peut configurer et gérer avec du personnel interne, mais avec la possibilité d’accéder au soutien d’un entrepreneur si nécessaire.

Bien que quelques activités ne soient réalisées qu’une seule fois au cours du projet, la majorité des travaux des étapes 1 à 3 ci-dessus seront réalisés de manière itérative pour une seule capacité ou un petit groupe de capacités à la fois.

Étape4: Services de maintenance et de soutien continu – Une fois la mise en œuvre de la solution terminée, l’entrepreneur sera responsable de la gestion, du soutien et éventuellement de l’exploitation de la solution sur la base d’un accord sur les niveaux de service. Étant donné que le SCC prévoit que la solution sera utilisée pendant plusieurs années après sa mise en œuvre, le service de l’entrepreneur doit inclure un soutien continu et des mises à niveau de la solution, et devrait également inclure la gestion, les opérations et le soutien de tous les aspects relatifs à la solution. Le SCC décidera d’accepter ou non la proposition de soutien de l’entrepreneur ou de soutenir la solution à l’interne. Le SCC se réserve le droit d’effectuer le travail de soutien à l’interne.

Tout au long de ces étapes, l’entrepreneur fournira des **Services de gestion de projet** – L’entrepreneur fournira des services à l’équipe de projet du SCC, aux intervenants internes et externes et aux entrepreneurs tiers, comme un intégrateur de systèmes, et collaborera avec eux, en ce qui a trait à la gestion globale de la solution, y compris l’innovation stratégique, l’élaboration du modèle opérationnel cible de la solution, la gestion du plan de travail intégré, la planification et la gestion des résultats, la planification stratégique et la surveillance des prochaines étapes du projet.

En outre, il peut être demandé à l’entrepreneur de fournir **des services supplémentaires optionnels**. Des services supplémentaires liés à la planification, à l’analyse, à la conception, au développement, au déploiement aux activités de formation, qui ne sont pas déjà traités dans les domaines de travail susmentionnés, mais qui s’inscrivent dans la portée définie de l’ensemble du projet, peuvent être requis. Le SCC peut aussi, à son gré, lancer un processus d’approvisionnement subséquent pour tous les travaux liés aux phases futures du projet.

2. CONTEXTE

2.1 Le Service correctionnel du Canada (SCC)

Le SCC est un organisme du gouvernement fédéral faisant partie du portefeuille de Sécurité publique Canada, lequel comprend également la Gendarmerie royale du Canada (GRC), la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC), l’Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS). Le SCC est responsable de la gestion des peines imposées par les tribunaux aux délinquants adultes condamnés à un emprisonnement de deux ans ou plus, y compris de la surveillance des délinquants en liberté sous condition dans la collectivité. Les établissements correctionnels fédéraux sont regroupés en cinq régions (Atlantique, Québec, Ontario, Prairies et Pacifique) et gérés par un bureau régional (administration régionale, ou AR), qui relève de l’administration centrale (AC).

À l’échelle nationale, le SCC gère 43 établissements (6 établissements à sécurité maximale, 9 établissements à sécurité moyenne, 5 établissements à sécurité minimale, 12 établissements à niveaux de sécurité multiples et

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

11 établissements regroupés), 92 bureaux et bureaux secondaires de libération conditionnelle et 14 centres correctionnels communautaires. Le SCC est également responsable de la gestion de quatre pavillons de ressourcement (comptés parmi les 43 établissements); il travaille en partenariat avec les collectivités autochtones pour soutenir la réinsertion sociale des délinquants autochtones dans leur collectivité. Le SCC compte cinq centres régionaux à l’échelle du Canada pour traiter les délinquants dont les problèmes de santé mentale sont graves.

Le SCC a également des partenariats avec des organismes non gouvernementaux. Ces organismes gèrent environ 200 établissements résidentiels communautaires au pays. Ils offrent des logements, une surveillance en tout temps, des conseils et des programmes aux délinquants libérés sous surveillance.

2.2 Priorités du SCC

Pour gérer le profil changeant de la population de délinquants et contribuer à la sécurité publique, le SCC se concentre sur les priorités organisationnelles suivantes :

- La sûreté et la sécurité du public, des victimes, du personnel et des délinquants dans nos établissements et nos collectivités;
- La prestation d’interventions efficaces et en temps opportun pour répondre aux besoins en santé mentale des délinquants;
- La prestation d’interventions efficaces et adaptées à la culture des délinquants issus des Premières Nations et des délinquants métis et Inuits pour faciliter leur réinsertion sociale;
- La gestion en toute sécurité des délinquants admissibles durant leur transition de l’établissement à la collectivité et pendant qu’ils sont sous surveillance;
- Des relations productives avec une diversité de partenaires, d’intervenants et d’organisations de victimes et d’autres parties intéressées contribuant à la sécurité publique;
- Des pratiques de gestion efficaces qui reflètent un leadership axé sur les valeurs dans un environnement en évolution.

2.3 Système de gestion des délinquant(e)s (SGD)

Le SGD constitue actuellement l’application essentielle à la mission du SCC. Il sert à gérer les délinquants sous la responsabilité du Service et permet de veiller à leur réinsertion sociale tout en assurant la sécurité des Canadiens. En plus de l’utilisation directe par son partenaire, la Commission des libérations conditionnelles du Canada, le SCC utilise également le SGD pour échanger des renseignements sur les délinquants par voie électronique avec d’autres intervenants, comme le Centre d’information de la police canadienne, Passeport Canada et InfoPol. Le SGD contient des informations sur près de 225 000 délinquants anciens et actuels. En mars 2021, le SCC comptait environ 27 000 utilisateurs du SGD, dont 18 000 utilisateurs actifs. Le SCC estime que le nombre d’utilisateurs simultanés atteint un pic d’environ 2 500 à 3 000 au niveau national.

Le SCC cherche à obtenir un SGD modernisé pour succéder à sa suite actuelle d’applications de gestion des délinquants. La solution doit tirer parti des abonnements aux logiciels, des produits et des technologies

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

disponibles afin de transformer les principales capacités opérationnelles et de moderniser les processus commerciaux correctionnels du SCC et sa suite de systèmes essentiels.

La solution doit avoir la flexibilité et la capacité de répondre aux fonctions opérationnelles actuelles et futures et de s’intégrer avec d’autres composants pour créer un environnement numérique unique et une expérience utilisateur cohérente.

2.4 Paysage actuel de la solution

Le SGD actuel du SCC comprend une suite d’applications, chacune prenant en charge différentes capacités opérationnelles. Les applications existantes ont évolué au cours des 20 dernières années, et elle intègre maintenant plusieurs fonctions opérationnelles clés, obtenues grâce à une série d’extensions et de modifications discrètes. Toutefois, le développement de ces améliorations a été orienté par le besoin de répondre à des exigences et à des besoins opérationnels émergents urgents plutôt que dans une optique stratégique à long terme qui tient compte du contexte juridique et politique, de l’évolution de l’environnement de la technologie de l’information et des demandes et besoins grandissants des intervenants clés en matière de gestion des délinquants. Également, les investissements consacrés à l’amélioration du SGD ont été modestes, et la conception du système accuse un retard par rapport aux importants progrès réalisés dans le secteur de la technologie de l’information, par exemple, le couplage lâche entre les composantes, l’évolution des outils et des pratiques de gestion des cas et de l’information, la transition vers l’infonuagique et l’évolution dans le secteur des renseignements opérationnels et des analyses prévisionnelles pour mieux soutenir le processus décisionnel.

Les applications du SGD sont hébergées dans cinq centres de données hérités régionaux et exploités par Services partagés Canada (SPC). L’environnement serveur du SGD comprend une vaste gamme de serveurs Intel et Alpha HP (simples et groupés) exploités sous Windows et Unix. SPC est responsable de fournir un soutien technique et administratif pour ces serveurs, les dispositifs de soutien, les sous-systèmes de disques et les mémoires qui y sont rattachées. Le SCC dispose également d’un site de reprise après sinistre pour la suite d’applications du SGD géré par SPC.

Le système de gestion des délinquant(e)s – migré (SGDM) a été élaboré sur mesure par le SCC en 2003 et est fondé sur une ancienne plateforme Microsoft VB6 (VB6). Les bases de données du SGDM sont réparties dans six nœuds régionalisés, situés dans les cinq centres de données régionaux existants. Les données proviennent des régions, puis sont reproduites sur la plateforme SGD centrale par l’intermédiaire d’Oracle Streams pour la consolidation et la communication de données internes et externes.

Le Renouvellement du Système de gestion des délinquants – renouvelé (RSGD) a été conçu comme une amélioration du SGDM. Le module du RSGD relatif aux effets personnels des délinquants a été élaboré avec un client lourd JAVA, mais tous les autres modules du RSGD utilisent JAVA sur le Web avec différents protocoles de communication axés sur le Web, notamment le protocole SOAP (Simple Object Access Protocol) et le transfert d’état représentationnel (REST) sur une base de données Oracle centralisée et consolidée.

Le Module des applications pour les victimes est un logiciel de gestion de la relation Microsoft Dynamics assorti d’une base de données SQLServer. Il contient des liens vers le Portail des victimes, qui est une application ASP.NET également assortie d’une base de données SQLServer. Les événements gérés par le RSGD, tels que les déplacements de délinquants ou l’admissibilité prochaine à la libération conditionnelle,

peuvent déclencher des notifications ou d'autres communications au moyen du Module des applications pour les victimes.

Plus récemment, le SCC a développé une série de modules clients à couplage lâche, utilisant le langage de script Angular sur Node JS et Express avec une base de données documentaire MongoDB (développement de piles MongoDB, Express, Angular, Node), pour offrir des capacités spécifiques de gestion des délinquants. Ces modules existants ont été développés pour être natifs du nuage et sont en cours de migration vers l'espace infonuagique Protégé B du SCC dans l'environnement en nuage du gouvernement du Canada.

Des détails supplémentaires sur la suite actuelle d'applications du SGD figurent à l'appendice 3 – Paysage technique.

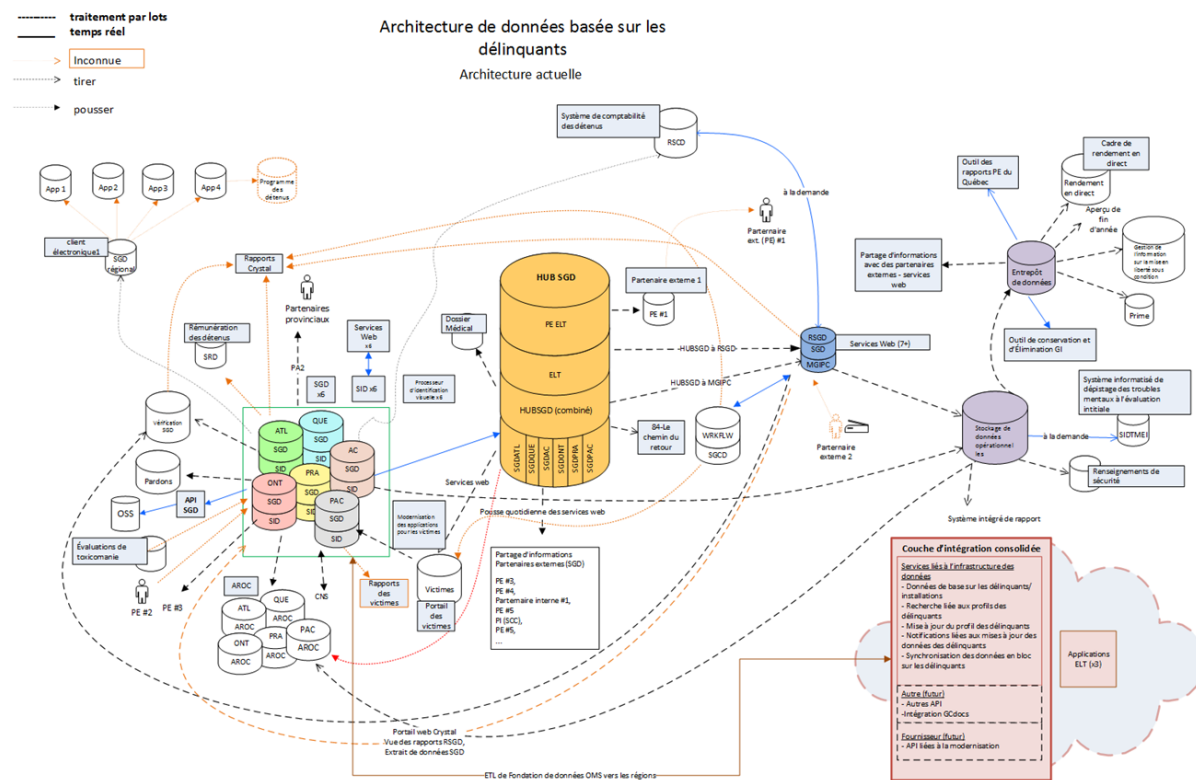


Figure 1 : Architecture actuelle des données sur les délinquants

3. OBJECTIF, PRINCIPES ET RÉSULTATS OPÉRATIONNELS DU PROJET

3.1 Objectif

L'objectif du SCC concernant le projet de modernisation du SGD est de transformer ses processus opérationnels actuels et de remplacer son SGD existant afin d'en améliorer l'efficacité et la flexibilité.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

3.2 Principes directeurs

La portée, l’approche et les résultats escomptés du projet sont basés sur les principes suivants.

Transformer les capacités et les processus opérationnels dans le cadre des limites législatives actuelles – La modernisation du SGD offre l’occasion de transformer les capacités et les processus opérationnels connexes. Le SCC et l’entrepreneur doivent optimiser ou recréer les processus opérationnels, et doivent également remettre en question le statu quo, cerner les possibilités de transformation et déterminer une réingénierie des processus opérationnels, s’il y a lieu, pour apporter une valeur ajoutée au SCC. Compte tenu du temps et de la complexité associée aux modifications législatives, la modernisation du SGD demeurera à l’intérieur des limites législatives existantes, toutefois elle tiendra compte des futurs changements de politiques, de directives, de processus opérationnels ou de procédures qui appuient les résultats du projet.

Fournir une architecture et une plateforme modernes – Le projet doit fournir un environnement technologique flexible et adaptable pour remplacer la suite d’applications vieillissantes du SGD du SCC. En tirant parti des architectures et des techniques d’intégration modernes ainsi que des technologies émergentes, la solution permettra l’innovation et offrira la souplesse nécessaire pour répondre aux exigences techniques et fonctionnelles futures.

Améliorer la gestion et l’analyse des données – La suite actuelle d’applications du SGD permet de saisir une quantité importante de données sur les délinquants; cependant, une grande partie de celles-ci sont des données non structurées saisies sous forme d’images de documents, de texte libre ou d’images, ce qui rend difficile l’application de renseignements opérationnels ou l’analyse de données en vue d’une prise de décisions fondées sur des preuves. La solution devrait améliorer la capacité du SCC à utiliser les données qu’il recueille pour obtenir des renseignements commerciaux et à adapter ses pratiques en fonction des résultats.

Faire preuve de souplesse et d’agilité pour s’adapter au changement – La solution doit pouvoir s’adapter aux changements et répondre aux demandes de changements du SCC en temps utile. Les changements peuvent être induits par des modifications des lois, des politiques ou des processus opérationnels, ou par l’adoption de technologies nouvelles ou émergentes. Dans la mesure du possible, la solution doit être axée sur la configuration plutôt que sur la personnalisation. Le SCC prévoit que les types de changement suivants devraient probablement survenir pendant la durée du contrat :

- Mise en œuvre de nouvelles exigences législatives ou politiques ayant un impact sur la solution ou les processus opérationnels associés;

- Intégration de la solution avec les nouvelles composantes technologiques fournies par le SCC, les partenaires du système de justice pénale à l’échelle fédérale et provinciale/territoriale ou les fournisseurs de services tiers;

- Mise en œuvre de nouvelles méthodes d’échange de renseignements ou de données électroniques avec des partenaires nouveaux ou existants (ministères fédéraux, provinces, municipalités ou partenaires extérieurs au gouvernement);

- Mise en œuvre de processus opérationnels nouveaux ou mis à jour qui ont une incidence sur la solution;

- Intégration de la solution à des systèmes ou dispositifs informatiques nouveaux ou mis à jour.

Amélioration continue – L’entrepreneur doit faire évoluer et améliorer la solution par des mises à jour régulières de la solution, et doit adopter une approche d’amélioration continue qui s’adapte aux

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

changements tout au long du cycle de vie du projet. L’entrepreneur doit établir et mettre en œuvre les possibilités d’amélioration continue une fois qu’elles ont été convenues et approuvées par les forums de gouvernance appropriés.

3.3 Résultats opérationnels escomptés

En modernisant son SGD et les processus opérationnels que ce système soutient, le SCC vise les trois résultats suivants :

1. **Efficacité accrue** dans la prestation des services de gestion des délinquants;
2. **Efficacité améliorée** dans le traitement et la gestion des cas des délinquants;
3. **Souplesse accrue** pour répondre à l’évolution des besoins législatifs et aux demandes des intervenants.

(a) Efficience accrue

Un SGD modernisé permettra à tous les employés qui utilisent le SGD actuel ou ses données d’être plus efficaces dans leur rôle et de consacrer plus de temps à la gestion des délinquants plutôt qu’à des tâches administratives. Cela contribuera à réduire le temps et les étapes administratives nécessaires pour entrer les renseignements sur les délinquants requis dans le système et à réduire le dédoublement actuel des processus ou des données entrées dans les multiples systèmes et documents. Cela permettra également de mieux gérer et planifier les interventions auprès des délinquants afin d’assurer la préparation pour la possibilité de libération la plus rapide, de rationaliser et simplifier la planification correctionnelle et d’automatiser les processus opérationnels essentiels de gestion des cas et des flux de travail, notamment grâce à l’application de règles opérationnelles aux étapes de traitement ou à l’autorisation d’une gestion non interventionniste des rappels et des étapes suivantes.

(b) Efficacité améliorée

Un SGD modernisé contribuera à renforcer la qualité et la quantité des processus opérationnels liés à la gestion des délinquants, ce qui permettra d’accroître l’efficacité. Par exemple, le système existant ne permet pas pour le moment la mise en place, la mise à l’essai et l’examen rapides et faciles des nouveaux processus et des flux de travail, même si le SCC a mené une analyse des processus opérationnels et peut les optimiser pour assurer l’intégrité des programmes, améliorant ainsi l’efficacité. Ces changements sur le plan de l’efficacité dans des domaines tels que l’évaluation et le suivi du risque que posent des délinquants pourraient améliorer la prise de décision en matière de libération et contribuer à devancer les efforts en vue de la réinsertion sociale des délinquants.

Pour accroître l’efficacité, en plus de renforcer les processus et de permettre au personnel de consacrer moins de temps à des tâches administratives, le SCC doit renforcer l’exactitude des renseignements sur les délinquants et améliorer les renvois et les horaires de travail pour la mise en place d’interventions efficaces fondées sur le risque pour les délinquants. De telles données permettront au SCC de renforcer la conformité globale de son processus de gestion des cas, tout en améliorant sa capacité de réinsérer des délinquants dans la société en temps opportun, grâce à des considérations mieux informées sur le rendement, les risques et les coûts, qui tiennent également compte de la détermination de la peine.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

(c) Souplesse accrue

Un SGD modernisé va aussi permettre d’accroître la souplesse dans la réponse aux besoins découlant des dispositions législatives changeantes et aux demandes de communication de renseignements des partenaires et des intervenants. En améliorant la souplesse du système et sa réactivité face aux changements apportés aux lois et politiques ou aux exigences opérationnelles émergentes, le SCC renforcera sa capacité d’effectuer le travail de façon efficiente, d’améliorer son efficacité et de répondre aux besoins en matière d’information des partenaires, des intervenants et des Canadiens. Une architecture finale de services de données souples qui permet l’échange des bonnes données permettra de s’assurer que le SGD fournit l’information appropriée aux bonnes personnes, au moment opportun. Elle fournira des rapports uniformes sur les détails opérationnels au personnel interne, au Parlement et aux Canadiens.

3.4 Favoriser le changement et la transformation

Le SCC a besoin d’une solution et de processus opérationnels souples, efficaces et modernes pour chacune des capacités opérationnelles décrites à la section 5.1 Portée de la capacité opérationnelle. Le degré de changement et de transformation de chaque capacité opérationnelle variera selon un spectre allant de la modernisation à la réinvention de la façon dont le travail est effectué :

- **Moderniser** – Concevoir et fournir de manière efficace, efficiente et flexible des capacités opérationnelles et des composantes technologiques modernes et rationalisées de gestion des délinquants, nécessaires pour réaliser la vision à long terme du SCC, et fournir les avantages et les résultats souhaités.
- **Refondre** – Définir, développer et mettre en œuvre des capacités et des technologies étendues pour assurer une prestation plus efficace des processus opérationnels là où il existe une possibilité de changement appréciable.
- **Réinventer** – Mettre en évidence, évaluer et mettre en œuvre de nouvelles capacités et technologies pour réinventer les services correctionnels.
- **Amélioration continue** – Intégrer et favoriser l’innovation et l’amélioration continues de manière à pouvoir s’adapter aux tendances nouvelles et émergentes en matière de technologies et de services correctionnels.

Le SCC modernisera toutes les capacités opérationnelles, certaines pourront être remaniées et quelques-unes pourront être réimaginées, afin de maximiser les résultats commerciaux de la mise en œuvre de la solution. Le travail sur toutes les capacités opérationnelles inscrites dans la portée devrait permettre une certaine souplesse pour soutenir la capacité du SCC à apporter des améliorations continues. La liste des capacités opérationnelles incluses dans la portée du projet est fournie dans la section 5.1 Portée de la capacité opérationnelle.

4. GOUVERNANCE DU PROJET

La structure de gouvernance de l’initiative de modernisation du SGD aidera à définir l’orientation stratégique, à prendre des décisions, à évaluer les risques et à résoudre les problèmes. Les plans, les calendriers et les

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

activités de l’entrepreneur doivent tenir compte de la structure de gouvernance du projet et s’y conformer. À la demande du SCC, l’entrepreneur doit fournir des mises à jour, des recommandations et des conseils à tous les niveaux de la structure de gouvernance du projet. La structure de gouvernance et d’exécution du projet est décrite dans la Figure 2 : Organes de gouvernance du SCC. L’initiative de modernisation du SGD sera assujettie à la gouvernance de la technologie assurée par le Conseil d’examen de l’architecture intégrée du gouvernement du Canada et quatre organes de gouvernance de la technologie du SCC.

4.1 Surveillance du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada

La modernisation du SGD est soumise à la surveillance du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT) en raison de la taille et de la complexité du projet. Les cadres responsables de la surveillance participent aux réunions sur la gouvernance du projet afin d’en améliorer les conditions de réussite et de préparer le matériel nécessaire pour informer le comité de ministres du Conseil du Trésor de l’état du projet.

4.2 Conseil d’examen de l’architecture intégrée du gouvernement du Canada (CEAI GC)

Le Comité d’examen de l’architecture intégrée du gouvernement du Canada (CEAI GC) a été mis sur pied pour promouvoir une vision de « tout le gouvernement comme une organisation ». Le Comité est intégré à la structure de gouvernance élargie de la gestion de l’information et technologie de l’information du gouvernement du Canada et examine l’harmonisation des initiatives avec la vision et l’orientation de la gestion de l’information et technologie de l’information du gouvernement du Canada. L’initiative de modernisation du SGD fera l’objet d’un examen et d’une évaluation périodiques par le CEAI GC au cours des étapes de la conception et de la mise en œuvre.

4.3 Gouvernance du projet du SCC

Le projet de modernisation du SGD est également assujetti aux processus de gouvernance de projet du SCC. Les organes de gouvernance du SCC sont les suivants.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Organes de gouvernance de la haute direction du SCC

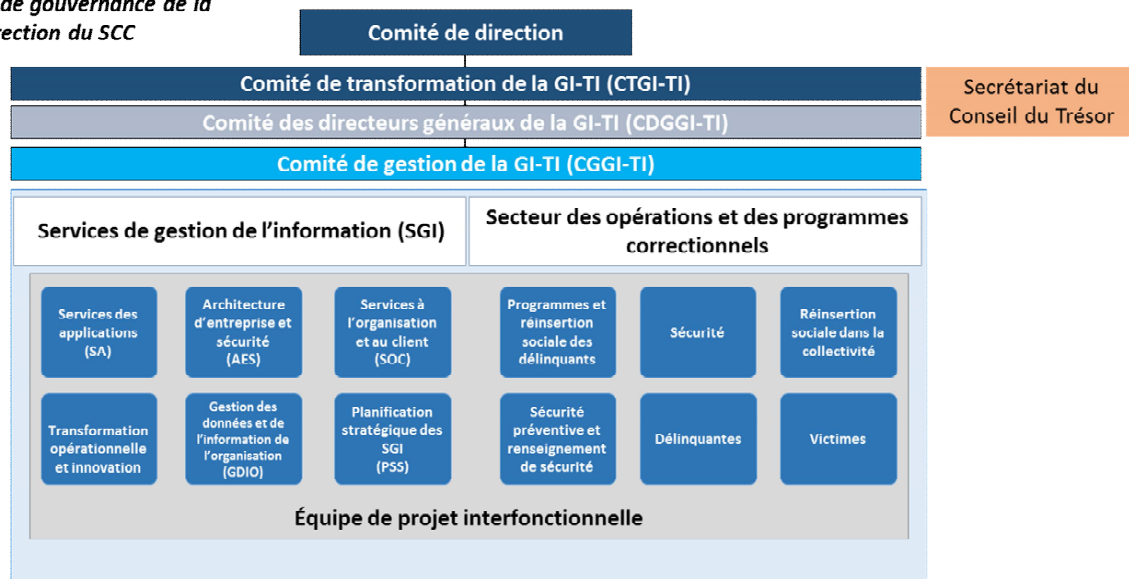


Figure 2 : Organes de gouvernance du SCC

Présidé par la commissaire, le Comité de direction est le principal organe décisionnel du SCC. Ses membres sont des cadres supérieurs de l'ensemble du SCC. Le Comité de direction examine tous les aspects opérationnels et relatifs aux politiques qui exigent une discussion stratégique. Il prend toutes les décisions de nature opérationnelle et politique qui doivent être mises en œuvre au sein du SCC.

Coprésidé par le sous-commissaire principal (SCP) et le commissaire adjoint, Services corporatifs (CASC), le Comité de transformation de la gestion de l'information et de la technologie de l'information (CTGI-TI) du SCC est le principal organe de gouvernance et de décision dans le domaine de la GI-TI au sein de l'organisation. Le CTGI-TI relève du Comité de direction de la commissaire et doit lui rendre des comptes.

Présidé par le dirigeant principal de l'information, le Comité des directeurs généraux de la GI-TI (CDGGI-TI) du SCC est un organe décisionnel et de gouvernance œuvrant au palier des directeurs généraux dans le domaine de la GI-TI. Le CDGGI-TI relève du Comité de transformation et doit lui rendre des comptes. Il est aussi le Conseil d'examen de l'architecture intégrée du SCC.

Présidé par le dirigeant principal de l'information, le Comité de gestion de la gestion de l'information et de la technologie de l'information (Comité de gestion de la GI/TI) du SCC est un organe de gouvernance et de décision dont les activités porteront sur les Services de gestion de l'information (SGI) ainsi que sur l'élaboration des produits et la prestation des services de GI/TI fournis par les SGI et le soutien connexe.

En plus des organes de gouvernance au palier de la direction, la modernisation du SGD doit également suivre les processus et contrôles de gestion des projets prévus par la politique du Conseil du Trésor. Le Bureau de la gestion des projets du SCC veille à ce que les systèmes, les processus et contrôles appropriés de gestion de projets soient mis en place pour faciliter l'atteinte des objectifs des projets et des programmes tout en limitant les risques pour les intervenants et les contribuables.

De même, le Comité chargé de l’architecture et de l’estimation des coûts des projets s’assure que l’exécution des projets soit conforme aux normes de l’architecture du SCC et que le chiffrage des coûts s’harmonise avec les méthodologies, les processus et la planification des investissements des SGI.

5. PORTÉE ET MÉTHODOLOGIE DU PROJET

Reportez-vous à l’appendice 1 – Description des capacités opérationnelles pour consulter la liste des capacités opérationnelles qui entrent dans le cadre de l’initiative de modernisation du SGD et à l’appendice 2 – Description des capacités techniques pour consulter la liste des capacités techniques. Reportez-vous à l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences opérationnelles et techniques générales.

5.1 Portée des capacités opérationnelles

Le SCC a établi un modèle de capacité opérationnelle lié aux principaux résultats attendus de la modernisation du SGD et aligné avec tous les domaines de processus opérationnel que le SGD doit respecter. Chaque capacité opérationnelle est associée à un ensemble détaillé de processus et de sous-processus opérationnels, dont certains représentent des améliorations potentielles de la manière dont les activités peuvent être menées. Pour chaque capacité opérationnelle, le SCC a déterminé des exigences opérationnelles pour soutenir la configuration et la mise en œuvre de la solution.

Le tableau suivant énumère les capacités opérationnelles qui constituent la portée fonctionnelle du projet.

Capacité opérationnelle	Description
1. Capacités habilitantes	➤ Les capacités habilitantes sont des capacités opérationnelles communes et générales qui constituent la base sur laquelle les capacités opérationnelles individuelles sont construites. Les capacités habilitantes comprennent des domaines tels que le flux de travail, la gestion des documents, les formulaires, l’aide et les tutoriels, et la gestion de l’information.
2. Gestion des profils	➤ Comprend l’ensemble des renseignements de base que le SCC est tenu de recueillir sur les délinquants en vertu de la loi, depuis le prononcé de la peine jusqu’à la date de fin de la sanction pénale. Une grande partie de ces renseignements sont recueillis lors de l’évaluation initiale d’un délinquant condamné d’abord au palier fédéral et autorisé à être incarcéré dans un établissement fédéral. Ils sont essentiels à la gestion et au traitement ultérieurs des délinquants. Par exemple, les renseignements appuient la

Capacité opérationnelle	Description
	détermination de la peine et les évaluations qui, à leur tour, sont essentielles aux placements, à l'hébergement et à la planification des interventions.
3. Documentation des cas	<p>➤ Comprend tous les documents associés au dossier du délinquant. La documentation des cas éclaire l'établissement de renseignements structurés et sert à établir le profil du délinquant, pour appuyer la détermination de la peine et soutenir la planification des cas, la mise en liberté et les transfèrements. Par exemple, les documents à l'appui du prononcé de la peine comprennent les ordonnances de la cour, les transcriptions du prononcé de la peine, les mandats d'incarcération, les décisions de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, les mandats délivrés par les ministères et les documents produits à l'étranger (le cas échéant). La documentation des cas doit être associée au dossier du délinquant et accessible au personnel pour que celui-ci puisse valider et vérifier les données structurées, mieux rendre des comptes et améliorer la transparence. Elle peut améliorer la compréhension du comportement d'un délinquant et soutenir toute évaluation ou tout suivi structuré des progrès.</p>
4. Gestion des peines	<p>➤ Comprend la collecte, l'analyse et la recherche de renseignements pour structurer, modifier et respecter les étapes de la peine. La gestion des peines permet de s'assurer que chaque admission de délinquant dans un établissement du SCC et chaque sortie est conforme aux lois canadiennes. La gestion des peines comprend la capacité d'examiner et d'analyser les peines imposées par la Cour et d'autres renseignements connexes comme les ordonnances de surveillance de longue durée, les ordonnances d'interdiction, les ordonnances d'inscription au registre des délinquants sexuels, les extraditions et les expulsions. Les données de la peine peuvent être saisies et utilisées dans un calculateur de peines pour résoudre des problèmes complexes de gestion des peines.</p>

Capacité opérationnelle	Description
5. Évaluations	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le SCC emploie un certain nombre d'évaluations pour chaque délinquant afin de déterminer les facteurs de risque dynamiques et statiques. Les évaluations sont appliquées de manière « conditionnelle », ce qui signifie que tous les délinquants ne reçoivent pas toutes les évaluations. Certaines évaluations peuvent ne s'appliquer qu'aux personnes ayant commis un crime sexuel ou qu'à celles qui sont des Autochtones. Les résultats de l'évaluation servent à appuyer les placements, à guider la décision de classification de la sécurité et à déterminer les types de programmes, d'interventions et de services offerts aux délinquants dans le cadre de leur plan correctionnel.
6. Placements et transfère­ments	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les placements et les transfère­ments indiquent les dates et les raisons pour lesquelles les détenus peuvent se déplacer d'un secteur à un autre et comprennent la surveillance de ces déplacements.
7. Effets personnels	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La gestion des effets personnels concerne la réception et la restitution des effets personnels des délinquants. Elle comprend les limites applicables aux différents types d'effets des détenus, les exceptions pour chaque type d'effet, ainsi que l'autorisation et le suivi de ces effets. La capacité englobe également la gestion des réclamations relatives aux effets volés ou endommagés. Elle porte aussi sur la gestion des achats et des autorisations financières ainsi que les différentes limites applicables aux biens des délinquants et des délinquantes et les limites fixées selon les niveaux de sécurité et les exceptions connexes (p. ex. la quantité d'articles, le type d'articles, la valeur des articles et les limites à l'entreposage des articles).
8. Sécurité et renseignements	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La sécurité et le renseignement concernent la collecte de renseignement, les activités et les analyses, y compris la stratégie antidrogue, les analyses d'urine, les fouilles et les saisies. Cela comprend le suivi et la gestion des groupes

Capacité opérationnelle	Description
	menaçant la sécurité, ainsi que l'élaboration d'analyses permettant de prévoir les problèmes de sécurité potentiels.
9. Interventions et services	➤ Les interventions et services comprennent les programmes et services particuliers que le SCC offre aux délinquants pour faciliter leur réinsertion sociale tout en réduisant leur récidive et maintenant la sécurité publique. Ces services comprennent les programmes correctionnels, l'éducation, l'emploi, les programmes sociaux, l'artisanat et autres services comme les mesures d'adaptation sur la liberté de religion.
10. Planification des cas	➤ Le SCC crée un plan correctionnel unique pour chaque délinquant qui entre dans le système. Un plan correctionnel est créé lors du processus d'admission et est mis à jour en fonction des progrès du délinquant et des changements du niveau de risque évalué. Le plan correctionnel peut dépendre des références et des informations recueillies par le biais d'autres capacités opérationnelles, et est utilisé tout au long de la peine du délinquant. Il sert d'outil clé pour soutenir les décisions de libération et de transfèrement.
11. Correspondance et visites	➤ La gestion de la correspondance et des visites suit et gère les contacts directs (visites) et les contacts indirects par courrier entre un délinquant détenu dans un établissement et un contact extérieur. Elle englobe le processus d'inscription des visiteurs et la gestion des différents types de visites, comme les visites en personne, par vidéo ou familiales privées. Le courrier est répertorié et surveillé à cause des risques de sécurité.
12. Opérations de sécurité	➤ Les opérations de sécurité garantissent que les délinquants sont placés, transférés, logés et gérés de manière à assurer leur sécurité et celle du personnel, des autres délinquants

Capacité opérationnelle	Description
	et du public. Le processus encourage les détenus à se conduire d'une manière qui favorise le bon ordre dans l'établissement correctionnel. Ce processus contribue à la réadaptation des détenus et conduit à leur réinsertion sociale réussie.
13. Fouille et saisie	➤ Il s'agit du processus utilisé par le SCC pour effectuer, consigner et suivre les fouilles susceptibles de mener à des saisies d'objets interdits et non autorisés, notamment les frais associés à ces objets. Cette capacité sert à gérer le processus de fouille des délinquants et des visiteurs et à consolider les résultats de toutes les fouilles, y compris la gestion et/ou l'élimination des objets interdits.
14. Services aux victimes	➤ Les services aux victimes commencent après la prise en charge d'un délinquant par le SCC et comprennent toutes les activités et tous les services fournis aux victimes des délinquants sous responsabilité fédérale. Les victimes inscrites ont le droit de recevoir certains renseignements sur le ou les délinquants qui leur ont causé du tort, mais doivent demander ces informations au SCC ou à la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Les activités et services liés aux victimes comprennent la réception et l'examen des demandes d'inscription, la divulgation de renseignements relatifs aux délinquants, les mises à jour et les notifications, la réception des déclarations des victimes et des demandes d'observation des audiences de libération conditionnelle, et la gestion de la correspondance entrante et sortante.
15. Grievs	➤ Les griefs peuvent être liés à un certain nombre d'événements, comme une décision de mise en liberté, la perte ou la destruction d'effets personnels, des préoccupations concernant les mesures d'adaptation sur la liberté de culte ou sur un régime alimentaire, le refus d'une visite ou un traitement attribuable à un incident de sécurité. Le processus de règlement des griefs des

Capacité opérationnelle	Description
	délinquants est une exigence législative prévue par la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> . Ce processus permet aux délinquants de soulever leurs inquiétudes au sujet des conditions en établissement ou dans la collectivité, et des événements qui y surviennent, s'ils estiment que leurs droits sont violés ou l'ont été. Il favorise le règlement prompt de ces préoccupations au plus bas échelon possible.
16. Surveillance des délinquants dans la collectivité	➤ La surveillance des délinquants dans la collectivité comprend la gestion des tâches menées dans la collectivité au moment où le délinquant est libéré d'un établissement. Cela comprend la gestion des délinquants mis en liberté sous condition, les libérations à l'expiration du mandat, les permissions de sortir et les libérations d'office. Les activités et les services dans ce domaine comprennent les options d'hébergement, les services de santé communautaires et l'établissement de partenariats communautaires.
17. Permissions de sortie et mises en liberté	➤ Cette capacité comprend la gestion de l'ensemble des activités et des services relatifs aux permissions de sortir des établissements du SCC et à la réinsertion des délinquants dans la collectivité. Les permissions de sortir peuvent s'effectuer avec ou sans escorte et peuvent avoir lieu pour des raisons de nature médicale ou administrative, pour permettre à un délinquant de participer à des travaux d'intérêt collectif, d'entretenir des rapports familiaux ou de se perfectionner, ou encore pour des raisons de compassion. Les types de libération comprennent la mise en liberté sous condition, la mise en liberté d'office et le placement à l'extérieur.
18. Décisions	➤ Les décisions peuvent être prises par le SCC en cas d'urgence, sous son autorité ou celle de la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC). Cette capacité comprend la gestion des renseignements pour appuyer les évaluations, les recommandations et les

Capacité opérationnelle	Description
	processus correctionnels de différentes décisions, comme celles sur les libérations, les transfère­ments, les cotes de sécurité et les renvois pour maintien en détention. Les décisions prises tiennent compte de la peine du délinquant, ses antécédents, son évaluation du risque, les progrès qu'il a réalisés au chapitre de la réduction des risques, conformément à son plan correctionnel, et des lois applicables à sa situation.
19. Mesure du rendement et rapports de gestion	➤ Il s'agit de la collecte, de l'analyse et des rapports sur les données du rendement à l'appui des opérations à différentes échelles et en réponse aux demandes de rapports ponctuels. Ce module permet au SCC d'évaluer son efficacité et sa conformité aux normes nationales, préserver son intégrité, déterminer les tendances, assurer le suivi de son rendement et l'améliorer.

Une description plus détaillée de chaque capacité est fournie à l'appendice 1– Description des capacités opérationnelles, et les exigences opérationnelles générales figurent à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, jointe au présent document. Le SCC déterminera, à sa seule discrétion, quelles capacités, le cas échéant, parmi celles énumérées ci-dessus seront mises en œuvre à la suite de cet approvisionnement.

5.2 Portée des capacités techniques

Le gouvernement du Canada a adopté la stratégie de « l'informatique en nuage d'abord » qui privilégie l'option du nuage pour la prestation des services informatiques. Les ministères ont été invités à examiner d'abord le modèle de déploiement du nuage public et le modèle de logiciel-service (SaaS), tout en reconnaissant qu'aucun modèle de déploiement ne répond à lui seul à tous les besoins du GC.

Conformément à cette orientation du gouvernement du Canada, le SCC prévoit que la solution de modernisation du SGD sera développée, mise en œuvre et hébergée dans un environnement en nuage sécurisé (Protégé B) approuvé par le gouvernement du Canada. Les services infonuagiques serviront à fournir des niveaux de performances systématiques, une sécurité robuste, des possibilités d'innovation continue, une agilité pour répondre à des besoins en évolution rapide et des services standardisés pouvant évoluer pour répondre à la demande.

Les environnements de projet et de production se trouveront dans un nuage Protégé B, d'intégrité moyenne et de disponibilité moyenne. Un SaaS ou un modèle d'infrastructure à la demande (IaaS) dans l'espace infonuagique du gouvernement du Canada de SCC est envisagé pour répondre aux besoins d'approvisionnement en serveurs, en mémoire et en stockage interconnectés en grandes quantités.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

D’un point de vue technique, le SCC a besoin d’une nouvelle application du SGD reposant sur une architecture moderne comprenant :

- Une architecture fondée sur l’informatique en nuage qui permet et facilite les contrôles pour assurer la sécurité des renseignements jusqu’au niveau Protégé B, intégrité moyenne, disponibilité moyenne;
- Un modèle de conception comportant des modules à couplage lâche pour soutenir un déploiement et une mise en œuvre échelonnés;
- Une bibliothèque d’interfaces de programmation d’applications (API) accessible par les systèmes externes ainsi que la possibilité d’utiliser des services Web hébergés par le SCC afin de permettre l’intégration et l’échange de données avec les applications existantes et de permettre à SCC de conserver la propriété de toutes les données de la solution, y compris les données maîtres, les données transactionnelles, les données de référence et les métadonnées;
- Redondance afin de garantir une haute disponibilité de l’application;
- Soutien dans les deux langues officielles du Canada (français et anglais);
- Harmonisation avec les normes du SCT en matière d’accessibilité;
- Échange de données plus précis, plus rapide et plus fiable avec les partenaires de la justice pénale aux échelons fédéral, provincial/territorial et municipal.
- Souplesse accrue pour répondre à l’évolution des besoins législatifs et aux demandes des intervenants.

À l’appui de cette vision, le SCC a mis en évidence certaines capacités techniques importantes.

Capacité	Description
1. Compatibilité et intégration	➤ La compatibilité et l’intégration s’entendent des types d’environnements dans lesquels la solution devra évoluer et des systèmes dans lesquels elle s’intégrera.
2. Sécurité et protection des renseignements personnels	➤ Les données gérées par le SGD sont classées Protégé B et doivent donc se conformer aux politiques, directives, lignes directrices et services informatiques fournis par le gouvernement du Canada, le SCT, SPC et le Centre canadien de cybersécurité (CCC) nécessaires à la protection des données.

Capacité	Description
3. Fiabilité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le SGD est le système essentiel à la mission du SCC pour la gestion des délinquants et il doit donc constamment remplir les fonctions spécifiées sans défaillance. Cette capacité décrit les attributs du système, comme les performances, la capacité, la récupérabilité et la reprise après sinistre.
4. Facilité de maintenance, de service et de gestion	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Cette capacité décrit l'ensemble des fonctionnalités qui prennent en charge la facilité et la rapidité avec lesquelles la maintenance corrective et préventive peut être effectuée sur la solution.
5. Localisation et convivialité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La localisation décrit la manière dont la solution prendra en charge les exigences de la localité et de la langue cibles et dont la solution garantira l'utilisation efficace des deux langues officielles. ➤ La convivialité comprend les normes et les pratiques exemplaires en matière d'accessibilité, de conception de l'interface utilisateur/de l'expérience utilisateur, de l'aide en ligne et de l'optimisation des appareils.

Une description plus détaillée de chaque capacité technique figure à l'appendice 2 – Description des capacités techniques, et les exigences générales correspondantes sont indiquées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.

5.3 Portée de la gestion et de la surveillance de projet

Pour fournir l'étendue des capacités opérationnelles et techniques envisagées pour la modernisation du SGD, un ensemble sous-jacent de capacités de gestion et de supervision de projet sera nécessaire. Elles s'appliquent à toutes les étapes du projet, de l'attribution du contrat jusqu'à son achèvement.

Capacité	Description
1. Gestion de l’intégration	➤ Ces activités consistent à déterminer, à définir, à regrouper et à intégrer les plans et les mesures nécessaires à la planification, à la gestion et au contrôle de l’exécution du projet afin de répondre aux exigences du projet.
2. Gestion de la portée	➤ Cette capacité consiste à suivre à consigner toutes les demandes de changement et à évaluer l’incidence des changements proposés.
3. Gestion du calendrier	➤ Cette capacité consiste à mettre au point la structure de répartition du travail du projet, ainsi qu’à gérer le calendrier tout au long du projet et à en assurer le respect.
4. Gestion de la qualité	➤ Des examens d’assurance de la qualité seront effectués pour les livrables afin de garantir l’exhaustivité, l’exactitude et la réalisation de la portée du projet.
5. Examens des points de contrôle et des principaux points de décision	➤ L’initiative de modernisation du SGD sera soumise à la gouvernance technologique à diverses étapes du projet conformément à la gouvernance du projet mentionnée à la section 4.
6. Rapports d’étape	➤ Les rapports d’état font le point périodiquement sur les progrès réalisés, les actions prises et les décisions requises.
7. Gestion des risques et des enjeux	➤ La gestion des risques et des problèmes permet de s’assurer que l’équipe de projet, les entrepreneurs tiers, les intervenants et les forums de gouvernance applicables sont informés de tous les problèmes et risques actuels qui menacent ou peuvent menacer la livraison de la solution de modernisation du SGD.

Une description plus détaillée de chaque capacité figure à la section 9 : Gestion et surveillance du projet.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

5.4 Gestion de la qualité

La gestion de la qualité comprend le processus grâce auquel les produits livrables et les produits du travail du projet sont évalués par rapport aux normes d’acceptation. Des examens d’assurance de la qualité seront effectués à l’égard des produits livrables définis dans l’énoncé des travaux.

Le SCC examinera les produits livrables devant être acceptés pour s’assurer qu’ils sont complets, exacts et conformes à la portée du projet, telle qu’elle est définie dans l’énoncé des travaux, et conformes aux demandes de changement approuvées. Une approbation d’acceptation écrite sera fournie à l’entrepreneur une fois que les critères d’acceptation auront été respectés.

Pour chaque produit livrable, l’entrepreneur doit fournir un document de spécification du produit livrable proposée. Le document de spécification du produit livrable proposée comprendra les éléments suivants :

- le numéro et le nom du produit livrable;
- la description et l’objet du produit livrable;
- le format (p. ex. Microsoft Word, Microsoft PowerPoint, Microsoft Excel, etc.);
- la méthode d’examen (p. ex. révision structurée examen par échange de correspondance);
- la méthode de réalisation du produit livrable par l’entrepreneur (c.-à-d. les activités principales et les hypothèses);
- les critères d’acceptation du produit livrable; et
- la table des matières annotée, indiquant au moins le numéro de section/sous-section, le titre de la section/sous-section et la description du contenu de la section/sous-section.

La ressource de l’entrepreneur responsable de la production du produit livrable doit recevoir l’approbation de la spécification du produit livrable proposée par le SCC. L’entrepreneur ne doit pas commencer à travailler sur le produit livrable avant que la spécification du produit livrable ait été approuvée par écrit par le SCC. Une fois la spécification du produit livrable approuvée, l’entrepreneur élaborera le produit livrable, en faisant appel à l’expertise en la matière du SCC, au besoin, pour assurer l’exhaustivité et la qualité.

Une fois l’élaboration du produit livrable terminée, l’équipe de projet l’examinera en fonction des critères d’acceptation associés convenus dans la spécification du produit livrable, ainsi que des critères d’acceptation standard applicables à tous les produits livrables :

- Le produit livrable répond à sa spécification, y compris les exigences fonctionnelles et non fonctionnelles définies dans l’énoncé des travaux et dans la spécification du produit livrable approuvée;
- Le produit livrable est conforme à la portée du projet de modernisation du SGD telle que définie dans l’énoncé des travaux;

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Les consultations sur le produit livrable sont terminées : l’entrepreneur a consulté tous les experts en la matière ou les intervenants pertinents, tels qu’ils sont définis dans le contrat et dans la spécification du produit livrable approuvée;
- Le produit livrable est complet et exact, et au niveau de détail requis pour servir de base de référence aux travaux ultérieurs;
- Le produit livrable n’est associé à aucun problème non résolu.

5.5 Examens des points de contrôle du projet

L’entrepreneur doit être prêt à subir des examens des points de contrôle du projet. Les examens des points de contrôle permettent d’établir un point de contrôle normalisé selon lequel chaque phase du projet est examinée ou vérifiée et approuvée avant que le projet passe à la phase suivante.

Ce processus de contrôle implique des examens et des approbations des produits livrables, des artéfacts et des jalons du projet, et donne son approbation pour que le projet passe à la phase suivante, ou estime si le projet mérite qu’on y donne suite et si les risques associés sont gérables.

Les examens ont lieu aux points de contrôle suivants :

- Phase 1 – Définition – L’objectif de la phase de définition est de veiller à ce que les projets proposés énoncent clairement le problème opérationnel. En outre, les principales activités de cette phase consistent à déterminer des ordres de grandeur approximatifs (OGA) pour la portée, le calendrier et le budget, afin que la direction puisse déterminer si le projet doit ou non passer à la phase 2 (Complet pour la modernisation du SGD).
- Phase 2 – Analyse des options et priorisation – Il existe deux objectifs dans la phase d’analyse des options et de priorisation. Le premier est de concevoir d’excellentes analyses d’options et une analyse de rentabilité concernant les intrants clés afin que la direction décide si le projet devrait passer à la prochaine phase. Le deuxième concerne la décision de la direction, qui doit déterminer l’ordre de priorité du projet par rapport au portefeuille de projets actuel. (Complet pour la modernisation du SGD).
- Phase 2.5 – Planification et élaboration (surveillance du SCT) - Cette phase vise à s’assurer que des projets qui ont besoin d’une surveillance du SCT (pour l’autorisation ou le financement) sont planifiés convenablement et susceptibles d’être menés à bien avant la phase subséquente d’exécution de projet (Complet pour la modernisation du SGD).
- Phase 3 – Planification/élaboration - L’objectif de la phase de planification et d’élaboration consiste à s’assurer que la solution cernée au moyen de l’analyse de rentabilité approuvée est bien conçue et a tout pour réussir avant que l’on ne passe à la phase d’exécution du CGP. L’attention est d’abord dirigée vers la planification du projet, la justesse des estimations, ainsi que l’examen et la validation de l’analyse de rentabilité (En cours pour la modernisation du SGD).
- Phase 4 – Exécution/construction - L’objectif de la phase d’exécution et de construction est d’élaborer et d’offrir le ou les résultats du projet (système, solution, bâtiment) ainsi que de s’assurer qu’ils sont prêts en vue de la production.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Phase 5 – Clôture - La phase de clôture vise à garantir que le projet a été mené à bon port. Les gestionnaires de projets, les équipes d’exécution et la gouvernance du projet doivent valider les résultats du projet et les critères de réussite, approuver tous les livrables du projet et comparer les résultats par rapport à l’analyse de rentabilité.

Ces phases sont harmonisées avec les points de contrôle du SCT pour les projets informatiques. Pour en savoir plus sur le modèle de contrôle du SCT, consultez le « Guide du SCT sur l’établissement de points de contrôle pour les projets axés sur la TI » à l’adresse suivante : <https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/gestion-information-technologie-projets/gestion-projets/guide-etablissement-points-contrôle-projets-axes-ti.html>.

5.6 Méthodologie

L’entrepreneur doit proposer une méthodologie pour tous les aspects de l’initiative de modernisation du SGD déterminés dans cet énoncé de travail pour l’étape 1 – Prototype, l’étape 2 – Conception de la solution et l’étape 3 – Mise en œuvre de la solution.

L’entrepreneur doit fournir une mise en concordance de tous les produits livrables définis dans le présent énoncé des travaux avec la méthode qu’il propose.

Il doit décrire les méthodes qu’il utilisera pour s’assurer que la méthodologie proposée s’harmonise avec les organes de gouvernance du gouvernement du Canada et du SCC, cités à la section 4 : Gouvernance du projet.

6. ÉTAPE 1 – PROTOTYPE

6.1 Étendue des travaux

Les activités de l’étape 1 – Prototype comprennent la planification, la conception, le développement, la configuration, les essais et la livraison d’un prototype fonctionnel de qualité de production, hébergé et basé dans le nuage (la « solution prototype ») prenant en charge jusqu’à 200 utilisateurs simultanés, conformément aux exigences techniques, fonctionnelles, en matière de langues officielles, de convivialité et d’accessibilité fournies à l’appendice 4 – Exigences liées à la solution. L’étape du prototype comprend l’élaboration d’une évaluation concordance-écart de la solution, d’un document sur l’architecture de la solution, d’une spécification fonctionnelle pour un domaine de capacité opérationnelle, d’un plan de projet complet, de l’élaboration d’une solution prototype fonctionnelle et d’une stratégie de lancement. Des détails supplémentaires concernant l’étape 1 – Prototype sont fournis à l’appendice 1 de l’annexe B - Énoncé des exigences.

6.2 Exigences

Le prototype de la solution doit offrir les fonctionnalités suivantes :

- Les capacités opérationnelles et techniques requises pour prendre en charge les critères d’évaluation de la capacité et de la convivialité, et les scénarios des essais figurant à l’appendice 1 de l’annexe B – Énoncé des exigences;
- Une interface utilisateur moderne dotée d’une navigation simple et intuitive;

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Les interfaces utilisateurs, la documentation et le soutien sont disponibles en anglais et la fonctionnalité d’au moins un scénario d’essai doit être disponible dans les deux langues officielles du Canada (anglais et français). Les détails sont fournis dans l’appendice 1 de l’annexe B – Énoncé des exigences;
- Une conception adaptable offerte en version mobile qui prend en charge tous les cas d’utilisation spécifiés sur toutes les plateformes mobiles courantes;
- Une solution disponible et accessible aux personnes ayant des incapacités, conforme aux normes d’accessibilité WCAG 2.0 (Règles pour l’accessibilité des contenus Web 2.0).

6.3 Livrables

L’étape 1 – Prototype doit comprendre, à tout le moins, les services et les produits livrables connexes pour les aspects suivants :

Livrable	Description
➤ PR01 Réunion de lancement de l’étape du prototype	<ul style="list-style-type: none"> ➤ L’entrepreneur doit mener une réunion de lancement du projet avec la direction du projet et les principaux intervenants; ➤ La réunion de lancement peut avoir lieu virtuellement par vidéoconférence, téléconférence ou à un endroit mutuellement convenu dans la région de la capitale nationale du Canada (conformément aux lignes directrices canadiennes et internationales relatives à la COVID-19).
➤ PR02 Solution prototype	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Un accès pour 200 utilisateurs autorisés, avec tous les droits d’utilisation de la solution, les documents sur le logiciel, la garantie, l’hébergement, la maintenance et le soutien (à l’exclusion de la formation), les renonciations, les ententes de non-divulgence ou les autres versions au SCC; ➤ La documentation d’appui ou les fichiers d’aide pour chaque cas d’utilisation (scénario).
➤ PR03 Plan d’installation de la solution prototype	<ul style="list-style-type: none"> ➤ La solution prototype doit être hébergée dans l’environnement de l’entrepreneur pour l’évaluation de la facilité d’utilisation des capacités; toutefois, l’entrepreneur

Livrable	Description
	<p>doit fournir un plan d'installation de la solution, qui comprend, au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Un ensemble d'instructions (c'est-à-dire un manuel d'installation) qui est clair et suffisamment détaillé pour permettre au SCC de bien comprendre les exigences d'installation nécessaires pour installer la solution prototype; ○ Une description technique de la méthode de conditionnement ou de distribution ou des archives d'installation pour chacun des composants d'infrastructure et des composants logiciels utilisés dans la solution prototype.
<p>➤ PR04 Évaluation préliminaire concordance-écart de la solution</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Participer à des examens détaillés des exigences opérationnelles et techniques de la modernisation du SGD, à la fois en groupe avec les autres participants du prototype et individuellement; ➤ Évaluer l'adéquation de chaque exigence fonctionnelle et technique énoncée à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution par rapport à la fonctionnalité « prête à l'emploi » de la solution; ➤ Pour chaque exigence qui présente un manque d'adéquation entre les exigences et la solution, l'entrepreneur doit proposer la façon dont les lacunes seront comblées.
<p>➤ PR05 Document d'architecture</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Aperçu de l'architecture de la solution ➤ Description de l'architecture globale, à la fois au niveau conceptuel et logique, et de ses composants et couches, comprenant, au minimum : <ul style="list-style-type: none"> ○ Architecture opérationnelle; ○ Architecture de l'application;

Livrable	Description
	<ul style="list-style-type: none"> ○ Interface de programmation d'applications (API) et la couche d'intégration des services; ○ Architecture de l'intégration héritée ○ Architecture de production de rapports et d'analyse des données ○ Architecture de la technologie ○ Architecture nuagique; ○ Performances, volumétrie, évolutivité et disponibilité; ○ Architecture de la sécurité; ○ Architecture de l'information; ○ Sauvegarde; ○ Reprise après sinistre.
<ul style="list-style-type: none"> ➤ PR06 Spécifications fonctionnelles pour une capacité 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Aperçu de la solution, y compris une description de la manière dont elle satisfait aux exigences fonctionnelles de la capacité ➤ Description de la configuration ou de la personnalisation de la solution nécessaire pour activer la fonctionnalité ➤ Conception fonctionnelle détaillée pour combler chaque lacune désignée dans l'évaluation concordance-écart liée à la capacité sélectionnée ➤ Identification de toutes les composantes de l'architecture requises pour activer la fonctionnalité
<ul style="list-style-type: none"> ➤ PR07 Plan de projet détaillé 	<p>Le plan de projet sera une version mise à jour du plan de projet inclus dans la réponse technique de l'entrepreneur; il doit comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Organisation de l'équipe de prestation intégrée et plan des ressources, tant pour les ressources du SCC que pour celles de l'entrepreneur;

Livrable	Description
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Calendrier général de projet; ➤ Structure de répartition du travail (SRT) de niveau 4 dans le format d’un plan de travail Microsoft Project, qui comporte les dates de début et de fin prévues, les ressources affectées et les interdépendances.
➤ PR08 Stratégie de lancement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Regroupement recommandé et séquence de mise en œuvre des capacités; ➤ Description de la portée et des fonctionnalités à mettre en œuvre dans le cadre d’un premier « gain éclair »; ➤ Description des dépendances internes et externes, des risques et des stratégies d’atténuation des risques pour chaque déploiement.

6.4 Évaluation de la capacité et de la convivialité

Une évaluation de la capacité et de la convivialité du prototype de la solution sera effectuée par le SCC conformément à l’appendice 1 – Évaluation de la capacité et de la convivialité de l’annexe B – Énoncé des exigences.

7. ÉTAPE 2 – CONCEPTION DE LA SOLUTION

Une fois que l’étape 1 – évaluation du prototype est terminée et qu’un entrepreneur préféré a été désigné, la conception de la solution commence. Le SCC émettra une ou plusieurs autorisations de tâches pour effectuer les travaux de l’étape 2 – Conception de la solution conformément au plan de projet global mis à jour au cours des activités de l’étape 1 – Prototype dans sa version mise à jour et approuvée par le responsable technique. Le SCC organisera une réunion de lancement de l’étape 2 – Conception de la solution, immédiatement après l’émission de l’autorisation des tâches, afin d’examiner et de mettre à jour le plan de projet global.

7.1 Étendue des travaux

La conception de la solution doit comprendre, à tout le moins, les services et les produits livrables connexes pour les domaines de travail suivants :

- Démarrage de l’étape de conception de la solution;

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Conception de la solution organisationnelle;
- Conception de la solution technique;
- Stratégie de lancement;
- Conception du modèle de soutien offert après la mise en œuvre;
- Synthèse de la conception de la solution.

7.2 Exigences

La solution doit comprendre les exigences opérationnelles et techniques énumérées à l’appendice 4 – Exigences liées à la solution de l’énoncé des travaux.

7.3 Livrables

L’entrepreneur doit utiliser la méthode qu’il propose pour effectuer les activités de l’étape 2 – Conception de la solution, qui comprennent à tout le moins les tâches et les produits livrables suivants :

Domaine de travail	Tâches et livrables
➤ Démarrage de la conception de la solution	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Séance de lancement du projet – L’entrepreneur doit mener une réunion de lancement du projet avec la direction du projet et les principaux intervenants. ➤ DS01 Plan de projet de l’étape de conception de la solution – Le plan de projet de conception de la solution sera une version mise à jour du plan de projet élaboré pendant le prototype. ➤ DS02 Démarche de perfectionnement des compétences du SCC – L’entrepreneur doit élaborer et mettre en œuvre une démarche pour développer les compétences des employés du SCC dans les groupes de soutien des applications, qui seront chargés de prendre l’application en charge à la suite de l’étape 3 – Mise en œuvre de la solution. La nature de la démarche déterminera le mode de participation de ces employés au cours des étapes restantes de l’initiative.
➤ Conception de la solution organisationnelle	<ul style="list-style-type: none"> ➤ DS03 Conception du modèle de processus opérationnel – L’entrepreneur doit contribuer à l’élaboration des processus et sous-processus opérationnels futurs, y

Domaine de travail	Tâches et livrables
	<p>compris les descriptions des processus et sous-processus, les étapes des processus et sous-processus et les organigrammes des processus et sous-processus. L'entrepreneur contribuera à la conception du modèle de processus opérationnel pour chaque capacité.</p> <p>➤ DS04 Document sur les exigences opérationnelles – Le document sur les exigences opérationnelles sera finalisé en collaboration avec le SCC sur la base des exigences opérationnelles générales fournies à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, et consiste en des exigences opérationnelles finalisées et détaillées, y compris des identifiants uniques et des descriptions détaillées pour chaque exigence. Un document sur les exigences opérationnelles sera rédigé pour chaque capacité opérationnelle.</p>
<p>➤ Conception de la solution technique</p>	<p>➤ DS05 Évaluation finale concordance-écart – L'entrepreneur mettra à jour et affinera l'évaluation de l'adéquation/écart réalisée dans le prototype pour toutes les capacités incluses dans la portée de la conception de la solution afin de refléter toute amélioration des exigences opérationnelles et des conceptions de processus futurs. Une évaluation concordance-écart sera réalisée pour chaque capacité.</p> <p>➤ DS06 Spécification des exigences du système – La spécification des exigences du système est une traduction du document sur les exigences opérationnelles en exigences fonctionnelles et non fonctionnelles du système. La solution de modernisation du SGD fournie par l'entrepreneur doit répondre à toutes les exigences déterminées dans le présent document de spécification des exigences du système. Une spécification des exigences du système sera documentée séparément pour chaque capacité.</p> <p>➤ DS07 Document d'architecture – Le document d'architecture s'appuiera sur le document d'architecture</p>

Domaine de travail	Tâches et livrables
	<p>élaboré au cours de l’étape 1 – Prototype, et affinera toutes les sections initialement prévues.</p> <p>➤ DS08 Normes concernant l’interface utilisateur – L’entrepreneur doit fournir des directives pour la conception visuelle de l’application. Les normes couvriront les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Règles régissant la présentation de toutes les pages du produit;○ Des lignes directrices à l’intention des développeurs pour assurer l’uniformité de l’application et qui peuvent également être appliquées aux applications développées par le SCC afin d’offrir aux utilisateurs une présentation commune○ Normes d’interfaces globales, y compris les métaphores et le placement de la navigation (p. ex. onglets, fils d’Ariane, menus déroulants), les zones d’écran (p. ex. emplacement de l’en-tête, du pied de page, de la zone de contenu, etc.), les normes concernant l’en-tête, le pied de page, l’approche de traitement des messages d’erreur et les normes au niveau des pages comprenant, au minimum :<ul style="list-style-type: none">• Polices de caractères;• Couleurs;• Formatage du style de texte;• Formatage des boutons;• Utilisation et formatage des liens;• Formatage des tableaux et des formulaires;• Clés d’accès;• Souris et attributs de titre;• Ordre et objectifs des onglets;• Formatage des nombres et des dates• Terminologie des étiquettes <p>➤ DS09 Documents de conception de la configuration : L’entrepreneur fournira les documents de conception de la configuration pour toute la configuration de production à exécuter afin d’activer la fonctionnalité requise pour prendre en charge les processus opérationnels à venir. Une</p>

Domaine de travail	Tâches et livrables
	<p>conception de la configuration sera documentée séparément pour chaque capacité. Chaque document de conception de la configuration doit comprendre, à tout le moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Une description détaillée de la façon dont la configuration activera la fonctionnalité requise pour prendre en charge le processus opérationnel futur; ○ Description détaillée des étapes à suivre pour réaliser la configuration; ○ Description détaillée des paramètres de configuration et justification de chaque paramètre; ○ Définition de tout objet à mettre en place pour faciliter la configuration; ○ Toutes les exigences ou considérations de sécurité liées aux profils de sécurité en fonction des rôles. <p>➤ DS10 Spécifications fonctionnelles détaillées : L'entrepreneur doit fournir une spécification fonctionnelle détaillée pour tous les éléments mis en évidence dans l'évaluation des concordances et des écarts, ainsi que pour chaque élément de l'architecture qui doit être défini en fonction du document d'architecture final.</p> <p>➤ DS11 Approche et protocole d'essais principaux : L'entrepreneur doit fournir une approche et un protocole d'essais principaux pour vérifier et valider toutes les exigences fonctionnelles et non fonctionnelles, et mettre à l'essai tous les paramètres de configuration et de personnalisation. L'approche et le plan d'essai principaux doivent comprendre, à tout le moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les plans pour chaque étape des essais prévus, y compris les essais unitaires et les essais de composants, les essais fonctionnels, les essais de performance, les essais de sécurité, les essais de bout en bout, les essais d'intégration, les essais d'acceptation par l'utilisateur et les essais de l'état de préparation opérationnelle. Les dates butoirs de

Domaine de travail	Tâches et livrables
	<p>chaque étape des essais doivent être précisées dans le plan de projet;</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Détermination des environnements et outils d’essai; ○ Définition du type de gravité des défauts (p. ex. 1 : critique, 2 : élevé, 3 : moyen et 4 : faible) et durée de résolution de la cible par type de gravité. <p>➤ DS12 Stratégie et plan d’essai des contrôles de sécurité : L’entrepreneur doit fournir une stratégie et un plan pour vérifier et valider toutes les exigences de contrôle de sécurité en fonction de la configuration et de la personnalisation de la solution.</p> <p>➤ DS13 Stratégie et plan de migration des données : L’entrepreneur doit planifier le développement, la mise à l’essai et l’exécution de toutes les extractions, transformations et charges de données manuelles et automatisées nécessaires pour migrer toutes les données de base, de référence et transactionnelles des anciens systèmes vers la solution de modernisation du SGD. La stratégie de migration des données doit également définir l’approche pour maintenir l’intégrité des données héritées requise pour les fonctionnalités restantes à mesure que les capacités opérationnelles sont transférées vers la nouvelle solution SGD.</p>
➤ Stratégie de lancement de versions proposée	<p>➤ DS14 Stratégie de lancement de versions proposée : L’entrepreneur doit proposer une stratégie en matière de lancement de versions décrivant la portée et la fonctionnalité à inclure dans chaque version majeure et la séquence de mise en œuvre des capacités opérationnelles individuelles ou des groupes de capacités opérationnelles. Le livrable doit comprendre une description de la portée et de la fonctionnalité à mettre en œuvre dans chaque version majeure de la solution, ainsi que la justification de chaque version, les tâches de déploiement requises, les dépendances internes et externes et les principaux risques et mesures d’atténuation associés à la stratégie proposée en matière de lancement de versions.</p>

Domaine de travail	Tâches et livrables
<p>➤ Conception du modèle de soutien offert après la mise en œuvre</p>	<p>➤ DS15 Conception du modèle de soutien offert après la mise en œuvre : L'entrepreneur doit fournir une conception de modèle de soutien après la mise en œuvre pour la prise en charge et l'exploitation de la solution de modernisation du SGD. La conception du modèle de soutien après la mise en œuvre doit décrire à la fois le soutien fonctionnel de l'utilisateur final et le soutien technique de l'utilisateur final. La conception du modèle de soutien après la mise en œuvre doit comprendre, à tout le moins, les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ La méthode, les plans et les processus pour tous les services de soutien fonctionnel et technique après la mise en œuvre; ○ La définition des rôles et responsabilités de tous les groupes fournissant des services de soutien fonctionnel et technique après la mise en œuvre; ○ La décomposition des processus de soutien à venir décrivant tous les processus et sous-processus à venir et toutes les activités pour chaque sous-processus; ○ Les indicateurs de rendement clés (IRC) détaillés de chaque processus de soutien à venir, y compris la façon dont chaque IRC sera mesuré et déclaré; ○ La définition des paramètres des services de soutien, y compris l'établissement des niveaux de service; ○ La stratégie, les plans et les processus du centre d'assistance fonctionnelle et technique de l'utilisateur final.
<p>➤ Synthèse de l'étape de la conception de la solution.</p>	<p>➤ DS16 Rapport de synthèse de l'étape de conception de la solution – À la fin de l'étape 2 – Conception, l'entrepreneur doit fournir un rapport de synthèse de l'étape de conception qui doit inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Synthèse;

Domaine de travail	Tâches et livrables
	<ul style="list-style-type: none"> ○ un résumé des produits livrables et des jalons approuvés par le SCC; ○ un résumé des demandes de changement approuvées par le SCC et de leurs répercussions; ○ Résumé des écarts par rapport au plan; ○ Résumé des risques persistants et réglés; ○ Résumé des problèmes en cours et réglés; ○ Résumé des défis et obstacles persistants liés à l'exécution du projet. <p>➤ DS17 Plan de projet de l'étape de mise en œuvre de la solution – L'entrepreneur doit fournir au SCC un plan de projet de mise en œuvre de la solution pour approbation. Le plan de projet lié à la mise en œuvre de la solution sera une version mise à jour du plan de projet inclus dans la réponse technique de l'entrepreneur; il doit comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ l'organisation de l'équipe de prestation intégrée et le plan des ressources à jour, tant pour les ressources du SCC que pour celle de l'entrepreneur; ○ un calendrier de projet général; ○ la SRT de niveau 4 dans le format d'un plan de travail Microsoft Project pour l'étape 3 – Mise en œuvre de la solution, qui comporte les dates de début et de fin prévues, les ressources affectées et les interdépendances; ○ un calendrier des coûts par étapes pour l'étape 3 – Mise en œuvre de la solution; ○ des estimations et propositions de prix pour tous les services supplémentaires requis au cours de l'étape 3 – Mise en œuvre.

8. ÉTAPE 3 – MISE EN ŒUVRE DE LA SOLUTION

La portée des activités de mise en œuvre de la modernisation du SGD comprend le travail de planification, de gestion, de construction, d’essai et de déploiement de la solution nécessaire pour répondre à l’ensemble des capacités opérationnelles et techniques décrites à l’appendice 1 – Descriptions des capacités opérationnelles et l’appendice 2 – Descriptions des capacités techniques, ainsi que les exigences connexes figurant dans l’appendice 4 – Exigences liées à la solution. L’ensemble des capacités à inclure dans l’étape 3 – Mise en œuvre de la solution sera déterminé en fonction du travail effectué à l’étape 1 – Prototype et à l’étape 2 – Conception de la solution. Le SCC, à sa seule discrétion, déterminera quelles capacités, le cas échéant, seront incluses dans l’étape 3 – Mise en œuvre de la solution et dans l’autorisation de tâches correspondante.

Après l’émission d’une autorisation de tâches valide, l’entrepreneur va concevoir, construire, tester et mettre en œuvre les capacités opérationnelles et techniques spécifiées, ainsi que la transition vers les opérations et le soutien continu. L’entrepreneur peut également contribuer aux activités de formation des utilisateurs finaux et aux activités de gestion de projet nécessaires à la mise en œuvre réussie et au soutien continu d’un système modernisé. Les capacités opérationnelles doivent être fournies de manière progressive et itérative plutôt que dans le cadre d’un déploiement « choc ».

Le SCC s’attend à ce que les exigences relatives à la majorité des capacités opérationnelles soient satisfaites par la mise en œuvre d’une ou de plusieurs solutions existantes sur le marché. L’entrepreneur sera responsable de la mise en œuvre de la ou des solutions proposées en fonction des détails fournis dans l’autorisation de tâches. Les exigences associées à certaines capacités opérationnelles empêcheront l’utilisation des solutions existantes sur le marché. Dans de tels cas, le SCC, à sa seule discrétion, peut choisir de mettre en œuvre la capacité en utilisant des ressources ou des produits internes ou tiers. Toutefois, si le SCC choisit de confier la mise en œuvre de la capacité à l’entrepreneur, ce dernier sera responsable de fournir des composantes développées sur mesure pour le SCC. L’entrepreneur sera également responsable de l’intégration de la solution du marché avec des composants développés sur mesure en utilisant des API et une architecture d’intégration convenue.

L’entrepreneur doit mener les travaux de l’étape 3 – Mise en œuvre de la solution conformément au plan de projet fourni à l’attribution du contrat, dans sa version mise à jour et approuvée par le responsable technique au cours des activités de l’étape 2 – Conception de la solution.

8.1 Étendue des travaux

L’étape de mise en œuvre de la solution comprend les activités de planification, de conception et de mise en œuvre d’une solution entièrement fonctionnelle capable de prendre en charge toutes les capacités opérationnelles et techniques de la gestion des délinquants désignées dans le présent énoncé des travaux. La solution doit prendre en charge 20 000 utilisateurs actifs et 5 000 utilisateurs simultanés, avec la possibilité de passer à 50 000 utilisateurs internes et externes et plus.

La mise en œuvre de la solution doit comprendre, à tout le moins, les services et les produits livrables connexes pour les aspects suivants :

- Démarrage de l’étape de mise en œuvre de la solution;

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Développement et mise à l’essai de la solution;
- Essais d’acceptation par l’utilisateur de la solution;
- Déploiement et mise en œuvre de la solution;
- Stabilisation postérieure à la mise en œuvre;
- Synthèse de l’étape de mise en œuvre de la solution.

L’entrepreneur doit tenir à jour tous les produits livrables livrés à l’étape 2 – Conception de la solution tout au long de la réalisation de l’étape 3 – Mise en œuvre de la solution et pendant toute la durée du contrat.

8.2 Exigences

La solution doit comprendre les exigences opérationnelles et techniques énumérées à l’appendice 4 – Exigences liées à la solution de l’énoncé des travaux.

8.3 Livrables

L’entrepreneur doit utiliser la méthode qu’il propose pour effectuer les activités de l’étape 3 – Mise en œuvre de la solution, qui comprennent à tout le moins les tâches et les produits livrables suivants :

Domaine de travail	Tâches et livrables
➤ Démarrage de la mise en œuvre de la solution	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Séance de lancement de l’étape de mise en œuvre de la solution – L’entrepreneur doit mener une réunion de lancement du projet avec la direction du projet et les principaux intervenants; ➤ IS01 Plan de projet mis à jour de l’étape de mise en œuvre de la solution – Le plan de projet de l’étape de conception de la solution sera une version mise à jour du plan de projet élaboré au cours de l’étape 2 – Conception; ➤ IS02 Environnements de développement, d’essai et de formation : L’entrepreneur doit concevoir, installer et configurer tous les environnements de développement, d’essai et de formation du projet et en assurer la gestion, le soutien, les sauvegardes et la maintenance continus, y compris tous les logiciels et les composants de connectivité nécessaires au développement, à l’essai et à la formation de la solution de modernisation du SGD. Cela doit comprendre, à tout le moins, l’ensemble des composants infonuagiques, appareils, matériel et périphériques de

Domaine de travail	Tâches et livrables
	serveurs ou de machines virtuelles, mémoires, systèmes d’exploitation et logiciels de niveau machine virtuelle, bases de données, logiciels d’application, intergiciels, interfaces, connexions de réseau, logiciels de développement et d’essai, et logiciels de formation et de développement de cours.
➤ Développement et mise à l’essai de la solution	<p>➤ IS03 Solution de modernisation du Système de gestion des délinquants (MSGD) – Pour chaque version de la solution, l’entrepreneur doit installer, configurer, développer et mettre à l’essai toutes les fonctionnalités définies à l’étape 2 – Conception de la solution, sous réserve de toute modification dûment approuvée par le SCC. Le développement de la solution de modernisation du SGD doit inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Mise en œuvre de chaque version de l’architecture de la solution approuvée telle qu’elle est définie dans le document d’architecture; ○ Configuration et mise à l’essai de tous les éléments compris dans les documents de conception de la configuration; ○ Construction et mise à l’essai de tous les éléments de développement et de personnalisation compris dans les spécifications fonctionnelles détaillées; ○ Construction et mise à l’essai de chaque composant de l’architecture tel qu’il est mis en évidence dans le document d’architecture et inclus dans les spécifications fonctionnelles détaillées; <ul style="list-style-type: none"> ○ Configuration et mise à l’essai des profils de sécurité en fonction des rôles et réponse aux exigences de sécurité mentionnées dans le présent énoncé de travail et dans les exigences techniques de l’appendice 4. <p>➤ IS04 Plans d’essai détaillés – En plus de l’approche et du plan directeur des essais élaboré au cours de l’étape 2 – Conception de la solution, l’entrepreneur doit fournir des</p>

Domaine de travail	Tâches et livrables
	<p>plans d'essai détaillés, y compris les scripts d'essai et les résultats attendus, pour chacune des étapes des essais suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Essais unitaires et essais de composants; ○ Essais fonctionnels; ○ Essais de performance; ○ Essais de sécurité; ○ Essais de bout en bout; ○ Essais d'intégration; ○ Essais de l'état de préparation opérationnelle. <p>➤ IS05 Exécution et résultats des essais : L'entrepreneur doit exécuter les essais et en consigner les résultats pour chacune des étapes des essais. Les résultats des essais doivent consigner les résultats réels par rapport aux résultats attendus et inclure la liste complète des défauts enregistrés et la manière dont ils ont été évalués et résolus. À toutes les étapes des essais, l'entrepreneur est responsable de la création et de l'actualisation des données d'essai nécessaires. À toutes les étapes des essais, l'entrepreneur est responsable de la mise à l'essai de la solution en français et en anglais.</p> <p>➤ IS06 Exécution et résultats des essais de contrôle de sécurité : L'entrepreneur doit exécuter et consigner les résultats de chaque contrôle de sécurité indiqué dans le plan détaillé des essais de sécurité. Il doit fournir les preuves des essais pour tous les contrôles liés à la solution avec suffisamment de détails pour atteindre un niveau de risque moyen tout au plus dans le cadre du processus d'évaluation de la sécurité.</p> <p>➤ IS07 Exécution et résultats de l'essai de migration des données : L'entrepreneur doit effectuer l'essai de migration des données, comme décrit dans la stratégie et le plan de migration des données en simulant au moins trois conversions. L'entrepreneur doit produire l'exécution et les résultats des essais de migration des données pour</p>

Domaine de travail	Tâches et livrables
	chacune des trois conversions simulées, y compris la détermination de tout nettoyage de données subséquent requis avant la conversion simulée suivante, ou avant la mise en service, dans le cas de la conversion simulée finale.
➤ Essais d'acceptation par l'utilisateur de la solution	<p>➤ IS08 Prise en charge des essais d'acceptation par l'utilisateur : Pour soutenir les essais d'acceptation par l'utilisateur (EAU) du SCC, l'entrepreneur doit faire ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Concevoir, installer et prendre en charge l'environnement technique des EAU requis pour exécuter tous les essais documentés dans le plan d'essai des EAU; ○ Appuyer la création de données d'essai, au besoin; ○ Charger toutes les données d'essai en masse fournies par le SCC; ○ Exécuter tous les processus automatisés requis pour faire l'essai des processus par lots; ○ Planifier les activités des EAU et les inclure dans le plan de projet à l'étape 3 de mise en œuvre de la solution de l'entrepreneur. <p>➤ Rapport de suivi des décisions à l'égard des EAU : L'entrepreneur doit fournir un rapport de suivi des décisions à l'égard des EAU afin de dresser la liste complète des commentaires et des défauts consignés pendant les EAU, ainsi que la façon dont ils ont été évalués et résolus.</p> <p>➤ Rapport sommaire sur les résultats des problèmes et des résolutions des EAU : À la fin des essais d'acceptation par l'utilisateur, l'entrepreneur doit fournir un rapport sommaire sur les résultats des problèmes et des résolutions des EAU.</p>
➤ Déploiement et mise en œuvre de la solution	➤ IS09 Environnements de production : L'entrepreneur doit fournir, installer, configurer, sauvegarder et mettre à l'essai

Domaine de travail	Tâches et livrables
	<p>tous les environnements de production, de basculement et de reprise après sinistre, y compris tous les composants infonuagiques, appareils, matériel et périphériques de serveur ou de machine virtuelle, mémoires, systèmes d'exploitation et logiciels de niveau serveur ou machine virtuelle, bases de données, logiciels d'application, intergiciels, interfaces, connexions de réseau et utilitaires de suivi, de production de rapports et d'exploitation.</p> <p>➤ IS10 Tableau de bord hebdomadaire de l'état de préparation à la mise en service : Quatre (4) mois avant le lancement (mise en service) d'une capacité ou d'un groupe de capacités, l'entrepreneur doit fournir, chaque semaine, un tableau de bord de l'état de préparation à la mise en service qui suit l'évolution de l'état de préparation des tâches et des jalons clés. Le tableau de bord de l'état de préparation à la mise en service doit faire appel à une période mobile de l'état de préparation de trois semaines (c.-à-d. rouge, jaune ou vert) pour chaque aspect faisant l'objet d'un suivi, ainsi qu'une description de l'état actualisé. Les principaux domaines à suivre comprennent ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ État de préparation opérationnelle; ○ État de préparation des applications; ○ État de préparation à la technologie, à l'infrastructure et à la sécurité informatique; ○ État de préparation au soutien après la mise en œuvre. <p>➤ IS11 Plan de transfert technique : L'entrepreneur doit planifier, développer et mettre à l'essai toutes les tâches de transfert technique manuelles et automatisées requises pour mettre en œuvre chaque version de la solution de modernisation du SGD dans les environnements de production. Le plan de transfert technique doit comprendre, à tout le moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Liste de contrôle préalable au transfert des tâches et activités à exécuter avant le transfert;

Domaine de travail	Tâches et livrables
	<p>l’activité et les ressources de l’entrepreneur et du SCC qui y ont participé. Il doit également préciser les domaines et les incidences du transfert de connaissances à risque élevé, ainsi que les stratégies d’atténuation et les recommandations connexes.</p> <p>➤ IS18 Rapport de clôture de l’étape de mise en œuvre de la solution – L’entrepreneur doit fournir un rapport de clôture de l’étape de mise en œuvre de la solution après l’achèvement réussi des activités de stabilisation du lancement final majeur de la solution de modernisation du SGD. Le rapport doit comprendre ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Synthèse; ○ un résumé des produits livrables et des jalons approuvés par le SCC; ○ un résumé des demandes de changement approuvées par le SCC et de leurs répercussions; ○ Résumé des écarts par rapport au plan; ○ Rapport d’étape final de l’entrepreneur; ○ Registre des problèmes à jour; ○ Registre des risques à jour; ○ Liste à jour des défauts d’applications qui ont fait l’objet d’une migration ou d’un transfert vers l’application de création de billets en cas de problème du SCC.

9. GESTION ET SURVEILLANCE DU PROJET

Cette partie de l’énoncé des travaux décrit les exigences et les attentes du SCC relativement au processus de gestion du projet de modernisation du SGD. Ces exigences s’appliquent à toutes les étapes et à tous les volets de travail du projet, de l’attribution du contrat jusqu’à la clôture du contrat.

9.1 Livrables

Domaine de travail	Tâches et livrables
➤ Gestion de l'intégration	➤ PM01 L'entrepreneur est tenu de déterminer, de définir, de regrouper et d'intégrer les plans et les mesures nécessaires à la planification, à la gestion et au contrôle de l'exécution du projet afin de répondre aux exigences du projet.
➤ Gestion de la portée	➤ PM02 Gestion de la portée : L'entrepreneur sera responsable de contribuer au processus de gestion de la portée du projet de modernisation du SGD. Il devra suivre et consigner toutes les demandes de changement (DC) et fournir une évaluation des incidences pour les changements proposés à la portée, notamment le coût, l'échéance et l'évaluation des incidences des risques. Une fois qu'une DC est approuvée, l'entrepreneur doit concevoir, développer, mettre à l'essai et mettre en œuvre les changements approuvés. L'entrepreneur doit inclure les détails de l'état des RFC et de l'IA dans les rapports d'état réguliers.
➤ Gestion du calendrier	➤ PM03 Comme il est décrit dans l'énoncé des travaux, l'entrepreneur doit fournir des plans de projet par étape pour la conception de la solution et la mise en œuvre de la solution. Il doit également gérer et ajuster le calendrier hebdomadaire pendant toute la durée du projet.
➤ Gestion de la qualité	➤ PM04 Des examens de l'assurance de la qualité seront effectués sur les livrables énumérés dans le contrat afin d'en garantir l'exhaustivité, l'exactitude et la conformité avec la portée du projet, comme défini dans l'énoncé des travaux. L'entrepreneur sera responsable de la programmation et de la participation aux examens requis des produits livrables, conformément au processus de gestion de la qualité décrit à la section 5.4.

Domaine de travail	Tâches et livrables
<p>➤ Examens des points de contrôle et des principaux points de décision</p>	<p>➤ L’initiative de modernisation du SGD sera soumise à la gouvernance technologique du Conseil d’examen de l’architecture d’entreprise du gouvernement du Canada et des organes de gouvernance technologique du SCC, comme le décrit la section 4 de l’énoncé des travaux : Gouvernance du projet. Des examens de gouvernance seront effectués à diverses phases et étapes du projet dans le cadre de la gouvernance de la technologie. L’entrepreneur doit soutenir les examens requis des points de contrôle et de décision en participant à la préparation du matériel de présentation requis pour chaque examen. L’entrepreneur doit inclure les examens des points de contrôle dans ses plans et calendriers de travail.</p> <p>➤ Examens par des tiers indépendants – Les examens par des tiers indépendants seront déterminés au fur et à mesure de l’avancement du projet. Pour chacun de ces examens, le SCC élaborera un plan d’action de la gestion. Les progrès réalisés par rapport au plan d’action feront régulièrement l’objet d’un rapport trimestriel aux forums de gouvernance de la haute direction du SCC. L’entrepreneur doit offrir le soutien nécessaire pour ces examens. Le soutien peut comprendre, sans toutefois s’y limiter, la fourniture de documents et de renseignements aux équipes de l’examen par des tiers, l’aide à l’élaboration de réponses et de plans d’action pour donner suite aux constatations des examens, et la participation à des séances d’examen avec les équipes de l’examen par des tiers.</p>
<p>➤ Rapports d’étape</p>	<p>➤ PM05 L’entrepreneur doit participer aux activités de rapport d’état, qui comprennent, à tout le moins, ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Réunions sur l’état d’avancement du projet; ○ Rapports hebdomadaires sur l’état du projet; ○ Comptes rendus des discussions et des décisions; ○ Registre hebdomadaire des mesures à prendre.

Domaine de travail	Tâches et livrables
➤ Gestion des risques et des enjeux	➤ PM06 Journaux des risques et des problèmes - L'entrepreneur doit communiquer les renseignements sur la gestion des risques et des problèmes au SCC dans le cadre du processus standard de production de rapports. L'entrepreneur doit également communiquer les renseignements sur les risques ou les problèmes de manière ponctuelle, selon la gravité du risque ou la priorité du problème, ou à la demande du SCC. Ces renseignements doivent être communiqués de façon transparente afin de s'assurer que le SCC est informé de tous les problèmes et risques actuels qui menacent ou ont le potentiel de menacer la livraison de la solution de modernisation du SGD.

10.SERVICES SUPPLÉMENTAIRES

Des services supplémentaires peuvent être demandés pour les services liés à l'initiative de modernisation du SGD, y compris, sans s'y limiter, les types de services suivants :

- Mise en œuvre des capacités opérationnelles liées aux délinquants, qui ne sont pas actuellement recensées dans l'énoncé des travaux comme une exigence de la solution de modernisation du SGD;
- Intégration ou remplacement des applications héritées qui ne sont pas actuellement recensées dans l'énoncé des travaux comme devant être intégrées à la solution de modernisation du SGD ou remplacées par celle-ci;
- Intégration de technologies nouvelles ou émergentes ou d'autres exigences techniques qui ne sont pas actuellement recensées dans l'énoncé des travaux comme une exigence de la solution de modernisation du SGD;
- Conception, élaboration, mise à l'essai et exécution des processus d'extraction des données permettant d'extraire les données des systèmes existants afin de mettre à l'essai les processus de transformation et de chargement de la migration des données et d'extraire les données devant être migrées des systèmes existants vers les environnements de production de la solution de modernisation du SGD;
- Mise hors service du SGD ancien ou de ses sous-systèmes connexes;
- Migration des données historiques du SGD qui ne sont pas utilisées dans la solution de modernisation du SGD, vers une autre base de données;
- Création de procédures opérationnelles normalisées pour les nouveaux processus de soutien.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Des services supplémentaires pourraient également être requis pour les types de services suivants, à l’appui d’Au-delà de 2020 du Canada (<https://www.canada.ca/fr/conseil-prive/services/objectif-2020/au-dela-2020.html>) afin de moderniser et de transformer la fonction publique et le Plan stratégique des opérations numériques du Canada de 2018 à 2022 :

- Capacités d’analyse avancées pour renforcer la solution de modernisation du SGD;
- Capacités d’apprentissage machine ou d’intelligence artificielle qui peuvent rationaliser les processus opérationnels ou fournir des innovations au SCC;
- Intégration avec l’Internet des objets en vue d’automatiser la collecte ou le recensement des événements opérationnels ou la gestion du cycle de vie des actifs;
- Intégration de l’automatisation des processus robotisés pour rationaliser les processus opérationnels ou fournir des gains d’efficacité aux tâches répétitives.

10.1 Catégories de ressources des services professionnels

Les catégories de ressources des services professionnels suivantes doivent être utilisées pour toutes les activités d’estimation et l’exécution ultérieure des services supplémentaires.

Catégorie de ressources	Responsabilités
➤ Architecte de solutions	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Collaborer avec le SCC à l’architecture et à la conception de la solution technologique; ➤ Collaborer avec le responsable opérationnel et le responsable technique du SCC à l’architecture et à la conception de la solution technologique qui permettra d’atteindre les objectifs et les résultats opérationnels; ➤ Formuler des conseils et mettre à contribution son expertise dans la définition, la conception et la livraison de la solution; ➤ Travailler directement avec les représentants opérationnels pour comprendre les exigences particulières qui déterminent le besoin de la solution; ➤ Planifier et mettre en œuvre des activités de conception; ➤ Planifier les exigences techniques pour faire la transition de la conception à la solution fonctionnelle; ➤ Participer à la conception de la solution et à toutes les phases restantes pour vérifier si la conception technique est correctement installée, configurée et consignée;

Catégorie de ressources	Responsabilités
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Fournir des conseils sur les exigences en matière de formation afin de s'assurer que la solution technologique sera prise en charge et maintenue de façon appropriée une fois la mise en œuvre terminée.
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Architecte d'applications 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaborer des architectures, cadres et stratégies techniques applicables à un secteur principal d'application afin de satisfaire aux exigences relatives aux activités et aux applications; ➤ Déterminer les politiques et les exigences qui excluent une solution; ➤ Analyser et évaluer les différentes solutions de technologie pour répondre aux problèmes opérationnels; ➤ Veiller à l'intégration de tous les aspects de la solution technologique; ➤ Surveiller les tendances de l'industrie pour veiller à ce que la solution concorde avec les orientations du gouvernement en matière de technologie; ➤ Évaluer les procédures et les méthodes en place, définir et consigner le contenu et la structure de bases de données, des sous-systèmes d'applications, et développer des dictionnaires de données; ➤ Définir et consigner des interfaces entre les opérations manuelles et automatisées dans les sous-systèmes d'application avec les systèmes externes et entre les nouveaux systèmes et les systèmes en place; ➤ Définir les sources d'entrée et de sortie, notamment l'élaboration d'un plan de conception détaillé; ➤ Déterminer et consigner les normes propres au système et relatives à la programmation, à la documentation et à la mise à l'essai.

Catégorie de ressources	Responsabilités
➤ Architecte de données	<ul style="list-style-type: none">➤ Élaborer et maintenir les modèles de données pour les initiatives ministérielles du SCC et propres au projet;➤ Déterminer les données les plus utiles pour le SCC, l’intégration de ces données et l’élaboration de modèles de données de base à partir de l’architecture des données et des principes de conception de la modélisation;➤ Concevoir, développer et gérer des modèles de données logiques et physiques;➤ Analyser les modifications proposées aux bases de données dans le contexte du modèle logique de données;➤ Appliquer son expertise technique à l’utilisation et à l’optimisation des techniques de modélisation des données pour les membres de l’équipe;➤ Donner aux membres de l’équipe une aide, une orientation et des instructions techniques sur l’analyse et la modélisation des données;➤ Fournir de l’aide à l’équipe du projet et aux utilisateurs opérationnels en ce qui a trait aux problèmes de données et aux concepts d’analyse des données;➤ Participer à l’élaboration de politiques et de procédures de modélisation de données et de métadonnées;➤ Respecter les architectures, les stratégies et les cadres de données du ministère, y compris les activités liées à l’entrepôt de données organisationnelles;➤ Analyser et évaluer les options de rechange à l’architecture des données pour répondre aux exigences opérationnelles à intégrer à l’architecture des données ministérielles du SCC et résoudre les problèmes connexes.
➤ Architecte de sécurité	<ul style="list-style-type: none">➤ Collaborer avec le SCC et le responsable des architectes de solutions à l’architecture et à la conception des composantes de sécurité;

Catégorie de ressources	Responsabilités
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Collaborer avec le responsable opérationnel à l'architecture et à la conception des composantes de sécurité qui permettront de mettre en œuvre le modèle opérationnel cible; ➤ Fournir des conseils sur la définition, la conception et la prestation des services de sécurité dans le cadre du projet; ➤ Travailler directement avec les représentants opérationnels pour comprendre les exigences particulières relatives à la sécurité qui déterminent le besoin de la solution technologique à concevoir; ➤ Planifier et mettre en œuvre les activités de conception de la sécurité requises; ➤ Assister les collègues techniques tout au long du déroulement du projet; ➤ Élaborer un plan de conception qui tient compte des investissements et des risques en matière de technologie de la sécurité, tout en ajoutant de la valeur par l'amélioration des processus opérationnels et l'élimination des complexités inutiles; ➤ Planifier les exigences techniques pour faire la transition de la conception de la sécurité à la solution fonctionnelle; ➤ Participer à l'étape de la conception de la solution du projet et à toutes les autres étapes pour vérifier que la conception technique est installée, configurée et documentée correctement; ➤ Fournir des conseils sur les exigences en matière de formation afin de s'assurer que la solution technologique sera prise en charge et maintenue de façon appropriée une fois la mise en œuvre terminée; ➤ Informer le SCC des tendances en matière de sécurité ayant trait à l'environnement; ➤ Fournir des recommandations visant à réduire les risques et à améliorer la posture de sécurité;

Catégorie de ressources	Responsabilités
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Répondre aux demandes de renseignements relatives à la sécurité; ➤ Aider à composer avec les changements complexes de l'environnement; ➤ Aider à la mise en œuvre de nouvelles fonctions de sécurité.
➤ Analyste fonctionnel d'applications	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaborer et consigner les spécifications des exigences fonctionnelles, opérationnelles ou de système; ➤ Préparer et consigner les exigences en matière d'écran, d'interface et de production de rapports; ➤ Recueillir et analyser les renseignements en vue de définir les besoins fonctionnels; ➤ Développer, mettre à l'essai et mettre en œuvre des applications; ➤ Produire des formulaires, des manuels, des programmes, des fichiers de données et des procédures.
➤ Analyste de systèmes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaborer les exigences du système et les documents de spécification; ➤ Convertir des exigences opérationnelles en conception et spécifications de systèmes; ➤ Analyser et recommander d'autres options possibles pour la solution; ➤ Élaborer des spécifications techniques relatives à l'élaboration, à la conception et à la mise en œuvre de systèmes.
➤ Programmeur/développeur de logiciels	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Analyser les problèmes opérationnels et techniques cernés par les analystes et les concepteurs de systèmes;

Catégorie de ressources	Responsabilités
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaborer et préparer des plans visant à résoudre les problèmes opérationnels et techniques; ➤ Concevoir des programmes détaillés, y compris des ordinogrammes et des diagrammes; ➤ Traduire les graphiques d'acheminement détaillés en instructions-machine codées et discuter de la planification des programmes avec le personnel technique; ➤ Vérifier l'exactitude et l'exhaustivité des programmes en préparant des échantillons de données et en les soumettant à des essais; ➤ Corriger les erreurs de programme.
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Spécialiste en conversion/migration des données 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Concevoir, développer et mettre en œuvre des processus de migration des données (p. ex. extraire, transformer, charger); ➤ Définir et mettre à l'essai les mises en concordance pour la conversion des données, et exécuter des conversions de données fictives; ➤ Effectuer des conversions de données réelles et vérifier l'intégralité et l'exactitude des données converties; ➤ Analyser et coordonner la conversion des fichiers de données.
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Administrateur de bases de données 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Adapter les routines de conversion des bases de données; ➤ Générer de nouvelles structures de données pour répondre aux besoins du SCC; ➤ Tenir à jour les dictionnaires de données; ➤ Élaborer et mettre en œuvre des procédures permettant d'assurer l'exactitude, l'exhaustivité et l'actualité des données stockées dans la base de données; ➤ Élaborer et mettre en œuvre des procédures de sécurité pour les bases de données;

Catégorie de ressources	Responsabilités
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Assurer le contrôle de configuration de la base de données; ➤ Exécuter et coordonner les mises à jour de la conception de la base de données; ➤ Surveiller et coordonner les modifications apportées à la base de données, y compris la suppression des dossiers, les changements aux dossiers actuels et les ajouts à la base de données.
➤ Testeur	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Planifier, coordonner et superviser les essais; ➤ Gérer les plans de mise à l'essai et en faire le suivi à toutes les étapes des essais; ➤ Élaborer des scénarios d'essai, des scripts d'essai et les résultats attendus des essais; ➤ Créer, gérer et actualiser les données d'essai; ➤ Établir des procédures d'essai de logiciels pour les diverses étapes des essais (p. ex. essais unitaires, essais d'intégration et de régression), en mettant l'accent sur l'automatisation des procédures d'essai; ➤ Exécuter des scripts d'essai, consigner les erreurs ou les défauts de l'application et consigner les résultats réels des essais.
➤ Spécialiste en formation	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Évaluer les besoins et les exigences de formation des destinataires cibles; ➤ Élaborer les objectifs de formation; ➤ Planifier, concevoir, élaborer et donner des cours de formation; ➤ Élaborer le matériel nécessaire au programme de formation; ➤ Planifier et surveiller les activités de formation; ➤ Recommander des modes et des stratégies de prestation;

Catégorie de ressources	Responsabilités
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaborer des normes de mesure du rendement de la formation; ➤ Préparer les utilisateurs finaux à la mise en œuvre.
➤ Responsable de l’analyse des données	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Élaborer et examiner les documents relatifs aux lots de travaux d’analyse, y compris la portée confirmée, les exigences budgétaires, les calendriers, ainsi que la composition, les rôles et les responsabilités et le mandat de l’équipe de projet; ➤ Élaborer et gérer des calendriers détaillés; ➤ Gérer les risques et les problèmes à l’échelle du lot de travaux; transmettre à l’échelon supérieur les risques et les problèmes qui échappent au contrôle de l’équipe chargé du lot de travaux; ➤ Définir les besoins en ressources, les rôles et les responsabilités des membres de l’équipe; ➤ Rendre systématiquement compte de l’avancement des travaux et participer aux réunions de gestion de projet et aux réunions de l’équipe interfonctionnelle, au besoin, pendant le cycle de vie du projet; ➤ Répertorier et examiner les DC et participer à la gestion des processus de changement, au besoin; ➤ Gérer toutes les activités d’analyse des données et de développement de la solution et les processus d’assurance de la qualité pour le lot de travaux.
➤ Scientifique des données analytiques	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Effectuer des analyses de données avancées et concevoir des algorithmes et des modèles de données très complexes, y compris des analyses et des simulations prédictives et prescriptives; ➤ Diriger les processus d’exploration avec les intervenants afin de déterminer les exigences opérationnelles et les résultats escomptés;

Catégorie de ressources	Responsabilités
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Modéliser des scénarios opérationnels et des scénarios de données qui permettent de produire des effets opérationnels maximaux; ➤ Recenser et exploiter les sources de données internes et externes et les processus de collecte; ➤ Présenter et expliquer les constatations et la justification en termes faciles à comprendre par les intervenants opérationnels; ➤ Élaborer des lignes directrices et des pratiques exemplaires pour assurer la normalisation et l'uniformité des données.
➤ Modélisateur de données analytiques	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Entretenir des relations avec les intervenants fonctionnels et techniques pour comprendre les besoins opérationnels, déterminer les options architecturales, évaluer les options et formuler des recommandations qui permettent d'obtenir une valeur opérationnelle analytique; ➤ Analyser les données, profiler les données, valider les modèles, élaborer des hypothèses sur les données et confirmer ou infirmer les hypothèses; ➤ Définir des couches de modélisation de données pour permettre le développement de composantes analytiques à forte valeur ajoutée adaptées aux besoins opérationnels; ➤ Définir et élaborer des modèles de données physiques et logiques complexes pour répondre aux besoins en matière de production de rapports, d'exploration de données et d'analyse, y compris des modèles prédictifs et prescriptifs; ➤ Collaborer avec les intervenants opérationnels et les propriétaires de données pour mettre en œuvre avec succès la solution d'analyse opérationnelle; ➤ Élaborer des solutions techniques pour résoudre des problèmes analytiques; ➤ Concevoir une plateforme et des composantes d'analyse de données évolutives et développer des solutions de visualisation et de production de rapports.

Catégorie de ressources	Responsabilités
➤ Analyste des données analytiques	<ul style="list-style-type: none">➤ Rencontrer les intervenants opérationnels et techniques pour recueillir et consigner les exigences;➤ Analyser l'information pour établir les besoins fonctionnels de la solution d'analyse;➤ Élaborer et consigner les spécifications des exigences fonctionnelles, opérationnelles ou de système des solutions d'analyse;➤ Préparer et consigner les exigences en matière d'écran, d'interface et de production de rapports;➤ Concevoir des méthodes et des procédures pour la solution d'analyse;➤ Élaborer, mettre à l'essai et mettre en œuvre des modèles de production de rapports et d'analyse;➤ Produire des formulaires, des manuels, des programmes, des fichiers de données et des procédures.
➤ Ingénieur des données analytiques	<ul style="list-style-type: none">➤ Rendre les données appropriées accessibles aux scientifiques ou aux analystes de données;➤ Aider les scientifiques des données à préparer les données;➤ Apporter son aide pendant les étapes initiales d'exploration des données (y compris, sans s'y limiter, le compartimentage, le pivotement, le résumé et la recherche de corrélations);➤ Répertorier les sources de données existantes et permettre l'accès aux sources de données résidentes et externes;➤ Aider les intervenants à établir et à appliquer des lignes directrices pour la collecte, l'intégration et les processus de données.

Appendice 1 – Description des capacités opérationnelles

La modernisation du SGD du SCC nécessite des changements dans une grande variété de capacités opérationnelles. Bon nombre de ces capacités doivent prendre en charge les responsabilités législatives du SCC et s'y conformer en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (<https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/acts/C-44.6/index.html>). Les exigences détaillées sont fournies à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.

1. CAPACITÉS HABILITANTES

En plus des capacités opérationnelles spécifiques au SCC et des exigences connexes, le SCC a mis en évidence des capacités opérationnelles générales et habilitantes, et élaboré un ensemble d'exigences opérationnelles fonctionnelles connexes. Les exigences relatives aux capacités opérationnelles individuelles reposent sur ces principales capacités habilitantes qui sont communes à de nombreuses exigences opérationnelles ultérieures. Ces exigences générales sont réparties selon les thèmes décrits ci-dessous :

Exigences générales: Thèmes	Description
1. Gestion du flux des processus opérationnels	Le SCC a développé des modèles de processus opérationnels pour chaque capacité opérationnelle, et ceux-ci seront disponibles pour aider à la configuration de la solution. La gestion du flux de travail des processus opérationnels est un aspect clé d'une solution pour le SCC, car elle détermine les étapes spécifiques nécessaires à la réalisation d'un processus opérationnel, la façon dont les tâches connexes sont attribuées et gérées, et le moment où les approbations et les autorisations sont nécessaires. La fonctionnalité de flux de travail doit également gérer les notifications et les événements ou les calendriers.
2. Gestion des cas	Un cas est un ensemble de données ou de renseignements liés ou appartenant à une entité comme une personne (par exemple, un délinquant, une victime ou un visiteur) ou un objet (par exemple, un grief, un incident). Un cas suit un ou plusieurs flux de processus opérationnels.
3. Attribution des cas	L'attribution des cas garantit qu'un ou plusieurs utilisateurs sont responsables d'un cas. L'accès peut être limité selon le rôle ou les responsabilités des utilisateurs. Par exemple, le cas

Exigences générales: Thèmes	Description
	d'un délinquant peut être attribué à un agent et à un gestionnaire, qui ont des rôles différents par rapport à ce cas.
4. Gestion de tâches	Les tâches sont déterminées par les activités et les points de contrôle dans un flux de processus opérationnel. La fonction de travail ou la tâche est déterminée par le rôle d'un utilisateur dans le flux d'un processus opérationnel d'un cas particulier.
5. Reconnaissance et approbation	Même si la plupart des flux de travail comportent des points de contrôle (points nécessitant une décision), ce ne sont pas tous les points de contrôle qui nécessitent une autorité ou une reconnaissance formelle. Un flux comportant un tel point de contrôle peut avoir des répercussions légales ou autres pour le SCC, et une autorité d'approbation ou un accusé de réception officiel est requis pour un tel point.
6. Formulaires	Dans un SGD modernisé, un formulaire est un point dans le flux d'un processus opérationnel où des renseignements associés à une activité ou à un point de contrôle doivent être fournis afin de faire avancer le flux à l'étape ou au stade suivant. Les formulaires peuvent être très simples (un seul champ, tel que la définition du statut) ou complexes (plusieurs champs, avec des règles et des autorisations associées).
7. Modèles	Un modèle est un regroupement d'éléments communs, avec des règles de validation associées, à utiliser dans un ou plusieurs formulaires ou rapports.
8. Rapports	Les rapports normalisés sont des produits particuliers, formatés, associés à une activité dans le flux d'un processus opérationnel récurrent. Par exemple, l'évaluation en vue d'une décision est un rapport fondé sur les données recueillies au sujet du cas d'un délinquant; ce rapport est produit régulièrement à des moments particuliers de la gestion du cas

Exigences générales: Thèmes	Description
	d'un délinquant. Les rapports normalisés peuvent également fournir des renseignements sur plusieurs cas dans un flux.
9. Gestion des documents	Le SCC doit gérer un certain nombre de documents relatifs aux cas. Les exigences associées à la capacité opérationnelle Documentation sur les cas se concentrent sur les documents relatifs au profil initial et à la peine qui sont nécessaires pour établir et gérer le cas d'un délinquant. Des exigences en matière de gestion de documents existent au sein du SCC, bien que la solution puisse réduire la demande du SCC en matière de gestion de documents.
10. Gestion de l'information	Le SCC doit gérer l'information conformément à la Directive du commissaire et aux politiques fédérales sur le sujet. Certaines informations, comme celles relatives à un délinquant dont la date d'expiration du mandat est dépassée, peuvent être archivées puis restaurées si le délinquant est réadmis en détention dans un établissement fédéral.
11. Aide et didacticiels	Le SCC doit s'assurer que sa communauté d'utilisateurs est en mesure d'exploiter la solution avec un besoin minimal de soutien.
12. Contrôle d'accès	Le SCC doit s'assurer que seuls les utilisateurs ayant les bons accès, rôles et responsabilités, et le bon niveau de sécurité, sont en mesure de récupérer et de modifier les informations et les données dans son SGD.
13. Ressources du réseau	Le SCC doit s'assurer que la solution donne accès aux ressources clés du réseau, comme les imprimantes ou les partages de réseau.

Exigences générales: Thèmes	Description
14. Bilinguisme	Le SCC doit s'assurer que la solution fonctionne dans les deux langues officielles (français et anglais).

Référence à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

2. GESTION DES PROFILS

2.1. Aperçu de la capacité

Lorsqu'un délinquant est condamné pour la première fois pour une infraction qui le place dans un établissement de compétence fédérale, le processus de collecte de renseignements sur le profil nécessaire pour désigner et suivre le délinquant, autoriser sa mise en détention, traiter sa peine avec précision et effectuer des évaluations du risque commence. La collecte et la mise à jour des renseignements sur le profil se poursuivent tout au long de la peine du délinquant jusqu'à sa libération de la garde ou de la surveillance du SCC.

La gestion du profil comprend le traitement de tous les renseignements généraux que le SCC est tenu par la loi de recueillir sur les délinquants, de la détermination de la peine jusqu'à la libération de la garde ou de la surveillance du SCC. Les renseignements concernant le délinquant qui doivent être traités comprennent ce qui suit :

- les renseignements personnels pertinents, notamment les antécédents sociaux, économiques et criminels, y compris comme jeune contrevenant;
- les raisons et les recommandations relatives au prononcé de la peine ou à l'incarcération, formulées par :
 - (a) le tribunal qui a prononcé la peine, condamné le délinquant ou fait incarcérer celui-ci;
 - (b) le tribunal qui entend un appel interjeté concernant la condamnation, la peine ou l'incarcération.
- les rapports relatifs à la condamnation, à l'imposition d'une peine ou à l'incarcération soumis à un tribunal;
- tout autre renseignement concernant l'exécution de la peine ou de la détention, notamment les renseignements obtenus de la victime, la déclaration de la victime quant aux conséquences de l'infraction et la transcription des observations du juge qui a prononcé la peine relativement à l'admissibilité à la libération conditionnelle.

Les renseignements sur le profil du délinquant comprennent ce qui suit :

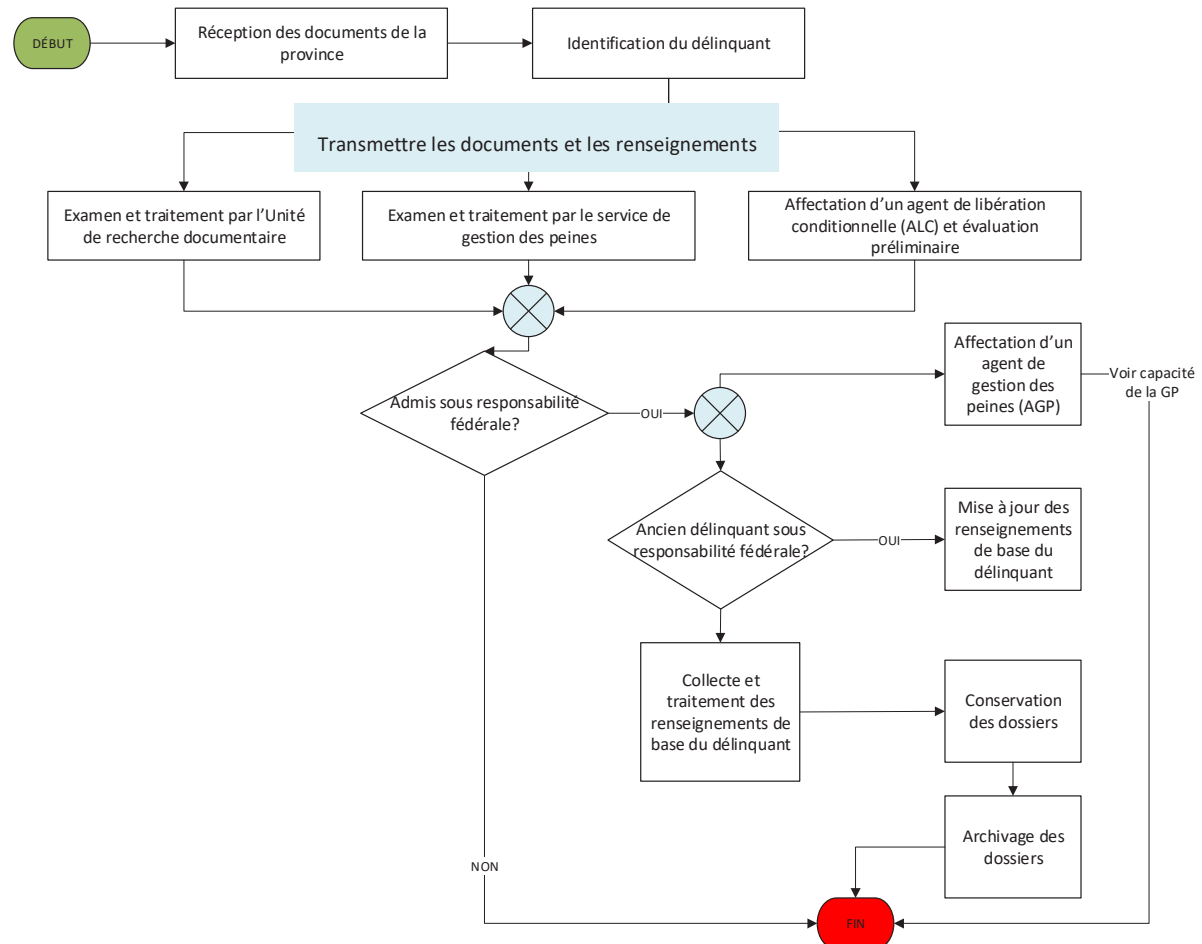
Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Les données sur l’identité (renseignements de base), par exemple les renseignements personnels du délinquant (date de naissance, sexe, genre, etc.), les empreintes digitales, les justificatifs d’identité (photos, caractéristiques physiques comme les tatouages ou les traits du visage, documents personnels ou d’identité, etc.);
- Les renseignements sur le profil criminel, y compris les antécédents criminels, etc.;
- Informations importantes pour la prise en charge du délinquant et des autres délinquants pendant son incarcération, telles que les besoins et préoccupations spécifiques (sécurité, suicide, etc.), l’appartenance à un groupe criminel ou à un gang, et autres considérations.

Ces renseignements sont utilisés pour constituer le dossier de cas d’un délinquant, ce qui est essentiel dans la gestion globale du délinquant.

2.2. Aperçu du processus opérationnel actuel

Flux de travail général :



Aperçu du processus opérationnel

- Le processus commence quand un délinquant reçoit une peine de ressort provincial et que la peine indique qu’il relève de la compétence fédérale.
- Le SCC reçoit les documents de la province. Les documents peuvent être reçus en version papier, par télécopie ou par courriel, et comprennent les documents de la cour, les dossiers de la police, etc. Les renseignements reçus servent à identifier le délinquant. Si le délinquant n’existe pas déjà dans le système, un nouveau dossier du délinquant est créé.
- Un récent protocole d’entente (PE) avec les provinces permettra bientôt au SCC de recevoir des versions électroniques de tous les documents envoyés par la province, l’intention étant de remplacer complètement le processus papier, à quelques exceptions près. Chaque province et le SCC établiront un lien afin que les fichiers et les documents puissent être transférés directement au SCC pour qu’il les récupère.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- L’information est distribuée à l’Unité de recherche documentaire et aux agents de la gestion des peines (GP), ou récupérée par ces derniers, et un agent de libération conditionnelle (ALC) est affecté au dossier.
 - **Unité de recherche documentaire** : Elle examine et traite les documents reçus. Les documents sont numérisés, classés et enregistrés dans le Module de gestion de l’information de la police et de la cour. Si des lacunes sont relevées ou si des documents manquent, ils sont demandés à la province à des fins de traitement.
 - **ALC dans la collectivité** : Il utilise l’information pour l’évaluation préliminaire.
- **Agent de gestion des peines (AGP)** :
 - S’assure que les renseignements de base du délinquant sont saisis et mis à jour dans le système (conformément à l’article 13 de la DC 703); l’enregistrement et la tenue à jour des renseignements essentiels sur l’identité des délinquants relèvent de la GP.
 - Décide si le délinquant sera admis sous responsabilité fédérale.
 - Si OUI : Le cas est assigné à la GP (*voir Capacité de gestion des peines pour un aperçu du processus et des exigences*)
 - Si NON : la collecte des données sur le profil cesse.
 - * Les données sur le profil sont également recueillies pour les délinquants qui ne seront peut-être jamais admis sous responsabilité fédérale, mais qui sont toujours gérés par le SCC.
 - Les renseignements généraux des délinquants qui ont déjà été sous responsabilité fédérale sont récupérés, probablement dans les archives (numériques ou papier). Les renseignements sont mis à jour, y compris les données sur le profil, les renseignements sur les facteurs de risque, les antécédents personnels, les antécédents criminels, les renseignements sur les victimes et tout autre renseignement pertinent.
 - Par ailleurs, les renseignements qui suivent sont également saisis : les données sur le profil, les facteurs de risque liés à la sécurité, les antécédents de peine, les antécédents personnels, les antécédents criminels, les renseignements sur les victimes et tout autre renseignement pertinent.
 - Les renseignements sur le profil sont mis à jour au fur et à mesure que de nouveaux détails sur le délinquant deviennent disponibles. Les dossiers des anciens délinquants sont archivés.

2.3. Énoncé du problème ou de la possibilité

Les renseignements concernant un délinquant peuvent changer. Les processus actuels utilisés pour revalider ou mettre à jour les renseignements généraux clés après la première admission du délinquant sont manuels, complexes et redondants, et des erreurs humaines potentielles dans la saisie des données sont possibles. De plus, des renseignements à l’appui importants, par exemple sur la disponibilité des interventions pour soutenir le délinquant, et les autres composantes des antécédents sociaux des délinquants, ne sont pas bien

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

intégrés dans le processus global. Cela réduit l’efficacité de la planification de la peine, la capacité des plans d’action spécialisés de répondre aux besoins uniques de chaque délinquant est moins qu’optimale.

2.4. Situation future

Le SCC cherche à moderniser et à améliorer la fonction de gestion des profils afin de s’assurer que les renseignements sur un délinquant sont saisis à l’avance de manière à faciliter la gestion continue des délinquants, par exemple, pendant la détermination de la peine et les évaluations. À l’avenir, la gestion des profils devrait assurer :

- Établir un processus pour revalider ou mettre à jour les renseignements de base et les facteurs spécifiques à un cas à mesure de leur réception depuis diverses sources de renseignements;
- Améliorer la visibilité, le traitement et l’examen rapide des facteurs pertinents pour le cas du délinquant de façon que les agents de libération conditionnelle soient au courant de ces facteurs et puissent les intégrer plus rapidement dans leur analyse, leur planification et leur prise de décision d’une manière claire, transparente et structurée;
- Améliorer la présentation et l’affichage des renseignements de façon que les utilisateurs puissent facilement trouver, mettre à jour ou comprendre l’état des renseignements sur le profil concernant un des délinquants ou un certain nombre des délinquants qui constituent la charge de travail d’un ou de plusieurs employés du SCC.

2.5. Résultats opérationnels visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d’obtenir de meilleurs résultats au chapitre de l’efficacité accrue, de l’efficacité améliorée et de la flexibilité. Les résultats spécifiques comprennent ce qui suit :

11. Amélioration de l’actualité et de l’exactitude des renseignements de bases utilisés pour assurer la gestion des cas et la planification des délinquants ainsi que la qualité des plans de réinsertion sociale et de réadaptation de chaque délinquant;
12. la modernisation du flux d’informations et la disponibilité des données qui permettront une gestion plus efficace des dossiers.

2.6. Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

2.7. Sources

Liens publics pour consulter la politique : DC 705-1 – Évaluations préliminaires et évaluations communautaires postsentencielles	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/705-1-cd-fra.shtml
---	---

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC)</i>	<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC), articles 3, 3.1, 4, 23, 24, 81 et 84</i>
---	---

3. DOCUMENTATION DES CAS

3.1 Situation actuelle

La documentation relative à un délinquant est essentielle pour une gestion efficace de ce délinquant, par exemple pour créer le dossier de cas du délinquant, autoriser son placement en détention et appliquer une peine. Cette documentation est généralement fournie au SCC sous forme de dossiers de la cour ou de rapports de police ou dans d’autres formats tels que la loi en vigueur l’exige au moment de la condamnation. De plus, dans le cadre de la gestion d’un délinquant au SCC, un grand nombre d’informations sur chaque délinquant figurent dans divers documents (rapports de renvoi, dossiers de décision, plans correctionnels et stratégies communautaires), souvent créés à partir de données qui se trouvent dans le SGD actuel. Tous ces documents doivent être conservés une fois créés, et être gérés conformément aux pratiques de gestion de l’information du SCC.

En améliorant la numérisation et la gestion des documents créés à l’interne et à l’externe, et en veillant à ce que les données saisies liées à ces documents soient mieux structurées, une solution moderne devrait permettre de réduire le fardeau lié à la gestion des documents et d’améliorer la capacité du SCC à créer des rapports en temps voulu. Ces améliorations devraient également faciliter l’analyse, la recherche ou l’utilisation des informations à l’appui d’une série de décisions, contribuant ainsi à garantir que le SCC respecte les conditions de toute peine.

3.2 Énoncé du problème ou de la possibilité

Actuellement, le SCC doit gérer un certain nombre de documents externes et internes relatifs au cas d’un délinquant pour s’assurer que les documents clés sont répertoriés et rapidement accessibles. Bien qu’il existe quelques cas où le SCC saisit des informations (par exemple, un dossier de cas ou une note au dossier) de manière plus structurée, les informations contenues dans ces dossiers sont relativement inaccessibles sans une analyse et un examen approfondis. Cela devient inefficace pour déterminer les progrès des délinquants et limite l’utilité de ces informations pour soutenir toute recherche, évaluation, vérification ou surveillance structurée. La modernisation du SGD offre au SCC l’occasion de mieux gérer la documentation associée au dossier d’un délinquant, en rationalisant le traitement de l’information aux premières étapes et en simplifiant la création des documents nécessaires pour appuyer la prise de décisions, les griefs, les placements ou les mises en liberté des délinquants.

3.3 Situation future

À l’avenir, la solution fournira une approche remaniée de la réception, de la création et de la gestion de la documentation associée à un dossier de délinquant qui soutient l’utilisation de données plus structurées ou dérivées du SGD moderne. À l’avenir, les documents seront disponibles en tant que sources de référence ou pourront être créés électroniquement, accessibles par les personnes ayant le niveau de sécurité approprié et l’accès approprié à tout moment pendant qu’un délinquant est sous la garde ou la surveillance du SCC. En outre, les versions des documents seront créées et gérées de façon à s’assurer qu’elles sont accessibles et que la source de tout changement puisse être déterminée.

3.4 Résultats opérationnels visés

La documentation des cas permet de s'assurer que l'information nécessaire pour bien gérer un délinquant tout au long de sa peine est accessible. La solution améliorera l'efficacité, augmentera l'efficacité et renforcera la flexibilité, par exemple par :

1. l'amélioration de l'efficacité de la gestion des délinquants en fournissant un accès simplifié et sécurisé aux documents associés au dossier d'un délinquant;
2. le soutien à l'amélioration de l'efficacité en augmentant la capacité du SCC à gérer la documentation des cas des délinquants et en aidant au suivi des progrès, aux décisions et à l'analyse de la documentation;
3. l'amélioration de l'efficacité de la gestion des documents elle-même, en veillant à ce que les règles de gestion relatives à la conservation, à la sécurité et à l'accessibilité soient appliquées de manière cohérente, en adaptant les informations conservées et la structure des informations sur la base de considérations relatives aux coûts et aux avantages de la documentation concernant des délinquants.

3.5 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l'appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

3.6 Sources

Vérification interne, mars 2018	Recommandation 3 : Le commissaire adjoint, Opérations et programmes correctionnels, et le directeur adjoint, Services de santé, doivent établir et mettre en œuvre un plan de surveillance et d'établissement de rapports pour la gestion de situations qui comporte des indicateurs de rendement clés et des exigences en matière de surveillance des renseignements et d'établissement de rapports connexes.
Vérificateur général du Canada, Rapport 6, printemps 2015	<p>Le SCC devrait étudier les raisons de l'augmentation observée du nombre de cas de renonciation et de report des audiences de libération conditionnelle, particulièrement chez les délinquants évalués comme présentant un faible risque. Le SCC devrait évaluer les risques liés au fait que des délinquants libérés passent directement d'un établissement correctionnel à sécurité moyenne ou maximale à la collectivité.</p> <p>Le SCC devrait préciser quels documents sont nécessaires pour assurer l'intégrité de l'évaluation initiale. Le SCC devrait renforcer les contrôles en place pour s'assurer qu'on met à jour le plan correctionnel.</p>

4. GESTION DE LA PEINE DES DÉLINQUANTS

4.1 Aperçu de la capacité

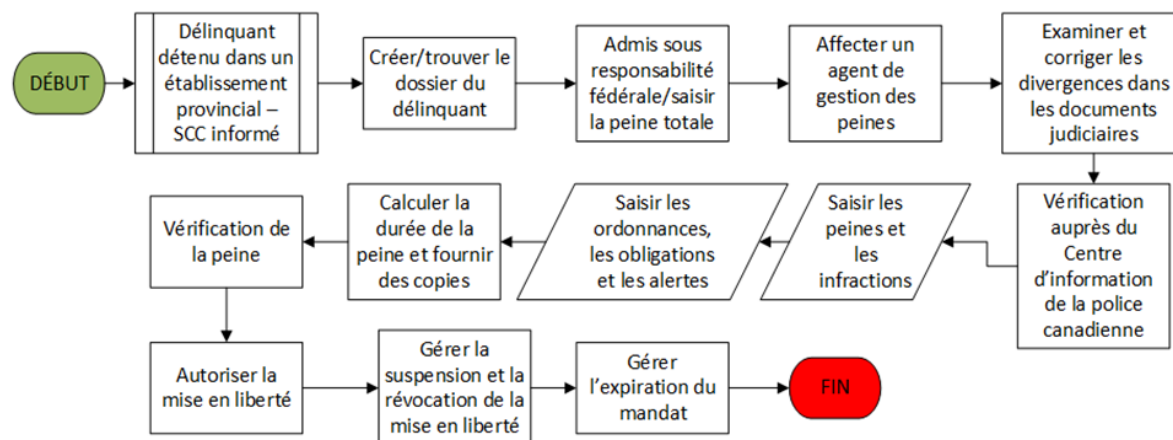
La gestion des peines renvoie à la gestion et à la structuration des peines des délinquants conformément à la loi pour administrer les peines infligées par les tribunaux. Au Canada, le système fédéral, appelé SCC, est responsable des délinquants purgeant des peines de deux ans ou plus.

L'équipe de gestion des peines examine et analyse les peines imposées par la cour et d'autres renseignements connexes. Elle confirme que les peines et les ordonnances imposées par la cour sont conformes au *Code criminel* et à d'autres lois. Cela garantit que l'admission de tous les délinquants dans un établissement géré par le SCC ou leur mise en liberté se fait dans le respect des lois canadiennes en vigueur.

Le processus de gestion des peines comprend la collecte, l'analyse et la recherche des renseignements requis pour structurer le déroulement de la peine et les dates d'admissibilité à la mise en liberté sous condition. Lorsque des peines supplémentaires sont imposées par la cour, il faut examiner la structure de la peine et la remanier au besoin.

4.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Flux de travail général :



Aperçu du processus opérationnel

- Le processus de gestion des peines (GP) commence à la réception d'une notification selon laquelle le délinquant se trouve dans un établissement provincial. Le personnel du SCC crée le dossier du délinquant (ou utilise un dossier existant) et saisit les renseignements nécessaires. Le personnel de la GP vérifie les documents, admet le délinquant sous responsabilité fédérale et saisit la peine totale dans le système.
- Une fois qu'il a été confirmé que le cas relève de la compétence fédérale, il est assigné à un agent de gestion des peines (AGP), qui gérera le cas tout au long de son cycle de vie.
- Une fois le délinquant adulte admis dans un établissement du SCC, l'équipe vérifie le statut de citoyenneté du délinquant et confirme si ce dernier a un double statut afin cerner les besoins physiques en détention. Les documents du tribunal sont examinés, et toute divergence est traitée.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- La peine et les infractions sont saisies ainsi que les ordonnances, les obligations et les étiquettes qui saisissent les informations supplémentaires fournies au SCC par le tribunal et qui doivent être prises en compte.
- La peine globale est construite et les dates de fin de peine et d’admissibilité sont calculées. Les informations sont saisies dans le SGD à l’intention du SCC et de la Commission des libérations conditionnelles du Canada, puis transmises au délinquant.
- Au plus tôt, les peines font l’objet d’un examen six mois après que le délinquant a reçu sa peine initiale. Les examens permettent de confirmer l’exactitude des données recueillies et de relever les informations manquantes et les erreurs.
- Le personnel de la gestion des peines autorise la mise en liberté (sauf pour les permissions de sortir avec escorte et sans escorte). La GP doit surveiller le cas du délinquant à l’approche de la libération de ce dernier afin de s’assurer que le délinquant est admissible et qu’il n’est pas gardé au-delà de la date à laquelle le SCC est également obligé de le libérer.
- La GP ne sera pas tenue de gérer la suspension et la révocation de tous les cas, mais elle devra s’en charger si elles se produisent après la libération.
- L’achèvement de la peine du délinquant nécessite une autorisation de mise en liberté et l’archivage des dossiers numériques du délinquant. Cette mesure pourrait être combinée à la gestion de l’ordonnance de surveillance à long terme et à l’enregistrement de l’expiration de la peine. Indépendamment de la façon dont la peine du délinquant se termine, la GP doit gérer ou autoriser sa fin.

4.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

En avril 2015, on a amélioré le modèle opérationnel de gestion des peines et adopté une approche axée sur la charge de travail. Cette approche a permis d’élargir le rayon d’action des agents de gestion des peines, qui va au-delà de leur établissement et s’étend à la répartition régionale des cas. L’approche axée sur la charge de travail a entraîné une circulation considérable des dossiers entre les établissements et a créé un fardeau administratif imprévu pour les services administratifs responsables du transfert de dossiers.

En 2018, le Secteur de la vérification interne du SCC a publié un rapport selon lequel l’échantillon testé avait commis des erreurs dans 2 des 49 dossiers de délinquants notoires examinés. Les vérificateurs ont recommandé que le SCC améliore son administration du calcul des peines de la façon suivante :

13. en examinant les pratiques existantes de gestion des dossiers pour augmenter son efficacité;
14. en améliorant la fonctionnalité du système afin de mieux soutenir la saisie, l’analyse et la surveillance des données;
15. en favorisant l’élaboration d’outils automatisés pour appuyer le calcul des peines.

4.4 Situation future

À l’avenir, la solution offrira une capacité de gestion des peines souple et précise qui permettra une plus grande automatisation du calcul des peines, facilitera la mise à jour des processus, les examens et les mesures

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

d’assurance de la qualité, et favorisera la mise en liberté en temps opportun des délinquants dans la collectivité. Les améliorations spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

- L’évolution de l’établissement de la peine à l’aide de processus de système automatisés pour réduire la saisie manuelle des informations relatives à la peine et au calcul de la date d’admissibilité;
- Les dossiers électroniques du délinquant permettent de simplifier et de renouveler les fonctions de vérification et de rendre la documentation facilement accessible;
- Les calculs des peines, y compris toute modification apportée à la peine, doivent être étayés par des références à la documentation relative à la peine et à la législation ou à la réglementation en vigueur au moment de rendre la peine.

4.5 Résultats opérationnels visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d’atteindre les objectifs d’efficience, d’efficacité et de flexibilité accrues. Les résultats précis comprennent ce qui suit :

- Calculer les peines dans le système pour alléger les activités « du bureau ».
- Créer un système efficace de rappel (BF) pour la gestion des peines.
- Établir des codes d’infractions conformes au *Code criminel* et à d’autres lois, en permettant des mises à jour périodiques de ces codes.
- Saisir les données relatives aux peines de manière simple et efficace.

4.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

4.7 Sources

Liens publics vers la politique DC 703 Gestion des peines	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/703-cd-fra.shtml
Secteur de la vérification interne, Examen de la gestion des peines, 2019	Améliorer la fonctionnalité du système afin de mieux soutenir la saisie des données, l’analyse et la surveillance; favoriser l’élaboration des outils automatisés pour appuyer le calcul des peines.

5. GESTION DES ÉVALUATIONS DES DÉLINQUANTS

5.1 Aperçu de la capacité

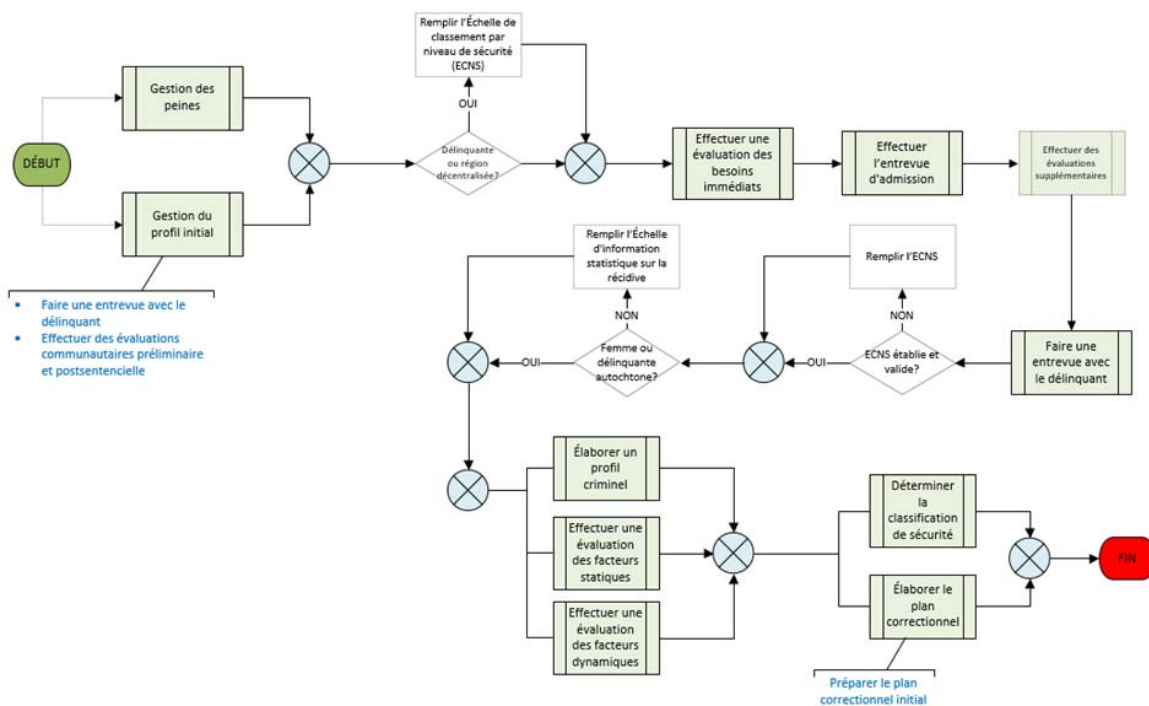
Le SCC recueille de l’information au sujet d’un délinquant dès le prononcé de la peine et tout au long de la peine, jusqu’à la fin de celle-ci (date d’expiration du mandat [DEM]) ou à l’échéance de l’ordonnance de

surveillance de longue durée. À l'admission, le SCC rassemble et vérifie les documents fournis par les tribunaux, la police et l'autorité qui détermine la peine.

Des renseignements sont recueillis pour appuyer l'évaluation du risque que pose le délinquant et des besoins de celui-ci. Le SCC utilise un ensemble d'outils d'évaluation normalisés tels que l'échelle de classement par niveau de sécurité pour appliquer les évaluations des facteurs de risque statiques¹ et dynamiques². Les évaluations sont également utilisées pour éclairer les décisions de placement, pour comprendre les progrès d'un délinquant dans l'atteinte des objectifs correctionnels, pour faciliter les décisions, notamment en ce qui concerne les libérations ou les absences, et pour déterminer quels programmes ou interventions peuvent être appliqués pour réduire le risque que le délinquant récidive à la fin de sa peine.

5.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Flux de travail général :



Aperçu des processus opérationnels

Le processus commence pendant la procédure d'évaluation initiale et après l'admission en détention. Le SCC interroge le délinquant pour recueillir les informations requises, et les évaluations commencent. En parallèle, des procédures de gestion des peines sont en place pour vérifier les admissions, calculer la date

¹ <https://www.csc-scc.gc.ca/acts-and-regulations/705-6-cd-fr.shtml#6>

² <https://www.csc-scc.gc.ca/acts-and-regulations/705-6-cd-fr.shtml#2.6>

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

d’admissibilité à la libération conditionnelle et d’autres dates clés, et traiter toute question relative à l’administration de la peine.

Au cours du processus d’admission, les tâches suivantes sont effectuées :

- Évaluations communautaires préliminaire et postsentencielle afin de déterminer les activités qui doivent être menées et les exigences après le prononcé d’une peine de ressort fédéral.
- L’échelle de classement par niveau de sécurité (ECNS) pour déterminer la classification de sécurité lors de l’admission en détention. Remarque : pour mettre à jour l’ECNS, on utilise l’Échelle de réévaluation de la cote de sécurité (pour les hommes) et l’échelle de réévaluation du niveau de sécurité pour les délinquantes (pour les femmes).
- Une évaluation des besoins immédiats est effectuée pour déterminer les besoins immédiats du délinquant lors de son admission et pour fournir des normes pour l’entrevue d’admission.
- Des évaluations complémentaires sont menées si nécessaire afin de fournir des informations supplémentaires sur chaque facteur de risque dynamique. Ces évaluations peuvent comprendre :
 - Évaluation de la santé mentale et dépistage des troubles mentaux;
 - Rapport d’évaluation des risques psychologiques/psychiatriques;
 - Évaluation de la toxicomanie (QIT);
 - Évaluation de l’employabilité à l’évaluation initiale;
 - Évaluation du risque de violence familiale;
 - Évaluation des délinquants sexuels;
 - Évaluation par les Aînés.
- L’Échelle d’information statistique sur la récidive (ISR) est un outil statistique permettant de prédire la récidive des délinquants libérés des établissements canadiens et constitue une composante des activités de décision prélibératoire. Elle est utilisée uniquement pour les délinquants sous responsabilité fédérale qui ne font pas partie du continuum de soins. Les Autochtones, les délinquantes et les délinquants sous responsabilité provinciale sont exclus du champ d’application de l’Échelle d’ISR.
- L’évaluation des facteurs statiques est une évaluation structurée se fondant sur le jugement professionnel conçue pour aider le personnel à déterminer le niveau d’intervention approprié pour les délinquants.
- Le rapport d’évaluation de l’Instrument de définition et d’analyse des facteurs dynamiques révisé (IDAFD-R) est le principal instrument d’évaluation des facteurs dynamiques lors de l’admission d’un délinquant dans un établissement fédéral. Sa principale fonction est de déterminer et de hiérarchiser les besoins liés aux facteurs criminogènes.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Les informations obtenues à partir des évaluations et des entrevues sont utilisées pour élaborer le profil criminel, le plan correctionnel et la cote de sécurité.

5.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

Compte tenu du recours à la documentation plutôt qu’à l’information structurée, le processus d’évaluation visant à soutenir les placements appropriés et la planification des interventions qui permettent de réduire les récidives et les risques pour la sécurité publique sont complexes et exigent beaucoup de travail. Il n’y a pas assez de données structurées pour réaliser les évaluations ou réévaluer les progrès réalisés par le délinquant après son admission. La qualité des évaluations varie par conséquent en fonction de la difficulté à accéder rapidement aux informations clés ou des préjugés possibles de l’évaluateur (par exemple, évaluations prudentes en cas d’informations incomplètes). De plus, il y a peu de données sur l’intégrité des programmes pouvant soutenir une analyse de la mesure dans laquelle les interventions, les services et les activités aident le délinquant à réintégrer la société en tant que citoyen respectueux des lois.

5.4 Situation future

En ce qui concerne les évaluations, le SCC cherche à redéfinir les processus opérationnels en s’appuyant sur des technologies novatrices qui garantissent la simplification et la structuration des données d’évaluation et favorisent la cohérence dans l’application des différents outils d’évaluation selon un ensemble de règles opérationnelles. Le SCC se concentre sur la satisfaction de ses besoins opérationnels fondamentaux, qui permettent de soutenir un processus simplifié et structuré pour la conduite des évaluations des facteurs de risque statiques et dynamiques, par exemple :

- en fournissant un système plus structuré dans lequel le personnel du SCC a un meilleur accès aux données et aux informations dont il a besoin pour effectuer des évaluations;
- en préremplissant les évaluations ou en automatisant la réalisation des évaluations initiales pour mieux consigner les interventions et les activités de planification des cas, tout en adaptant les facteurs et en tenant compte du caractère unique de chaque délinquant;
- en s’assurant que l’information nécessaire pour effectuer les évaluations est accessible plus rapidement et est structurée de manière à permettre des évaluations uniformes par le personnel du SCC.

5.5 Résultats opérationnels visés

Étant donné que les évaluations sont essentielles aux placements, aux interventions et à la planification des cas, une solution transformationnelle permettra d’améliorer l’efficacité, la flexibilité et l’efficience, par exemple en :

1. Simplifiant le processus d’évaluation à l’admission, ce qui permet d’effectuer l’évaluation de facteurs spécifique en s’appuyant sur les données et les informations qui ont pu être saisies lors de l’établissement initial du profil et de la gestion de la peine.
2. Améliorant la flexibilité du processus d’évaluation des facteurs de risque dynamiques pour aider, tout au long de la détention du délinquant au SCC, à déterminer son niveau de risque et ses progrès relativement à sa réinsertion sociale.

3. Assurant le suivi des indicateurs liés à l’intégrité du programme pour l’ensemble des programmes, des interventions, des services et des activités du SCC afin de mieux déterminer leur contribution à la réinsertion sociale et à la réadaptation.
4. Réduisant le temps et les efforts nécessaires pour effectuer les évaluations.

5.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

5.7 Sources

Vérificateur général du Canada, Rapport 6, automne 2018	Veiller à ce que les agents de libération conditionnelle surveillent les délinquants aussi souvent que les normes l’exigent et surveillent les conditions spéciales imposées par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Il est nécessaire de renforcer le contrôle de la conformité au moyen de son système intégré de rapport actuel.
Vérificateur général du Canada, Rapport 5, automne 2017	Le SCC devrait trouver des moyens d’améliorer le classement initial de sécurité des femmes. Les dérogations aux recommandations devraient être surveillées.
Vérificateur général du Canada, Rapport 3, automne 2016	Le SCC devrait veiller à ce que les délinquants autochtones soient évalués en vue d’une réduction possible du niveau de sécurité à la suite d’un événement marquant (p. ex. la réussite d’un programme correctionnel) afin de favoriser la réinsertion sociale. Le SCC devrait étudier la mesure dans laquelle les initiatives des Sentiers autochtones et les pavillons de ressourcement contribuent à une mise en liberté en temps opportun des détenus autochtones et au succès de leur réinsertion sociale.
Vérificateur général du Canada, Rapport 6, printemps 2015	Le SCC devrait étudier les raisons de l’augmentation observée du nombre de cas de renonciation et de report des audiences de libération conditionnelle, particulièrement chez les délinquants évalués comme présentant un faible risque. Le SCC devrait évaluer les risques liés au fait que des délinquants libérés passent directement d’un établissement correctionnel à sécurité moyenne ou maximale à la collectivité. Le SCC devrait préciser quels documents sont nécessaires pour assurer l’intégrité de l’évaluation initiale. Le SCC devrait renforcer

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	les contrôles en place pour s’assurer qu’on met à jour le plan correctionnel.
Rapport d’évaluation des Services de santé du SCC, dossier n° 394-2-96, mars 2017	Recommandation. Accroître l’efficacité des processus d’évaluation initiale liés à la santé. Recueillir des données sur les délais d’attente pour ceux qui veulent accéder à certains services non urgents de spécialistes et mettre en place des stratégies quand les délais d’attente observés dépassent les normes canadiennes en vigueur.
<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC)</i>	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-44.6/page-3.html Par exemple, voir les articles 23 et 28.

6. PLACEMENTS ET TRANSFÈREMENTS DES DÉLINQUANTS

6.1 Aperçu de la capacité

Une fois qu’un délinquant est admis en détention, il est placé dans un établissement en fonction du niveau de sécurité évalué. Les délinquants peuvent être transférés d’un établissement à un autre si les évaluations de niveau changent, par exemple, dans le cas où il y a un incident lié à la sécurité impliquant le délinquant ou si le SCC décide que les activités associées au plan correctionnel d’un délinquant peuvent être mieux gérées dans un autre établissement. Les délinquants peuvent être transférés pour diverses autres raisons, par exemple :

- présence aux audiences du tribunal;
- situations d’urgence entraînant le besoin immédiat de transférer un délinquant;
- transfèrement vers un centre de traitement du SCC pour répondre à des besoins en santé physique ou mentale;
- transfèvements vers un pavillon de ressourcement;
- transfèvements internationaux, par exemple, quand un délinquant est expulsé;
- transfèrement nécessaire pour soutenir la mise en liberté sous condition.

Dans le cadre des placements et des transfèvements des délinquants, le SCC doit :

- 1) Gérer efficacement les populations carcérales en offrant un environnement correspondant aux besoins en matière de sécurité de chaque délinquant.
- 2) Faciliter la participation des détenus aux programmes correctionnels et aux autres interventions prévus dans leur Plan correctionnel.

Le SCC gère les populations carcérales en fonction de leur niveau de sécurité, de leur accès aux programmes et de leur proximité avec les soutiens communautaires, entre autres facteurs. Tous les transfère­ments sont actuellement gérés à l'aide du SGD, qui permet d'assurer le suivi du lieu où se trouve un délinquant et de ses effets personnels et de fournir les renseignements importants sur le transfère­ment, par exemple, une séance d'information sur la sécurité.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

détenus dont la libération conditionnelle a été révoquée, s’il existe un centre de détention provisoire (détenus provisoires).

Placement pénitentiaire

- Les résultats de l’évaluation initiale, ainsi que la prise en compte d’autres facteurs, permettent de formuler des recommandations en matière de placement pénitentiaire. Ces facteurs comprennent notamment les suivants :
 - niveau de sécurité du délinquant;
 - affiliations à des groupes qui constituent une menace pour la sécurité;
 - disponibilité des programmes correctionnels et des autres interventions;
 - condamnations pour terrorisme;
 - déclaration de délinquant dangereux;
 - soutien communautaire et familial.
- Une fois le placement pénitentiaire approuvé, le délinquant est transféré de l’unité d’évaluation initiale à l’établissement désigné.
- Les transfèrements peuvent avoir lieu pour plusieurs raisons. Ils peuvent être demandés par les détenus pour différentes raisons comme le soutien communautaire et familial. Ils peuvent également être recommandés afin que le détenu bénéficie de programmes ou d’interventions, ou à des fins de traitement médical dans un centre de traitement du SCC. Un transfèrement d’urgence peut également être nécessaire à la suite d’un incident s’il y a une menace immédiate pour la sûreté et la sécurité.
- La plupart des scénarios de transfèrement nécessitent une documentation spécifique, des examens et des approbations; toutefois, les règles administratives peuvent varier selon la situation.
- Avant un transfèrement, l’établissement d’origine prépare tous les documents requis, et des informations sont préparées pour l’unité de réception. La nécessité de notifier les victimes ou d’échanger des informations concernant les délinquants notoires est prise en considération.
 - Les informations nécessaires et les évaluations en vue d’une décision sont définies par le type de transfèrement proposé et les règles administratives connexes.
- Selon la raison du transfèrement, et conformément à la politique, les informations sur les circonstances du transfèrement sont communiquées au délinquant. Dans certains cas, le délinquant peut présenter une réfutation à l’égard du transfèrement. Les réfutations sont examinées et tranchées par l’autorité responsable.
- Si nécessaire, l’établissement d’accueil effectue tous les examens et toutes les évaluations conformément à la politique.

6.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

Lorsqu’il place un délinquant, le SCC n’est pas facilement en mesure de déterminer quels programmes sont disponibles à d’autres endroits. Actuellement, le placement dans une cellule au sein d’un établissement est en grande partie déterminé par un jugement professionnel structuré.

Les procédures administratives actuellement en vigueur pour faire le suivi des places dans les ressources de logement, pour favoriser une bonne planification et pour repérer les lacunes dans les relations avec les fournisseurs de logements actuels et éventuels sont inefficaces, exigeantes en main-d’œuvre et insuffisantes pour soutenir la planification à moyen et à long termes. Le SCC a mis au point un Système de gestion du logement des délinquants qui permettra de recueillir de façon efficace des données utiles sur le logement des délinquants, par exemple l’utilisation des places, le taux d’occupation et le profil des délinquants dans les établissements et dans la collectivité.

Il serait également possible d’améliorer ces processus si l’on avait accès à des informations à jour, si l’on pouvait tirer parti de l’apprentissage machine et si l’on disposait de meilleurs renseignements pour l’attribution des cellules (p. ex. en prenant en compte les affiliations à des gangs ou les besoins médicaux au moment d’attribuer les places). Ces améliorations peuvent contribuer à la réduction d’un certain nombre d’incidents qui surviennent chaque année dans les pénitenciers du SCC.

6.4 Situation future

À l’avenir, un processus remanié de placements et de transfèrements, facilité par la solution, fournira un système plus intuitif grâce auquel un agent de libération conditionnelle peut voir les endroits (établissements et cellules) les plus adaptés au niveau de risque et de besoins et aux besoins en matière de programmes du délinquant afin que celui-ci puisse accéder rapidement aux programmes de base tout en assurant la sûreté et la sécurité de l’établissement. La solution facilitera la présentation des renseignements nécessaires pour soutenir les transfèrements.

6.5 Résultats opérationnels visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d’atteindre les objectifs d’efficience, d’efficacité et de flexibilité accrues. Les résultats précis comprennent les suivants :

- Une création et un suivi simplifiés des transfèrements des délinquants, y compris la création de trousseaux d’information associées au délinquant pour gérer les risques pour la sécurité et transférer les dossiers des délinquants d’un établissement à un autre.
- Un nombre accru de délinquants qui terminent leurs programmes avant la date de leur admissibilité à la semi-liberté grâce à une meilleure harmonisation entre le placement du délinquant et ses besoins en matière de programme de base.
- Une utilisation judicieuse de l’apprentissage machine concernant les placements en cellule pour améliorer la flexibilité et aider à la réduction des incidents en établissement.

6.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l'appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

6.7 Sources

Liens publics vers la politique DC 705-7 Cote de sécurité et placement pénitentiaire	DC 705-7 https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/705-7-cd-fra.shtml
DC 710-2 Transfèrement de détenus	https://www.csc-scc.gc.ca/acts-and-regulations/710-2-cd-fr.shtml
DC 710-6 Réévaluation de la cote de sécurité des détenus	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/710-6-cd-fra.shtml
<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-44.6/index.html (articles 3, 3.1, 4, 28 – 34 et 96)
<i>Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>	https://laws.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-92-620/page-1.html articles 4

7. GESTION DES EFFETS PERSONNELS

7.1 Aperçu de la capacité

Le *Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (RSCMLC) prévoit que le SCC prend toutes les mesures utiles pour garantir que les effets personnels que le détenu est autorisé à apporter et à garder dans le pénitencier soient protégés contre la perte et les dommages. Il y a des limites quant au type d'articles personnels (type et valeur) qu'un délinquant peut conserver pendant sa détention, et le détenu peut acheter des articles approuvés pendant sa détention. Les effets personnels autorisés sont transférés avec le délinquant, quand il est transféré.

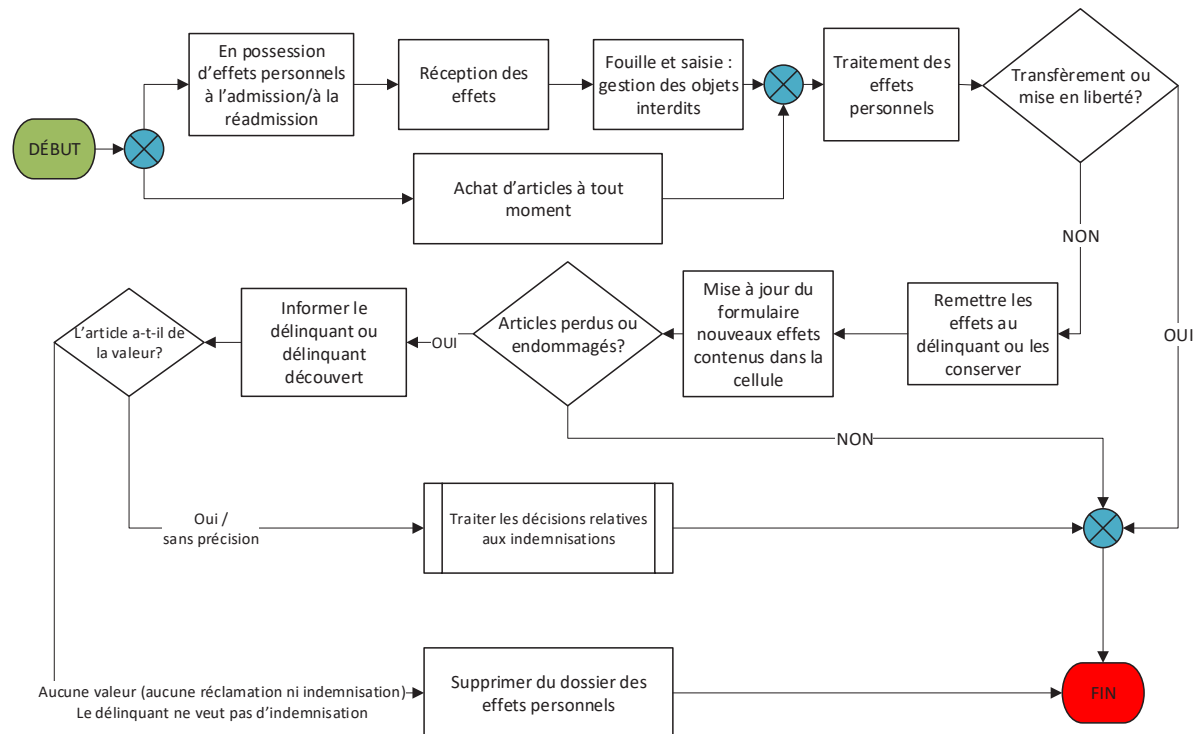
La gestion des effets personnels que possède un délinquant incarcéré est un processus sur papier, et le personnel doit s'assurer que les délinquants n'ont pas d'articles non autorisés en leur possession. Actuellement, les détenus sont tenus d'avoir une copie papier de la liste de leurs effets autorisés affichée dans leur cellule, mais cette copie papier n'est pas toujours disponible.

Le SCC utilise actuellement une valeur limite en dollars parallèlement à une liste d'articles approuvés pour tous les niveaux de sécurité pour illustrer la structure des effets personnels autorisés au sein de ses

pénitenciers. Le système actuel permet de prendre des photos et de saisir les numéros de série et la valeur monétaire convenue de tous les articles entrant actuellement au SCC.

7.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Flux de travail général :



Aperçu du processus opérationnel

- Le processus commence quand un délinquant arrive avec ses effets personnels au moment de son admission ou de sa réadmission.
 - Si le délinquant reçoit des effets personnels dans les 30 jours qui suivent son admission, le SCC peut prolonger la réception des effets. Les effets reçus sont enregistrés et font l'objet d'une fouille. Si des objets interdits sont trouvés, le processus de fouille et de saisie est mis en œuvre. Autrement, le colis est scellé et transféré au service d'admission et de libération.
 - Après la période de 30 jours, un délinquant peut acheter des effets personnels à tout moment à partir d'un catalogue approuvé.
- Tous les effets personnels sont traités et entreposés. Si le délinquant est autorisé à garder des effets personnels en sa possession, les effets personnels lui sont envoyés, sinon ils sont entreposés. Si les articles ne sont pas autorisés, ils sont retirés ou jetés.
 - Quand des articles passent de l'espace d'entreposage à la cellule, le relevé des effets personnels est mis à jour et le formulaire 514 relatif aux nouveaux contenus dans la cellule est rempli.
- Quand un article est perdu ou endommagé, sa valeur est réévaluée.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Pour les articles qui n’ont pas de valeur, ou pour lesquels le délinquant décide qu’il ne veut pas d’indemnisation, l’article est retiré du relevé des effets personnels.
- Si le délinquant demande à être indemnisé pour les articles dont la valeur est définie clairement ou non définie, le SCC examinera la demande. Si le SCC est d’accord, le délinquant est indemnisé et l’article est retiré du relevé des effets personnels. Si le SCC est en désaccord, la réclamation du délinquant contre l’État est traitée.
- Au moment où un délinquant est libéré ou transféré, l’agent d’admission et de libération vérifie ses effets au regard du relevé des effets personnels du détenu et remplit la section du Formulaire de sortie du détenu.

7.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

Même si l’application technologique actuelle du SCC relative aux effets personnels des délinquants permet de consigner et de photographier les effets personnels des délinquants, tous les effets ne sont pas correctement photographiés ou documentés de façon à aider le SCC à analyser les réclamations contre l’État. Le processus actuel est basé sur le papier, et les mises à jour aux principaux points de transition, comme le placement dans une unité d’intervention structurée (UIS) ou les transfèvements, exposent le SCC à des risques de réclamations contre la Couronne pour des biens volés ou endommagés.

Il est difficile d’assurer le suivi des articles pendant les fouilles et le nettoyage des cellules, puisque le module du système actuel est seulement accessible au personnel clé du SCC; les mesures d’adaptation concernant l’exemption d’effets personnels pour des besoins religieux ou médicaux contribuent également à cette difficulté. Quand le personnel effectue des nettoyages ou des fouilles de cellules, une copie papier est fournie pour faciliter la détection des articles non autorisés.

7.4 Situation future

Étant donné que la gestion des effets personnels concerne des articles physiques et que le SCC dispose d’un modèle mature pour leur gestion, le SCC recherche une solution modernisée qui favorise :

- Un processus simple et efficace pour consigner les effets personnels d’un délinquant et s’assurer que tous les effets sont comptabilisés;
- Une façon simple de déterminer que les effets personnels qui sont dans la cellule appartiennent au délinquant afin d’empêcher les échanges et les prêts, qui sont des infractions punissables. Cela facilitera également le traitement rapide des réclamations;
- Un processus plus flexible et facile à mettre à jour permettant au personnel d’évaluer les circonstances des réclamations contre l’État;
- Une manière plus fiable de savoir quels effets personnels un détenu avait en sa possession dans un précédent établissement pour aider au moment de retracer des articles dans le cas d’une réclamation liée à un transfèrement.

7.5 Résultats opérationnels visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d’atteindre des objectifs d’efficacité et de flexibilité accrues. Les résultats précis comprennent ce qui suit :

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Des méthodes efficaces et flexibles pour saisir et mettre à jour les renseignements relatifs aux effets personnels des délinquants;
- Une efficacité accrue dans le traitement des demandes des délinquants qui souhaitent commander, retirer ou remplacer des articles;
- Un processus amélioré, fiable et souple pour détecter les articles non autorisés;
- La numérisation du processus pour soutenir à la fois la validation des effets personnels par le personnel et une procédure de réclamation plus rapide pour les délinquants.

7.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

7.7 Sources

Liens publics vers la politique : DC 566-12 – Effets personnels des délinquants	https://www.csc-scc.gc.ca/politiques-et-lois/566-12-cd-fra.shtml
---	---

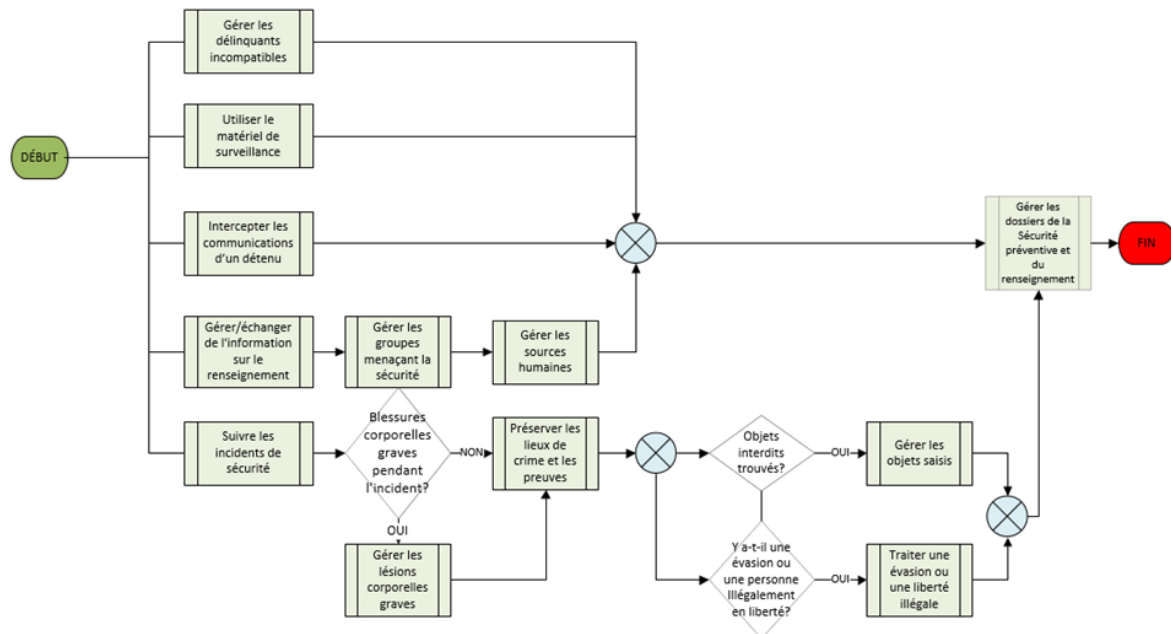
8. GESTION DE LA SÉCURITÉ ET DU RENSEIGNEMENT

8.1 Aperçu de la capacité

Le fondement même de la sécurité préventive est la collecte et la communication de renseignement et d’information de sécurité. Ces informations permettent à l’agent du renseignement de sécurité (ARS) de contribuer à la sécurité globale de l’établissement en informant et en guidant le personnel de sécurité et l’équipe de gestion des cas. Actuellement, l’information est principalement recueillie par le biais de rapports sur papier, et est distribuée oralement et sur des rapports papier, une partie de l’information étant enregistrée dans le SGD.

8.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Flux de travail général :



Aperçu du processus opérationnel

Le processus de la sécurité et du renseignement vise à instaurer une cohérence dans la collecte, le stockage, le regroupement, l'enregistrement, la déclaration et l'élimination de l'information et du renseignement de sécurité, par l'entremise des sous-processus suivants :

- Reconnaître et gérer les délinquants incompatibles, ceux qui présentent une menace pour le bien-être et la sécurité des autres délinquants, du personnel, du grand public ou des visiteurs.
- Utiliser du matériel de surveillance conformément aux politiques pour amasser du renseignement et protéger les personnes ainsi que les biens de l'État.
- Intercepter légalement les communications des délinquants (conversations téléphoniques, correspondance, échanges lors des visites).
- Recueillir, gérer et échanger du renseignement.
- Reconnaître et gérer les éventuels groupes, gangs, organisations ou autres associations formelles ou informelles comptant trois membres ou plus parmi les détenus/délinquants.
- Faire le suivi des incidents de sécurité pour s'assurer que l'information y liée soit consignée et rapportée fidèlement, en temps utile et de façon uniforme.
 - Ce qui précède comprend les cas de blessures graves.
 - Si un acte criminel a été commis, préserver les éléments de preuve sur place.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Gérer les articles saisis et la contrebande, le personnel prenant les mesures pertinentes pour saisir, préserver, confisquer, restituer et aliéner contrebande et autres articles non autorisés.
- Gérer les évasions potentielles et situations où des délinquants sont en cavale (p. ex. ne reviennent pas après une sortie sans escorte).
- Gérer l’emplacement, le contenu, le contrôle, l’acheminement et l’élimination des dossiers de renseignement et de sécurité préventive.

8.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

La redondance dans un processus basé sur le papier prévaut. En outre, étant donné le manque d’informations numériques, il existe des possibilités d’amélioration du point de vue du renseignement de sécurité préventive lorsque vous recueillez des informations plus structurées et que vous superposez un outil à des modèles de détection (apprentissage automatique/IA).

8.4 État futur

Une solution moderne permettra au SCC de remanier et de transformer son approche en matière de gestion de la sécurité et du renseignement en fournissant un processus plus fluide et plus structuré qui permet de consigner les renseignements sur la sécurité pertinente, d’éviter les doubles emplois et de soutenir l’utilisation de l’analytique avancée. Une solution moderne offrira également des innovations en matière de rapports et un meilleur aperçu des tendances ou des défis auxquels est confronté le SCC. Cela se fera par l’accès à des données plus structurées et l’application d’outils de renseignement modernes, d’intelligence artificielle, d’analyse prédictive et de moteurs de rapports.

8.5 Résultats opérationnels visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d’accroître l’efficacité, l’efficacité et la souplesse. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

- un processus numérique qui soutient la collecte et la communication d’information opérationnelle au personnel de sécurité (rapports quotidiens, documentation relative à l’escorte, recours à la force, etc.);
- une utilisation améliorée des renseignements désignés Protégé B du SGD pour soutenir la fonction de la sécurité préventive du renseignement de sécurité;
- des rapports pointus fournis au moment opportun, presque « en temps réel » qui permettront de réduire les incidents, d’améliorer la sécurité et d’accroître la capacité du SCC à s’adapter avant que des risques pour la sécurité ne se traduisent en problèmes concrets.

8.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

8.7 Sources

Rapports d'évaluation, <i>Sécurité en établissement</i> , dossier n° 394-2-95, février 2015.	La Division de la sécurité préventive et du renseignement devrait s'assurer que les outils fournis aux agents du renseignement de sécurité (ARS) sont utilisés pour mobiliser et informer le personnel, et pour améliorer la collecte, le développement et la communication des renseignements. Pour ce faire, il faudrait exercer une surveillance et un suivi constants, opportuns et normalisés de la production et de la communication de renseignements.
Liens publics vers la politique : DC 568 Gestion de l'information et des renseignements de sécurité	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/568-cd-fra.shtml

9. GESTION DES INTERVENTIONS ET DES SERVICES

9.1 Aperçu de la capacité

Le SCC gère un éventail complexe d'interventions et de services visant à faciliter la mise en œuvre des plans correctionnels et la réadaptation des délinquants. Ces interventions et services incluent des programmes correctionnels intégrés, des programmes d'éducation et d'emploi, des programmes sociaux, ainsi que d'autres services tels que l'aumônerie et la justice réparatrice et des services ciblant les besoins particuliers de différentes populations de délinquants, comme les délinquants autochtones.

Conçus et organisés pour favoriser l'atteinte de l'ensemble particulier d'objectifs correctionnels et personnels d'un délinquant, les interventions et services revêtent une importance capitale pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans correctionnels ou la prestation de soutien aux délinquants pendant qu'ils purgent leur peine. La prestation de programmes et de services correctionnels et autres, plus particulièrement dans le cas des délinquants présentant un risque moyen ou élevé, est le pivot de la réadaptation des délinquants et de la réduction du risque pour la sécurité publique que pose leur retour dans la collectivité.

Le SCC doit répartir les interventions et services entre les établissements en fonction de leur population de délinquants, des programmes spécialement adaptés étant offerts, par exemple, aux délinquants sexuels, aux délinquantes et aux Autochtones. Les délinquants sont transférés dans les établissements qui offrent les services appropriés pour répondre à leurs besoins en matière de programmes. La logistique de la gestion des interventions et services est donc un aspect important, car les programmes doivent être fournis avant

l'échéance de la peine, dans le respect des capacités, et les inscriptions doivent être suffisamment nombreuses pour que la prestation des programmes soit rentable.

9.2 Énoncé du problème ou de la possibilité

La rationalisation de la gestion et de la prestation des interventions et des services permettra de s'assurer que les délinquants reçoivent au moment opportun le soutien nécessaire pour atteindre les objectifs correctionnels. Les interventions et les services ne sont pas tous suivis avec la même rigueur, et cela mine la capacité du SCC de réaliser des travaux de recherche sur la mesure dans laquelle ces interventions et services contribuent à la réduction de la récidive tout en favorisant le succès de la réinsertion sociale du délinquant. De plus, les activités liées à l'évaluation, à l'aiguillage, à la liste d'attente et à l'établissement des horaires exigent beaucoup de temps et ne sont pas efficaces, car l'aiguillage se rattache aux capacités de l'établissement et non à celles du délinquant. L'adoption d'une nouvelle solution opérationnelle appuyant la prestation des interventions et services représente ainsi une occasion de moderniser la prestation et la gestion des programmes offerts aux délinquants.

9.3 État futur

Le SCC a besoin d'une solution transformationnelle qui peut inclure des composantes innovantes basées sur des technologies solides et éprouvées pour permettre un remaniement des interventions et des processus de gestion des services. Il doit répondre aux exigences opérationnelles de base, qui soutiennent une évolution de ses pratiques opérationnelles actuelles, tout en encourageant les pratiques modernes qui, p. ex. favorisent moins de contacts physiques directs, permettent une prestation plus en ligne ou modulaire des programmes, améliorent la flexibilité (p. ex. rendre plus de programmes disponibles pour les délinquants à faible risque, ou fournir une plus grande flexibilité sur le lieu d'accès aux programmes), peuvent être autogérés (accès direct par des délinquants motivés), et permettent aux délinquants d'accéder à des experts concernant des questions, plutôt que d'exiger la présence physique d'experts pour fournir des programmes.

En outre, le SCC a besoin d'une approche plus dynamique et moins exigeante en ressources pour saisir les indicateurs clés de l'intégrité des programmes afin d'appuyer la fonction de recherche du SCC, ce qui permettra d'apporter des améliorations ciblées et opportunes aux programmes, tout en veillant à ce que la hiérarchisation, l'aiguillage et l'établissement du calendrier des délinquants soient moins onéreux.

9.4 Résultats opérationnels visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d'accroître l'efficacité, l'efficacité et la souplesse. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

- l'optimisation des ressources consacrées à la prestation des interventions et services destinés aux délinquants;
- Fournir en temps opportun les programmes et services nécessaires aux délinquants, tout en veillant à ce que les délinquants reçoivent un soutien conforme à leur plan correctionnel en temps opportun;
- Fournir une meilleure capacité pour mener des recherches sur la contribution relative de tous les services, programmes et interventions, ce qui permet une approche flexible de la conception et de la mise en œuvre des interventions;

- l'amélioration de l'utilisation des ressources consacrées à l'établissement de l'horaire des interventions et des programmes offerts aux délinquants.

9.5 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l'appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

9.6 Sources

Vérificateur général du Canada, <i>Rapport 5</i> , automne 2017	Le SCC devrait mettre en œuvre un outil approprié pour orienter les délinquantes vers des programmes correctionnels adaptés au risque de récidive qu'elles posent. Le SCC doit s'assurer qu'il désigne les délinquantes qui ont besoin de services médicaux de santé (SMS) et leur fournir le niveau de soins approprié.
Vérificateur général du Canada, <i>Rapport 3</i> , automne 2016	<p>Le SCC devrait veiller à ce que les délinquants autochtones soient évalués en vue d'une réduction possible du niveau de sécurité à la suite d'un événement marquant (p. ex. la réussite d'un programme correctionnel) afin de favoriser la réinsertion sociale.</p> <p>Le SCC devrait s'assurer que les délinquants autochtones ont accès en temps opportun aux programmes correctionnels, y compris les programmes adaptés à leur culture, en fonction de leurs besoins.</p> <p>Le SCC devrait étudier la mesure dans laquelle les initiatives des Sentiers autochtones et les pavillons de ressourcement contribuent à une mise en liberté en temps opportun des détenus autochtones et au succès de leur réinsertion sociale.</p>
Vérificateur général du Canada, <i>Rapport 6</i> , printemps 2015	<p>Le SCC devrait élaborer des lignes directrices visant à établir les priorités en ce qui concerne la prestation en temps opportun de ses autres interventions correctionnelles auprès des délinquants, comme les programmes d'emploi et d'éducation. Il devrait aussi mettre au point des outils structurés pour évaluer les répercussions de ces interventions sur les progrès des délinquants en ce qui concerne leur réinsertion sociale en toute sécurité.</p> <p>Le SCC devrait préciser quels documents sont nécessaires pour assurer l'intégrité de l'évaluation initiale. Le SCC devrait renforcer les contrôles en place pour s'assurer qu'on met à jour le plan correctionnel.</p>

Rapports d'évaluation, <i>Stratégie d'intervention intensive pour les délinquantes</i> , dossier n° 394-2-88, mars 2011.	Recommandation 1. Il faudrait rationaliser la gestion des données. Dans la situation actuelle, il n'existe pas de méthode fiable de suivi des données concernant le placement des délinquantes dans des milieux de vie structurés et leur sortie de ces milieux, notamment pour ce qui est du laps de temps écoulé entre l'admission dans l'unité et le début de la participation à un programme.
Rapports d'évaluation, <i>Stratégie d'intervention basée sur la motivation</i> , mai 2010.	Recommandation 3. Pour montrer les principaux résultats correctionnels de la Stratégie d'intervention basée sur la motivation, on devrait établir une stratégie claire de collecte et de suivi des données.
<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-44.6/index.html Voir les articles 76 et 77. Articles 3, 3.1, 4, 15.1, 23, 54, 84, 84.1 et Annexe I et II
<i>Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>	https://laws.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-92-620/ articles 54-57 et 102
Liens publics vers la politique	https://www.csc-scc.gc.ca/acts-and-regulations/705-6-cd-fr.shtml

10. PLANIFICATION DES CAS

10.1 Aperçu de la capacité

Le SCC est tenu de créer un plan correctionnel (PC) unique pour chaque délinquant entrant dans le système correctionnel fédéral, puis de mettre à jour ce plan de temps en temps au cours de la peine du délinquant. L'élaboration du plan correctionnel débute au moment du processus d'évaluation initiale, une fois que la détermination de la peine a été documentée et que les évaluations sont terminées, le plan étant mis à jour au cours de la peine du délinquant en fonction des progrès évalués et des changements de niveau des facteurs de risque dynamiques. Le PC doit fixer des objectifs en ce qui a trait :

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- au comportement du délinquant, notamment se comporter de manière respectueuse envers les autres et les biens et observer les règlements pénitentiaires et les conditions d’octroi de sa libération conditionnelle, le cas échéant;
- sa participation aux programmes;
- à la façon dont le délinquant remplira ses obligations découlant d’ordonnances judiciaires, notamment à l’égard de la restitution aux victimes ou de leur dédommagement ou en matière d’aliments pour enfants.

Un plan correctionnel caractéristique comprend actuellement plusieurs indicateurs structurés, lesquels se fondent sur le jugement professionnel et les politiques, ainsi qu’un important bloc de texte libre incluant plusieurs sous-sections liées aux évaluations. Le personnel élabore généralement des modèles individuels, p. ex. en MS Word, pour répondre à des exigences politiques spécifiques qu’il copie et colle dans la zone de texte libre du SGD.

Le plan correctionnel doit être mis à jour au moment de prendre des décisions particulières concernant un délinquant, notamment :

- s’ils sont transférés dans une unité d’intervention structurée (UIS) pour favoriser leur réintégration dans la population carcérale ordinaire;
- si on envisage de lui accorder une semi-liberté, une libération conditionnelle totale ou une libération d’office, à l’appui de sa réinsertion ultime dans la société;
- lorsqu’il fait des progrès;
- lorsque des renseignements supplémentaires indiquent que d’autres interventions favoriseraient l’atteinte des objectifs du plan.

Le plan correctionnel et toutes les mises à jour de celui-ci doivent être élaborés en consultation avec le délinquant.

10.2 Énoncé du problème ou de la possibilité

Les PC sont actuellement élaborés et mis à jour à l’aide de l’ancien SGD du SCC à intervalles réguliers pendant la gestion du dossier d’un délinquant au SCC. Le plan correctionnel présente et synthétise de l’information sur la peine actuelle et les antécédents criminels du délinquant et fait état des résultats des évaluations des facteurs de risque statiques et dynamiques, en plus de définir un ensemble d’interventions et de programmes spécifiques qui aideront le délinquant à atteindre des objectifs et des cibles qui s’harmonisent avec les volets du mandat du SCC qui consistent à veiller à la sécurité publique et à la réduction de la récidive. Le personnel du SCC doit consulter des données et des renseignements provenant d’une panoplie de sources en vue de concevoir et de mettre à jour un plan correctionnel. Or les données qui composent un tel plan correctionnel sont actuellement stockées sous forme de textes suivis non structurés. Il s’agit donc d’une occasion de favoriser la transition à un plan correctionnel concret, structuré et transparent qui sera facile à suivre pour le délinquant qui réintègre la société; qui tire meilleur profit des données existantes; et qui permet au personnel du SCC, au délinquant et aux autres intervenants (p. ex. CLCC) de suivre les progrès réalisés en fonction de réévaluations et de données pertinentes faciles d’accès.

10.3 État futur

Le SCC est à la recherche d’une solution transformationnelle qui permet au SCC de réimaginer la planification des cas et qui garantit qu’un plan de gestion du cas est attribué en temps opportun, ou peut être communiqué, et qu’il est élaboré de manière cohérente. À l’avenir, la planification correctionnelle sera fondée sur des renseignements rationalisés, structurés et favorisant la cohérence dans l’établissement des objectifs correctionnels et personnels, et qui déterminent les interventions ou les services qui soutiennent la réalisation de ces objectifs. Le SCC met l’accent sur le respect des exigences opérationnelles en matière de planification des cas tout en favorisant un virage organisationnel en faveur d’un processus simplifié et structuré d’élaboration et de mise à jour des plans correctionnels, par exemple :

- une expérience utilisateur fluide et intuitive avec un accès aux informations, mises à jour et données pertinentes de l’équipe de personnes qui soutiennent la réinsertion d’un délinquant dans la société;
- le plan de réinsertion sociale efficace d’un délinquant devrait être facile à suivre et structuré et permettre la surveillance et la notation simples et transparentes des progrès, ainsi que la préparation de rapports connexes.

10.4 Résultats opérationnels visés

La planification des cas prépare le terrain pour la gestion quotidienne du délinquant par rapport aux objectifs et aux cibles d’un PC, et est la clé de l’efficacité. La solution transformationnelle améliorera l’efficacité, augmentera l’efficacité et renforcera la flexibilité, par exemple :

- en faisant en sorte que les plans correctionnels permettent de suivre les progrès des délinquants, déclenchent le processus de mise à jour en fonction de règles opérationnelles ou d’indicateurs établis à partir de l’apport du personnel du SCC;
- en permettant de modifier les plans correctionnels lorsque de nouveaux renseignements sont disponibles et en augmentant la souplesse et la marge de manœuvre au besoin sans toutefois créer de fardeau administratif;
- en améliorant la structure, l’analyse et la documentation des plans correctionnels des délinquants de façon à en simplifier la création initiale et les mises à jour et en faisant en sorte que le SCC puisse signifier son appui à la libération discrétionnaire d’un délinquant.

10.5 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

10.6 Sources

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC)

<https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-44.6/index.html>

Voir l’article 15, qui présente les principaux détails concernant la planification correctionnelle.

11. GESTION DE LA CORRESPONDANCE ET DES VISITES DES DÉLINQUANTS

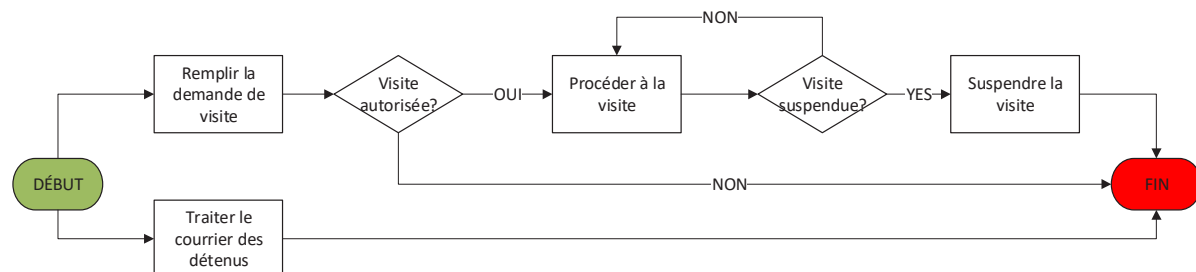
11.1 Aperçu de la capacité

La gestion de la correspondance et des visites inclut le suivi et l’administration des demandes de visites, le processus de réalisation des visites, ainsi que la suspension des privilèges de visite, le cas échéant. Cette capacité inclut en outre la correspondance entre un délinquant incarcéré dans un établissement et une personne de l’extérieur. Un détenu a le droit d’entretenir des relations raisonnables, notamment par des visites ou de la correspondance, avec sa famille, ses amis ou d’autres personnes de l’extérieur du pénitencier, dans les limites raisonnables prescrites pour assurer la sécurité de quiconque ou du pénitencier.

Dans le passé, le SCC a permis les visites en personne et le courrier postal entre les délinquants et des personnes ayant fait l’objet de vérifications. Au cours des cinq dernières années, le SCC a mis en place des bornes qui facilitent les visites par vidéoconférence. Les visites par vidéo comptent en moyenne 200 appels par jour, et pendant la COVID, ce nombre est passé à quatre fois plus d’appels par mois. Un grand nombre d’éléments prouvent que le nombre de contacts qu’un délinquant a avec ses amis et sa famille a un effet positif sur les résultats de ce délinquant. Les visites améliorent en outre la sécurité générale et permettent de réduire les cas d’introduction d’objets interdits, et sont plus rentables à long terme.

11.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Déroulement général du processus :



Aperçu du processus opérationnel

●L’actuel processus sur papier débute par la présentation d’une demande de visite. Une telle demande doit être remplie dans le cas :

- des visites par vidéoconférence;
- des visites en personne;
- des visites familiales privées.

●Tous les visiteurs doivent remplir une demande de visite. Les demandes sont soumises à un examen et à d’autres vérifications dans le cadre du processus de filtrage de sécurité des visiteurs. Le directeur de l’établissement (ou une personne désignée) a le pouvoir de décider si les visiteurs seront ou non autorisés. Dans l’affirmative, la demande demeure valide pour une période déterminée, même en cas de

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

transfèrement du détenu dans un autre établissement. En cas de refus, les demandeurs et les délinquants en sont informés par écrit.

- Les informations relatives aux visites approuvées sont saisies dans le SGD. Actuellement, les demandes sur papier et les documents connexes sont conservés dans un dossier physique sur place (p. ex. identification).
- Le directeur de l’établissement (ou la personne désignée) peut refuser ou suspendre une visite s’il a des motifs raisonnables de soupçonner une éventuelle activité criminelle ou de craindre que la sécurité du pénitencier ou de quiconque soit compromise. Le refus ou la suspension demeure en vigueur aussi longtemps que le risque existe. Le risque sera réévalué à la réception d’une nouvelle demande de la part du visiteur.
- Le courrier d’arrivée et de sortie est inspecté par le personnel. Tout article trouvé dans l’enveloppe sera traité conformément aux autres processus opérationnels (c.-à-d. effets personnels, argent, etc.).
 - Le directeur de l’établissement (ou la personne désignée) peut autoriser un agent à lire la correspondance lorsqu’il y a des motifs raisonnables de soupçonner que la correspondance contient un élément de preuve d’un acte qui risque de compromettre la sécurité de l’établissement ou de quiconque. Lorsque les lettres sont interceptées et lues, ce fait et les motifs qui le justifient doivent être consignés dans le SGD. Le détenu concerné doit en être informé par écrit.
 - Dans des circonstances normales, le courrier d’arrivée est remis aux détenus et le courrier de départ est transmis au bureau de poste dans les 24 heures suivant sa réception.

11.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

L’évolution de la technologie permet une communication à distance facile et fréquente avec les amis, la famille et le réseau de soutien. Le SCC utilise actuellement les visites par vidéo; toutefois, il existe une plus grande possibilité d’encourager, de soutenir et d’accroître les contacts positifs entre un délinquant et la collectivité. Il faut en outre déterminer comment faciliter, surveiller et enregistrer plus efficacement les communications entre les délinquants et leur collectivité.

11.4 État futur

Le SCC ne dispose pas actuellement d’un portail pour les visiteurs, de sorte que la collecte et le traitement des demandes des visiteurs sont fastidieux et se font sur papier. Une approche remaniée et modernisée devrait faciliter les visites et les contacts, par exemple :

- en simplifiant le processus de demande pour les visiteurs, ainsi que l’examen et l’autorisation des visiteurs par le personnel du SCC, ce qui accélérerait la prise de décisions à propos des visites chaque fois que la situation le permet;
- en éliminant la soumission et le traitement de demandes inadmissibles, par exemple pour des visites familiales privées ou pour favoriser les visites de personnes mineures, étant donné que la définition d’une personne mineure varie d’une province à l’autre;

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- en permettant aux visiteurs ou aux délinquants de réutiliser les données des demandes, les demandes autorisées ayant une durée de vie limitée puisque les données sur la sécurité et autres doivent être mises à jour et vérifiées;
- en améliorant la capacité à effectuer le suivi des visites, y compris en se penchant sur tout enjeu associé à une visite particulière, de façon à mieux fonder l’évaluation du risque posé par le détenu;
- en améliorant le recours à la technologie en vue de l’évaluation préalable des demandes de visite (p. ex. un portail en ligne accessible au public) afin de permettre les visites en personne à des délinquants et de faciliter les interactions virtuelles privées (p. ex. technologie de vidéoconférence, tablettes, etc.).

11.5 Résultats opérationnels visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d’accroître l’efficacité, l’efficacité et la souplesse. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

16. Réduction du fardeau lié aux contacts entre les délinquants, le personnel et le public;
17. Augmentation des contacts positifs avec la communauté grâce à l’utilisation des technologies de l’information, ce qui améliore effectivement les possibilités de visite;
18. Réduction des conflits d’horaires, qui peuvent être décourageants tant pour les visiteurs que pour les délinquants;
19. Amélioration de la souplesse des contacts, p. ex. grâce à un meilleur accès aux visites par vidéo;
20. Réduction de l’effort requis par le personnel du SCC pour gérer et traiter les demandes des visiteurs;
21. Une meilleure compréhension de la relation entre les visites et les résultats des délinquants.

11.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

11.7 Sources

Liens publics vers la politique : DC 599 – Visites	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/559-cd-fr.shtml
DC 085 Correspondance et communications téléphoniques	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/085-cd-fra.shtml
<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC)</i>	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-44.6/

12. GESTION DES OPÉRATIONS DE SÉCURITÉ

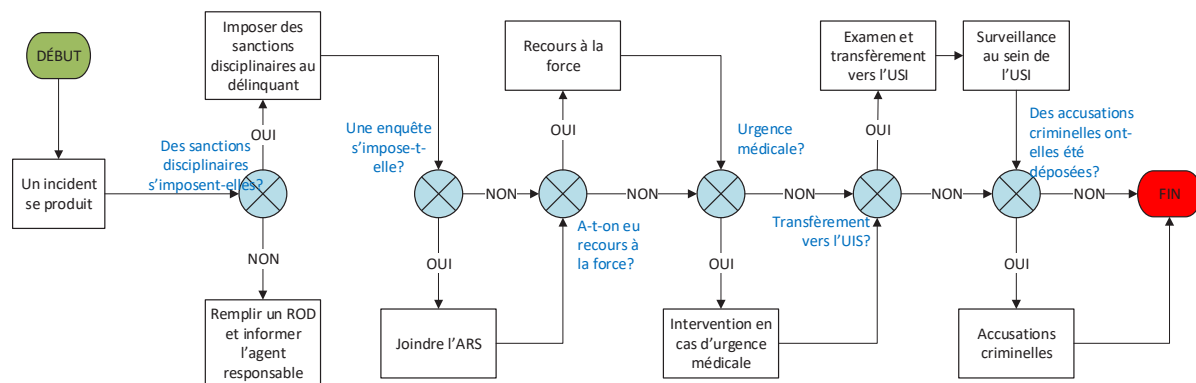
12.1 Aperçu de la capacité

Les opérations de sécurité comprennent la gestion d’une série d’incidents de sécurité, notamment les évasions, lorsqu’un délinquant est illégalement en liberté, ou un événement disciplinaire au sein d’un établissement. Le SCC s’appuie sur son système de gestion des délinquants pour saisir et gérer l’information relative aux opérations de sécurité, bien qu’une bonne part du processus se déroule sur papier et recourt à des photographies et à des vidéos.

Lorsque des incidents se produisent, le SCC peut avoir besoin de recourir à la force pour gérer l’incident. Les opérations de sécurité comprennent les activités nécessaires pour gérer le recours à la force, ainsi que les réponses aux urgences médicales. Dans certains cas, sur la base d’un événement disciplinaire, le SCC détermine si un délinquant a besoin ou non d’une intervention spécifique et ciblée. Si nécessaire, le délinquant est transféré dans un nouveau lieu appelé UIS afin de le protéger, et peut-être de protéger d’autres personnes. Le détenu est surveillé, et lorsque les risques ont été gérés, il peut retourner dans son logement. Dans certains cas, le SCC peut déposer des accusations criminelles supplémentaires, lesquelles peuvent avoir une incidence sur la peine du délinquant s’il est reconnu coupable.

12.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Déroulement général du processus :



Aperçu du processus opérationnel

- Le processus débute lorsqu’un délinquant commet une infraction disciplinaire.
 - S’il est possible de résoudre l’incident de manière informelle, l’agent responsable en est informé, puis un rapport d’observation ou de déclaration (ROD) est rédigé.
 - S’il est possible de résoudre l’incident de manière informelle, le délinquant en est informé et des accusations pourraient être portées contre lui. Le membre du personnel s’assure que les

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

préoccupations en matière de santé mentale sont prises en considération et remplit un rapport d’infraction du détenu, qui est ensuite remis au gestionnaire correctionnel.

- Dans le cas d’incidents graves qui nécessitent une enquête, il faut joindre l’agent du renseignement de sécurité (ARS) afin d’obtenir des preuves vidéo. Le délinquant peut être confiné à sa cellule pendant ce temps.
- Si des interventions de recours à la force sont nécessaires, les membres du personnel en sont informés au besoin. Toutes les interventions de recours à la force sont passées en revue à de multiples niveaux.
- Dans l’éventualité d’une urgence médicale consécutive, les processus d’urgence et de soins médicaux appropriés sont suivis, y compris la rédaction de rapports, l’envoi d’avis et l’élaboration de protocoles.
- Dans le cas d’infractions nécessitant un examen de sécurité, le détenu peut être transféré dans une UIS; les processus de surveillance au sein de l’UIS sont alors suivis aux intervalles requis.
- Dans l’éventualité où des accusations criminelles seraient déposées, on détermine la catégorie à laquelle l’infraction appartient. Les services policiers peuvent être avisés si l’infraction en question contrevient au *Code criminel*. Les processus relatifs au dépôt d’accusations criminelles sont ensuite mis en application.

12.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

Le processus des opérations de sécurité s’appliquant aux détenus est un processus fastidieux qui se fonde sur le papier et l’intervention humaine pour assurer la collecte de l’information et la communication de celle-ci aux intervenants clés. Des possibilités existent :

- d’encadrer la prise de décisions et d’accroître la disponibilité de l’information pour les intervenants clés grâce aux échanges de renseignements en temps réel;
- d’améliorer l’uniformité des opérations de sécurité liées aux processus dans l’ensemble des établissements et des régions;
- d’accroître la qualité des données saisies en mettant en place des champs structurés et d’améliorer l’intégrité de ces données en établissant de rigoureux processus d’autorisation des utilisateurs.

12.4 État futur

Le SCC a besoin d’un SGD flexible pour soutenir le processus opérationnel remanié et fournir :

- Un processus rationalisé et structuré de flux d’informations sur les opérations de sécurité, en commençant par l’agent portant les accusations jusqu’à la fin, y compris les résultats de l’accusation et toute issue;
- La capacité de conserver tous les renseignements probants nécessaires dans le dossier du délinquant, y compris les fichiers vidéo, sonores et photographiques numériques;

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- La capacité de se fonder sur tous les incidents de sécurité se produisant partout au pays pour élaborer des rapports et des perspectives opérationnelles en vue de faire évoluer les politiques et les procédures.

12.5 Résultats opérationnels visés

Les améliorations apportées à cette capacité favoriseront les résultats suivants :

- l’amélioration et l’accroissement de la transparence du suivi des accusations d’infractions disciplinaires et des résultats des délinquants;
- l’accroissement de l’efficacité grâce à la numérisation du processus relatif aux incidents, du dépôt d’accusations aux travaux supplémentaires;
- l’amélioration du suivi des tentatives de résolution informelle;
- la rationalisation du processus d’examen des cas de recours à la force.

12.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

12.7 Sources

Liens publics vers les politiques: DC 580 Mesures disciplinaires prévues à l’endroit des détenus DC 567-1 Recours à la force	https://www.csc-scc.gc.ca/politiques-et-lois/580-cd-fra.shtml https://www.csc-scc.gc.ca/politiques-et-lois/567-1-cd-fr.shtml
<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC)</i>	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-44.6/

13. GESTION DES FOUILLES ET DES SAISIES

13.1 Aperçu de la capacité

Le SCC est tenu d’assurer le suivi et la gestion des activités relatives à la fouille des délinquants, des visiteurs, des membres du personnel, des véhicules et des secteurs de l’établissement afin de prévenir l’introduction, la

possession et l'échange d'objets interdits et d'objets non autorisés et de garantir la sécurité du personnel, de la population et des délinquants, en plus de préparer des rapports à ce sujet.

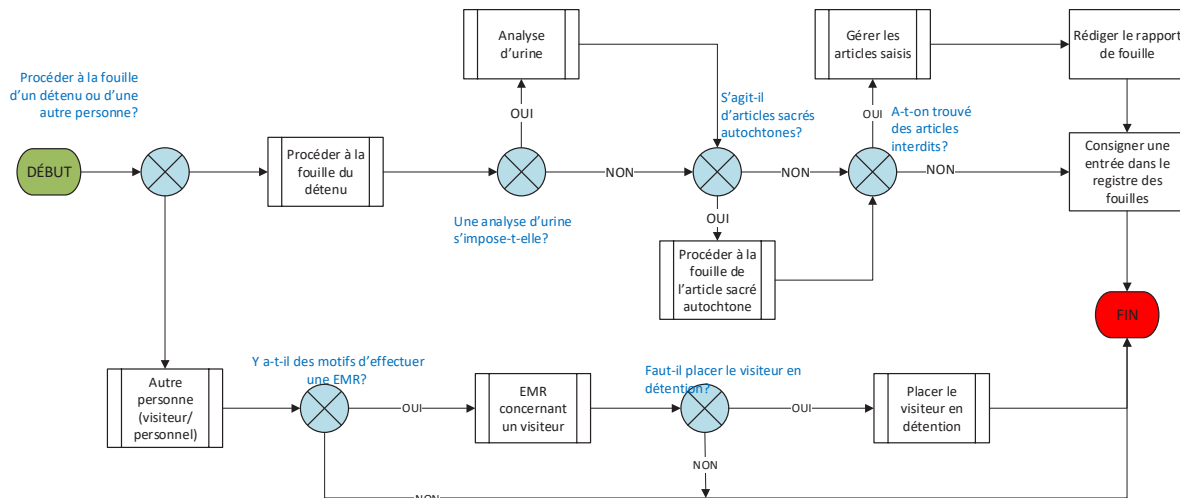
Les mesures appliquées par le SCC se limitent à ce qui est décrit dans la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (LSCMLC) et visent :

- de la fouille des délinquants, des membres du personnel, des visiteurs, des véhicules et des secteurs de l'établissement en vue d'éviter que des objets interdits et des objets non autorisés entrent dans l'établissement ou en sortent;
- de la collecte, de l'entreposage, de l'expédition et de l'analyse des échantillons d'urine;
- du respect des politiques sur la chaîne de possession, y compris la garde, le contrôle, le transfert, l'analyse et l'élimination du matériel relatif à une fouille ou à une saisie, y compris les éléments de preuve matériels et électroniques;
- la gestion des objets interdits et des objets non autorisés, y compris la saisie, la garde, la confiscation, la restitution ou l'élimination de tels objets.

Le SCC se sert des résultats des fouilles des délinquants pour éclairer la prise en compte du risque en vue, par exemple, d'un transfèrement ou d'une mise en liberté et dans le cadre de la planification correctionnelle.

13.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Déroulement général du processus :



Aperçu du processus opérationnel

Le processus débute lorsqu'une fouille est nécessaire.

- Fouille d'un détenu, d'un visiteur, d'un membre du personnel, d'une cellule, d'une salle, d'un secteur ou d'un véhicule :
 - Il existe plusieurs types de fouilles pouvant être effectuées selon la situation (p. ex. fouille par palpation ordinaires, fouilles inhabituelles, etc.). Chaque processus de fouille est associé à des

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

politiques et à des règles opérationnelles qui doivent être respectées pendant la conduite de la fouille.

- Article 53 – Les fouilles réalisées en situation d’urgence sont plus complexes et rigoureuses, car le secteur ciblé doit être isolé, et toutes les zones (cellules, rangées, aires communes, etc.), ainsi que tous les délinquants de ce secteur doivent être fouillés. Le secteur ciblé peut s’étendre à l’ensemble de l’établissement et prévoir aussi la fouille des véhicules et des membres du personnel.
- Dans le cas des visiteurs, il pourrait être nécessaire de lancer le processus d’évaluation de la menace et des risques (EMR) si l’outil de fouille utilisé l’indique (p. ex. chiens détecteurs de drogues, détecteurs ioniques, etc.). Toute indication déclenchera la réalisation d’une EMR. En outre, dans les cas où un visiteur doit être détenu, cette détention est effectuée conformément aux lois et aux politiques pertinentes.
- Analyses d’urine :
 - Lorsqu’une analyse d’urine est requise, le processus de collecte de l’échantillon doit se dérouler conformément aux politiques et à la réglementation. Selon que l’échantillon d’urine est prélevé ou non dans le cadre d’un intervalle périodique, différents formulaires d’avis doivent être remplis en vue du prélèvement d’un échantillon. Au moment de la collecte, il faut vérifier l’identité du délinquant et obtenir sa signature. La collecte, le transport, l’analyse et la communication des résultats sont tous effectués conformément aux normes et aux politiques.
- Fouilles des objets rituels et des autres objets sacrés des Autochtones :
 - Toute inspection de sécurité nécessaire des ballots de médecine autochtone et d’autres objets religieux, spirituels ou sacrés est effectuée par un agent qui soumettra l’objet à un examen visuel pendant que son propriétaire le manipule. En l’absence du propriétaire des objets, un Aîné, un représentant d’un Aîné (qui n’est pas également un détenu) ou un représentant spirituel inspectera l’objet ou en manipulera le contenu aux fins de l’inspection.
- Objets interdits et non autorisés :
 - Si on trouve des objets interdits ou non autorisés au cours d’une fouille, l’objet est remis à l’agent de contrôle des objets saisis désigné, aux fins de traitement. L’agent de contrôle des saisies suivra les procédures requises et enregistrera les articles sur le registre de contrôle des objets interdits. Les notifications sont effectuées et la remise, la confiscation ou l’élimination des articles sont réalisées conformément à la politique.
 - Dans le cas des visiteurs, s’il y a des motifs raisonnables de croire qu’un visiteur transporte des objets interdits ou non autorisés, on suivra le processus d’EMR et on procédera à des fouilles conformément aux lois et aux politiques.
- Rapports :
 - Une entrée est consignée dans le registre des fouilles chaque fois qu’une fouille est réalisée.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Un rapport de fouille doit être rédigé à la suite de fouilles non habituelles ou chaque fois que des éléments de preuve sont trouvés.

13.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

Tous les aspects des fouilles, leur nécessité établie, ainsi que leurs résultats se déroulent et sont documentés principalement sur papier. Les processus de suivi des fouilles et de présentation de rapports connexes varient selon qu’il s’agit de fouilles ordinaires ou inhabituelles. En outre, les événements liés aux fouilles (p. ex. objets interdits trouvés, accusations, EMR, programme de chiens détecteurs, etc.) sont eux aussi cernés et gérés au moyen de processus se fondant sur le papier. Par conséquent, il y a des chevauchements dans les renseignements demandés, et il n’y a pas de procédure organisée et structurée régissant la collecte, la communication et la vérification des renseignements pertinents.

Le SCC espère uniformiser les processus relatifs aux fouilles et abandonner les processus sur papier dans toute la mesure du possible. En documentant de façon structurée les besoins en matière de fouille et les résultats, le SCC peut profiter de possibilités additionnelles :

- de réduire (ou d’éliminer) le redoublement des efforts;
- d’améliorer la qualité et l’intégrité des données;
- d’accroître les capacités de production de rapports et, le cas échéant, de mieux défendre la position du SCC grâce à des données fiables et concrètes;
- d’améliorer l’échange de renseignements;
- de simplifier l’accès aux résultats;
- de faciliter l’accès aux renseignements sur les fouilles passées.

13.4 État futur

Le SCC cherche à moderniser l’approche des fouilles et des saisies, qui mènera à un processus plus précis et plus efficace pour consigner et relier les fouilles afin :

- de formuler des perspectives se fondant sur les saisies d’objets interdits et non autorisés et d’établir une chaîne de possession claire, à l’appui de toute accusation qui en résulte;
- d’optimiser le rapport entre, d’une part, la fréquence et les résultats des fouilles et, d’autre part, le risque en se fondant sur les données antérieures ou les nouvelles tendances cernées dans les établissements de l’ensemble du SCC;
- de rationaliser la création des rapports et des documents exigés par les policiers de manière à éliminer les redoublements dans la collecte et la consignation de l’information;
- de simplifier l’accès à des données concrètes et fiables et l’extraction de ces données à l’appui de la présentation de rigoureux rapports périodiques et ponctuels, ainsi que pour aider le SCC à défendre ses positions;

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- de présenter de l’information et de recueillir les preuves d’exécution par d’autres moyens qu’un processus se fondant sur le papier;
- d’orienter la création de documents et de rapports et de produire les avis nécessaires pour faciliter les efforts de fouille.

13.5 Résultats opérationnels visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d’accroître l’efficacité, l’efficacité et la souplesse. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

22. Une méthode efficace pour consigner les perquisitions, y compris tout objet interdit ou non autorisé trouvé;
23. Une approche structurée pour consigner et diffuser les perquisitions historiques et leurs résultats, y compris l’emplacement des objets interdits/non autorisés, les délinquants impliqués et le type d’objet interdit/non autorisé trouvé;
24. Une fonctionnalité de perquisition flexible, qui optimise la fouille discrétionnaire et qui guide le personnel sur les cibles de fouilles potentielles en fonction des tendances et des données historiques à l’aide de l’analyse prédictive;
25. une façon de surveiller et de vérifier les résultats du programme de chiens détecteurs et des outils d’identification en vue d’en mesurer l’efficacité.

13.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

13.7 Sources

Liens publics vers la politique : DC 566-7 – Fouille des délinquants	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/566-7-cd-fra.shtml
DC 566-9 Fouille de cellules/chambres, de véhicules et d’autres secteurs	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/566-9-cd-fra.shtml
DC 568-5 Gestion des objets saisis	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/568-5-cd-fra.shtml
DC 566-10 – Prise et analyse d’échantillons d’urine	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/566-10-cd-fra.shtml

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-44.6/page-10.html
--	---

14. GESTION DES SERVICES AUX VICTIMES

14.1 Aperçu de la capacité

La *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition* (LSCMLC) donne la définition suivante : « **victime** - À l’égard d’une infraction donnée, le particulier qui a subi des dommages matériels, corporels ou moraux ou des pertes économiques par suite de la perpétration de l’infraction. »

Le SCC supervise l’engagement des victimes tout au long de la gestion d’un délinquant. Grâce à la gestion des services aux victimes, le SCC veille à ce que les droits des victimes soient respectés et à ce que les victimes aient un accès rapide et efficace aux renseignements importants, conformément à la législation.

Les services aux victimes englobent ce qui suit :

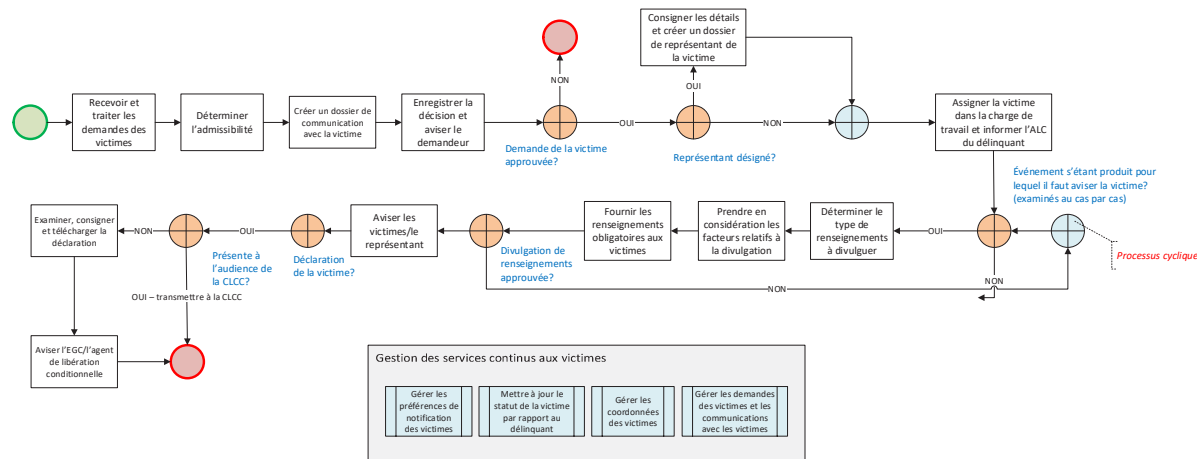
- l’inscription des victimes, la détermination de leur admissibilité selon la définition d’une victime, l’approbation et la notification de l’inscription;
- la divulgation de renseignements à l’égard de la peine du délinquant au fur et à mesure de sa progression, y compris les notifications des événements clés de la peine, comme l’admissibilité à la libération conditionnelle, les audiences d’examen et les mises en liberté;
- le traitement et la gestion des déclarations de la victime;
- la gestion des préférences des victimes en matière de notification, du statut de la victime par rapport au délinquant, des demandes de renseignements et des communications des victimes.

Actuellement, le SCC dispose d’un Portail des victimes (<https://victimsportal-portailvictimes.csc-scc.gc.ca/Principale/Accueil>) qui permet aux victimes ou à un représentant de :

- s’inscrire et recevoir et consulter des renseignements sur le délinquant;
- gérer leurs préférences pour la réception de renseignements;
- soumettre une déclaration de la victime au SCC et à la CLCC;
- demander à assister à une audience de la CLCC;
- demander à présenter une déclaration de la victime lors d’une audience de la CLCC;
- demander des copies des décisions de la CLCC.

14.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Flux de travail général :



Aperçu du processus opérationnel

Le processus commence lorsqu'un demandeur soumet une demande d'enregistrement en tant que victime d'un crime auprès du SCC ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Inscription de la demande

- La demande de la victime peut être soumise par courriel, courrier, télécopie ou par l'intermédiaire du Portail des victimes, en ligne. Si la demande n'a pas été reçue par l'intermédiaire du portail, les renseignements sont saisis dans le système pour créer un dossier des communications avec la victime. Une demande d'inscription est également créée et liée au dossier des communications avec la victime.
- Les renseignements requis sont examinés par le SCC et la CLCC, et une décision est prise. Le demandeur est informé de la décision.
 - Le demandeur reçoit les renseignements sur la décision par l'intermédiaire du Portail des victimes ou en fonction de ses préférences de communication indiquées dans le formulaire de demande;
 - Si le demandeur a désigné un représentant dans le formulaire de demande et que la demande a été approuvée, la demande de représentant de victimes est traitée, et le dossier du représentant est créé;
 - La victime est confiée à un agent des services aux victimes (ASV) (pour le SCC) et à un agent régional des communications (ARC) (pour la CLCC), et l'agent de libération conditionnelle (ALC) du délinquant en est informé. L'ASV et l'ARC sont les points de contact de la victime concernant le délinquant et sont chargés de fournir à la victime (ou à son représentant) les renseignements sur le délinquant qu'elle souhaite recevoir et qu'elle est en droit de recevoir.

Détermination de l'admissibilité de la victime

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Le processus visant à déterminer si un demandeur répond ou non à la définition d’une victime comprend l’examen de divers facteurs déterminants. Ceux-ci comprennent, sans toutefois s’y limiter, des éléments tels que l’âge du demandeur, le fait que le délinquant soit ou non sous la responsabilité du SCC et la présence ou non au dossier d’un préjudice pour le demandeur.
- Les règles opérationnelles du processus déterminent l’admissibilité du demandeur en tant que victime et la définition à laquelle il répond :
 - Victime reconnue du délinquant;
 - Victime réelle du délinquant;
 - Famille de la victime.

Divulgaration de renseignements : notifications aux victimes des délinquants

- Un événement lié au délinquant se produit, pour lequel la victime inscrite peut vouloir obtenir des renseignements ou avoir droit de les obtenir. En voici quelques exemples :
 - Permissions de sortir avec escorte (PSAE), PSAE pour raisons médicales;
 - Demande de libération conditionnelle;
 - Transfèvements;
 - Audience de libération conditionnelle;
 - Placement à l’extérieur.
- Lorsqu’un événement se produit, une notification est reçue et examinée par l’ASV afin de déterminer la priorité. L’agent des services aux victimes (ASV) examine les différents éléments d’information et décide des informations à divulguer. La victime est avertie en fonction de ses préférences, et un dossier d’activité de notification ou de divulgation est rempli.
 - Il s’agit d’un processus cyclique qui est revu pour chaque événement admissible.
- Une victime peut soumettre une déclaration de la victime qui sera prise en considération par les décideurs tout au long de la peine d’un délinquant dans les cas suivants :
 - décisions relatives aux transfèvements;
 - décisions relatives aux permissions de sortir ou aux placements à l’extérieur;
 - évaluations relatives aux programmes et au risque de récidive;
 - recommandations à la Commission des libérations conditionnelles du Canada concernant la libération conditionnelle.
- Les demandes des victimes pour assister à une audience de la Commission des libérations conditionnelles sont transmises à la CLCC.

Des services continus sont fournis pour soutenir les victimes, notamment :

- la gestion des préférences de notification;
- la mise à jour du statut de la victime et du délinquant;
- la gestion des demandes de renseignements et des communications avec les victimes;
- la gestion des coordonnées des victimes.

14.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

L’exécution de certaines tâches associées à la gestion des services aux victimes peut être inutilement rigide et longue en raison de processus trop lourds. Les flux de travail actuels peuvent être longs et difficiles pour les nouveaux utilisateurs en raison de leur conception non conviviale. La gestion des documents est assurée par GCdocs, mais elle se heurte à des problèmes d’accessibilité.

14.4 Situation future

Le SCC a besoin d’une solution modernisée qui permette au personnel d’accéder facilement aux informations relatives aux victimes, d’accomplir les tâches et les activités liées aux victimes de manière claire et concise, et d’éviter d’avoir à ouvrir et à modifier la documentation dans une application externe et à sauvegarder la documentation sur un disque personnel ou réseau externe. Le SCC a pris certaines mesures pour moderniser ce processus, et il cherche à faire évoluer davantage cette capacité opérationnelle pour améliorer la structure de l’information et rationaliser le traitement. S’il est démontré que son approche actuelle pourrait bénéficier de l’expérience d’autres administrations, le SCC envisagera des approches transformatrices potentielles, voire novatrices, pour régler les problèmes actuels de gestion des services aux victimes.

14.5 Résultats opérationnels visés

Les améliorations liées à cette capacité étayeront les résultats d’une efficacité accrue, d’une efficacité améliorée et d’une plus grande souplesse. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

26. réduire le temps nécessaire à l’accomplissement des tâches liées aux victimes grâce à des processus opérationnels simplifiés;
27. éliminer les problèmes d’accessibilité aux documents afin d’améliorer l’exactitude, l’efficacité et la souplesse ainsi que d’appuyer une meilleure analyse pouvant mener à une gestion plus efficace des services aux victimes;
28. fournir aux utilisateurs une interface simple et facile à utiliser et des flux de processus opérationnels simplifiés qui facilitent l’expérience de l’utilisateur et l’exécution des tâches courantes.

14.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

14.7 Sources

Liens publics vers la politique : DC 784 Relations avec les victimes	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/784-cd-fr.shtml
<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i>	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-44.6/page-24.html#h-107292 https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-44.6/section-26.html

15. GESTION DES GRIEFS DES DÉLINQUANTS

15.1 Aperçu de la capacité

Griefs

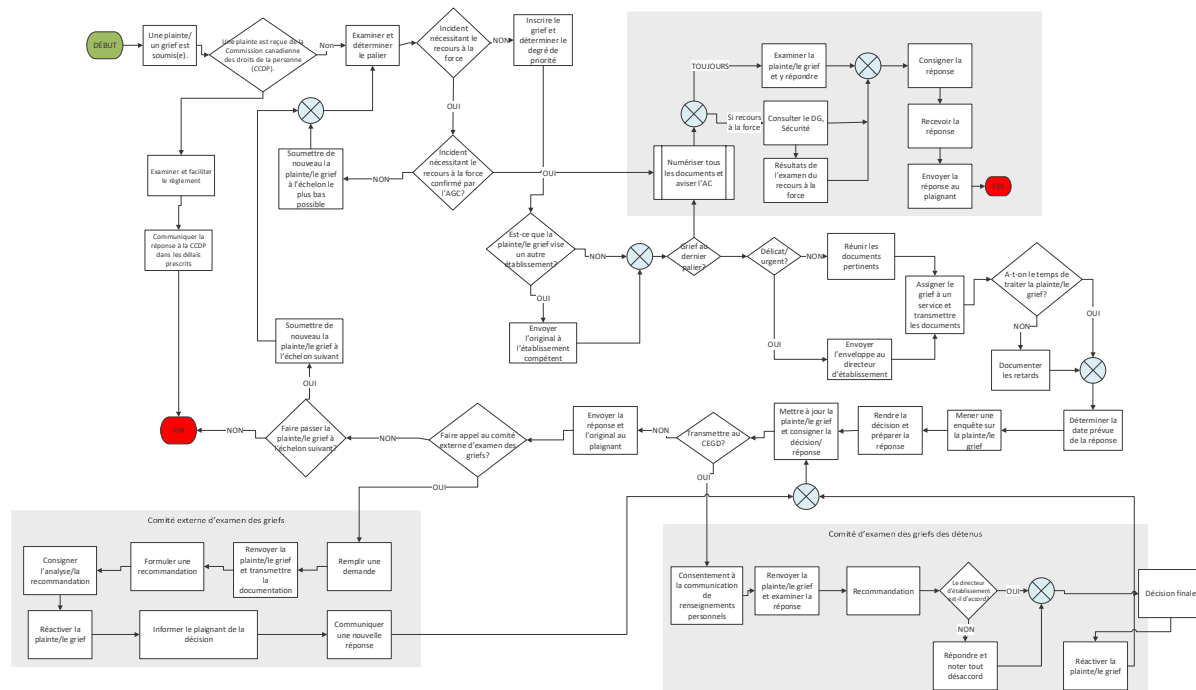
De temps à autre, un délinquant ou une autre personne peut soumettre une plainte ou un grief à l'encontre du SCC, par exemple relativement à une décision concernant une mise en liberté ou un visiteur ou la perte d'effets personnels. Le SCC est tenu de favoriser le règlement rapide et équitable des plaintes et des griefs des délinquants d'une manière conforme à la loi. Le SCC doit en outre veiller au respect de cette obligation juridique consistant à garantir la prise en compte et la résolution rapide et impartiale des plaintes et des griefs.

Plaintes concernant les droits de la personne

Tout délinquant qui estime avoir été victime de discrimination fondée sur l'âge, le sexe, la religion, l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre ou un autre motif a la possibilité de soumettre une plainte contre le SCC à la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP). Si la CCDP juge la plainte valide, elle en informera le SCC et demandera au Service de faire connaître sa position relativement aux allégations. Le SCC est légalement tenu de répondre dans les délais prescrits et d'assurer la résolution appropriée de la plainte.

15.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Déroulement général du processus :



Aperçu du processus opérationnel

- Le processus débute au moment où un délinquant soumet une plainte ou un grief.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Si la plainte ou le grief provient de la CCDP, le SCC procédera à une enquête.
 - Les plaintes à la CCDP sont soumises séparément des plaintes ou griefs présentés au SCC, mais elles peuvent concerner un même événement. Dans de tels cas, la CCDP peut décider que la plainte devra être traitée dans le cadre du processus interne des griefs du SCC;
 - L’équipe des droits de la personne du SCC procédera à une enquête au sujet de la plainte et déterminera le règlement qui s’impose;
 - Une réponse doit être communiquée à la CCDP dans les délais prescrits.
- La plainte ou le grief est soumis à un examen, puis assigné à l’un des trois paliers suivants :
 - **plainte écrite** : soumise par le délinquant à l’établissement ou au bureau de libération conditionnelle du district, et traitée par le superviseur du membre du personnel dont la mesure ou la décision fait l’objet du grief;
 - **grief initial** : soumis à l’échelle de l’établissement ou du district, au directeur de l’établissement ou au directeur du district;
 - **grief final** : soumis au commissaire, à l’échelle nationale.
- Si la plainte ou le grief concerne un incident de recours à la force confirmé ou s’il s’agit d’un grief final, toute la documentation afférente doit être téléversée et l’administration centrale (AC) en est avisée.
- À la réception d’une plainte ou d’un grief, le coordonnateur des griefs en détermine le niveau de priorité et l’inscrit dans le système. Les documents pertinents sont ensuite réunis, puis acheminés au service désigné.
 - L’établissement du degré de priorité vise à déterminer si la plainte ou le grief porte sur une violation des droits et libertés du délinquant ou sur un enjeu de nature délicate ou urgent.
 - C’est en fonction du degré de priorité qu’est fixé le délai au terme duquel une décision devra être rendue. Ces degrés de priorité sont « ordinaires » et « priorité élevée », et le délai varie en fonction du palier, c.-à-d. s’il s’agit d’une plainte ou d’un grief initial ou d’un grief final.
 - Si la plainte ou le grief met en cause un autre établissement, l’exemplaire original de la plainte ou du grief sera transmis à cet établissement.
 - Dans le cas des plaintes et des griefs de nature délicate ou urgente, l’information connexe est scellée et transmise au directeur de l’établissement.
- Le décideur déterminera la mesure corrective qui s’impose relativement à la plainte ou au grief en fonction de plusieurs aspects clés. Il signe ensuite la réponse et la passe en revue afin d’en confirmer l’exhaustivité. Une fois la décision prise, les renseignements pertinents sont communiqués au délinquant. Ces renseignements et les documents connexes sont également conservés à l’établissement où la plainte ou le grief a été soumis, de même qu’à l’AC.
- **Enquêtes externes** : Le cas échéant, des copies de l’ordre de convocation sont communiquées au plaignant, ainsi qu’aux bureaux et aux personnes compétentes. La partie effectuant l’enquête s’assure que les processus requis sont suivis et que le rapport préliminaire est rédigé dans les délais alloués. À

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

la réception du rapport final, le décideur réactive le grief et prépare une réponse tenant compte des conclusions de l’enquête externe.

- **Comité d’examen des griefs des détenus (CEGD)** : Lorsqu’il en est saisi par le directeur de l’établissement, le comité reçoit la plainte ou le grief, de même que toute l’information afférente. Le comité passe alors en revue tous les renseignements pertinents disponibles, mais n’a pas accès aux documents confidentiels ou de nature délicate. Les recommandations du comité sont communiquées au directeur de l’établissement dans un délai donné, aux fins d’examen. Le directeur de l’établissement a la possibilité d’accepter ou de rejeter les recommandations du comité. Dans le cas d’un rejet des recommandations, le directeur doit présenter les motifs de son désaccord dans sa réponse au délinquant. Le grief initial est alors réactivé et une nouvelle décision est rendue.
- **Comité externe d’examen des griefs** : Avant de passer à l’échelon national, un délinquant peut demander au directeur de l’établissement de transmettre son grief et la réponse connexe au comité externe d’examen des griefs. Les examens de ce comité se limitent à tenir compte des mêmes renseignements que ceux qui ont été examinés par le décideur au moment du grief initial. L’analyse et les recommandations de ce comité visent à s’assurer que toutes les préoccupations ont été prises en compte, que toute l’information pertinente a été communiquée, que la réponse s’appuyait sur une justification claire et qu’elle était conforme aux lois et aux politiques et que le principe d’équité procédurale a été respecté. Les recommandations du comité sont communiquées au délinquant, et le grief est réactivé au moyen d’une réponse tenant compte des recommandations du comité.

15.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

L’actuel processus de règlement des griefs du SCC est un processus fastidieux qui se fonde principalement sur le papier. Cette procédure a occasionné, dans le traitement des griefs des délinquants, des retards pouvant aller jusqu’à trois (3) ans de plus que les délais actuellement prescrits par les politiques.

Le processus de règlement des plaintes concernant les droits de la personne s’appuie sur le courriel comme canal de réception des plaintes et des demandes de la CCDP et de réponse à celles-ci. Dans le cadre de ce processus, toute la documentation pertinente est stockée dans GCdocs et les fonctions de gestion des tâches de SharePoint aident le personnel de l’Unité des droits de la personne à s’acquitter des tâches requises dans les délais prescrits.

Il est possible de tirer profit de la technologie pour rationaliser ces processus, par exemple au moyen de la numérisation des fichiers, de la création de liens menant aux documents de gestion de cas, de l’établissement d’associations entre les griefs et les plaintes concernant les droits de la personne, ainsi que du recours aux signatures électroniques et aux avis automatisés des systèmes, qui augmenteront énormément la souplesse et la rapidité des réponses aux plaintes et aux griefs.

15.4 État futur

Le SCC dispose d’un modèle mature pour gérer les griefs et les plaintes, et cherche à moderniser plutôt qu’à transformer cette capacité opérationnelle ou à innover dans ce domaine. Le SCC recherche une solution commerciale qui favorise :

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- une procédure numérique qui procure à l’analyste un accès électronique au grief ou à la plainte concernant les droits de la personne et à toutes les pièces justificatives, y compris les liens entre les griefs et les plaintes concernant les droits de la personne et les effets personnels des délinquants; on devrait également songer, dans le cadre de cette procédure, à offrir au délinquant un accès transparent et simplifié au système;
- l’intégration d’une signature électronique sécuritaire;
- l’utilisation d’une fonctionnalité automatisée pour faciliter le processus décisionnel lié au règlement des griefs des délinquants et des plaintes concernant les droits de la personne;
- la capacité d’accéder à l’historique des griefs et des plaintes concernant les droits de la personne, accompagnés de liens vers les délinquants et les établissements en cause, ce qui permettra de déceler rapidement les tendances et les problèmes récurrents.

15.5 Résultats opérationnels visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d’accroître l’efficacité et l’efficacé. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

29. la numérisation des processus de traitement des griefs et des plaintes des délinquants, de la réception au règlement;
30. un meilleur acheminement des données qui favorise un traitement des griefs et des plaintes conforme aux délais prévus dans la politique et aux échéanciers de la CCDP;
31. des capacités accrues d’élaboration de rapports sur les griefs des délinquants et les plaintes concernant les droits de la personne, ainsi que sur leur règlement;
32. une meilleure catégorisation des griefs et des plaintes concernant les droits de la personne;
33. l’élimination de la nécessité d’assurer le suivi physique des copies (papier) des plaintes et griefs originaux.

15.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

15.7 Sources

Liens publics menant aux politiques : DC 081 Plaintes et griefs des délinquants	https://www.csc-scc.gc.ca/acts-and-regulations/081-cd-fr.shtml#3
Loi sur le système correctionnel et la mise	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-44.6/page-15.html

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

en liberté sous condition (LSCMLC)	
<i>Loi canadienne sur les droits de la personne</i>	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/H-6/page-1.html

16. SURVEILLANCE DES DÉLINQUANTS DANS LA COLLECTIVITÉ

16.1 Aperçu de la capacité

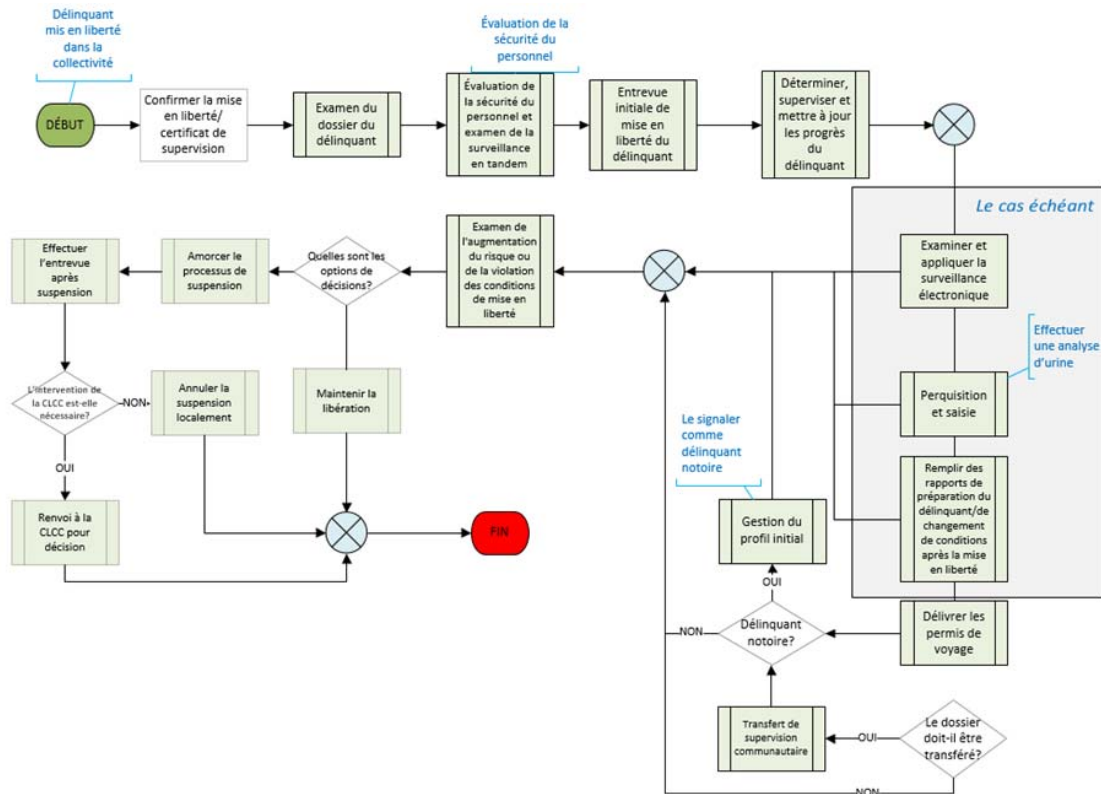
Le SCC demeure responsable d’un délinquant après la mise en liberté de celui-ci, jusqu’à la toute fin de sa peine (expiration du mandat). Dans les 24 heures de la mise en liberté d’un délinquant, le SCC doit communiquer de l’information sur celui-ci aux policiers, y compris une photographie à jour, en plus d’interviewer le délinquant afin de vérifier qu’il a compris les conditions de sa mise en liberté et de déterminer le niveau d’intervention dont il a besoin, à la lumière du risque évalué. Les niveaux d’intervention sont au nombre de six (de A à E, et I ou « surveillance intensive »), les niveaux A, B et C pouvant inclure des conditions d’assignation à résidence. Le niveau d’intervention détermine le nombre de contacts en personne qui doivent avoir lieu avec le délinquant tous les mois. Avant toute entrevue, ou à moins qu’il en soit déterminé autrement, tous les délinquants se voient attribuer le niveau A, lequel prévoit quatre contacts en personne par mois.

Comme chaque délinquant présente une combinaison unique de risques, et comme un plan correctionnel continue de s’appliquer même après la mise en liberté du délinquant, le SCC doit gérer plusieurs aspects clés lorsqu’un délinquant fait l’objet d’une surveillance dans la collectivité, notamment :

- les évaluations de la sécurité du personnel;
- les progrès du délinquant;
- les autorisations de voyage;
- l’hébergement dans la collectivité;
- la surveillance électronique, pour faire respecter les conditions de mise en liberté;
- la réaffectation de la surveillance;
- les suspensions;
- l’échange de renseignements au sujet des délinquants notoires.

16.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Flux de travail général :



Aperçu du processus opérationnel

- Ce processus commence dès qu'un délinquant est relâché dans la collectivité. Le certificat de mise en liberté est confirmé et le dossier du délinquant, passé en revue.
- L'évaluation de surveillance et de sécurité est effectuée par l'agent de libération conditionnelle chargé de la surveillance conformément à la politique, ce à quoi s'ajoutent les autres examens nécessaires.
- Dans les délais prescrits, le délinquant est interviewé et l'information requise, communiquée à la police. Le plan correctionnel est passé en revue et la liste de contrôle pour l'entrevue initiale, remplie.
- L'agent de libération conditionnelle rencontre le délinquant plus ou moins souvent, selon le niveau d'intervention décidé. Les progrès à l'égard du plan correctionnel sont évalués et les éventuelles conditions spéciales, surveillées.
- S'il y a lieu et selon les besoins, les procédures de suivi électroniques sont appliquées, les rapports de préparation à la gestion postlibératoire et de changement de conditions, remplis et les autorisations de déplacement, passées en revue et délivrées conformément aux politiques.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- Si le dossier a besoin d’être transféré, alors le Bureau des libérations conditionnelles doit considérer le niveau de stabilité du délinquant et les facteurs propres à son cas pour s’assurer que le transfèrement cadre avec les objectifs du plan correctionnel.
- Les délinquants notoires font l’objet de procédures particulières, qui seront suivies conformément aux politiques.
- Après une infraction à la sécurité ou une augmentation du risque, soit le processus de suspension sera appliqué conformément aux politiques, soit la mise en liberté sera maintenue. La CLCC pourra prendre part au processus décisionnel, s’il y a lieu.

Le SCC se fie actuellement à son SGD actuel pour obtenir des renseignements sur les dossiers des délinquants, y compris les progrès réalisés dans l’atteinte des objectifs du plan correctionnel, et pour délivrer des autorisations de voyage, assurer la sécurité du personnel, gérer les changements dans la surveillance et les suspensions, et pour signaler s’il s’agit d’un délinquant notoire. Essentiellement, le SCC doit continuellement réévaluer le risque et se fonder sur ces évaluations pour prendre ses décisions relatives aux mises en liberté, y compris les suspensions. Il convient de noter que le niveau d’intervention et le lieu de résidence des délinquants déterminent le nombre de dossiers qu’un membre du personnel peut gérer, ce qui se répercute sur l’affectation globale des ressources.

Toute l’information recueillie à l’occasion de rencontres avec les délinquants est couchée sur papier, puis saisie dans le SGD lorsque l’agent de libération conditionnelle revient de la collectivité. De plus, les agents de libération conditionnelle doivent bien souvent saisir à répétition des renseignements fondamentaux au sujet du délinquant avant de consigner les détails de la rencontre avec celui-ci.

16.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

Les agents de libération conditionnelle dans la collectivité consacrent beaucoup de temps à leurs déplacements liés aux rencontres avec les délinquants dans la collectivité. C’est d’autant plus vrai dans le cas de délinquants à risque élevé, qu’il faut rencontrer plus souvent. La réduction ou l’élimination (dans certains cas) du temps consacré aux déplacements pourrait sans doute aider les agents de libération conditionnelle dans la collectivité à composer avec leur charge de travail et à s’acquitter de leur mandat.

S’ils avaient la possibilité de consigner l’information directement dans la solution lorsqu’ils sont dans la collectivité, les agents de libération conditionnelle dans la collectivité auraient davantage de temps à consacrer à la surveillance des délinquants. Le remplissage de champs prédéfinis dans certains types de documents (comme les évaluations en vue d’une décision) permettra également aux agents de gagner du temps et d’améliorer l’uniformité.

16.4 État futur

Le SCC souhaite moderniser et remanier l’approche de la surveillance dans la collectivité, par exemple, en favorisant davantage de réunions virtuelles avec les délinquants afin d’améliorer la fréquence des contacts et de réduire les frais de déplacement tout en abordant et en évaluant les risques, et en continuant à élargir

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

l’utilisation des outils de surveillance électronique qui permettent de surveiller la conformité des conditions géographiques.

Dans certains domaines, par exemple, l’hébergement dans la collectivité, le SCC cherche à faire évoluer les moyens pris pour améliorer l’échange de renseignements. Voici quelques exemples précis :

- une procédure de saisie des données numériques offrant aux agents de libération conditionnelle un accès à distance à une solution intuitive et conviviale;
- l’utilisation possible de la vidéoconférence ou d’une technologie comparable pour réduire les déplacements des agents de libération conditionnelle;
- l’utilisation possible d’un logiciel de conversion voix-texte ou d’un autre logiciel similaire permettant de réduire la saisie manuelle de données ou une meilleure utilisation des technologies de communication à distance de façon à garantir la saisie de données correctement structurées au moment opportun à la saisie, réduisant ainsi le fardeau du traitement ultérieur.

16.5 Résultats opérationnels visés

Représentant un volet crucial de la transition de tout délinquant qui retourne dans la collectivité, la surveillance dans la collectivité a une profonde incidence sur la réussite de la réinsertion sociale. La nécessité de veiller à ce que le SCC continue de fournir des résultats efficacement en soutenant la réadaptation des délinquants, en assurant la sécurité publique, et en améliorant l’efficacité et la souplesse de la surveillance dans la collectivité est un élément essentiel d’une nouvelle solution moderne de gestion des délinquants. Une solution transformationnelle procurera plusieurs avantages particuliers, par exemple :

- un accès à distance permettant de consulter et de consigner des données par voie électronique;
- la réduction des déplacements et l’augmentation de la fréquence des contacts, grâce à des approches plus souples d’établissements des calendriers;
- l’amélioration de l’efficacité et de l’efficacité relativement au suivi et à la surveillance des délinquants dans la collectivité et à la préparation de rapports connexes.

16.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

16.7 Sources

Rapports d’évaluation, <i>Initiative sur la santé mentale dans la collectivité</i> , dossier n° 394-2-51, novembre 2008.	Recommandation n° 3 : Le SCC devrait explorer et mettre en place des mécanismes pour améliorer la communication des renseignements dans les services de santé mentale en établissement et dans la collectivité ainsi que dans les équipes de gestion des cas.
--	---

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Vérificateur général du Canada, <i>Rapport 6, La surveillance dans la collectivité</i> , automne 2018.	S’assurer que les agents de libération surveillent les délinquants au moins aussi souvent que les normes l’exigent et surveillent les conditions spéciales imposées par la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Il faut que le SCC renforce la surveillance de la conformité au moyen de ses systèmes existants de reddition de comptes.
<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> (LSCMLC)	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/c-44.6/page-16.html Voir les articles 100, 127, 128, 133 et 134.

17. GESTION DES MISES EN LIBERTÉ ET DES PERMISSIONS DE SORTIR DES DÉLINQUANTS

17.1 Aperçu de la capacité

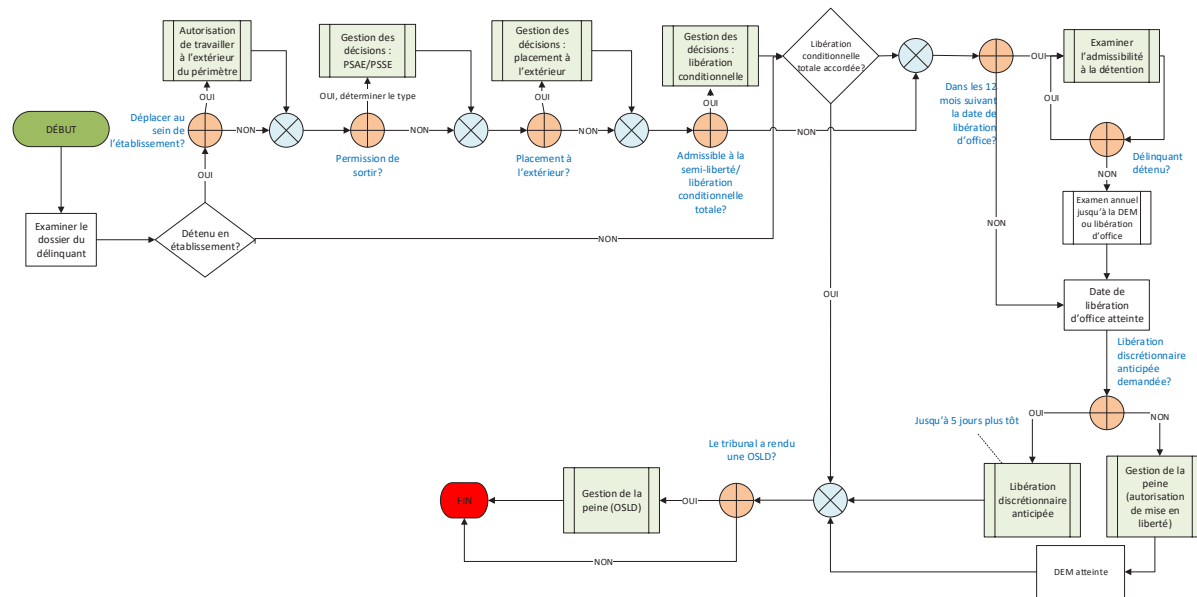
La gestion des mises en liberté et des permissions de sortir comprend tous les processus associés à la demande, à l’approbation, au suivi et à l’évaluation de diverses catégories de permissions de sortir ainsi qu’à la libération conditionnelle ou sans condition à l’expiration de la peine d’un délinquant. Les types de libérations et d’absences comprennent notamment, sans s’y limiter, ce qui suit :

- autorisation de travailler à l’extérieur du périmètre d’un établissement;
- permissions de sortir avec ou sans escorte;
- placements à l’extérieur;
- demandes de semi-liberté, de libération conditionnelle totale ou de libération d’office;
- maintiens en incarcération;
- libération discrétionnaire anticipée;
- gestion des logements temporaires dans le cadre d’une mise en liberté;
- traitement du décès d’un délinquant;
- exécution de l’expiration d’un mandat et de la mise en liberté.

La gestion des libérations et des absences et la gestion des décisions doivent être bien alignées, car parfois le SCC est l’autorité décisionnelle pour certaines libérations, pour d’autres c’est la Commission des libérations conditionnelles du Canada. Lorsqu’une mise en liberté requiert le pouvoir de la CLCC, la décision relative à la mise en liberté doit suivre les processus liés à la gestion des décisions.

17.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Flux de travail général :



Aperçu du processus opérationnel

- Les processus opérationnels commencent lorsqu'il y a un besoin, ou une demande, concernant la mise en liberté ou une permission de sortir d'un délinquant. Selon le type de mise en liberté, les divers processus secondaires suivants sont déclenchés en vue de l'examen et de l'approbation de la permission de sortir ou de la mise en liberté :
 - Autorisation de travailler à l'extérieur du périmètre** : établit un cadre pour l'autorisation, la surveillance, l'évaluation et la documentation des affectations de travail à l'extérieur du périmètre de l'établissement et dans les limites des terrains du pénitencier, la protection de la société étant considérée comme le critère prépondérant. En outre, donne aux détenus une occasion d'afficher des comportements appropriés dans un environnement moins structuré, tout en favorisant leur réinsertion sociale dans les meilleurs délais et conformément aux objectifs de leur Plan correctionnel.
 - Permissions de sortir** : donne aux détenus des occasions d'accéder à la collectivité ou à un autre établissement pour des raisons médicales ou administratives, des responsabilités parentales, des raisons de compassion, un service à la collectivité, des rapports familiaux, du perfectionnement personnel ou de la réadaptation.
 - Permission de sortir avec escorte (PSAE)** : permission de sortir dans le cadre de laquelle le détenu quitte l'établissement accompagné d'un ou de plusieurs agents accompagnateurs. Un détenu peut participer à une PSAE seul ou en tant que membre d'un groupe.

- **Permission de sortir sans escorte (PSSE) :** sortie durant laquelle le détenu quitte l’établissement sans être accompagné d’un membre du personnel du SCC. La PSSE est de durée limitée, et le SCC l’accorde pour l’une des raisons énoncées précédemment. Le détenu doit avoir purgé une certaine partie de sa peine pour être admissible à la PSSE. Les détenus classés « à sécurité maximale » n’y sont pas admissibles. Les PSSE sont importantes pour qu’un délinquant puisse démontrer qu’il est prêt pour une mise en liberté graduelle dans la collectivité et elles constituent souvent une étape nécessaire pour les délinquants purgeant une peine d’emprisonnement à perpétuité avant d’être pris en charge pour une semi-liberté ou une libération conditionnelle totale.
- **Placement à l’extérieur :** permet au délinquant de sortir de l’établissement pour effectuer du travail ou des services communautaires. Il s’agit d’un programme structuré de mise en liberté pour une période déterminée. Un membre du personnel ou une autre personne ou organisation autorisée se charge de la surveillance du placement à l’extérieur. Les détenus admissibles à la PSSE sont également admissibles au placement à l’extérieur.
- **Semi-liberté :** donne au délinquant la possibilité de participer de façon continue à des activités dans la collectivité. Le délinquant qui en bénéficie vit habituellement dans un établissement correctionnel ou dans un établissement résidentiel communautaire. De plus, on accorde la semi-liberté afin de préparer le délinquant à la libération conditionnelle totale ou à la libération d’office.
- **Libération conditionnelle totale :** une forme de libération conditionnelle qui permet à un délinquant de purger une partie de sa peine d’emprisonnement dans la collectivité. Le SCC surveille le délinquant, lequel doit se plier à des conditions visant à réduire le risque de récidive et à favoriser la réinsertion sociale du délinquant. Le délinquant qui bénéficie de la libération conditionnelle totale n’est pas tenu de retourner dans un établissement chaque soir. Il doit se présenter régulièrement au surveillant de liberté conditionnelle, et dans certains cas, à la police.
- **Libération d’office (LO) :** une forme obligatoire de mise en liberté à la disposition des délinquants qui purgent une peine d’une durée déterminée. Tous les délinquants, sauf ceux qui purgent une peine d’emprisonnement à perpétuité ou d’une durée indéterminée, sont admissibles à la LO. Ce processus exige que les détenus sous responsabilité fédérale purgent le dernier tiers de leur peine dans la collectivité. Le SCC les surveille et leur impose des conditions de mise en liberté comparables à celles qui accompagnent une libération conditionnelle totale.
- **Date d’expiration du mandat (DEM) :** la mise en liberté à l’expiration de la peine n’est pas une mise en liberté sous condition. Il s’agit de la libération totale qui doit être accordée aux personnes qui ont purgé l’intégralité de leur peine. Elle s’applique aux détenus qui ont été considérés comme trop dangereux pour retourner dans la collectivité dans le cadre d’une libération d’office.
- **Libération anticipée discrétionnaire :** Mise en liberté avant la libération d’office ou la date d’expiration du mandat (DEM).

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- **Maintien en incarcération** : procédures pour l’évaluation des délinquants en fonction des critères de maintien en incarcération et la présentation des cas à la Commission des libérations conditionnelles du Canada dans les délais prescrits³.

17.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

Le suivi et l’évaluation des avantages supplémentaires (c.-à-d. la réduction de la récidive, la réinsertion sociale réussie) de certaines permissions de sortir et de certains placements à l’extérieur doivent être affinés du point de vue de l’intégrité des programmes.

Il est possible de recueillir des renseignements plus détaillés sur les divers types de permissions de sortir et de mises en liberté afin d’éclairer les décisions, de favoriser la communication d’information et d’obtenir des renseignements sur la façon de mieux réorienter les ressources en conséquence.

L’accès intégré aux renseignements sur les délinquants dans ce domaine aidera le personnel du SCC à établir des indicateurs concernant la réinsertion sociale réussie ou le risque d’évasion dans le cadre du processus décisionnel relatif aux mises en liberté. Les renseignements sur les mises en liberté antérieures permettent d’améliorer les liens de confiance et de faciliter la transition entre les mises en liberté antérieures et l’expiration du mandat.

17.4 Situation future

Le SCC vise à moderniser et à faire évoluer cette capacité sur la base des approches et des informations qui sont actuellement recueillies sur les délinquants. Par exemple, à l’avenir :

- Un meilleur accès à l’information sur le profil unique de risque et de besoins d’un délinquant et une meilleure intégration de cette information peuvent permettre d’améliorer les recommandations relatives aux permissions de sortir et aux placements à l’extérieur, y compris la planification de ces événements pendant le cycle de planification correctionnelle à l’admission afin d’aider à élaborer une marche à suivre claire (gestion des attentes) pour le délinquant afin qu’il puisse réussir à obtenir le type de mise en liberté le plus tôt possible;
- L’accès à des données plus fiables sur l’intégrité des programmes permettra d’améliorer les renseignements destinés à la recherche, afin de préciser les populations de délinquants cibles qui pourraient bénéficier de ces types de mise en liberté.

17.5 Résultats opérationnels visés

Les améliorations liées à cette capacité entraîneront des résultats plus efficaces et plus efficaces ainsi qu’une plus grande souplesse. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

³ <https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/712-2-cd-fra.shtml>.

34. Un meilleur accès aux données pour faciliter la recherche sur la validation des avantages liés aux permissions de sortir et aux placements à l’extérieur, notamment en ce qui concerne les groupes de délinquants qui en bénéficient le plus, le moment des mises en liberté et leur durée;
35. L’intégration des types de mise en liberté actuels au cycle de planification des délinquants à l’admission (planification correctionnelle);
36. Une meilleure capacité de gérer et de recueillir des renseignements sur les mises en liberté, tous types confondus, de manière plus détaillée, afin d’éclairer la prise de décisions.

17.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

17.7 Sources

<i>Liens publics pour consulter la politique :</i> DC 710-3 – Permissions de sortir	https://www.csc-scc.gc.ca/lois-et-reglements/710-3-cd-fra.shtml
DC 710-4 Autorisation de travailler à l’extérieur du périmètre	https://www.csc-scc.gc.ca/politiques-et-lois/710-4-cd-fra.shtml
DC 710-7 – Placements à l’extérieur	https://www.csc-scc.gc.ca/acts-and-regulations/710-7-cd-fr.shtml
DC 712-2 Maintien en incarcération	https://www.csc-scc.gc.ca/acts-and-regulations/712-2-cd-fra.shtml#s3d
DC 712-4 – Processus de mise en liberté	https://www.csc-scc.gc.ca/acts-and-regulations/712-4-cd-fr.shtml
<i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (LSCMLC)</i>	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-44.6/index.html Voir les articles 17, 18, 93 et 100.

18. GESTION DES DÉCISIONS

18.1 Aperçu de la capacité

Il y a un certain nombre de décisions clés prises tout au long de la peine d’un délinquant. Chaque décision nécessite l’analyse d’un certain nombre de facteurs. Découlant de cette analyse, une recommandation est

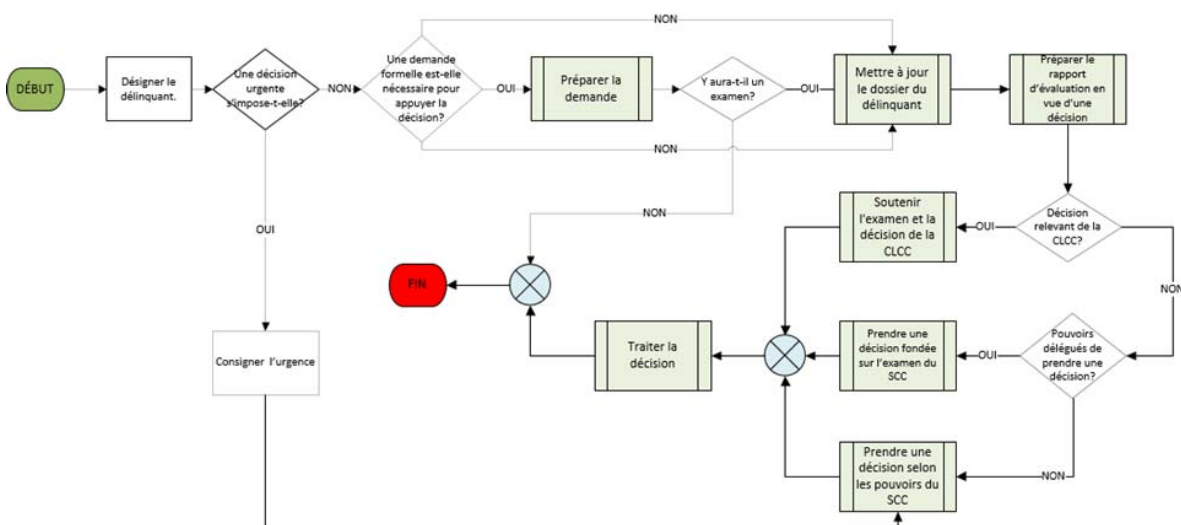
formulée à l'intention des représentants des différents échelons d'autorité à l'intérieur et à l'extérieur du SCC, en vue de la prise d'une décision. Cette décision est ensuite consignée, puis communiquée au délinquant.

Le SCC a le pouvoir légal de rendre certaines décisions clés concernant un délinquant, par exemple au chapitre de la sécurité, de la discipline et des transfèrements. La CLCC est l'autorité légale pour accorder une mise en liberté sous condition aux délinquants fédéraux et pour imposer des conditions aux délinquants pendant leur mise en liberté. Dans certaines situations, par exemple dans le cas d'un transfèrement d'urgence, le SCC doit prendre une décision, puis fournir la documentation qui étaye les motifs justifiant cette décision.

Le SCC est tenu de consigner et d'échanger avec le délinquant et, pour certaines décisions, avec la CLCC, toutes les informations pertinentes relatives à une décision qui a une incidence sur le délinquant et sa peine, ainsi que la justification de la décision elle-même.

18.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Flux de travail général :



Aperçu du processus opérationnel

Le processus de gestion des décisions s'applique à divers scénarios. S'enclenchant aussitôt qu'une décision est requise, il est appliqué de nouveau plus tard si cette décision doit être annulée, confirmée ou suspendue.

- Quand une décision est requise de toute urgence, cette urgence est consignée, et la décision se prend en vertu des pouvoirs du SCC.
- Pour une décision non urgente, le dossier du délinquant est mis à jour et une « évaluation en vue d'une décision », produite. À cela s'ajoutera, dans certains cas, une demande officielle.

Contrôle des décisions

- Les décisions qui relèvent de la CLCC lui sont envoyées si elles doivent être contrôlées.
- Les décisions prises en vertu de pouvoirs délégués sont prises et contrôlées par le SCC.
- Les décisions urgentes se prennent en vertu des pouvoirs du SCC.
- Une décision sera toujours envoyée à l'équipe administrative de l'unité compétente, pour les formalités.

18.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

La gestion des décisions représente une capacité fondamentale, mais complexe pour le SCC. Cette capacité s'appuie actuellement sur des rapports et d'autres renseignements qui fournissent, au moment opportun, des évaluations des risques que posent les délinquants et d'autres analyses nécessaires pour répondre aux demandes de ces délinquants ou respecter les exigences de leur peine.

Actuellement, la façon dont le SCC procède aux évaluations aux fins de décision s'harmonise mal avec la manière dont la CLCC analyse et mesure les progrès des délinquants et évalue la qualité des renseignements liés aux décisions. De plus, toutes les décisions ne s'appuient pas nécessairement sur la même grille d'analyse, ce qui entraîne des inefficacités dans le cas de certaines décisions de nature plus administrative que technique. Un SGD modernisé permettra de normaliser et de rationaliser les renseignements utilisés pour soutenir une prise de décision souple et opportune afin d'améliorer les résultats en matière de sécurité publique.

18.4 État futur

Le SCC a besoin d'une solution moderne et transformatrice basée sur des technologies solides et éprouvées pour permettre un remaniement des processus opérationnels existants. Il ne cherche pas à innover dans ce domaine, même s'il examinera les propositions innovantes qui démontrent des améliorations en matière d'efficacité et de flexibilité. À l'aide de cette solution transformatrice, le SCC abandonnera ses pratiques actuelles fondées sur le papier pour adopter une approche tirant meilleur parti des technologies modernes de gestion de l'information et des documents et proposant des caractéristiques telles que des procédures d'accès axées sur les rôles et les responsabilités, ainsi que des signatures électroniques. Le point de mire du SCC est le respect des exigences opérationnelles fondamentales et l'adoption de pratiques modernes qui favorisent, par exemple :

- le recours à des registres de décisions plus dynamiques qui permettent de s'assurer que l'information requise pour prendre des décisions est à jour et peut être saisie à des moments clés, de manière à fournir un compte rendu clair des fondements des décisions, lesquelles peuvent toujours faire l'objet d'un examen ou d'un grief;
- des processus simplifiés de création, de structuration et de gestion des documents relatifs aux décisions qui s'alignent plus étroitement sur les besoins de la CLCC tout en étant mieux adaptés aux exigences de chaque type de décision que le SCC est tenu de recommander ou de rendre;
- une meilleure capacité d'échanger des renseignements avec les délinquants de façon confidentielle et sécuritaire.

18.5 Résultats opérationnels visés

Une solution modernisée qui prend en charge les améliorations de la gestion des décisions afin d’augmenter l’efficacité, d’améliorer l’efficacité et de renforcer la flexibilité, p. ex. :

- en réduisant le temps consacré à la rédaction des décisions administratives (et donc moins risquées) concernant un délinquant, en s’appuyant sur l’information et les données saisies dans le cadre d’activités relevant d’autres capacités;
- en s’alignant davantage sur les exigences de la CLCC en matière d’analyse et de mise en forme dans le cas des décisions de mise en liberté;
- en améliorant l’accès à l’information sur une décision concernant un délinquant;
- en améliorant la saisie des données structurées ayant trait à l’échange de renseignements avec les partenaires et en simplifiant les échanges de renseignements avec les partenaires;
- en améliorant l’accès aux données et aux analyses concernant les résultats des décisions rendues (p. ex. récidive au cours de la semi-liberté et de la libération d’office);
- en simplifiant les demandes et en éliminant les formalités administratives inutiles (p. ex. les demandes des délinquants pour renoncer à l’examen, le reporter ou retirer leur demande) au chapitre de la gestion des décisions, dont le processus se fonde actuellement sur le papier;
- en améliorant le suivi des exigences relatives aux décisions des différentes compétences;
- en améliorant la capacité du SCC à garantir la prise en compte de tous les renseignements pertinents dans le cadre du processus de prise des décisions relevant de l’autorité du SCC ou des renseignements mis à la disposition des décideurs qui relèvent de l’autorité de la CLCC.

18.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

19. GESTION DU RENDEMENT ET RAPPORTS CONNEXES

19.1 Aperçu de la capacité

Le SCC doit suivre et gérer les renseignements sur le rendement de façon à orienter les opérations et à élaborer des perspectives régionales et nationales concernant la gestion des délinquants. Il dépend aussi des renseignements sur le rendement opérationnel et les outils de production de rapports pour répondre aux demandes de rapports ponctuels et appuyer les rapports sur les résultats ministériels.

Le SCC dispose d’une variété d’outils de production de rapports sur lesquels il s’appuie pour mettre au point des rapports sur les opérations et le rendement, notamment :

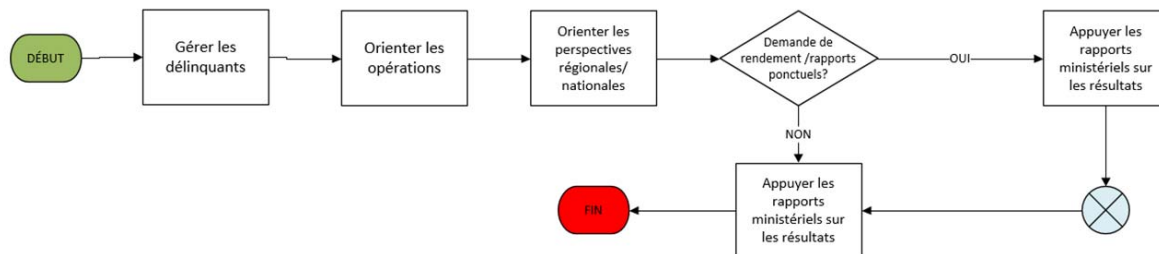
- Rapports automatisés de données appuyant la réinsertion (RADAR) : série de rapports sur les délinquants;

- Rendement en direct (RD) : surveillance des résultats et production de rapports sur ces résultats tout au long du continuum de la peine du délinquant;
- Cadre ministériel des résultats (CMR) sur le rendement – Outil en ligne ou tableau de bord qui présente de l’information sur le rendement et des résumés au sujet de plusieurs indicateurs du rendement du CMR;
- Portail de résultats, d’information et de mesures d’évaluation (PRIME) – Fournit des données générales sur le rendement du SCC.

Le SCC met l’accent sur l’amélioration des rapports opérationnels tout en veillant à disposer de données appropriées à l’appui des systèmes nationaux de rapports sur le rendement.

19.2 Aperçu du processus opérationnel actuel

Déroulement général :



Aperçu des processus opérationnels

Les rapports de performance et de gestion sont un processus continu qui dépend des processus opérationnels actuels du SGD qui le précèdent.

- Les données recueillies dans le cadre des capacités opérationnelles de gestion des délinquants du SCC servent à appuyer la gestion des délinquants. Elles sont également communiquées à d’autres systèmes et intervenants et sont utilisées pour produire des rapports extérieurs au SGD;
- Pour les demandes de rapports ponctuels ou opérationnels, l’équipe exploite les données et les informations du SGD provenant d’autres outils et sources du SCC afin de recueillir manuellement les informations demandées.

19.3 Énoncé du problème ou de la possibilité

Le SCC s’appuie actuellement sur certains outils de production de rapports opérationnels, extérieurs au SGD, dans divers domaines. Les travailleurs de première ligne doivent naviguer entre différents systèmes et outils pour accéder à certains rapports clés qui les aident dans leurs activités quotidiennes.

19.4 État futur

Le SCC cherche à remanier sa capacité à soutenir les rapports opérationnels, et à adopter des approches modernes telles que des tableaux de bord et des rapports basés sur des données en temps réel pour répondre

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

aux besoins d’information au niveau du personnel et de la direction. À l’avenir, la solution devrait soutenir une approche plus souple et centrée sur l’utilisateur en matière de rapports opérationnels, ce qui permettra d’améliorer l’analyse, les décisions et la gestion des cas, ainsi que l’accès aux données et à l’information nécessaires pour soutenir des rapports plus larges sur le rendement.

19.5 Résultats opérationnels visés

L’amélioration de cette capacité augmentera l’efficacité, l’efficience et la flexibilité. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

- Amélioration de la capacité d’accéder aux données et de les présenter dans des rapports à l’intention de divers publics à l’échelle régionale et nationale en vue d’appuyer l’efficacité opérationnelle et de présenter les résultats ministériels;
- Une expérience utilisateur cohérente et rationalisée pour garantir que ces données sont facilement accessibles à tous les publics, leur permettant d’accéder à des informations normalisées sur le rendement opérationnel et de générer des rapports personnalisés sur le rendement opérationnel à l’intention du personnel et de la direction aux niveaux régional et national;
- Amélioration de la flexibilité pour configurer les rapports opérationnels et les tableaux de bord, et garantir la disponibilité de nouvelles informations aux fins d’analyse et de production de perspectives.

19.6 Exigences opérationnelles

Les exigences opérationnelles ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

Appendice 2 – Description des capacités techniques

Des capacités techniques nouvelles et modifiées seront nécessaires afin de soutenir les capacités opérationnelles du SGD modernisé et de réaliser la vision globale du SCC pour l’avenir. Les capacités techniques ont été divisées en catégories et les exigences détaillées pour chaque catégorie sont fournies dans l’appendice 4 – Exigences liées à la solution.

1. COMPATIBILITÉ ET INTÉGRATION

1.1 Aperçu de la capacité

La compatibilité et l’intégration renvoient aux types d’environnements dans lesquels la solution devrait fonctionner et aux systèmes dans lesquels elle doit s’intégrer.

1.2 Énoncé du problème/de la possibilité

La série d’applications du SGD a été développée sur des plateformes dont la technologie est maintenant désuète. Il serait possible de faire en sorte que la solution soit hébergée dans des environnements modernes et puisse assurer de façon fluide l’échange d’information entre les systèmes et avec les partenaires externes.

1.3 Résultats visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d’accroître l’efficacité, l’efficacité et la souplesse. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

- Souplesse accrue pour répondre à l’évolution des besoins des intervenants.
- Efficacité et efficacité améliorées grâce à une approche uniforme des activités d’intégration.
- Développement et mise à l’essai efficient et efficace grâce à une disponibilité adéquate des environnements.

1.4 Exigences techniques

Les exigences techniques ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

1.5 Sources

Liens publics vers les politiques

S.O.

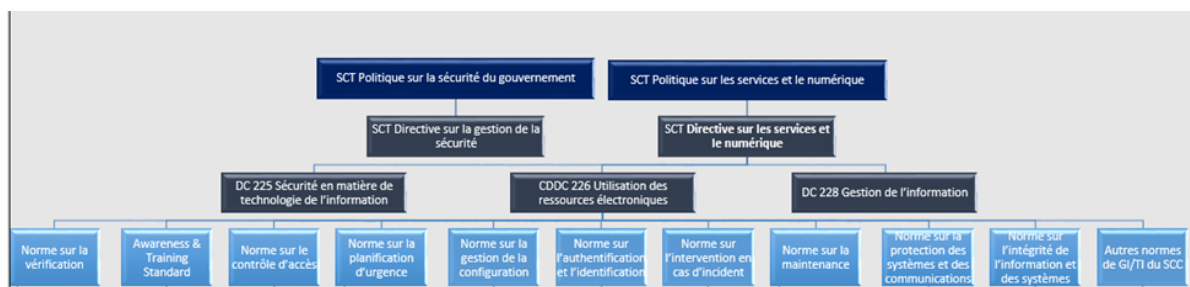
2. SÉCURITÉ ET RESPECT DE LA VIE PRIVÉE

2.1 Aperçu de la capacité

Du point de vue de la sécurité, les données gérées par le SGD sont classées Protégé B, intégrité moyenne et disponibilité moyenne (PBMM). La Solution doit donc se conformer aux politiques, directives, lignes directrices et services informatiques fournis par le gouvernement du Canada, le SCT, SPC et le CCC nécessaires à la protection des données et des systèmes à ce niveau.

Les exigences décrivent la façon dont le système et les données sont protégés contre les accès et les modifications non autorisés et comment la solution doit être conforme aux normes sur la sécurité, le respect de la vie privée, la protection et la résidence des données. De plus, elles englobent la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et les exigences concernant l'administration des utilisateurs :

- Les mesures de confidentialité sont conçues pour protéger contre la divulgation non autorisée de l'information et garantir le respect de la vie privée;
- L'intégrité comprend la protection contre la modification non autorisée des données et des applications;
- La disponibilité consiste à protéger les fonctions qui assurent que les utilisateurs peuvent accéder aux données quand ils en ont besoin;
- L'administration utilisateur décrit les exigences relatives à la gestion des profils d'utilisateurs dans l'application.



2.2 Énoncé du problème/de la possibilité

La série actuelle d'applications du SGD du SCC est hébergée sur place, dans un centre de données existant du gouvernement du Canada, mais la vision du SGD modernisé consiste à tirer parti de l'architecture infonuagique du SCC pour améliorer la disponibilité, la souplesse et la durabilité des applications.

Les composants de la solution hébergés dans le nuage doivent être conformes aux normes de sécurité du SCC ainsi qu'aux contrôles de sécurité du gouvernement du Canada.

2.3 Résultats visés

Les améliorations apportées au titre de cette capacité fournissent des bases techniques pour soutenir l'ensemble des résultats du projet, soit l'augmentation de l'efficacité, de l'efficacité et de la souplesse. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

- Une solution pouvant protéger les systèmes et les données classées Protégé B, intégrité moyenne, disponibilité moyenne (PBMM).
- La capacité de respecter les normes du gouvernement du Canada et les pratiques exemplaires de l'industrie touchant la sécurité et le respect de la vie privée.
- Une solution respectant les normes sur la sécurité des TI du SCC, élaborées en conformité avec les contrôles de sécurité ITSG-33 du CCC.
- Un soutien technique et de maintenance sécurisé qui respecte les politiques et les normes de sécurité du gouvernement du Canada, y compris les exigences sur la résidence des données.
- Efficacité accrue par le soutien de l'intégration avec des outils et des services pour l'administration des comptes.
- Efficacité accrue grâce à l'automatisation de certaines tâches d'administration des comptes utilisateur, lorsque possible.
- Souplesse accrue pour répondre à l'évolution des besoins législatifs et aux demandes des intervenants.

2.4 Exigences techniques

Les exigences techniques ont été regroupées par thèmes. Voir l'appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

2.5 Sources

Liens publics vers les politiques	
Conseils en matière de sécurité des technologies de l'information (ITSG-33)	https://cyber.gc.ca/fr/orientation/aperçu-itg-33
Orientation du SCT relative à la résidence des données électroniques	https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/orientation-relative-residence-donnees-electroniques.html
Normes du gouvernement du Canada sur les API	https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/technologies-modernes-nouveaux/normes-gouvernement-canada-api.html

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Exigences de base en matière de sécurité pour les zones de sécurité de réseau au sein du gouvernement du Canada (ITSG-22)	https://cyber.gc.ca/sites/default/files/publications/itsg-22-fra_4.pdf
Secrétariat du Conseil du trésor du Canada : Niveaux de sécurité	https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/protection-safeguarding/niveaux-levels-fra.html
Considérations de conception relatives au positionnement des services dans les zones (ITSG-38)	https://www.cyber.gc.ca/fr/orientation/considerations-de-conception-relatives-au-positionnement-des-services-dans-les-zones
Algorithmes cryptographiques pour l'information NON CLASSIFIÉ, PROTÉGÉ A et PROTÉGÉ B (ITSP.40.111)	https://cyber.gc.ca/fr/orientation/algorithmes-cryptographiques-pour-linformation-non-classifie-protege-et-protege-b
Conseils sur la configuration sécurisée des protocoles réseau (ITSP.40.062)	https://cyber.gc.ca/fr/orientation/conseils-sur-la-configuration-securisee-des-protocoles-reseau-itsp40062
Règlement sur les signatures électroniques sécurisées (DORS/2005 – 30)	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2005-30/page-1.html
Politique sur la sécurité du gouvernement	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=16578
Directive sur la gestion de la sécurité	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32611
Politique intérimaire sur la protection de la vie privée	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12510&section=html
Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques (L.C. 2000, ch. 5)	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/P-8.6/index.html
Loi sur la protection des renseignements personnels (L.R.C. (1985), ch. P-21)	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/p-21/

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Norme sur la protection de la vie privée et le Web analytique	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26761
Directive sur la gestion de l’identité	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=16577
Directive sur la gestion de l’identité – Annexe A : Norme sur l’assurance de l’identité et des justificatifs	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32612
Ligne directrice sur la gestion de l’infrastructure à clé publique au gouvernement du Canada	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=20008
Profil des mesures de sécurité pour les services du GC fondés sur l’informatique en nuage (Secrétariat du Conseil du trésor du Canada)	https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/profil-controle-securite-services-ti-fondes-information-nuage.html
Orientation sur l’utilisation sécurisée des services commerciaux d’informatique en nuage : Avis de mise en œuvre de la Politique sur la sécurité (AMOPS)	https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/orientation-utilisation-securisee-services-commerciaux-informatique-nuage-amops.html
Approche et procédures de gestion des risques à la sécurité de l’informatique en nuage (Secrétariat du Conseil du trésor du Canada)	https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/approche-procedures-gestion-risques-securite-informatique-nuage.html
Gouvernement du Canada Considérations relatif à l’utilisation de la cryptographie dans les services d’informatique en nuage commerciaux	https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/consideration-utilisation-crrptographie-services-informatique-nauge.html
Guide de sécurité pour les solutions de système d’information	https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/guide-securite-solutions-systeme-information-nuage.html

Manuel de la sécurité des contrats
– Chapitre 6 : Manipulation et
protection de renseignements et
de biens

<https://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/msc-csm/chap6-fra.html>

3. FIABILITÉ

3.1 Aperçu de la capacité

Le SGD est le système essentiel à la mission du SCC pour la gestion des délinquants et doit donc être très fiable.

La fiabilité est la mesure dans laquelle la solution remplit constamment et sans défaillance des fonctions précises. La planification de la gestion du rendement et de la capacité contribue à assurer que les processus opérationnels essentiels ont toujours une capacité suffisante pour fonctionner efficacement. Une défaillance ou une perturbation peuvent avoir de graves conséquences sur les processus et le fonctionnement; le système doit donc être très accessible et facile à rétablir.

Dans ce contexte, la fiabilité comprend :

- La performance peut être définie comme la rapidité avec laquelle un système répond à certaines actions de l'utilisateur dans le cadre d'une charge de travail spécifique, ainsi que sa capacité à augmenter ou à diminuer ses performances en fonction de l'évolution des demandes de traitement des applications et du système;
- La capacité, soit la quantité d'information, d'utilisateurs et de services pouvant être pris en charge par le système;
- L'accessibilité, soit les lieux d'exploitation, les heures d'exploitation, le pourcentage de temps où le système fonctionne correctement et le temps alloué à la maintenance;
- La récupérabilité, soit la facilité et la rapidité avec laquelle le système peut être rétabli pleinement après une perturbation (p. ex. défaillance d'un logiciel, du matériel ou des infrastructures ou catastrophe naturelle).

3.2 Énoncé du problème/de la possibilité

La mise en œuvre d'une nouvelle solution doit être conçue de façon à ce que la solution ait un rendement élevé selon divers ensembles de conditions. Puisqu'il s'agit d'une application essentielle, la solution doit être très fiable et pouvoir être échelonnée en fonction des besoins de l'organisation.

Dans l'éventualité d'une perturbation, la solution doit pouvoir être rétablie facilement et rapidement afin de réduire au minimum les conséquences sur l'organisation et les activités.

3.3 Résultats visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d'accroître l'efficacité, l'efficacités et la souplesse. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

- Efficacité accrue pour remplir les exigences du système essentielles à la mission;
- Processus efficaces de rétablissement et de reprise après catastrophe;
- Échelonnabilité pour soutenir les conditions actuelles et futures prévues du système et les demandes des utilisateurs;
- Souplesse accrue pour répondre à l'évolution des besoins des intervenants.

3.4 Exigences techniques

Les exigences techniques ont été regroupées par thèmes. Voir l'appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

3.5 Sources

Liens publics vers les politiques

S.O.

4. MAINTENABILITÉ, ÉTAT DE FONCTIONNEMENT, GÉRABILITÉ

4.1 Aperçu de la capacité

La présente capacité décrit l'ensemble des caractéristiques permettant d'effectuer facilement et rapidement la maintenance corrective et préventive d'un système.

4.2 Énoncé du problème/de la possibilité

La série d'applications du SGD a été développée sur diverses plateformes de technologie; en conséquence, un éventail de ressources et de compétences sont nécessaires pour gérer, entretenir et maintenir la solution.

Il serait possible d'accroître l'efficacité et la souplesse en matière de soutien, de maintenance et d'améliorations en tirant parti des capacités et des pratiques exemplaires d'une solution développée avec des technologies modernes.

4.3 Résultats visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d'accroître l'efficacité, l'efficacités et la souplesse. Les résultats spécifiques comprendront notamment ce qui suit :

- Souplesse accrue pour répondre à l’évolution des besoins législatifs et aux demandes des intervenants;
- Renforcement de la capacité d’améliorer et de perfectionner efficacement la solution;
- Accès à des outils efficaces de surveillance et de soutien.

4.4 Exigences techniques

Les exigences techniques ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

4.5 Sources

Liens publics vers les politiques

S.O.

5. FACILITÉ D’EMPLOI ET LOCALISATION

5.1 Aperçu de la capacité

La facilité d’emploi est la facilité avec laquelle une personne peut utiliser la solution pour atteindre des buts précis. Cela comprend les normes et pratiques exemplaires relatives à l’accessibilité, à la conception de l’interface utilisateur/de l’expérience utilisateur, à l’aide en ligne et à l’optimisation des appareils.

Dans le contexte des diverses normes et lignes directrices :

- Facilité d’emploi des sites Web : Décrit les exigences relatives à la facilité d’utilisation pour les sites Web du gouvernement du Canada.
- Interopérabilité du Web : Améliore l’expérience Web des Canadiens en utilisant des technologies qui soutiennent les appareils mobiles et en facilitant l’utilisation des technologies de l’information pour trouver des renseignements gouvernementaux.
- Accessibilité : Des technologies d’accès et d’adaptation doivent être en place pour répondre aux besoins des personnes handicapées.

La localisation décrit la manière dont la solution prendra en charge les exigences de la localité et de la langue cibles et comment la solution doit garantir l’utilisation efficace des deux langues officielles.

5.2 Énoncé du problème/de la possibilité

La série actuelle d’applications du SGD remplit les exigences législatives relatives aux deux langues officielles. Des outils supplémentaires créant des synergies en soutenant une application bilingue permettront de réaliser des gains d’efficacité lors du développement et du soutien des applications.

Il est de plus en plus difficile et complexe d’aligner la série actuelle d’applications du SGD sur les normes et les pratiques exemplaires de l’industrie en matière d’accessibilité, qui évoluent constamment.

Beaucoup d’applications modernes sont conformes d’emblée aux normes actuelles et offrent une grande souplesse pour répondre aux changements continus.

5.3 Résultats visés

Les améliorations apportées à cette capacité permettront d’accroître l’efficacité, l’efficacité et la souplesse. Les résultats précis comprennent les suivants :

- Capacité continue à s’aligner sur les lois du gouvernement du Canada en matière de langues officielles du Canada;
- Souplesse accrue pour répondre à l’évolution des besoins législatifs et aux demandes des intervenants.

5.4 Exigences techniques

Les exigences techniques ont été regroupées par thèmes. Voir l’appendice 4 – Exigences liées à la solution pour la liste des exigences par capacité et par thème.

5.5 Sources

Liens publics vers les politiques

Loi sur les langues officielles	https://lois-laws.justice.gc.ca/fra/lois/O-3.01/
Directive du SCT sur l’application du <i>Règlement sur les langues officielles</i> (Communications avec le public et prestation des services)	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26163
Directive du commissaire 087 Langues officielles	https://www.csc-scc.gc.ca/acts-and-regulations/087-cd-fr.shtml
Politique sur les langues officielles	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26160

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

NCTTI 36 : Représentation numérique de la date et de l’heure – Critères d’applicabilité	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=17284
Normes du Conseil du Trésor sur la technologie ou l’information (NCTTI) – Canada.ca	https://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor/services/technologie-information/normes-conseil-tresor-technologie-information.html
Directive sur les langues officielles pour les communications et services	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-eng.aspx?id=26164
Norme sur l’interopérabilité du Web	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=25875
Norme sur la facilité d’emploi des sites Web	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=24227
Norme sur l’interopérabilité du Web	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=25875
Norme sur l’accessibilité Web	http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=23601
Web Content Accessibility Guidelines (WCAG) 2.1 – W3C Recommendation 05 June 2018 (en anglais seulement)	https://www.w3.org/TR/WCAG21/
Directive sur l’obligation de mesures d’adaptation de l’employeur	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-eng.aspx?id=32634&section=html
<i>Loi canadienne sur l’accessibilité</i> (L.C. 2019, ch. 10)	https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/A-0.6/
Ligne directrice sur l’utilisabilité de la technologie de l’information (TI) par tous	https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32620

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Norme harmonisée de l’Union européenne, EN 301 549(2018) (en anglais seulement)	https://www.etsi.org/deliver/etsi_en/301500_301599/301549/02.01.02_60/en_301549v020102p.pdf
---	---

Appendice 3 – Paysage technique

1. APERÇU DE L’ÉTAT ACTUEL

1.1 État actuel

Le SGD comprend plusieurs suites d’applications, chacune prenant en charge différentes capacités opérationnelles. Les bases de données sont réparties dans six nœuds régionalisés, situés dans cinq centres de données régionaux. Les données proviennent des régions, puis sont reproduites sur la plateforme SGD centrale par l’intermédiaire d’Oracle Streams pour la consolidation et la communication de données internes et externes.

L’environnement de serveur du SCC comprend une vaste gamme de serveurs Intel et Alpha HP (simples et groupés) tournant sous Windows et Unix. SPC a la responsabilité de fournir un soutien d’ingénierie, technique et administratif pour ces serveurs, les dispositifs de soutien, les sous-systèmes de disques et l’espace de stockage connexe. SPC est également responsable de la prise en charge, de la maintenance et de la gestion des serveurs et du stockage dans les environnements d’assurance de la qualité, de développement et d’ingénierie.

Le personnel régional offre un soutien pour les activités qui ne peuvent être réalisées à distance et administre les serveurs en région. Chaque bureau régional compte un groupe de serveurs qui sont utilisés pour les services et les applications de fichiers et d’impression dont les groupes de travail locaux ou régionaux ont besoin, ainsi que des serveurs d’infrastructure [noms de domaine (DNS), Windows Internet Naming Service (WINS), Protocole DHCP (Dynamic Host Configuration Protocol) et contrôleurs de domaines qui exécutent Active Directory] et des grappes essentielles à la mission du SCC.

1.2 Reprise après sinistre

Le SCC a établi un site de reprise après sinistre au Québec, géré par SPC.

1.3 Suite actuelle d’applications de gestion des délinquants

Environnement des applications	Renseignements clés
Système de gestion des délinquant(e)s – migré (SGDM)	<ul style="list-style-type: none">➤ Application pour la gestion des délinquants développée en remplacement de l’ancien SGD;➤ Microsoft VB6 avec composant COM assorti de bases de données Oracle décentralisées;➤ Serveur Web<ul style="list-style-type: none">○ Microsoft Internet Information Server (IIS) 6.0;○ Oracle Client 18c.

Environnement des applications	Renseignements clés
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ MDAC 2.8; ➤ Microsoft Visual Basic^{MD} 6.0 SP 6; ➤ Microsoft Visual Studio^{MD}; ➤ ActiveReports; ➤ ActivePDF.
Renouvellement du Système de gestion des délinquants (RSGD)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développé comme une amélioration du SGDM; ➤ Module de gestion des effets personnels des délinquants développés avec un client lourd Java; ➤ Tous les autres modules du RSGD utilisent Java Web avec différents protocoles de communication de service Web (SOAP, REST) sur une base de données Oracle centralisée et consolidée.
Applications Évolution à long terme (ELT)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Créées comme une amélioration du SGDM et du RSGD; ➤ Pile MEAN ELT : Script AngularJS sur NodeJS avec base de données Mongo.
Commission des libérations conditionnelles du Canada – Système intégré des décisions (SID)	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Tables communes avec le SGDM (Oracle); ➤ C# .NET selon le modèle de conception MVVM; ➤ Sécurité et déploiement de Clickonce.
Module de modernisation des applications pour les victimes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Application Dynamic CRM 365; ➤ Base de données SQL Server;
Portail des victimes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ ASP.NET sur SQL Server; ➤ Lien vers le Module des applications pour les victimes.
Reproduction, synchronisation et échange de données	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réalisés en utilisant diverses méthodes pousser/tirer comme les outils ELT, les procédures stockées PL/SQL, les processus Pro*C, les scripts Unix, les tâches cron, les services DTS, les services Web Java, les liens des bases de données, les utilitaires sur mesure d'importation/exportation, SMTP.
Production de rapports et mise en commun des renseignements	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Applications utilisées pour la production de rapports internes et externes et l'échange de renseignements;

Environnement des applications	Renseignements clés
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Échange de données avec des partenaires de la sécurité publique et d'autres ministères fédéraux ou provinciaux; ➤ Rapports Crystal et CRS (Corporate Report Systems avec Microsoft Reporting Services).
Qualité des données pour le SGDM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Outil conçu pour fournir aux spécialistes autorisés du SGD la possibilité de déverrouiller des enregistrements et d'exécuter d'autres fonctions sur les données, sans avoir à envoyer un billet à l'administration centrale.
Environnement de bureautique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Postes de travail du SCC (ordinateurs de bureau et ordinateurs portatifs) fonctionnant généralement avec Microsoft Windows 10 CBB 64 bits <ul style="list-style-type: none"> ○ Microsoft Office 2016, 32 bits; ○ Internet Explorer 11+, Microsoft Edge 25+ et Google Chrome 48+; ○ Java 8.x, Java 9.x; ○ . NET 4x (ou supérieur). ➤ Le protocole de communication standard est TCP/IP.
Environnements de bases de données	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Oracle RDBMS 18c; ➤ Microsoft SQL Server 2000 SP4 et 2005 SP2; ➤ Mongo DB (Applications ELT).
Environnements de plateforme	<ul style="list-style-type: none"> ➤ HP-UX11iv3; ➤ Serveur Windows 2008; ➤ VMWare 3.5 ESX ou version plus récente (Windows); ➤ HP VM 4.1 ou version plus récente de HP.
Réseau	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Infrastructure Windows Server 200x; ➤ Version de Windows XP SP3 adaptée au client.
Outils de veille stratégique sur Internet	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Crystal Reports XI; ➤ Crystal Enterprise/Reports 10; ➤ XML Publisher d'Oracle;

Environnement des applications	Renseignements clés
	<ul style="list-style-type: none"> ➤ OLAP 10.2 d’Oracle; ➤ Discoverer 10.1.2 d’Oracle; ➤ OAS 10.1.3.4 d’Oracle; ➤ WebCache d’Oracle; ➤ Report Server 10.1.2 d’Oracle; ➤ Dépôt de métadonnées Oracle AS.
Services d’annuaire	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Microsoft AD est utilisé pour l’authentification des utilisateurs et comme référentiel de l’identité des utilisateurs; ➤ Microsoft DNS est utilisé pour reconnaître le nom de domaine complet; ➤ Microsoft WINS sert à reconnaître les noms de protocoles NetBIOS; ➤ Le protocole DHCP est utilisé pour configurer et assigner des adresses IP valides et d’autres options à tous les dispositifs connectés au réseau; ➤ Microsoft GPO est utilisé pour fournir une infrastructure à la gestion de configuration centralisée; ➤ Le protocole X500 demeure la base des listes d’adresses du gouvernement; ➤ Le protocole LDAP (Lightweight Directory Access Protocol) est utilisé par les serveurs Web pour la gestion des utilisateurs ainsi que par les outils de veille stratégique.
Services de communication	<ul style="list-style-type: none"> ➤ TCP/IP est le protocole de communications appliqué à l’ensemble des communications entre les unités opérationnelles et les serveurs du centre de traitement de l’information.
Réseau local et réseau étendu	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Réseau local (RL) <ul style="list-style-type: none"> ○ 100baseT est la norme du SCC, et l’infrastructure complète est actuellement en place pour le prendre en charge. ➤ Réseau étendu (RE) <ul style="list-style-type: none"> ○ Gamme de vitesses de connexion allant de l’Internet haut débit aux connexions les plus lentes à 5,0 Mbits/s; ○ La latence du réseau attendue sur le RE du SCC peut atteindre 90 ms.

Environnement des applications	Renseignements clés
Accès à distance sécurisé	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Connexions Internet aux centres de données nationaux utilisant l'infrastructure à clé publique (ICP) du gouvernement du Canada. ➤ Credential Federation Services de Services partagés Canada <ul style="list-style-type: none"> ○ CléGC; ○ SecureKey Service de concierge. ➤ Réseau privé virtuel permanent assuré par l'entremise du service d'accès à distance protégé du gouvernement du Canada.
Centre de données	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Gérés par SPC; ➤ Accessible à 99,9 %, en tout temps; ➤ Temps d'arrêt pour l'entretien préventif.
Sécurité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Poste de travail <ul style="list-style-type: none"> ○ Ouverture de session sur un domaine Windows de Microsoft; ○ Les privilèges d'administration locale ont été retirés aux utilisateurs. ➤ Applications du client ou du serveur <ul style="list-style-type: none"> ○ MS-Exchange et l'authentification d'autres applications sont liés et synchronisés avec l'ouverture d'une session du poste de travail (ouverture de session du domaine Microsoft – Active Directory); ○ Intégration d'Active Directory de Microsoft; ○ Protocole SSL (Secure Socket Layer).

2. VISION DE L'ARCHITECTURE FUTURE

L'orientation stratégique du SCC est de mettre en œuvre une solution moderne et intégrée qui apportera de la souplesse pour répondre aux besoins en constante évolution des employés et de l'organisation, tout en soutenant aussi le cadre législatif, les engagements et les priorités, maintenant et à l'avenir.

2.1. Principes directeurs de l'architecture d'entreprise et résultats visés

Les principes directeurs de l'architecture d'entreprise (AE) du SCC ont été définis pour appuyer les objectifs opérationnels et les facteurs stratégiques du SCC, les plans et programmes de GI/TI du gouvernement du

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Canada, les systèmes et technologies actuels et les tendances de l’industrie, ainsi que l’harmonisation générale avec les politiques et les lignes directrices du SCT.



Figure 3 : Principes directeurs de la stratégie d'architecture d'application du SCC

L'architecture de la solution cible du SCC nécessite des applications découplées de la couche de données, où les données sont exposées et consommées au moyen d'interfaces de programmation d'applications et où l'accès aux données est rationalisé par une couche d'intégration. Le SCC travaillera en collaboration avec l'entrepreneur pour définir plus précisément l'architecture de la solution et l'adapter en conséquence afin de réaliser cette vision future.

2.2. Principes directeurs et résultats visés de la stratégie de données

La stratégie de données du SCC repose sur un ensemble de principes d'architecture de données qui fournissent des conseils pour déterminer et gérer les données de base, protéger la souveraineté des données, assurer la conformité aux lois en ce qui concerne la collecte, la conservation et l'utilisation des données, ainsi que la gouvernance des données. Un élément clé de la stratégie de données du SCC est l'intégration des données. En appliquant systématiquement ces principes directeurs lors de la conception de l'architecture de la couche d'intégration des données, la qualité, l'accessibilité et la fiabilité des données seront grandement améliorées. De multiples techniques peuvent être utilisées pour intégrer les données, y compris, sans s'y limiter :

- le regroupement des données;
- la propagation des données;
- la virtualisation des données;
- la fédération de données;
- l'entreposage de données.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

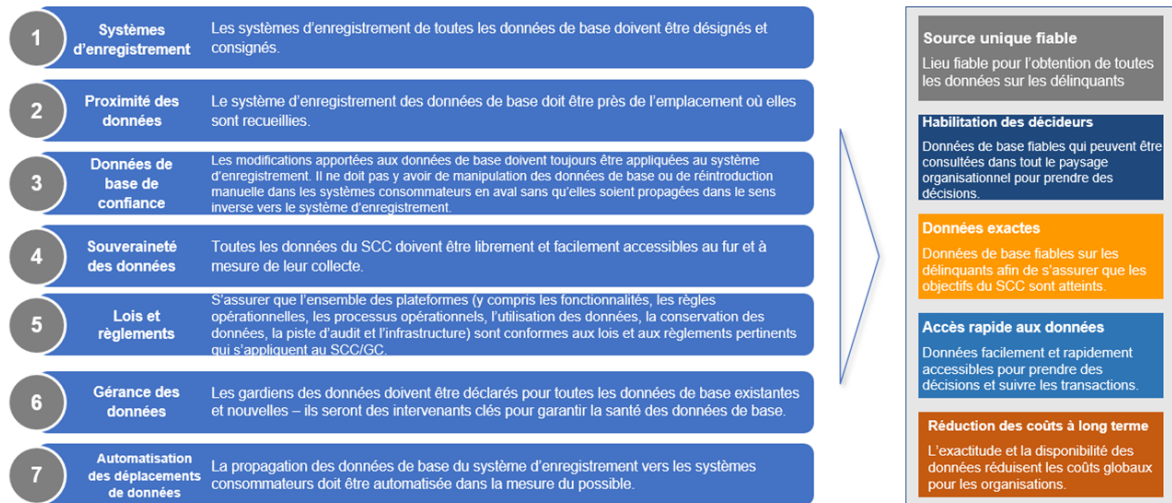


Figure 4 : Principes directeurs de l'architecture de données du SCC

2.3. Échange des renseignements et interfaces

L'échange des renseignements est nécessaire pour la fonctionnalité globale de bout en bout du système de gestion des délinquants ainsi que pour soutenir les intervenants du SCC, tant internes qu'externes. Le SCC prévoit de faire migrer les utilisateurs vers le SGD modernisé par capacité ou par petits groupes de capacités plutôt que d'utiliser une approche « de choc ». Par conséquent, l'échange des renseignements sera essentiel pour renvoyer l'information aux fonctions restantes de l'ancienne application ainsi qu'aux autres applications liées aux délinquants qui sont en dehors de la portée de la modernisation du SGD.

La principale méthode d'échange de données sera l'utilisation d'interfaces de programmation d'applications, mais la solution doit également prendre en charge les interfaces par lots et les importations et exportations de données en vrac, le cas échéant. Le SCC mettra en œuvre les changements convenus aux applications existantes nécessaires pour fournir des données consommables à la solution. De même, l'entrepreneur fournira des interfaces de programmation d'applications pour permettre à d'autres applications et processus du SCC qui recueillent et fournissent des données aux systèmes existants et aux intervenants, tant internes qu'externes, de lire, de créer et de mettre à jour des données.

L'interfaçage avec des périphériques, des applications tierces, et l'envoi de notifications par l'application, y compris par courriel, ont été saisis dans les exigences fonctionnelles et non fonctionnelles fournies dans l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.

2.4. Architecture d'intégration conceptuelle

Le SCC prévoit une solution hybride composée de modules d'application existants, de modules développés sur mesure et de modules fournis par l'entrepreneur. La conception de l'architecture et de l'intégration doit tenir compte de la configurabilité et de l'extensibilité de la solution afin de garantir l'interopérabilité des différents composants informatiques et de permettre aux applications de communiquer entre elles et de se comprendre.

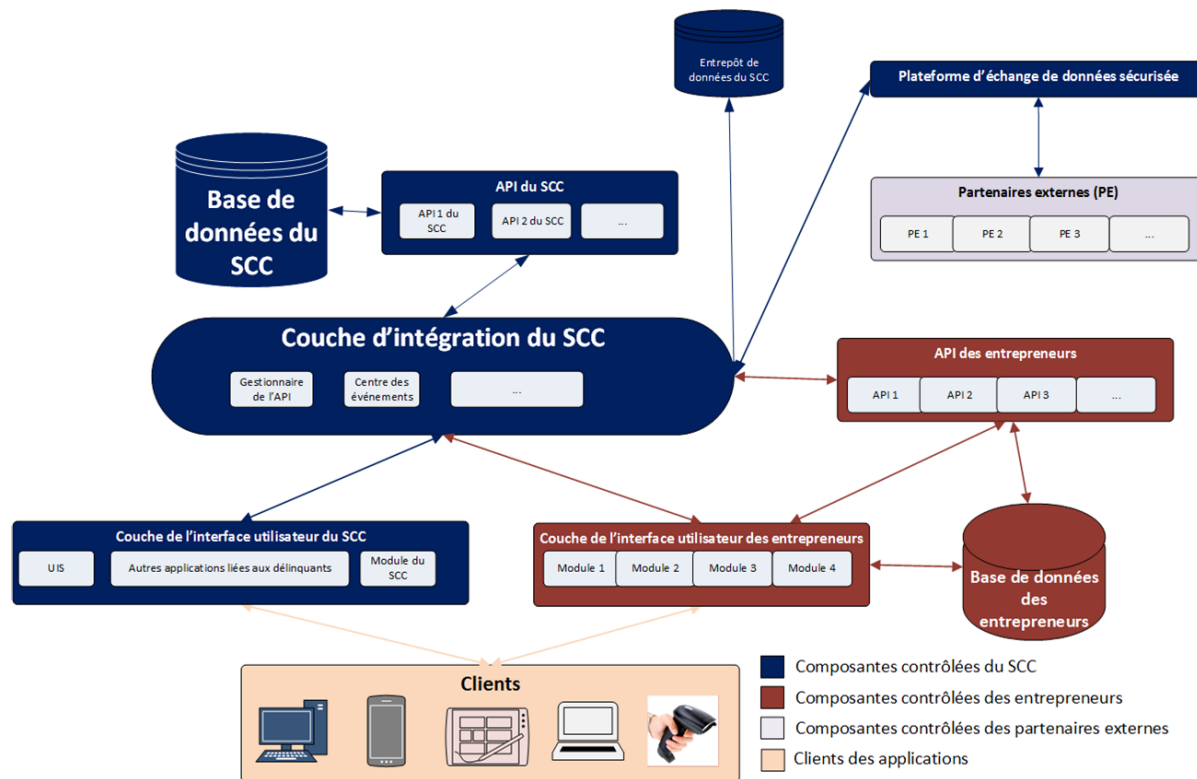


Figure 5 : Diagramme d'architecture conceptuelle

2.5. Architecture conceptuelle et logique des données

L'approche du SCC pour l'architecture de données générale consiste à gérer l'échange d'information entre les modules d'application, y compris les modules existants, les nouveaux modules développés sur mesure et les modules fournis par l'entrepreneur, au moyen d'une couche d'intégration. Le principal mécanisme d'échange de données sera l'utilisation d'interfaces de programmation d'applications gérées par la couche d'intégration; toutefois, d'autres mécanismes, comme la méthode d'extraction, de transformation et de chargement ou une plateforme d'événements, peuvent également être nécessaires.

Le principe directeur des modèles d'échange de données est que l'application qui crée les données de base sera le système d'enregistrement. Tous les autres modules ou applications qui ont besoin de ces données de base les obtiendront du système d'enregistrement à l'aide d'une interface de programmation d'applications par la couche d'intégration. Les modifications apportées aux attributs de données correspondants seront mises à jour dans le système d'enregistrement en utilisant le même modèle.

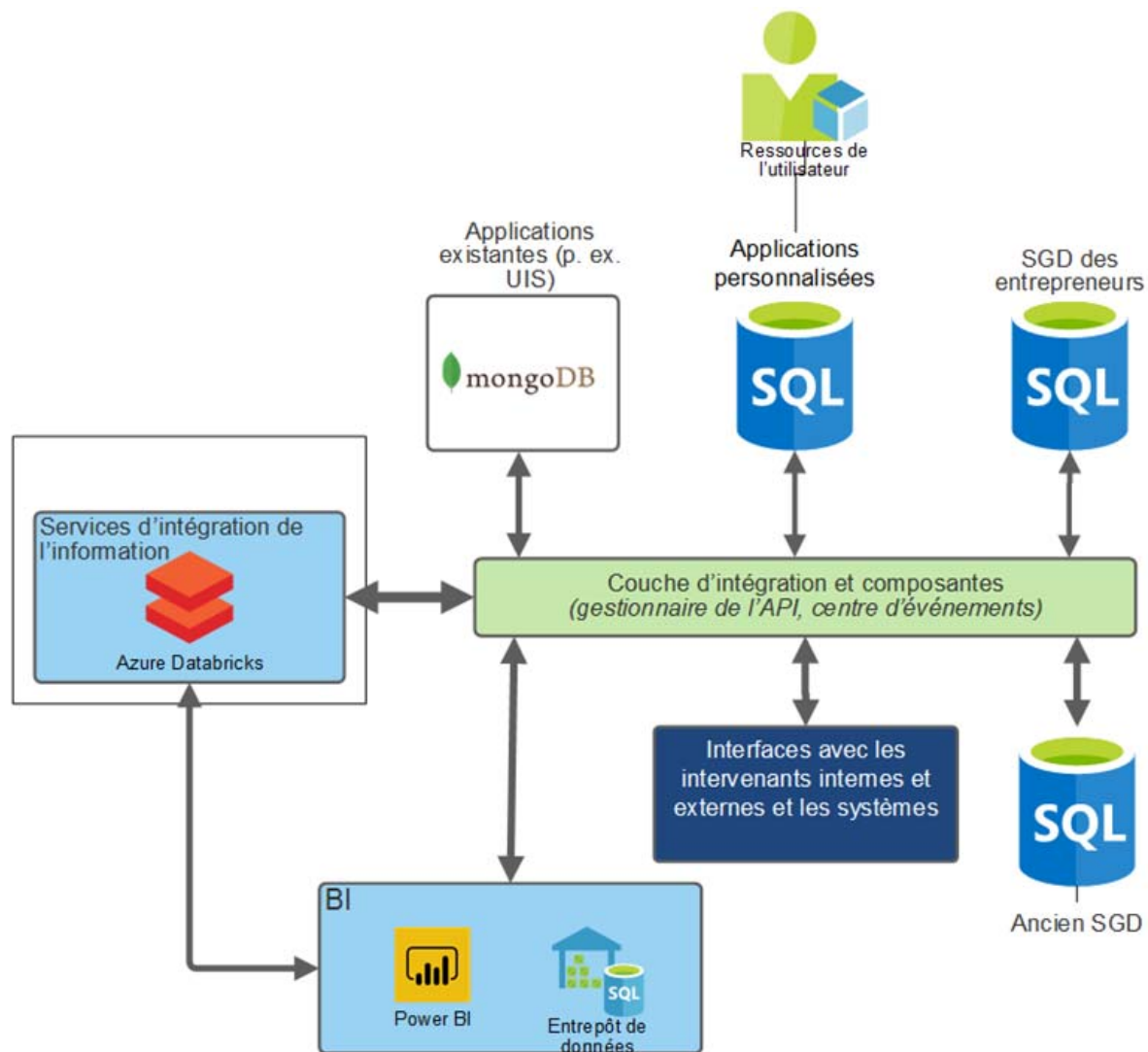


Figure 6 : Vue logique de l'architecture des données

Le SCC prévoit une transition progressive et graduelle vers l'architecture cible, par opposition à une approche « de choc ». En parallèle, le SCC peut utiliser les projets exploratoires pour faire avancer ses objectifs stratégiques dans les domaines de la gestion des données de base et de l'architecture des données.

3. APERÇU DE L'ENVIRONNEMENT INFONUAGIQUE DU SCC

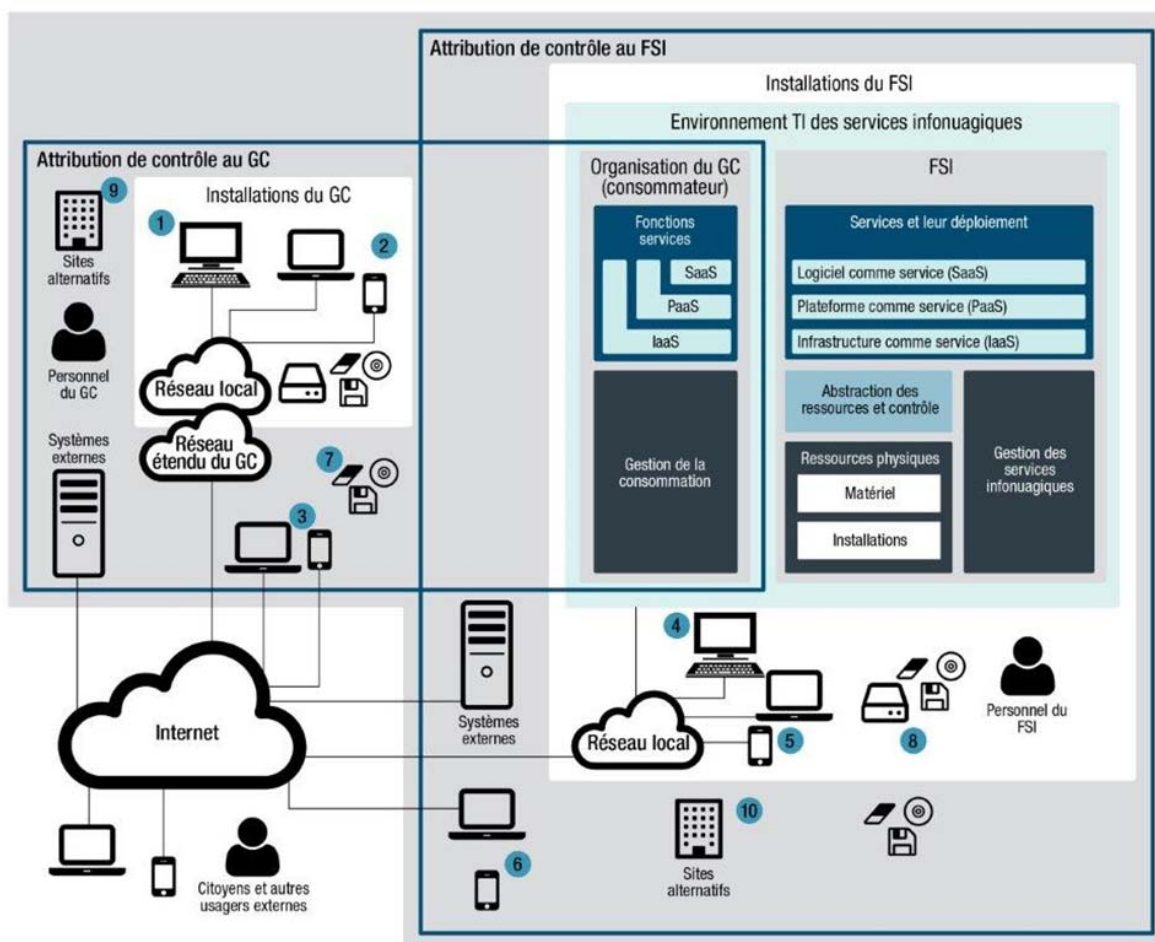
3.1 Architecture infonuagique du SCC

En 2016, le gouvernement du Canada a effectué un changement fondamental dans la prestation des services de technologie de l'information en adoptant l'infonuagique pour offrir des services numériques agiles et de haute qualité aux Canadiens tout en minimisant le coût des applications et des infrastructures. Les ministères

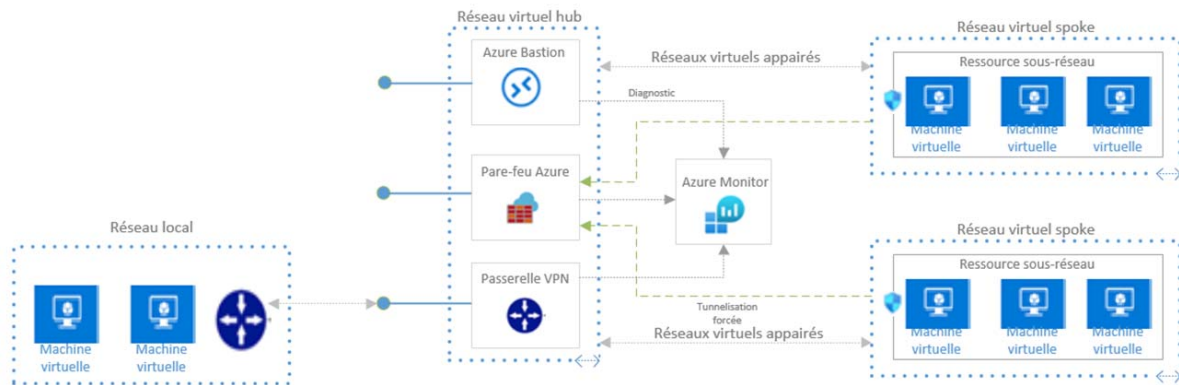
ont été invités à examiner d'abord le modèle de déploiement du nuage public et le modèle de logiciel-service (SaaS), tout en reconnaissant qu'aucun modèle de déploiement ne répond à lui seul à tous les besoins du GC.

Les services infonuagiques serviront à fournir des niveaux de performances systématiques, une sécurité robuste, des possibilités d'innovation continue, une agilité pour répondre à des besoins en évolution rapide et des services standardisés pouvant évoluer pour répondre à la demande.

Le profil Protégé B, intégrité moyenne, disponibilité moyenne du nuage du GC couvre les infrastructures du fournisseur de services infonuagiques (FSI) (composée de personnes, de processus et de technologie), les services ou renseignements du GC hébergés sur les services infonuagiques du FSI, les périphériques et les réseaux utilisateur du GC qui sont utilisés pour consommer le service infonuagique du GC ou accéder aux informations du GC, et toute autre composante d'infrastructure où des renseignements connexes du GC peuvent se trouver, comme l'indique le diagramme d'architecture de référence ci-dessous.



Le SCC a répondu à cette orientation stratégique en concevant la plateforme infonuagique Azure pour répondre aux besoins actuels et émergents du Ministère. L'architecture de la plateforme Azure du SCC est fondée sur un modèle architectural hub-and-spoke (en étoile), le noyau contenant les services de base communs, un pare-feu central, et un périmètre de sécurité et de réseau pour tous les trafics de réseau en provenance et à l'entrée de la plateforme, et les rayons contenant des portefeuilles de solutions opérationnelles connexes.



Source : [Topologie réseau hub-and-spoke dans Azure](#) de Microsoft

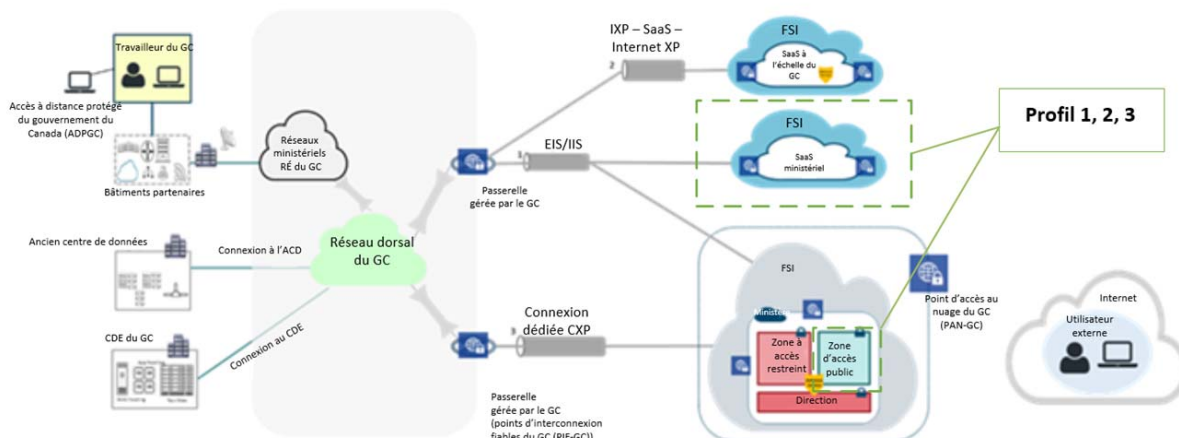
L'architecture de la plateforme Azure du SCC prend en charge trois environnements isolés :

- Production (PROD), notamment les activités d'activation et de préproduction;
- Continuité des activités et reprise après sinistre (CA/RAS);
- Développement et essais (DEV/TEST), notamment l'intégration du système et les activités d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité.

Chaque environnement suit la même plateforme et le même modèle architectural hub-and-spoke (en étoile), avec de petites différences, car les environnements CA/RAS et DEV/TEST ne nécessitent pas l'ensemble complet des services et des ressources. Seul l'environnement Prod est configuré pour une haute disponibilité.

L'architecture de la plateforme Azure du SCC prend actuellement en charge trois des six profils d'utilisation du nuage du GC.

1. Expérimentation/Bac à sable;
2. Les services infonuagiques hébergent des données gouvernementales non classifiées;
3. Services infonuagiques avec données classifiées (jusqu'au niveau Protégé B).



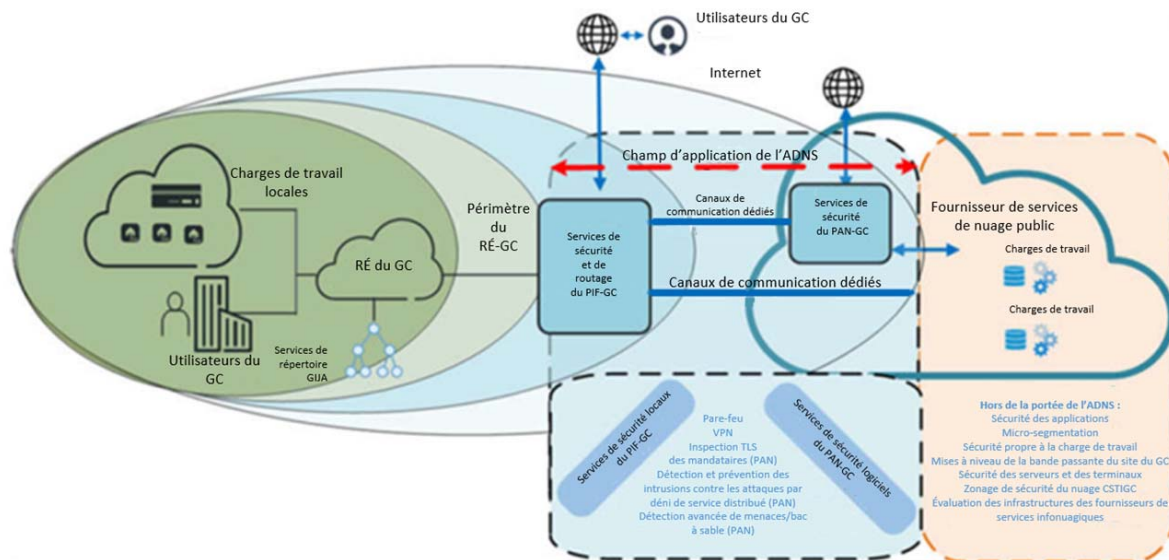
La

plateforme Azure du SCC prend en charge deux des cinq scénarios d'accès définis par le SCT :

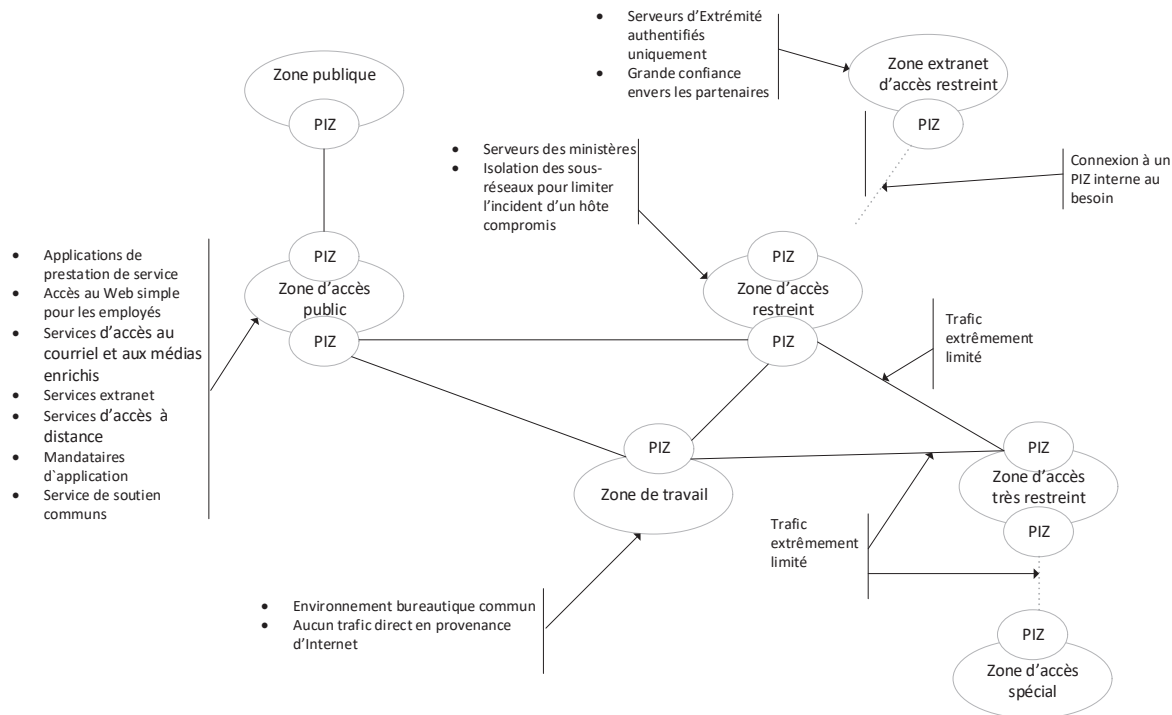
- Scénario A – Accès des utilisateurs du GC au service infonuagique à partir du réseau du GC

- Scénario E – Administration et gestion du trafic infonuagique

Le SCC fait partie de l'initiative Connectivité infonuagique-sol sécurisée (CISS) du GC qui fournira à chaque ministère une connexion réseau bidirectionnelle, sécurisée, privée et dédiée à partir du réseau étendu du GC, ainsi qu'aux centres de données hérités et d'état final du GC, à leurs fournisseurs de services infonuagiques du GC, y compris Microsoft Azure. Mise en œuvre par le GC : La CISS pour la plateforme Azure du SCC nécessitera la configuration de plusieurs composantes du réseau et est prévue pour l'exercice actuel.



La plateforme Azure du SCC respecte les normes et les directives du GC et suit les pratiques exemplaires de Microsoft pour le zonage de sécurité et l'architecture du réseau, adaptées au nuage.



Source : Modèle de mise en œuvre des zones de sécurité de réseau du CCC (ITSG-22)

4. RESPONSABILITÉS

De par la nature du travail à accomplir, l'intégration réussie de la solution dans le paysage d'application du SCC nécessitera des contributions tant du SCC que de l'entrepreneur. Les responsabilités sont réparties comme suit :

- Le SCC et l'entrepreneur partageront la responsabilité de respecter les principes directeurs de l'architecture d'entreprise et de la stratégie des données;
- Le SCC et l'entrepreneur collaboreront à la stratégie de migration des données, y compris, sans s'y limiter, la mise en concordance des données existantes, la transformation des données au besoin et le plan de migration global;
- L'entrepreneur concevra, développera et mettra à l'essai les scripts de migration des données, les travaux ou les processus nécessaires pour charger les données dans la base de données de la solution;
- Le SCC sera responsable du nettoyage des données avant les activités de migration des données;
- Le SCC définira et gèrera le modèle de données pour la source faisant autorité des données de base et des données transactionnelles pour les capacités extérieures à la solution de l'entrepreneur;

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- L’entrepreneur soutiendra un modèle de données ouvertes dans lequel toutes les données sur les délinquants sont librement et facilement accessibles par le SCC, tel qu’elles sont recueillies, afin de répondre aux exigences en matière de souveraineté des données;
- L’orchestration de la couche d’intégration garantira l’utilisation de données provenant de la source faisant autorité, et le SCC sera responsable de la mise en œuvre et de la maintenance de la couche d’intégration.
 - La solution d’intégration des applications sera définie plus précisément au fur et à mesure de la conception de la solution. La vision actuelle inclut le potentiel de gestion des API et une plateforme d’événements.
- L’entrepreneur démontrera, par le biais de la documentation sur l’architecture proposée, comment il aidera le SCC à réaliser sa vision stratégique.
- Le document sur l’architecture de la solution décrira l’approche, les techniques et les outils d’intégration des applications et des données recommandées par l’entrepreneur, conformément à la stratégie du SCC.

Appendice 4 – Exigences liées à la solution

1. EXIGENCES OPÉRATIONNELLES DE LA SOLUTION

1.1 Capacités habilitantes

Exigences fonctionnelles générales de la solution qui soutiennent les exigences opérationnelles de toutes les capacités opérationnelles.

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Gestion des processus opérationnels	
GR-1	La solution doit permettre la gestion (création, visualisation, mise à jour et archivage) des processus opérationnels pour toutes les capacités de l'organisation.
GR-2	La solution doit permettre de définir, de configurer, de mettre à jour, de réviser et d'appliquer des règles opérationnelles aux processus opérationnels pour l'utilisation du système (conformément à la politique), par les utilisateurs autorisés.
GR-3	La solution doit fournir une souplesse appropriée dans la gestion des processus opérationnels et s'adapte aux changements stratégiques, aux lois et règlements applicables et aux procédures opérationnelles.
GR-4	La solution devrait conserver les versions et l'historique des processus opérationnels et des règles opérationnelles connexes.
GR-5	La solution devrait permettre aux utilisateurs autorisés d'ignorer les règles opérationnelles.
GR-6	La solution doit permettre aux utilisateurs autorisés d'assigner aux utilisateurs un ou plusieurs rôles pour leur permettre d'accéder à des tâches associées à un processus opérationnel ou à un cas connexe ou de les exécuter.
GR-7	La solution doit permettre de générer des règles de rappel, de mettre à l'heure ou d'effectuer d'autres calculs liés aux données selon les règles opérationnelles temporelles associées à un processus opérationnel.

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-8	La solution doit permettre de définir et de gérer des notifications et de configurer la communication des notifications selon les règles opérationnelles associées à un processus opérationnel.
GR-9	La solution devrait permettre de définir et de gérer un calendrier de communication des notifications.
GR-10	La solution doit permettre de communiquer manuellement des notifications aux utilisateurs et aux groupes d'utilisateurs, selon des événements et des indicateurs du système, et conformément à un calendrier préconfiguré.
GR-11	La solution doit permettre de communiquer des notifications à certaines entités (systèmes, individus) sans accès direct à la solution (p. ex. par courriel, lettre/courrier, portail en ligne, etc.)
GR-12	La solution doit permettre de configurer et de gérer les délais et les échéances en fonction des politiques et des règles opérationnelles.
GR-13	La solution doit permettre de configurer et de gérer les rappels et les alertes en fonction des délais et des échéances prévues dans les politiques.
GR-14	La solution doit envoyer des rappels et des alertes pour les échéances à venir.
GR-15	La solution doit émettre des notifications d'acheminement à l'échelon supérieur en fonction des délais et des échéances de la politique.
GR-16	La solution doit permettre de modifier les délais et les échéances, conformément aux règles opérationnelles et aux autorisations des utilisateurs.
GR-17	La solution doit consigner la ou les raisons de toute modification apportée à un délai ou une échéance.
GR-18	La solution devrait permettre aux utilisateurs d'indiquer qu'une échéance ne peut être respectée et d'en donner la ou les raisons.
GR-19	La solution doit offrir un calendrier et la possibilité de visualiser les événements, de les programmer, de configurer les détails des événements et de les gérer dans un calendrier.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-20	La solution devrait joindre des renseignements et des documents aux événements et aux dates du calendrier.
GR-21	La solution devrait offrir la possibilité d’ajouter des commentaires et des notes aux événements et aux dates du calendrier.
GR-22	La solution doit identifier les conflits entre les événements inscrits au calendrier et faciliter leur gestion (p. ex. s’il y a plusieurs participants et que d’autres événements sont associés à un ou plusieurs délinquants, compte tenu de différentes heures et de différents endroits).
GR-23	La solution devrait offrir la possibilité de partager les calendriers et les horaires entre utilisateurs, groupes d’utilisateurs, établissements ou régions pour soutenir les activités opérationnelles.
GR-24	La solution doit permettre de trier et de filtrer les événements programmés selon des critères précis (le type d’événement, la plage de dates, le type de participant, le nom du participant, le nom du délinquant, le numéro de SED du délinquant, etc.)
GR-25	La solution doit offrir une méthode pour visualiser et suivre les événements programmés pour chaque utilisateur en dehors du calendrier (tableau de bord, panier, etc.).
GR-26	La solution doit conserver un historique de tous les événements programmés et de leurs détails (le type d’événement, la date et l’heure, la durée, le lieu, les participants/l’assistance, la méthode de participation, le niveau de priorité, etc.)
GR-27	La solution doit offrir la possibilité d’informer les utilisateurs et les groupes d'utilisateurs des événements programmés, des modifications apportées aux événements et de toute autre mise à jour du calendrier.
Gestion des cas	
GR-28	La solution doit permettre aux utilisateurs de gérer (créer, lire, mettre à jour ou supprimer) un cas conformément aux règles opérationnelles et selon les autorisations des utilisateurs.

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-29	La solution doit permettre de lier ou d’associer des cas connexes dans des capacités opérationnelles particulières ou regroupées.
GR-30	La solution doit permettre à un utilisateur autorisé de définir automatiquement ou manuellement le statut d’un cas.
GR-31	La solution doit permettre de visualiser plusieurs cas simultanément, et ces vues sont gérées (organisées, triées ou filtrées) en fonction de la perspective opérationnelle d’un utilisateur donné.
GR-32	La solution doit permettre à plusieurs utilisateurs de visualiser des cas simultanément.
GR-33	La solution doit empêcher l’écrasement des renseignements relatifs à un cas lorsque plusieurs utilisateurs modifient un cas simultanément.
GR-34	La solution devrait offrir la possibilité d’archiver un cas, conformément à la politique en vigueur.
GR-35	La solution doit afficher une liste de cas et de cas liés ou associés. La liste être doit avoir la capacité d’explorée, de triée et de filtrée selon des critères choisis par l’utilisateur (texte libre, plages de dates, types) et sauvegardée par l’utilisateur.
GR-36	La solution doit permettre au SCC de rechercher des cas selon des mots-clés ou d’autres critères de filtrage et d’afficher une liste des cas correspondants.
GR-37	La solution doit permettre au SCC de trier les listes et les résultats de recherche en fonction des renseignements disponibles dans la liste ou la recherche.
GR-38	La solution doit permettre d’associer des indicateurs ou des identifiants à un cas.
Attribution des cas	
GR-39	La solution doit permettre d’attribuer et de réattribuer un cas à un utilisateur.
GR-40	La solution doit permettre aux utilisateurs de gérer les cas attribués.
GR-41	La solution devrait faire des recommandations d’attribution de cas pour les utilisateurs, selon les règles opérationnelles.

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-42	La solution doit s'assurer que le type de rôle de chaque utilisateur assigné à un cas correspond aux rôles associés dans le processus opérationnel.
GR-43	La solution doit permettre de définir et de configurer des dates de début et de fin pour les attributions de cas.
GR-44	La solution doit permettre aux utilisateurs de visualiser les attributions de cas en fonction de leurs rôles.
GR-45	La solution doit suivre et conserver l'historique des attributions d'un cas.
GR-46	La solution doit permettre de transférer une charge de travail attribuée.
Gestion des tâches	
GR-47	La solution doit permettre aux utilisateurs autorisés d'affecter/réaffecter des ressources aux tâches.
GR-48	La solution doit envoyer des notifications aux utilisateurs responsables d'une tâche attribuée
GR-49	La solution doit fournir des tableaux de bord, des paniers de travail ou d'autres représentations visuelles des tâches attribuées, et l'utilisateur peut les configurer.
GR-50	La solution doit fournir la capacité de programmer des dates de début, des dates intermédiaires et des dates de fin pour une tâche.
GR-51	La solution doit permettre aux utilisateurs de définir et de modifier l'état des tâches.
GR-52	La solution doit permettre de gérer les renseignements de suivi des tâches.
GR-53	La solution devrait permettre aux utilisateurs autorisés de créer, mettre à jour, annuler ou supprimer des tâches conformément aux règles et autorisations opérationnelles.
GR-54	La solution doit permettre aux utilisateurs autorisés de définir et de modifier les dates limites et les dates repères d'une tâche associée à un cas.

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-55	La solution doit communiquer les échéances des tâches dans les tableaux de bord et les vues par notification.
GR-56	La solution doit aviser les superviseurs/la direction des tâches en retard.
GR-57	La solution doit afficher des listes de tâches et d'étapes selon des critères précis.
GR-58	La solution doit offrir la possibilité à un utilisateur autorisé de définir et de modifier les niveaux de priorité des tâches.
Confirmation et approbation	
GR-59	La solution doit s'assurer d'indiquer le responsable et d'obtenir un accusé de réception ou une approbation officielle (points de contrôle clés du processus opérationnel).
GR-60	La solution doit permettre la signature électronique ou d'autres capacités d'approbation/d'accusé de réception pour le responsable de l'approbation officielle.
GR-61	La solution doit permettre de consigner l'approbation officielle à l'aide d'un dispositif mobile numérique, d'un bloc de signature ou d'autres moyens équivalents qui garantissent que l'identité de l'approbateur est associée à l'approbation.
GR-62	La solution devrait permettre de consigner ou de télécharger et stocker des signatures électroniques conformément au pouvoir d'approbation officiel.
GR-63	La solution doit permettre aux utilisateurs de visualiser le pouvoir d'approbation officiel relatif à toute signature numérique ou électronique, conformément aux autorisations de l'utilisateur.
GR-64	La solution doit associer/relier une approbation ou un accusé de réception avec la décision correspondant au cas.
GR-65	La solution doit permettre de consigner et de stocker des fichiers électroniques contenant des accusés de réception ou des signatures numériques ou électroniques.
GR-66	La solution doit permettre de numériser, de télécharger et de stocker des documents contenant des signatures à l'aide d'un dispositif externe.

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Formulaires	
GR-67	La solution doit permettre la capacité de créer et de publier des formulaires et d'exiger qu'ils soient remplis à l'aide de divers éléments (champs, zones de texte, cases à cocher, champs de signature électronique, etc.), conformément aux règles opérationnelles et aux autorisations des utilisateurs.
GR-68	La solution doit permettre la capacité de remplir automatiquement les éléments de formulaire avec des renseignements connus/déjà consignés.
GR-69	La solution devrait permettre aux utilisateurs de vérifier la validité des renseignements relatifs à l'adresse et au code postal.
GR-70	La solution devrait permettre aux utilisateurs de vérifier l'orthographe de tout texte saisi dans les champs de texte de tout formulaire, et l'orthographe est vérifiée dans la langue de la session en cours (anglais ou français).
GR-71	La solution doit permettre la fonction copier et coller.
GR-72	La solution doit permettre aux utilisateurs de définir et de modifier l'état d'un formulaire (p. ex. actif, inactif, etc.), conformément aux règles opérationnelles et aux autorisations des utilisateurs.
GR-73	La solution doit permettre la capacité de copier ou de modifier un formulaire et des éléments de formulaire, conformément aux règles opérationnelles et aux autorisations des utilisateurs.
GR-74	La solution doit permettre aux utilisateurs de supprimer un formulaire, s'il est inutilisé, ou d'archiver un formulaire, conformément aux règles opérationnelles et aux autorisations des utilisateurs.
GR-75	La solution doit permettre aux utilisateurs de définir et de modifier les règles de validation du contenu (les champs obligatoires, la validation du contenu, le format d'affichage, etc.) des formulaires, conformément aux règles opérationnelles et aux autorisations des utilisateurs.
Modèles	

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-76	La solution doit permettre la capacité de créer des modèles à utiliser dans des formulaires ou des rapports.
GR-77	La solution doit permettre aux utilisateurs de définir et de modifier l'état d'un modèle (p. ex. actif, inactif, archivé), conformément aux règles opérationnelles et aux autorisations des utilisateurs.
GR-78	La solution doit permettre la capacité de copier ou de modifier un modèle sans que cela touche les formulaires ou les rapports existants et actifs, conformément aux règles opérationnelles et aux autorisations des utilisateurs.
GR-79	La solution doit permettre d'utiliser un ou plusieurs modèles pour saisir, modifier et afficher des renseignements dans un formulaire ou un rapport.
GR-80	La solution doit permettre aux utilisateurs de supprimer ou d'archiver des modèles, conformément aux règles opérationnelles et aux autorisations des utilisateurs.
Production de rapports	
GR-81	La solution doit permettre la capacité de créer, de publier et de générer des rapports standard en utilisant divers éléments de formulaires remplis (champs, zones de texte, cases à cocher, champs de signature électronique, etc.) conformément aux règles opérationnelles et aux autorisations des utilisateurs.
GR-82	La solution doit offrir à l'utilisateur la possibilité d'enregistrer et de générer des rapports opérationnels qui peuvent filtrer les données disponibles dans les rapports normaux.
GR-83	La solution doit permettre la capacité de produire des lettres, des documents et des rapports à partir de données recueillies dans des formulaires associés à un processus opérationnel et à un cas particulier.
GR-84	La solution doit permettre d'exporter des lettres, des documents et des rapports selon un modèle à partir de données recueillies dans des formulaires associés à un processus opérationnel.
GR-85	La solution devrait permettre de prévisualiser, d'enregistrer dans un fichier et d'imprimer les rapports.

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-86	La solution devrait conserver un historique des rapports générés et des métadonnées de chaque rapport (la date du rapport, l'utilisateur, etc.).
GR-87	La solution devrait offrir la capacité de rechercher des rapports disponibles ou précédemment créés.
GR-88	La solution devrait offrir la capacité de générer automatiquement des rapports selon un calendrier.
GR-89	La solution devrait offrir la capacité de communiquer automatiquement des rapports à des utilisateurs et à des groupes précisés, selon un calendrier précis.
GR-90	La solution pourrait offrir la capacité de communiquer des rapports sur divers supports (courriel, enregistrement sur des lecteurs partagés, intranet/Internet, etc.)
GR-91	La solution doit permettre à un utilisateur d'accéder à des renseignements plus détaillés associés à un rapport en utilisant des hyperliens ou des fonctions de clics/exploration des données.
GR-92	La solution devrait être capable de s'intégrer aux outils de rapport standard, tels que Tableau et Crystal Reporting.
GR-93	La solution doit permettre d'établir des rapports sur n'importe quelle plage de dates lorsque les renseignements relatifs aux dates sont disponibles.
GR-94	La solution doit permettre la capacité à un utilisateur d'associer un ou plusieurs rapports ou autres documents enregistrés à un rapport principal.
Gestion des documents	
GR-95	La solution doit permettre la capacité de numériser, de télécharger, de visualiser et de stocker des documents à partir d'un périphérique externe.
GR-96	La solution doit permettre aux utilisateurs de prévisualiser le document numérisé et de le numériser à nouveau, le cas échéant.
GR-97	La solution doit capturer les métadonnées (heure, date, etc.) concernant un document numérisé.

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-98	La solution doit permettre la capacité de télécharger des documents et de les associer à un ou plusieurs cas uniques.
GR-99	La solution doit permettre la capacité de lier/associer des documents numérisés connexes ou plusieurs versions d'un même document.
GR-100	La solution doit indexer les documents numérisés et permet aux utilisateurs de rechercher des documents numérisés par mot-clé, selon des métadonnées telles que le type ou le lien avec un type de cas.
GR-101	La solution doit offrir la capacité de créer, de modifier et de supprimer des documents, conformément aux règles opérationnelles et aux autorisations des utilisateurs.
GR-102	La solution devrait permettre à plusieurs utilisateurs de collaborer simultanément sur des documents et des dossiers.
GR-103	La solution devrait afficher une vue commune des documents et des dossiers de travail pour faciliter la collaboration entre plusieurs utilisateurs.
GR-104	La solution devrait permettre aux utilisateurs qui collaborent d'ajouter, de modifier et de supprimer des commentaires sur les documents et les dossiers de travail.
GR-105	La solution doit conserver un historique des révisions de chaque document.
GR-106	La solution doit consigner et conserver tous les documents numériques (plutôt que les documents numérisés) dans leur format d'origine (p. ex. Word, Excel, pdf, etc.).
GR-107	La solution doit offrir la capacité de définir et de modifier l'état d'un document (brouillon, en cours de révision, final, verrouillé, etc.)
GR-108	La solution doit empêcher les modifications d'un document en fonction de son statut.
GR-109	La solution pourrait offrir la capacité de regrouper des documents dans une trousse électronique liée à un cas.
GR-110	La solution doit permettre la capacité de rechercher et d'extraire des documents en fonction de critères choisis par l'utilisateur.

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-111	La solution pourrait permettre la capacité de réviser et de mettre à jour les documents et de rédiger des renseignements dans un document.
GR-112	La solution devrait conserver la version originale d'un document et la ou les versions caviardées.
GR-113	La solution devrait permettre la capacité d'indiquer l'existence d'une copie papier d'un document et son emplacement.
GR-114	La solution devrait permettre la capacité de définir et de modifier l'état du dossier papier d'un délinquant (p. ex. archivé, détruit, etc.).
GR-115	La solution doit offrir la possibilité d'envoyer et de recevoir des documents vers/à partir des systèmes externes qui s'intègrent à la solution.
GR-116	La solution doit générer et stocker des documents internes.
GR-117	La solution doit consigner des fichiers numériques à partir de dispositifs mobiles ou externes.
GR-118	La solution doit consigner des métadonnées (lieu, heure, date, etc.) des fichiers numériques.
GR-119	La solution doit permettre la capacité de télécharger et de joindre des fichiers numériques à un dossier de délinquant à des fins d'identification.
GR-120	La solution doit permettre la capacité de télécharger et de stocker des fichiers numériques.
GR-121	La solution doit permettre la capacité de lier des fichiers numériques à l'événement ou au dossier du délinquant concerné.
GR-122	La solution doit permettre la capacité d'écouter des fichiers audio numériques.
GR-123	La solution doit permettre la capacité de lire des fichiers vidéo numériques.
Gestion de l'information	

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-124	La solution doit s'assurer que tout rapport/document officiel nécessaire pour appuyer les activités officielles du SCC, les réponses à l'AIPRP ou les exigences juridiques est exporté dans un format de fichier ou sur un support conforme aux normes de gestion des formulaires du SCC.
GR-125	La solution doit offrir la possibilité de supprimer automatiquement les enregistrements archivés de la base de données de production transactionnelle. Les enregistrements archivés sont stockés dans un dépôt distinct, conformément à la politique du SCC et aux règles opérationnelles relatives aux politiques de conservation.
GR-126	La solution doit prendre en charge les politiques de conservation configurables du SCC.
GR-127	La solution doit prendre en charge de multiples/différentes politiques de conservation du SCC.
GR-128	La solution doit garantir que les politiques de conservation du SCC sont appliquées à tous les renseignements contenus dans les banques de dossiers sur les délinquants et dans les dossiers opérationnels des cas.
GR-129	La solution doit prendre en charge la création d'une banque de dossiers officielle de délinquants et/ou d'un dossier opérationnel de cas du SCC pour chaque délinquant et/ou secteur d'activité.
GR-130	La solution doit permettre la capacité au Bureau de première responsabilité (BPR) et à la Division de la gestion de l'information (GI) de cerner les composantes obligatoires d'une banque de dossiers de délinquants et/ou d'un dossier opérationnel de cas.
GR-131	La solution doit permettre la capacité d'extraire un dossier de cas complet et l'historique d'un délinquant qui montre toutes les composantes et la gestion du délinquant.
GR-132	La solution doit recueillir et préserver l'ensemble des données, renseignements et métadonnées liés à une banque de dossiers de délinquants ou à un dossier opérationnel de cas du SCC.

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-133	La solution doit prendre en charge le regroupement de tous les renseignements relatifs à un délinquant, de sorte que le parcours complet du délinquant puisse être consulté et disponible pour l'exportation.
GR-134	La solution doit limiter l'accès aux banques de dossiers de délinquants et aux dossiers opérationnels de cas en fonction des autorisations d'accès et des règles opérationnelles.
GR-135	La solution doit permettre la capacité de s'assurer que les objets physiques sont numérisés conformément à la norme de numérisation du SCC et qu'ils sont associés à un dossier de délinquant ou à un dossier opérationnel de cas spécifique.
GR-136	La solution doit avoir la capacité de tenir un inventaire de tous les objets physiques associés à une banque de dossiers de délinquants et/ou à un dossier opérationnel de cas.
GR-137	La solution doit prendre en charge les conventions de dénomination normalisées à utiliser pour toutes les informations non structurées, les données et les informations exportées.
GR-138	La solution doit permettre d'appliquer à toutes les données les programmes de classification de l'information propres au SCC.
GR-139	La solution doit garantir que les renseignements opérationnels sont associés à des types de cas précis.
GR-140	La solution doit prendre en charge le regroupement de toutes les informations/données relatives aux délinquants et aux opérations, qu'elles soient actives ou inactives (archivées), avec possibilité d'exportation.
GR-141	La solution doit prendre en charge la séparation de toutes les informations/données relatives aux délinquants et aux opérations, qu'elles soient actives ou inactives (archivées), avec possibilité d'exportation.
GR-142	La solution doit restreindre l'exportation de toutes les informations/données relatives aux délinquants et aux opérations, qu'elles soient actives ou inactives (archivées), en fonction des autorisations de contrôle d'accès et des règles opérationnelles.

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-143	La solution doit prendre en charge la suppression permanente de l'ensemble des renseignements/données relatifs aux délinquants et aux activités, qu'ils soient actifs ou inactifs (archivés).
GR-144	La solution doit limiter la possibilité de supprimer définitivement toutes les informations/données relatives aux délinquants et aux opérations, qu'elles soient actives ou inactives (archivées), en fonction des autorisations et des règles opérationnelles.
GR-145	La solution doit prendre en charge le cycle de vie des dossiers des délinquants du SCC, de sorte que le dossier historique du délinquant est accessible après avoir été archivé, au cas où un délinquant commettrait une nouvelle infraction entraînant une nouvelle condamnation.
GR-146	La solution doit exiger un processus d'approbation pour toute modification des renseignements, données et enregistrements finalisés/verrouillés.
GR-147	La solution doit fournir une piste de vérification de toutes les modifications apportées aux renseignements, aux données et aux enregistrements finalisés/verrouillés.
GR-148	La solution doit assurer que les renseignements, les données et les dossiers qui sont verrouillés, finalisés ou en attente en raison d'un litige ou d'une enquête ne peuvent être modifiés de quelque façon.
GR-149	La solution doit permettre la capacité d'archiver les documents en fonction des politiques et procédures de gestion de l'information du SCC.
GR-150	La solution doit prendre en charge l'automatisation/la numérisation des signatures officielles et est mise en œuvre conformément à la norme sur la signature électronique du SCC.
GR-151	La solution doit automatiquement repérer et générer les notifications requises pour les dossiers des délinquants qui répondent aux critères historiques de Bibliothèque et Archives Canada décrits dans l'autorisation de disposition de documents 96/04.
GR-152	La solution doit repérer et générer les notifications requises pour tous les dossiers opérationnels de cas qui répondent aux critères historiques définis dans l'autorisation

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	de disposition de documents 2004/015 en vue de leur regroupement et de leur exportation.
GR-153	La solution doit permettre la capacité d'archiver les enregistrements des données des détenus par exercice dans un format électronique conforme au format normalisé de Bibliothèque et Archives Canada.
GR-154	La solution doit permettre la capacité de stocker les documents archivés dans trois des quatre formats suivants : - l'Extensible Markup Language (langage XML); - l'Extensible Hypertext Markup Language (langage XHTML); l'Hypertext Markup Language (langage HTML); - le Standard Generalized Markup Language (langage SGML) [ISO/IEC 8879:1986].
GR-155	La solution doit permettre la capacité d'exporter et de stocker des renseignements dans un format de fichier plat.
Système d’aide et tutoriels	
GR-156	La solution doit fournir un système d’aide contextuelle en ligne configurable et un guide d’instruction/utilisateur en anglais et en français.
GR-157	La solution doit fournir des tutoriels pour aider le personnel à apprendre comment effectuer les tâches du système, compléter les processus opérationnels et utiliser les diverses fonctions et capacités du système.
Contrôle de l’accès	
GR-158	La solution doit prendre en charge une approche flexible de la gestion des exigences d’accès qui définissent les ressources auxquelles il est possible d’accéder et les actions qui peuvent être effectuées par le rôle. Les rôles et les accès peuvent varier selon les utilisateurs, les groupes, les rôles et les systèmes.
Ressources du réseau	

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Capacités habilitantes (GR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GR-159	La solution devrait permettre aux utilisateurs d’accéder aux ressources du réseau, y compris les fichiers communs, les imprimantes, les numériseurs ou d’autres dispositifs, en utilisant l’environnement technique du SCC (réseau).
Bilinguisme	
GR-160	La solution doit offrir la capacité de prendre en charge une configuration bilingue (formulaires, modèles, documents, rapports).
GR-161	L’interface de la solution (navigation et affichage) doit prendre en charge les deux langues officielles du Canada.
GR-162	La solution doit permettre à l’utilisateur de définir sa préférence linguistique.
GR-163	La solution pourrait être capable d’identifier la langue de toute donnée ou information qu’elle saisit.

1.2 Gestion du profil du délinquant

La gestion du profil initial consiste à gérer et à structurer les renseignements sur les délinquants.

Gestion du profil du délinquant (IPM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Général	
IPM-1	La solution doit pouvoir effectuer une référence croisée pour tous les nouveaux délinquants selon les données existantes afin de suivre et d’éviter les entrées redondantes.
IPM-2	La solution doit consigner et gérer les renseignements personnels des délinquants (nom, date de naissance, sexe, etc.).

Gestion du profil du délinquant (IPM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
IPM-3	La solution doit consigner et gérer les identifiants uniques des délinquants.
IPM-4	La solution doit fournir une méthode pour consigner les caractéristiques d'un délinquant et de sa peine.
IPM-5	La solution doit permettre d'effectuer une vérification des délinquants en utilisant des documents à l'appui.
IPM-6	La solution doit permettre de consigner et de gérer les renseignements concernant l'admissibilité à la libération conditionnelle.
IPM-7	La solution doit permettre au personnel du SCC de vérifier l'authenticité des documents numériques provenant de systèmes externes.
IPM-8	La solution doit permettre d'accéder à des documents, de les modifier et de les transmettre au moyen d'un appareil mobile.
IPM-9	La solution doit envoyer automatiquement des notifications en fonction des indicateurs ou des alertes du système.
IPM-10	La solution doit permettre de signaler un délinquant comme étant un criminel notoire.
IPM-11	La solution doit permettre au personnel autorisé du SCC de restreindre et de surveiller l'accès aux données d'un criminel notoire.
IPM-12	La solution doit fournir une méthode pour aviser les services désignés à propos d'un criminel notoire.
Évaluation préliminaire	
IPM-13	La solution doit permettre au personnel du SCC d'indiquer qu'une nouvelle évaluation préliminaire a été faite ou qu'il s'agit d'une mise à jour d'une évaluation préliminaire antérieure.
IPM-14	La solution doit permettre au personnel du SCC de confirmer que des renseignements sur le système correctionnel fédéral ont été fournis au délinquant.

Gestion du profil du délinquant (IPM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
IPM-15	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner des données statistiques de base.
IPM-16	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner les coordonnées des contacts dans la collectivité.
IPM-17	La solution doit permettre au personnel du SCC de recueillir la version des événements du délinquant.
IPM-18	La solution doit permettre au personnel du SCC d'évaluer les renseignements d'identification personnelle, y compris la nécessité de les remplacer ou de les obtenir.
IPM-19	La solution doit permettre au personnel du SCC d'évaluer et de déterminer les besoins immédiats en matière de sécurité.
IPM-20	La solution doit permettre au personnel du SCC d'appliquer immédiatement les alertes, les besoins et les indicateurs.
IPM-21	La solution doit permettre au personnel du SCC de traiter les renseignements de base provenant du système de justice pénale.
IPM-22	La solution doit permettre au personnel du SCC d'examiner, de traiter et de finaliser un rapport d'évaluation préliminaire.
IPM-23	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner la communication au délinquant d'un rapport d'évaluation préliminaire et des renseignements connexes.
Évaluation communautaire postsentencielle	
IPM-24	La solution doit créer une évaluation communautaire postsentencielle, préremplie avec toutes les données disponibles sur le délinquant.
IPM-25	La solution doit consigner et tenir à jour une liste des partenaires et des intervenants liés au dossier du délinquant.
IPM-26	La solution doit consigner et tenir à jour la liste des communications avec les partenaires et les intervenants pour chaque délinquant.

Gestion du profil du délinquant (IPM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
IPM-27	La solution doit permettre de communiquer avec des systèmes externes (demandes et réponses).
IPM-28	Le système doit consigner et gérer les données provenant de systèmes externes.
IPM-29	La solution doit permettre l'examen et l'approbation d'une évaluation communautaire postsentencielle.
IPM-30	La solution doit informer le personnel désigné du SCC lorsque l'évaluation communautaire est terminée.
Processus de détermination de la peine	
IPM-31	La solution doit permettre au personnel du SCC de confirmer que le SCC a la responsabilité d'un délinquant.
IPM-32	La solution doit consigner l'autorisation de placer le délinquant sous la responsabilité du SCC.
IPM-33	La solution doit lancer un module de gestion des peines pour un délinquant autorisé, qui se remplit automatiquement avec les données disponibles.
IPM-34	La solution devrait attribuer automatiquement le cas d'un délinquant à un agent de gestion des peines, conformément aux règles opérationnelles, et permet la réaffectation de ce cas par l'équipe de gestion des peines.
Admission en établissement	
IPM-35	La solution doit permettre au personnel du SCC d'accéder aux rapports précédents et de les examiner.
IPM-36	La solution doit permettre de définir des indicateurs et des alertes pour tout besoin immédiat.
IPM-37	La solution doit permettre au personnel du SCC de consulter et d'examiner toutes les alertes, tous les indicateurs et tous les besoins immédiats.
IPM-38	La solution doit afficher les disponibilités relatives à l'hébergement en cellule.

Gestion du profil du délinquant (IPM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
IPM-39	La solution doit filtrer la disponibilité cellulaire en fonction des règles opérationnelles ou des critères sélectionnés.
IPM-40	La solution doit consigner et gérer les délinquants co-condamnés et créer des indicateurs pertinents.
IPM-41	La solution devrait fournir un guide modifiable des procédures opérationnelles de l'établissement (en format numérique).
IPM-42	La solution doit consigner et gérer les renseignements d'un appel téléphonique obligatoire.
Entrevue d'admission	
IPM-43	La solution doit créer un dossier de l'entrevue d'admission, prérempli avec toutes les données existantes sur le délinquant.
IPM-44	La solution doit consigner et gérer le rapport d'entrevue d'admission.
IPM-45	La solution doit avertir le personnel désigné des dates limites des activités.
IPM-46	La solution doit consigner et gérer les noms et les coordonnées du personnel ou des personnes autorisées qui mènent l'entrevue d'admission ou qui y assistent.
IPM-47	La solution doit consigner et gérer en format numérique les réponses à l'entrevue d'admission.
IPM-48	La solution doit consigner et gérer les alertes, les besoins et les indicateurs relatifs aux réponses des délinquants. Le SCC les met toujours en ordre alertes/indicateurs/besoins.
IPM-49	La solution doit permettre d'échanger des fichiers et des formulaires numériques avec d'autres services du SCC.
Évaluation des besoins immédiats	
IPM-50	La solution doit permettre au personnel du SCC de consulter et d'examiner l'évaluation préliminaire.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion du profil du délinquant (IPM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
IPM-51	La solution doit alerter le personnel désigné des dates limites des activités.
IPM-52	La solution doit permettre de modifier ou d’ajouter des besoins immédiats en matière de sécurité.
IPM-53	La solution doit permettre de modifier ou d’ajouter des renseignements sur les délinquants co-condamnés.
IPM-54	La solution doit alerter ou aviser le personnel et les services désignés du SCC lorsqu’un délinquant présente des besoins immédiats (risque de suicide).
Traitement/mise à jour : Profil contextuel	
IPM-55	La solution doit consigner tous les noms, surnoms et alias du délinquant.
IPM-56	La solution doit permettre au personnel du SCC de vérifier tous les renseignements de base.
IPM-57	La solution doit permettre au personnel autorisé du SCC de modifier les renseignements de base.
IPM-58	La solution doit avertir le personnel et les services désignés du SCC lorsque les renseignements de base ont été modifiés.
IPM-59	La solution doit permettre de consigner et de gérer la photo d’identité d’un délinquant.
IPM-60	La solution doit permettre de consigner et de gérer les descriptions et les photos des caractéristiques physiques d’un délinquant.
IPM-61	La solution doit consigner et gérer les documents d’identification personnelle.
IPM-62	Les systèmes doivent consigner et gérer toute autre information recueillie sur le profil.
Traitement/mise à jour : Facteurs de risque pour la sécurité	
IPM-63	La solution doit consigner les renseignements sur l’appartenance d’un délinquant à un groupe criminel, à un gang ou à un groupe menaçant la sécurité (GMS).

Gestion du profil du délinquant (IPM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
IPM-64	La solution doit pouvoir recouper les affiliations criminelles, les gangs et les GMS avec les renseignements sur les établissements et les cellules.
IPM-65	La solution doit envoyer une alerte en cas de conflit entre les délinquants, relativement au logement cellulaire ou aux risques en établissement.
Traitement/mise à jour : Antécédents personnels	
IPM-66	La solution doit consigner et gérer les renseignements relatifs aux antécédents sociaux, aux rapports Gladue et aux antécédents économiques d’un délinquant, si nécessaire.
IPM-67	La solution doit permettre d’établir un lien entre les dossiers judiciaires et le rapport Gladue.
IPM-68	La solution doit permettre au personnel du SCC de modifier les antécédents sociaux et économiques d’un délinquant.
Traitement/mise à jour : Antécédents criminels	
IPM-69	La solution doit consigner et gérer le profil criminel du délinquant.
IPM-70	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner et de gérer les antécédents criminels à l’adolescence.
IPM-71	La solution doit consigner et gérer les renseignements relatifs aux infractions antérieures.
IPM-72	La solution doit permettre au personnel du SCC de consulter et de vérifier toute information sur les incarcérations sous responsabilité provinciale.
IPM-73	La solution doit permettre au personnel du SCC de consulter et de vérifier les rapports de police.
IPM-74	La solution doit permettre au personnel du SCC de consulter et de vérifier les détails relatifs aux antécédents criminels du délinquant.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion du profil du délinquant (IPM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
IPM-75	La solution doit permettre au personnel du SCC de créer et de modifier le profil criminel du délinquant.
Traitement/mise à jour : Information sur la victime et autres renseignements	
IPM-76	La solution doit consigner et gérer les renseignements sur les victimes.
IPM-77	La solution doit permettre d’accéder à des systèmes externes pour consulter et consigner des données sur les victimes.
IPM-78	La solution doit permettre de consigner et de gérer les renseignements relatifs à tout dédommagement imposé par le tribunal.

1.3 Documentation des cas

Les renseignements sur les délinquants sont habituellement consignés dans le profil du délinquant, dans les registres des interventions, sous forme de notes au dossier; dans les autres champs, ils devraient viser à améliorer la compréhension du comportement des délinquants et à soutenir l’ensemble des recherches, évaluations, audits ou suivis structurés des progrès. La documentation des cas, y compris les dossiers du tribunal ou de la police, les rapports d’aiguillage ou les autres documents de décision, peut contribuer à l’élaboration de renseignements structurés et doit être mise à la disposition du personnel pour que celui-ci puisse valider les données structurées, et elle doit servir de point de départ pour l’amélioration de l’obligation redditionnelle et de la transparence.

Documentation des cas (CD)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Soutien : gestion des cas	
CD-1	La solution doit prendre en charge la gestion des documents associés à un ou plusieurs cas de délinquants ou d’autres cas.

Documentation des cas (CD)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
CD-2	La solution doit encourager l'utilisation de renseignements structurés sur un cas, lorsque c'est possible, plutôt que la création, la révision, la mise à jour et la suppression des documents associés au cas.
CD-3	La solution doit permettre au SCC d'effectuer des recherches et des évaluations et de produire des rapports sur l'observation quotidienne, des notes, des notes de service et des commentaires, y compris sur les interactions et les événements et d'autres renseignements concernant les délinquants.
CD-4	La solution doit satisfaire aux exigences en matière de gestion des documents en ce qui concerne les capacités organisationnelles spécifiques qui soutiennent la gestion des cas des délinquants, y compris, sans s'y limiter :
a	Gestion des profils
b	Gestion des peines
c	Gestion des interventions
d	Planification des cas
e	Surveillance dans la collectivité
f	Gestion des décisions
g	Gestion des placements et des transfèrements
h	Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir
i	Gestion des activités de sécurité
j	Gestion de la sécurité et du renseignement
k	Gestion des griefs
l	Gestion des fouilles et des saisies
m	Gestion du rendement et des rapports

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Documentation des cas (CD)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
CD-5	La solution doit permettre au SCC d’accéder à tous les documents relatifs au dossier de chaque délinquant et de les gérer simplement et efficacement.
CD-6	La solution doit permettre au SCC de trier, de filtrer, de regrouper et d’ordonner ou d’afficher différemment les documents relatifs aux dossiers des délinquants afin de faciliter l’accès aux renseignements pertinents.
Permet la gestion des documents	
CD-7	La solution doit s’intégrer au système de gestion des documents du ministère, permettant l’échange de données et de métadonnées.
CD-8	La solution devrait permettre de télécharger plusieurs documents en même temps et de les associer à un ou plusieurs dossiers.
CD-9	La solution devrait offrir plusieurs méthodes pour importer des documents existants au moyen d’applications tierces, d’ordinateurs de bureau, de lecteurs réseau et de serveurs de fichiers.
CD-10	La solution doit stocker tout type de document dans son format de fichier natif, et garantit que le document n’est pas modifié lorsqu’il est ajouté au système.
CD-11	La solution doit permettre de marquer les documents comme étant « archivés », c’est-à-dire qu’ils ne peuvent pas être altérés ou modifiés une fois téléchargés (par exemple, les dossiers judiciaires).
CD-12	La solution doit permettre de classer les documents par métadonnées et par type, et doit permettre de configurer un nombre illimité de métadonnées et de types de documents.
CD-13	La solution doit être capable d’importer et de stocker des fichiers de contenu vidéo (MP4, AVI) ou audio (MP3, wav).
CD-14	La solution pourrait consigner, stocker, récupérer et exporter des documents de taille irrégulière (p. ex. plus grands que 8 1/2 x 11).
CD-15	La solution doit permettre d’identifier la source du document et d’autres détails comme la date de création, les modifications antérieures et la date de réception.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Documentation des cas (CD)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
CD-16	La solution devrait permettre de télécharger des courriels en tant que documents, y compris des pièces jointes qui peuvent être ajoutées séparément des courriels, si nécessaire.
CD-17	La solution doit retrouver l’emplacement de tous les documents papier et des registres physiques, si nécessaire, et les documents physiques peuvent être localisés en effectuant une recherche.
CD-18	La solution doit garantir qu’une quantité obligatoire de métadonnées est consignée pour chaque document ou archive de la bibliothèque et assure que, à mesure que de nouveaux documents sont ajoutés, les documents sont classés dans le fichier à l’aide des champs de métadonnées requis.
CD-19	La solution doit permettre d’ajouter des versions de documents, ce qui évite que les versions antérieures des documents soient écrasées ou supprimées lors de la mise à jour.
CD-20	La solution doit permettre la capacité de modifier automatiquement le numéro de version de tout document lors de l’enregistrement, et les versions précédentes des documents sont conservées dans le système au cas où un retour en arrière serait nécessaire.
CD-21	La solution pourrait avoir la capacité de créer, d’attacher et d’estampiller des numéros de document et de contrôle de version spécialisés sur des documents juridiques ou des rapports clés, selon le type.
CD-22	La solution doit garantir ou automatiser le respect des conventions ou des normes de dénomination des documents et des enregistrements.
CD-23	La solution doit respecter les politiques du SCC en matière de gestion et de conservation de l’information et favoriser l’application, en permettant d’établir et d’appliquer les règles pertinentes selon les dates de la peine du délinquant et les types de document.
CD-24	La solution devrait avoir l’option d’archiver les documents qui pourront être consultés au besoin.
Gestion de l’accès aux documents selon le rôle	

Documentation des cas (CD)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
CD-25	La solution doit permettre d'accéder aux documents et de savoir qui y a accédé (par exemple date, heure, nom, etc.).
CD-26	La solution doit permettre de gérer les rôles en conformité avec les capacités opérationnelles, ainsi que l'accès en fonction des rôles (par exemple responsable - accès complet; personne informée - accès d'observateur).
CD-27	La solution pourrait indiquer si un document a été sorti et notifie la personne qui a sorti le document si la période de sortie dépasse un certain nombre d'heures, selon les paramètres configurés par l'administrateur.
CD-28	La solution doit permettre à un administrateur de vérifier l'état de tout document sorti et de récupérer un document au nom du SCC ou d'un autre employé autorisé.
CD-29	La solution doit permettre de savoir si un document affiché a été modifié et qui l'a modifié.
CD-30	La solution pourrait permettre au personnel autorisé du SCC de s'abonner à la documentation d'un cas afin d'être informé des révisions, des changements ou des mises à jour d'un ou de plusieurs documents (nouvelles versions).
CD-31	La solution doit appliquer des mesures de sécurité pour limiter l'accès selon divers échelons (ministère, utilisateur, système, fonction et document).
CD-32	La solution doit comprendre un système de sécurité fondée sur les rôles qui permet de restreindre l'accès ou de l'accorder au personnel du SCC ou à d'autres personnes (de lecture seule à administrateur du système).
CD-33	La solution doit comprendre un système de sécurité fondée sur les rôles qui inclut la possibilité de créer des exceptions.
CD-34	La solution doit appliquer les rôles appropriés pour déterminer si un membre du personnel ou un système peut supprimer un document.
CD-35	La solution devrait fournir des liens vers des documents pouvant être envoyés ou consultés par des membres de l'équipe, des partenaires ou des délinquants, en fonction des rôles.

Documentation des cas (CD)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
CD-36	La solution doit tenir en tout temps un registre détaillé d’audit décrivant toutes les actions effectuées dans un document, y compris l’identité de la personne qui a modifié le fichier ainsi que l’heure et la date de toute modification; le registre est accessible et peut être exporté sous forme de rapport.
Permet la gestion fluide des documents	
CD-37	La solution doit prendre en charge la gestion des signatures électroniques des documents, en conformité avec les rôles et les processus ou le flux opérationnel de la capacité de l’organisation.
CD-38	La solution devrait prendre en charge un flux opérationnel pour la révision et l’approbation des documents qui passent par plusieurs auteurs, réviseurs et approbateurs avant d’être prêts pour la distribution générale.
CD-39	Le flux opérationnel d’approbation des documents devrait permettre d’envoyer les documents à un ou plusieurs employés du SCC pour qu’ils les signent, et ceux-ci peuvent approuver ou rejeter le document, en fournissant des commentaires au besoin.
CD-40	La solution devrait tenir un registre des personnes qui ont examiné et approuvé chaque version du document.
CD-41	La solution devrait permettre de déléguer facilement toutes les tâches du flux opérationnel lorsqu’un participant n’est pas disponible.
CD-42	La solution devrait permettre au personnel du SCC de restreindre l’accès à un document jusqu’à ce qu’il ait été approuvé par les parties autorisées.
CD-43	La solution devrait permettre de déléguer l’examen ou l’approbation des tâches du flux opérationnel et le pouvoir de signer à d’autres employés du SCC, pour des tâches individuelles ou pour toutes les tâches au cours d’une période établie (pour le flux opérationnel).
CD-44	La solution devrait permettre aux observateurs des flux opérationnels relatifs à l’examen ou à l’approbation de suivre la progression d’un document à mesure qu’il avance dans le flux opérationnel et de voir les commentaires.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Documentation des cas (CD)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Soutien au partage et à la recherche de documents	
CD-45	La solution doit comprendre une option de recherche pouvant utiliser les métadonnées associées au document ainsi que le contenu du document.
CD-46	La solution doit comprendre une option de recherche pouvant être configurée pour utiliser les métadonnées et le contenu du document, ou pour rechercher les métadonnées du document et exclure le contenu du document.
CD-47	La solution doit indexer et rechercher le contenu de plusieurs types de fichiers avec des composants texte, y compris les fichiers pdf, zip, et les fichiers Microsoft Office.
CD-48	La solution devrait permettre de restreindre toute recherche à une zone spécifique de la bibliothèque de documents (par exemple, un délinquant, un ou plusieurs établissements, une ou plusieurs régions ou provinces).
CD-49	La solution devrait permettre de rechercher des documents en fonction de leur statut dans un flux opérationnel (par exemple en cours de révision, révisé, approuvé, non approuvé, non soumis pour approbation).
CD-50	La solution devrait permettre de rechercher la date de révision ou d’approbation d’un document.

1.4 Gestion des peines

La gestion des peines consiste à gérer et à structurer la peine du délinquant conformément à la loi afin d’administrer la peine infligée par les tribunaux. Au Canada, le système fédéral s’occupe des délinquants qui purgent une peine de deux ans ou plus.

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Général	

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-1	La solution doit afficher le mode de calcul d'une peine et des dates de mise en liberté.
SM-2	La solution doit avoir la capacité de produire un rapport compilé par le système, affichant à la fois la ventilation des calculs et la chronologie des dates et événements ayant une incidence sur la peine.
SM-3	La solution devrait consigner l'historique de la peine et les changements liés à des événements.
SM-4	La solution devrait permettre à l'utilisateur d'examiner l'historique de la peine et les changements liés à des événements, y compris les dérogations.
SM-5	La solution devrait présenter visuellement les événements liés à la peine (par exemple, à l'aide d'un fil du temps) et offre la possibilité d'accéder aux détails d'un événement précis.
SM-6	La solution doit utiliser les règles opérationnelles pour vérifier l'exactitude des renseignements relatifs à la gestion des peines et signale les erreurs, au besoin.
SM-7	La solution doit permettre à des utilisateurs externes d'accéder aux modules.
SM-8	La solution doit consigner et tenir à jour l'état des délinquants (sous la responsabilité du SCC) et leur emplacement (dans un établissement fédéral ou dans un établissement provincial).
SM-9	La solution doit suivre les dates et les résultats des audiences de la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC).
SM-10	La solution doit permettre de produire des rapports pour les audiences futures de la CLCC.
SM-11	La solution devrait fournir au SCC une alerte après une décision de la CLCC.
SM-12	La solution doit permettre au personnel du SCC de consulter les décisions de la CLCC.
Traitement initial de la peine	

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-13	La solution doit avoir la capacité de saisir des renseignements relatifs aux peines et aux employés autorisés du SCC d'échanger de l'information.
SM-14	La solution doit réaliser un calcul préliminaire de la peine en utilisant de l'information non vérifiée provenant des ordonnances de détermination de la peine.
SM-15	La solution devrait vérifier que l'information relative à la peine est confirmée valide.
SM-16	La solution doit avertir les utilisateurs du SCC lorsqu'un nouveau cas de délinquant fait l'objet d'un examen par une administration, avec la possibilité de recevoir des documents ou de récupérer des documents dans un dossier.
SM-17	La solution doit être capable de stocker les résultats de l'autorisation de l'administration, y compris la personne qui a donné l'autorisation et la date de l'autorisation.
Gestion des peines : Information/données	
SM-18	La solution doit avoir la capacité de saisir, de visualiser et de mettre à jour les données relatives aux peines (l'infraction, la date de la peine, les renvois aux lois, etc.), ainsi que des renseignements détaillés sur les amendes, les ordonnances, les interdictions ou les restitutions.
SM-19	La solution doit avoir la capacité de saisir des renseignements relatifs à la peine qui n'ont pas d'incidence sur la durée de la peine totale.
SM-20	La solution doit avoir la capacité d'ajouter des peines supplémentaires ou de modifier une peine. La solution utilise les données existantes pour ajouter des peines supplémentaires et pour modifier les dates d'admissibilité et de fin.
SM-21	La solution doit consigner les activités liées à la gestion des peines et vérifie qu'elles sont conformes aux lois, politiques et directives, à des fins d'évaluation du rendement.
SM-22	La solution doit avoir la capacité de communiquer des données ou des documents aux délinquants, à la CLCC et à d'autres organismes du gouvernement.

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-23	La solution doit avoir la capacité de communiquer aux délinquants et à la CLCC de l'information sur les dates d'admissibilité liées à la peine et sur la chronologie.
SM-24	La solution devrait alerter l'utilisateur lorsque la CLCC rend une décision.
SM-25	La solution devrait avertir l'utilisateur lorsqu'une date clé d'un délinquant est modifiée à la suite d'une décision d'accorder une mise en liberté dans la collectivité.
SM-26	La solution doit permettre de consigner et de gérer l'information sur l'expiration de la peine du délinquant.
SM-27	La solution doit permettre de saisir les amendes imposées à un délinquant, les détails et le solde de l'amende, ainsi que les paiements effectués.
SM-28	La solution doit permettre de saisir les amendes imposées à un délinquant, converties en peine pour défaut de paiement.
SM-29	La solution doit permettre de saisir les réductions de peine découlant du paiement d'une amende.
SM-30	La solution doit permettre de saisir les frais impayés imposés au délinquant et les détails, comme l'état des frais, le service de police, etc.
SM-31	La solution devrait avoir la capacité de convertir ou de transférer automatiquement les renseignements sur les accusations en instance en renseignements sur les condamnations et les peines pour les délinquants qui ont été condamnés à la suite de ces accusations.
SM-32	La solution doit avoir la capacité de produire, de mettre à jour et de délivrer des mandats.
Lois/renvois	
SM-33	La solution devrait fournir les renseignements de référence pour la législation, en utilisant le libellé réel de divers actes, tels que le Code pénal, en fonction de la date de l'infraction.

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-34	La solution devrait permettre d'accéder aux renseignements sur les lois relatives aux peines, y compris les mises à jour, directement à partir des versions des lois publiées en ligne.
SM-35	La solution devrait pouvoir mettre à jour les lois directement à partir des versions publiées en ligne, ou les employés autorisés du SCC peuvent faire la mise à jour dans le système.
SM-36	La solution devrait offrir une méthode pour cibler la version particulière d'une loi à utiliser et en rendre compte.
SM-37	La solution doit fournir une liste des types de peines et des règles opérationnelles correspondantes.
SM-38	La solution doit permettre d'enregistrer les infractions aux lois en vigueur au moment de l'infraction.
SM-39	La solution devrait fournir l'information de référence associée à l'infraction.
SM-40	La solution devrait avoir la capacité de saisir des renseignements secondaires liés à une infraction à une loi.
SM-41	La solution devrait alerter l'utilisateur si les données saisies ne sont pas conformes aux règles opérationnelles sur les renseignements secondaires relatifs à une infraction.
SM-42	La solution devrait conserver toutes les versions de la loi (y compris celles qui ne sont plus en vigueur) pour chaque infraction.
SM-43	La solution devrait fournir des tableaux énumérant les régimes de mise en liberté figurant dans la loi.
SM-44	La solution devrait fournir des tableaux présentant les paramètres des calculs associés à un régime de mise en liberté. Après la sélection, le système applique le calcul automatisé à la peine.
SM-45	La solution devrait fournir une alerte si le régime de mise en liberté choisi n'était pas en vigueur dans la loi à la date de l'infraction.

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-46	La solution devrait conserver toutes les versions de la loi pour chaque régime de mise en liberté (y compris celles qui ne sont plus en vigueur).
SM-47	La solution devrait proposer la version appropriée de la loi en fonction de la date de l'infraction.
Calcul de la peine	
SM-48	La solution doit calculer la date/l'heure pour déterminer la durée de la peine, les dates d'admissibilité à la mise en liberté et les dates de fin.
SM-49	La solution doit effectuer un calcul pour déterminer la date de mise en liberté d'office provisoire après une suspension.
SM-50	La solution doit tenir compte des années bissextiles lorsqu'elle effectue des calculs automatisés.
SM-51	La solution doit avoir la capacité de calculer et d'afficher les jours, mois et années.
SM-52	La solution doit arrondir les fractions aux nombres entiers, sauf dans le cas de dispositions spécifiques d'une loi.
SM-53	La solution devrait avoir la capacité de prendre en charge un calendrier permettant d'effectuer des calculs 150 ans à l'avance.
SM-54	La solution doit fournir un choix de tableaux où seront affichés les calculs automatisés.
SM-55	La solution devrait fournir une liste des types de peines et des règles opérationnelles correspondantes.
SM-56	La solution doit calculer, mettre à jour et gérer automatiquement et en temps réel la chronologie des dates d'admissibilité des délinquants, en fonction de leur peine et des modifications apportées aux dates des peines.
SM-57	La solution doit permettre à l'utilisateur de saisir manuellement ou de modifier (remplacer) les calculs automatisés, avec un champ obligatoire pour la justification.

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-58	La solution devrait permettre de modifier les peines et effectuer une modification automatique des dates de mise en liberté concernées.
SM-59	La solution devrait générer des notifications automatiques lorsque des modifications sont apportées aux calculs de la peine.
SM-60	La solution doit avoir la capacité de regrouper les données pour chaque peine afin d'estimer la durée totale de la peine.
SM-61	La solution devrait afficher les dates clés de chaque peine individuelle que le délinquant reçoit en affichant la chronologie, afin de montrer l'alignement des peines.
SM-62	La solution doit montrer comment la peine et les dates de mise en liberté sont calculées.
SM-63	La solution utilise les règles opérationnelles pour vérifier que les renseignements saisis sont exacts; elle signale les erreurs le cas échéant.
SM-64	La solution doit calculer automatiquement les périodes de liberté et les périodes faisant partie de la peine du délinquant. Les calculs doivent tenir compte de toute modification de la durée de la peine et des dates d'admissibilité à la mise en liberté.
SM-65	La solution devrait consigner les renseignements relatifs au temps alloué avant le procès et appliquer ces mêmes informations à l'ensemble des peines, par date.
SM-66	La solution doit tenir compte des modifications de la peine et permet de modifier automatiquement les dates de mise en liberté concernées.
SM-67	La solution doit suivre la durée de la détention d'un délinquant, tant sous responsabilité provinciale que fédérale, séparément.
SM-68	La solution doit calculer la période de résidence, la date d'expiration de la surveillance de longue durée (DELD).
SM-69	La solution doit avoir la capacité de saisir et de visualiser les données relatives aux peines (infraction, date de la peine, renvois aux lois, etc.), ainsi que des renseignements détaillés sur les amendes, les ordonnances, les interdictions ou les restitutions.

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-70	La solution doit avoir la capacité de saisir des renseignements relatifs à la peine qui n'ont pas d'incidence sur la durée de la peine totale.
SM-71	La solution doit permettre d'enregistrer les appels relatifs aux peines et aux condamnations.
SM-72	La solution doit avoir la capacité d'ajouter des peines supplémentaires ou modifier une peine. La solution utilisera les données existantes pour ajouter des peines supplémentaires et modifier les dates d'admissibilité et de fin.
Rapport : Renseignements sur la peine	
SM-73	La solution doit alerter la CLCC lorsque la peine est acceptée.
SM-74	La solution doit limiter la visualisation des détails de la peine selon le rôle, jusqu'à ce qu'ils soient vérifiés et approuvés.
SM-75	La solution devrait alerter le personnel du SCC qui s'occupe activement du délinquant lorsqu'un agent de gestion des peines vérifie les modifications apportées aux dates de la peine.
SM-76	La solution devrait permettre de signaler des indicateurs relatifs à certaines caractéristiques d'un délinquant ou de sa peine.
SM-77	La solution devrait avoir la capacité de cibler l'utilisation d'une version particulière d'une loi et en faire rapport.
SM-78	La solution doit produire un rapport compilé par le système, affichant la ventilation du calcul des dates et la chronologie des dates et des événements ayant une incidence sur la peine.
SM-79	La solution doit avoir la capacité de produire et de gérer des rapports sur le déroulement de la peine, avec des renseignements sur les peines des délinquants, y compris les événements qui ont une incidence sur les peines et le calcul des dates d'admissibilité.
SM-80	La solution devrait communiquer des rapports sur le déroulement de la peine aux délinquants et à la CLCC.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-81	La solution doit communiquer les renseignements relatifs aux dates d’admissibilité relatives à la peine aux délinquants et à la CLCC.
Gestion des expulsions, des transfèrements internationaux , des transfèrements et des extraditions	
SM-82	La solution devrait consigner les notes sur l’état et la planification de l’expulsion, du transfèrement et de l’extradition.
SM-83	La solution doit consigner les renseignements relatifs à l’expulsion, à l’extradition et au transfèrement international.
SM-84	La solution doit consigner et indiquer s’il y a eu un changement de compétence.
SM-85	La solution doit consigner et gérer les renseignements relatifs à la caution en matière d’immigration.
SM-86	La solution doit suivre les dates et les résultats des audiences d’immigration.
SM-87	La solution permet de définir des indicateurs pour les délinquants susceptibles d’être expulsés, extradés ou transférés à l’étranger.
SM-88	La solution doit avoir la capacité de produire et de modifier un certificat de surveillance.
SM-89	La solution doit avoir la capacité de communiquer des renseignements aux services du SCC.
SM-90	La solution devrait recevoir des renseignements d’autres modules.
CIPC : Contrôle	
SM-91	La solution doit avoir la capacité d’accéder à des systèmes externes : CIPC
SM-92	La solution devrait avoir la capacité de saisir des renseignements sur les frais en suspens à partir de systèmes externes.
SM-93	La solution pourrait être capable de transférer des messages entre le CIPC et elle-même.

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Gestion des accusations en instance	
SM-94	La solution doit consigner toutes les accusations en instance contre le délinquant, ainsi que des détails tels que l'état de l'accusation, le service de police, etc.
SM-95	La solution devrait contenir un registre dans lequel des notes et des mises à jour sur l'avancement des accusations peuvent être saisies.
SM-96	La solution devrait permettre de lier des documents à l'accusation.
SM-97	La solution devrait avoir la capacité de convertir ou de transférer automatiquement les renseignements sur les accusations en instance en informations sur les condamnations et les peines pour les délinquants qui ont été reconnus coupables de leurs accusations.
SM-98	La solution devrait avoir la capacité de consigner les dates du cautionnement et d'ajouter des dates supplémentaires sans les écraser.
SM-99	La solution devrait avoir la capacité de consigner les situations où un délinquant renonce à son droit d'appel.
Gestion des comparutions devant le tribunal	
SM-100	La solution doit avoir la capacité de consigner les dates des audiences et d'ajouter des dates supplémentaires sans les écraser.
SM-101	Le système devrait pouvoir produire des rapports sur les comparutions des délinquants devant les tribunaux.
SM-102	Le système devrait disposer d'une fonction de calendrier pour sélectionner les dates de comparution.
SM-103	La solution doit fournir des renseignements aux services du SCC, aux délinquants et aux systèmes externes.
SM-104	La solution doit consigner les décisions et les renseignements du tribunal qui ont une incidence sur le calcul de la peine.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Gestion : Évasion ou illégalement en liberté (IEL)	
SM-105	Le système doit consigner les détails des évasions.
SM-106	Le système doit consigner l'état du délinquant.
SM-107	Le système doit calculer le temps passé en liberté et l'inclut dans le calcul de la peine.
Mise en liberté autorisée	
SM-108	La solution doit permettre au personnel du SCC de consulter les décisions du SCC et de la CLCC.
SM-109	Le système doit consigner le type et la date de mise en liberté proposés
SM-110	La solution doit permettre au personnel du SCC de vérifier l'information sur la mise en liberté.
SM-111	La solution doit permettre au personnel du SCC d'effectuer une évaluation de la qualité du certificat de mise en liberté et d'enregistrer l'approbation.
SM-112	La solution doit fournir automatiquement un récapitulatif par date et par unité opérationnelle pour les délinquants dont la mise en liberté a été approuvée.
SM-113	La solution doit permettre de modifier les renseignements sur les mises en liberté.
SM-114	La solution devrait générer des rapports sur les mises en liberté à des fins statistiques
SM-115	La solution doit permettre au personnel du SCC d'examiner et de documenter toute modification des conditions spéciales de la mise en liberté.
SM-116	La solution devrait permettre d'automatiser les notifications de mise en liberté
SM-117	La solution devrait permettre au personnel du SCC d'envoyer une notification contenant le lien vers un document dans le Système de gestion des documents.
Mise en liberté sous caution	
SM-118	La solution doit consigner les renseignements relatifs aux cautions.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-119	La solution doit suivre le nombre de jours de mise en liberté sous caution.
SM-120	La solution doit avoir la capacité de consigner les dates de mise en liberté sous caution et ajouter des dates supplémentaires sans les écraser.
SM-121	La solution devrait générer des rapports contenant des renseignements sur la mise en liberté sous caution.
SM-122	Le système devrait fournir des rappels de tâches déclenchés à des dates précises.
SM-123	Le système doit consigner l'état de la mise en liberté sous caution du délinquant.
Mise en liberté suspendue ou révoquée	
SM-124	La solution pourrait offrir un indicateur : Réadmission en détention
SM-125	La solution pourrait offrir un champ de date pour la réadmission en détention.
SM-126	La solution devrait suivre la date du retour en détention et l'autorité compétente.
SM-127	La solution doit consigner les renseignements relatifs à la suspension, à la révocation, à la cessation ou à la réincarcération.
SM-128	La solution doit suivre le nombre de jours en liberté.
SM-129	Le système doit consigner les dates auxquelles le renvoi ou la décision sont dus.
SM-130	La solution doit permettre au personnel du SCC d'évaluer la qualité du certificat de mise en liberté.
SM-131	La solution doit calculer la date révisée de libération d'office après la révocation.
SM-132	Le système devrait permettre au personnel du SCC de produire des rapports contenant des renseignements sur la suspension, la révocation, la cessation et la réincarcération, à des fins d'examen et d'analyse.
Système de rappel	

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-133	La solution doit avoir la capacité de consigner les activités de gestion des peines, pour vérifier si elles sont conformes à la loi, aux politiques et aux directives, à des fins d'évaluation du rendement.
SM-134	La solution doit offrir une section pour les notes/messages entre l'employé et l'examineur.
Ordonnance de surveillance longue durée (OSLD)	
SM-135	La solution doit effectuer les calculs de base de la date et de l'heure pour déterminer la durée et les dates de début et de fin de l'OSLD.
SM-136	La solution doit indiquer comment les dates de fin des OSLD sont calculées.
SM-137	La solution doit indiquer comment les dates de fin de résidence sont calculées.
SM-138	La solution doit permettre d'entrer chaque OSLD d'un délinquant.
SM-139	La solution doit automatiser la numérotation de chaque OSLD.
SM-140	La solution doit associer chaque OSLD à une peine spécifique.
SM-141	La solution doit permettre au personnel du SCC d'ajouter des OSLD supplémentaires ou de modifier une OSLD. La solution utilisera les données existantes pour ajouter des OSLD supplémentaires et modifier les dates de fin.
SM-142	La solution doit pouvoir calculer, mettre à jour et gérer automatiquement les calendriers/chronologies des OSLD en temps réel en fonction des événements et des changements concernant les délinquants.
SM-143	La solution doit pouvoir afficher les dates clés de chaque ordonnance de surveillance de longue durée (OSLD) que le délinquant reçoit à l'aide d'une chronologie, afin de montrer la durée de chaque OSLD par rapport aux autres et par rapport aux peines concurrentes.
SM-144	La solution doit calculer la DELD globale/la décision lorsqu'il y a plus d'une OSLD.
SM-145	La solution doit consigner la date de mise en liberté anticipée, en fonction de l'OSLD.

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-146	La solution doit consigner l'état d'une OSLD
SM-147	La solution doit consigner les conditions spéciales assorties à l'OSLD, avec les dates de début et de fin de chaque condition.
SM-148	La solution doit intégrer les nouvelles peines reçues pendant une OSLD.
SM-149	La solution doit permettre au personnel du SCC de faire la distinction entre les peines qui entraînent ou non une interruption de l'OSLD.
SM-150	La solution doit fournir automatiquement les calculs des périodes de mise en liberté et les intègre dans l'OSLD du délinquant. Les calculs doivent tenir compte de toute modification de la résidence et des dates de fin.
SM-151	La solution doit permettre de modifier l'OSLD et de modifier automatiquement les dates pertinentes.
SM-152	La solution doit générer des avis automatiques lorsque des modifications sont apportées aux calculs de l'OSLD.
SM-153	La solution doit avoir la capacité d'entrer des renseignements sur les peines qui n'ont pas d'incidence sur l'ensemble des OSLD.
SM-154	La solution doit intégrer les OSLD dans la chronologie
SM-155	La solution doit saisir l'historique des OSLD
SM-156	La solution doit permettre l'enregistrement des appels concernant l'OSLD.
SM-157	La solution doit produire un rapport compilé par le système, affichant la ventilation du calcul des dates et la chronologie des dates et des événements ayant une incidence sur l'OSLD.
SM-158	La solution doit permettre de communiquer l'information sur la chronologie des OSLD aux délinquants et à la CLCC.
SM-159	La solution doit permettre aux utilisateurs de produire un certificat de surveillance pour l'OSLD.

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-160	La solution doit suivre les périodes de mise en liberté sous caution des délinquants qui purgent une peine avec OSLD.
SM-161	La solution doit permettre de consigner les données relatives aux accusations de violation d'une OSLD.
SM-162	La solution doit consigner les données relatives aux suspensions de la surveillance à long terme.
SM-163	La solution doit consigner les données relatives à la perte de compétence pour les mises en liberté assorties d'une OSLD de longue durée.
SM-164	La solution doit consigner les renseignements relatifs à la suspension, à la cessation ou à la réincarcération, relativement à une OSLD.
SM-165	La solution doit saisir les données pour les retenues imposées pendant une OSLD.
SM-166	La solution doit consigner les mises en attente de l'application de l'OSLD lorsque le délinquant reçoit une peine d'emprisonnement à perpétuité ou à durée indéterminée.
SM-167	La solution doit suivre la reprise de l'OSLD à la suite d'une peine ayant entraîné son interruption.
SM-168	La solution doit suivre la reprise de l'OSLD après un retour au Canada après une expulsion.
SM-169	La solution doit suivre le nombre de jours en liberté.
SM-170	La solution doit envoyer une alerte si l'infraction liée à la suspension de l'OSLD se produit dans une autre province ou un autre territoire.
SM-171	La solution doit suivre la date du retour en détention et l'autorité compétente.
SM-172	Le système doit consigner les dates auxquelles le renvoi ou la décision sont attendus.
SM-173	La solution doit permettre au personnel du SCC d'évaluer la qualité du certificat de l'OSLD et de consigner l'approbation.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion des peines (SM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SM-174	Le système doit permettre de produire des rapports contenant des renseignements sur la suspension, la mise en attente, la cessation et la réincarcération, relativement à une OSLD, à des fins d'examen et d'analyse.
SM-175	Le système doit permettre de signaler les mises en liberté (SL/LCT/LO) pendant que le délinquant fait l'objet d'une OSLD.
Perte de compétence	
SM-176	La solution doit consigner les données relatives à la perte de compétence
SM-177	La solution doit consigner les données relatives à la décision de perte de compétence.
SM-178	La solution doit permettre d'attribuer l'état du mandat de suspension à la perte de compétence.
SM-179	La solution doit suivre la reprise de la mise en liberté après une perte de compétence.
SM-180	La solution doit alerter les utilisateurs lorsque la perte de compétence approche.

1.5 Gestion des évaluations des délinquants

Le SCC applique un certain nombre d'évaluations pour déterminer les facteurs de risque dynamique et statique associés à un délinquant. Les évaluations servent à appuyer les placements, à orienter les décisions touchant la cote de sécurité et à déterminer les types de programmes, d'interventions et de services offerts à un délinquant dans le cadre de son plan correctionnel.

Gestion des évaluations des délinquants (AR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Général	

Gestion des évaluations des délinquants (AR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
AR-1	La solution doit permettre au SCC d'élaborer un formulaire afin de consigner les données des évaluations structurées (oui/non, notes, cases à cocher, etc.) et non structurées (texte libre, commentaires, etc.) pour chaque outil d'évaluation.
AR-2	La solution devrait permettre au SCC d'effectuer les calculs des notes en fonction de données structurées consignées dans un formulaire d'évaluation et de visualiser les résultats de ces calculs.
AR-3	La solution devrait permettre d'utiliser les résultats de l'évaluation (notation et établissement de la cote des délinquants) pour éclairer les placements et pour soutenir la détermination des besoins des délinquants en matière de programmes correctionnels et d'interventions.
Soutenir l'examen réalisé par un Aîné et délinquants autochtones	
AR-4	La solution doit permettre au SCC de consigner, de conserver et de communiquer les examens reçus des Aînés et des conseillers spirituels concernant les délinquants qui souhaitent suivre un cheminement de guérison autochtone. Les examens réalisés par un Aîné sont pris en compte dans l'établissement de la cote de sécurité et dans les décisions relatives au placement pénitentiaire dans les plans correctionnels.
AR-5	La solution doit veiller à ce que les facteurs liés aux antécédents sociaux des Autochtones soient pris en compte dans toutes les évaluations et que l'intégrité de l'application de ces facteurs soit cohérente tout au long de la peine du délinquant.
AR-6	La solution doit permettre au SCC de désigner les délinquants qui répondent aux critères de qualification de délinquants autochtones pour participer aux centres d'intervention pour Autochtones situés dans un certain nombre d'établissements du SCC partout au pays.
Consigner l'évaluation de santé psychologique	
AR-7	La solution permet au SCC de consigner et de gérer les renseignements psychologiques et psychiatriques sur les délinquants provenant de diverses sources, y compris, sans toutefois s'y limiter, les interventions en santé mentale, l'examen des dossiers des délinquants et les rencontres avec les délinquants.

Gestion des évaluations des délinquants (AR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
AR-8	La solution permet au SCC de partager et de recevoir des renseignements de nature psychologique et psychiatrique avec les délinquants ainsi qu'avec des partenaires externes, et d'en recevoir de ceux-ci.
Évaluer les renseignements sur les antécédents criminels	
AR-9	La solution doit permettre au SCC d'évaluer les antécédents des délinquants, notamment les condamnations antérieures, les peines, les accusations en suspens, le comportement en établissement, les restrictions liées à la santé et d'autres paramètres, afin d'établir la cote de sécurité appropriée pour le délinquant.
AR-10	La solution doit permettre au SCC de traiter les renseignements concernant les antécédents criminels des délinquants provenant de diverses sources (documents des tribunaux, rapports de police, renseignements sur les condamnations antérieures déclarées par les délinquants eux-mêmes, etc.) afin d'aider à établir les niveaux d'intervention appropriés et le programme du plan correctionnel.
Évaluer les facteurs statiques (EFS)	
AR-11	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs à la sécurité des délinquants, notamment les incidents, l'évolution du plan correctionnel et d'autres facteurs, afin de réévaluer à des intervalles réguliers la cote de sécurité des délinquants (ERCS) et des délinquantes (ERNSD).
AR-12	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements démographiques et les caractéristiques des antécédents criminels des délinquants masculins non autochtones afin d'estimer la probabilité de récidive dans les trois ans suivant la mise en liberté.
AR-13	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs aux infractions, y compris les antécédents criminels, les types d'infractions, les caractéristiques des infractions et les renseignements sur les victimes, afin de mesurer le risque de récidive d'un délinquant. Les résultats de l'EFS sont utilisés tout au long de la peine du délinquant dans le cadre d'évaluations et de prises de décisions futures.

Gestion des évaluations des délinquants (AR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
AR-14	La solution doit permettre au SCC de recenser et de consigner des renseignements sur les antécédents criminels de nature sexuelle afin de faciliter l'estimation de la récidive sexuelle chez les délinquants sexuels de sexe masculin.
AR-15	La solution doit permettre au SCC de confirmer et de gérer les délinquants sexuels de sexe masculin à l'égard des programmes pour délinquants sexuels, et de les aiguiller vers ceux-ci, ainsi que d'établir les degrés d'intensité des programmes correctionnels.
AR-16	La solution devrait permettre au SCC de modifier les aiguillages vers les programmes pour délinquants sexuels en fonction des résultats des évaluations, notamment la STABLE-2007, le QIT et l'ERVF.
AR-17	La solution devrait permettre au SCC de traiter les facteurs de risque dynamique des délinquants sexuels de sexe masculin par le truchement de programmes et d'interventions correctionnelles.
Évaluer les facteurs dynamiques	
AR-18	La solution doit permettre au SCC de consigner et de conserver des renseignements historiques sur la toxicomanie afin d'établir le degré de gravité de la toxicomanie et de dépendance aux drogues et l'alcool des délinquants (QIT) et des délinquantes (QITF) et de faire correspondre les besoins des délinquants aux traitements.
AR-19	La solution doit permettre au SCC de déterminer et de consigner les facteurs de risque dynamique (modifiables) qui sont fortement associés à la récidive sexuelle chez les délinquants sexuels de sexe masculin.
AR-20	La solution doit permettre au SCC de consigner et de conserver les antécédents de violence ou d'agression concernant les partenaires des délinquants masculins détenus.
AR-21	La solution doit permettre au SCC de consigner et de conserver des renseignements qui l'aideront à prévoir le risque futur de violence familiale chez les délinquants masculins qui ont des antécédents de violence ou d'agression.
AR-22	La solution devrait permettre au SCC de consigner et de gérer les facteurs criminogènes des délinquants qui évoluent au fil du temps et qui nécessitent une intervention pour atténuer le risque futur de récidive d'un délinquant. Ces facteurs se

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion des évaluations des délinquants (AR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	répartissent en sept catégories : toxicomanie, orientation personnelle et affective, attitude, fonctionnement dans la collectivité, relations matrimoniales et familiales, emploi et éducation et fréquentations.
AR-23	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les données liées au risque dynamique recueillies au cours des entrevues avec les délinquants afin de les utiliser pour la surveillance des délinquants dans la collectivité, le niveau d'intervention et la planification des cas individuels des délinquants.
AR-24	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les données liées aux facteurs de risque dynamique et aux facteurs de protection recueillies lors des entrevues avec les délinquants, afin de les utiliser pour la planification des cas individuels, l'établissement de la cote de sécurité et la préparation à la mise en liberté des délinquants.
Évaluer le niveau d'éducation et l'employabilité	
AR-25	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les données historiques relatives à l'éducation et à l'emploi des délinquants non récidivistes et des délinquants réincarcérés.
AR-26	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs à l'apprentissage des délinquants afin de détecter les difficultés d'apprentissage et d'adapter les stratégies des programmes éducatifs et correctionnels aux besoins des délinquants. Les évaluations des troubles d'apprentissage sont effectuées tout au long de la peine du délinquant, au besoin.
AR-27	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les antécédents professionnels des délinquants, les certificats, les attitudes face au travail, les compétences et le rendement, la stabilité et d'autres paramètres qui seront utilisés ultérieurement pour préparer les délinquants à leur réinsertion sociale.

1.6 Placements et transfèrements

Les placements et les transfèrements consistent à gérer le placement d'un délinquant dans un établissement et son transfèrement entre les établissements.

Placements et transfère­ments (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Général	
PNT-1	La solution doit permettre au personnel du SCC d'examiner le dossier du délinquant pour soutenir le placement et les transfère­ments.
PNT-2	La solution doit pouvoir appliquer un flux opérationnel aux fins de l'examen et de la gestion des décisions de transfère­ment.
PNT-3	La solution doit créer un indicateur lorsqu'un délinquant a été condamné pour une infraction de terrorisme.
PNT-4	La solution doit consigner et gérer les résultats de la gestion de l'évaluation, y compris l'Échelle de classement par niveau de sécurité (ECNS).
PNT-5	La solution devrait appliquer des règles opérationnelles pour déterminer si le délinquant répond aux critères de l'Unité spéciale de détention (USD).
PNT-6	La solution doit informer le SCC que les renseignements relatifs au transfère­ment du délinquant doivent être communiqués dans les deux jours suivant tout transfère­ment à l'USD.
PNT-7	La solution devrait suivre l'emplacement du délinquant.
Vérification du niveau de sécurité	
PNT-8	La solution doit consigner et afficher le classement ECNS : maximum, moyen, minimum.
Planification et gestion des transfère­ments des délinquants (sollicité/imposé) (intra/interrégional)	
PNT-9	La solution doit consigner et gérer les demandes de transfère­ment imposé d'urgence, intrarégional et interrégional, présentées par les agents de libération conditionnelle.
PNT-10	La solution doit consigner et gérer les demandes de transfère­ment intrarégional et interrégional présentées par les délinquants.
PNT-11	La solution doit consigner et gérer les renseignements relatifs au retrait des demandes de transfère­ment des délinquants.

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-12	La solution doit consigner et gérer les recommandations relatives au transfèrement sollicité ou imposé des délinquants.
PNT-13	La solution doit consigner et gérer les décisions rendues concernant le transfèrement sollicité ou imposé des délinquants.
PNT-14	La solution doit permettre au personnel du SCC de communiquer aux délinquants les renseignements relatifs au transfèrement sollicité ou imposé, y compris les recommandations et les décisions rendues.
PNT-15	La solution devrait permettre de générer des rapports personnalisés sur le transfèrement sollicité ou imposé des délinquants.
PNT-16	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer l'envoi et la réception des commentaires et des évaluations des établissements et des régions sur la pertinence et la sécurité du transfèrement proposé d'un délinquant.
PNT-17	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les détails des vols interrégionaux, par exemple les délinquants approuvés, les coordonnées de l'aéroport d'origine et de l'aéroport de destination, la date et l'heure des vols, l'attribution des places et les renseignements sur la sécurité des délinquants.
PNT-18	La solution doit permettre au délinquant de présenter un grief ou une réfutation du transfèrement.
Coordination : Transfèrements régionaux	
PNT-19	La solution doit permettre au personnel d'aviser un coordonnateur régional des transfèrements d'une demande de transfèrement.
PNT-20	La solution doit permettre au personnel du SCC d'aviser les établissements de l'intention de transférer un délinquant.
PNT-21	La solution doit consigner et gérer les réponses des établissements concernant le transfèrement d'un délinquant.
PNT-22	La solution doit consigner et conserver un dossier contenant toute la correspondance et les communications sur un transfèrement.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-23	La solution doit fournir une liste de toutes les régions du SCC.
PNT-24	La solution doit fournir une liste de tous les établissements dans une région donnée du SCC.
PNT-25	La solution détourner des copies numériques/électroniques des décisions au personnel autorisé du SCC.
PNT-26	La solution devrait pouvoir confirmer la livraison des documents numériques.
PNT-27	La solution doit permettre au personnel du SCC de modifier le type de transfèrement (d'intrarégional à interrégional).
PNT-28	La solution doit informer le coordinateur national des transfèrements si le type de transfèrement est modifié (d'intrarégional à interrégional).
Ajouter une permission de sortir avec escorte, un transfèrement ou une comparution devant un tribunal	
PNT-29	La solution doit fournir une liste de raisons pour un transfèrement, une permission de sortir ou un déplacement.
PNT-30	La solution doit permettre de produire un formulaire pour une permission de sortir.
PNT-31	La solution doit permettre au personnel autorisé du SCC de transférer la gestion du dossier d'un délinquant au GEI désigné d'une autre unité opérationnelle.
PNT-32	La solution doit permettre au personnel du SCC d'entrer les dates de départ prévues pour les transfèrements.
PNT-33	La solution devrait permettre de générer un rapport d'évaluation de la menace et des risques à l'appui du transfèrement d'un délinquant.
PNT-34	La solution doit permettre de générer un laissez-passer pour un délinquant.
PNT-35	La solution doit permettre de générer un rapport sur le profil du détenu
PNT-36	La solution doit permettre de de générer des Instructions à l'intention des agents accompagnateurs pour le transfèrement du délinquant.

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-37	La solution doit permettre à l'utilisateur du SCC de sélectionner et d'affecter les agents accompagnateurs pour le transfèrement du délinquant, selon les règles opérationnelles.
PNT-38	La solution doit permettre à l'utilisateur du SCC de transmettre une copie des Instructions à l'intention des agents accompagnateurs à l'agent responsable désigné.
PNT-39	La solution doit permettre de consigner des signatures électroniques pour accuser réception du transfèrement du délinquant et indiquer que des instructions de sécurité ont été fournies.
PNT-40	La solution doit permettre d'indiquer qu'un délinquant est parti (départ effectué) ou est revenu.
PNT-41	La solution doit mettre automatiquement à jour la feuille des déplacements et le tableau de dénombrement pour indiquer que le délinquant est parti ou revenu.
PNT-42	La solution doit mettre automatiquement à jour l'état de la place du délinquant pour indiquer « Affectée » si l'état du délinquant est modifié (départ).
PNT-43	La solution doit mettre automatiquement à jour l'état de la place du délinquant pour indiquer « Occupée » si l'état du délinquant est modifié (Retour).
PNT-44	La solution doit permettre consigner et maintenir l'état du laissez-passer.
PNT-45	La solution devrait permettre de consigner et conserver toute documentation qui est renvoyée avec le délinquant.
PNT-46	La solution doit permettre au personnel du SCC de générer un rapport d'observation ou de déclaration une fois le transfèrement terminé.
PNT-47	La solution doit permettre au personnel du SCC de confirmer que les paramètres de recherche ont été respectés conformément à la politique.
Recommandation d'un placement pénitentiaire	

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-48	La solution devrait recommander automatiquement un placement pénitentiaire (PP) pour un délinquant en fonction des règles opérationnelles et du niveau de sécurité du délinquant.
PNT-49	La solution doit permettre au personnel autorisé du SCC d'examiner et d'approuver le placement pénitentiaire recommandé pour un délinquant.
PNT-50	La solution doit permettre au personnel du SCC d'indiquer, pour un délinquant, admission ou suspension.
PNT-51	La solution devrait pouvoir accéder à un module de gestion des décisions et l'utiliser pour générer un rapport d'évaluation à des fins de décision.
PNT-52	La solution doit permettre d'indiquer que le délinquant doit être transféré dans une autre région pour obtenir le PP recommandé.
PNT-53	La solution doit consigner et conserver les commentaires et les décisions sur le PP de la région d'accueil et de la région d'origine.
PNT-54	La solution doit permettre au personnel du SCC d'informer le coordonnateur régional des transfèrements d'un transfèrement imminent.
PNT-55	La solution doit permettre au personnel du SCC d'identifier un délinquant comme étant un délinquant en détention temporaire.
Choix d'un placement pénitentiaire	
PNT-56	La solution doit permettre au personnel du SCC de recommander un niveau de sécurité et un placement pénitentiaire.
PNT-57	La solution doit permettre au personnel autorisé du SCC de décider d'un niveau de sécurité et d'un placement pénitentiaire.
PNT-58	La solution doit consigner les détails et les indicateurs relatifs au niveau de sécurité des délinquants.
PNT-59	La solution doit suivre les règles opérationnelles pour signaler les écarts entre le niveau de sécurité et le placement pénitentiaire.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-60	La solution doit consigner et conserver les décisions concernant le placement des délinquants.
PNT-61	La solution doit fournir une méthode pour informer un délinquant du niveau de sécurité qui lui a été attribué et du PP proposé.
PNT-62	La solution doit consigner la réponse du délinquant au PP proposé.
PNT-63	La solution doit fournir une méthode pour consigner et conserver le refus par le délinquant du PP proposé.
PNT-64	La solution doit permettre au personnel du SCC d’examiner et de consigner toute réponse du SCC au refus par le délinquant du PP proposé et d’en accuser réception.
PNT-65	La solution doit fournir une méthode pour consigner la décision finale sur le PP.
PNT-66	La solution doit ivre (ou automatiser) les avis de PP aux délinquants.
Transfèrement à l’Unité spéciale de détention (USD)	
PNT-67	La solution doit permettre à un utilisateur du SCC de produire, de remplir et de transmettre une note de service au dossier à l’administration centrale régionale.
PNT-68	La solution doit consigner la décision du sous-commissaire principal (SCP) dans la note de service au dossier, y compris si la décision du SCP est d’approuver le transfèrement direct d’un établissement provincial à l’USD.
PNT-69	La solution devrait permettre au personnel du SCC de communiquer de nouveaux renseignements sur le délinquant à la région d’accueil avant le transfèrement.
PNT-70	La solution doit consigner le transfert d’information dans le dossier de travail du délinquant.
PNT-71	La solution doit consigner la date de transfèrement effectif du délinquant.
Admission à l’Unité spéciale de détention (USD)	
PNT-72	La solution doit consigner la décision d’admettre un délinquant dans une USD.

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-73	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner les conférences sur les cas, y compris les noms et les rôles des participants.
PNT-74	La solution doit permettre au personnel du SCC d’informer le délinquant de la décision de l’admettre dans une USD.
PNT-75	La solution doit permettre au personnel du SCC de mettre à jour le dossier du délinquant.
PNT-76	La solution doit permettre au personnel du SCC de préparer un rapport d’évaluation en vue d’une décision.
PNT-77	La solution pourrait fournir une méthode de produire un formulaire Services de santé – Sommaire de transfèrement (CSC/SCC 0377-1).
PNT-78	La solution doit permettre au personnel du SCC de produire et de consigner une évaluation de la santé mentale.
PNT-79	La solution doit fournir une méthode pour informer le Comité consultatif national qu’une révision du dossier du délinquant est nécessaire.
PNT-80	La solution doit fournir une méthode pour envoyer tous les documents requis par le Comité consultatif national pour examiner le dossier du délinquant ou d’y donner accès.
PNT-81	La solution doit consigner et conserver toutes les décisions relatives au transfèrement d’un délinquant à l’USD, y compris les noms, les dates et les rôles.
PNT-82	La solution doit consigner si un transfèrement est sollicité ou imposé.
Transfèrement d’urgence à l’Unité spéciale de détention (USD)	
PNT-83	La solution doit permettre aux utilisateurs du SCC d’examiner les dossiers des délinquants afin d’autoriser leur admission dans une USD.
PNT-84	La solution doit consigner la décision d’admettre un délinquant dans une USD, y compris les noms, les dates et les rôles.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-85	La solution doit fournir une méthode pour indiquer un transfèrement d'urgence à l'USD.
Examen du placement dans l'Unité spéciale de détention (USD)	
PNT-86	La solution doit consigner la décision de transférer un délinquant à l'extérieur d'une USD ou de le maintenir dans une USD.
PNT-87	La solution doit permettre au personnel du SCC de mettre à jour les plans correctionnels des délinquants qui restent à l'USD.
PNT-88	La solution doit permettre au personnel du SCC de préparer une évaluation en vue d'une décision pour les délinquants qui restent à l'USD.
PNT-89	La solution doit permettre au personnel du SCC de produire et de consigner un plan de gestion pour les délinquants qui sont transférés à l'extérieur de l'USD.
PNT-90	La solution doit permettre au personnel du SCC de signaler la nécessité de prolonger la période d'examen.
PNT-91	La solution doit permettre au personnel du SCC d'informer le SCP qu'il est nécessaire de prolonger la période d'examen, en indiquant les noms, les dates et les rôles.
PNT-92	La solution doit permettre de consigner la décision du SCP concernant la prolongation de la période d'examen.
PNT-93	La solution doit offrir une méthode pour informer le délinquant de la décision de prolonger la période d'examen.
PNT-94	La solution doit offrir un rappel activé par le temps pour permettre de rappeler au personnel autorisé du SCC d'examiner le dossier du délinquant tous les quatre mois.
PNT-95	La solution doit offrir une méthode pour suspendre un transfèrement.
PNT-96	La solution devrait permettre au personnel du SCC de fournir un rapport d'intégration dans les 6 mois suivant le transfèrement.
Gestion des examens du Comité consultatif national	

Placements et transfèvements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-97	La solution devrait permettre au personnel du SCC de produire et de fournir un avis de date et d'heure d'examen au délinquant.
PNT-98	La solution devrait fournir une méthode pour inviter un délinquant à une entrevue préalable à l'examen.
PNT-99	La solution devrait fournir une méthode pour consigner une vidéoconférence, y compris la date, l'heure et les participants.
PNT-100	La solution doit permettre au SCC de communiquer de la documentation à un délinquant.
PNT-101	La solution doit capturer si un délinquant veut une entrevue.
PNT-102	La solution doit permettre d'informer le personnel ou les services désignés si un délinquant veut une entrevue.
PNT-103	La solution doit offrir une méthode de consigner les commentaires du délinquant.
PNT-104	La solution doit consigner le nom et la désignation des participants à une entrevue avec un délinquant.
PNT-105	La solution doit consigner les approbations des participants à une entrevue avec un délinquant.
PNT-106	La solution doit consigner et conserver les enregistrements audio, avec la référence temporelle et l'identifiant du délinquant.
PNT-107	La solution doit capturer les commentaires du délinquant après l'entrevue.
PNT-108	La solution doit permettre au personnel du SCC de transmettre le commentaires du délinquant à la commission d'examen.
PNT-109	La solution doit fournir une méthode pour consigner un résumé écrit de l'entrevue et de l'inclure dans le dossier de gestion du cas du délinquant.
PNT-110	La solution devrait permettre de fournir une copie de l'enregistrement audio au délinquant.

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-111	La solution doit consigner et conserver une copie du résumé de l'examen et de la décision.
PNT-112	La solution doit permettre à un utilisateur du SCC d'informer un membre du personnel ou un service désigné du SCC qu'une décision a été rendue.
Transfèrement d'urgence au niveau de sécurité supérieur	
PNT-113	La solution doit consigner et conserver les renseignements relatifs aux recommandations formulées lors d'une conférence de cas, y compris la date, les noms des personnes présentes, le nom du délinquant et le résultat.
PNT-114	La solution doit relier toute décision au dossier de gestion de cas du délinquant.
PNT-115	La solution doit permettre au personnel du SCC d'indiquer que le délinquant a été informé de la décision de transfèrement d'urgence.
PNT-116	La solution doit fournir une méthode pour consigner et tenir à jour une liste de tous les membres du personnel qui ont été contactés, qui ont collaboré ou qui ont fourni des renseignements sur le délinquant.
PNT-117	La solution doit consigner et conserver les renseignements associés à toute conférence de cas avec l'établissement d'accueil.
PNT-118	La solution doit consigner et conserver tous les commentaires relatifs au transfèrement d'urgence.
PNT-119	La solution doit permettre à un utilisateur du SCC d'informer d'autres services ou établissements d'un transfèrement d'urgence.
PNT-120	La solution doit permettre à un utilisateur du SCC d'aviser le coordonnateur des transfèrements de l'établissement d'un transfèrement d'urgence.
PNT-121	La solution doit permettre à l'utilisateur du SCC d'informer les Services aux victimes du transfèrement d'urgence.
PNT-122	La solution doit fournir une méthode de coordination régionale des transfèrements.

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-123	La solution doit fournir une méthode pour vérifier qu'un délinquant a été informé de ses droits et de toute décision de transfèrement vers un établissement de niveau de sécurité supérieur.
PNT-124	La solution doit fournir une méthode pour consigner la reconnaissance officielle par un délinquant de cette décision.
PNT-125	La solution doit permettre la modification du niveau de sécurité, y compris une justification obligatoire.
Transfèrement d'urgence au niveau de sécurité supérieur – intra/interrégional	
PNT-126	La solution doit permettre de produire un avis sur le transfèrement des délinquants.
PNT-127	La solution doit consigner le type de transfèrement.
PNT-128	La solution doit permettre au personnel du SCC de produire un avis de transfèrement imposé, prérempli avec les données du transfèrement.
Retour d'urgence à l'établissement depuis un pavillon de ressourcement visé à l'art. 81	
PNT-129	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner les renseignements relatifs à un événement lié à un transfèrement d'urgence.
PNT-130	La solution doit fournir une méthode pour indiquer que le délinquant revient d'un pavillon de ressourcement.
PNT-131	La solution doit fournir une méthode pour aviser un établissement, son personnel et les services connexes qu'un transfèrement d'urgence est nécessaire.
PNT-132	La solution doit permettre d'autoriser un transfèrement d'urgence.
PNT-133	La solution doit permettre au personnel du SCC de produire une lettre de retrait d'appui.
PNT-134	La solution doit permettre au personnel du SCC de fournir une copie de la lettre de fin de soutien au délinquant.

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-135	La solution doit consigner toutes les données relatives au transfèrement effectif du délinquant.
PNT-136	La solution doit consigner et tenir à jour le rapport d'étape du pavillon de ressourcement.
Transfèrements dans un établissement regroupé	
PNT-137	La solution doit pouvoir désigner un établissement formé d'établissements regroupés (niveaux de sécurité multiples).
PNT-138	La solution doit pouvoir reconnaître qu'un transfèrement au sein d'établissements regroupés ne nécessite pas un mandat de transfèrement.
Transfèrement vers un niveau de sécurité inférieur dans un établissement regroupé ou transfèrement non urgent vers un niveau de sécurité supérieur dans un établissement regroupé	
PNT-139	La solution doit permettre de consigner une demande de placement à un niveau de sécurité inférieur présentée par un délinquant.
PNT-140	La solution doit permettre au personnel du SCC d'examiner une demande de placement à un niveau de sécurité inférieur présentée par un délinquant.
PNT-141	La solution doit permettre de consigner les approbations des décisions de transfèrement.
Transfèrement d'urgence vers un niveau de sécurité supérieur dans un établissement regroupé	
PNT-142	La solution doit permettre au personnel du SCC d'indiquer qu'un délinquant a été transféré dans un établissement psychiatrique.
PNT-143	La solution doit permettre au personnel du SCC de produire et d'effectuer une évaluation du risque pour un délinquant.
PNT-144	La solution doit permettre de consigner des renseignements concernant le placement d'un délinquant pendant que la décision de le transférer est prise.
Transfèrement d'un établissement regroupé en vue de la réhabilitation	

Placements et transfèvements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-145	La solution doit permettre au personnel du SCC de délivrer un « laissez-passer » au délinquant pour qu'il puisse participer à des programmes de réhabilitation dans un endroit où le niveau de sécurité est plus élevé ou moins élevé.
PNT-146	La solution doit fournir une méthode pour coordonner les escortes pour que le délinquant puisse accéder aux programmes de réhabilitation.
PNT-147	La solution doit fournir une méthode pour suspendre ou rétablir le laissez-passer d'un délinquant.
Transfèrement vers le Centre de traitement du SCC et depuis celui-ci	
PNT-148	La solution doit permettre au personnel du SCC d'examiner le dossier d'un délinquant afin de déterminer si celui-ci satisfait aux critères d'admission dans un centre de traitement.
PNT-149	La solution doit fournir une liste des types de transfèrement/déplacement.
PNT-150	La solution doit permettre au personnel du SCC de suivre l'évolution du plan de traitement d'un délinquant.
PNT-151	La solution doit permettre au personnel du SCC de surveiller et de suivre l'évolution du plan de traitement d'un délinquant.
PNT-152	La solution doit consigner la décision du délinquant de retirer son consentement au traitement ou à l'évaluation sollicitée.
PNT-153	La solution doit permettre au personnel du SCC de préparer et de finaliser le processus de mise en liberté d'un délinquant.
Décision de transfèrement sollicité – intra/interrégional	
PNT-154	La solution doit indiquer si une comparution devant le tribunal ou la CLCC est prévue dans les deux mois suivant une proposition de transfèrement.
PNT-155	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner et de conserver une décision d'admission à un pavillon de ressourcement.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-156	La solution doit informer l'utilisateur du SCC qu'un délinquant n'est pas admissible au pavillon de ressourcement.
PNT-157	La solution doit consigner et conserver le consentement du délinquant au transfèrement vers un pavillon de ressourcement.
PNT-158	La solution doit permettre au personnel du SCC d'informer les coordonnateurs régionaux des transfèrements demandés.
PNT-159	La solution doit permettre au personnel du SCC d'évaluer la cote de sécurité d'un délinquant.
PNT-160	La solution doit pouvoir soutenir le traitement des décisions par le personnel autorisé du SCC, conformément aux règles opérationnelles.
PNT-161	La solution doit permettre au personnel du SCC d'informer la Commission des libérations conditionnelles du Canada du transfèrement d'un délinquant.
Délinquant placé	
PNT-162	La solution doit permettre au personnel du SCC d'identifier un délinquant, par exemple, en fournissant des détails tels qu'une photo, des caractéristiques ou des marques uniques.
PNT-163	La solution doit fournir une méthode pour savoir si un délinquant a été placé et pour consigner l'emplacement d'un délinquant placé
Mandat de transfèrement	
PNT-164	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les mandats de transfèrement nécessaires pour transférer les délinquants d'un établissement à un autre et qui donnent l'autorisation juridique pour que les délinquants soient dans la collectivité pendant le déplacement.
PNT-165	La solution doit permettre au SCC de délivrer, d'imprimer et d'exécuter les mandats de transfèrement des délinquants.
Déplacement des délinquants	

Placements et transfèvements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-166	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer le répertoire des cellules et des places de chaque établissement, installation ou logement communautaire afin de faciliter leur attribution, d'éviter le jumelage de délinquants incompatibles et d'analyser la population des établissements.
PNT-167	La solution doit permettre au SCC d'assurer le suivi et la reddition de comptes touchant la disponibilité et l'utilisation des cellules et des places par établissement, installation ou logement communautaire.
Attribution des cellules et des places	
PNT-168	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer l'attribution des délinquants à des cellules et à des places spécifiques à leur arrivée dans les établissements fédéraux et la réattribution des cellules et des places lors d'un déménagement.
PNT-169	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer l'information utilisée pour évaluer si le délinquant est un bon candidat pour la double occupation des cellules ou le partage des locaux.
PNT-170	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les décisions rendues concernant la double occupation des cellules ou le partage des locaux.
PNT-171	La solution doit permettre au SCC de gérer l'attribution temporaire des délinquants à une cellule jusqu'à ce que le niveau de sécurité requis soit déterminé.
PNT-172	La solution permet au SCC d'assurer le suivi et la reddition de comptes touchant l'attribution des cellules et des places aux délinquants.
Logements dans la collectivité	
PNT-173	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs à l'hébergement des délinquants faisant l'objet d'une ordonnance de surveillance de longue durée ou d'une mise en liberté provisoire, d'une mise en liberté sous condition ou d'une libération d'office dans la collectivité. Les logements dans la collectivité comprennent, entre autres, les centres correctionnels communautaires, les établissements résidentiels communautaires, les foyers, les centres de traitement, les

Placements et transfèvements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	placements dans une maison privée, les appartements supervisés et les appartements-satellites.
PNT-174	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les dossiers relatifs à la disponibilité des logements dans la collectivité afin de faciliter l'utilisation des places et d'accroître les taux d'occupation.
PNT-175	La solution doit permettre au SCC d'assurer le suivi et la reddition de comptes touchant les logements disponibles, l'utilisation des places, les taux d'occupation et d'autres paramètres requis pour une planification efficiente de l'hébergement dans la collectivité.
Suivi/géolocalisation et dénombrement des délinquants	
PNT-176	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer l'information relative au dénombrement des délinquants dans un établissement, dans une unité, dans une rangée ou dans tout autre secteur, à tout moment, afin que l'on puisse confirmer la présence de tous les délinquants.
PNT-177	La solution doit permettre au SCC d'examiner et d'analyser les dénombrements de délinquants afin d'y cerner les anomalies éventuelles.
PNT-178	La solution doit permettre au SCC de rendre des comptes sur les dénombrements de délinquants et sur le lieu où se trouvaient les délinquants au moment du dénombrement.
PNT-179	La solution doit permettre au SCC d'identifier, de repérer et de suivre en temps réel les délinquants dans les établissements et les installations au moyen d'une interface graphique visuelle.
PNT-180	La solution doit permettre au SCC de contrôler et de gérer les déplacements des délinquants, les voies d'accès et la densité de la circulation de délinquants dans les établissements et les installations.
PNT-181	La solution doit permettre au SCC de prévoir les mouvements et les comportements des délinquants et de réagir en conséquence en s'appuyant sur les données de géolocalisation recueillies.

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-182	La solution permet au SCC de concevoir et de générer des rapports personnalisés relatifs à la géolocalisation et aux mouvements des délinquants.
Période visée par un accord d'échange de services	
PNT-183	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer l'information relative aux rôles et aux responsabilités du ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile et des gouvernements provinciaux et territoriaux durant les périodes de détention provisoire, de transfèrement et de surveillance dans la collectivité des délinquants.
Escorte de sécurité – évaluation de la menace et des risques (EMR)	
PNT-184	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer l'information relative à la menace et aux risques afin de déterminer s'il faut prévoir une escorte de sécurité pour un délinquant qu'on déplace à l'intérieur de l'établissement ou dans des lieux publics.
PNT-185	La solution doit permettre au SCC d'indiquer le type d'escorte (armée/non armée), le nombre d'agents par détenu, etc.
Transfèrements internationaux de délinquants vers le Canada	
PNT-186	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les demandes de délinquants voulant être transférés du Canada à leur pays de citoyenneté afin d'y purger le reste de leur peine en milieu carcéral.
PNT-187	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les demandes de délinquants voulant être transférés au Canada afin d'y purger le reste de leur peine en milieu carcéral.
PNT-188	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer l'information relative au retrait des demandes de transfèrement international présentées par un délinquant.
PNT-189	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer l'information relative à la détermination de la peine dans le pays de condamnation et à l'administration de la peine dans le pays d'accueil.

Placements et transfèrements (PNT)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PNT-190	La solution doit permettre au SCC de communiquer les demandes de transfèrement international à des partenaires canadiens externes (p. ex. Affaires mondiales Canada, Agence des services frontaliers du Canada, personnel aéroportuaire) aux fins d’examen et d’approbation.
PNT-191	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer l’information relative à l’examen et à l’approbation des demandes de transfèrement international par les partenaires canadiens externes.
PNT-192	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les décisions rendues à l’égard du transfèrement international de délinquants.
PNT-193	La solution doit permettre au SCC de communiquer aux pays étrangers les demandes de transfèrement international ainsi que les renseignements et les documents pertinents au sujet du délinquant, aux fins de la prise de décision.
PNT-194	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les décisions des pays étrangers à l’égard des demandes de transfèrement international de délinquants.
PNT-195	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer la correspondance avec les pays étrangers relative au transfèrement international de délinquants.
PNT-196	La solution doit permettre au SCC de générer des rapports personnalisés à l’égard du transfèrement international de délinquants vers le Canada ou à partir du Canada.
PNT-197	La solution doit permettre au personnel du SCC de consulter et d’extraire des données de systèmes externes.
PNT-198	La solution doit permettre au personnel du SCC de demander des services à des organismes externes.

1.7 Effets personnels

La gestion des effets personnels garantit que les effets personnels que le délinquant est autorisé à apporter et à garder dans l’établissement sont protégés contre la perte et les dommages.

Effets personnels (PPO)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Réception/traitement	
PPO-1	La solution doit consigner les détails concernant les effets personnels d'un délinquant, y compris la classification des articles, le type, la valeur, la description, les propriétés (couleur, taille, etc.), les caractéristiques spécifiques, l'apparence, les articles endommagés ou brisés, les articles non autorisés et ainsi de suite et crée un inventaire des articles.
PPO-2	La solution doit créer et gérer un dossier pour l'inventaire des effets personnels pour chaque délinquant, y compris le suivi (emplacement) et la consignation des changements.
PPO-3	La solution devrait générer des identifiants uniques et des étiquettes ou des marques pour chaque effet personnel, joint les identifiants uniques aux articles et associe ceux-ci à un délinquant particulier.
PPO-4	La solution devrait consigner la valeur des articles à la réception.
PPO-5	La solution devrait consigner les photographies des articles et les associer à l'identifiant unique de l'article.
PPO-6	La solution devrait consigner et gérer les demandes de prolongation présentées par les délinquants pour recevoir des effets personnels au-delà des 30 premiers jours suivant leur admission sous la responsabilité du SCC, ainsi que les résultats des décisions prises à la suite de ces demandes.
PPO-7	La solution doit générer des reçus pour les effets à remettre aux délinquants.
PPO-8	La solution doit identifier les articles endommagés ou brisés lors de la réception initiale, de l'aliénation, du transfèrement ou de la mise en liberté.
PPO-9	La solution doit permettre au personnel du SCC d'établir et de gérer une liste d'articles autorisés par délinquant, par niveau de sécurité et par établissement.
PPO-10	La solution devrait permettre au personnel du SCC de définir les niveaux de privilège relatifs aux effets personnels pour les délinquants et d'informer ou d'aviser le personnel du SCC.

Effets personnels (PPO)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PPO-11	La solution doit permettre au personnel du SCC de déroger aux autorisations d'articles pour chaque délinquant.
PPO-12	La solution pourrait permettre au personnel du SCC d'entrer les effets personnels en lots (p. ex. 12 chemises blanches).
Entreposage	
PPO-13	La solution devrait consigner les demandes des délinquants pour retirer des articles de l'entreposage ou les y placer, les décisions prises et les résultats de ces décisions.
Fouilles et saisies	
PPO-14	La solution doit consigner et gérer les résultats des examens et des fouilles d'effets personnels.
PPO-15	La solution doit marquer et recenser les effets des délinquants comme étant des objets interdits, des drogues ou des articles illégaux lors des fouilles d'effets personnels et classe ces articles par type.
PPO-16	La solution devrait déclencher ou générer un incident lorsque des objets interdits, des drogues ou des articles illégaux sont trouvés lors de la fouille des effets personnels des délinquants.
PPO-17	La solution pourrait consigner les résultats des recherches et des inspections des effets personnels sur des appareils mobiles et télécharge ou transfère les données vers le système en temps réel ou une fois l'appareil dans son socle d'accueil ou lorsque la zone de transmission de données est accessible.
PPO-18	La solution devrait définir et gérer les vérifications d'inventaires/de biens programmées et non programmées et consigne les détails relatifs aux vérifications (p. ex. raison, résultats/constatations, mesures qui en découlent).
PPO-19	La solution devrait vérifier ou comparer les effets d'un délinquant pendant les fouilles à ceux inscrits à son dossier d'effets personnels et consigne les incohérences ou les articles non autorisés.
Aliénation des biens	

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Effets personnels (PPO)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PPO-20	La solution devrait consigner et gérer les demandes de délinquants d’aliéner des effets personnels.
Transfert et remise des biens	
PPO-21	La solution devrait assurer un suivi des articles envoyés à des organismes externes et à des prisons provinciales ainsi que des articles utilisés comme preuve devant les tribunaux, entre autres.
PPO-22	La solution devrait communiquer les renseignements sur les frais d’expédition au système financier pour débiter le compte du délinquant.
PPO-23	La solution devrait consigner la réception des articles livrés avec succès, le cas échéant.
Achats	
PPO-24	La solution doit conserver un historique des bons de commande soumis par chaque délinquant.
PPO-25	La solution pourrait consigner et gérer les bons de commande reçus des délinquants pour l’achat d’effets personnels depuis le catalogue du fournisseur national.
PPO-26	La solution pourrait permettre au personnel d’examiner les commandes des délinquants du point de vue de la sécurité et des finances et d’approuver ou de refuser les commandes en fonction de ces examens.
PPO-27	La solution pourrait accéder à un catalogue numérique du fournisseur national.
PPO-28	La solution pourrait communiquer les renseignements sur les achats et les approbations au système financier.
Rapports	
PPO-29	La solution doit permettre au personnel de générer des requêtes relatives aux effets personnels des délinquants et de produire des rapports sur le cycle de vie en fonction des critères suivants : établissement, nom du délinquant, numéro SED, numéro de dossier du délinquant, classification de l’article, type d’article, valeur de l’article,

Effets personnels (PPO)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	identifiant unique de l'article, date de réception, date d'aliénation, date d'achat, date de transfert, état de l'article (détruit, cassé, entreposé, en cellule, confisqué, etc.).
PPO-30	La solution doit permettre au personnel de produire des consignations ou des rapports historiques de tous les effets personnels qui ont été reçus, entreposés, transférés, aliénés ou remis dans une plage de dates configurable.
Indemnités et réclamations	
PPO-31	La solution doit consigner et gérer les réclamations individuelles et collectives à l'endroit de l'État présentées par les délinquants.
PPO-32	La solution doit consigner et gérer tous les documents justificatifs requis lors de la soumission d'une réclamation, y compris, sans toutefois s'y limiter, l'exposé des faits, le calcul du montant de la réclamation, les détails des pertes ou des dommages, les estimations de la réparation ou du remplacement, etc.
PPO-33	La solution doit consigner les renseignements relatifs à l'évaluation des articles d'artisanat faisant l'objet d'une réclamation.
PPO-34	La solution doit permettre au personnel de générer et de partager avec les délinquants des renseignements, de la correspondance et des documents concernant leurs réclamations. Il peut s'agir, entre autres, de copies des réclamations soumises, d'évaluations d'articles, de la date de réception de la réclamation, du numéro de référence de la réclamation, du droit d'obtenir des conseils juridiques à ses frais, des résultats de la soumission de la réclamation et des motifs de la décision, du droit de soumettre des griefs de premier palier, etc.
PPO-35	La solution doit permettre au personnel d'établir et de gérer l'établissement responsable du traitement de chaque réclamation des délinquants.
PPO-36	La solution doit consigner et gérer les renseignements relatifs aux enquêtes sur les réclamations, notamment les entrevues avec les délinquants et les témoins, les rapports d'enquête, entre autres.
PPO-37	La solution devrait permettre au personnel de consigner, de gérer et de partager la documentation avec le service juridique du SCC.

Effets personnels (PPO)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PPO-38	La solution devrait permettre au personnel de consigner et de gérer les renseignements relatifs à la défense juridique du SCC à l'égard des réclamations.
PPO-39	La solution doit permettre au personnel de consigner et de gérer les renseignements concernant les décisions rendues à l'égard des réclamations.
PPO-40	La solution doit consigner et gérer les renseignements relatifs aux renvois des réclamations et des griefs à un échelon supérieur.
PPO-41	La solution devrait permettre au personnel de consigner et de gérer les renseignements relatifs à la compensation monétaire ou au règlement offert aux délinquants pour chaque réclamation.
PPO-42	La solution doit permettre au personnel de consigner et de gérer les renseignements relatifs aux estimations des réparations et des remplacements.
PPO-43	La solution devrait communiquer les renseignements et les documents aux services financiers aux fins de la réparation ou du remplacement des articles.
PPO-44	La solution doit permettre au personnel de consigner et de gérer les renseignements relatifs aux réclamations qui ont été abandonnées par les délinquants.
PPO-45	La solution pourrait permettre au personnel de consigner et de gérer les renseignements concernant les réclamations refusées par le SCC qui ont ensuite été soumises aux centres résidentiels communautaires (CRC) par des délinquants en vue d'obtenir une indemnisation.
PPO-46	La solution devrait permettre au personnel d'associer ou de relier les mesures disciplinaires imposées aux délinquants aux réclamations jugées fausses ou frauduleuses.
PPO-47	La solution doit conserver un historique des réclamations et permet au personnel de créer et de générer des rapports sur les réclamations des délinquants.

1.8 Gestion de la sécurité et du renseignement

La gestion de la sécurité et du renseignement s'entend du suivi et de la gestion de la sécurité et du renseignement relatifs aux délinquants détenus dans un établissement afin de prévenir les incidents de sécurité.

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Général	
SIM-1	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer les interventions du personnel en cas d'incident comprenant une urgence médicale et d'en rendre compte.
SIM-2	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer les références aux rapports d'information sur la sécurité (p. ex. Rapports d'incidents, Rapports sur les renseignements de sécurité) stockés à l'extérieur du système dans un dossier de la Sécurité préventive (renseignements classés Protégé « C »).
SIM-3	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner, de gérer et de communiquer les préoccupations, les incidents, les directives opérationnelles quotidiennes et d'autres renseignements pertinents aux membres du personnel au cours d'un quart de travail.
SIM-4	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer la participation des membres du personnel aux incidents liés à la sécurité et d'en rendre compte, ainsi que de signaler les activités ou comportements des délinquants et d'autres préoccupations notables au sein d'un établissement ou dans la collectivité.
SIM-5	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs à la participation des délinquants à des activités liées à la drogue et au repérage et à la saisie de drogues et d'objets interdits trouvés dans les établissements.
SIM-6	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer les décisions prises par le Comité d'examen de la stratégie antidrogue à l'égard des délinquants pris en possession de drogues.
SIM-7	La solution proposée doit permettre au SCC de créer et de générer des rapports personnalisés concernant la prévention des activités liées à la drogue, la lutte au trafic

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	de drogues, la collecte et le traitement des preuves, les prises et les analyses d'échantillons d'urine, etc.
SIM-8	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs aux incidents (p. ex. bagarres, surdoses, urgences médicales) qui surviennent dans tous les établissements du SCC au Canada.
SIM-9	La solution proposée doit permettre au SCC d'élaborer, de générer et de distribuer des rapports d'incidents et d'autres renseignements relatifs aux incidents à tous les établissements du Canada, au besoin.
SIM-10	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements concernant les groupes de délinquants présentant une menace ou un risque (p. ex. gangs, clubs, allégeances).
SIM-11	La solution proposée doit permettre au SCC de repérer, de surveiller, de suivre et de gérer les allégeances des délinquants à des groupes menaçant la sécurité au sein des établissements.
SIM-12	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements sur les communications verbales et écrites des délinquants recueillies au moyen de dispositifs d'écoute, d'enregistrement de conversations téléphoniques, de l'interception du courrier entrant et sortant, etc.
SIM-13	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs aux délinquants incompatibles afin de les utiliser lors de l'examen des déplacements, des transfèrements et des placements de délinquants ainsi que d'établir et de mettre en œuvre des processus de règlement des conflits.
SIM-14	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs à la continuité de la preuve aux fins des audiences devant le tribunal, y compris, sans toutefois s'y limiter, l'identification, le suivi, le stockage et l'élimination de la preuve.
SIM-15	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs aux enquêtes sur les incidents dans les établissements (p. ex. examiner les vidéos, mener des entrevues, recueillir des renseignements, intercepter des communications).

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-16	La solution proposée doit permettre au SCC d'examiner les incidents en établissement et de faire des recommandations aux directeurs d'établissement concernant le déplacement, le placement et le transfèrement des délinquants.
Consignation et sécurité des rapports	
SIM-17	La solution proposée doit permettre au SCC d'élaborer, de générer et de distribuer des Rapports d'observation ou de déclaration.
SIM-18	La solution doit fournir une méthode pour aviser le personnel désigné du SCC qu'un incident s'est produit.
SIM-19	La solution doit suivre et gérer les incidents de sécurité.
SIM-20	La solution proposée doit permettre au SCC d'élaborer, de générer et de distribuer des rapports d'incidents en établissement.
SIM-21	La solution doit fournir une méthode pour mettre à jour le dossier d'un délinquant lorsqu'un incident se produit dans la collectivité.
Gestion des délinquants incompatibles	
SIM-22	La solution doit offrir une méthode pour recenser, de consigner et de conserver les renseignements sur les incompatibilités entre les délinquants.
SIM-23	La solution proposée doit permettre au SCC de créer, de générer et de distribuer des formulaires de gestion des incompatibles.
SIM-24	La solution doit fournir une méthode permettant de relier et de recouper des délinquants, des groupes et des GMS.
SIM-25	La solution doit fournir une liste des groupes et des GMS incompatibles connus.
SIM-26	La solution doit permettre au personnel désigné du SCC d'examiner le dossier de sécurité d'un délinquant.
Examen des délinquants incompatibles / Changement des incompatibilités	

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-27	La solution doit fournir une méthode pour examiner et approuver les recommandations.
Règlement de conflits	
SIM-28	La solution doit fournir une méthode pour consigner les données relatives aux règlements de conflits.
SIM-29	La solution doit consigner les résultats des règlements des conflits et les remarques connexes.
Utilisation d'équipement de surveillance	
SIM-30	La solution doit fournir une méthode pour créer une demande de surveillance par le personnel du SCC.
SIM-31	La solution doit permettre à un membre désigné du SCC d'approuver la surveillance d'un délinquant.
SIM-32	La solution doit fournir une méthode pour indiquer le type de surveillance.
SIM-33	La solution doit fournir une méthode pour consigner et conserver les enregistrements audio et vidéo, y compris les identifiants et les horodatages, pour chaque enregistrement.
SIM-34	La solution doit fournir une méthode pour relier un enregistrement à un délinquant.
SIM-35	La solution doit fournir une méthode pour marquer un enregistrement en tant que preuve.
SIM-36	La solution doit fournir une méthode pour visionner de nouveau les enregistrements audio et vidéo.
SIM-37	La solution doit permettre au personnel désigné du SCC de contrôler ou de restreindre l'accès aux enregistrements audio et vidéo.
SIM-38	La solution doit fournir une méthode pour créer et sauvegarder des extraits audio ou vidéo à partir d'un enregistrement.

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-39	La solution doit fournir une méthode pour définir la période de stockage des enregistrements.
SIM-40	La solution doit permettre à un membre désigné du personnel du SCC de modifier la période de stockage des enregistrements sélectionnés.
SIM-41	La solution doit consigner les raisons de la prolongation de la période de conservation des enregistrements sélectionnés.
SIM-42	La solution doit fournir une méthode pour détruire ou écraser les enregistrements audio et vidéo.
SIM-43	La solution doit fournir une méthode pour stocker des enregistrements sur des supports physiques.
Interception des communications des détenus	
SIM-44	La solution doit permettre au personnel du SCC d'informer le délinquant des règlements concernant l'enregistrement des communications.
SIM-45	La solution doit fournir une méthode pour créer un formulaire d'autorisation de surveillance des communications privées.
SIM-46	La solution doit fournir une méthode pour créer un formulaire d'autorisation de surveillance des communications confidentielles.
SIM-47	La solution doit fournir une méthode pour créer un formulaire permettant de consigner l'autorisation d'un délinquant pour la surveillance des communications privées.
SIM-48	La solution doit consigner et conserver une liste des contacts du délinquant qui sont autorisés à communiquer de façon confidentielle.
SIM-49	La solution doit fournir une méthode pour aviser le personnel désigné du SCC que la surveillance des conversations confidentielles est requise.
SIM-50	La solution doit fournir une méthode pour demander une autorisation judiciaire pour la surveillance des conversations confidentielles.

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-51	La solution doit fournir une méthode pour consigner et conserver les autorisations judiciaires pour la surveillance des conversations confidentielles concernant un organisme extérieur.
SIM-52	La solution doit permettre au personnel du SCC de désigner le type de surveillance, ainsi que la compétence ou l'autorité.
SIM-53	La solution doit consigner les renseignements de tout organisme externe qui effectue la surveillance.
SIM-54	La solution doit consigner et conserver une liste des délinquants qui sont en observation.
SIM-55	La solution doit permettre au personnel du SCC de fixer une période pour l'interception des communications privées.
SIM-56	La solution doit fournir une méthode pour demander l'autorisation de prolonger la période d'interception des conversations privées.
SIM-57	La solution doit permettre au personnel du SCC de relier les renseignements relatifs aux témoins au dossier de sécurité d'un délinquant.
SIM-58	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner et de conserver les renseignements sur les témoins liés à une interception ou à une enquête.
SIM-59	La solution doit permettre au personnel du SCC de créer une liste de personnes (employés ou délinquants) qui pourraient être menacées par un délinquant.
SIM-60	La solution doit permettre au personnel du SCC de relier des personnes (employés ou délinquants) à un délinquant qui pourrait présenter un risque pour leur sécurité personnelle.
SIM-61	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner les renseignements relatifs aux risques de sécurité en établissement.
SIM-62	La solution doit permettre au personnel du SCC d'autoriser la notification d'une interception à un délinquant.

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-63	La solution doit permettre au personnel du SCC d'aviser un délinquant si une interception a eu lieu.
SIM-64	La solution doit fournir une méthode permettant à un délinquant de répondre à la notification d'une interception.
SIM-65	La solution doit fournir une méthode pour désigner tous les renseignements et les données ou enregistrements comme étant PROTÉGÉS.
Rapport d'observation ou de déclaration	
SIM-66	La solution doit fournir une méthode pour créer un Rapport d'observation ou de déclaration.
SIM-67	La solution doit permettre au personnel du SCC de désigner un Rapport d'observation ou de déclaration comme étant un document Protégé A, B ou C.
SIM-68	La solution doit permettre au personnel du SCC d'examiner et d'approuver un niveau de désignation pour les documents (Protégé A, B ou C).
Rapport d'incident	
SIM-69	La solution doit fournir une méthode pour créer un rapport d'incident.
SIM-70	La solution doit consigner et conserver les rapports d'incidents.
Rapport sur les renseignements de sécurité	
SIM-71	La solution doit fournir une méthode pour créer un rapport sur les renseignements de sécurité.
SIM-72	La solution doit consigner et conserver les rapports sur les renseignements de sécurité.
SIM-73	La solution doit fournir une méthode permettant au personnel du SCC d'évaluer et d'approuver l'information liée aux renseignements de sécurité.
SIM-74	La solution doit permettre au personnel du SCC d'évaluer la fiabilité de l'information.

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-75	La solution doit permettre au personnel du SCC de désigner l'information comme étant « accessible pour être utilisée au tribunal ».
Rapport d'observation sur les renseignements	
SIM-76	La solution doit permettre au personnel du SCC d'évaluer la fiabilité des renseignements.
Document pour séance d'information sur les renseignements de sécurité	
SIM-77	La solution doit permettre au personnel du SCC de créer un Document pour séance d'information sur les renseignements de sécurité.
SIM-78	La solution doit permettre au personnel du SCC de créer et de conserver un document ou un registre des séances d'information sur les renseignements de sécurité dans chaque établissement.
Information d'autres sources	
SIM-79	La solution doit permettre au personnel du SCC d'examiner et d'évaluer les renseignements recueillis auprès d'une source.
SIM-80	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner et de relier les renseignements à un délinquant.
Journal de contacts externes	
SIM-81	La solution doit fournir une méthode pour créer et conserver un Journal de contacts externes.
SIM-82	La solution doit consigner toutes les demandes de contacts externes et les renseignements pertinents concernant la demande.
Suivi des incidents de sécurité	
SIM-83	La solution doit fournir une méthode de flux de travail pour suivre les incidents de sécurité.
SIM-84	La solution doit fournir une méthode pour indiquer qu'une blessure grave a été subie.

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-85	La solution doit relier tous les Rapports d'observation ou de déclaration liés à l'incident.
SIM-86	La solution doit aviser automatiquement le personnel désigné du SCC des incidents de sécurité, conformément aux règles opérationnelles.
SIM-87	La solution doit relier tous les rapports d'incidents concernant l'incident.
Blessures graves	
SIM-88	La solution doit fournir une méthode pour déterminer le lieu physique où l'incident s'est produit.
SIM-89	La solution doit consigner les renseignements relatifs à la consultation des services de santé ou fournit un lien vers ces informations.
SIM-90	La solution doit permettre au personnel du SCC d'évaluer la gravité des blessures.
SIM-91	La solution doit permettre au personnel du SCC de mettre à jour un rapport d'incidents.
Consultation des services de santé	
SIM-92	La solution doit fournir une méthode pour consigner les résultats et les recommandations d'une consultation auprès des Services de santé ou des Services cliniques.
SIM-93	La solution doit fournir une méthode pour renvoyer la consultation à un échelon supérieur.
SIM-94	La solution doit fournir une méthode pour aviser le personnel désigné du SCC du résultat de la consultation.
Protection des lieux de crime et des preuves	
SIM-95	La solution doit fournir une méthode de flux de travail pour suivre les lieux de crime et les preuves.

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-96	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner et de conserver tous les renseignements relatifs aux interactions avec la police.
SIM-97	La solution doit créer et conserver un formulaire Note d'envoi et reçu pour les preuves recueillies sur les lieux du crime.
SIM-98	La solution doit consigner et conserver l'accusé de réception du transfert de responsabilité du lieu du crime et des preuves.
SIM-99	La solution doit fournir une méthode pour identifier ou étiqueter les sacs de preuve à des fins de suivi.
Protection et contrôle des lieux du crime	
SIM-100	La solution doit fournir et conserve un « Registre des lieux de crime »
SIM-101	La solution doit permettre au personnel du SCC de créer une entrée ou de consigner dans le registre des lieux de crime pour un incident.
SIM-102	La solution doit permettre au personnel du SCC de marquer comme non autorisée une personne présente sur les lieux du crime.
SIM-103	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner le nom et le grade des membres du personnel de relève ainsi que l'heure du changement de quart.
Conservation des preuves	
SIM-104	La solution doit fournir une méthode pour consigner et conserver les photographies et les enregistrements vidéo.
SIM-105	La solution doit fournir une méthode pour relier les photographies et les enregistrements vidéo à l'incident.
SIM-106	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner les renseignements relatifs aux preuves dans le « Registre des lieux du crime ».
SIM-107	La solution doit fournir une méthode pour consigner des renseignements sur les appareils électroniques trouvés sur les lieux du crime.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-108	La solution doit fournir une méthode pour consigner les enregistrements de la rangée et du poste principal de contrôle des communications et les relier à l'incident.
Gestion des objets saisis	
SIM-109	La solution doit fournir une méthode pour créer et conserver des formulaires de chaîne de possession liés aux sacs de preuves.
SIM-110	La solution doit fournir une méthode pour indiquer l'emplacement d'un sac de preuves.
SIM-111	La solution doit consigner et conserver le lien entre un sac de preuves (numéro d'identification), un rapport d'incident et un Rapport d'observation ou de déclaration.
SIM-112	La solution doit permettre au personnel du SCC de désigner les éléments de preuve comme étant des objets interdits ou des articles non autorisés.
SIM-113	La solution doit fournir et conserver un registre de contrôle des objets interdits pour chaque établissement.
SIM-114	La solution doit permettre aux utilisateurs du SCC de créer et de modifier une entrée ou une inscription dans le registre de contrôle des objets interdits.
Restitution ou confiscation des objets saisis	
SIM-115	La solution doit être capable de conserver un registre des objets saisis, y compris le nom, l'identité et le lieu du délinquant ou du propriétaire.
SIM-116	La solution doit permettre au personnel du SCC d'aviser le délinquant ou le propriétaire que les objets ont été saisis.
SIM-117	La solution doit fournir une méthode pour alerter le personnel désigné du SCC si le propriétaire d'un ou de plusieurs objets saisis n'est pas identifié après 30 jours.
SIM-118	La solution doit permettre au personnel du SCC de désigner les objets saisis comme étant non réclamés.

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-119	La solution doit permettre au personnel du SCC de déclarer les objets non réclamés comme étant confisqués par le gouvernement.
SIM-120	La solution doit permettre au personnel du SCC de désigner les objets saisis comme des preuves.
SIM-121	La solution doit fournir une méthode permettant au propriétaire des objets saisis de soumettre une demande de restitution des objets.
SIM-122	La solution doit consigner un accusé de réception pour la confiscation des objets saisis.
SIM-123	La solution doit consigner la décision du propriétaire d'envoyer les objets saisis hors de l'établissement.
SIM-124	La solution doit consigner un accusé de réception pour les objets saisis.
Aliénation des objets saisis	
SIM-125	La solution doit permettre au personnel du SCC de mettre à jour le Registre de contrôle des articles interdits pour chaque établissement afin d'indiquer que les objets ont été aliénés.
SIM-126	La solution doit fournir une liste des méthodes par lesquelles les objets saisis ont été aliénés.
Gestion des GMS	
SIM-127	La solution doit fournir une méthode pour créer et conserver des renseignements sur les GMS.
SIM-128	La solution doit fournir une méthode permettant au personnel du SCC d'aviser le groupe de renseignements de sécurité d'un nouveau GMS possible.
SIM-129	La solution doit permettre au personnel du SCC de créer un nouveau GMS dans le système.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-130	La solution doit permettre au personnel du SCC d'évaluer la validité d'un nouveau GMS.
SIM-131	La solution doit fournir une méthode permettant au personnel du SCC d'aviser le groupe du renseignement de sécurité de l'affiliation possible d'un délinquant à un GMS.
SIM-132	La solution doit fournir une méthode permettant au personnel du SCC d'aviser le groupe du renseignement de sécurité qu'un délinquant n'est peut-être plus affilié à un GMS.
SIM-133	La solution doit permettre au personnel du SCC d'évaluer l'affiliation d'un délinquant à un GMS.
SIM-134	La solution doit fournir une méthode permettant au personnel du SCC d'aviser le groupe du renseignement de sécurité qu'un membre du personnel est ciblé par un GMS.
Identification d'un nouveau GMS	
SIM-135	La solution doit permettre à un utilisateur du SCC de créer une fiche d'information pour l'identification d'un nouveau GMS.
SIM-136	La solution doit permettre au personnel du SCC d'informer les services et les employés désignés du nouveau GMS.
SIM-137	La solution doit permettre au personnel du SCC de transmettre les documents à l'appui, les recommandations et la fiche d'information aux services et au personnel désignés.
SIM-138	La solution doit permettre au personnel désigné du SCC d'examiner et d'approuver un nouveau GMS.
SIM-139	La solution doit fournir une méthode pour ajouter un nouveau GMS à la liste des GMS connus.
Gestion des sources humaines	

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-140	La solution doit fournir une méthode pour désigner un délinquant comme source humaine.
SIM-141	La solution doit limiter l'accès à la méthode ou à l'indicateur utilisé pour désigner un délinquant comme source humaine.
SIM-142	La solution doit permettre au personnel désigné du SCC de désigner le délinquant comme source du SCC ou comme source d'un organisme externe.
SIM-143	La solution doit consigner et conserve les demandes d'organisme externe d'utiliser un délinquant comme source humaine.
SIM-144	La solution doit permettre au personnel désigné du SCC d'examiner et d'approuver la demande d'un organisme externe d'utiliser un délinquant comme source humaine.
SIM-145	La solution doit fournir une méthode pour informer un délinquant des conditions à remplir pour être une source humaine.
SIM-146	La solution doit fournir une méthode pour consigner la reconnaissance d'un délinquant comme source humaine.
SIM-147	La solution pourrait fournir un registre des sources humaines.
SIM-148	La solution doit fournir un numéro d'identification unique pour une source humaine.
SIM-149	La solution pourrait désigner le registre et tous les renseignements liés à une source humaine ou reçus d'une telle source comme étant Protégé C.
SIM-150	La solution doit fournir une méthode pour consigner tous les documents relatifs à une source humaine dans un fichier qui peut être transféré à une autre région ou à un autre établissement.
SIM-151	La solution doit permettre au personnel du SCC d'aviser l'agent d'origine s'il y a une demande d'information et que l'information est divulguée.
SIM-152	La solution doit conserver un registre pour consigner tout accès aux dossiers des sources humaines ou à tout document relatif à ses sources, y compris les ROR.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Gestion de la sécurité préventive et du renseignement	
SIM-153	La solution doit fournir une méthode pour consigner et conserver les dossiers de la sécurité préventive et du renseignement de sécurité (DSPRS).
SIM-154	La solution doit fournir une méthode pour restreindre l'accès aux DSPRS.
SIM-155	La solution doit fournir une méthode pour aviser le personnel désigné du SCC que les DSPRS doivent être envoyés au dépôt régional et archivés.
Contrôle d'accès aux DSPRS	
SIM-156	La solution doit fournir une méthode pour demander l'accès aux DSPRS.
SIM-157	La solution doit permettre au personnel du SCC de créer un dossier pour consigner les renseignements sur la personne ou l'organisme qui demande l'accès à un DSPRS ou à un RRS.
SIM-158	La solution doit permettre au personnel du SCC de transmettre la demande au personnel désigné du SCC pour approbation.
SIM-159	La solution doit permettre au personnel du SCC d'aviser l'auteur du RRS que la demande d'accès a été approuvée.
SIM-160	La solution doit fournir une méthode pour afficher un filigrane ou une notification sur un RRS et un Rapport d'observation ou de déclaration indiquant l'avis aux termes de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> .
SIM-161	La solution doit fournir une méthode pour consigner l'authentification de l'utilisateur avant d'ouvrir un document pour consultation.
SIM-162	La solution doit fournir une méthode permettant de restreindre les copies de dossier ou de toute partie du dossier.
Traitement des délinquants en fuite ou illégalement en liberté	
SIM-163	La solution doit fournir une méthode pour établir et modifier l'état d'un délinquant.
SIM-164	La solution doit consigner le mandat, la signature électronique et le type de mandat.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion de la sécurité et du renseignement (SIM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SIM-165	La solution doit permettre au personnel du SCC de transmettre une copie du mandat à un organisme externe.
SIM-166	La solution doit permettre au personnel du SCC de consigner une copie du mandat exécuté.
SIM-167	La solution doit fournir une méthode pour déclencher un calcul des peines.

1.9 Interventions et gestion des services

Les interventions et les services comprennent les programmes et les services particuliers que le SCC fournit aux délinquants afin de favoriser leur réinsertion sociale tout en réduisant la récidive et en maintenant la sécurité publique.

Interventions et gestion des services (INS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Généralités	
INS-1	La solution doit permettre au SCC de créer, de restreindre et de gérer un inventaire de programmes pour délinquants dont l’accessibilité varie d’un établissement du SCC à l’autre et dans la collectivité.
INS-2	La solution doit permettre au SCC de créer et de gérer des horaires visuellement interactifs pour tous les programmes ou interventions offerts aux délinquants dans un ou plusieurs établissements et dans la collectivité.
Recommandations de programmes et affectation aux programmes	
INS-3	La solution doit permettre au SCC de recommander aux délinquants des programmes de différents niveaux d’intensité en fonction de leurs besoins évalués et de les affecter à ceux-ci.

Interventions et gestion des services (INS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
INS-4	La solution doit permettre au SCC de gérer les recommandations de dérogation aux besoins initiaux relatifs aux programmes et de fournir des notifications de flux de travail et des moyens d'approbation électroniques.
INS-5	La solution doit permettre au SCC de gérer l'affectation des délinquants à des programmes pendant toute la durée de leur peine.
INS-6	La solution doit permettre au SCC de suivre et de gérer les refus de participation aux programmes par les délinquants, les suspensions d'affectation et les taux de présence pendant la durée des programmes.
Établissement des priorités relatives aux programmes	
INS-7	La solution doit permettre au SCC de déterminer et de classer par ordre d'urgence les programmes pour délinquants et d'établir l'ordre de priorité de l'affectation à des programmes en fonction des dates d'admissibilité à la semi-liberté, du risque pour la sécurité publique et d'autres critères.
Initiative des Sentiers autochtones	
INS-8	La solution doit permettre au SCC de recevoir et de gérer les demandes des délinquants qui témoignent un engagement à suivre un cheminement de guérison traditionnel autochtone conforme aux valeurs et aux croyances traditionnelles autochtones.
INS-9	La solution doit permettre au SCC de gérer les listes d'attente et l'attribution des places pour les unités des Sentiers autochtones dans des établissements particuliers.
INS-10	La solution doit permettre au SCC de recueillir et d'analyser les données sur le rendement des programmes afin d'évaluer l'efficacité du programme des Sentiers autochtones et de suivre les participants en vue de contrôler les résultats individuels.
Suivi du rendement des programmes et production de rapports	
INS-11	La solution doit permettre au SCC de créer et de gérer des tests de rendement des programmes.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Interventions et gestion des services (INS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
INS-12	La solution doit permettre au SCC d’associer les tests de rendement des programmes aux programmes prévus afin d’aider à maintenir l’intégrité des programmes et à déterminer les tendances au sein de la population de délinquants.
INS-13	La solution doit permettre au SCC de recueillir et d’analyser les données des tests de rendement afin d’en évaluer l’efficacité, de respecter les normes nationales et de satisfaire à l’exigence de sa politique de contrôle et d’évaluation des programmes correctionnels.
INS-14	La solution doit permettre au SCC de générer et de gérer des rapports finaux sur les programmes pour tous les délinquants qui y participent, quel que soit le résultat du programme.
INS-15	La solution doit permettre au SCC de communiquer les rapports finaux sur les programmes aux délinquants et à la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC).
Milieus de vie structurés	
INS-16	La solution doit permettre au SCC de suivre et de gérer l’admission et la sortie des délinquantes ayant des besoins en matière de santé mentale dans des milieux de vie structurés.
INS-17	La solution doit permettre au SCC de suivre et de gérer les interventions offertes aux délinquants logés dans des Milieux de vie structurés.
Certificats et diplômes	
INS-18	La solution doit permettre au SCC de créer et de gérer les certificats et diplômes pour les programmes et apprentissages associés.
INS-19	La solution doit permettre au SCC de délivrer des certificats et des diplômes aux délinquants après avoir terminé avec succès un programme ou un apprentissage connexe.
Formations en apprentissage et métiers	

Interventions et gestion des services (INS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
INS-20	La solution doit permettre au SCC de consigner et de suivre les heures de participation des délinquants à des programmes d'apprentissage en vue de l'obtention d'un certificat de reconnaissance professionnel.
Activités artisanales pour les délinquants	
INS-21	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les demandes des délinquants qui souhaitent s'adonner à des activités artisanales pour le plaisir pendant leur temps libre.
INS-22	La solution doit permettre au SCC d'émettre et de gérer les permis d'artisanat pour les délinquants.
Réalizations scolaires	
INS-23	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les cours réussis et les autres réalisations scolaires des délinquants.
INS-24	La solution permet au SCC de consigner et de gérer l'historique des réalisations scolaires afin de garantir l'efficacité et l'exactitude des interventions éducatives.
Programmes sociaux	
INS-25	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs aux programmes sociaux, tels que, sans toutefois s'y limiter, les Programmes d'intégration communautaire, les Programmes de réinsertion sociale pour délinquantes et les programmes Compétences familiales et parentales.
Aumônerie	
INS-26	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements concernant les interactions ou les services religieux ou spirituels destinés aux délinquants.
Emploi	
INS-27	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les demandes d'emploi reçues des délinquants.

Interventions et gestion des services (INS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
INS-28	La solution devrait permettre au SCC d'évaluer l'aptitude à l'emploi des délinquants et d'approuver ou de refuser les demandes d'emploi.
INS-29	La solution doit permettre au SCC d'effectuer des évaluations du rendement du travail et d'en consigner les résultats.
INS-30	La solution devrait permettre au SCC de consigner et de conserver les dossiers d'emploi dans la collectivité des délinquants mis en liberté sous condition qui y travaillent.
Rémunération des délinquants	
INS-31	La solution doit permettre au SCC de surveiller et de gérer les taux de présence pour divers programmes et affectations d'emploi afin de déterminer les niveaux de rémunération appropriés.
INS-32	La solution doit permettre au SCC de déterminer et de gérer les taux de rémunération des délinquants en fonction des niveaux de rémunération qui leur ont été attribués.
INS-33	La solution doit permettre au SCC de calculer, de gérer et de distribuer les paiements aux délinquants affectés à un emploi.
INS-34	La solution doit permettre au SCC de rajuster les paiements aux délinquants pour les heures supplémentaires ou les circonstances particulières, telles que les suspensions ou les cessations d'emploi, les fermetures, les congés de maternité ou les périodes dans des unités d'intervention structurée.
Justice réparatrice	
INS-35	La solution doit consigner et gérer les demandes de médiation entre la victime et le délinquant (MVD) reçues de la part de délinquants, de victimes ou de représentants de victime et de personnes de soutien.
INS-36	La solution doit enregistrer et gérer les dossiers de résumé des cas de MVD.
INS-37	La solution doit suivre et rendre compte des cas de justice réparatrice.

1.10 Planification des cas

Le SCC attribue ou réattribue le cas d’un délinquant à un agent de libération conditionnelle, en établissement ou dans la collectivité, qui travaille avec le délinquant pour préparer un plan correctionnel initial, puis pour mettre à jour ce plan en fonction du besoin d’appuyer les décisions concernant le délinquant, décisions fondées sur une évaluation des progrès réalisés par le délinquant par rapport aux éléments de son plan correctionnel et sur une évaluation de tout risque résiduel de récidive qu’il présente.

Planification des cas	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Accéder au profil criminel	
CP-1	La solution doit fournir au personnel du SCC l'accès à un profil criminel ou, s'il n'y en a pas d'établi, à un utilitaire qui donne accès à un formulaire et aux renseignements nécessaires pour en créer un.
Attribuer et envoyer un cas de délinquant	
CP-2	La solution doit permettre au SCC d'attribuer et de gérer les responsabilités des membres du personnel à l'égard des délinquants visant à interagir avec eux, à les superviser, à les administrer et à fournir des commentaires et des recommandations aux décideurs à leur sujet.
CP-3	La solution doit appliquer des règles qui permettent de s'assurer que le personnel du SCC n'est pas surchargé de dossiers de délinquants, qu'il répartit les dossiers en fonction des règles opérationnelles qui tiennent compte des facteurs tels que l'emplacement du délinquant, l'état de sa peine ou la charge de travail du personnel et que la direction du SCC sait si du personnel supplémentaire est nécessaire pour gérer la charge de travail.
CP-4	La solution doit permettre au SCC de transmettre le dossier du délinquant et le plan correctionnel afin de favoriser les consultations entre les employés du SCC susceptibles de soutenir les activités correctionnelles du délinquant.
Gérer le plan correctionnel	
CP-5	La solution doit fournir au personnel du SCC un accès aux renseignements nécessaires pour établir une stratégie initiale de gestion du risque complète ou un plan

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Planification des cas	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	correctionnel pour chaque délinquant, y compris les objectifs ou les cibles, un résumé des évaluations statiques et dynamiques, les interventions (programmes, éducation et emploi) et les techniques de suivi nécessaires pour traiter tout domaine associé au risque de récidive de chaque délinquant.
CP-6	La solution doit permettre au personnel du SCC de créer, d'échanger, d'examiner et d'approuver un plan correctionnel initial.
CP-7	La solution doit permettre au SCC d'accéder au plan correctionnel, de le mettre à jour et de le gérer à la suite d'événements ou d'incidents associés au dossier du délinquant (constructifs ou destructifs), par exemple, une demande de mise en liberté, une date de gestion de la peine, un incident de sécurité ou une nouvelle condamnation pour une accusation antérieure, qui surviennent au cours de la peine du délinquant; les incidents peuvent se produire pendant l'incarcération au sein du SCC ou en rapport avec les activités du délinquant avant son incarcération ou pendant sa surveillance dans la collectivité.
CP-8	La solution proposée doit permettre au SCC de déterminer clairement les facteurs de risque dynamiques, les objectifs relatifs aux interventions personnelles, les compétences et les capacités, ainsi que les indicateurs comportementaux, et de suivre ces évaluations de manière visuelle, lesquelles sont mises à jour en fonction des événements ou des incidents qui peuvent survenir (p. ex. une mise en liberté planifiée, un incident de sécurité ou une nouvelle condamnation pour une accusation antérieure) et conformément aux règles de prise de décisions établies.

1.11 Communications et visites

Les communications et les visites s'entend du suivi et de la gestion des visites et des communications directes et indirectes par courrier échangé entre un délinquant détenu dans un établissement et une personne extérieure.

Communications et des visites (VNC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Remplir des demandes relatives aux visites	
VNC-1	La solution devrait fournir aux visiteurs potentiels la possibilité de s'inscrire en tant que visiteur dans un ou plusieurs établissements.
VNC-2	La solution doit permettre à un visiteur potentiel de demander à rendre visite à un seul délinquant.
VNC-3	La solution doit indiquer le type de demande de visite (p. ex. en personne, par vidéo, familiale privée).
VNC-4	La solution doit indiquer une raison pour la visite.
VNC-5	La solution devrait permettre de savoir quelle pièce d'identité avec photographie émise par le gouvernement un visiteur prévoit utiliser ou a utilisée pour valider son identité.
VNC-6	La solution doit fournir au SCC la capacité de valider l'identité d'un visiteur en lui demandant de fournir deux pièces d'identité avec photographie.
VNC-7	La solution doit permettre de savoir quels délinquants (un ou plusieurs) le visiteur a demandé à visiter ou à visités.
VNC-8	La solution doit assurer le suivi de la relation entre le visiteur et le délinquant visité.
VNC-9	La solution doit permettre de savoir si le visiteur est le tuteur légal de tout enfant qui sera présent lors de la visite au délinquant, ainsi que le nom, l'adresse et l'âge de chaque enfant.
VNC-10	La solution doit présenter au visiteur une renonciation à la sécurité des enfants si des enfants l'accompagnent.
VNC-11	La solution doit demander le consentement pour effectuer des recherches supplémentaires sur les visiteurs (vérification du casier judiciaire).
VNC-12	La solution doit fournir les conditions associées à la visite ainsi que toute mise à jour lorsqu'il y en a et veille à ce qu'un visiteur ait pris connaissance de ses conditions.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Communications et des visites (VNC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
VNC-13	La solution doit permettre au SCC de vérifier si un visiteur a un casier judiciaire.
VNC-14	La solution doit indiquer le type de visiteur.
VNC-15	La solution devrait avoir la capacité de définir l'état d'une demande.
VNC-16	La solution devrait avoir la capacité d'aviser le visiteur si des renseignements supplémentaires sont requis ou si l'état de la demande est modifié.
VNC-17	La solution devrait fournir un accès à toute demande qui a été refusée au Comité d'approbation des visiteurs.
VNC-18	La solution pourrait avoir la capacité d'aviser le délinquant qu'une demande de visite a été soumise.
VNC-19	La solution pourrait avoir la capacité d'aviser le délinquant et le visiteur de tout changement du statut du visiteur, par exemple, si les visites ont été suspendues, rétablies, interrompues ou approuvées.
VNC-20	La solution doit avoir la capacité de diriger une décision concernant une demande vers l'autorité appropriée du SCC pour le visiteur et le type de visite.
VNC-21	La solution doit conserver un enregistrement de la demande et de son examen, ainsi que toute activité liée à une demande.
VNC-22	La solution doit avoir la capacité de fournir les renseignements requis pour mener à bien une visite si une demande est approuvée.
VNC-23	La solution doit consigner le fait que le visiteur a examiné et a accepté les règles de visite et qu'il a visionné tout le matériel nécessaire pour que la visite soit permise.
Présenter une demande de visite familiale privée	
VNC-24	La solution devrait permettre à un délinquant de présenter une demande de visite familiale privée pour un visiteur approuvé.
VNC-25	La solution doit permettre au SCC de recueillir les documents nécessaires à la demande, notamment une déclaration de consentement volontaire, une déclaration d'union de fait ou un certificat de mariage, des copies de deux pièces d'identité

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Communications et des visites (VNC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	émises par le gouvernement, une renonciation à la sécurité des enfants, des photographies originales et une lettre de consentement d'un tuteur, le cas échéant.
VNC-26	La solution doit veiller à ce qu'une demande de visite familiale privée soit remplie, y compris tous les documents nécessaires, avant que le délinquant puisse la soumettre.
VNC-27	La solution doit suivre les renseignements utilisés pour traiter la demande, y compris l'évaluation de la collectivité, et les facteurs permettant de déterminer l'admissibilité (y compris l'évaluation du risque de violence familiale, le fait que le délinquant dispose d'une PSSE à des fins de contact familial, qu'il soit dans une Unité spéciale de détention [USD] ou qu'il ait été recommandé ou approuvé pour une USD).
VNC-28	La solution doit permettre au SCC de consigner si un visiteur est admissible pour une visite familiale privée en confirmant s'il est un membre de la famille immédiate ou s'il a une relation personnelle étroite avec le délinquant.
VNC-29	La solution devrait surveiller l'état d'une demande de visite familiale privée, y compris les examens, les recommandations ou les décisions concernant la demande.
VNC-30	La solution devrait suivre les activités d'un comité d'approbation des visiteurs en relation avec une demande de visite familiale privée, y compris la notification au délinquant de toute décision.
VNC-31	La solution devrait veiller à ce qu'un dossier soit préparé après une visite familiale privée.
Procéder à une visite	
VNC-32	La solution doit permettre à un visiteur approuvé de planifier une visite avec un délinquant particulier.
VNC-33	La solution devrait suivre le moment où un visiteur arrive pour une visite et permet au SCC de confirmer si le visiteur a un rendez-vous, et avec quel délinquant.
VNC-34	La solution devrait permettre au SCC d'associer des commentaires au visiteur, en lien avec toute visite.

Communications et des visites (VNC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
VNC-35	La solution doit stocker la confirmation de l'identité des visiteurs, y compris la consignation de ce que le visiteur a utilisé pour confirmer son identité (p. ex. permis de conduire, carte d'assurance-maladie, passeport).
VNC-36	La solution doit documenter l'acceptation par le visiteur de toutes les conditions associées à une visite en consignait son acceptation (p. ex. sous forme de signature ou d'empreinte digitale).
VNC-37	La solution pourrait permettre au SCC d'associer tout article non autorisé au visiteur à ce dernier et permet de recenser et de sécuriser les articles pendant la visite.
VNC-38	La solution doit suivre le statut d'un visiteur et les résultats de toute recherche effectuée par celui-ci.
VNC-39	La solution doit permettre au SCC de savoir si des objets interdits ont été trouvés sur le visiteur lors d'une fouille et d'adapter le profil du visiteur en conséquence.
VNC-40	La solution doit permettre au SCC d'établir un registre de toutes les mesures prises à la suite de la découverte d'objets interdits, y compris les accusations, la communication avec la police ou la détention du visiteur
VNC-41	La solution doit consigner le type de visite.
VNC-42	La solution doit assurer un suivi de la durée de la visite.
VNC-43	La solution doit assurer le suivi de toutes les questions ou préoccupations qui ont pu découler de la visite et les associe au visiteur, au délinquant ou aux deux.
Suspension des visites	
VNC-44	La solution doit suivre les changements apportés au statut des privilèges de visite, y compris la consignation des raisons du changement.
VNC-45	La solution pourrait aviser le visiteur et tout détenu associé des changements de statut de visite, par exemple, si des privilèges de visite ont été suspendus, dans les 15 jours suivant un tel changement.

Communications et des visites (VNC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
VNC-46	La solution pourrait aviser le détenu de son droit de contester toute suspicion concernant les privilèges de visite.
VNC-47	La solution devrait rappeler au sous-commissaire régional qu'il doit examiner une suspension complète des droits de visite au plus tard le cinquième jour de cette suspension.
VNC-48	La solution devrait aviser le commissaire de toute suspension complète dans les 10 jours et rappelle à la Commission la nécessité de procéder à un examen dans les 14 jours.
VNC-49	La solution doit suivre les résultats de tout examen réalisé par le commissaire.
VNC-50	La solution doit rappeler au commissaire qu'il doit procéder à un nouvel examen de toute suspicion confirmée après un examen dans les six mois suivant la décision initiale de suspendre complètement les privilèges de visite.
Traitement du courrier des détenus	
VNC-51	La solution doit permettre au SCC d'indiquer si un courrier contient des objets interdits, des articles non autorisés ou des chèques ou mandats.
VNC-52	La solution doit permettre au SCC de faciliter la réception de tout courrier et de suivre les résultats de la vérification des ordonnances de non-contact, des communications privées ou des ordres d'interception.
VNC-53	La solution doit permettre au SCC d'associer le courrier entrant à un délinquant particulier, lorsqu'un délinquant a reçu du courrier.
VNC-54	La solution devrait permettre au SCC de consigner tous les chèques ou mandats, de créer un reçu pour le montant associé, d'envoyer le reçu au délinquant et de placer le chèque ou le mandat dans un coffre-fort.
VNC-55	La solution pourrait fournir des renseignements et une notification au Comité d'approbation des visiteurs concernant tout objet interdit ou article illégal, l'identification du délinquant destinataire et l'identification de l'expéditeur.

Communications et des visites (VNC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
VNC-56	La solution pourrait permettre au SCC d’associer tout courrier sortant à un délinquant particulier.
VNC-57	La solution pourrait suivre la date, le nom et l’adresse de tout courrier sortant.
VNC-58	La solution doit consigner toute recherche effectuée dans le courrier sortant des délinquants et ce qui a été trouvé, le cas échéant.
VNC-59	La solution doit permettre au SCC de gérer tout objet saisi dans un courrier qui constitue un objet interdit ou illégal, conformément aux protocoles de fouilles et de saisies.

1.12 Gestion des opérations de sécurité

La gestion des opérations de sécurité consiste à gérer tous les incidents liés aux délinquants au sein des établissements du SCC et dans la collectivité. La gravité des incidents varie de mineure – ils peuvent être réglés de façon informelle – à majeure – ils concernent des blessures graves, des urgences médicales et des accusations criminelles. La gestion des incidents comprend également les situations où des membres du SCC doivent recourir à la force pour reprendre le contrôle de la situation.

Gestion des opérations de sécurité (SOM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Incidents disciplinaires	
SOM-1	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs aux incidents survenus dans les établissements et dans la collectivité et d’en faire rapport, y compris, sans s’y limiter, les personnes concernées, les accusations portées, les dommages matériels, les blessures, le recours à la force, les objets interdits saisis, les renseignements sur les victimes et les répercussions sur celles-ci, la médiatisation, les accusations criminelles et les médias contactés.

Gestion des opérations de sécurité (SOM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SOM-2	La solution doit fournir un processus configurable de gestion des incidents pour aider le personnel à franchir les différentes étapes du traitement d'un incident (p. ex. début, examen, enquête, prise de décisions, résultats et mesures disciplinaires).
SOM-3	La solution doit alerter et/ou aviser les membres du personnel désigné lorsqu'un incident est créé dans le système.
SOM-4	La solution doit aviser les membres du personnel concerné lorsque leur participation est requise dans le processus de flux de travail lié aux incidents.
SOM-5	La solution doit permettre au SCC de consigner les mesures prises à l'endroit des délinquants, du personnel, des visiteurs et des membres de la collectivité à la suite d'incidents survenus dans des établissements et dans la collectivité.
SOM-6	La solution doit permettre au SCC de remplir des rapports d'incident associés à un incident.
SOM-7	La solution doit permettre au SCC de remplir des Rapports d'observation ou de déclaration lorsqu'il est concerné par un incident.
SOM-8	La solution doit permettre au SCC de remplir un rapport de l'infraction et avis de l'accusation.
SOM-9	La solution doit permettre au SCC de classer les rapports de l'infraction et avis de l'accusation et de les transmettre aux délinquants dans les délais prévus par la politique.
SOM-10	La solution doit permettre au SCC de saisir les allégations et les preuves précises relatives au comportement et aux activités des délinquants en établissement qui peuvent constituer une violation de l'article 40 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> .
SOM-11	La solution devrait permettre au SCC d'examiner les allégations et les preuves précises contenues dans les rapports de l'infraction et avis de l'accusation afin de déterminer si des accusations sont justifiées et d'établir la gravité des infractions.
SOM-12	La solution doit permettre au SCC de fournir aux délinquants des copies des fiches d'accusation et de consigner les accusés de réception des délinquants.

Gestion des opérations de sécurité (SOM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SOM-13	La solution doit attribuer un numéro d'identification unique à chaque incident et rapport disciplinaire.
SOM-14	La solution doit permettre au SCC de consigner les accusations (criminelles et en établissement) portées contre des délinquants, des membres du personnel, des visiteurs et des membres de la collectivité à la suite d'incidents survenus dans un établissement.
SOM-15	La solution doit permettre au SCC de consigner les accusations criminelles portées contre des délinquants, des membres du personnel, des visiteurs et des membres de la collectivité à la suite d'incidents survenus dans la collectivité.
SOM-16	La solution doit permettre au SCC d'examiner les accusations d'infraction disciplinaire portées contre des délinquants et de déterminer si des comparutions devant le tribunal disciplinaire auront lieu (le délinquant peut refuser de comparaître, ou le SCC peut déterminer que le risque lié à une comparution est ingérable en raison de la violence du délinquant ou du fait que sa présence peut compromettre une enquête ou la sécurité de l'établissement).
SOM-17	La solution devrait planifier et gérer les comparutions des délinquants devant le tribunal disciplinaire, les preuves à présenter et les témoins.
SOM-18	La solution doit permettre au SCC de spécifier le type de renvoi au tribunal interne (mineur ou grave) et de préciser la date et le lieu des audiences.
SOM-19	La solution devrait prévoir une méthode pour aviser le délinquant au moins trois jours avant la date du procès.
SOM-20	La solution devrait fournir une méthode pour consigner la renonciation du délinquant à la période d'attente de trois jours avant la date du procès.
SOM-21	La solution devrait consigner les renseignements relatifs aux procédures judiciaires en établissement.
SOM-22	La solution devrait consigner les reports de procédures judiciaires en établissement, y compris les changements de date et d'heure.

Gestion des opérations de sécurité (SOM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SOM-23	La solution devrait permettre au SCC de consigner les enregistrements audio et vidéo des procédures judiciaires en établissement et d’associer ces enregistrements aux décisions relatives aux délinquants.
SOM-24	La solution doit permettre au SCC de consigner les décisions rendues par les tribunaux en établissement et les renseignements concernant les sanctions imposées à un délinquant (p. ex. dates, perte de privilèges, restitution, amendes et condamnation avec sursis).
SOM-25	La solution doit permettre au SCC de communiquer aux délinquants les conclusions du tribunal de l’établissement exposant les jugements rendus, la date et les sanctions ou mesures administratives qui en découlent, quelle que soit l’issue (déclaration de culpabilité ou de non-culpabilité).
SOM-26	La solution pourrait consigner les séquences vidéo des incidents, les entrevues avec les délinquants et les membres du personnel ainsi que d’autres preuves enregistrées pertinentes.
SOM-27	La solution doit partager les rapports, les séquences vidéo et la documentation pertinente au Bureau de renseignements de sécurité (BRS) lorsque des incidents graves ou des urgences médicales surviennent.
SOM-28	La solution doit permettre de partager les rapports, les séquences vidéo et la documentation pertinente aux décideurs du SCC à l’échelle des établissements et aux échelons régional et national.
SOM-29	La solution doit permettre au SCC de consigner tout objet interdit ou non autorisé confisqué lors d’incidents.
SOM-30	La solution doit permettre au SCC de consigner les photographies et les vidéos d’objets interdits ou non autorisés confisqués lors d’incidents.
SOM-31	La solution devrait générer des bordereaux de saisie que le personnel peut attacher aux objets interdits et non autorisés trouvés et confisqués lors d’incidents.
SOM-32	La solution devrait générer des copies des bordereaux de saisie à fournir aux délinquants.

Gestion des opérations de sécurité (SOM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SOM-33	La solution doit consigner les preuves saisies lors d'incidents afin de les utiliser dans le cadre de la prise de décisions relatives aux délinquants.
SOM-34	La solution doit permettre au personnel d'indiquer si un incident mérite un examen de sécurité ou un transfèrement du délinquant vers une UIS ou une unité de niveau de sécurité supérieure.
SOM-35	La solution pourrait permettre au SCC de saisir les incidents pour lesquels les personnes concernées sont parvenues à un règlement à l'amiable plutôt que de porter des accusations d'infractions disciplinaires.
SOM-36	La solution doit conserver un registre de tous les incidents (comprenant des accusations ou des règlements à l'amiable) pour chaque délinquant.
SOM-37	La solution doit conserver un registre historique de tous les incidents et rapports disciplinaires en établissement et dans la collectivité.
Intervention en cas d'urgence médicale	
SOM-38	La solution doit permettre au SCC de désigner un incident comme étant une urgence médicale et de préciser le type d'urgence.
SOM-39	La solution doit consigner des renseignements détaillés sur les urgences médicales, y compris, sans toutefois s'y limiter, les manœuvres RCR effectuées, les premiers soins requis, le personnel de sécurité requis, les ambulances ou le personnel médical requis et le besoin d'un fauteuil roulant ou d'une civière.
SOM-40	La solution doit informer les services de santé, le directeur de l'établissement ainsi que les gestionnaires et le personnel des urgences médicales, au besoin.
SOM-41	La solution devrait créer des demandes de permission de sortir avec escorte (PSAE) lorsque des victimes doivent être transportées vers des hôpitaux extérieurs.
SOM-42	La solution doit permettre au SCC de remplir la liste de contrôle du personnel d'intervention en cas d'urgence médicale.
SOM-43	La solution doit permettre au SCC de remplir des rapports médicaux après sauvetage dans les situations où un défibrillateur externe automatisé (DEA) a été utilisé.

Gestion des opérations de sécurité (SOM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SOM-44	La solution pourrait permettre au SCC de signaler qu'un défibrillateur externe automatisé doit être réévalué et remplacé. Il faut inclure le numéro de série ou le numéro d'identification du SCC.
SOM-45	La solution doit informer les Services aux victimes, l'agent de service, la police et les Services de santé de l'urgence médicale, au besoin.
SOM-46	La solution doit permettre au personnel du SCC d'aviser les établissements ou un organisme afin que tout matériel biologique dangereux soit nettoyé.
Recours à la force	
SOM-47	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer le recours à la force par des membres du personnel à l'endroit de délinquants en légitime défense, pour défendre d'autres personnes, pour protéger des biens et à des fins réglementaires, et d'en faire rapport.
SOM-48	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs aux incidents de recours à la force et d'en faire rapport, y compris, sans toutefois s'y limiter, les cas de recours à la force planifiés ou spontanés, les négociateurs requis, les soins de santé concernés, les renseignements sur la santé mentale et d'autres renseignements, conformément à la politique.
SOM-49	La solution devrait identifier les incidents où il y a eu recours à la force et aviser les membres du personnel concerné afin de veiller à ce que les incidents de recours à la force soient signalés et examinés.
SOM-50	La solution doit permettre au SCC de préparer et d'autoriser des plans d'intervention à utiliser dans les situations où la force pourrait être requise.
SOM-51	La solution doit permettre au SCC d'autoriser des plans d'action SMEAC (Situation, Mission, Exécution, Autorisation, Communications).
SOM-52	La solution doit permettre au SCC de remplir des listes de vérification de la santé mentale, de la santé physique et de la consultation pour des soins de santé avant de procéder en cas de recours à la force planifié.

Gestion des opérations de sécurité (SOM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SOM-53	La solution doit consigner les déclarations des délinquants concernant les incidents de recours à la force.
SOM-54	La solution doit consigner les enregistrements vidéo des incidents de recours à la force, les offres d'évaluation médicales faites aux délinquants et les évaluations médicales réalisées à l'égard des délinquants.
SOM-55	La solution devrait veiller à ce que toutes les interventions de recours à la force soient signalées et examinées conformément à la politique.
SOM-56	La solution devrait veiller à ce que les procédures liées au recours à la force soient limitées à ce qui est nécessaire et proportionnel.
SOM-57	La solution doit identifier les incidents de recours à la force qui feront l'objet d'un examen plus approfondi et précise le calendrier de l'examen.
SOM-58	La solution devrait fournir des directives, le cas échéant, et veille à ce que des mesures correctives soient prises pour corriger les lacunes.
SOM-59	La solution doit consigner les renseignements concernant l'utilisation d'armes lors d'incidents de recours à la force, comme des agents chimiques et inflammatoires, des armes à feu, des appareils de contention, entre autres.
Examen du recours à la force	
SOM-60	La solution doit fournir un processus de flux de travail configurable pour l'examen des recours à la force afin d'aider les examinateurs à chaque échelon à effectuer leurs examens.
SOM-61	La solution doit regrouper les renseignements concernant le recours à la force, tels que les rapports d'incidents, les renseignements sur le déploiement d'agents chimiques et inflammatoires, les enregistrements vidéo, les examens de santé, les blessures subies par le personnel et d'autres renseignements pertinents et communique ces renseignements aux décideurs à différents échelons pour examen.
SOM-62	La solution doit consigner les résultats des examens des incidents de recours à la force à l'échelle des établissements, sur le plan de la santé et de la sécurité et à l'échelon régional.

Gestion des opérations de sécurité (SOM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SOM-63	La solution doit aviser les personnes ou les services désignés que les résultats des examens des incidents de recours à la force sont accessibles.
Transfèrement dans une UIS et examen du placement	
SOM-64	La solution doit permettre au SCC de consigner les renseignements relatifs à l'autorisation et à l'admission initiale d'un délinquant dans une UIS.
SOM-65	La solution doit permettre au SCC de consigner en temps réel les renseignements relatifs aux admissions, aux transfèvements, à la surveillance, aux visites, aux mises en liberté et aux autres activités courantes d'un délinquant dans une UIS.
SOM-66	La solution devrait consigner les facteurs, les solutions de rechange et les autres renseignements requis pour déterminer si le placement d'un délinquant dans une UIS est justifié.
SOM-67	La solution doit permettre au SCC de remplir des listes de contrôle du risque de suicide afin de déterminer s'il est nécessaire d'aiguiller un délinquant vers des soins de santé mentale avant de le placer dans une UIS.
SOM-68	La solution doit permettre au SCC d'effectuer des vérifications des garanties procédurales avant de placer un délinquant dans une UIS.
SOM-69	La solution doit permettre au SCC de consigner les renseignements relatifs aux transfèvements de délinquants vers des UIS ou depuis celles-ci.
SOM-70	La solution doit permettre aux établissements ne comportant pas d'UIS de traiter les protocoles relatifs aux déplacements restreints immédiatement après l'autorisation d'un transfèrement vers une UIS en attendant le transfèrement physique vers un établissement comportant une UIS.
SOM-71	La solution devrait permettre au SCC de modifier les échéances du plan correctionnel des délinquants et les interventions connexes lors de l'admission de ces derniers dans une UIS.
SOM-72	La solution doit permettre au SCC d'effectuer des examens périodiques en établissement et à l'échelle régionale afin de déterminer s'il est nécessaire de maintenir le placement d'un délinquant dans une UIS.

Gestion des opérations de sécurité (SOM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SOM-73	La solution doit communiquer aux délinquants les évaluations de l’UIS, les listes de contrôle du risque de suicide, les examens et la justification du placement dans l’UIS.
SOM-74	La solution devrait permettre au SCC de consigner les recommandations relatives au maintien d’un délinquant dans une UIS ou à sa mise en liberté depuis celle-ci.
SOM-75	La solution doit fournir au SCC la capacité d’établir et de gérer les restrictions d’accès aux délinquants dans les UIS.
SOM-76	La solution doit conserver un historique des placements de délinquants dans une UIS.
Surveillance quotidienne dans les UIS	
SOM-77	La solution doit permettre au SCC de programmer et de suivre les visites quotidiennes des membres de l’équipe de gestion des cas du délinquant, du directeur et de toute autre personne associée au cas du délinquant.
SOM-78	La solution doit faciliter et suit les visites quotidiennes pour des soins de santé administrés à un délinquant dans une UIS.
SOM-79	La solution doit consigner les renseignements concernant le temps passé chaque jour par les délinquants hors de leur cellule et le temps passé à interagir de manière significative avec d’autres personnes.
Processus et évasion/illégalement en liberté (IEL)	
SOM-80	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements sur les évasions et les statuts IEL de chaque délinquant, le cas échéant.
SOM-81	La solution doit partager l’information avec les Services de santé, les Services aux victimes, le Centre national de surveillance et la police, au besoin.
SOM-82	La solution doit permettre au personnel autorisé du SCC de créer, de lancer et de modifier des mandats.
SOM-83	La solution consigne et conserve tous les renseignements relatifs aux mandats, y compris les signatures électroniques.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion des opérations de sécurité (SOM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SOM-84	La solution doit permettre au personnel autorisé du SCC de modifier l'état du délinquant pour qu'il affiche Évasion ou IEL, au besoin.
SOM-85	La solution doit conserver un historique de l'état des délinquants évadés ou IEL, y compris les dates de début et de fin de l'état.
SOM-86	La solution doit assurer un suivi du temps passé en liberté.
SOM-87	La solution doit émettre une alerte si le délinquant atteint l'âge de 100 ans pendant qu'il est en liberté.
SOM-88	La solution doit permettre au personnel du SCC de modifier l'état du délinquant pour qu'il affiche la mention Décédé si le délinquant a atteint l'âge de 100 ans et qu'il est toujours en liberté.
SOM-89	La solution doit suivre et conserver tous les renseignements relatifs à la capture d'un délinquant.
SOM-90	La solution doit être capable de transférer des documents numériques à des services ou à des organismes externes.
SOM-91	La solution doit suivre et conserver tous les renseignements relatifs aux mandats.

1.13 Fouilles et saisies

Les fouilles et les saisies concernent le suivi, la gestion et le compte rendu des activités liées à la fouille des délinquants, des visiteurs, du personnel et d'autres parties de l'établissement afin d'empêcher l'introduction, la possession et l'échange d'objets interdits et d'articles non autorisés et d'assurer la sécurité du personnel, du public et des délinquants.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Fouilles et saisies (SS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Fouille des détenus (et des espaces)	
SS-1	La solution doit consigner les motifs raisonnables (soupçons, croyances) du personnel du SCC pour effectuer des fouilles.
SS-2	La solution doit consigner l'autorisation des décideurs pour effectuer des fouilles fondées sur des motifs raisonnables.
SS-3	La solution doit désigner les fouilles comme étant courantes ou non courantes.
SS-4	La solution doit permettre au SCC de remplir le formulaire Autorisation de mener une fouille lorsqu'il demande l'autorisation d'effectuer des fouilles pour détecter la présence d'objets interdits ou de preuves sur une personne ou dans un espace, dans des circonstances exceptionnelles ou en cas d'urgence.
SS-5	La solution doit consigner et gérer des renseignements détaillés concernant les fouilles de détenus, y compris, sans toutefois s'y limiter, les motifs des soupçons ou des croyances, le type de fouille (par palpation, à nu, utilisation d'un chien détecteur, prise de radiographies, utilisation d'un détecteur ionique et examen des cavités corporelles), la date de la fouille, les renseignements sur le détenu (nom, numéro SED, etc.), les articles trouvés et les personnes concernées.
SS-6	La solution doit consigner et gérer des renseignements détaillés concernant les fouilles d'espaces (cellules, pièces, établissements, etc.), y compris, sans toutefois s'y limiter, la description de l'espace, le numéro de cellule, les renseignements sur le détenu, la date à laquelle la fouille a été effectuée, les articles trouvés et les personnes concernées.
SS-7	La solution doit permettre au SCC de préparer et de gérer des plans de fouille des établissements, qui comprennent des données fiables, c'est-à-dire le type, la méthode ou les moyens, le lieu, la fréquence, les responsabilités et la documentation.
SS-8	La solution doit consigner les détails des plans de fouilles courantes effectuées dans le cadre des plans de fouilles en établissement.
SS-9	La solution doit consigner le fait que les fouilles ont été effectuées dans les délais prévus par les plans de fouilles (p. ex. les cellules doivent être fouillées au moins une

Fouilles et saisies (SS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	fois tous les 30 jours) et relève les anomalies ou la non-conformité et en cerne les raisons.
SS-10	La solution doit consigner tous les objets interdits et des articles non autorisés trouvés lors des fouilles.
SS-11	La solution doit cerner les fouilles pour lesquelles le recours à la force a été nécessaire.
SS-12	La solution devrait permettre au SCC de consigner l'autorisation verbale des décideurs dans les cas où un retard entraînerait la perte de preuve.
SS-13	La solution doit consigner les renseignements concernant les problèmes rencontrés lors de l'utilisation d'outils de fouille non intrusifs, tels que le détecteur ionique ou le programme de chiens détecteurs pour effectuer des fouilles (p. ex. visiteur non coopératif, détenu).
SS-14	La solution doit consigner et gérer les demandes d'autorisation pour mener des fouilles non courantes sur des personnes (détenus, membres du personnel, visiteurs, entrepreneurs, etc.) ou dans des espaces (cellules, pièces, etc.) fondées sur des motifs raisonnables ou des renseignements de sécurité fiables.
SS-15	La solution devrait permettre au SCC d'examiner et d'autoriser les demandes de fouilles.
SS-16	La solution devrait permettre au SCC d'établir et de conserver un historique des fouilles courantes et non courantes (journaux de fouilles), ainsi que les détails de chaque fouille, y compris, sans toutefois s'y limiter, la date, l'heure, le lieu des fouilles, les objets trouvés, les motifs de la fouille, les personnes concernées et d'autres détails.
SS-17	La solution doit fournir une méthode pour informer les détenus de leurs droits de refuser la prise de radiographies ou l'examen des cavités corporelles.
SS-18	La solution doit consigner le consentement ou le refus des détenus avant que la prise de radiographies ou l'examen des cavités corporelles ne soit effectués.

Fouilles et saisies (SS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SS-19	La solution doit consigner le consentement ou le refus des médecins ou des praticiens avant que la prise de radiographies ou l'examen des cavités corporelles des détenus soit effectué.
SS-20	La solution devrait consigner les photographies et les enregistrements vidéo des fouilles.
SS-21	La solution doit fournir une méthode pour informer les détenus de leur droit à un avocat pendant les fouilles en cellules nues.
SS-22	La solution doit consigner les renseignements concernant le placement des détenus dans des cellules nues, y compris l'autorisation de mener une fouille et les raisons du placement.
SS-23	La solution doit permettre au SCC d'effectuer des examens quotidiens auprès des responsables des soins de santé et des établissements afin de déterminer si le maintien du détenu en cellules nues est justifié.
SS-24	La solution doit consigner les observations du personnel sur les détenus placés dans des cellules nues et sur tout objet interdit ou autre objet trouvé.
SS-25	La solution doit consigner les renseignements concernant les fouilles des cellules nues avant l'admission des détenus et après leur sortie.
SS-26	La solution proposée doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs au maintien du placement des détenus dans des cellules nues ou à leur libération de celles-ci.
SS-27	La solution proposée doit permettre au SCC de conserver un historique et d'établir des rapports sur le placement des détenus en cellules nues.
SS-28	La solution doit permettre au SCC de remplir des fiches d'accusation (consigner des accusations) à l'endroit des détenus à la suite de fouilles.
SS-29	La solution doit permettre au SCC de remplir des Rapports d'observation ou de déclaration utilisés pour signaler des incidents ou des observations concernant des renseignements liés à la sécurité.

Fouilles et saisies (SS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SS-30	La solution doit permettre au SCC de remplir des Rapports de fouille contenant les détails des fouilles ou des saisies non courantes (p. ex. fouille par palpation, fouille à nu) lorsque des objets interdits ou des articles non autorisés sont saisis.
SS-31	La solution devrait permettre au SCC de vérifier l'exactitude et l'exhaustivité des Rapports de fouille avant de les approuver.
Gestion des articles saisis	
SS-32	La solution doit désigner les articles saisis lors des fouilles comme étant des objets interdits ou non autorisés et consigne les détails relatifs aux articles, comme les matériaux utilisés pour fabriquer des armes, les renseignements sur le dépistage de drogue, etc.
SS-33	La solution doit aviser le Bureau du renseignement de sécurité lorsque des objets interdits, des articles non autorisés ou d'autres preuves sont trouvés lors des fouilles.
SS-34	La solution doit générer des bordereaux de saisie pour chaque article saisi et placé en entreposage et fournit des copies des bordereaux des articles saisis aux détenus.
SS-35	La solution doit fournir des identifiants de bordereaux de saisie uniques pour chaque article saisi.
SS-36	La solution devrait associer les bordereaux de saisie aux fiches d'accusation, au besoin.
SS-37	La solution doit permettre au SCC de consigner et de conserver un registre des éléments de preuve (journaux des éléments de preuve) trouvé lors des fouilles.
SS-38	La solution doit générer des étiquettes de preuve de la chaîne de possession pour les articles saisis.
SS-39	La solution permet au SCC de consigner le moment où les articles saisis sont physiquement remis au Bureau du renseignement de sécurité.
SS-40	La solution permet de créer et de tenir à jour des dossiers sur les preuves entreposés dans des casiers.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Fouilles et saisies (SS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SS-41	La solution doit consigner les renseignements (noms, dates, nouvel emplacement, etc.) lorsque des articles sont ajoutés dans des casiers d’entreposage des preuves ou en sont retirés.
SS-42	La solution devrait consigner les photographies et les enregistrements vidéo des objets saisis.
SS-43	La solution devrait consigner les renseignements concernant le retrait et l’élimination d’objets inutiles.
SS-44	La solution devrait consigner les renseignements relatifs au transfert des articles confisqués ou des preuves à la police lorsque des accusations criminelles sont déposées ou lorsqu'ils sont utilisés aux fins du tribunal d'un établissement par le président indépendant (PI).
Fouilles d’objets sacrés autochtones	
SS-45	La solution doit consigner les résultats des inspections et des fouilles effectuées à l’égard d’objets sacrés autochtones par les Aînés, les agents de liaison autochtones et le personnel du SCC.
SS-46	La solution doit identifier les Aînés et les agents de liaison autochtones qui ont participé aux inspections et aux fouilles d’objets sacrés autochtones.
Fouilles de visiteurs	
SS-47	La solution consigne et gère des renseignements relatifs aux fouilles de véhicules, de visiteurs, de membres du personnel, d’entrepreneurs et d’autres personnes entrant dans l’établissement ou y travaillant, y compris, sans toutefois s’y limiter, les motifs de suspicion ou le type de fouille (fouille par palpation, fouille à nu, utilisation d’un chien détecteur, prise de radiographies, utilisation d’un détecteur ionique et examen des cavités corporelles), la date de la fouille, les renseignements sur le détenu (nom, numéro SED, etc.), les articles trouvés et les personnes concernées.
SS-48	La solution doit fournir une méthode pour informer les visiteurs de leurs droits de refuser des fouilles non courantes.

Fouilles et saisies (SS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SS-49	La solution doit consigner le consentement ou le refus des visiteurs concernant la réalisation de fouilles.
SS-50	La solution devrait permettre au SCC de réaliser une Évaluation de la menace et des risques (EMR) dans les cas où le personnel a des motifs raisonnables de croire qu'un visiteur ou un membre du personnel transporte des objets interdits.
SS-51	La solution doit consigner les décisions prises à la suite de l'EMR (c.-à-d. autoriser une visite avec contact, autoriser une visite sans contact, refuser une visite, demander la réalisation d'une fouille à nu, demander la réalisation d'une fouille par palpation, entre autres).
SS-52	La solution devrait fournir une méthode pour informer les visiteurs de la suspension de leurs droits de visite à un détenu.
SS-53	La solution doit fournir une méthode pour informer le Comité d'approbation des visiteurs de la suspension des droits de visite et d'autres modifications de la situation d'un visiteur.
SS-54	La solution doit partager les renseignements et les documents au Comité d'approbation des visites afin d'effectuer des examens des visiteurs et de prendre des décisions.
SS-55	La solution devrait permettre au SCC de consigner des renseignements détaillés concernant la détention de visiteurs en raison de soupçon ou de preuve d'infraction criminelle.
SS-56	La solution doit fournir une méthode d'informer les visiteurs de leurs droits avant qu'ils ne soient placés en détention.
SS-57	La solution doit consigner les cas où l'intervention de la police est nécessaire.
SS-58	La solution doit consigner les renseignements relatifs aux objets interdits, aux articles saisis et aux autres preuves fournies à la police au moyen de la chaîne de possession.
SS-59	La solution doit consigner les notes et les commentaires du personnel concernant la fouille d'un visiteur.

Fouilles et saisies (SS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SS-60	La solution doit partager les renseignements relatifs aux risques liés aux visiteurs au Bureau de renseignement de sécurité.
Prises et analyses d'échantillons d'urine	
SS-61	La solution doit consigner et gérer les ordres de prélèvement d'échantillons d'urine auprès des détenus fondés sur des renseignements touchant la sécurité (motifs raisonnables) dans le cadre du programme national d'analyse d'urine au hasard ou à intervalles prédéfinis pour surveiller une condition d'abstinence dans la collectivité.
SS-62	La solution doit consigner les demandes d'autorisation de prélèvements d'échantillons d'urine.
SS-63	La solution devrait fournir une fonctionnalité de gestion automatique des tâches pour affecter et gérer le personnel à la prise et à l'analyse d'échantillons d'urine supervisées.
SS-64	La solution doit maintenir une liste des détenus devant se soumettre à des prises et à des analyses d'échantillons d'urine planifiées ou non planifiées.
SS-65	La solution doit permettre au SCC de fixer manuellement le moment où les détenus doivent se soumettre à la prise et à l'analyse d'échantillons d'urine.
SS-66	La solution doit recevoir des listes aléatoires de détenus de l'administration centrale (AC) pour chaque établissement concernant les prises et les analyses d'échantillons d'urine périodiques.
SS-67	La solution doit fixer automatiquement le moment où les détenus doivent se soumettre à la prise et à l'analyse d'échantillons d'urine en fonction des règles opérationnelles configurables.
SS-68	La solution doit permettre au SCC de définir et d'ajuster les intervalles des prises et des analyses d'échantillons d'urine pour les détenus en fonction des règles opérationnelles.
SS-69	La solution doit conserver un dossier des prises et des analyses d'échantillons d'urine, y compris les dates et les résultats des analyses, pour chaque détenu.

Fouilles et saisies (SS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SS-70	La solution doit permettre au SCC de télécharger et de joindre les résultats des prises et des analyses d'échantillons d'urine reçues en format papier au dossier des prises et des analyses d'échantillons d'urine d'un détenu.
SS-71	La solution doit consigner les renseignements relatifs aux résultats des prises et des analyses d'urine pour chaque détenu.
SS-72	La solution doit désigner de manière unique chaque échantillon d'urine reçu des laboratoires d'analyse.
SS-73	La solution doit associer chaque échantillon d'urine unique à une analyse d'échantillon d'urine précise et à un détenu en particulier.
SS-74	La solution doit enregistrer l'état de chaque prise et analyse d'échantillon d'urine (p. ex. terminée, envoyée pour analyse, reçue, etc.)
SS-75	La solution doit mettre à jour les dossiers des prises et des analyses d'échantillons d'urine en fonction des résultats reçus des laboratoires d'analyse.
SS-76	La solution devrait permettre la saisie de données de masse et le traitement par lots des prises et des analyses d'échantillons d'urine des détenus.
SS-77	La solution devrait permettre au SCC d'effectuer des recherches dans les dossiers de prises et d'analyses d'échantillons d'urine et de gérer des rapports en fonction de critères particuliers configurables (p. ex. nom du détenu, numéro SED, substances trouvées dans l'échantillon, date de l'analyse, résultats de l'analyse, plage de dates et établissement).
SS-78	La solution doit consigner les mesures disciplinaires prises contre les délinquants qui échouent aux tests d'analyse d'urine.
SS-79	La solution doit consigner les accusations portées contre les détenus qui refusent de se soumettre à la prise d'un échantillon d'urine.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Fouilles et saisies (SS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SS-80	La solution devrait consigner les demandes des détenus pour se soumettre à une nouvelle analyse d'échantillons d'urine.
SS-81	La solution devrait facturer aux détenus le coût d'une nouvelle analyse d'urine s'ils contestent les résultats de l'échantillon initial.

1.14 Service aux Victimes

Le SCC supervise la mobilisation des victimes tout au long de la gestion de la peine d'un délinquant. Grâce à la gestion des services aux victimes, le SCC veille à ce que les droits des victimes soient respectés et à ce que les victimes aient un accès rapide et efficace aux renseignements importants, conformément aux lois.

Service aux Victimes (VIC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Demandes d'inscription en tant que victime	
VIC-1	La solution doit fournir une méthode pour permettre à une personne de demander à être officiellement inscrite en tant que victime d'un ou de plusieurs délinquants sous la responsabilité du SCC ou de la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC).
VIC-2	La solution doit consigner les détails personnels du demandeur lors de la présentation de la demande, y compris, sans toutefois s'y limiter, son nom, ses coordonnées (numéro de téléphone, adresse courriel), son adresse et sa date de naissance.
VIC-3	La solution doit consigner les renseignements relatifs au délinquant et à l'infraction fournis par le demandeur au moment de la demande, notamment le nom du délinquant, les infractions et les dates des infractions.
VIC-4	La solution doit consigner les renseignements relatifs au représentant fournis par le demandeur au moment de la demande, y compris, sans toutefois s'y limiter, le nom

Service aux Victimes (VIC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	du représentant, son adresse et ses coordonnées (numéro de téléphone, adresse courriel).
VIC-5	La solution doit permettre au SCC et à la CLCC de recevoir, d'examiner et de traiter les demandes d'inscription en tant que victime.
VIC-6	La solution doit attribuer les demandes d'inscription en tant que victime à la région appropriée pour qu'elles soient traitées conformément aux règles opérationnelles.
VIC-7	La solution doit informer le personnel désigné de la réception d'une demande d'inscription en tant que victime.
VIC-8	La solution doit permettre au personnel du SCC et de la CLCC d'examiner les dossiers et les registres des délinquants pendant le traitement des demandes d'inscription en tant que victime afin de déterminer la validité des renseignements concernant le délinquant, l'infraction ou la condamnation fournis par le demandeur.
VIC-9	La solution devrait permettre que les délais et les échéances soient configurés en fonction de la politique.
VIC-10	La solution devrait permettre que des rappels et des alertes soient configurés en fonction des délais et des échéances stratégiques.
VIC-11	La solution devrait permettre de modifier les délais et les échéances, conformément à la politique, et de consigner les justifications ou les motifs.
VIC-12	La solution devrait permettre au SCC et à la CLCC de savoir si une échéance ne peut être respectée et d'en connaître les raisons.
VIC-13	La solution devrait faciliter la prise de décisions (approbation ou refus) concernant les demandes d'inscription en tant que victime.
VIC-14	La solution doit consigner les décisions (approuvées ou refusées) prises par le SCC et la CLCC après l'examen des demandes d'inscription en tant que victime.
VIC-15	La solution doit consigner les motifs ou la justification de la décision, les personnes prenant part au processus de prise de décisions, la date de la décision et d'autres renseignements pertinents concernant la décision.

Service aux Victimes (VIC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
VIC-16	La solution devrait permettre au SCC et à la CLCC de saisir et de modifier l'état d'une demande d'inscription en tant que victime.
VIC-17	La solution doit fournir une méthode pour informer le demandeur de la réception de sa demande et de toute mise à jour du statut de la demande.
VIC-18	La solution doit permettre au SCC et à la CLCC de rédiger, de finaliser et d'envoyer la correspondance aux demandeurs concernant leurs demandes d'inscription en tant que victime.
VIC-19	La solution doit fournir une méthode pour aviser le demandeur lorsqu'une décision a été prise par le SCC ou la CLCC concernant sa demande.
VIC-20	La solution doit informer le demandeur de l'approbation ou du refus de sa demande et des motifs de la décision.
VIC-21	La solution doit créer et conserver un dossier de communication avec la victime pour chaque demandeur.
VIC-22	La solution doit associer chaque victime inscrite aux délinquants pour lesquels elle s'est inscrite.
VIC-23	La solution doit déterminer si une victime est reconnue comme une victime inscrite auprès du SCC, de la CLCC ou des deux organismes.
VIC-24	La solution doit associer chaque victime inscrite à son représentant, si elle en a désigné un.
VIC-25	La solution devrait empêcher la création de doublons dans les dossiers de communication avec les victimes.
VIC-26	La solution doit permettre au personnel de mettre à jour les enregistrements de contacts des victimes lorsque de nouvelles informations sont reçues.
VIC-27	La solution devrait permettre au SCC et à la CLCC de documenter les détails de chaque interaction (par courrier, courriel, téléphone, etc.) avec les victimes inscrites.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Service aux Victimes (VIC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
VIC-28	La solution doit affecter des agents des services aux victimes (ASV) (pour le SCC) et des agents régionaux des communications (ARC) (pour la CLCC) aux victimes inscrites, conformément aux règles opérationnelles.
VIC-29	La solution doit notifier l'ASV et/ou l'ARC approprié lorsqu'une nouvelle victime s'inscrit à l'endroit du délinquant qui lui est assigné.
VIC-30	La solution doit fournir une fonctionnalité de recherche efficace permettant de rechercher des enregistrements, des demandes, des enregistrements de contacts (victimes, représentants, organismes, etc.) et d'autres entités, en utilisant des critères de recherche configurables (p. ex. les noms, les dates, le lieu, le numéro SED du délinquant).
VIC-31	La solution doit générer des rapports des Services aux victimes relatifs aux victimes fondés sur des critères spécifiques configurables (p. ex. le nom de la victime, le nom du délinquant, le numéro SED du délinquant, la plage de date et le lieu).
VIC-32	La solution doit conserver un historique des demandes d’inscription en tant que victime.
Demandes de représentant de victimes	
VIC-33	La solution doit fournir une méthode permettant aux demandeurs de se faire reconnaître en tant que représentants de victime.
VIC-34	La solution doit consigner les données personnelles du demandeur au moment de sa demande de reconnaissance en tant que représentant d’une victime, y compris, sans toutefois s’y limiter, son nom, ses coordonnées (numéro de téléphone, adresse courriel), son adresse et les renseignements relatifs à la victime.
VIC-35	La solution doit consigner les renseignements sur l’organisme des représentants au moment de la demande de reconnaissance en tant que représentant d’une victime, y compris, sans toutefois s’y limiter, le nom, l’adresse et le numéro de téléphone de l’organisme.
VIC-36	La solution doit aviser les membres du personnel désigné de la réception d’une demande de représentant d’une victime.

Service aux Victimes (VIC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
VIC-37	La solution doit permettre au personnel du SCC et de la CLCC d'examiner les demandes de représentant.
VIC-38	La solution doit permettre au personnel du SCC et de la CLCC de prendre la décision d'accepter ou de rejeter les demandes de représentant.
VIC-39	La solution pourrait consigner les décisions prises (acceptation ou rejet) après l'examen des demandes de représentation de victimes.
VIC-40	La solution doit créer et conserver un dossier de communication pour chaque représentant de victimes.
VIC-41	La solution devrait empêcher la création de doublons dans les dossiers de communication des représentants.
VIC-42	La solution doit permettre au personnel du SCC et de la CLCC de mettre à jour les dossiers de communication des représentants.
VIC-43	La solution doit associer chaque représentant à la victime ou aux victimes qu'il représente.
VIC-44	La solution doit désigner distinctement les représentants particuliers et les représentants d'organisme.
VIC-45	La solution doit permettre aux victimes de changer leur représentant désigné.
VIC-46	La solution doit faciliter la communication avec les représentants potentiels afin de vérifier leurs renseignements et de déterminer leur volonté de représenter la victime.
VIC-47	La solution doit consigner les demandes des représentants et de cesser de recevoir de l'information au nom d'une victime.
VIC-48	La solution devrait permettre au personnel du SCC et de la CLCC de documenter les détails de chaque interaction (par courrier, courriel, téléphone, etc.) avec les représentants.
VIC-49	La solution doit permettre au personnel du SCC et de la CLCC de rédiger, de finaliser et d'envoyer la correspondance aux représentants.

Service aux Victimes (VIC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Admissibilité des victimes	
VIC-50	La solution doit fournir une méthode permettant au SCC et à la CLCC de déterminer l'admissibilité d'un demandeur à être reconnu comme victime, conformément aux critères d'admissibilité de chaque organisme.
VIC-51	La solution doit communiquer avec le système RADAR du SCC pour déterminer si un dossier de délinquant existe sous un nom ou un pseudonyme autre que celui fourni par le demandeur dans la demande d'inscription en tant que victime.
VIC-52	La solution doit permettre au personnel d'examiner les dossiers des délinquants (p. ex. documents du tribunal, renseignements de la police, etc.) afin de déterminer l'état du délinquant (en train de purger une peine, expulsé, date d'expiration du mandat [DEM] atteinte, etc.), de vérifier les accusations et les condamnations et de confirmer le lien du demandeur avec les délinquants et les infractions.
Demandes de victimes liées à la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC)	
VIC-53	La solution devrait consigner et gérer les enregistrements audio des audiences de la Commission des libérations conditionnelles.
VIC-54	La solution doit fournir une méthode pour consigner et gérer les demandes, ainsi que tous les renseignements pertinents, des victimes inscrites (ou de leur représentant) concernant l'écoute des enregistrements audio d'audiences de la CLCC.
VIC-55	La solution devrait associer l'enregistrement audio d'une audience au délinquant et à la décision rendue et consigne tous les renseignements pertinents concernant l'audience, tels que les détails sur le délinquant, le lieu, l'heure et la date de l'audience, entre autres.
VIC-56	La solution pourrait fournir une méthode permettant aux victimes approuvées qui sont inscrites auprès de la CLCC d'écouter les enregistrements audio des audiences des délinquants.
VIC-57	La solution doit fournir une méthode pour consigner et gérer les demandes, ainsi que tous les renseignements pertinents, des victimes inscrites (ou de leur représentant) en vue d'assister aux audiences de la CLCC.

Service aux Victimes (VIC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
VIC-58	La solution doit fournir une méthode pour consigner et gérer les demandes, ainsi que tous les renseignements pertinents, des victimes inscrites (ou de leur représentant) en vue d'obtenir des copies des décisions antérieures de la CLCC provenant du registre des décisions.
VIC-59	La solution doit fournir une méthode pour consigner et gérer les demandes, ainsi que tous les renseignements pertinents, des victimes inscrites (ou de leur représentant) en vue de soumettre des déclarations de la victime qui seront présentées aux audiences de la CLCC.
VIC-60	La solution doit informer la Commission des libérations conditionnelles du Canada (CLCC) des demandes reçues des victimes qui relèvent de l'autorité/de la responsabilité de la CLCC et partage ces demandes avec la CLCC.
Notifications aux victimes (d'événements liés aux délinquants)	
VIC-61	La solution doit aviser le personnel du SCC et de la CLCC lorsque des événements particuliers se produisent concernant des délinquants qui ont une ou plusieurs victimes inscrites.
VIC-62	La solution doit permettre au personnel du SCC et de la CLCC d'examiner les détails des événements liés aux délinquants qui pourraient nécessiter la communication d'informations aux victimes ou à leurs représentants.
VIC-63	La solution doit permettre au personnel du SCC et de la CLCC de communiquer des renseignements précis aux victimes de délinquants inscrites (ou à leurs représentants), conformément à la politique et aux préférences de la victime précisant les renseignements qu'elle souhaite recevoir.
VIC-64	La solution doit prioriser la divulgation d'information aux victimes, conformément aux délais prévus par la politique.
VIC-65	La solution doit permettre au personnel du SCC et de la CLCC de rédiger, de finaliser et de communiquer aux victimes ou à leurs représentants des lettres imprimées ou électroniques contenant des renseignements sur les délinquants qui leur ont fait du tort.

Service aux Victimes (VIC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
VIC-66	La solution doit permettre au personnel du SCC et de la CLCC de caviarder ou d'omettre des renseignements précis avant de communiquer les lettres aux victimes inscrites ou aux représentants de victime.
VIC-67	La solution devrait fournir un contrôle de version pour tous les documents ou toutes les correspondances et consigne les attributs, comme la description, le type, la dernière personne ayant effectué une modification, la date de la dernière modification, l'état, entre autres.
VIC-68	La solution doit conserver un historique de toute la correspondance et de tous les documents divulgués aux victimes et à leurs représentants.
VIC-69	La solution pourrait permettre au SCC d'effectuer la vérification du respect des critères relatifs à la vie privée et à la sécurité publique afin de déterminer si le besoin d'une victime de connaître des renseignements l'emporte sur le droit à la vie privée du délinquant.
Demandes de renseignements des victimes	
VIC-70	La solution devrait consigner les demandes de renseignements reçues des victimes ou de leurs représentants.
VIC-71	La solution doit fournir une méthode pour consigner les ordonnances du tribunal, ainsi que tous les renseignements pertinents, transmises au SCC et à la CLCC par une victime inscrite ou son représentant.
VIC-72	La solution doit permettre au SCC et à la CLCC de rédiger et d'envoyer des lettres et de répondre aux demandes de renseignements reçues par les victimes et les représentants.
Préférences de notification des victimes	
VIC-73	La solution doit permettre aux victimes de préciser les types de renseignements qu'elles souhaitent recevoir sur chaque délinquant à l'égard desquels elles se sont inscrites.
VIC-74	La solution doit permettre aux victimes de préciser comment elles souhaitent recevoir des renseignements sur chaque délinquant à l'égard duquel elles se sont inscrites.

Service aux Victimes (VIC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
VIC-75	La solution doit permettre aux victimes de recevoir elles-mêmes des renseignements sur les délinquants ou de désigner un représentant pour recevoir ces renseignements en leur nom.
VIC-76	La solution doit permettre aux victimes de suspendre et de réactiver leurs notifications relatives aux délinquants.
VIC-77	La solution devrait consigner et tenir à jour une liste de dates sensibles pour une victime et informe le personnel de la nécessité de faire preuve de sensibilité s'il doit communiquer avec la victime aux environs de ces dates.
VIC-78	La solution devrait suspendre les notifications relatives à un délinquant en cas de décès de ce dernier ou à l'expiration de sa peine.
VIC-79	La solution devrait réactiver les notifications relatives à un délinquant lorsque celui-ci est réincarcéré sous la responsabilité du SCC pour une nouvelle peine fédérale.
Communication avec la victime ou son représentant	
VIC-80	La solution doit consigner chaque instant où le personnel du SCC et de la CLCC tente de communiquer avec une victime ou son représentant.
VIC-81	La solution doit consigner les détails de la communication ou de la correspondance avec la victime ou son représentant.
Déclarations de la victime	
VIC-82	La solution doit fournir une méthode pour permettre aux victimes inscrites et aux personnes non inscrites de soumettre des déclarations de la victime au SCC et à la CLCC.
VIC-83	La solution doit permettre au personnel du SCC et de la CLCC de confirmer la réception des déclarations de la victime.
VIC-84	La solution doit consigner les déclarations de la victime avec toutes les données pertinentes.

Service aux Victimes (VIC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
VIC-85	La solution doit permettre au personnel du SCC et de la CLCC d'examiner les déclarations de la victime.
VIC-86	La solution doit permettre personnel du SCC et de la CLCC d'examiner et de caviarder les déclarations de la victime afin de supprimer les identificateurs personnels et autres renseignements de nature délicate.
VIC-87	La solution devrait fournir une méthode pour permettre de communiquer les déclarations de la victime à la CLCC et aux délinquants.
VIC-88	La solution devrait consigner les détails de la communication des déclarations de la victime à la CLCC et aux délinquants.
VIC-89	La solution doit conserver des copies des versions originales et caviardées des déclarations de la victime.
VIC-90	La solution doit communiquer les déclarations de la victime au Module de gestion de l'information de la police et de la cour.
VIC-91	La solution doit aviser les agents de libération conditionnelle et les membres de l'équipe de gestion des cas du délinquant lorsqu'une déclaration de la victime est reçue de l'une des victimes inscrites du délinquant.
VIC-92	La solution pourrait fournir une méthode pour lire les déclarations des victimes enregistrées en format audio et vidéo lors des audiences de délinquants.
VIC-93	La solution doit conserver un historique de toutes les déclarations de la victime reçues.

1.15 Gestion des griefs

La gestion des griefs des délinquants prévoit un processus de règlement équitable et rapide des griefs des délinquants sur des questions relevant de la compétence du commissaire, conformément aux règlements d'application de l'alinéa 96u) de la LSCMLC. La gestion des griefs comprend également l'Unité des droits de la personne du SCC, qui traite les plaintes relatives aux droits de la personne reçue de la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP).

Gestion des griefs (GM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Griefs	
GM-1	La solution doit créer une méthode pour consigner un grief avec toutes les données pertinentes.
GM-2	La solution doit fournir une méthode permettant aux délinquants de remplir un formulaire de grief et de le soumettre.
GM-3	La solution doit aviser le personnel désigné du SCC qu'un grief a été déposé.
GM-4	La solution doit prévoir une méthode pour examiner un grief.
GM-5	La solution doit permettre de régler un grief actif au cours de l'étape de l'examen ou de l'entretien - nécessite la signature du délinquant.
GM-6	La solution doit fournir un système de classification en fonction du palier de grief, fondé sur des règles opérationnelles.
GM-7	La solution doit permettre à l'utilisateur du SCC de consigner et de modifier le palier de grief.
GM-8	La solution doit permettre à l'utilisateur du SCC de consigner et de modifier l'état d'un grief.
GM-9	La solution doit permettre à l'utilisateur du SCC de signaler le recours à la force, le cas échéant.
GM-10	La solution doit permettre à l'utilisateur du SCC de soumettre de nouveau le grief à un degré d'importance moindre.
GM-11	La solution doit consigner et gérer le grief.
GM-12	La solution doit créer l'échéance pour répondre à un grief.
GM-13	La solution devrait permettre à l'utilisateur du SCC de transmettre les griefs à une autre unité opérationnelle du SCC.

Gestion des griefs (GM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GM-14	La solution doit consigner et conserver toute la documentation liée à un grief sous forme numérique.
GM-15	La solution doit permettre à l'utilisateur du SCC de transmettre le grief au personnel ou au service désigné du SCC.
GM-16	La solution devrait aviser l'utilisateur désigné du SCC que l'échéance approche.
GM-17	La solution devrait consigner la modification d'une échéance avec un champ de justification obligatoire.
GM-18	La solution devrait fournir une méthode pour informer le délinquant si l'échéance ne sera pas respectée.
GM-19	La solution doit fournir une méthode pour consigner l'information recueillie lors d'entretiens avec le délinquant, toute autre personne impliquée et les témoins.
GM-20	La solution doit consigner et conserver les décisions et les réponses relatives à un grief.
GM-21	La solution doit pouvoir envoyer une copie de la réponse au grief au délinquant.
GM-22	La solution doit consigner un accusé de réception de la part du délinquant attestant qu'il a reçu une réponse à son grief.
GM-23	La solution doit permettre au délinquant d'accéder au grief original et de le signaler pour qu'il soit renvoyé au palier supérieur.
GM-24	La solution doit permettre au délinquant d'accéder au grief original et de le signaler pour qu'il soit transmis à un comité externe d'examen des griefs.
GM-25	La solution doit aviser un utilisateur désigné du SCC qu'un grief a été rouvert ou signalé pour qu'il soit renvoyé au palier supérieur.
GM-26	La solution doit permettre à un utilisateur désigné du SCC de soumettre de nouveau un grief au palier suivant (supérieur).

Gestion des griefs (GM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GM-27	La solution doit aviser un utilisateur désigné du SCC qu'un grief a été soumis de nouveau.
GM-28	La solution doit permettre à un utilisateur du SCC d'envoyer les documents relatifs à un grief à un comité externe d'examen des griefs.
GM-29	La solution doit consigner la réponse ou la recommandation du comité externe d'examen des griefs.
GM-30	La solution doit fournir une méthode pour consigner un résumé de l'analyse et de la recommandation du comité externe d'examen des griefs.
GM-31	La solution doit permettre d'informer le délinquant de la recommandation fournie par le comité externe d'examen des griefs.
GM-32	La solution doit permettre à l'utilisateur du SCC d'émettre une réponse fondée sur les recommandations du comité externe d'examen des griefs.
GM-33	La solution doit consigner l'approbation ou le consentement du délinquant pour divulguer des renseignements personnels.
GM-34	La solution doit pouvoir consigner et gérer les demandes des délinquants pour que leurs griefs soient examinés selon des dispositions supplémentaires avant qu'une décision ne soit rendue.
GM-35	La solution doit consigner et gérer les recommandations concernant les griefs des délinquants.
GM-36	La solution doit permettre au personnel désigné du SCC d'approuver des recommandations.
GM-37	La solution doit pouvoir générer et partager la correspondance avec les délinquants concernant les griefs qu'ils ont soumis.
GM-38	La solution doit fournir une méthode permettant au personnel désigné du SCC de créer et de consigner une décision finale concernant un grief.

Gestion des griefs (GM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GM-39	La solution doit consigner et gérer les renseignements relatifs aux décisions rendues concernant les griefs et les mesures correctives prises.
GM-40	La solution doit permettre au SCC d'évaluer les délinquants et de les désigner comme « auteurs de griefs multiples ».
GM-41	La solution doit conserver un historique des griefs.
Unité des droits de la personne	
GM-42	La solution doit fournir une méthode pour consigner une plainte relative aux droits de la personne, ainsi que toutes les données pertinentes, reçues de la Commission canadienne des droits de la personne (CCDP).
GM-43	La solution doit fournir une méthode pour consigner un rapport en vertu des articles 40/41 ou un avis d'intention, un avis de plainte - Médiation ou un avis de plainte - Demande de défense provenant de la CCDP.
GM-44	La solution doit fournir une méthode pour consigner et gérer toute la correspondance, tous les documents et tous les renseignements reçus de la CCDP.
GM-45	La solution devrait aviser le personnel désigné du SCC qu'une plainte a été reçue.
GM-46	La solution devrait permettre d'attribuer une plainte à un ou plusieurs membres du personnel désignés.
GM-47	La solution doit faciliter l'examen et l'analyse d'une plainte par le personnel du SCC.
GM-48	La solution doit permettre au personnel de préparer et de sauvegarder une réponse comprenant la position et/ou les arguments du SCC, y compris toute objection, concernant la plainte et les allégations.
GM-49	La solution doit fournir une méthode pour partager les réponses, les questions, les renseignements sur les témoins ainsi que tous les documents justificatifs et la correspondance avec la CCDP.

Gestion des griefs (GM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GM-50	La solution doit fournir une méthode pour consigner la réponse du plaignant (délinquant) au rapport en vertu des articles 40/41 ou à l'avis d'intention provenant de la CCDP.
GM-51	La solution devrait fournir une fonctionnalité de gestion des tâches assortie de notifications et de rappels afin de s'assurer que le personnel répond à la CCDP dans les délais prescrits.
GM-52	La solution doit consigner la décision préliminaire, ainsi que tous les renseignements relatifs à la décision, prise par la CCDP pour clore la plainte ou la renvoyer à une étape ultérieure.
GM-53	La solution devrait permettre de déterminer et de suivre l'état d'avancement d'une plainte.
GM-54	La solution doit permettre de désigner une plainte active comme étant « en médiation » à n'importe quelle étape du processus de plainte.
GM-55	La solution devrait permettre de définir et de modifier le statut d'une plainte.
GM-56	La solution doit fournir une méthode pour rechercher un ou plusieurs griefs et les associer à une plainte relative aux droits de la personne.
GM-57	La solution doit fournir une méthode pour consigner la décision de la CCDP d'approuver un règlement convenu par le plaignant et le défendeur, de rejeter la plainte, de la renvoyer à la conciliation ou de la renvoyer au Tribunal canadien des droits de la personne.
GM-58	La solution doit consigner et gérer les renseignements relatifs aux décisions rendues et aux mesures correctives prises.
GM-59	La solution doit consigner l'approbation/le consentement des témoins à la divulgation de renseignements personnels.
GM-60	La solution doit consigner les détails des séances de médiation entre le plaignant et le SCC.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion des griefs (GM)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
GM-61	La solution doit conserver un historique des plaintes relatives aux droits de la personne et des griefs connexes.

1.16 Surveillance dans la collectivité des délinquants

Les agents de libération conditionnelle dans la collectivité passent beaucoup de temps à rencontrer les délinquants dans la collectivité. Cela est particulièrement vrai pour les délinquants à risque élevé, car ils ont besoin de rencontres plus fréquentes. En simplifiant les charges de travail et en veillant à ce que les rencontres aient lieu en temps opportun, voire à distance, on peut réduire les temps de déplacement et aider les agents de libération conditionnelle dans la collectivité à équilibrer leur charge de travail, ce qui se traduit par une hausse de l'efficacité et de l'efficacité.

Surveillance dans la collectivité des délinquants (CS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Mener et gérer l'entrevue de mise en liberté initiale	
CS-1	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements abordés et examinés avec les délinquants lors d'une entrevue initiale à leur arrivée à leur destination de mise en liberté.
Permettre la fréquence des communications	
CS-2	La solution doit permettre au SCC d'accéder à distance aux renseignements sur les délinquants et de consigner et de gérer les renseignements recueillis à distance, par exemple, à l'aide d'un logiciel compatible avec un téléphone intelligent ou une tablette.
CS-3	La solution doit permettre au SCC de surveiller, de signaler et de communiquer les renseignements concernant la fréquence des communications.
CS-4	La solution doit permettre au SCC de créer et de gérer des rappels pour contrôler le respect de la fréquence des communications en fonction du niveau d'intervention.

Surveillance dans la collectivité des délinquants (CS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Effectuer une évaluation de la sécurité et assurer la sécurité du personnel	
CS-5	La solution doit permettre au SCC d'examiner les évaluations de la sécurité du personnel avant d'entrer en communication avec les délinquants dans la collectivité.
CS-6	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements concernant le risque qu'un délinquant peut poser pendant une rencontre de surveillance.
CS-7	La solution doit permettre au SCC de suivre l'heure de début et de fin de la présence du personnel au lieu de surveillance afin d'assurer leur sécurité et de lancer des alertes si le personnel n'enregistre pas l'heure de la fin de la rencontre.
CS-8	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les évaluations de la sécurité dans la collectivité utilisée par le personnel pour cerner les risques potentiels lors des rencontres avec des délinquants dans la collectivité ou de leur surveillance.
Permettre la surveillance en tandem	
CS-9	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs à l'affectation de plusieurs agents de libération conditionnelle à des délinquants qui ont été désignés comme nécessitant une surveillance en tandem.
CS-10	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs au suivi, à la surveillance et au contrôle des délinquants dans la collectivité qui ont été désignés comme nécessitant une surveillance en tandem par des agents de libération conditionnelle.
Gérer les certificats de surveillance et de mise en liberté	
CS-11	La solution doit permettre au SCC de créer et de gérer des certificats de surveillance et les renseignements connexes (p. ex. conditions, état de la surveillance, bureau chargé de la surveillance et services de police) requis pour la préparation de la mise en liberté des délinquants dans la collectivité.
CS-12	La solution doit permettre au SCC d'imprimer des certificats de surveillance qui seront remis aux délinquants et signés par ceux-ci lors de leur mise en liberté dans la collectivité.

Surveillance dans la collectivité des délinquants (CS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
CS-13	La solution doit permettre au SCC de communiquer les certificats de surveillance signés par les délinquants à des partenaires internes et externes.
CS-14	La solution doit permettre au SCC d'aviser les services de police concernés de la mise en liberté des délinquants dans leur collectivité avant leur mise en liberté.
CS-15	La solution doit permettre au SCC d'associer les ordonnances d'extradition ou d'expulsion des délinquants aux certificats de surveillance.
Supporter la surveillance électronique	
CS-16	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements requis afin de recommander des délinquants pour la surveillance électronique (SE).
CS-17	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements concernant les dispositifs de surveillance électronique (p. ex. bracelets de cheville, récepteur de radiofréquences [RF]) et sur l'attribution de ces dispositifs aux délinquants.
CS-18	La solution doit permettre au SCC de suivre, de consigner et de gérer les renseignements sur la localisation des délinquants fournie par le système mondial de localisation (GPS), la technologie cellulaire et les données de radiofréquences (RF) afin de veiller à ce que les délinquants respectent les conditions géographiques imposées lors de leur mise en liberté.
CS-19	La solution doit permettre au SCC de définir et de gérer les zones géographiques utilisées pour suivre l'emplacement et les déplacements des délinquants.
Consigner et gérer les renseignements sur les délinquants dans la collectivité	
CS-20	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs au délinquant en liberté dans la collectivité, y compris son adresse, les détails relatifs à son emploi dans la collectivité, les renseignements sur son véhicule, ses caractéristiques physiques, les renseignements sur sa peine et les renseignements concernant sa surveillance.
CS-21	La solution doit permettre au SCC d'imprimer des renseignements sur les délinquants dans la collectivité et de les communiquer à des partenaires internes et externes.

Surveillance dans la collectivité des délinquants (CS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Gérer les logements dans la collectivité	
CS-22	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs aux logements des délinquants en libération conditionnelle (PSSE, placement à l'extérieur, semi-liberté ou libération conditionnelle totale), en liberté d'office et visés par une ordonnance de surveillance de longue durée.
CS-23	La solution doit permettre au SCC de surveiller les renseignements concernant les assignations à résidence, y compris, sans toutefois s'y limiter, le logement, l'attribution des places et le couvre-feu, et de les communiquer aux fournisseurs de logement dans la collectivité.
Gérer les suspensions	
CS-24	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements concernant la suspension des délinquants en raison, sans toutefois s'y limiter, d'un manquement aux conditions de mise en liberté, afin de prévenir un manquement ou de protéger la société et lorsque le risque que présente le délinquant est jugé impossible à gérer dans la collectivité; ou que le délinquant se voit imposer une nouvelle peine (suspension automatique).
CS-25	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements recueillis lors d'entrevues post suspension avec des délinquants.
CS-26	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements concernant l'annulation des suspensions en fonction de nouveaux renseignements reçus, de nouveaux plans ou de nouvelles conditions de libération ou de la perte de compétence.
Gérer les révocations	
CS-27	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements relatifs à la révocation de la libération conditionnelle des délinquants par la Commission des libérations conditionnelles du Canada
CS-28	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les renseignements recueillis lors d'entrevues post révocation menées auprès des délinquants après leur arrestation.

Surveillance dans la collectivité des délinquants (CS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Gérer les mandats	
CS-29	La solution doit permettre au SCC de créer, de lancer, de retirer, d'exécuter, d'annuler et de gérer des mandats d'arrêt pour des délinquants en liberté sans autorisation légitime.
CS-30	La solution doit permettre au SCC de créer, de lancer, de retirer, d'exécuter, d'annuler et de gérer des mandats de suspension pour les délinquants.
CS-31	La solution doit permettre au SCC de créer, d'émettre, de retirer, d'exécuter, d'annuler et de gérer des mandats pour des délinquants bénéficiant d'une permission de sortir sans escorte (PSSE) en raison d'un manquement aux conditions, afin de prévenir un manquement aux conditions ou de protéger la société.
CS-32	La solution doit permettre au SCC de créer, d'émettre, de retirer, d'exécuter, d'annuler et de gérer les mandats pour des délinquants en libération conditionnelle, en liberté d'office ou visés par une ordonnance de surveillance de longue durée.
CS-33	La solution doit permettre au SCC de communiquer les mandats au Centre d'information de la police canadienne (CIPC), aux organismes externes et aux bureaux, au besoin.
Gérer les autorisations de voyage	
CS-34	La solution doit permettre au SCC de créer et de gérer des autorisations de voyage pour des délinquants sous surveillance dans la collectivité concernant tous les déplacements à l'extérieur des limites de déplacement établies ou de la zone de surveillance du délinquant.
CS-35	La solution doit permettre au SCC de générer des notifications de la police liée aux autorisations de voyage et de partager ces notifications avec le CIPC.
CS-36	La solution doit permettre au SCC de communiquer les autorisations de voyage et d'autres renseignements pertinents aux délinquants et aux partenaires et organismes externes.
CS-37	La solution doit permettre au SCC d'examiner les autorisations de voyage des délinquants, y compris les autorisations délivrées à d'autres délinquants pour le

Surveillance dans la collectivité des délinquants (CS)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	même endroit et au même moment, et de consigner et de gérer les décisions rendues.
CS-38	La solution doit permettre au SCC d’aviser les victimes de tous les déplacements des délinquants.
CS-39	La solution doit permettre au SCC d’établir des rapports sur les autorisations de voyage des délinquants.

1.17 Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants

La gestion des mises en liberté et des permissions de sortir consiste à suivre et à évaluer les avantages progressifs des permissions de sortir et des placements à l’extérieur pour ce qui est de réduire le risque de récidive et de soutenir la mise en liberté et la réinsertion des délinquants dans la collectivité.

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Général	
RNA-1	La solution doit permettre au SCC de gérer les permissions de sortir, y compris les autorisations de travailler à l’extérieur du périmètre, les permissions de sortir avec escorte et les placements à l’extérieur, pour un seul délinquant ou pour un groupe de délinquants, afin de permettre à plus d’un délinquant d’être associé à une permission de sortir (PS).
RNA-2	La solution doit garantir que, pour toute PS de groupe associée à un délinquant précis, les détails de cette PS et de toute autorisation ne comprennent que des détails sur le délinquant en question plutôt que sur un autre ou plusieurs autres délinquants du groupe.
Autorisation de travailler à l’extérieur du périmètre	

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-3	La solution devrait permettre à un délinquant de demander une autorisation de travailler à l'extérieur du périmètre afin de se déplacer dans l'enceinte de l'établissement à des fins professionnelles.
RNA-4	La solution devrait suivre l'heure et la date à laquelle une demande d'autorisation de travailler à l'extérieur du périmètre a été faite.
RNA-5	La solution doit permettre au personnel du SCC d'examiner la demande pour s'assurer qu'elle est complète, d'effectuer une évaluation du risque et de comparer la demande avec les détails contenus dans le dossier du délinquant.
RNA-6	La solution devrait faciliter l'examen de la demande par rapport aux exigences de la politique en matière d'autorisation de travailler à l'extérieur du périmètre, et permet de prendre une décision (approbation ou refus de la demande).
RNA-7	La solution pourrait permettre de savoir si une demande a été refusée ou approuvée et de connaître la date du refus.
RNA-8	La solution doit permettre au SCC de déterminer les exigences de supervision associées à une autorisation de travailler à l'extérieur du périmètre et de préparer une évaluation en vue d'une décision.
RNA-9	La solution doit permettre de savoir si une décision finale concernant une demande d'autorisation de travailler à l'extérieur du périmètre est prise dans les 30 jours et envoi des notifications sur les décisions en attente à mesure qu'elles approchent de ce délai.
RNA-10	La solution devrait indiquer au délinquant si sa demande a été approuvée ou refusée dans les 5 jours suivant la décision.
RNA-11	La solution devrait suivre les détails de toute demande approuvée, y compris la date d'entrée en vigueur, sa durée et toute condition associée à l'approbation.
RNA-12	La solution devrait suivre l'heure et la date de toute décision concernant une demande d'autorisation de travailler à l'extérieur du périmètre.
RNA-13	La solution doit informer le personnel de sécurité du SCC, y compris les superviseurs, des détails de la demande approuvée.

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-14	La solution pourrait donner accès à une photo exacte du détenu et permet de fournir une photo à jour si le personnel de sécurité estime que c’est nécessaire.
RNA-15	La solution doit produire un permis de travailler à l’extérieur du périmètre qui comprend la photo du détenu.
RNA-16	La solution doit permettre de savoir qui reçoit le permis de travailler à l’extérieur du périmètre, qu’il s’agisse du détenu ou d’un superviseur, selon si l’approbation est pour une surveillance générale ou directe.
Gestion des permissions de sortir avec escorte	
RNA-17	La solution devrait permettre à un délinquant de demander une permission de sortir avec escorte (PSAE).
RNA-18	La solution pourrait permettre de suivre l’heure et la date à laquelle toute demande de PSAE a été faite.
RNA-19	La solution doit permettre au personnel du SCC d’examiner la demande de PSAE pour s’assurer qu’elle est complète et de la comparer aux renseignements contenus dans le dossier du délinquant.
RNA-20	La solution doit permettre au personnel du SCC de vérifier l’admissibilité de la demande de PSAE en fonction des conditions associées à la peine du délinquant, des conditions imposées par le tribunal et de l’évaluation du risque, et de la désigner comme admissible ou non admissible.
RNA-21	La solution doit permettre de savoir si un délinquant décide de retirer ou d’annuler une demande de PSAE, étant donné que le délinquant ne pourra pas faire une nouvelle demande pendant six mois si la demande est refusée pour une raison quelconque, par exemple l’inadmissibilité.
RNA-22	La solution devrait permettre au SCC de déterminer toutes les conditions qui peuvent être nécessaires en association avec une PSAE et de préparer une évaluation en vue d’une décision.
RNA-23	La solution devrait permettre de savoir si la décision finale concernant une PSAE doit être prise par la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-24	La solution devrait assurer le suivi de toute décision relative à une PSAE, conformément aux exigences de traitement d'une décision, telles que définies dans la capacité Gestion des décisions.
RNA-25	La solution doit informer le délinquant de l'approbation ou du refus de sa demande dans les 7 jours suivant la décision.
RNA-26	La solution devrait veiller à ce que le délinquant ait une copie de l'approbation, y compris toute condition associée à la PSAE approuvée.
Gestion des permissions de sortir sans escorte	
RNA-27	La solution devrait permettre à un délinquant de demander une permission de sortir sans escorte (PSSE).
RNA-28	La solution pourrait permettre de suivre l'heure et la date à laquelle toute demande de PSSE a été faite.
RNA-29	La solution doit permettre au personnel du SCC de vérifier si la demande de PSSE est complète et de la comparer aux renseignements contenus dans le dossier du délinquant.
RNA-30	La solution doit permettre au personnel du SCC de vérifier l'admissibilité de la demande de PSSE en fonction des conditions associées à la peine du délinquant, des conditions imposées par le tribunal, et de l'évaluation du risque, et de la marquer comme admissible ou non admissible.
RNA-31	La solution doit permettre de savoir si un délinquant décide de retirer ou d'annuler une demande de PSSE, étant donné que le délinquant ne pourra pas faire une nouvelle demande pendant six mois si la demande est infructueuse pour une raison quelconque, par exemple l'inadmissibilité.
RNA-32	La solution devrait permettre au SCC de déterminer toutes les conditions qui peuvent être nécessaires en association avec une PSSE, et de préparer une évaluation en vue d'une décision.
RNA-33	La solution devrait permettre de savoir si la décision finale concernant une PSSE doit être prise par la Commission des libérations conditionnelles du Canada.

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-34	La solution devrait permettre d'assurer le suivi de toute décision relative à une PSSE conformément aux exigences relatives au traitement d'une décision telles que définies dans Gestion des décisions.
RNA-35	La solution doit informer le délinquant de l'approbation ou du refus de sa demande dans les 7 jours suivant la décision.
RNA-36	La solution devrait permettre de s'assurer que le délinquant a une copie de l'approbation, y compris toute condition associée à la PSSE approuvée.
RNA-37	La solution devrait permettre au SCC d'assurer le suivi de toute rencontre entre le délinquant et le SCC pour communiquer la PSSE, y compris toute condition, limite ou attente.
RNA-38	La solution doit produire un permis de libération.
RNA-39	La solution devrait conserver un registre des personnes qui signent le permis de libération et de la date à laquelle le permis est remis au délinquant.
Mise en œuvre d'une PSAE ou PSSE	
RNA-40	La solution devrait permettre de suivre le motif précis de la permission de sortir.
RNA-41	La solution doit permettre au personnel du SCC d'accéder au dossier d'un délinquant pour vérifier les détails, y compris pour savoir si une PS est approuvée.
RNA-42	La solution doit générer et imprimer le certificat de la PS, qui doit être imprimé.
RNA-43	La solution documenter la date et l'heure de départ prévues.
RNA-44	La solution devrait produire un rapport d'évaluation de la menace et des risques (EMR), si nécessaire.
RNA-45	La solution doit déclencher la création d'un laissez-passer pour le délinquant, qui doit être imprimé.
RNA-46	La solution doit permettre de désigner les membres de l'équipe d'escorte, s'il y a une escorte.

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-47	La solution doit générer un rapport sur le profil du délinquant, qui doit être imprimé.
RNA-48	La solution doit suivre le type d'escorte (sécurisée ou non sécurisée, ou sans escorte).
RNA-49	La solution doit permettre de s'assurer que l'escorte reçoit et examine les documents d'information nécessaires.
RNA-50	La solution doit assurer le suivi de la confirmation que chaque membre de l'équipe d'escorte a pris connaissance du document d'information.
RNA-51	La solution devrait assurer le suivi de tout événement lié à la fouille d'un délinquant, y compris la date et l'heure, pour la PS, et les résultats de la fouille.
RNA-52	La solution doit assurer le suivi de la fouille de tout véhicule utilisé pour transporter le délinquant, y compris la date et l'heure, ainsi que les résultats de la fouille, conformément à la gestion des fouilles et saisies, pour la PS.
RNA-53	La solution doit assurer le suivi l'approbation de la PS au moment du départ du délinquant, note l'heure et la date, enregistre le déplacement et modifie le dénombrement à l'établissement, y compris l'attribution de la place du délinquant.
RNA-54	La solution doit assurer le suivi du retour du délinquant, de noter la date et l'heure, d'enregistrer le déplacement et modifier le dénombrement dans l'établissement, y compris l'attribution de la place du délinquant.
RNA-55	La solution doit conserver une copie des activités, rapports et approbations en lien avec la PS.
Gestion des placements à l'extérieur	
RNA-56	La solution devrait permettre à un délinquant de demander un placement à l'extérieur afin de travailler à l'extérieur de l'établissement.
RNA-57	La solution devrait suivre l'heure et la date à laquelle une demande de placement à l'extérieur a été faite.
RNA-58	La solution doit permettre au personnel du SCC de vérifier si la demande est complète et de la comparer aux renseignements contenus dans le dossier du délinquant.

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-59	La solution devrait faciliter l’examen de la demande par rapport aux exigences stratégiques en matière de placement à l’extérieur et permet de refuser la demande.
RNA-60	La solution devrait permettre au personnel du SCC de procéder à une consultation sur le cas afin d’éclairer une décision éventuelle concernant le placement à l’extérieur, y compris les facteurs liés aux exigences de la politique.
RNA-61	La solution devrait informer les services d’aide aux victimes lorsqu’une demande de placement à l’extérieur est reçue.
RNA-62	La solution pourrait permettre de savoir qui prend la décision (CLCC ou SCC) et si une demande a été refusée ou approuvée, y compris la date du refus, conformément aux pratiques et procédures de gestion des décisions.
RNA-63	La solution pourrait permettre de savoir si un délinquant est considéré comme un délinquant à profil de risque élevé et de mettre à jour son profil.
RNA-64	La solution pourrait informer le délinquant de l’approbation ou du refus de sa demande de placement à l’extérieur dans les 7 jours suivant la décision.
RNA-65	La solution pourrait permettre de s’assurer que le délinquant a une copie de l’approbation et de toute condition associée au placement à l’extérieur approuvé.
RNA-66	La solution pourrait permettre au SCC d’assurer le suivi de toute rencontre entre le délinquant et le SCC pour communiquer le placement à l’extérieur, y compris toute condition, limite ou attente.
RNA-67	La solution pourrait produire un permis de placement à l’extérieur.
RNA-68	La solution pourrait conserver un registre des personnes qui signent le permis de placement à l’extérieur et de la date à laquelle le permis est remis au délinquant.
RNA-69	La solution pourrait permettre de transférer le placement à l’extérieur approuvé, si le délinquant est transféré à un nouvel endroit.
RNA-70	La solution pourrait permettre de modifier les conditions d’un placement à l’extérieur et d’en informer le délinquant si l’autorité décisionnelle (CLCC ou SCC) a déterminé qu’une modification des conditions est justifiée.

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-71	La solution pourrait permettre d'annuler le placement à l'extérieur si le SCC détermine que les conditions ne sont pas respectées ou si de nouveaux renseignements modifient l'admissibilité ou le risque.
RNA-72	La solution pourrait permettre de mettre fin au placement à l'extérieur, qui est limité dans le temps, et rappelle la nécessité d'un rapport d'évaluation final.
RNA-73	La solution pourrait permettre au SCC de consigner les détails du placement à l'extérieur, y compris lors d'une évaluation interimaire du placement, et lors de l'annulation ou à la fin du placement à l'extérieur.
Gestion des demandes de semi-liberté, de libération conditionnelle totale ou de libération d'office	
RNA-74	La solution devrait permettre à un délinquant de présenter une demande de semi-liberté, de libération conditionnelle totale ou de libération d'office.
RNA-75	La solution devrait permettre de savoir si un examen par la Commission des libérations conditionnelles est nécessaire pour soutenir la semi-liberté, la libération conditionnelle totale ou la libération d'office dans les situations où une demande n'est pas nécessaire.
RNA-76	La solution doit permettre de savoir si un délinquant fait l'objet d'une mesure d'expulsion ou de renvoi lorsqu'on envisage la semi-liberté, la libération conditionnelle totale ou la libération d'office.
RNA-77	La solution pourrait suivre l'état d'une demande concernant la CLCC, y compris si les critères de la libération conditionnelle accordée à titre exceptionnel sont remplis.
RNA-78	La solution pourrait informer le délinquant, soit directement, soit en suivant la communication d'un employé du SCC, de tout changement de l'état d'une demande de semi-liberté, de libération conditionnelle totale ou de libération d'office.
RNA-79	La solution pourrait informer les services du SCC qui ont un rôle à jouer dans la gestion d'un délinquant lors qu'une demande de semi-liberté, de libération conditionnelle totale ou de libération d'office est approuvée.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-80	La solution pourrait permettre au personnel du SCC de préparer un dossier de travail documentant toute collaboration ou consultation concernant la demande ou l'examen de la demande de semi-liberté, de libération conditionnelle totale ou de libération d'office du délinquant.
RNA-81	La solution pourrait déclencher l'utilisation d'une PSAE si un accompagnement est nécessaire pour s'assurer que le délinquant arrive à destination pour une libération d'office.
RNA-82	La solution pourrait documenter tout refus d'accompagnement de la part d'un délinquant.
RNA-83	La solution pourrait permettre de savoir qui a approuvé l'accompagnement ou le refus d'accompagnement.
RNA-84	La solution pourrait permettre de savoir si le délinquant a eu besoin d'une assurance médicale provinciale et de connaître l'état de toute autre pièce d'identité délivrée par le gouvernement dont le délinquant pourrait avoir besoin.
RNA-85	La solution pourrait permettre de suivre les renvois effectués dans le cadre de la mise en œuvre d'une approbation de la semi-liberté, de la libération conditionnelle totale ou de la libération d'office.
RNA-86	La solution pourrait permettre le transfert de la gestion du délinquant et de son dossier d'un agent de libération conditionnelle en établissement à un agent de libération conditionnelle dans la communauté, selon le cas, au moment de la libération.
RNA-87	La solution pourrait assurer la mise à jour de l'état d'un délinquant comme ayant un profil de risque élevé.
RNA-88	La solution pourrait informer les services d'aide aux victimes que le délinquant est en semi-liberté, en liberté conditionnelle totale ou libéré d'office.
Gestion du maintien en incarcération	

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-89	La solution devrait permettre au SCC de signaler qu'un délinquant en liberté d'office doit faire l'objet d'un examen du cas en vue du maintien en incarcération, et de modifier l'état en fonction de l'examen.
RNA-90	La solution devrait permettre au SCC d'aviser le délinquant, ou de prouver qu'il a été avisé, d'un examen du cas en vue du maintien en incarcération ou des résultats d'un tel examen.
RNA-91	La solution devrait permettre au SCC de désigner un délinquant comme devant être transféré pour un examen du cas en vue du maintien en incarcération.
RNA-92	La solution devrait permettre au personnel du SCC de préparer un rapport d'examen préliminaire en vue du maintien en incarcération.
RNA-93	La solution devrait permettre au personnel du SCC d'associer les renvois et les rapports de renvoi au dossier d'examen du cas en vue du maintien en incarcération du délinquant.
RNA-94	La solution doit permettre de transmettre le rapport d'examen préliminaire en vue du maintien en incarcération à la CLCC ou au commissaire, ou d'annuler l'examen du cas en vue du maintien en incarcération.
RNA-95	La solution pourrait permettre de saisir les résultats d'une réunion du comité d'examen du cas en vue du maintien en incarcération, y compris la date et l'heure de cette réunion.
RNA-96	La solution pourrait permettre de suivre la chronologie d'une perte de compétence et de savoir si une perte a eu lieu.
RNA-97	La solution pourrait permettre de savoir si le délinquant est sous surveillance dans la collectivité lorsqu'il y a perte de compétence.
RNA-98	La solution pourrait prendre en charge la préparation d'un rapport de perte de compétence lorsqu'il y a perte de compétence.
RNA-99	La solution pourrait permettre de savoir si un décideur décide de ne pas soutenir le maintien en incarcération.

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-100	La solution pourrait permettre de suivre toute communication visant à soutenir un renvoi en vue du maintien en incarcération par un décideur.
RNA-101	La solution pourrait indiquer et suivre toute ordonnance de maintien en incarcération, ainsi que tout calendrier d'examen futur du cas en vue du maintien en incarcération.
Gestion des hébergements temporaires	
RNA-102	La solution pourrait permettre à un délinquant de soumettre une demande d'hébergement temporaire dans le cadre d'une mise en liberté.
RNA-103	La solution doit permettre de savoir si une demande d'hébergement temporaire a été approuvée ou refusée, et qui a pris la décision.
RNA-104	La solution doit aviser le délinquant ou documenter la notification au délinquant.
RNA-105	La solution doit permettre au délinquant d'annuler une demande d'hébergement temporaire ou un hébergement temporaire approuvé.
RNA-106	La solution doit permettre de documenter le type d'hébergement temporaire fourni, y compris l'hébergement dans la collectivité.
RNA-107	La solution pourrait permettre d'aviser les services du SCC qui jouent un rôle dans la gestion de la mise en liberté d'un délinquant.
Gestion des libérations discrétionnaires anticipées	
RNA-108	La solution devrait permettre à un délinquant de soumettre une demande de libération anticipée discrétionnaire (LAD).
RNA-109	La solution devrait permettre de suivre les résultats de toute communication ou consultation sur le cas concernant le dossier du délinquant en relation avec une LAD.
RNA-110	La solution doit envoyer des rappels pour mettre à jour le dossier du délinquant lorsqu'une demande de libération discrétionnaire anticipée est reçue.

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-111	La solution pourrait permettre d'informer les services du SCC qui jouent un rôle dans la gestion de la mise en liberté d'un délinquant.
RNA-112	La solution pourrait mettre à jour la date de la mise en liberté finale pour soutenir son application.
Décès d'un délinquant	
RNA-113	La solution devrait permettre au SCC de suivre et de gérer le décès d'un délinquant, y compris de changer l'état d'un délinquant (décédé).
RNA-114	La solution devrait permettre d'informer les services du SCC qui ont joué un rôle dans la gestion d'un délinquant après son décès.
RNA-115	La solution doit permettre d'informer la police du décès d'un délinquant et de fournir les empreintes digitales du délinquant pour faciliter les mises à jour et l'identification.
RNA-116	La solution doit permettre d'avertir la famille et le plus proche parent d'un délinquant après son décès.
RNA-117	La solution doit permettre de clore rapidement le dossier du délinquant, notamment en autorisant sa mise en liberté et en s'assurant qu'il contient tous les documents nécessaires.
RNA-118	La solution doit permettre de demander l'archivage du dossier du délinquant.
Expiration du mandat et mise en liberté	
RNA-119	La solution devrait permettre de rappeler aux différents services du SCC l'expiration d'un mandat au moins 6 mois avant l'expiration.
RNA-120	La solution devrait consigner les communications ou les échanges avec d'autres membres du personnel en lien avec le dossier du délinquant (Registre des interventions), par exemple une consultation sur le cas.
RNA-121	La solution doit faciliter la préparation des communications avec la police concernant la mise en liberté du délinquant, pour résumer le risque qu'il présente.

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-122	La solution doit permettre au SCC d'imprimer un dossier d'expiration de mandat, y compris toute libération discrétionnaire anticipée approuvée.
RNA-123	La solution doit permettre au SCC de savoir qu'une trousse d'expiration de mandat a été transmise à un délinquant et d'obtenir des commentaires et l'approbation du délinquant.
RNA-124	La solution doit permettre au SCC de savoir qu'une trousse sur l'expiration du mandat a été transmise à la police avant la mise en liberté et que cette trousse a été envoyée à la date de la mise en liberté.
RNA-125	La solution doit aviser le coordonnateur du système national de repérage de la mise en liberté.
RNA-126	La solution doit aviser les services d'aide aux victimes de la mise en liberté.
RNA-127	La solution doit informer le gestionnaire des évaluations et des interventions de la mise en liberté.
RNA-128	La solution doit suivre tous les détails relatifs à la mise en liberté du délinquant, notamment :
a	Préparer un certificat de mise en liberté et aviser l'agent de libération conditionnelle dans la collectivité.
b	Préparer les dossiers de santé pour le déplacement.
c	Préparer les dossiers de sécurité et du renseignement pour le déplacement.
d	Gérer la remise des biens personnels, conformément aux pratiques et aux protocoles relatifs aux biens personnels.
e	Fermer tous les comptes du détenu, y compris les comptes financiers.
f	Préparer tous les dossiers pour le déplacement.
RNA-129	La solution doit mettre à jour le déplacement du délinquant, désigne l'état comme « mis en liberté » et libère tout hébergement, compte et date de gestion de sa peine.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants (RNA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
RNA-130	La solution doit permettre de suivre la date réelle de la mise en liberté.

1.18 Gestion des décisions

Les décisions sont essentielles pour évaluer et déterminer la façon dont la peine d’un délinquant est mise en œuvre; elles ont aussi une incidence sur les placements, les transfère­ments, les permissions de sortir, les mises en liberté et les conditions imposées dans la plupart de ces situations. Il est important que les recommandations et les décisions soient communiquées en temps opportun, autant pour le délinquant que pour veiller à ce que le SCC ne soit pas aux prises avec une perte de compétence imprévue.

Gestion des décisions (DEC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Traitement des décisions de mise en liberté	
DEC-1	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les demandes reçues de délinquants à l’égard de certains types de mise en liberté, comme les permissions de sortir, les mises en liberté sous condition, les transfère­ments, les transfère­ments internationaux et les visites familiales privées.
DEC-2	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les décisions de mise en liberté ne découlant pas d’une demande du délinquant (p. ex. transfère­ment imposé) ainsi que celles reposant sur des échéanciers prévus dans la loi.
Appui des évaluations en vue d’une décision	
DEC-3	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer des renseignements provenant de diverses sources qui sont nécessaires à la prise de décisions clés tout au long de la peine du délinquant.
DEC-4	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les décisions recommandées à l’égard de délinquants et d’exposer le bien-fondé de chaque recommandation.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

DEC-5	La solution doit permettre au SCC d’examiner les décisions recommandées par des autorités et des décideurs internes et externes afin de gérer les décisions définitives rendues à l’égard des délinquants.
DEC-6	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer l’information relative au processus décisionnel ainsi qu’aux décisions définitives concernant des délinquants.
DEC-7	La solution doit permettre au SCC de fournir des recommandations et des avis relatifs à d’autres décisions de gestion des délinquants conformément à un ensemble de règles donné (p. ex. le niveau de risque posé par le délinquant est atténué par l’achèvement du programme exigé et une période de six mois sans incident, alors le décideur est avisé de la recommandation de transférer le délinquant vers un niveau de sécurité inférieur). Nous devons nous assurer de distinguer clairement la politique et la pratique.
DEC-8	La solution doit permettre au SCC de communiquer des renseignements liés à une décision aux délinquants et aux partenaires externes.
Renoncations aux demandes d’examen en vue d’une libération conditionnelle; report et retrait de ces demandes	
DEC-9	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les demandes de délinquants voulant renoncer à un examen prévu par la loi de leur cas en vue d’une mise en liberté sous condition ou à leur participation aux audiences de libération conditionnelle associées à ces examens.
DEC-10	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les demandes de délinquants voulant retirer ou reporter leur demande d’examen en vue d’une mise en liberté sous condition.
DEC-11	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer les demandes de délinquants voulant retirer ou reporter leur demande de mise en liberté sous condition (transfèrement, visite familiale privée).
DEC-12	La solution doit permettre de suivre les données sur les justifications consignées relatives aux renoncations, reports et retraits, à des fins d’examen de la qualité et d’audit.
Soutien de la Commission des libérations conditionnelles du Canada – décisions	
DEC-13	La solution doit permettre au SCC de consigner et de gérer l’information relative aux délinquants exigée par la Commission des libérations conditionnelles du Canada

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	(CLCC) aux fins de décisions touchant la mise en liberté sous condition (c. à d. la libération conditionnelle).
DEC-14	La solution devrait permettre au SCC de communiquer à la CLCC de l’information pertinente relativement à la mise en liberté sous condition et de recevoir des renseignements de la CLCC au sujet de la décision.
Soutien de la communication des décisions aux délinquants	
DEC-15	La solution doit permettre au SCC de communiquer aux délinquants de l’information sur les décisions rendues à l’égard de leur mise en liberté sous condition.
DEC-16	La solution doit permettre de surveiller les échéanciers législatifs relatifs à la communication des décisions aux délinquants.
DEC-17	La solution pourrait permettre de préparer un résumé de documents ou d’informations à l’appui d’une décision (un document informatif généré par ordinateur) lorsque leur divulgation compromettrait : <ul style="list-style-type: none"> • la sécurité d’une personne; • la sécurité d’un pénitencier; • le déroulement d’une enquête licite.

1.19 Mesure du rendement et rapports de gestion

La mesure du rendement et la reddition de comptes consistent à suivre et à gérer l’information sur le rendement afin d’orienter les activités, de préparer des observations nationales et régionales, de répondre aux demandes spéciales de rapports et d’appuyer la production de rapports sur les résultats ministériels.

Mesure du rendement et rapports de gestion (PMR)	
Identifiant de l’exigence	Description de l’exigence
Besoins généraux en matière d’établissement de rapports	
PMR-1	La solution doit permettre au SCC de générer des rapports fondés sur les renseignements qui étaient à sa disposition pendant une période donnée.

Mesure du rendement et rapports de gestion (PMR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PMR-2	La solution doit permettre au SCC d'ajuster les éléments de données utilisés pour étayer un rapport afin de répondre à de nouvelles exigences ou d'intégrer des éléments nouvellement accessibles.
PMR-3	La solution doit permettre au SCC d'accéder aux données de manière cohérente et complète, quelle que soit la capacité opérationnelle ou la composante de la solution qui a généré ces données.
PMR-4	La solution pourrait permettre au personnel de décrire ce qui a été rapporté et de documenter les limitations ou les contraintes liées au traitement d'une demande de rapport (p. ex. données non disponibles, problèmes de qualité des données ou limitations dans l'association des données).
Orientation des opérations	
PMR-5	La solution doit permettre au SCC de fixer des cibles opérationnelles et de les harmoniser avec les buts, les objectifs et les résultats stratégiques.
PMR-6	La solution devrait permettre au SCC de modifier, de mettre à jour ou d'ajouter des buts, des objectifs ou des résultats stratégiques en lui donnant accès aux données.
PMR-7	La solution doit permettre au SCC de gérer et de suivre le rendement par rapport aux objectifs opérationnels, pour chaque capacité opérationnelle.
PMR-8	La solution devrait produire des rapports attrayants, qui représentent visuellement les données opérationnelles, par exemple au moyen de tableaux, de graphiques ou de tableaux de bord.
PMR-9	La solution doit permettre au SCC de préparer rapidement et facilement des rapports normaux, réguliers et périodiques, sur le rendement opérationnel par rapport aux décisions ou aux activités associées à une ou plusieurs capacités opérationnelles, soit par délinquant, soit par groupe de délinquants — comme par établissement, par région ou par province — et par période (d'une date à une autre) y compris :
a	La gestion des renseignements de base, comme le résumé du profil du délinquant (âge, sexe, contacts, antécédents criminels, besoins, indicateurs ou alertes) et le nombre de délinquants, y compris les rapports fondés sur l'âge, le sexe, l'endroit ou d'autres données du profil.

Mesure du rendement et rapports de gestion (PMR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
b	La gestion des peines, comme le statut de la peine du délinquant, l'état ou la nature des renseignements sur la peine, le type de peine et toute date importante relative à la peine.
c	La gestion des évaluations, comme les résultats des évaluations d'un ou de plusieurs délinquants, l'étape de l'évaluation (terminée, partielle, incomplète ou en cours), et les rapports sur les modifications apportées aux évaluations, par exemple en raison de nouveaux renseignements ou de changements stratégiques.
d	Les placements et transfèrements (emplacement d'un délinquant, profil d'hébergement, historique des transfèrements, y compris dans une UIS ou autres types de transfèrements) et les renseignements nécessaires pour coordonner le déplacement et l'hébergement des délinquants.
e	La gestion des biens personnels, comme la liste des biens des délinquants, les types et la valeur des biens, l'emplacement des biens, toute modification des biens, y compris un résumé des biens jetés, retirés ou endommagés.
f	La gestion des opérations de sécurité, comme le nombre et la nature des incidents, les données ou les renseignements associés à tout incident, l'approche adoptée pour traiter l'incident, ou si des accusations ont été portées.
g	Les fouilles et les saisies, comme le nombre de fouilles, les résultats des fouilles, la nature et le type des objets trouvés ou le nombre d'objets saisis.
h	La planification des cas, comme la situation d'un délinquant par rapport aux objectifs du plan correctionnel, ou un aperçu des décisions à venir, ou encore les interventions et services connexes, comme la capacité d'un programme correctionnel, d'éducation ou d'emploi et son accessibilité.
i	Les mises en liberté et permissions de sortir, telles que le nombre de mises en liberté dans une période future ou passée, le nombre de permissions de sortir dans une période future ou passée ou un résumé du résultat de toute mise en liberté ou permission de sortir.
j	Les victimes, notamment le nombre de victimes, le nombre de notifications envoyées aux victimes, le nombre de contacts avec les victimes.

Mesure du rendement et rapports de gestion (PMR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
k	La gestion des visites et des contacts (le nombre de visiteurs enregistrés, le type de visite, et le nombre de visites par période ou par lieu).
l	La gestion des griefs (le nombre de griefs, la nature des griefs, l'état d'un ou de plusieurs griefs, le délai de règlement d'un grief ou le coût des griefs).
m	La surveillance dans la communauté, comme le nombre de délinquants dans la communauté, le temps passé dans la communauté, le nombre de délinquants sous surveillance électronique ou le nombre de suspensions.
n	La gestion des mises en liberté et des permissions de sortir, comme le nombre de délinquants en semi-liberté, bénéficiant d'une permission de sortir sans escorte ou en libération conditionnelle totale, ou le nombre de délinquants libérés d'office ou à l'expiration du mandat, y compris le nombre de délinquants faisant l'objet d'une ordonnance de surveillance de longue durée.
PMR-10	La solution doit permettre au SCC d'explorer les documents associés au dossier d'un délinquant à l'aide de mots clés ou d'autres structures associées aux documents, afin d'obtenir des renseignements généraux sur un délinquant particulier ou sur des groupes de délinquants.
Préparer des observations nationales et régionales	
PMR-11	La solution devrait permettre au SCC d'analyser et d'associer les données recueillies sur les délinquants de façon dynamique, que ce soit pour des délinquants individuels ou pour des groupes divers, par exemple, par type de risque, par établissement, par type de peine, par province, par zone géographique locale, par statut (comme la détention en établissement ou la surveillance dans la collectivité), afin de générer des comparaisons et des perspectives et de soutenir l'amélioration du rendement régional.
PMR-12	La solution doit permettre au SCC de créer et de générer des rapports personnalisés sur le rendement opérationnel à l'intention du personnel de première ligne, du personnel régional et national et de la direction, et de fournir des représentations visuelles pour comparaison avec les objectifs.

Mesure du rendement et rapports de gestion (PMR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Demandes spéciales de rapports	
PMR-13	La solution devrait permettre au personnel du SCC de saisir et de suivre les demandes de rapports.
PMR-14	La solution pourrait permettre au SCC de trouver et d’associer des experts en la matière à toute demande de rapport.
PMR-15	La solution doit fournir un accès à un référentiel en fonction des autorisations comprenant des données dans un format accessible par un langage d'interrogation structuré et un dictionnaire de données correspondant, afin de faciliter une réponse rapide aux demandes de rapports spéciaux.
PMR-16	La solution devrait permettre au personnel du SCC de générer des rapports qui comparent les principaux attributs d'un ou de plusieurs délinquants à différents moments et qui résument les attributs de données parmi les groupes de délinquants.
PMR-17	La solution doit permettre au SCC de créer et de produire en temps réel des rapports fondés sur des données opérationnelles afin de repérer les indicateurs de rendement négatif et d’apporter les corrections nécessaires.
Appuyer la production de rapports sur le rendement ministériel et la mesure du rendement	
PMR-18	La solution devrait permettre au SCC de créer et de gérer des rapports, conformément aux processus officiels d’établissement de rapports, afin de donner un aperçu de l’harmonisation des activités et des ressources avec les objectifs et les résultats stratégiques du SCC.
PMR-19	La solution doit permettre au SCC d’élaborer des rapports fondés sur les indicateurs de rendement clés actuels et nouveaux, afin d’éclairer la préparation de son rapport sur les résultats ministériels.
PMR-20	La solution doit permettre au SCC de gérer les changements apportés aux rapports en raison de données nouvelles ou modifiées.
PMR-21	La solution devrait permettre d'aviser des utilisateurs spécifiques lorsque des modifications qui pourraient avoir une incidence sur les rapports ont été apportées aux données.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Mesure du rendement et rapports de gestion (PMR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
PMR-22	La solution doit permettre au SCC de communiquer de l'information à d'autres applications ministérielles qui fonctionnent à l'extérieur de la solution (p. ex. ressources humaines, finances).
PMR-23	La solution doit permettre au SCC de créer, de gérer et de modifier les représentations visuelles des données des rapports de rendement selon les rôles et les types d'utilisateurs, conformément aux autorisations.
PMR-24	La solution doit permettre au SCC d'accéder à une vue plus détaillée des données des rapports de rendement à partir de représentations visuelles.
PMR-25	La solution doit permettre au SCC d'extraire et/ou d'exporter des données détaillées sur le rendement à partir d'un rapport afin d'appuyer une analyse plus poussée, au besoin.

2. EXIGENCES TECHNIQUES DE LA SOLUTION

2.1 Compatibilité et intégration

La présente section décrit les types d'environnements dans lesquels le système devra fonctionner et les systèmes avec lesquels il doit s'intégrer.

Compatibilité et intégration (CI)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Environnements et plateformes	
CI-1	Le modèle de déploiement privilégié de la solution sera le SaaS, suivi du PaaS et du IaaS, sur site, par ordre décroissant de préférence.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Compatibilité et intégration (CI)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
CI-2	S’il s’agit du SaaS, la préférence sera accordée à une solution fournie par l’intermédiaire d’un fournisseur de services infonuagiques et d’un environnement infonuagique qui est déjà approuvé par le gouvernement du Canada pour le nuage Protégé B.
CI-3	Si la solution doit être hébergée par le SCC (dans le nuage ou sur site), la préférence sera donnée à une solution compatible avec les services IaaS/PaaS de première partie accessibles dans l’environnement infonuagique Microsoft Azure.
CI-4	La solution doit être déployée dans un environnement infonuagique à locataire unique dans lequel l’application logicielle et la base de données sont dédiées au SCC et séparées des celles des autres clients.
CI-5	Si le fournisseur ne déploie pas sa solution dans le nuage du GC où le SCC est locataire, il doit fournir à ce dernier plusieurs environnements avec plusieurs instances si nécessaire, dont ceux du développement, des essais, de l’intégration, des essais d’acceptation par l’utilisateur, de la formation, de la pré production, de la production et de la reprise après sinistre.
CI-6	Si le fournisseur ne déploie pas sa solution dans le nuage du GC où le SCC est locataire, il doit mettre en place des environnements spéciaux pour répondre aux besoins de ce dernier.
CI-7	La solution doit être une application Web qui ne requiert aucune installation de logiciel sur un ordinateur de bureau ou un appareil mobile.
CI-8	Le fournisseur de solution devrait mettre son application, y compris la bibliothèque d’API à la disposition des développeurs du SCC pour leur permettre de créer et de tester leurs applications avec les interfaces qu’il leur a fournies.
CI-9	La solution doit être compatible avec les périphériques (moniteurs, imprimantes, etc.), les blocs-notes, les tablettes et les ordinateurs de bureau des utilisateurs actuels du SCC.
CI-10	La solution doit fonctionner avec les postes de travail normalisés du SCC, configurés comme suit :

Compatibilité et intégration (CI)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	<ul style="list-style-type: none"> • Microsoft Windows 10 LTSB, version 64 bits • Microsoft Office 2016, version 32 bits
CI-11	<p>La solution doit être compatible avec les navigateurs Web suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Microsoft Edge v88+ • Google Chrome v88+ • Safari v13+ • Firefox v86+
CI-12	La solution doit être accessible et utilisable avec un appareil mobile.
CI-13	La solution doit fournir un support mobile pour les appareils Apple (iOS) et Google (Android).
CI-14	La solution doit soutenir la mise en cache, le stockage et le transfert ou la synchronisation hors ligne pour permettre aux utilisateurs de travailler avec leur appareil mobile sans connexion Internet et de synchroniser leur travail avec le système principal lorsque la connexion est rétablie.
CI-15	La solution doit se connecter aux imprimantes réseau du SCC et reconnaître les paramètres d'impression par défaut des utilisateurs.
CI-16	La solution doit comporter un dépôt centralisé où elle stocke les données structurées et non structurées.
CI-17	La solution doit prendre en charge la capacité de créer des portails publics (destinés aux délinquants, aux visiteurs, aux victimes, etc.).
Interfaces - Généralités	
CI-18	La solution doit être conçue dans un langage de développement non exclusif et basé sur des normes.
CI-19	La solution doit être conçue avec une couche de données à faible couplage et utiliser des services de données pour s'interfacer avec les magasins de données.
CI-20	<p>La solution doit s'intégrer à d'autres applications internes et externes en utilisant des méthodes normalisées, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des API;

Compatibilité et intégration (CI)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	<ul style="list-style-type: none"> - des services Web; - une architecture à faible couplage (p. ex. micro services, architecture orientée services); - des courtiers commerciaux; - des outils d'intégration ouverts.
CI-21	La solution doit comporter une bibliothèque d'API pour rendre ses données accessibles à des applications internes et externes.
CI-22	Les API de la solution doivent être conformes aux normes de développement et d'utilisation du GC et du SCC.
CI-23	Les API de la solution doivent utiliser le protocole HTTPS (HyperText Transfer Protocol Secure).
CI-24	Les API de la solution doivent être détectables au moyen du magasin d'API sur lequel le SCC arrêtera son choix.
CI-25	Les API de la solution doivent être exposées par l'intermédiaire de liaisons et de protocoles standard ouverts, y compris, sans toutefois s'y limiter, le Representational State Transfer (REST) utilisant le JavaScript Object Notation (JSON) ou l'Extensible Markup Language (langage XML), en fonction des besoins du système d'interfaçage.
CI-26	La solution doit prendre en charge le transfert de fichiers sécurisé à destination et en provenance d'autres systèmes internes du SCC ou de partenaires externes à l'aide du protocole SFTP (SSH File Transfer Protocol).
CI-27	Les interfaces de la solution devraient être rétro compatibles (c.-à-d. prendre en charge les versions actuelles et antérieures [« N » et « N-1 »]).
CI-28	La solution doit prendre en charge les communications asynchrones et synchrones entre les systèmes externes et les composants ou services internes au moyen d'un modèle publication-abonnement ou de spécifications d'API publiées.
CI-29	La solution doit prendre en charge les services Web synchrones et asynchrones en utilisant les normes d'échange de données de l'industrie (p. ex., REST JSON, REST XML).

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Compatibilité et intégration (CI)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
CI-30	La solution doit comporter une API définie dotée de fonctions de surveillance et de vérification et qui permet d’afficher l’état général du système.
CI-31	La solution devrait permettre de configurer l'authentification au niveau des API des environnements autres que celui de la production pour y permettre l’accès à des fins de développement et d'essai.
CI-32	La solution devrait permettre de configurer le taux maximal d'utilisation des API afin d'atténuer les effets des dénis de service délibérés ou fortuits et de ne pas surcharger le système.
Interfaces externes	
CI-33	La solution doit comporter une bibliothèque d’API qui permet au SCC d'accéder aux données opérationnelles et aux fonctionnalités pour valider et utiliser en toute sécurité l'information liée aux capacités opérationnelles et partager celle-ci avec des partenaires externes.
CI-34	La solution doit permettre aux interfaces de gérer efficacement les situations où les systèmes externes sont défaillants ou inaccessibles.
CI-35	La solution doit s’interfacer avec les versions en ligne des actes judiciaires (p. ex. le Code criminel publié par Justice Canada) par l’intermédiaire des API publiées afin de garantir que les informations de référence utilisées pour le calcul des peines soient tenues à jour.
Intégration interne	
CI-36	La solution doit accéder le contenu des magasins de données que possède et gère le SCC, à l’aide des API fournies par ce dernier, un tiers ou un partenaire externe.
CI-37	La solution doit prendre en charge les capacités d'extraction et de partage des données entre les sources de données relationnelles et NoSQL en mode groupé ou par lots.
CI-38	La solution doit permettre d’importer et d’exporter des données de référence et des données opérationnelles reçues en vrac dans le SGD ou depuis celui-ci par l’intermédiaire d’une API et d’une interface en vrac.

Compatibilité et intégration (CI)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
CI-39	La solution doit permettre d’importer et d’exporter des données grâce à une capacité d’extraction, de transformation et de chargement (ETL), qu’elle soit prête à l’emploi ou qu’elle utilise d’autres plateformes commerciales (p. ex. IBM DataStage ou d’autres produits à source ouverte).
CI-40	La solution doit prendre en charge un large éventail de formats de fichiers permettant l’extraction de données à partir de fichiers.
CI-41	La solution doit s’intégrer au service Active Directory du SCC.
CI-42	La solution doit s'intégrer aux services réseau de CSC : <ul style="list-style-type: none"> • MS DNS est utilisé pour résoudre le FQDN • MS WINS est utilisé pour résoudre les noms NetBIOS • DHCP est utilisé pour configurer et attribuer des adresses IP valides et d'autres options sur tous les appareils connectés au réseau d'entreprise • MS GPO et GPP sont utilisés pour fournir une infrastructure pour la gestion centralisée de la configuration • Le protocole X500 est la base des listes d'adresses à l'échelle du gouvernement • LDAP est utilisé par les serveurs Web pour la gestion des utilisateurs et est également utilisé par les outils de BI
CI-43	La solution devrait s’intégrer aux appareils compatibles avec le protocole TWAIN, tels que les numériseurs, les caméras numériques, etc.
CI-44	La solution devrait s’interfacer avec un dispositif qui enregistre et stocke des données biométriques (p. ex., les empreintes digitales, les photos de reconnaissance faciale, etc.).
CI-45	La solution doit s’intégrer à un système de gestion de documents qui conserve l'historique de leurs versions, et de préférence à une application tierce, comme Sharepoint et OpenText (Gcdocs - au moyen d'un connecteur API).
CI-46	La solution pourrait s’intégrer aux lecteurs de codes à barres pour lire et décoder les codes QR et à barres.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Compatibilité et intégration (CI)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
CI-47	La solution devrait s’intégrer à des outils d’analyse de données et de production de rapports tiers (Power BI, Tableau, Crystal, etc.).
CI-48	La solution devrait s’intégrer à des tablettes de signature tierces.
CI-49	La solution devrait enregistrer des fichiers numériques à partir d’appareils mobiles et d’autres périphériques externes (fichiers audio, fichiers, images, etc.).
CI-50	La solution devrait s’intégrer à un logiciel de montage vidéo afin que les fichiers vidéo et audio puissent être modifiés dans la solution.
CI-51	La solution devrait être conforme aux directives du GC sur les données géo spatiales si elle utilise la localisation.
CI-52	La solution devrait être conforme aux directives du GC sur l’intelligence artificielle si elle utilise cette fonctionnalité.
Configuration et personnalisation	
CI-53	La configuration de la solution doit permettre aux utilisateurs d’apporter des modifications au système avec peu ou pas de code, pour notamment :
a.	Gérer les rôles, les groupes et les autorisations
b.	Gérer d'autres utilisateurs et leur profil
c.	Gérer les données de référence, p. ex., les listes déroulantes, les détails de l’emplacement (installations, unités de logement, lits, etc.)
d.	Gérer les libellés et la terminologie de l’interface utilisateur
e.	Gérer le flux des travaux (p. ex., définir une séquence d’actions, de tâches, d’approbations, de notifications, etc.)
f.	Gérer les modèles
g.	Gérer les règles opérationnelles (p. ex., la validation des données, les processus opérationnels)

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Compatibilité et intégration (CI)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
h.	Gérer les interfaces utilisateur (p. ex. les tableaux de bord, les rapports)
i.	Gérer les notifications (p. ex., les événements déclencheurs, les destinataires, le contenu, le mode de diffusion)
j.	Modifier l’aspect et la convivialité de l’interface utilisateur (palettes de couleur, logos, etc.)
k.	Contrôler le menu de navigation (p. ex., ajouter de liens vers des applications externes)
l.	Paramétrer les propriétés du cache, au besoin (p. ex. la durée de rétention de son contenu)
CI-54	La solution devrait permettre de déployer les modifications de configuration dans l'environnement de production sans redémarrer le système.
CI-55	Il devrait être possible d'ajouter des outils et des méthodes standard à la solution pour la personnaliser.
CI-56	La solution devrait permettre d’ajouter des scripts Java personnalisés que déclenchent des événements (<i>on load, on save, etc.</i>).
CI-57	La solution devrait permettre l'utilisation de modules d’extension tiers (p. ex., Google Maps).
CI-58	La solution devrait permettre d’ajouter des pages personnalisées (formulaires, rapports, tableaux de bord, etc.).

2.2 Sécurité et protection des renseignements personnels

Énonce les exigences visant à assurer l’harmonisation avec la norme ITSG-33 de GI-TI du SCC. Décrit la manière dont la solution est protégée contre les accès et les modifications non autorisés. Répond aux exigences de confidentialité, d’intégrité et de disponibilité (CID) : les mesures de confidentialité visent à fournir une protection contre la divulgation non autorisée de renseignements afin d’assurer la protection de la vie privée. L’intégrité implique la protection contre la modification non autorisée des données et des

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

applications. La disponibilité protège les fonctionnalités qui permettent aux utilisateurs d'accéder aux données lorsqu'ils en ont besoin.

Sécurité et protection des renseignements personnels (SP)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Généralités	
SP-1	Toutes les données doivent résider au Canada, conformément à la directive du gouvernement du Canada relative à la résidence des données électroniques.
SP-2	La solution doit prendre en charge une architecture à quatre niveaux pour assurer les déploiements dans le nuage conformément aux exigences minimales de zonage réseau fondées sur normes ITSG-22 et ITSG-38 du Centre de sécurité des télécommunications (CSTC) et séparer ainsi les ressources des différents locataires : - les serveurs se situent dans un centre de données approuvé par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) dans une zone d'accès restreint; - les ordinateurs des utilisateurs sont situés dans une zone de travail isolée de la zone d'accès restreint; - l'environnement de TI imparti est relié au réseau du SCC par l'intermédiaire d'une zone extranet d'accès restreint (ZEAR).
SP-3	La solution doit garantir qu'aucun renseignement résiduel de nature délicate n'est stocké dans le système d'un utilisateur une fois la session terminée (p. ex. pas de témoins persistants et/ou de mise en cache des données sensibles, y compris les authentifiant et/ou les données sensibles résiduelles).
SP-4	S'il déploie sa solution dans le nuage, le fournisseur doit assurer que des politiques d'accès conditionnel, ou leur équivalent, soit en place pour que l'accès ne puisse s'effectuer qu'avec des appareils et qu'à des emplacements approuvés par le SCC.
SP-5	Si l'utilisateur travaille hors ligne avec son appareil mobile, la solution doit assurer de chiffrer les données inactives et les supprimer après qu'elles ont été synchronisées avec le serveur principal.
SP-6	La solution doit assurer d'identifier systématiquement les renseignements protégés avec la cote de sécurité qui leur a été attribuée (p. ex., Protégé A ou Protégé B).
Contrôle d'accès : Cette section indique les exigences relatives à la gestion de l'accès privilégié, un processus nécessaire pour atténuer les vulnérabilités et les risques associés à la fraude, à l'utilisation	

Sécurité et protection des renseignements personnels (SP)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
abusives des privilèges, aux accès privilégiés accordés par erreur et à la perte de contrôle du personnel ayant obtenu un accès privilégié.	
SP-7	La solution doit utiliser des contrôles d'accès pour gérer les autorisations générales et spécifiques de l'accès à l'application, aux modules, aux fonctions et aux données jusqu'au niveau local.
SP-8	La solution doit limiter la capacité des utilisateurs autorisés à afficher, créer, modifier et supprimer des données en fonction de leurs autorisations de contrôle d'accès.
SP-9	La solution doit permettre à un utilisateur autorisé de gérer des rôles c.-à-d. créer, modifier ou supprimer).
SP-10	La solution doit permettre à un utilisateur autorisé de gérer des groupes (c.-à-d. créer, modifier ou supprimer).
SP-11	La solution doit permettre à un utilisateur autorisé de gérer des groupes d'utilisateurs (ajouter ou supprimer).
SP-12	La solution doit permettre à un utilisateur autorisé d'attribuer et de supprimer des rôles à des utilisateurs et des groupes.
SP-13	La solution devrait permettre d'attribuer un rôle temporaire à un utilisateur pour qu'il s'acquitte de ses fonctions intérimaires pendant le délai prescrit.
SP-14	La solution devrait s'assurer de désactiver les rôles temporaires à la fin du délai prescrit correspondant.
SP-15	La solution doit supporter l'accord d'un accès privilégié à un ou plusieurs utilisateurs autorisés pour qu'ils effectuent leurs tâches administratives liées aux comptes et au système.
SP-16	Avant d'autoriser l'accès à ses fonctions, la solution doit afficher : (1) un avertissement sur l'utilisation non autorisée, que tous les utilisateurs peuvent voir; (2) un avis leur signalant que l'information qu'ils vont traiter est de niveau « Protégé B ».

Sécurité et protection des renseignements personnels (SP)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SP-17	Lorsque l'utilisateur se connecte (accède) au système, la solution doit lui indiquer la date et l'heure de sa dernière ouverture de session (accès).
SP-18	La solution doit désactiver les comptes par défaut ou génériques (invité, utilisateur anonyme, super utilisateur ou administrateur).
SP-19	La solution doit attribuer au personnel des rôles fondés sur un accès privilégié en s'appuyant sur le principe du droit d'accès minimal et la règle du besoin de savoir.
SP-20	La solution doit permettre de n'activer que les services, logiciels, politiques, etc., dont le système a besoin pour fonctionner, en s'appuyant sur le principe du droit d'accès minimal.
SP-21	La solution doit permettre de surveiller et de contrôler les communications à la limite externe du réseau et d'y détecter toute exfiltration anormale de données ou toute demande d'accès ou infiltration anormale.
SP-22	La solution doit comporter des mécanismes de protection de la limite du réseau (serveurs mandataires, passerelles, routeurs, pare-feu, dispositifs de séparation, tunnels chiffrés, filtres de contenu Web, systèmes de prévention de la perte de données, etc.).
SP-23	<p>La solution doit appliquer le principe de la séparation des tâches, qui prévoit notamment ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le personnel ayant un accès privilégié aux environnements de développement ou d'essai n'a pas d'accès privilégié aux environnements de production; - le personnel qui gère les rôles et les autorisations n'est pas le même qui gère le processus de vérification dans l'environnement de production; - le personnel ayant les droits d'accès pour configurer les composants de l'infrastructure réseau n'a pas ceux qui lui permettent de configurer les composants du système d'information dans les environnements de production; - le personnel chargé de la gestion de la configuration n'est pas le même qui vérifie et surveille la configuration dans l'environnement de production; - le personnel ayant les droits d'accès pour gérer des comptes privilégiés fondés sur les rôles (créer ou modifier, révoquer l'accès) n'a pas ceux de configurer des politiques de sécurité d'accès fondées sur les rôles (p. ex., gérer les droits d'accès associés aux rôles) dans l'environnement de production.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Sécurité et protection des renseignements personnels (SP)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SP-24	La solution doit n'autoriser qu'une seule session à accès privilégié à la fois. Les sessions simultanées à accès privilégié sont interdites dans l'environnement de production.
SP-25	Si l'utilisateur est inactif depuis 15 minutes, la solution doit verrouiller la session interactive et masquer le contenu à l'écran (avec un économiseur d'écran, un message préconfiguré, etc.).
SP-26	La solution doit maintenir la session verrouillée jusqu'à ce que l'utilisateur rétablisse l'accès avec des justificatifs d'identité valides.
SP-27	La solution devrait afficher à l'écran un message qui confirme la fermeture de session effectuée par l'utilisateur ou le système.
SP-28	La solution devrait avoir une fonction de fermeture de session visible à l'écran.
Vérification : Cette section indique les exigences relatives à la vérification et à la reddition de comptes, deux procédures nécessaires pour documenter les incidents, y réagir et en minimiser les éventuelles répercussions négatives sur les systèmes d'information et les données.	
SP-29	La solution doit conserver un registre de vérification en temps réel des événements liés au système et aux utilisateurs, y compris, sans toutefois s'y limiter :
a.	Le démarrage, l'arrêt ou le redémarrage d'un processus;
b.	L'interruption de service du système, du service ou du dispositif et leur redémarrage, y compris l'annulation, l'échec ou la fin anormale, notamment en raison de l'épuisement des ressources ou de l'atteinte d'une limite ou d'un seuil de ressources (p. ex. unité centrale [UC], mémoire, connexions réseau, bande passante réseau, espace disque ou autres ressources), de la défaillance de services réseau, comme le protocole de configuration dynamique des hôtes (DHCP) ou le système de noms de domaine (DNS), ou encore d'une faute physique;
c.	Le démarrage et l'arrêt des fonctions de vérification;

Sécurité et protection des renseignements personnels (SP)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
d.	Les changements de configuration, y compris l'installation de correctifs et des mises à jour de logiciels ou d'autres changements dans les logiciels installés;
e.	Les événements liés au compte administrateur;
f.	Les connexions et déconnexions d'utilisateurs;
g.	Les modifications des privilèges et des contrôles d'accès, notamment l'ajout d'un nouvel administrateur de système, d'un nouvel utilisateur ou d'un nouveau groupe, la modification des niveaux de privilèges de l'administrateur de système et des utilisateurs, la modification des autorisations d'accès aux fichiers, la modification des autorisations relatives aux objets de base de données et la modification des règles de pare-feu;
h.	Les alertes du système et les messages d'erreur;
i.	L'utilisation de comptes break-glass ou comptes racines;
j.	Les activités liées à l'administration du système;
k.	La création, la modification ou la suppression de comptes;
l.	Toutes les tentatives de piratage ou d'accès, telles que le déni de service, la rehausse de privilèges, la force brute, les ouvertures de session à risque, entre autres;
m.	La détection d'une activité suspecte ou malveillante, p. ex. depuis un système de détection d'intrusions ou d'un système de prévention d'intrusions (IDS/IPS) dans l'hôte, d'un système antivirus ou d'un système antimaliciel;
n.	Les comptes verrouillés/déverrouillés;
o.	Les actions CLAS (créer/lire/actualiser/supprimer) liées à toute ressource d'information et aux métadonnées qui lui sont associées, telles que, sans toutefois s'y limiter, les données transactionnelles, les données de référence, les modèles, les comptes d'utilisateurs, les rôles, les autorisations.
SP-30	La solution doit générer des enregistrements de vérification dont le contenu renseigne sur le type d'événement qui s'est produit, le moment où il s'est produit, l'endroit où il s'est produit, sa source, son résultat et l'identité de toutes les

Sécurité et protection des renseignements personnels (SP)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	personnes ou de tous les sujets qui lui sont associés (qui, quoi, quand, comment et d'où).
SP-31	Pour appuyer le processus d'enquête, la solution doit assurer une capacité de stockage suffisante pour maintenir les enregistrements de vérification actifs pendant 90 jours et conserver les enregistrements de vérification archivés pendant une au moins 24 mois. La capacité de stockage doit être suffisante s'il faut prolonger cette période de conservation au-delà de 24 mois en raison d'impératifs opérationnels.
SP-32	La solution doit avertir les responsables désignés en cas d'échec de la vérification.
SP-33	La solution doit suivre les protocoles d'arrêt et d'échec de la fonction de vérification des systèmes d'information Protégé B, essentiels à la mission et autres.
SP-34	La solution doit permettre de réduire le nombre de vérifications et de générer des rapports sans modifier le contenu d'origine ni le classement chronologique des enregistrements de vérification.
SP-35	La solution doit permettre de réduire le nombre de vérifications et de générer des rapports (p. ex., avec l'outil gestion des informations et des événements de sécurité Azure Sentinel) pour répondre aux besoins d'examen, d'analyse et de rapports de vérification sur demande, ainsi qu'aux enquêtes après coup sur les incidents de sécurité.
SP-36	La solution doit utiliser des horloges système internes pour horodater les enregistrements de vérification.
SP-37	La solution doit consigner l'horodatage des enregistrements d'audit, qui est synchronisé avec le temps universel coordonné (UTC), le temps moyen de Greenwich (GMT) ou l'heure locale.
SP-38	La solution doit protéger les données et les outils de vérification contre les accès, modifications et suppressions non autorisés.
SP-39	La solution doit permettre à un utilisateur autorisé de configurer les événements à vérifier dans chaque composant de la solution.
Identification et authentification : Cette section indique les exigences nécessaires pour que les systèmes d'information mettent en œuvre des technologies et des processus qui s'appuient sur	

Sécurité et protection des renseignements personnels (SP)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
l'intelligence artificielle et qui sont capables de protéger les services et les systèmes d'information du SCC conformément à la Directive sur la gestion de l'identité du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) et à la norme connexe.	
SP-40	La solution doit authentifier les utilisateurs qui ne font pas partie du personnel du gouvernement du Canada (GC) au moyen de services de gestion fédérée des justificatifs d'identité du GC de Services partagés Canada (SPC), fondés sur les services MaClé et SecureKey Service de concierge.
SP-41	La solution doit identifier et authentifier de manière unique les utilisateurs de l'organisation, les processus exécutés au nom des utilisateurs et les dispositifs présents dans l'environnement de production au moyen du service Active Directory du SCC.
SP-42	La solution doit fournir des services d'authentification aux délinquants, si un tel besoin apparaît dans l'avenir.
SP-43	La solution doit authentifier l'utilisateur autorisé qu'une seule fois (p. ex., avec le service Active Directory ou sa MaClé) et lui permettre par la suite d'ouvrir d'autres sessions sans s'authentifier.
SP-44	La solution doit utiliser l'authentification à facteurs multiples approuvée par le SCC pour autoriser l'accès à des environnements infonuagiques aux utilisateurs privilégiés, aux utilisateurs ordinaires et aux dispositifs.
SP-45	Le fournisseur doit permettre au SCC de modifier tous les authentifiant de système, de dispositif ou de service par défaut lorsqu'elle est mise en œuvre la première fois dans l'ensemble des environnements.
SP-46	Au besoin, le fournisseur doit régénérer les clés d'accès aux comptes de base de données.
SP-47	La solution ne doit pas conserver les mots de passe des utilisateurs.
SP-48	La solution doit faire en sorte que toutes les interfaces de programmation d'applications (API) internes et externes protègent les renseignements en appliquant des méthodes d'authentification sécurisées conformes aux normes du GC (p. ex., OAuth 2.0, JWT, RSA/HMAC, SAML).

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Sécurité et protection des renseignements personnels (SP)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Protection des communications : politiques et procédures de protection des systèmes et des communications	
SP-49	La solution doit séparer les fonctionnalités accessibles aux utilisateurs de celles qui servent à gérer le système d'information.
SP-50	La solution doit empêcher les dénis de service (DoS), y compris les attaques par déni de service distribué (DDoS), ou permettre d'en limiter les répercussions.
SP-51	La solution doit protéger en tout temps la confidentialité et l'intégrité de l'information transmise, au moyen de mécanismes de chiffrement approuvés (p. ex., les protocoles SFTP e FTP-s).
SP-52	La solution doit supporter les jetons de signature d'accès partagé utilisés pour accéder aux systèmes de stockage doivent être transmis en tout temps sur un canal chiffré (p. ex., https).
SP-53	La solution doit interrompre les connexions internes et externes du réseau à la fin d'une session de communications.
SP-54	Le fournisseur doit utiliser le service de clés cryptographiques (symétriques ou asymétriques) approuvé par Services partagés Canada.
SP-55	La solution doit utiliser des mécanismes cryptographiques approuvés, tels que les définit le CCC.
SP-56	La solution doit permettre la non-répudiation au moyen de signatures électroniques reposant sur la technologie de l'infrastructure à clés publiques (ICP), conformément au Règlement sur les signatures électroniques sécurisées du gouvernement du Canada.
SP-57	La solution doit utiliser des certificats de signature numérique délivrés par l'autorité de certification du gouvernement du Canada (Services partagés Canada) ou obtenus d'un fournisseur de services approuvé par le gouvernement du Canada.
SP-58	La solution doit permettre à une ou plusieurs personnes de signer un document au moyen de certificats de signature numérique.

Sécurité et protection des renseignements personnels (SP)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SP-59	La solution doit permettre à une ou plusieurs personnes de signer un document à l'aide d'une tablette de saisie des signatures.
SP-60	La solution devrait permettre de télécharger un document sur lequel est apposée une signature manuscrite, de l'associer à un enregistrement (p. ex., l'enregistrement relatif à un délinquant) et de le stocker dans un dépôt.
SP-61	<p>La solution doit protéger comme suit la confidentialité et l'intégrité de l'information inactive des utilisateurs et du système, conformément à la norme de GI-TI du SCC sur la protection des communications :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'information du SCC conservée dans des périphériques de stockage ou dans certains composants de systèmes d'information, tels que des gros blocs de texte, des fichiers, des bases de données, des disques ou des supports de données (p. ex., des clés USB); - l'information système comprend les configurations ou les ensembles de règles applicables aux pare-feu, aux passerelles, aux systèmes de détection ou de prévention des intrusions, aux routeurs filtrants, au contenu d'authentification et aux systèmes d'exploitation des machines virtuelles.
Intégrité du système et des renseignements : politique et procédures	
SP-62	La solution doit assurer la sécurité de bout en bout des données en transit au moyen du protocole TLS (Transport Layer Security, version 1.2 ou supérieure) ou d'autres méthodes approuvées par le SCC, conformément aux normes et aux lignes directrices en matière de cryptographie fournies par le Centre de la sécurité des télécommunications Canada (CSTC).
SP-63	La solution doit préserver l'intégrité des données et contrôler les versions afin d'empêcher que le travail d'un utilisateur ne soit remplacé par celui d'un autre s'ils sont plusieurs à accéder à la même information.
SP-64	Au moyen d'alertes ou de notifications, le fournisseur de la solution doit signaler au SCC les vulnérabilités lorsqu'elles sont découvertes et lui recommander les correctifs qu'il juge nécessaires.
SP-65	La solution doit protéger la totalité des hôtes, des machines virtuelles, des appareils d'utilisateur et des points d'entrée et de sortie du système d'information contre les programmes malveillants aux points terminaux.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Sécurité et protection des renseignements personnels (SP)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SP-66	Pour protéger les points terminaux, la solution doit au moins détecter les virus, les programmes malveillants et les logiciels espions, et être dotée d'un pare-feu et des fonctions de détection des intrusions et de détection avancée des menaces.
SP-67	La solution doit analyser en temps réel les fichiers ou les données provenant de sources externes, durant leur téléchargement ou leur téléversement, ou lorsqu'ils sont ouverts ou exécutés. L'analyse doit s'effectuer au point d'entrée initial et avant la sortie.
SP-68	La solution doit bloquer tout programme malveillant dès qu'elle le détecte, puis transmettre une alerte au SCC.
SP-69	Le fournisseur doit s'assurer que leur solution est intégrée à la capacité de cyberdéfense du Canada (intégration du centre des opérations de sécurité [COS] au CCC), et cette intégration doit être tenue à jour.
SP-70	La solution doit consigner les journaux d'événements, les journaux d'audits et tout autre journal lié à la sécurité afin d'assurer une surveillance centralisée et automatisée des vulnérabilités et des menaces de sécurité.
SP-71	La solution doit détecter d'éventuelles menaces et y réagir immédiatement par des alertes de sécurité signalant des activités inhabituelles.
SP-72	La solution doit comporter un logiciel de vérification de l'intégrité de la configuration pour protéger tout système d'exploitation, micro logiciel et autre fichier particulier dont l'intégrité est essentielle.
SP-73	La solution doit transmettre les journaux de surveillance de l'intégrité de la configuration au système central de journalisation.
Protection des renseignements personnels	
SP-74	La solution doit protéger les renseignements personnels conformément aux règlements du gouvernement du Canada, à la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> et à la <i>Loi sur les documents électroniques</i> .
Administration des utilisateurs	

Sécurité et protection des renseignements personnels (SP)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
SP-75	La solution doit prendre en charge l'attribution de rôles en fonction des numéros d'identification uniques du service Active Directory (p. ex., le nom d'utilisateur).
SP-76	La solution devrait prendre en charge l'utilisation du profil de l'utilisateur pour gérer ses préférences et ses paramètres.
SP-77	La solution devrait permettre aux utilisateurs de gérer leurs préférences linguistiques.
SP-78	La solution devrait permettre aux utilisateurs de gérer leurs préférences du tableau de bord.
SP-79	La solution devrait archiver les profils et supprimer ceux qui ont été inactifs pendant un intervalle de temps donné.
SP-80	La solution devrait permettre aux utilisateurs autorisés de rechercher des utilisateurs actifs et inactifs (à l'heure actuelle et par le passé).
SP-81	La solution devrait permettre aux utilisateurs autorisés d'imprimer l'information sur le profil d'utilisateur, y compris les privilèges d'accès.
SP-82	La solution devrait permettre aux utilisateurs autorisés d'imprimer l'information relative aux groupes, y compris les autorisations et le nom des membres.
SP-83	La solution doit comporter un mécanisme permettant de désactiver (de rendre inactif) automatiquement un utilisateur après une période d'inactivité configurable.
SP-84	La solution doit nécessiter l'intervention d'un administrateur pour réactiver un utilisateur inactif.
SP-85	La solution doit répertorier tous les utilisateurs inactifs qui existent dans l'application ou le système.

2.3 Fiabilité

Fiabilité : La mesure dans laquelle le système logiciel exécute de façon constante les fonctions spécifiées sans défaillance.

Fiabilité (PC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Rendement	
PC-1	La solution doit permettre de se connecter à partir du réseau étendu (WAN) du SCC avec diverses vitesses de connexion allant de l'Internet haute vitesse aux connexions les plus lentes à 5 Mbit/s.
PC-2	La solution doit tenir compte de la latence du réseau attendue sur le WAN du SCC, qui peut atteindre 90 ms.
PC-3	La solution doit prendre en charge une architecture répartie pour permettre une mise à l'échelle verticale ou horizontale selon les besoins.
PC-4	La solution doit permettre de traiter au moins un million d'opérations DML (insertion/mise à jour/suppression) par jour.
PC-5	La solution devrait avoir un temps de réponse général de l'IUG de 2 secondes ou moins lorsqu'on charge une fenêtre ou que l'on se déplace entre les fenêtres ou les fonctions.
Capacité	
PC-6	La solution doit prendre en charge 20 000 comptes d'utilisateurs internes actifs. Elle est suffisamment adaptative pour accepter jusqu'à 50 000 comptes afin de répondre aux besoins des futurs utilisateurs (p. ex., les délinquants, les victimes, les visiteurs, etc.).
PC-7	La solution doit prendre en charge 1 800 utilisateurs simultanés aux heures de pointe.
PC-8	La capacité de stockage de la solution doit être suffisante pour conserver ses données, dont les enregistrements de transactions, les fichiers multimédias, les documents, les données archivées et les enregistrements de vérification.
PC-9	La solution doit pouvoir gérer une croissance annuelle prévue de 10 à 20 % de la capacité de stockage de la base de données.
PC-10	La solution doit prendre en charge environ 230 000 enregistrements de délinquants actifs et inactifs, avec une croissance annuelle prévue d'environ 5 % de leur nombre.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Fiabilité (PC)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Récupérabilité - Généralités	
PC-11	La solution doit prendre en charge la planification de la continuité des activités, la haute disponibilité et la redondance pour une mise en œuvre à l'échelle de l'entreprise en fournissant un basculement transparent d'un ensemble d'infrastructures à un autre.
PC-12	La solution doit comporter toutes les fonctionnalités nécessaires à la sauvegarde complète de la base de données (c'est-à-dire des sauvegardes à chaud) lorsque le système est sous tension et accessible.
PC-13	La solution doit être dotée de toutes les fonctionnalités nécessaires à la récupération des données sauvegardées, peu importe le moment où le système a connu une défaillance.
PC-14	Aux fins de la planification de la continuité des activités du SCC : - le temps d'arrêt maximal admissible pour le SGD est de X heures; - l'objectif de temps de reprise est égal ou inférieur à 48 heures; - l'objectif du point de reprise est égal ou inférieur à 24 heures.
PC-15	Aux fins de la planification de la continuité des activités du SCC, la solution doit permettre à ce dernier de donner la priorité aux capacités organisationnelles et techniques lors du rétablissement du système après une interruption de service.
Récupérabilité - Reprise après incident	
PC-16	La solution doit prendre en charge le basculement pour assurer la reprise après incident à un emplacement physiquement distinct.
PC-17	L'emplacement de basculement pour assurer la reprise après incident de tout environnement infonuagique non lié au SCC doit se trouver à au moins 100 km du site principal.
PC-18	L'emplacement de basculement pour assurer la reprise après incident de tout environnement infonuagique non lié au SCC doit être alimenté par un réseau électrique différent du site principal.

2.4 Maintenabilité/ facilité de maintenance / capacité de gestion (MA)

La présente section décrit l'ensemble des fonctionnalités qui permettent d'effectuer facilement et rapidement la maintenance corrective et préventive d'un système.

Maintenabilité/ facilité de maintenance / capacité de gestion (MA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Généralités	
MA-1	Le fournisseur doit avoir un mécanisme (p. ex., une interface utilisateur) permettant à un utilisateur autorisé de corriger les données de manière à en préserver la qualité et l'intégrité.
MA-2	La solution devrait être testée avec des outils automatisés.
Déploiement	
MA-3	La solution doit regrouper les fonctionnalités opérationnelles de nature connexe dans une architecture souple à faible couplage pour permettre leurs déploiements respectifs de manière progressive et indépendante.
MA-4	La solution doit permettre d'intégrer et de déployer rapidement de nouvelles capacités, des améliorations et des correctifs dont l'incidence sur les autres composants du système est négligeable, voire inexistante.
MA-5	L'architecture de la solution doit reposer sur des principes axés sur le service afin d'y intégrer les nouvelles avancées technologiques qui augmentent la résilience et le rendement des applications.
MA-6	La solution doit permettre de la déployer par composant fonctionnel plutôt que par site.
MA-7	La solution doit pouvoir être déployée auprès d'un petit groupe d'utilisateurs (déterminé par la région ou le rôle).
MA-8	La solution doit pouvoir être déployée progressivement tout en s'exécutant en parallèle avec les applications et les dépôts de données qui servent à l'heure actuelle.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Maintenabilité/ facilité de maintenance / capacité de gestion (MA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
MA-9	Le fournisseur de la solution devrait utiliser des outils Infrastructure-as-Code pour gérer et fournir l'infrastructure des TI requise.
MA-10	Le fournisseur de la solution devrait utiliser un processus de déploiement automatisé fondé sur une approche d'intégration continue/de prestation continue afin de fournir des changements de code plus fréquemment et de manière plus fiable.
MA-11	L'installation des modules d'extension du navigateur devrait adhérer aux technologies de déploiement d'entreprise du SCC (processus automatisés, configurations scriptables) (p. ex. les modules d'extension du navigateur installés sur un système d'exploitation Windows doivent utiliser Microsoft Endpoint Configuration Manager).
Surveillance	
MA-12	Le fournisseur de la solution doit fournir, activer et prendre en charge des capacités de gestion des processus opérationnels telles que, mais sans s'y limiter, permettre à un administrateur système de démarrer et d'arrêter en toute sécurité tous les processus par lots, les scripts de démarrage et d'arrêt des composants, les manuels de l'administrateur, etc.
MA-13	La solution doit générer des journaux (p. ex. activités, états, erreurs, événements) et des mesures (p. ex. consommations, échelles, rendements) des composantes individuelles de la solution. Les sorties des journaux et des mesures doivent être dans un format normalisé par l'industrie et prendre en charge la diffusion en continu vers les terminaux de service déterminés du SCC.
MA-14	La solution doit s'intégrer à MS Azure Sentinel pour assurer la gestion des informations et des événements de sécurité afin de regrouper et de corrélérer les journaux d'événements et de vérification provenant de toutes les sources de journaux, dans la mesure où ils se rapportent à la gestion et à la prestation de la solution.
MA-15	Le fournisseur de la solution doit disposer d'un mécanisme permettant de gérer la capacité des taux de transfert de données en fonction de la capacité de collecte de journaux de l'espace infonuagique Protégé B du SCC afin de rester dans les limites des volumes approuvés par le Canada. Cela comprend, sans toutefois s'y limiter, les éléments suivants : - Si les taux d'événements s'approchent d'une limite fixée par le SCC, le fournisseur de

Maintenabilité/ facilité de maintenance / capacité de gestion (MA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	la solution collaborera avec le Canada pour déterminer la raison de cette augmentation et pour prendre les mesures appropriées afin de revenir en arrière ou de remédier au changement.
MA-16	<p>La solution doit détecter les conditions d'erreurs touchant à la sécurité et générer les messages et entrées de journal appropriés. Les renseignements consignés dans le journal doivent être suffisamment détaillés pour permettre d'appliquer les mesures correctives nécessaires. Ces conditions comprennent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les tentatives de connexion qui n'ont pas été autorisées; - les tentatives de connexion qui ont échoué; - les tentatives d'accès à l'API qui n'ont pas été autorisées; - les données saisies dont la validation a échoué; - les comptes qui ont été verrouillés; - la désactivation des comptes inactifs pendant une période donnée; - les activités inappropriées (p. ex., si l'utilisateur affiche des données sans rapport avec son rôle).
MA-17	<p>Le fournisseur de la solution doit fournir une interface utilisateur graphique regroupant des outils opérationnels et analytiques qui permettent au SCC de déterminer, de mesurer et de surveiller l'état de santé global du système et de tous ses composants, à la fois en temps réel et par l'analyse d'un historique. Cet état de santé porte notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'utilisation des ressources (mémoire, processeur, stockage); - les processus système; - la surveillance du réseau; - les unités de disque et les systèmes de fichiers; - la surveillance des applications; - les interfaces de programmation d'applications; - les connexions aux systèmes externes; - l'interface utilisateur du système; - la base de données; - le rendement et le débit; - la charge du système; - les mesures relatives au traitement des transactions; - les mesures relatives à la production de rapports; - les mesures relatives au rendement des systèmes externes connectés.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Maintenabilité/ facilité de maintenance / capacité de gestion (MA)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
MA-18	La solution devrait permettre de configurer les outils de surveillance automatisés pour déterminer les événements qui déclenchent une alerte et les destinataires de l’alerte.
MA-19	La solution doit générer en temps réel une alerte système dès que son fonctionnement connaît une perturbation.
MA-20	La solution devrait permettre de configurer la distribution des messages d’événements système selon leur type et en fonction des préférences de l'utilisateur (courriel, messagerie instantanée ou affichage à l'écran du poste de travail).
MA-21	La solution devrait prendre en charge les messages à diffusion générale (p. ex., la notification des pannes).
MA-22	La solution doit classer les messages d’événements système en fonction de leur gravité (p. ex., grave, avertissement, confirmation ou information).

2.5 Localisation et convivialité

La section sur la localisation décrit les exigences relatives aux paramètres régionaux et à la langue cibles. La section sur la convivialité décrit le niveau d’effort requis pour apprendre, utiliser et fournir des données et interpréter les résultats d’un logiciel.

Localisation et convivialité (LR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
Localisation générale	
LR-1	La solution devrait afficher les dates au format AAAA-MM-JJ, conformément à la norme NCTTI 36 sur la représentation des dates.
LR-2	La solution devrait s'assurer que les données sensibles aux paramètres régionaux sont correctement affichées (anglais et français canadien), y compris, mais sans s’y limiter : - la devise;

Localisation et convivialité (LR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	<ul style="list-style-type: none"> - les numéros; - les adresses; - l'heure; - les numéros de téléphone; - le poids; - la taille.
LR-3	La solution devrait stocker les valeurs de date et d'heure (p. ex., les horodatages générés par le système) au format UTC (temps universel coordonné).
LR-4	La solution devrait être adaptée aux règles opérationnelles pour déterminer la manière dont l'utilisateur voit les horodatages (p. ex., affichage de l'heure dans le fuseau horaire de l'utilisateur, affichage simultané de l'heure et du fuseau horaire, etc.).
LR-5	La solution devrait stocker et afficher les unités de mesure dans les systèmes métrique et impérial.
Bilinguisme	
LR-6	<p>La solution doit être localisée (anglais et français canadien) conformément à la Loi sur les langues officielles afin de permettre aux utilisateurs de travailler dans la langue de leur choix. Cela comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fonctionnalités de l'application; - les règles opérationnelles exprimées par écrit; - les instructions; - les documents; - les textes de remplacement à des fins d'accessibilité; - les images et les graphiques contenant du texte; - les messages et alertes destinés aux utilisateurs; - les messages d'erreur du système; - les descriptions des tables de codes; - les données de référence; - l'aide, y compris le passage de la souris sur le texte, les instructions et les directives; - les journaux d'erreurs.

Localisation et convivialité (LR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
LR-7	La solution devrait permettre à l'utilisateur de passer d'une langue officielle à l'autre sans avoir à fermer la session.
LR-8	Tous les outils destinés aux administrateurs de système doivent être à la disposition de ces derniers dans la langue de leur choix (français canadien ou anglais).
LR-9	La solution doit saisir, stocker et afficher des caractères spéciaux, y compris, mais sans s'y limiter, les caractères en français canadien, conformément aux Normes du Conseil du Trésor sur la technologie de l'information.
LR-10	La solution doit comporter une interface utilisateur dont les éléments textuels sont correctement affichés en anglais ou en français canadien, dont : <ul style="list-style-type: none">- le titre de l'écran;- tous les libellés d'objet;- toutes les listes déroulantes;- toutes les barres d'outils.
LR-11	La solution devrait permettre de sélectionner la langue d'affichage d'un rapport ou d'un document, indépendamment de celle de l'interface utilisateur, par exemple dans la langue du délinquant.
LR-12	Tous les filigranes générés par l'application devraient être disponibles en anglais ou en français canadien et devraient être rendus dans la langue du document.
LR-13	Tous les modèles d'application devraient être disponibles en anglais et en français canadien.
LR-14	La solution doit permettre à l'utilisateur d'effectuer des requêtes en fonction d'affichage de la langue de l'interface utilisateur et doit renvoyer les mêmes résultats de requête, quelle que soit la langue utilisée dans la requête.
LR-15	La solution doit permettre d'utiliser des caractères accentués dans les requêtes et les données de référence, ainsi que pour la saisie de données.
LR-16	Les données de référence incluses dans les résultats de la requête, les listes déroulantes et les rapports doivent s'afficher dans la langue d'affichage de l'interface

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Localisation et convivialité (LR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
	utilisateur.
LR-17	La solution doit fournir toute l’aide en ligne dans la langue d’affichage de l’interface utilisateur.
LR-18	La solution doit être livrée avec tous les manuels de l’utilisateur, une documentation de formation complète (y compris les vidéos de formation formatées avec vidéo description et sous-titres) et tout autre document connexe dans les deux langues officielles.
Convivialité générale	
LR-19	Les interfaces utilisateur de la solution doivent satisfaire aux normes du gouvernement du Canada et aux meilleures pratiques de l’industrie en matière de conception et de développement d’interfaces/expériences utilisateur.
LR-20	La solution devrait permettre d’utiliser le périphérique d’entrée de son choix, à savoir le clavier, la souris ou le pavé tactile (sur les périphériques applicables), lorsqu’on interagit avec l’interface utilisateur.
LR-21	La solution doit permettre de passer d’une fenêtre à l’autre (la suivante ou la précédente) sans perdre les données déjà saisies.
LR-22	La solution devrait permettre de copier les libellés et le texte à partir de n’importe quelle fenêtre, même si l’information ne peut être modifiée.
LR-23	La solution doit s’assurer de ne saisir les données qu’une seule fois pour les rendre accessibles aux autres applications.
LR-24	La solution doit être dotée une interface utilisateur réactive qui s’adapte à toutes les tailles et résolutions d’écran.
LR-25	La solution doit utiliser des styles et des mises en page normalisés (par exemple des feuilles de style) à l’interface utilisateur.
LR-26	La solution doit coder les pages Web et les flux Web avec le codage UTF-8.
Accessibilité	

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Localisation et convivialité (LR)	
Identifiant de l'exigence	Description de l'exigence
LR-27	La solution doit assurer l’accessibilité aux utilisateurs ayant une déficience visuelle et/ou physique au moyen de technologies adaptatives conformes aux normes du gouvernement du Canada sur l’accessibilité des sites Web.
LR-28	La solution doit être conforme à la Ligne directrice sur l’utilisabilité de la technologie de l’information (TI) par tous. Cela comprend les lignes directrices sur l’accessibilité des contenus Web (WCAG) 2.1 du World Wide Web Consortium (W3C) et la norme européenne harmonisée de l’UE, EN 301549 (2018).

Appendice 5– Glossaire

Dans la présente entente, à moins que le contexte n’indique un sens différent, les termes ci-après ont les significations suivantes.

Terme	Signification
Analyse	Analyse statistique et mathématique des données à l’aide de capacités d’analyse prédictive ou prescriptive.
Application	Programme informatique conçu pour exécuter un ensemble de fonctions, de tâches ou d’activités coordonnées au profit de l’utilisateur.
Application essentielle à la mission	Une application d’affaires qui est, ou supporte, un service essentiel
Demande de changement	Demande dont l’objectif est d’apporter une modification au matériel, aux logiciels, aux applications et aux processus utilisés par le fournisseur de services pour la livraison de la solution de modernisation du SGD. Une demande de changement peut également être appelée « demande de modification ».
Données structurées	Les données structurées sont des données qui respectent un modèle de données prédéfini composé d’éléments de données et de types de données clairement définis.
Environnement correctionnel	Un environnement correctionnel est défini comme un établissement dans lequel les délinquants sont incarcérés, comme les prisons provinciales ou d’État, les établissements correctionnels pour jeunes, les centres de détention provisoire et/ou les établissements correctionnels fédéraux.
Essais de bout en bout	L’essai de bout en bout est une technique utilisée pour vérifier si le flux d’une application du début à la fin se comporte comme prévu. L’objectif des essais de bout en bout est de désigner les dépendances du système, de s’assurer que l’intégrité des données est maintenue et de confirmer la communication entre les différents composants du système, les interfaces et les bases de données.

Terme	Signification
Essais fonctionnels	L’essai fonctionnel est une technique utilisée pour confirmer que le système répond à toutes les exigences fonctionnelles et opérationnelles. On l’appelle aussi parfois essai de système ou essai de produit.
Essais d’intégration	L’essai d’intégration est la phase des essais des logiciels au cours de laquelle les différents modules logiciels sont combinés et mis à l’essai en groupe.
Essais de l’état de préparation opérationnelle	L’essai de l’état de préparation opérationnelle vérifie que la fonctionnalité, l’architecture et les procédures sont définies et mises en œuvre pour permettre aux équipes de soutien à la production d’exécuter, de maintenir et de soutenir le système en production.
Essais de performance	L’essai de performance est le processus qui consiste à déterminer la vitesse ou l’efficacité d’un ordinateur, d’un réseau, d’un programme logiciel ou d’un dispositif. Ce processus peut comprendre des essais quantitatifs effectués dans un laboratoire. Le but de l’essai est de confirmer que le système peut fonctionner au niveau de charge précisé dans l’exigence de rendement et dans tout accord sur les niveaux de service convenus.
Essai de sécurité	L’essai de sécurité est un processus destiné à confirmer que des mécanismes de sécurité sont en place pour protéger les données et que les exigences de sécurité sont correctement intégrées dans le système.
Essais unitaires et essais de composants	Les essais unitaires consistent à mettre à l’essai le code source pour confirmer que chaque ligne de code ou branche logique fonctionne comme elle a été conçue.
Essai d’acceptation par l’utilisateur	L’essai d’acceptation par l’utilisateur est un type d’essai effectué par le client ou les utilisateurs finaux pour attester que le système répond aux exigences convenues et que l’application fonctionne comme prévu. Cet essai a lieu lors de la dernière phase d’essai avant le passage de l’application logicielle à l’environnement de production.

Terme	Signification
Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité (LVERS)	Liste qui fournit les exigences relatives à l’habilitation de sécurité du personnel et des installations.
Niveau 0 de la Structure de répartition du travail (SRT)	Le niveau 0 est le niveau du projet (c.-à-d. l’initiative de modernisation du SGD).
Niveau 1 de la SRT	Le niveau 1 est le niveau du sous-projet ou de l’étape (p. ex. le prototype, la conception, la mise en œuvre, etc.)
Niveau 2 de la SRT	Le niveau 2 est celui de la phase (p. ex. pour la mise en œuvre de la solution, établir et décrire les phases nécessaires à la réalisation de la mise en œuvre).
Niveau 3 de la SRT	Le niveau 3 est le niveau du livrable. Pour chaque phase, préciser et décrire tous les produits livrables devant être produits au cours de la phase.
Niveau 4 de la SRT	Le niveau 4 est le lot de travaux. Pour chaque produit livrable, préciser tous les lots de travaux indépendants et distincts et leurs interrelations nécessaires pour produire le produit livrable.
Niveau 5 de la SRT	Le niveau 5 est l’activité. Pour chaque lot de travaux, préciser toutes les activités nécessaires pour exécuter le lot de travaux.
Niveau 6 de la SRT	Le niveau 6 est la tâche. Pour chaque activité, préciser toutes les tâches requises pour réaliser l’activité.
Protégé A	S’applique aux renseignements ou aux biens qui pourraient porter préjudice à une personne, à une organisation ou à un gouvernement s’ils étaient compromis. Voici des exemples : adresse, âge, race, date de naissance et identificateurs uniques, tel que le numéro d’assurance sociale.

Terme	Signification
Protégé B	S'applique aux renseignements ou aux biens qui pourraient porter un préjudice grave à une personne, à une organisation ou à un gouvernement s'ils étaient compromis. Voici des exemples : renseignements médicaux, renseignements protégés par le secret professionnel de l’avocat ou le privilège relatif au litige et renseignements reçus à titre confidentiel d’autres ministères et organismes gouvernementaux.
Protégé C	S'applique aux renseignements ou aux biens qui pourraient porter un préjudice extrêmement grave à une personne, à une organisation ou à un gouvernement s'ils étaient compromis. Il pourrait s’agir de renseignements dont la compromission pourrait entraîner des pertes de vie, entraver l’économie ou perturber des infrastructures critiques.
Service essentiel	Un service dont la compromission au chapitre de la disponibilité ou de l’intégrité causerait un préjudice élevé à la santé, à la sûreté, à la sécurité et au bien-être économique des Canadiens et des Canadiennes, ou à l’efficacité du gouvernement.
Solution	Combinaison de processus opérationnels (de bout en bout, automatisés et manuels), de procédures, de contrôles, de données et d’applications logicielles qui facilitent un ensemble de fonctions opérationnelles ou répondent à un ensemble de besoins opérationnels.
Transformation opérationnelle	Activités qui apportent des changements fondamentaux dans la gestion des opérations afin d’aider à affronter les changements du contexte opérationnel.

Appendice 6 – Acronymes

Voici une liste des acronymes utilisés dans le présent énoncé des travaux, ainsi que dans ses annexes et appendices.

Acronyme	Définition
AC	Administration centrale
ADP-GC	Accès à distance protégé du gouvernement du Canada
AE	Architecture d’entreprise
AES	Accord d'échange de services
AGP	Agent de gestion des peines
ALC	Agent de libération conditionnelle
AIPRP	Accès à l'information et protection des renseignements personnels
AMOPS	Avis de mise en œuvre de la Politique sur la sécurité
ANS	Accord sur les niveaux de service
API	Interface de programmation des applications
APR	Automatisation des processus robotisés
AQ	Assurance de la qualité
AR	Administration régionale
ARC	Agent régional des communications
ARS	Agent du renseignement de sécurité
ASFC	Agence des services frontaliers du Canada
A-SGD	Ancien Système de gestion des délinquant(e)s
ASV	Agent des services aux victimes
AT	Autorisation de tâches

Acronyme	Définition
BGP	Bureau de gestion des projets du SCC
BSV	Bureau des services aux victimes
CASC	Commissaire adjoint, Services corporatifs
CCC	Centre canadien pour la cybersécurité
CCDP	Commission canadienne des droits de la personne
CCN	Comité consultatif national
CDGGI-TI	Comité des directeurs généraux de la gestion de l’information et de la technologie de l’information
CEAI GC	Conseil d’examen de l’architecture intégrée du gouvernement du Canada
CEGD	Comité d’examen des griefs des détenus
CG GITI	Comité de gestion de la gestion de l’information et de la technologie de l’information
CID	Confidentialité, Intégrité, Disponibilité
CIPC	Centre d’information de la police canadienne
CLCC	Commission des libérations conditionnelles du Canada
CMR	Cadre ministériel des résultats
CO	Continuité des opérations
CT	Centre de traitement
CT GITI	Comité de transformation de la gestion de l’information et de la technologie de l’information
DDC	Demande de changement
DEM	Date d’expiration du mandat
DHCP	Protocole DHCP (Dynamic Host Configuration Protocol)

Acronyme	Définition
DNS	Système de noms de domaine
DPI	Dirigeant principal de l’information
EAU	Essai d’acceptation par l’utilisateur
ECNS	Échelle de classement par niveau de sécurité
EFS	L'évaluation des facteurs statiques, consiste en une évaluation axée sur le jugement professionnel structuré qui comporte 137 points et qui est conçue pour aider le personnel à déterminer le niveau d'intervention adapté pour les délinquants
ELT	Évolution à long terme
EMR	Évaluation de la menace et des risques
EPD	Effets personnels des délinquants
ER	Évaluations des répercussions
ERC	Établissements résidentiels communautaires
ERCS	Échelle de réévaluation de la cote de sécurité
ERNSD	Échelle de réévaluation du niveau de sécurité pour les délinquantes
ERVF	Évaluation du risque de violence familiale
ETT	Extraction, transformation, téléchargement
EVD	Évaluation en vue d’une décision
GC	Gouvernement du Canada
GEI	Gestionnaire, Évaluation et interventions
GI-TI	Gestion de l’information et technologie de l’information
GMS	Groupe menaçant la sécurité
GP	Gestion des peines

Acronyme	Définition
GRC	Gendarmerie royale du Canada
IaaS	Infrastructure en tant que service
ICP	Infrastructure à clés publiques
IDAFD-R	L'Instrument de définition et d'analyse des facteurs dynamiques – Révisé; consiste en une échelle utilisée pour calculer les facteurs de risque dynamiques pour les délinquants. Les facteurs dynamiques sont ceux qui changent tout au long de la vie d'un délinquant.
IdO	Internet des objets
IEL	Illégalement en liberté
IIS	Internet Information Server
IRC	Indicateur de rendement clé
ITSG	Conseils en matière de sécurité des technologies de l’information
IU/EU	Interface utilisateur/expérience utilisateur
LDAP	Lightweight Directory Access Protocol
LO	Libération d’office
LPRPDE	Loi sur la protection des renseignements personnels et les documents électroniques
LSCMLC	Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition
LVERS	Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité
MAV	Module des applications pour les victimes
MEAN	MongoDB, Express, Angular, Node
MRRG	Mesure du rendement et rapports de gestion

Acronyme	Définition
MVD	Médiation entre la victime et le délinquant
OSLD	Ordonnance de surveillance de longue durée
P/G	Plainte ou grief
PAG	Plan d’action de la gestion
PBMM	Protégé B, intégrité moyenne, disponibilité moyenne
PC	Plan correctionnel
PE	Protocole d’entente
PERCE	Comité d’examen de l’architecture du projet et des coûts
PON	Procédure opérationnelle normalisée
PRIME	Portail de résultats, d’information et de mesures d’évaluation
PSAE	Permissions de sortir avec escorte
PSSE	Permissions de sortir sans escorte
QIT	Questionnaire informatisé sur la toxicomanie
QITF	La version féminine du questionnaire informatisé sur la toxicomanie
RADAR	Rapports automatisés de données appuyant la réinsertion
RAS	Reprise après sinistre
RASA	Rapports des antécédents sociaux pour Autochtones
RD	Rendement en direct
REST	Transfert d’état représentationnel
RF	Recours à la force
RL	Réseau local

Acronyme	Définition
RO	Renseignements opérationnels
RSCMLC	Règlement sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition
ROD	Rapport d’observation ou de déclaration
RPV	Réseau privé virtuel
RRP	Rapport de renseignements protégés
RSGD	Renouvellement du Système de gestion des délinquant(e)s
SaaS	Logiciel-service
SCC	Service correctionnel du Canada
SCP	Sous-commissaire principal
SCRS	Service canadien du renseignement de sécurité
SCT	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
SED	Numéro de la Section des empreintes digitales
SGD	Système de gestion des délinquant(e)s
SGDM	Système de gestion des délinquant(e)s migré
SGL	Services de gestion de l’information
SGLD	Système de gestion du logement des délinquants
SIBM	Stratégie d’intervention basée sur la motivation
SID	Système intégré des décisions
SIR	Système intégré de rapport
SMS	Services médicaux et de santé
SPC	Services partagés Canada

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Acronyme	Définition
SRT	Structure de répartition du travail
SSL	Secure Socket Layer (couche d’échange sécurisé)
UDP	Unité des droits de la personne
UIS	Unité d’intervention structurée
URI	Unité de recherche d’information
USD	Unité spéciale de détention
VB6	Visual Basic 6
WCAG	Règles pour l’accessibilité des contenus Web
WINS	Windows Internet Naming Service

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Annexe B – Énoncé des exigences

Critères d’évaluation des soumissions

1. EXIGENCES OBLIGATOIRES

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Preuve à fournir
Expérience de l’entreprise			
O1	Expérience de l’entreprise	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu’il possède les qualifications, l’expérience et la capacité organisationnelles nécessaires pour offrir la solution proposée en fournissant un aperçu de la structure organisationnelle du soumissionnaire, y compris, au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une description de la structure de l’entreprise; b) le nombre d’années écoulées depuis sa fondation; c) un aperçu des principales divisions ou activités opérationnelles; d) nombre d’organisations clientes utilisant la solution proposée; e) une liste de clients de la sécurité publique; f) une description de la relation et de l’expérience du soumissionnaire avec les produits logiciels inclus dans la solution proposée; g) le nombre de versions de la solution proposée déployées (versions majeures et mineures) dans les organisations clientes; h) une histoire d’entreprise en matière de solutions logicielles pour le secteur de la sécurité publique; i) une estimation récente du nombre d’employés avec de l’expérience dans la mise en œuvre de la solution proposée; 	Un document Word ou PDF de cinq (5) pages ou moins traitant des éléments (a) à (j).

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif. 165XL	Buyer ID – Id de l'acheteur
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Preuve à fournir
O2	Références relatives à la mise en œuvre d'un projet de sécurité publique	<p>j) un aperçu des emplacements géographiques.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir deux (2) références relatives à de grands projets pluriannuels de mise en œuvre de systèmes complexes semblables à la modernisation du Système de gestion des délinquant(e)s (SGD) dans un environnement de sécurité publique réalisés au cours des dix (10) dernières années, qui comprennent la mise en œuvre de la solution proposée. Les références doivent répondre aux critères suivants :</p> <p>a) La valeur du projet du fournisseur doit s'élever à 10 millions de dollars canadiens ou plus, ce montant incluant, entre autres, l'acquisition et la personnalisation des logiciels, la formation, la conversion des données et le déploiement.</p> <p>b) Chaque projet doit présenter au moins neuf (9) des capacités opérationnelles figurant dans appendice 1 – Description des capacités opérationnelles satisfait par l'utilisation de la Solution proposée ;</p> <p>c) L'un des projets doit avoir été réalisé au cours des 5 dernières années et le deuxième doit avoir été réalisé au cours des 10 dernières années.</p> <p>d) En s'appuyant sur les projets de référence, le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède une expérience de travail auprès de responsables opérationnels dans la mise en œuvre de changements opérationnels et l'apport d'améliorations mesurables sur le plan de l'efficacité, de l'efficience et de la satisfaction des intervenants par rapport à sa solution, et chacun des projets de référence doit comprendre les services suivants :</p> <p>i. analyse des solutions;</p>	<p>Pour chaque référence, fournissez :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nom de l'organisation cliente ; • Durée (en mois) et date de mise en production du projet de référence ; • Numéro de version ou version de la Solution proposée mise en œuvre ; • Une description des capacités opérationnelles mises en œuvre et de leur pertinence pour la modernisation du SGD ; • L'étendue des responsabilités du soumissionnaire sur le projet de référence ; • La valeur du projet (\$ CAD); et • Détails de référence principale du client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse e-mail.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Preuve à fournir
		ii. conception de solutions; iii. développement ou configuration de solutions. Chacun des projets de référence doit également comprendre au moins trois des services suivants : iv. conversion des données; v. gestion de projet; vi. déploiement de systèmes; vii. aide à la stabilisation après déploiement.	
O3	Références pour un projet de services de maintenance	<p>Le soumissionnaire doit fournir deux (2) références pour les projets pour lesquels des services de maintenance et de soutien continus ont été fournis pour un ou plusieurs systèmes essentiels à la mission. Les services de maintenance et de soutien doivent avoir été fournis sur une période d'au moins 12 mois avant la date de clôture de la demande de propositions (DP) et doivent avoir été fournis au cours des cinq (5) dernières années et répondre aux critères suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> les services de maintenance et de soutien doivent avoir été fournis pour un système indispensable; les services de maintenance et de soutien doivent avoir duré au moins 12 mois avant la date de clôture de la DP; au moins deux versions de maintenance doivent avoir été lancées pour chacun des projets; chacun des projets doit avoir été destiné à au moins 1 000 utilisateurs détenant une licence; 	<p>Pour chaque référence, fournissez :</p> <ul style="list-style-type: none"> Nom de l'organisation cliente ; Date de début, date de fin et durée (en mois) du projet de référence ; Une liste des versions de maintenance mises en œuvre ; L'étendue des responsabilités du soumissionnaire sur le projet de référence ; Le nombre d'utilisateurs autorisés ;

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Preuve à fournir
		<p>e) les services doivent avoir été fournis dans les cinq années précédant la date de clôture de la DP;</p> <p>f) en s'appuyant sur les projets de référence, le soumissionnaire doit prouver qu'il possède une expérience en vue de fournir tous les services suivants, et que chacun des projets de référence comprend au moins deux d'entre eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. services de gestion d'applications; ii. mise à niveau de logiciels; et iii. services de gestion de plateformes. 	<ul style="list-style-type: none"> Détails de référence principale du client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse e-mail.
Solution opérationnelle			
O4	Capacité opérationnelle — Gestion des profils des délinquants	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des profils des délinquants afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l', section 1.2 - Gestion des profils des délinquants.	Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins, décrivant comment la solution proposée satisfera aux exigences opérationnelles de la capacité de gestion des profils des délinquants.
O5	Capacité opérationnelle — documentation des cas	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de documentation des cas afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.3 - Documentation des cas.	Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins, décrivant comment la solution proposée satisfera aux exigences opérationnelles de la capacité de documentation des cas.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Preuve à fournir
O6	Capacité opérationnelle — gestion des peines	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des peines afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.4 - Gestion des peines.	Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins, décrivant comment la solution proposée satisfera aux exigences opérationnelles de la capacité de gestion des peines.
O7	Capacité opérationnelle — placement et transfèrement	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de placement et de transfèrement afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.6 — Placements et transfèvements.	Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins, décrivant comment la solution proposée satisfera aux exigences opérationnelles de la capacité de placement et de transfèrement.
O8	Capacité opérationnelle — effets personnels	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des effets personnels afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.7 - Effets personnels.	Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins, décrivant comment la solution proposée satisfera aux exigences opérationnelles de la capacité relative aux effets personnels.
O9	Capacité opérationnelle —	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion de la sécurité et du renseignement afin de satisfaire aux exigences	Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins,

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Preuve à fournir
	gestion de la sécurité et du renseignement	opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.8 - Gestion de la sécurité et du renseignement.	décrivant comment la solution proposée satisfera aux exigences opérationnelles de la capacité de gestion de la sécurité et du renseignement.
O10	Capacité opérationnelle — correspondance et visites	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des communications et des visites afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution igences, section 1.11 – Correspondance et visites.	Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins, décrivant comment la solution proposée satisfera aux exigences opérationnelles de la capacité de correspondance et de visites.
O11	Capacité opérationnelle — gestion des opérations de sécurité	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des opérations de sécurité afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.12 - Gestion des opérations de sécurité.	Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins, décrivant comment la solution proposée satisfera aux exigences opérationnelles de la capacité de gestion des opérations de sécurité.
O12	Capacité opérationnelle — fouille et saisie	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de fouilles et de saisie afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.13 - Fouilles et saisies.	Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins, décrivant comment la solution proposée satisfera aux

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Preuve à fournir
			exigences opérationnelles de la capacité de fouille et saisie.
O13	Capacité opérationnelle — gestion des griefs	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des griefs afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.15 - Gestion des griefs.	Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins, décrivant comment la solution proposée satisfera aux exigences opérationnelles de la capacité de gestion des griefs.
O14	Déploiement incrémentiel	La solution proposée par le soumissionnaire doit être modulaire, permettant au SCC de déployer des capacités individuelles ou de petits groupes de capacités sans nécessiter une transition « big bang ». <ul style="list-style-type: none"> a) Une conception modulaire ; b) Interopérable avec les applications héritées et d'autres logiciels tiers 	Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins, décrivant comment les capacités individuelles peuvent être déployées et intégrées au paysage applicatif existant.
O15	Architecture d'intégration de solutions	Le soumissionnaire doit démontrer que la solution proposée s'appuie sur les normes et approches de l'architecture orientée sur le service et de l'architecture de micro service, comprend une bibliothèque d'API consignées et mises à disposition pour permettre à la solution proposée de récupérer les données requises à partir d'autres applications du SCC et pour permettre au SCC de récupérer les données requises pour les systèmes externes.	Lien vers, ou liste au format Word ou pdf de la bibliothèque d'API existante incluse dans la solution proposée avec une brève description de chacune, et la preuve de :

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif. 165XL	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Preuve à fournir
		<p>a) La solution doit pouvoir s'intégrer avec les API transfert d'état représentatif fournies par le SCC pour récupérer les données (notamment sur les délinquants) requises dans la banque de données faisant autorité du SCC ou pour les mettre à jour.</p> <p>b) La bibliothèque d'API de la solution proposée doit exposer les fonctionnalités opérationnelles, de sorte qu'il soit possible d'accéder à des informations extérieures ou de les mettre à jour.</p> <p>c) Toutes les API internes et externes doivent protéger l'information par des méthodes d'authentification sécuritaires, normes ouvertes de préférence (OAuthm, SAML, etc.).</p>	<ul style="list-style-type: none"> • L'utilisation de normes d'authentification sécurisées (de préférence des normes ouvertes) ; et • Fonctionnalités commerciales exposées via des API ; et • Alignement sur la future vision de l'architecture fournie à l'annexe C – Paysage technique.
O16	Soutien bilingue	<p>La solution proposée par le soumissionnaire doit comprendre un plan visant à offrir une solution bilingue à 100 % (en anglais et en français au Canada) sur toutes les plateformes offertes, conformément à la Politique sur les langues officielles du gouvernement du Canada. Cela signifie que les utilisateurs qui choisissent le français comme langue d'affichage ne verront rien en anglais dans l'interface utilisateur graphique de la solution, ce qui comprend, sans s'y limiter, les fichiers d'aide, les tutoriels, les messages d'erreur et les renseignements juridiques. (Le contenu généré par l'utilisateur est exclu.) Le soumissionnaire doit également décrire la façon dont il a l'intention de fournir des versions de logiciels, des services continus de soutien, de maintenance et d'assistance en français et en anglais.</p> <p>Consulter le site https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26160&section=html pour connaître la Politique sur les langues officielles du gouvernement du Canada.</p>	<p>Dans un format Word ou pdf, fournissez soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Captures d'écran démontrant une interface utilisateur en français fournissant un flux de bout en bout pour une transaction commerciale pertinente à la portée décrite à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1; ou • Un plan pour fournir un soutien bilingue dans les 2 ans suivant la date de clôture de la DP.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Preuve à fournir
O17	Accessibilité	<p>Le soumissionnaire doit décrire comment sa solution est conforme aux normes d'utilisation des systèmes de TI du gouvernement du Canada applicables en matière d'accessibilité qui sont dérivées des normes WCAG (Web Content Accessibility Guidelines) 2,1 du World Wide Web Consortium (W3C).</p> <p>Consulter le site https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32620 pour obtenir les lignes directrices du gouvernement du Canada sur l'accessibilité.</p>	<p>Dans un format Word ou pdf, fournissez soit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Un rapport de conformité d'accessibilité confirmant la conformité de la solution proposée aux normes WCAG 2.10 AA ; ou • Un plan pour atteindre la conformité dans les 2 ans suivant la date de clôture de la DP.
O18	Sécurité des données	<p>Le soumissionnaire doit s'assurer que toutes les données protégées B du SCC, lorsqu'elles sont inactives ou en transit, sont chiffrées et résident au Canada en tout temps. La solution proposée doit être conforme à l'orientation relative à la résidence électronique des données du SCT (https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/orientation-relative-residence-donnees-electroniques.html).</p>	<p>Un document Word ou pdf de deux (2) pages ou moins, décrivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Normes de chiffrement pour les données en transit et les données au repos ; • Stratégie de gestion des clés de chiffrement ; • Paysage et architecture d'infrastructure proposés pour

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Preuve à fournir
			<p>répondre aux exigences de résidence des données ; et</p> <ul style="list-style-type: none"> • Emplacement géographique des équipes de soutien proposées et approche pour se conformer aux exigences de résidence des données.
O19	Produit commercial	<p>La solution proposée doit être fondée sur des logiciels disponibles sur le marché qui font partie d'une gamme de produits existante dont le fonctionnement est dûment éprouvé (en ce sens qu'il n'a pas simplement fait l'objet d'essais en laboratoire ou dans un environnement expérimental). Pour répondre aux exigences propres au Canada, en plus du produit commercial de base, la solution proposée peut également comprendre une combinaison d'extensions de produit entièrement compatibles, de composants de source ouverte ou de logiciels personnalisés.</p> <p>La configuration résultante des logiciels doit permettre le fonctionnement de la solution proposée en tout temps conformément à l'annexe A — Énoncé des travaux.</p>	<p>Lien vers, ou liste au format Word ou pdf, du logiciel disponible dans le commerce qui constitue la base de la Solution proposée, et :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Numéro de version de la version actuelle ; et • Nombre approximatif de clients utilisant le logiciel

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

2. EXIGENCES COTÉES

Plusieurs des exigences cotées se réfèrent à des échelles d'évaluation (Échelle d'exigences cotées de modernisation du SGD 1 et Échelle d'exigences cotées de modernisation du SGD 2). Les détails de chaque échelle de notation sont fournis à la fin de cette section.

Lors de l'évaluation de critères qui spécifient une limite de pages pour la réponse, l'évaluation s'arrêtera une fois la limite de pages spécifiée atteinte. Seules les informations fournies dans la réponse jusqu'à la limite de pages seront prises en compte à des fins d'évaluation.

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
Expérience de l'entreprise				
C1	Références pour la mise en œuvre du projet	<p>Fournir des références pour de grands projets pluriannuels de mise en œuvre de systèmes complexes semblables à la modernisation du SGD réalisé au cours des dix (10) dernières années</p> <p>a) La valeur du projet doit s'élever à 10 millions de dollars (CAN) ou plus, ce montant incluant, sans s'y limiter, l'acquisition et la personnalisation des logiciels, la formation, la conversion des données et le déploiement.</p> <p>b) En s'appuyant sur les projets de référence, le soumissionnaire devrait démontrer qu'il possède une expérience de travail auprès de responsables opérationnels dans la mise en œuvre de changements opérationnels et l'apport d'améliorations mesurables sur le</p>	<p>200</p>	<p>Jusqu'à 200 points, comme suit :</p> <p>100 points pour chaque référence d'environnement correctionnel impliquant un client distinct qui comprend l'analyse, la conception, le développement ou la configuration et la mise en œuvre de la solution proposée pour au moins neuf (9) des capacités opérationnelles énumérées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.</p> <p>50 points pour chaque référence d'environnement correctionnel ou de sécurité publique impliquant un client distinct qui comprend l'analyse, la conception, le développement ou la configuration et la mise en œuvre de la solution proposée pour au moins cinq (5) des capacités opérationnelles</p>

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>plan de l'efficacité, de l'efficience et de la satisfaction des intervenants par rapport à sa solution, et chacun des projets de référence devrait comprendre deux ou plusieurs des services suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. analyse des solutions; ii. conception de solutions; iii. développement ou configuration de solutions; iv. intégration de la solution aux applications existantes ou tierces. 		<p>énumérées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.</p> <p>25 points pour chaque référence non liée à un environnement correctionnel ou de sécurité publique qui comprend l'analyse, la conception, le développement ou la configuration et la mise en œuvre de la solution proposée pour au moins cinq (5) des capacités opérationnelles énumérées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, jusqu'à concurrence de 100 points.</p>
C2	Références pour un projet de services de maintenance	<p>Fournir des références pour les projets pour lesquels des services de maintenance et de soutien continus ont été fournis pour des systèmes essentiels à la mission. Les services de maintenance et de soutien doivent avoir été fournis sur une période d'au moins 12 mois avant la date de clôture de la DP et doivent avoir été fournis au cours des cinq (5) dernières années et répondre aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) au moins deux versions de maintenance doivent avoir été lancées pour chacun des projets; b) chacun des projets devrait être destiné à au moins 5 000 utilisateurs détenant une licence; 	150	<p>Jusqu'à 150 points, comme suit :</p> <p>50 points pour chaque référence relative à un environnement correctionnel qui comprend la maintenance et le soutien continu d'un ou de plusieurs systèmes essentiels à la mission.</p> <p>25 points pour chaque référence relative à la sécurité publique qui comprend la maintenance et le soutien continu d'un ou de plusieurs systèmes essentiels à la mission.</p>

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		c) chacun des projets de référence devrait comprendre un ou plusieurs des services suivants : <ul style="list-style-type: none"> i. services de gestion d'applications; ii. mise à niveau de logiciels; iii. services de gestion de plateformes. 		10 points pour chaque référence non liée à un environnement correctionnel ou de sécurité publique qui comprend la maintenance et le soutien continu d'un ou de plusieurs systèmes essentiels à la mission.
C3	Contributions à l'écosystème correctionnel	Fournissez des exemples de contributions d'entreprises à l'écosystème de la justice pénale. Ceux-ci peuvent inclure, sans s'y limiter, le parrainage et/ou le leadership de la conférence, les dons d'entreprise, le travail bénévole ou les contributions d'associations industrielles.	50	10 points pour chaque contribution unique à l'écosystème de la justice pénale, jusqu'à un maximum de 50 points.
Ressources du projet			185	
C4	Structure de l'équipe de projet et stratégie de ressourcement	En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire la structure de l'équipe de projet proposée et sa stratégie de ressourcement connexe pour les étapes de conception et de mise en œuvre de la solution. La description devrait comprendre : <ul style="list-style-type: none"> a) un organigramme de la structure organisationnelle de l'équipe de projet et une description du rôle, des responsabilités, des pouvoirs et des compétences clés des rôles des 	75	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 75 points — très bien traité • 40 points — traité de façon satisfaisante • 15 points — à peine traité • 0 point — non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>membres de l'équipe du soumissionnaire jusqu'au niveau du chef d'équipe;</p> <p>b) un organigramme de la structure organisationnelle de l'équipe de projet et une description de l'approche proposée pour l'harmonisation avec les organismes de gouvernance de projet du SCC décrits à la section 4 de l'annexe A — Énoncé des travaux;</p> <p>c) un organigramme de la structure organisationnelle de l'équipe de projet et une description des rôles et des ressources attendus du SCC jusqu'au niveau du chef d'équipe;</p> <p>d) une description de la façon dont la structure de l'équipe et la stratégie de ressourcement seront utilisées pour renforcer les capacités et les compétences du SCC;</p> <p>e) une description de la façon dont les rôles du soumissionnaire et du SCC évolueront au cours des étapes de conception et de mise en œuvre de la solution;</p> <p>f) une description de l'approche adoptée par le soumissionnaire pour mettre à profit et à contribution les connaissances, l'expérience et l'expertise de son organisation dans le cadre du projet;</p>		

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>g) une description de la disponibilité prévue des ressources du soumissionnaire (à temps plein, à temps partiel, au besoin, etc.) et de l'emplacement des ressources; et</p> <p>h) une description des stratégies de sélection, de maintien en poste et de remplacement des ressources du soumissionnaire.</p>		
C5	Directeur de projet proposé pour le projet de modernisation du SGD	<p>Le soumissionnaire devrait fournir le curriculum vitae du directeur de projet proposé, le représentant principal de l'organisation du soumissionnaire qui est ultimement responsable de tous les aspects des services. La ressource proposée devrait posséder de l'expérience, au cours des 10 années précédant la date de publication de la DP, à titre de directeur de grands projets pluriannuels de mise en œuvre de systèmes complexes d'une portée et d'une échelle semblables à celles du projet de modernisation du SGD. Pour chaque projet, le soumissionnaire devrait présenter les éléments suivants :</p> <p>a) le nom de l'organisation cliente;</p> <p>b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) pendant laquelle la ressource proposée a travaillé sur le projet;</p> <p>c) la description du rôle et des responsabilités de la ressource proposée;</p>	20	<p>Jusqu'à 20 points seront attribués, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 points si la ressource proposée possède un minimum de 60 mois d'expérience à titre de directeur de projet dans l'environnement de la sécurité publique; • 15 points si la ressource proposée possède un minimum de 48 mois d'expérience à titre de directeur de projet; • 10 points si la ressource proposée possède de 36 à 47 mois d'expérience à titre de directeur de projet; • 5 points si la ressource proposée possède de 24 à 35 mois d'expérience à titre de directeur de projet;

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>d) la valeur du projet (\$CAN);</p> <p>e) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.</p>		<ul style="list-style-type: none"> 0 point si la ressource proposée possède moins de 24 mois d'expérience à titre de directeur de projet.
C6	Architecte opérationnel proposé pour le projet de modernisation du SGD	<p>Le soumissionnaire devrait fournir le curriculum vitae de l'architecte opérationnel proposé qui sera responsable des aspects opérationnels et fonctionnels du projet de modernisation du SGD. La ressource proposée devrait posséder de l'expérience, au cours des 10 années précédant la date de publication de la DP, à titre d'architecte opérationnel de grands projets pluriannuels de mise en œuvre de systèmes complexes d'une portée et d'une échelle semblables à celles du projet de modernisation du SGD. Pour chaque projet, le soumissionnaire devrait présenter les éléments suivants :</p> <p>a) le nom de l'organisation cliente;</p> <p>b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) pendant laquelle la ressource proposée a travaillé sur le projet;</p> <p>c) la description du rôle et des responsabilités de la ressource proposée;</p> <p>d) la valeur du projet (\$CAN);</p>	20	<p>Jusqu'à 20 points seront attribués, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> 20 points si la ressource proposée possède un minimum de 60 mois d'expérience à titre d'architecte opérationnel; 15 points si la ressource proposée possède au moins 48 mois d'expérience à titre d'architecte opérationnel; 10 points si la ressource proposée possède au moins 36 mois d'expérience à titre d'architecte opérationnel; 5 points si la ressource proposée possède au moins 24 mois d'expérience à titre d'architecte opérationnel.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		e) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C7	Architecte de solutions techniques proposé pour le projet de modernisation du SGD	<p>Le soumissionnaire devrait fournir le curriculum vitae de l'architecte de solutions techniques proposé qui sera responsable de la mise en œuvre technique de la solution pour le projet de modernisation du SGD. La ressource proposée devrait posséder de l'expérience, au cours des 10 années précédant la date de publication de la DP, à titre d'architecte technique de grands projets pluriannuels de mise en œuvre de systèmes complexes d'une portée et d'une échelle semblables à celles du projet de modernisation du SGD. Pour chaque projet, le soumissionnaire devrait présenter les éléments suivants :</p> <p>a) le nom de l'organisation cliente;</p> <p>b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) pendant laquelle la ressource proposée a travaillé sur le projet;</p> <p>c) la description du rôle et des responsabilités de la ressource proposée;</p>	20	<p>Jusqu'à 20 points seront attribués, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 points si la ressource proposée possède au moins 60 mois d'expérience à titre d'architecte de solutions techniques pour la solution proposée; • 15 points si la ressource proposée possède un minimum de 48 mois d'expérience de la solution proposée; • 10 points si la ressource proposée possède au moins 36 mois d'expérience à titre d'architecte de solutions techniques; • 5 points si la ressource proposée possède au moins 24 mois d'expérience à titre d'architecte de solutions techniques.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>d) la valeur du projet (\$CAN);</p> <p>e) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.</p> <p>Tous les éléments, de a) à e) ci-dessus, doivent être fournis pour que le projet de référence puisse être évalué.</p>		
C8	Ressources des services professionnels	<p>Le soumissionnaire devrait fournir trois curriculum vitæ pour chacun des rôles suivants, tel qu'il est décrit à la section 10 de l'annexe A — Énoncé des travaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) architecte de données b) architecte de la sécurité c) analyste des systèmes d) programmeur ou développeur de logiciels e) spécialiste en conversion ou migration des données 	50	<p>Jusqu'à 10 points par rôle, comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 points si les trois ressources proposées possèdent toutes un minimum de 60 mois d'expérience avec la solution proposée dans leurs rôles respectifs; • 2 points par ressource ayant plus de 48 mois d'expérience avec la solution proposée; • 1 point par ressource ayant au moins 24 mois d'expérience dans son rôle respectif; et • 0 point par ressource ayant moins de 24 mois d'expérience dans son rôle respectif.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
Capacités opérationnelles de la solution proposée (Note minimale requise 1 155 points)				
Capacité opérationnelle — capacités fonctionnelles				
C9	Capacité opérationnelle — capacités habilitantes	En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives aux capacités habilitantes énoncées à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.1 — Capacités fonctionnelles.	40	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 40 points — très bien traité • 25 points — traité de façon satisfaisante • 10 points — à peine traité • 0 point — non traité
C10	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre des capacités habilitantes	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui ont actuellement recours aux capacités habilitantes en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 	20	5 points par client jusqu'à concurrence de 20 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C11	Capacité opérationnelle — exigences relatives aux capacités habilitantes	Pour chaque exigence fournie à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.1 - Capacités fonctionnelles, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	140	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées en utilisant les définitions de l'échelle d'exigences cotées 2, notez toutes les exigences pour cette capacité. Les scores seront pondérés pour correspondre à un score maximum possible de 140
Capacité opérationnelle — gestion des profils des délinquants				
C12	Capacité opérationnelle — gestion des profils des délinquants	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion des profils des délinquants énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.2 - Gestion des profils des délinquants.	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points — très bien traité • 15 points — traité de façon satisfaisante • 5 points — à peine traité • 0 point — non traité
C13	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des profils de délinquants	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des profils des délinquants en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de 	10	2 points par client jusqu'à concurrence de 10 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C14	Capacité opérationnelle — exigences relatives à la gestion des profils des délinquants	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité chaque exigence figurant à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.2 — Gestion du profil initial, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	70	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les scores seront pondérés pour correspondre à un score maximum possible de 70.
Capacité opérationnelle — documentation des cas				
C15	Capacité opérationnelle — documentation des cas	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la documentation des cas des délinquants énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.3 - Documentation des cas.	15	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 15 points — très bien traité • 8 points — traité de façon satisfaisante • 3 points — à peine traité • 0 point — non traité
C16	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de documentation des cas en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :	10	2 points par client jusqu'à concurrence de 10 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
	capacité de documentation des cas	a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C17	Capacité opérationnelle — exigences relatives à la documentation des cas	Pour chaque exigence fournie à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.3 - Documentation de cas, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée en utilisant les instructions et l'échelle fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	50	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 50.
Capacité opérationnelle — gestion des peines				
C18	Capacité opérationnelle — gestion des peines	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion des peines énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.4 - Gestion des peines.	40	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 40 points — très bien traité • 25 points — traité de façon satisfaisante • 10 points — à peine traité
			200	

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C19	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des peines	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des peines en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.	20	5 points par client jusqu'à concurrence de 20 points.
C20	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion des peines	Pour chaque exigence fournie à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.4 - Gestion des phrases, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée en utilisant les instructions et l'échelle fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	140	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 140.
Capacité opérationnelle — gestion de l'évaluation des délinquants			40	

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C21	Capacité opérationnelle — gestion de l'évaluation des délinquants	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion de l'évaluation des délinquants énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.5 - Évaluations.	10	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 10 points — très bien traité • 5 points — traité de façon satisfaisante • 2 points — à peine traité • 0 point — non traité
C22	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion de l'évaluation des délinquants	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion de l'évaluation des délinquants en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 	5	1 point par client jusqu'à concurrence de 5 points.
C23	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion de l'évaluation des délinquants	Le soumissionnaire devrait évaluer chaque exigence figurant à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.5 — Évaluations, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	25	À l'aide des définitions de l'échelle d'évaluation des exigences cotées 2, attribuer une note à toutes les exigences relatives à cette capacité. Les notes seront pondérées en fonction d'une note maximale de 25 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
Capacité opérationnelle — placements et transfère­ments				
C24	Capacité opérationnelle — placement et transfère­ment	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de placement et de transfère­ment énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.6 — Placements et transfère­ments.	25	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 25 points — très bien traité • 15 points — traité de façon satisfaisante • 5 points — à peine traité • 0 point — non traité
C25	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre des placements et des transfère­ments	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de placements et de transfère­ments en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 	15	3 points par client jusqu'à concurrence de 15 points.
C26	Capacité opérationnelle — exigences relatives	Pour chaque exigence fournie l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.6 - Placements et transfère­ments, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la	100	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
	aux placements et aux transfèrements	solution proposée en utilisant les instructions et l'échelle fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 100.
Capacité opérationnelle — effets personnels				
C27	Capacité opérationnelle — effets personnels	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion des effets personnels énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.7 - Effets personnels des délinquants.	100	
		Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points — très bien traité • 15 points — traité de façon satisfaisante • 5 points — à peine traité • 0 point — non traité 	20	
C28	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des effets personnels	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des effets personnels en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y 	10	2 points par client jusqu'à concurrence de 10 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C29	Capacité opérationnelle — exigences relatives aux effets personnels	Pour chaque exigence fournie à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.7 - Biens personnels, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée en utilisant les instructions et l'échelle fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	70	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 70.
Capacité opérationnelle — gestion de la sécurité et du renseignement				
C30	Capacité opérationnelle — gestion de la sécurité et du renseignement	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion de la sécurité et du renseignement énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.8 — Gestion de la sécurité et du renseignement.	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points — très bien traité • 15 points — traité de façon satisfaisante • 5 points — à peine traité • 0 point — non traité
C31	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion de la sécurité et du renseignement	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion de la sécurité et du renseignement en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; 	10	2 points par client jusqu'à concurrence de 10 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C32	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion de la sécurité et du renseignement	<p>b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et</p> <p>c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.</p>	70	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 70.
Capacité opérationnelle — gestion des interventions et des services				
C33	Capacité opérationnelle — gestion des interventions et des services	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion des interventions et des services énoncées à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.9 - Interventions et services.	10	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> 10 points — très bien traité 5 points — traité de façon satisfaisante 2 points — à peine traité 0 point — non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C34	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des interventions et des services	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des interventions et des services en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. <p>Tous les éléments, de a) à c) ci-dessus, doivent être fournis pour que le projet de référence puisse être évalué.</p>	5	1 point par client jusqu'à concurrence de 5 points.
C35	Capacité opérationnelle — exigences relatives à la gestion des interventions et des services	<p>Pour chaque exigence fournie à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.9 - Interventions et gestion des services, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée en utilisant les instructions et l'échelle fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.</p>	25	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 25.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
Capacité opérationnelle — planification des cas				
C36	Capacité opérationnelle — planification des cas	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de planification des cas énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.10 - Planification des cas.	15	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 15 points — très bien traité • 8 points — traité de façon satisfaisante • 3 points — à peine traité • 0 point — non traité
C37	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de planification des cas	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de planification des cas en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. <p>Tous les éléments, de a) à c) ci-dessus, doivent être fournis pour que le projet de référence puisse être évalué.</p>	10	2 points par client jusqu'à concurrence de 10 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C38	Capacité opérationnelle — exigences en matière de planification de cas	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.10 — Planification des cas, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	50	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 50.
Capacité opérationnelle — correspondance et visites				
C39	Capacité opérationnelle — correspondance et visites	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion de la correspondance et des visites énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.11 - Correspondance et visites.	15	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 15 points — très bien traité • 8 points — traité de façon satisfaisante • 3 points — à peine traité • 0 point — non traité
C40	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion de la correspondance et des visites	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de Correspondance et visites en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et 	10	2 points par client jusqu'à concurrence de 10 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C41	Capacité opérationnelle — exigences en matière de correspondance et de visites	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.11 — Gestion des communications et des visites, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	50	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 50.
Capacité opérationnelle — gestion des opérations de sécurité			140	
C42	Capacité opérationnelle — gestion des opérations de sécurité	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion des opérations de sécurité énoncées à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.12 - Gestion des opérations de sécurité.	25	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 25 points — très bien traité • 15 points — traité de façon satisfaisante • 5 points — à peine traité • 0 point — non traité
C43	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des opérations de sécurité	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des opérations de sécurité en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : a) le nom de l'organisation cliente;	15	3 points par client jusqu'à concurrence de 15 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et</p> <p>c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.</p>		
C44	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion des opérations de sécurité	<p>Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.12 — Gestion des opérations de sécurité, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.</p>	100	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 100.
Capacité opérationnelle — fouilles et saisies				
C45	Capacité opérationnelle — fouille et saisie	<p>En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de fouille et de saisie énoncées à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.13 — Fouilles et saisies.</p>	20	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> 20 points — très bien traité 15 points — traité de façon satisfaisante 5 points — à peine traité 0 point — non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C46	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d’une capacité de fouille et de saisie	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de fouille et de saisie en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l’organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l’adresse de courriel. 	10	2 points par client jusqu’à concurrence de 10 points.
C47	Capacité opérationnelle — exigences en matière de fouille et de saisie	<p>Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l’appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.13 — Fouilles et saisies, en suivant les directives et en utilisant l’échelle d’évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d’écran ou une autre justification devrait être fournie.</p>	70	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l’aide des définitions de l’échelle d’exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 70.
Capacité opérationnelle — services aux victimes			100	

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C48	Capacité opérationnelle — services aux victimes	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives aux services aux victimes énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.14 — Victimes.	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points — très bien traité • 15 points — traité de façon satisfaisante • 5 points — à peine traité • 0 point — non traité
C49	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre de services aux victimes	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement les services aux victimes en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 	10	2 points par client jusqu'à concurrence de 10 points.
C50	Capacité opérationnelle — exigences relatives aux services aux victimes	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.14 — Victimes, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une	70	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 70.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — gestion des griefs				
C51	Capacité opérationnelle — gestion des griefs	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la gestion des griefs énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.15 — Gestion des griefs des délinquants.	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points — très bien traité • 15 points — traité de façon satisfaisante • 5 points — à peine traité • 0 point — non traité
C52	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des griefs	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des griefs en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 	10	2 points par client jusqu'à concurrence de 10 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		Tous les éléments, de a) à c) ci-dessus, doivent être fournis pour que le projet de référence puisse être évalué.		
C53	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion des griefs	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.15 — Gestion des griefs des délinquants, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	70	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 70.
Capacité opérationnelle — surveillance des délinquants dans la collectivité				
C54	Capacité opérationnelle — surveillance des délinquants dans la collectivité	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la surveillance des délinquants dans la collectivité énoncées à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.16 - Surveillance dans la collectivité.	10	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 10 points — très bien traité • 5 points — traité de façon satisfaisante • 2 points — à peine traité • 0 point — non traité
C55	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de surveillance des	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de surveillance des délinquants dans la collectivité en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :	5	1 point par client jusqu'à concurrence de 5 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
	délinquants dans la collectivité	a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C56	Capacité opérationnelle — exigences en matière de surveillance des délinquants dans la collectivité	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.16 — Surveillance dans la collectivité, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	25	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 25.
Capacité opérationnelle — gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants			100	
C57	Capacité opérationnelle — gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants énoncées à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.17 — Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir.	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points — très bien traité • 15 points — traité de façon satisfaisante • 5 points — à peine traité • 0 point — non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C58	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 	10	2 points par client jusqu'à concurrence de 10 points.
C59	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants	<p>Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.17 — Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.</p>	70	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 70.
Capacité opérationnelle — gestion des décisions			100	

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C60	Capacité opérationnelle — gestion des décisions	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la gestion des décisions énoncées à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.18 — Décisions.	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points — très bien traité • 15 points — traité de façon satisfaisante • 5 points — à peine traité • 0 point — non traité
C61	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des décisions	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des décisions en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 	10	2 points par client jusqu'à concurrence de 10 points.
C62	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion des décisions	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.18 — Décisions, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une	70	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 70.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
Capacité opérationnelle – gestion du rendement et rapports connexes				
C63	Capacité opérationnelle – gestion du rendement et rapports connexes	capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie. En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion du rendement et rapports connexes énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.19 — Gestion du rendement et rapports connexes.	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points — très bien traité • 15 points — traité de façon satisfaisante • 5 points — à peine traité • 0 point — non traité
C64	Capacité opérationnelle – expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion du rendement et rapports connexes	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion du rendement et rapports connexes en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : <ol style="list-style-type: none"> le nom de l'organisation cliente; la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 	10	2 points par client jusqu'à concurrence de 10 points.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C65	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion du rendement et rapports connexes	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.19 — Gestion du rendement et rapports connexes, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	70	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 70.
Capacités techniques de la solution proposée (Note minimale requise 1 110 points)				
Architecture de la solution proposée				
C66	Architecture globale de la solution	Le soumissionnaire devrait décrire l'architecture proposée pour répondre aux capacités techniques du SCC décrites à l'appendice 2 de l'énoncé des travaux et aux exigences techniques énoncées à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution. Le soumissionnaire devrait fournir un aperçu de la suite technologique et de l'architecture habilitantes de la solution proposée. La description de l'architecture globale et de ses composants et couches devrait comprendre, à tout le moins :	150	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 150 points – très bien traité • 75 points – traité de façon satisfaisante • 25 points – à peine traité • 0 point – non traité
			700	
			1850	

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C67	Architecture et intégration fondées sur les composants	<p>a) l'architecture des applications; b) les interfaces de programmation d'applications (API) et la couche d'intégration des services; c) l'architecture de l'intégration héritée; d) l'architecture de production de rapports et d'analyse; e) l'architecture de la technologie; f) l'architecture de la sécurité; g) l'architecture d'information; h) un plan de reprise après sinistre.</p> <p>Le SCC souhaiterait être en mesure d'obtenir un « gain éclair » et d'établir un soutien continu pour la modernisation en déployant une capacité opérationnelle au début du projet.</p> <p>Décrire ce qui serait requis afin de déployer la capacité du module relatif aux effets personnels des délinquants, afin que ce module soit autonome et intégré à l'ancien Système de gestion des délinquant(e)s (SGD) existant. Cette description devrait indiquer comment la solution proposée offre une architecture de solution modulaire qui permet l'utilisation des fonctions de sélection.</p>	100	<p>La réponse sera évaluée en fonction de la mesure dans laquelle le soumissionnaire démontre que la solution qu'il propose :</p> <p>a) est une conception modulaire; b) permet l'interopérabilité avec les anciennes applications et d'autres logiciels tiers; c) est une architecture axée sur le service ou de microservice, y compris la mesure dans laquelle la solution proposée prend en charge l'intégration de l'API.</p>

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>Décrire également les activités requises dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les exigences, la conception et la configuration de la solution; b) l'élaboration sur mesure (le cas échéant); c) les exigences liées à l'environnement technique; d) les exigences relatives à la conversion de données; e) l'élaboration des interfaces de programmation d'applications (API) requises pour accéder aux données existantes sur les délinquants; f) les API disponibles pour les applications existantes qui permettent d'accéder aux données sur les effets personnels; g) le plan de mise en œuvre; h) le soutien requis du SCC pour mettre en œuvre la capacité. 		<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées et les domaines d'intérêts ci-dessus :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 points – très bien traité • 50 points – traité de façon satisfaisante • 25 points – à peine traité • 0 point – non traité
C68	Architecture des données	<p>Le soumissionnaire devrait décrire l'architecture des données proposée pour soutenir la vision de l'architecture future du SCC qui figure à l'appendice 3 de l'énoncé des travaux. La description devrait comprendre au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'architecture de la solution proposée pour tirer parti de la couche d'intégration du SCC pour 	100	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 points – très bien traité • 50 points – traité de façon satisfaisante • 25 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>partager des données avec d'autres applications, y compris, mais sans s'y limiter, l'unité d'intervention structurée (UIS) et l'entrepôt de données;</p> <p>b) les outils de gestion des documents ou leur intégration offerts dans la solution proposée;</p> <p>c) l'intégration de la solution proposée à l'architecture de données existante du SCC. Par exemple, le SCC demande et reçoit des données relatives aux délinquants de diverses sources externes, y compris, mais sans s'y limiter, des 13 tribunaux provinciaux et territoriaux et des partenaires dans le système de justice pénale, comme la Gendarmerie royale du Canada. Le SCC continuera d'être responsable de la réception, du traitement et du regroupement des données reçues. Décrire la façon dont la solution proposée permettra d'accéder aux données et de les stocker, et les capacités d'intégration attendues du SCC;</p> <p>d) la façon dont la solution proposée permettra d'accéder aux données maîtres sur les délinquants et aux données transactionnelles de l'application, de les stocker, de les mettre à jour et de les partager, avec les applications conçues à l'extérieur de la solution proposée.</p>		

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C69	Expérience utilisateur et intégration de l'interface utilisateur	<p>Tel qu'il est décrit à l'appendice 3 – Paysage technique dans l'annexe A – Énoncé des travaux, l'environnement de l'application de gestion des délinquants comprendra une architecture hybride comprenant les composants de la solution proposée et les applications existantes élaborées sur mesure, comme les unités d'intervention structurées. Une expérience utilisateur et une interface utilisateur uniformes et homogènes seront essentielles pour mener à l'adoption et à l'acceptation de la solution proposée.</p> <p>Le soumissionnaire devrait les normes, les outils et les capacités disponibles dans la solution proposée et l'approche recommandée pour permettre une interface utilisateur commune pour assurer une expérience utilisateur transparente dans l'ensemble de la solution proposée et des capacités nouvelles ou existantes élaborées à l'externe.</p>	50	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité
C70	Application à identification unique	<p>Tel qu'il est décrit à l'annexe A – Énoncé des travaux, la vision d'avenir du SCC est d'établir une architecture hybride qui comprend une combinaison de la solution proposée, des applications développées sur mesure comme l'UIS et l'ancien SGD tout au long de la phase de transition. Une solution à identification unique sera nécessaire pour offrir une expérience utilisateur acceptable, puisque</p>	25	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 25 points – très bien traité • 10 points – traité de façon satisfaisante • 5 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>les utilisateurs naviguent entre divers modules fonctionnels.</p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée offre ce qui suit :</p> <p>a) une capacité d’identification unique qui permet aux utilisateurs internes d’accéder à toute la gamme des fonctionnalités autorisées sans devoir se connecter à la solution proposée s’ils se sont authentifiés avant de lancer l’application. La description devrait comprendre les fonctions liées aux données et à la sécurité requises lors de l’appel de l’application;</p> <p>b) une capacité d’identification unique qui permet aux utilisateurs internes d’accéder à toute la gamme des fonctionnalités autorisées, y compris des modules ou des applications élaborées à l’extérieur de la solution proposée par le soumissionnaire (p. ex. une fois authentifiés pour avoir accès à la solution proposée, les utilisateurs peuvent accéder à l’UIS sans devoir se connecter séparément);</p> <p>c) Une capacité d’identification unique qui permet aux utilisateurs externes d’accéder à toute la gamme des fonctionnalités autorisées.</p>		

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C71	Infrastructure et hébergement de la solution	<p>Pour se conformer à la politique de l'informatique en nuage d'abord du gouvernement du Canada, la solution doit être hébergée dans un nuage Protégé B (sûr) approuvé par le gouvernement du Canada. Cette location nuagique pourrait être fournie soit par le soumissionnaire (dans le cadre d'un modèle de logiciel-service) ou par le SCC.</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer que la solution proposée peut être déployée dans une location nuagique protégée en décrivant les déploiements de nuages effectués pour des clients existants.</p> <p>Pour chaque client, le soumissionnaire devrait présenter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre des capacités ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 	100	<p>Un maximum de 100 points est possible et les points seront attribués comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 points pour chaque client qui utilise actuellement la solution proposée dans le cadre de la mise en œuvre d'un nuage protégé. • 25 points pour chaque client ayant un nuage hybride sur place – déploiement dans un nuage où au moins une partie de la solution proposée est déployée dans un environnement infonuagique.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		Tous les éléments, de a) à c) ci-dessus, doivent être fournis pour que le projet de référence puisse être évalué.		
C72	Mise en œuvre du nuage	Comme décrit à l'annexe C - Paysage technique à l'annexe A - Énoncé des travaux, la solution proposée consiste à tirer parti d'un déploiement de nuage public, soit via un modèle de logiciel en tant que service (SaaS) ou d'infrastructure en tant que service (IaaS). Le soumissionnaire devrait décrire l'approche, l'architecture et les capacités disponibles pour gérer la solution proposée sous l'un ou l'autre de ces modèles. En particulier, pour le modèle IaaS, le soumissionnaire devrait décrire l'architecture, la conception et les étapes incluses pour concevoir, configurer, personnaliser, déployer et gérer la solution proposée dans l'environnement nuage sécurisé du SCC.	150	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 150 points – très bien traité • 75 points – traité de façon satisfaisante • 25 points – à peine traité • 0 point - non traité
C73	Stockage des données	Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée permet de réduire les coûts de stockage liés à la gestion des données en : <ul style="list-style-type: none"> a) déplaçant des données inactives ou archivées vers un stockage moins coûteux (p. ex. stockage de données à chaud ou à froid ou d'archivage); b) récupérant les données d'un stockage moins coûteux en actif; 	25	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 25 points – très bien traité • 10 points – traité de façon satisfaisante • 5 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		c) fournissant des paramètres de période configurables par l'utilisateur afin de définir automatiquement les périodes de conservation à chaud, à froid et d'archivage de différents types de données.		
Capacité technique – Compatibilité et intégration				
C74	Capacité technique – Compatibilité et intégration	En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences techniques en matière de compatibilité et d'intégration indiquées à la section 2.1 – Compatibilité et intégration de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.	50	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité
C75	Capacité technique – Compatibilité et intégration – Intégration des services Web du SCC	En trois (3) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire les capacités de la solution liées à l'appel des API d'un service Web synchrone fourni par le SCC au moyen des normes ouvertes de l'industrie, lorsque la source des données ou des fonctionnalités faisant autorité réside dans d'autres systèmes. La description doit comprendre des renseignements sur les API SOAP et REST/JSON.	50	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité
C76	Capacité technique – Compatibilité et intégration - API pour les fonctionnalités de base	Le soumissionnaire devrait décrire comment les fonctionnalités de base de la solution proposée peuvent être rendues accessibles en utilisant des API.	75	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 75 points – très bien traité et la solution proposée répond aux points c) à g)

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>À l’aide de la capacité de gestion des profils comme cas d’utilisation, décrire l’accès à l’aide d’API aux fonctionnalités de la solution proposée. La description devrait inclure, à tout le moins, la façon dont les applications externes comme l’UIS peuvent tirer parti des API d’une solution existante pour :</p> <p>a) récupérer les données du profil du délinquant pour les afficher dans l’interface utilisateur de l’UIS;</p> <p>b) mettre à jour les renseignements du profil (p. ex. pour mettre à jour l’emplacement du délinquant et indiquer qu’il est désormais dans une UIS).</p> <p>En plus des API pouvant être utilisées, la description devrait comprendre :</p> <p>c) toutes les normes ouvertes des liaisons et des protocoles disponibles (REST/JSON [favoris], SOAP/XML, etc.);</p> <p>d) les normes ouvertes utilisées pour donner accès à des données sous la forme d’entités opérationnelles ou de schémas d’objet non exclusifs;</p> <p>e) le respect des normes du SCC relatives aux API telles qu’elles sont définies à l’appendice 2 de l’annexe B – Énoncé des exigences;</p>		<ul style="list-style-type: none"> • 40 points – traité de façon satisfaisante et la solution proposée répond à au moins 3 des points c) à g) • 15 points – à peine traité et la solution proposée répond à moins de 3 des points c) à g) • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>f) l'architecture utilisée pour gérer les interactions de données entre les systèmes;</p> <p>g) Outils et capacités existants pour gérer les performances des applications, y compris la mise à l'échelle et l'élasticité des API;</p> <p>h) la prise en charge d'OpenAPI ou de Swagger (favoris), pour faciliter la consommation et les essais.</p>		
C77	Capacité technique – Compatibilité et intégration – Prise en charge des appareils mobiles	<p>Le soumissionnaire devrait décrire la prise en charge des appareils mobiles fournie par la solution. La réponse devrait inclure, à tout le moins :</p> <p>a) les systèmes d'exploitation des appareils mobiles pris en charge;</p> <p>b) les capacités natives des appareils mobiles;</p> <p>c) le fonctionnement hors ligne pour les zones sans réseau cellulaire ou Wi-Fi;</p> <p>d) la prise en charge de la gestion des appareils mobiles (p. ex. pour le déploiement de mises à jour d'applications mobiles natives).</p>	25	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 25 points – très bien traité • 15 points – traité de façon satisfaisante • 15 points – à peine traité • 0 point – non traité
C78	Capacité technique – Exigences en matière de compatibilité et d'intégration	<p>Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à la section 2.1 – Compatibilité et intégration l'appendice 4 – Exigences liées à la solution en utilisant les directives et l'échelle fournies. Pour les éléments identifiés</p>	150	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 150.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
Capacité technique – Sécurité et respect de la vie privée				
C79	Capacité technique – Sécurité et respect de la vie privée	<p>comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.</p> <p>En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences techniques de sécurité et de respect de la vie privée énoncées à la section 2.2 – Gestion de la sécurité et du renseignement de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, et respectera les normes de sécurité du SCC énoncées à l'appendice 3 dans l'annexe B – Énoncé des exigences.</p>	<p>50</p> <p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité 	
C80	Capacité technique – Conformité des contrôles en matière de sécurité et de respect de la vie privée	<p>Le soumissionnaire devrait décrire les processus et les contrôles actuellement en place pour confirmer que la solution proposée est conçue et développée pour en garantir la sécurité, y compris, mais sans s'y limiter, en appliquant les politiques et les procédures de sécurité, et en instaurant des contrôles.</p> <p>Si le soumissionnaire détient une ou plusieurs des certifications de l'industrie énumérées ci-dessous ou un équivalent reconnu, inclure ce qui suit dans la réponse :</p>	<p>50</p> <p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité et le soumissionnaire détient une ou plusieurs certifications standards de l'industrie • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité 	

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>a) ISO/IEC 27001:2013 Technologies de l'information – Techniques de sécurité – Systèmes de management de la sécurité de l'information – Exigences;</p> <p>b) ISO/IEC 27017:2015 Technologies de l'information – Techniques de sécurité – Code de pratique pour les contrôles de sécurité de l'information fondés sur l'ISO/IEC 27 002 pour les services du nuage;</p> <p>c) AICPA SOC 2 Type II pour les principes de confiance de sécurité, de disponibilité, d'intégrité du traitement et de confidentialité :</p> <p>i. 7:2015 Technologies de l'information – Techniques de sécurité – Code de pratique pour les contrôles de sécurité de l'information fondés sur l'ISO/IEC 27 002;</p> <p>ii. AICPA Service Organization Control (SOC) 2 Type II pour les principes de la confiance entourant la sécurité, la disponibilité, l'intégrité du traitement et la confidentialité;</p> <p>d) contrôles de sécurité figurant dans la publication 800-53 du National Institute of Standards and Technology.</p>		
C81	Capacité technique – Sécurité et	En trois (3) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée protégera les données au repos et en transit du SCC	50	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
	confidentialité – Sécurité des données	au moyen de la saisie, du stockage, de l'échange, de l'utilisation et de la conservation afin de protéger la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données.		<ul style="list-style-type: none"> • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité
C82	Capacité technique – Sécurité et respect de la vie privée - Contrôles d'accès	<p>La solution devrait limiter la disponibilité des fonctionnalités et des données en fonction des attributs de l'utilisateur, comme le code d'utilisateur, son rôle, son emplacement (établissement ou région), la fonction (affichage, ajout, mise à jour), la catégorisation des données, etc.</p> <p>En trois pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire les capacités de contrôle d'accès offertes dans la solution proposée, y compris, à tout le moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la disponibilité des fonctionnalités pour les utilisateurs en fonction du rôle; b) le niveau de granularité possible (p. ex. au niveau de la page, de l'objet ou du champ) pour limiter l'accès aux fonctionnalités ou aux données en fonction des attributs des utilisateurs; c) les capacités disponibles pour configurer et gérer les changements d'accès pour des groupes ou des utilisateurs individuels. 	50	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C83	Capacité technique – Sécurité et respect de la vie privée – Vérification	<p>Le soumissionnaire devrait décrire la façon dont la solution permettra de journaliser tous les accès au système d'utilisateurs et automatisés ainsi que l'activité dans un ou plusieurs journaux immuables qui recueillent les détails relatifs à qui, quoi, quand, comment et où pour chacun des événements. La description devrait porter sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la configuration disponible pour adapter les événements et les données saisis dans les journaux de vérification pour respecter les exigences du SCC; b) le suivi des accès au système (ouverture et fermeture de session, tentatives d'ouverture de session qui ont échoué, etc.); c) le suivi de la création de données ou de l'accès aux données par les utilisateurs, les administrateurs et les processus automatisés; d) le suivi de la modification de données par les utilisateurs, les administrateurs et les processus automatisés; e) le suivi des modifications de la configuration; f) le suivi des changements apportés aux contrôles et aux droits d'accès; g) le suivi des interruptions ou des redémarrages du système ou du service; 	50	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		h) le suivi des alertes ou des erreurs du système.		
C84	Capacité technique – Exigences en matière de sécurité et de respect de la vie privée	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à la section 2.2 – Gestion de la sécurité et du renseignement de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution en utilisant les directives et l'échelle fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	100	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 100.
Capacité technique – Fiabilité				
C85	Capacité technique – Fiabilité	En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences techniques en matière de fiabilité fournies à la section 2.3 – Fiabilité de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points – très bien traité • 10 points – traité de façon satisfaisante • 5 points – à peine traité • 0 point – non traité
C86	Évolutivité	En trois (3) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire les capacités offertes par la solution proposée pour augmenter ou réduire la capacité afin de fonctionner de manière efficiente dans un environnement infonuagique, tout en maintenant des niveaux de rendement acceptables pour les applications et en s'adaptant à l'évolution de l'utilisation et des volumes. La description devrait comprendre les capacités de la solution permettant	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points – très bien traité • 10 points – traité de façon satisfaisante • 5 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>de surveiller le rendement et de détecter la nécessité d'accroître ou de réduire la capacité de l'infrastructure ainsi que toute capacité automatisée permettant d'ajouter ou de libérer de la capacité.</p> <p>Les changements d'utilisation et de volume peuvent prendre la forme, mais pas exclusivement, d'un ou plusieurs des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) utilisateurs simultanés supplémentaires; b) emplacements géographiques supplémentaires; c) organisations partenaires supplémentaires; d) fonctions supplémentaires; e) volumes supplémentaires; f) processus simultanés supplémentaires. 		
C87	Capacité technique – Fiabilité – Reprise après sinistre	Le soumissionnaire devrait décrire les capacités comprises dans la solution proposée afin de veiller à ce qu'elle soit disponible avec un minimum d'interruptions. Décrire en particulier les processus et les étapes à suivre pour résoudre une panne, y compris, mais sans s'y limiter, les capacités de basculement vers une autre infrastructure.	20	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 20 points – très bien traité • 10 points – traité de façon satisfaisante • 5 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C88	Capacité technique – Exigences en matière de fiabilité	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à la section 2.3 – Fiabilité de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution en utilisant les directives et l'échelle fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	40	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 40.
Capacité technique – Maintenabilité, état de fonctionnement, gérabilité				
C89	Capacité technique – Maintenabilité, état de fonctionnement, gérabilité	En trois (3) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences techniques en matière de maintenabilité, état de fonctionnement, gérabilité énoncées à la section 2.4 – Facilité de maintenance et capacité de gestion de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points – très bien traité • 10 points – traité de façon satisfaisante • 5 points – à peine traité • 0 point – non traité
C90	Capacité technique – Maintenabilité, état de fonctionnement, gérabilité – Surveillance des services	En trois pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire les capacités de la solution proposée pour surveiller de façon centralisée l'utilisation, le bon fonctionnement et la sécurité des services.	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points – très bien traité • 10 points – traité de façon satisfaisante • 5 points – à peine traité • 0 point – non traité
C91	Capacité technique – Maintenabilité, état de fonctionnement, gérabilité – Modèle de soutien	Décrire le modèle de soutien recommandé pour la solution proposée. La recommandation devrait porter sur les éléments suivants :	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points – très bien traité • 10 points – traité de façon satisfaisante • 5 points – à peine traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		a) les modes de soutien proposés (libre-service, portail, documentation, formation, etc.); b) le processus général de gestion et de résolution des incidents; c) les différents niveaux de soutien et les niveaux d'intervention ainsi que les personnes qui seraient responsables de chacun; d) les responsabilités du SCC; e) Comment les exigences de résidence des données seraient-elles traitées; f) la façon dont les exigences relatives à la prestation du soutien dans les deux langues officielles seront satisfaites.		<ul style="list-style-type: none"> 0 point – non traité
C92	Capacité technique – Exigences en matière de Maintenabilité, état de fonctionnement, gérabilité	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à la section 2.4 – Facilité de maintenance, et capacité de gestion de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution en utilisant les directives et l'échelle fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.	40	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l'aide des définitions de l'échelle d'exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 40.
Capacité technique – Localisation et facilité d'emploi			250	
C93	Capacité technique – Localisation et facilité d'emploi	En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences techniques en matière de localisation et de facilité d'emploi énoncées à la	40	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> 40 points – très bien traité 25 points – traité de façon satisfaisante

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		section 2.5 – Localisation et facilité d'emploi de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.		<ul style="list-style-type: none"> 10 points – à peine traité 0 point – non traité
C94	Capacité technique – Expérience relative à la mise en œuvre de la localisation et de la facilité d'emploi	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients actuels qui utilisent la solution proposée dans une langue autre que l'anglais. Pour chaque client, la langue utilisée devrait être fournie avec les caractéristiques suivantes de la solution :</p> <p>a) si elle permet aux utilisateurs de basculer d'une langue à l'autre sans avoir à fermer la session et à en ouvrir une nouvelle;</p> <p>b) si les signes diacritiques (accents sur les lettres) sont utilisés;</p> <p>c) si des caractères spéciaux sont utilisés;</p> <p>d) si des formats de champ propres à une langue sont utilisés (p. ex. formats de date et d'heure, formats de données financières);</p> <p>e) si les nouvelles versions (rustines, améliorations, correctifs, etc.) sont rendues disponibles aux utilisateurs finaux dans toutes les langues en même temps.</p> <p>Pour chaque client, le soumissionnaire devrait présenter les éléments suivants :</p>	20	<ul style="list-style-type: none"> 10 points pour chaque client dont la mise en œuvre est dans une langue autre que l'anglais et qui répond aux éléments de a) à e), jusqu'à un maximum de 20 points 5 points pour chaque client dont la mise en œuvre est dans une langue autre que l'anglais et qui répond à certain des éléments de a) à e), mais pas à tous, jusqu'à un maximum de 20 points

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre des capacités ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C95	Appui aux langues officielles	<p>Afin de déployer la solution proposée, elle devrait offrir, permettre et soutenir les fonctionnalités de façon égale dans les deux langues officielles du Canada (anglais et français canadiens), conformément aux politiques et aux directives énoncées à la section 5.5 de l'appendice 2 – Descriptions des capacités techniques. L'application devrait fournir aux utilisateurs un soutien dans la langue officielle de leur choix (anglais et français).</p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire les outils, les options de configuration et les processus disponibles dans la solution proposée pour prendre en charge des langues autres que l'anglais.</p> <p>Décrire également les outils, les options de configuration et les étapes nécessaires pour modifier une traduction en particulier afin qu'elle</p>	75	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> 75 points – très bien traité et les renseignements fournis démontrent comment le SCC peut modifier les traductions sans l'intervention du soumissionnaire ou la coordination avec celui-ci 50 points – traité de façon satisfaisante et les renseignements fournis démontrent comment le soumissionnaire peut modifier les traductions au moyen de changements de configuration 25 points – à peine traité et les renseignements fournis démontrent comment le soumissionnaire peut

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		corresponde au libellé approuvé par le SCC d’une étiquette de champ et d’un message d’erreur généré par le système.		<p>modifier les traductions au moyen de la personnalisation ou de déploiements de logiciels</p> <ul style="list-style-type: none"> 0 point – non traité
C96	Accessibilité	<p>Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répond aux exigences canadiennes de conformité relatives à l’accessibilité.</p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée satisfait aux règles pour l’accessibilité des contenus Web (WCAG) 2,0 ou 2,1 de niveau AA énoncées à : https://www.w3.org/Translations/WCAG20-fr/</p> <p>. Si la solution n’est actuellement pas conforme aux WCAG 2.1, un plan visant à se conformer dans les deux années suivant la date de clôture de la demande de proposition devrait être fourni.</p>	75	<ul style="list-style-type: none"> 75 points pour l’attestation de conformité aux WCAG 2.1 sous la forme d’un rapport de conformité d’accessibilité 50 points pour l’attestation de conformité aux WCAG 2.0 et la présentation d’un plan réalisable pour se conformer à la version 2.1 25 points pour la présentation d’un plan et d’un échéancier réalisables pour se conformer aux WCAG 2.1 0 point – non traité
C97	Capacité technique – Exigences en matière de localisation et de facilité d’emploi	<p>Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à la section 2.5 – Localisation et facilité d’emploi de l’appendice 4 – Exigences liées à la solution en utilisant les directives et l’échelle fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d’écran ou une autre justification devrait être fournie.</p>	40	Toutes les exigences pour cette capacité seront notées à l’aide des définitions de l’échelle d’exigences cotées 2. Les notes seront pondérées pour correspondre à une note maximale possible de 40.
Méthode de livraison proposée			250	

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C98	Méthodologie proposée pour la livraison du projet	<p>Le soumissionnaire devrait décrire la méthodologie proposée qui sera utilisée pour livrer les capacités et les produits livrables indiqués à l'annexe A – Énoncé des travaux. La réponse devrait décrire la façon dont l'approche offre ce qui suit :</p> <p>a) des pratiques exemplaires pour un développement, une mise à l'essai et une mise en œuvre itératifs, progressifs et souples;</p> <p>b) l'harmonisation avec les structures de gouvernance du gouvernement du Canada et du SCC décrites à la section 4 de l'annexe A – Énoncé des travaux;</p> <p>c) une collaboration, y compris, mais sans s'y limiter, les interactions avec les intervenants, la structure de gouvernance et les responsables du projet;</p> <p>d) les méthodes, les techniques et les processus selon lesquels le soumissionnaire travaillera avec les membres de l'équipe de projet du SCC et les experts en la matière qui seront répartis dans tout le Canada;</p> <p>e) les méthodes, les techniques et les processus selon lesquels le soumissionnaire travaillera avec les ressources du projet du SCC pendant les étapes de la conception et de la mise en œuvre</p>	50	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>afin de permettre au SCC d'acquérir des compétences;</p> <p>f) des solutions conceptuelles telles que des validations de principe ou des prototypes pour élaborer, analyser et confirmer les exigences clés de la solution auprès des intervenants;</p> <p>g) une utilisation privilégiée de la fonctionnalité commerciale standard du logiciel pour éviter tout développement sur mesure, à moins que le processus opérationnel du SCC ne puisse être modifié, selon ce que déterminera le responsable technique;</p> <p>h) la configuration et les améliorations logicielles mises en œuvre de façon à ne pas limiter la capacité du Canada de procéder à la mise à niveau vers les prochaines versions logicielles.</p>		
C99	Approche de mise en œuvre proposée	Le soumissionnaire devrait décrire l'approche de mise en œuvre proposée pour démontrer que toutes les capacités techniques et opérationnelles comprises dans la solution proposée ont été prises en compte, étant entendu que la priorité et les spécificités des capacités individuelles seront déterminées de manière collaborative au cours de l'étape 2 – Conception de la solution.	50	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>La réponse devrait décrire ce qui suit :</p> <p>a) l'approche itérative de la mise en œuvre, y compris une recommandation initiale sur la séquence ou le regroupement des capacités;</p> <p>b) la façon dont l'approche permettra au SCC d'atteindre les objectifs du projet de modernisation du SGD;</p> <p>c) opportunités potentielles de « gain rapide » ;</p> <p>d) la façon dont l'approche de mise en œuvre intègre les connaissances, l'expertise et l'expérience de la mise en œuvre d'applications dans un environnement correctionnel;</p> <p>e) les risques associés à l'approche proposée et les stratégies d'atténuation proposées.</p>		
C100	Plan proposé pour l'étape de la conception	<p>Le soumissionnaire devrait fournir un plan pour l'étape de la conception pour décrire l'approche proposée pour l'étape de la conception et fournir le plan de travail de la structure de répartition des travaux (SRT) de niveau 4 prévue pour réaliser l'étape de la conception, tel que décrit à la section 7 de l'annexe A – Énoncé des travaux.</p> <p>Le soumissionnaire devrait inclure ce qui suit :</p>	25	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 25 points – très bien traité • 10 points – traité de façon satisfaisante • 5 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C101	Plan proposé pour l'étape de la mise en œuvre	<p>a) une explication écrite appuyant chaque phase de la SRT;</p> <p>b) une description des outils et des techniques à utiliser pendant l'étape de la conception;</p> <p>c) la définition de tous les lots de travaux pour lesquels des ressources du SCC sont requises;</p> <p>d) les contraintes et les dépendances entre les lots de travaux;</p> <p>e) les catégories et niveaux de ressources pour exécuter chaque lot de travaux ;</p> <p>f) les principaux jalons de l'étape de conception.</p>	25	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 25 points – très bien traité • 10 points – traité de façon satisfaisante • 5 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		c) la définition de tous les lots de travaux pour lesquels des ressources du SCC sont requises; d) les contraintes et les dépendances entre les lots de travaux; e) les catégories et niveaux de ressources pour exécuter chaque lot de travaux ; f) les principaux jalons de l'étape de mise en œuvre.		
C102	Modèle de soutien proposé	<p>Le soumissionnaire devrait fournir un modèle de soutien proposé qui décrit l'approche qu'il propose pour le soutien et la maintenance continuus.</p> <p>Le soumissionnaire devrait inclure :</p> <p>a) Une description des éléments de soutien proposés à fournir (centre d'appels, web, etc.) et les normes de service pour chacun;</p> <p>b) Une description de la façon dont le service d'assistance sera fourni en anglais et en français ;</p> <p>c) Répartition prévue des responsabilités de soutien entre le soumissionnaire et le SCC;</p> <p>d) Le nombre proposé de versions de logiciels par an ; et</p> <p>e) Durée de la prise en charge d'une version logicielle ou nombre de versions logicielles prises en charge (c'est-à-dire à quelle fréquence le SCC devra-</p>	100	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 points – très bien traité • 50 points – traité de façon satisfaisante • 25 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		t-il mettre en œuvre une mise à niveau logicielle pour maintenir la prise en charge.		
Innovation et évolution des produits				
C103	Améliorations et innovation des produits et intégration des technologies émergentes	<p>Le soumissionnaire devrait décrire, à l'aide d'exemples précis tirés des cinq dernières années, comment l'innovation ou les technologies émergentes ont été intégrées aux produits offerts et fournis aux clients existants.</p> <p>Le soumissionnaire devrait indiquer le nombre typique de versions par année, le nombre de mises à jour logicielles diffusées aux clients dans les trois dernières années et les mises à jour ou les améliorations majeures comprises dans chacune d'elles. La réponse devrait également mettre en évidence les cinq (5) modifications ou ajouts les plus importants apportés au produit dans ces versions.</p> <p>Les innovations dans les domaines suivants présentent un intérêt particulier :</p> <p>a) l'analyse de données, l'apprentissage machine, les renseignements de localisation, et l'intelligence artificielle;</p> <p>b) l'automatisation de processus robotisés;</p>	50	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		c) la saisie des signatures électroniques ou numériques; d) l'identification par radiofréquence (IRF); e) le soutien et l'intégration des appareils de l'Internet des objets; f) l'intégration des données biométriques; g) les capacités de libre-service des délinquants.		
C104	Feuille de route des produits	Le soumissionnaire devrait fournir un aperçu de la feuille de route des produits et énumérer les cinq (5) éléments les plus importants prévus pour les mises à jour futures du produit dans les deux ans suivant la date de soumission de la demande de propositions. Le soumissionnaire devrait décrire comment ces éléments permettront au SCC d'atteindre les résultats souhaités pour la modernisation du SGD ou de surmonter une faiblesse connue.	20	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 20 points – très bien traité • 10 points – traité de façon satisfaisante • 5 points – à peine traité • 0 point – non traité
C105	Contribution à la feuille de route des produits	Le soumissionnaire devrait décrire comment le SCC sera en mesure de contribuer aux décisions relatives à la gestion ou à la feuille de route des produits et de les influencer. La réponse devrait décrire ce qui suit : a) les canaux disponibles pour permettre au SCC de fournir des commentaires ou des suggestions sur la conception du produit;	50	Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées : <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>b) la façon dont les commentaires du client sont utilisés et privilégiés pour orienter la feuille de route des produits;</p> <p>c) s'il est possible de consulter ou de commenter les suggestions d'autres clients;</p> <p>d) Comment les réponses sont fournies aux modifications demandées par le client qui ne sont pas incluses dans une version à venir;</p> <p>e) les groupes d'utilisateurs ou autres forums disponibles pour la mise en commun des connaissances et de l'expérience.</p>		
C106	Souplesse de la solution proposée	<p>Les politiques et les procédures changent périodiquement et ces changements pourraient avoir une incidence sur la conception ou la configuration de la solution proposée. Le soumissionnaire devrait décrire la façon dont la solution proposée s'adapte aux modifications apportées aux politiques et aux procédures d'une manière souple, rapide, rentable, et qui réduit au minimum les risques.</p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire ce qui suit :</p> <p>a) le processus permettant d'adapter les fonctionnalités et les capacités (p. ex. règles, flux des travaux) requises selon les politiques et les</p>	100	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 points – très bien traité • 50 points – traité de façon satisfaisante • 25 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>procédures du SCC ainsi qu'un résumé des activités techniques requises;</p> <p>b) les caractéristiques de la conception de la technologie qui permettent d'ajouter de nouvelles fonctionnalités et capacités dans une installation de production existante de la solution proposée;</p> <p>c) la façon dont les changements peuvent être apportés par la modification des paramètres de configuration sans exiger le déploiement de logiciels nouveaux ou modifiés;</p> <p>d) en prenant comme exemple un changement apporté aux étapes d'un processus ou à un flux de travail existants pour consigner une approbation supplémentaire, décrire les étapes requises pour mettre en œuvre le changement et le type de ressource nécessaire pour réaliser chaque étape, y compris, mais sans s'y limiter, tout changement de configuration, de code ou de structure de données.</p>		
C107	Répondre aux exigences législatives particulières	Les modifications législatives peuvent entraîner des changements importants aux processus existants et peuvent souvent imposer des échéances de mise en œuvre strictes. Par exemple, le projet de loi C-83 a éliminé le recours à l'isolement préventif et à l'isolement disciplinaire dans tous les établissements	100	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 points – très bien traité • 50 points – traité de façon satisfaisante • 25 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
		<p>correctionnels fédéraux et a permis la mise sur pied des unités d'intervention structurées pour veiller à ce que les délinquants qui doivent être séparés de la population carcérale régulière (pour des raisons de sécurité) soient soutenus au moyen d'interventions et de soins de santé mentale favorisant leur réadaptation et leur réinsertion sociale. Le projet de loi C-83 a été approuvé en juin 2019 et devait être mis en œuvre avant la fin novembre 2019.</p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire comment les exigences législatives uniques seraient abordés par la solution proposé et la méthodologie proposées, compte tenu des priorités concurrentes en ce qui a trait aux changements apportés au produit, de l'évolution rapide des exigences opérationnelles et d'une date de mise en œuvre imposée.</p>		
C108	Analyse des données	Le soumissionnaire devrait décrire les capacités actuelles d'analyse de données et d'analytique, y compris les capacités liées à l'apprentissage machine ou à l'intelligence artificielle fournies dans la solution proposée. La réponse devrait décrire la fonctionnalité et la façon dont elle peut être appliquée aux capacités opérationnelles décrites à l'annexe A afin d'améliorer les résultats opérationnels.	50	<p>Utiliser les définitions de l'échelle 1 des exigences cotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 50 points – très bien traité • 25 points – traité de façon satisfaisante • 10 points – à peine traité • 0 point – non traité

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Points possibles	Notation
C109	Autres capacités liées aux délinquants	<p>Le soumissionnaire devrait décrire toutes les autres capacités disponibles dans la solution proposée en plus de celles énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux. Les capacités additionnelles pourraient inclure ce qui suit, mais sans s’y limiter :</p> <ul style="list-style-type: none"> o la santé; o la rétribution des délinquants; o les points de vente de la cantine. 	150	50 points pour chaque capacité applicable à la gestion des délinquants qui ne figure pas déjà à l'annexe A – Énoncé des travaux, jusqu’à concurrence de 150 points
Nombre total de points disponibles			5130	

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Échelle 1 des exigences cotées pour la modernisation du SGD :

Cote	Description
Très bien traité	<p>La réponse démontre une excellente compréhension des exigences et l’approche proposée aborde tous les facteurs importants.</p> <p>L’approche proposée ne présente aucune faiblesse apparente, répondrait probablement aux exigences, serait probablement efficace, donnerait d’excellents résultats en harmonie avec les résultats souhaités du SCC et constitue une excellente valeur technique pour le Canada.</p> <p>La réponse présente un risque résiduel apparent faible ou nul pour le Canada.</p>
Traité de façon satisfaisante	<p>La réponse démontre une compréhension satisfaisant des exigences et l’approche proposée aborde la plupart des facteurs importants.</p> <p>L’approche proposée présente des faiblesses mineures, répondrait probablement aux exigences et constitue une bonne valeur technique pour le Canada.</p> <p>La soumission présente un risque résiduel perçu gérable pour le Canada.</p>
À peine traité	<p>La réponse démontre une faible compréhension des exigences et l’approche proposée n’aborde pas les facteurs importants.</p> <p>L’approche proposée présente des faiblesses importantes, ne répondrait probablement pas aux exigences et ne constitue pas une valeur technique pour le Canada.</p>

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	La soumission présente un risque résiduel perçu significatif pour le Canada.
Non traité	Les renseignements fournis par l’entrepreneur ne se rapportaient pas aux critères ou ce dernier a négligé de fournir une réponse.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Échelle 2 des exigences cotées pour la modernisation du SGD :

Cote	Description
10 points	Disponible actuellement – La fonction est incluse dans la version actuelle du logiciel.
5 points	Prévue pour une version future – La fonction est documenté sur la feuille de route ou le backlog de la solution et est prévue pour une prochaine version du logiciel au cours des deux prochaines années.
2 points	Fournie au moyen de la personnalisation – La fonction n’est pas incluse dans la version actuelle du logiciel et il n’est pas prévu qu’elle fasse partie d’une version future du logiciel. Toutefois, cette fonction sera fournie à l’aide de modifications personnalisées.
2 point	Fournie au moyen de l’intégration de tiers – La fonction n’est pas incluse dans la version actuelle du logiciel et il n’est pas prévu qu’elle fasse partie d’une version future du logiciel. Toutefois, cette fonction sera fournie à l’aide de l’intégration d’un système tiers fourni par l’entrepreneur.
0 point	Non disponible – Impossible de fournir la fonction.

Appendice 1 – Évaluation des capacités et de la convivialité

1. APERÇU

Le prototype de la solution visée par l’évaluation de la capacité et de la convivialité (ECC) doit prendre en charge l’accès au prototype de la solution, y compris l’octroi de tous les droits d’utilisation de la solution, la documentation logicielle, la garantie, l’hébergement et la maintenance ainsi que l’assistance technique (à l’exception de la formation), les exonérations, les ententes de confidentialité ou d’autres décharges au profit du SCC en vue de mener l’ECC, l’objectif étant de permettre à jusqu’à 200 utilisateurs autorisés d’utiliser le prototype de la solution aux fins de l’évaluation des capacités et de la convivialité pendant la durée initiale du contrat. Les testeurs désignés pour l’évaluation pratique des capacités et de la convivialité peuvent comprendre des membres de l’équipe de projet, du personnel sur le terrain, des administrateurs du système, des professionnels de la technologie, des analystes de données, des personnes handicapées et du personnel de la CLCC. Leur rétroaction structurée sera comprise dans la note obtenue à l’ECC.

L’entrepreneur doit fournir un accès qui comprend l’octroi de tous les droits d’utilisation, la documentation du logiciel, la garantie, l’hébergement et la maintenance ainsi que le soutien (à l’exception de la formation), les exonérations, les ententes de confidentialité ou d’autres décharges au profit du SCC pour le prototype de la solution visée par l’ECC, aux fins de l’évaluation des capacités et de la convivialité, pendant la durée initiale du contrat.

2. CRITÈRES D’ÉVALUATION DE LA CAPACITÉ ET DE LA CONVIVIALITÉ ET SCÉNARIOS D’ESSAI


Le Canada fournira les critères de l’AUC et les scénarios d’essai aux soumissionnaires retenus au début de leurs activités respectives de l’étape 1 – prototypes.

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier








Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Appendice 2 – Normes sur les API du SCC






Titre	Date et/ou version	Document
Norme de GI-TI du SCC visant la conception et la publication d'interfaces de programmation d'applications à couche de données simple	État : 1.2 Version définitive Date : 23 février 2021	 FR_CSC-STD-DF Simple Data Layer A1

Appendice 3 – Documents de référence sur la sécurité et la protection des renseignements personnels

1. NORMES SUR LA SÉCURITÉ DE LA GESTION DE L’INFORMATION ET DE LA TECHNOLOGIE DE L’INFORMATION DU SCC

Titre	Date et/ou version	Document
Norme de GI-TI du SCC sur le contrôle d’accès	État : 1.1 Version définitive Date : 15 janvier 2021	 SSC-NRM-SecTI-Norme sur le contrôle d
Norme de GI-TI du SCC sur la vérification	État : 1.2 Version définitive Date : 15 janvier 2021	 SSC-NRM-SecTI-Norme sur la vérification
Norme de GI-TI du SCC sur la sensibilisation et la formation	État : 1.1 Version définitive Date : 15 janvier 2021	 SSC-NRM-SecTI-Norme sur la sensibilisa
Norme de GI-TI du SCC sur la gestion de la configuration	État : 1.1 Version définitive Date : 15 janvier 2021	 SSC-NRM-SecTI-Norme sur la gestion de
Norme de GI-TI du SCC sur la planification d’urgence	État : 1.1 Version définitive Date : 15 janvier 2021	 SSC-NRM-SecTI-Norme sur la planificati
Norme de GI-TI du SCC sur l’authentification et l’identification	État : 1.1 Version définitive Date : 15 janvier 2021	 SSC-NRM-SecTI-Norme sur l’authentifica
Norme de GI-TI du SCC sur l’intervention en cas d’incident	État : 1.1 Version définitive Date : 15 janvier 2021	 SSC-NRM-SecTI-Norme sur l’interventior

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Norme de GI-TI du SCC sur la maintenance	État : 1.1 Version définitive Date : 15 janvier 2021	 SSC-NRM-SecTI-Norme sur la mainten
Norme de GI-TI du SCC sur la protection des communications	État : 1.1 Version définitive Date : 15 janvier 2021	 SSC-NRM-SecTI-Norme la protection de:
Norme de GI-TI du SCC sur l'intégrité de l'information et des systèmes	État : 1.1 Version définitive Date : 15 janvier 2021	 SSC-NRM-SecTI-Norme sur l'intégrité de
Annexe A – Catalogue des contrôles de sécurité (ITSG-33)	Décembre 2014	 itsg33-ann3a-fra.pdf
Mise en œuvre de la signature électronique – Protocole et norme du SCC	État : 1.3 Version définitive Date : 6 juillet 2015	 SGI-Mise en œuvre de la signature élect

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Annexe C – Base de paiement

Les soumissionnaires sont tenus de remplir les tableaux de prix suivants pour présenter une soumission.

TABLEAU 1 – SOLUTION PROTOTYPE POUR L'ÉVALUATION DES CAPACITÉS ET DE LA CONVIVIALITÉ (ECC)		
Prix ferme tout compris en \$ CA (taxes applicables supplémentaires) pour le travail décrit à l'étape 1 – Solution prototype de l'énoncé des travaux à l'annexe A, y compris l'élaboration de produits livrables et l'octroi de l'ensemble des droits d'utilisation, des autorisations et des accès de la solution, de la documentation du logiciel, de la garantie, de la formation virtuelle pour l'utilisation du prototype. Entretien et soutien, renonciations, accords de non-divulgation et toute nouvelle version au Canada aux fins de l'évaluation ECC, pour un maximum de 200 utilisateurs au cours de la période initiale du contrat.		
Article (A)	Description (B)	Prix de lot ferme tout compris (\$ CA) (C)
1	Tous les produits livrables associés à la première phase, y compris le prototype de solution, conformément à l'annexe A – Énoncé des travaux.	100 000 \$
Total du tableau 1 Table 1 (pas à des fins d'évaluation): (taxes applicables en sus)		100 000 \$
La période du contrat commence à l'attribution du contrat et prend fin trois ans après cette attribution.		

Solicitation No. – N° de l'invitation

21120-206246

Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.

165XL

File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

TABLEAU 2.1 – PRODUITS LIVRABLES COMMUNS À L'ÉTAPE DE CONCEPTION DE LA SOLUTION			
Prix fermes tout compris en dollars canadiens (taxes applicables en sus) pour les éléments livrables de l'étape de conception de la solution à fournir au fur et à mesure des besoins, comme indiqué à l'annexe A, Énoncé des travaux, et conformément au processus d'autorisation de tâche.			
Capacité(s)	Article	Produit(s) livrable(s)	Prix ferme tout compris (en \$ CA, taxes applicables en sus)
Un livrable commun applicable à toutes les capacités : <ul style="list-style-type: none"> Capacités habilitantes Gestion des profils Documentation des cas Gestion des peines des délinquants Placement et transfèrement des délinquants Gestion des effets personnels Gestion de la sécurité et du renseignement Gestion de la correspondance et des visites des délinquants Gestion des opérations de sécurité Gestion des fouilles et des saisies Gestion des griefs des délinquants Gestion des évaluations des délinquants Gestion des interventions et des services Planification des cas Services aux victimes Surveillance des délinquants dans la collectivité Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir pour délinquants 	1	DS01 Plan de projet à l'étape de conception de la solution	_____ \$
	2	DS02 Démarche de perfectionnement des compétences du SCC	_____ \$
	3	DS05 Évaluation finale concordance-écart	_____ \$
	4	DS07 Document d'architecture	_____ \$
	5	DS08 Normes d'interface utilisateur	_____ \$
	6	DS11 Méthode et plan directeur des essais	_____ \$
	7	DS12 Stratégie et plan d'essai des contrôles de sécurité	_____ \$
	8	DS14 Stratégie proposée des versions	_____ \$
	9	DS15 Modèle de soutien après la mise en œuvre	_____ \$
	10	DS16 Sommaire de l'étape de conception de la solution	_____ \$
	11	DS17 Plan de projet à l'étape de mise en œuvre de la solution	_____ \$
	12	PM01 Gestion de l'intégration à l'étape de conception de la solution	_____ \$

Solicitation No. – N° de l'invitation

21120-206246

Amd. No – N° de la modif.

165XL

Buyer ID – Id de l'acheteur

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Client Ref. No. – N° de réf. De client

TABLEAU 2.1 – PRODUITS LIVRABLES COMMUNS À L'ÉTAPE DE CONCEPTION DE LA SOLUTION			
Prix fermes tout compris en dollars canadiens (taxes applicables en sus) pour les éléments livrables de l'étape de conception de la solution à fournir au fur et à mesure des besoins, comme indiqué à l'annexe A, Énoncé des travaux, et conformément au processus d'autorisation de tâche.			
Capacité(s)	Article	Produit(s) livrable(s)	Prix ferme tout compris (en \$ CA, taxes applicables en sus)
<ul style="list-style-type: none"> Gestion des décisions Rapports sur la gestion du rendement 	13	PM02 Gestion de la portée à l'étape de conception de la solution	_____ \$
	14	PM03 Gestion du calendrier à l'étape de la conception de la solution	_____ \$
	15	PM04 Gestion de la qualité à l'étape de conception de la solution	_____ \$
	16	PM05 Rapports d'étape lors de la conception de la solution	_____ \$
	17	PM06 Solution Design Step Risk & Issue Management	_____ \$
A	18	Sous-total des articles 1 à 17	_____ \$

TABLEAU 2.2 – ÉLÉMENTS LIVRABLES DE L'ÉTAPE DE CONCEPTION DE LA SOLUTION PAR CAPACITÉ						
Prix fermes tout compris en dollars canadiens (taxes applicables en sus) pour les éléments livrables de l'étape de conception de la solution à fournir au fur et à mesure des besoins, comme indiqué à l'annexe A, Énoncé des travaux, et conformément au processus d'autorisation de tâche.						
Capacité(s)	Prix ferme tout compris par produit livrable (taxes applicables en sus)					
	DS03 Conception du modèle de processus opérationnels	DS04 Document sur les besoins opérationnels	DS06 Spécifications liées aux exigences du système	DS09 Documents de conception de la configuration	DS10 Détails des exigences fonctionnelles	DS13 Stratégie et plan de migration des données
A. Capacités habilitantes Gestion des profils Documentation des cas Placement et transfertement des délinquants Gestion de la sécurité et du renseignement Gestion de la correspondance et des visites des délinquants Gestion des opérations de sécurité Gestion des fouilles et des saisies	\$	\$	\$	\$	\$	\$
B. Gestion des peines des délinquants	\$	\$	\$	\$	\$	\$
C. Gestion des effets personnels	\$	\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
165XL
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

D. Gestion des griefs des délinquants	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
E. Gestion des évaluations des délinquants	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
F. Gestion des interventions et des services	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
G. Planification des cas	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
H. Services aux victimes	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
I. Surveillance des délinquants dans la collectivité	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
J. Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir pour délinquants	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
K. Gestion des décisions	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
L. Rapports sur la gestion du rendement	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
M. Sous-total des articles A à L :	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
N. Total des produits livrables de l'étape de conception par capacité (somme de la ligne M)	\$								
Total des prix fermes tout compris des produits livrables à l'étape de conception = case A18 du tableau 2.1 + case N du tableau 2.2 (aux fins d'évaluation seulement)	\$								

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

TABLEAU DES PRIX 3.1			
SOLUTION IMPLEMENTATION STEP COMMON DELIVERABLES			
Firm All-Inclusive Price in CAD (applicable taxes extra) for Solution Implementation Step deliverables to be provided on an as-and-when requested basis as described in Annex A – Statement of Work and in accordance with the Task Authorization process.			
Capacité(s)	Article	Produit(s) livrable(s)	Prix ferme tout compris (taxes applicables en sus)
Un (1) livrable commun applicable à toutes les capacités : <ul style="list-style-type: none"> • Capacités habilitantes • Gestion des profils • Documentation des cas • Gestion des peines des délinquants • Placement et transfèrement des délinquants • Gestion des effets personnels • Gestion de la sécurité et du renseignement • Gestion de la correspondance et des visites des délinquants • Gestion des opérations de sécurité • Gestion des fouilles et des saisies • Gestion des griefs des délinquants • Gestion des évaluations des délinquants • Gestion des interventions et des services • Planification des cas • Services aux victimes • Surveillance des délinquants dans la collectivité • Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir pour délinquants 	1	IS01 Mise à jour du plan de projet à l'étape de mise en œuvre de la solution	\$
	2	IS02 Environnements de développement, d'essai et de formation	\$
	3	IS16 Plan de transfert des connaissances	\$
	4	IS17 Rapport d'achèvement relatif au transfert des connaissances	\$
	5	IS18 Rapport de clôture pour l'étape de mise en œuvre de la solution	\$
	6	PM01 Gestion de l'intégration à l'étape de conception de la solution	\$
	7	PM02 Gestion de la portée à l'étape de mise en œuvre de la solution	\$
	8	PM03 Gestion du calendrier à l'étape de la mise en œuvre de la solution	\$
	9	PM04 Gestion de la qualité à l'étape de mise en œuvre de la solution	\$
	10	PM05 Rapports d'étape lors de la mise en œuvre de la solution	\$

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246

Amd. No – N° de la modif.
165XL

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client

File No. – N° du dossier

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IS07 Réalisation et résultats des essais relatifs à la migration de données	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
IS08 Prise en charge des essais d'acceptation par l'utilisateur	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
IS09 Environnements de production	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
IS10 Tableau de bord hebdomadaire de l'état de préparation à la mise en service	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
IS11 Plan de transfert technique	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
IS12 Exécution de la migration de données	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
IS13 Exécution du transfert technique	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
IS14 Plan de stabilisation après la mise en œuvre et exécution du plan	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
IS15 Rapport d'achèvement de la stabilisation après la mise en œuvre	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
A. Valeur totale des produits livrables par capacité (taxes applicables en sus) :	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
B.	Total pour l'évaluation du tableau 3.2 (sommmation de la ligne A) : (taxes applicables en sus)										_____ \$									
Total des prix fermes tout compris des produits livrables à l'étape de mise en œuvre = case A12 du tableau 3.1 + case B du tableau 3.2(aux fins d'évaluation seulement)											_____ \$									

Solicitation No. – N° de l'invitation

21120-206246

Amd. No – N° de la modif.

165XL

Buyer ID – Id de l'acheteur

165XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client

File No. – N° du dossier

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

TABLEAU DES PRIX 3.3									
ÉLÉMENTS LIVRABLES DE L'ÉTAPE DE MISE EN ŒUVRE DE LA SOLUTION PAR CAPACITÉ (PARTIE 2) – CAPACITÉS OPTIONNELLES									
(NON DESTINÉES À UNE ÉVALUATION)									
Prix fermes tout compris en dollars canadiens (taxes applicables en sus) pour les produits livrables les éléments livrables de l'étape de mise en œuvre de la solution à fournir au fur et à mesure des besoins, comme indiqué à l'annexe A, Énoncé des travaux, et conformément au processus d'autorisation de tâche. Les répondants sont priés de fournir un prix pour toutes les capacités et tous les produits livrables, mais ils ont le choix à chaque capacité de fournir un prix ou non dans le tableau ci-dessous.									
Produit livrable		Prix ferme tout compris par capacité (taxes applicables en sus)							
		Gestion des aléatoires des délinquants	Gestion des interventions et des services	Planification des cas	Services aux victimes	Surveillance des délinquants dans la collectivité	Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir pour	Gestion des décisions	Rapports sur la gestion du rendement
IS03 Solution système de modernisation du SGD		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
IS04 Plans d'essai détaillés		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
IS05 Réalisation et résultats des essais		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
IS06 Réalisation et résultats des essais relatifs aux contrôles de sécurité		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
IS07 Réalisation et résultats des essais relatifs à la migration de données		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246

Amd. No – N° de la modif.

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client

File No. – N° du dossier

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

IS08	Prise en charge des essais d'acceptation par l'utilisateur	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
IS09	Environnements de production	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
IS10	Tableau de bord hebdomadaire de l'état de préparation à la mise en service	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
IS11	Plan de transfert technique	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
IS12	Exécution de la migration de données	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
IS13	Exécution du transfert technique	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
IS14	Plan de stabilisation après la mise en œuvre et exécution du plan	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
IS15	Rapport d'achèvement de la stabilisation après la mise en œuvre	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
A.	Valeur totale des produits livrables par capacité (taxes applicables en sus) :	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$	_____ \$
B.		Total du tableau 3.3 - Non pris en compte dans l'évaluation (Sommmation de la rangée A) : (Taxes en sus)									

Note aux soumissionnaires : Veuillez remplir les tableaux 4.1, 4.2, 4.3, et 4.4 uniquement si sont proposées des licences perpétuelles.

TABLEAU DES PRIX 4.1						
BESOIN EN LOGICIELS SOUS LICENCE – DÉVELOPPEMENT ET ASSURANCE DE LA QUALITÉ						
Le prix comprend les logiciels sous licence perpétuelle et une garantie de 12 mois						
N° d'article	Description (développement et essais d'assurance	Unité de mesure (1)	Période d'option	1 à 999 utilisateurs (A)	Nombre d'unités pour l'évaluation (B)	Prix élargi pour l'évaluation (A x B) (\$ CA)

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246

Amd. No – N° de la modif.
165XL

Buyer ID – Id de l'acheteur

Client Ref. No. – N° de réf. De client

File No. – N° du dossier

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	de la qualité de licences d'utilisation)				(C)
1	Développement et essais d'assurance de la qualité, licences d'utilisation	Prix par licence d'utilisation	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$ 500	\$
2	Total du tableau 4A pour l'évaluation (somme de la colonne C) : (Taxes en sus)				\$

TABLEAU DES PRIX 4.2						
OPTION IRRÉVOCABLE POUR LES SERVICES DE MAINTENANCE ET DE SOUTIEN DES LOGICIELS – DÉVELOPPEMENT ET ASSURANCE DE LA QUALITÉ						
Services (maintenance et soutien des logiciels) pouvant être demandés selon les besoins et aux moments voulus pendant la durée du contrat ou d'une année d'option. (PRIX DES LICENCES PERPETUELLES UNIQUEMENT)						
N° d'article	Description (maintenance et de soutien des logiciels)	Unité de mesure (1)	Période d'option	1 à 999 utilisés (A)	Nombre d'unités pour l'évaluation (B)	Prix élargi pour l'évaluation (A x B) (\$ CA) (C)
1	Développement et essais d'assurance de la qualité, licences d'utilisation	Prix par licence d'utilisation	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$	500	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$	500	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année	\$	500	\$

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246

Amd. No – N° de la modif.
165XL

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client

File No. – N° du dossier

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième	\$	500	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième	\$	500	\$
			Année d'option 1	\$	500	\$
			Année d'option 2	\$	500	\$
			Année d'option 3	\$	500	\$
			Année d'option 4	\$	500	\$
			Année d'option 5	\$	500	\$
			Année d'option 6	\$	500	\$
			Année d'option 7	\$	500	\$
			Année d'option 8	\$	500	\$
			Année d'option 9	\$	500	\$
			Année d'option 10	\$	500	\$
			Année d'option 11	\$	500	\$
			Année d'option 12	\$	500	\$
			Année d'option 13	\$	500	\$
			Année d'option 14	\$	500	\$
			Année d'option 15	\$	500	\$
2	Total du tableau 4.2 pour l'évaluation (sommmation de la colonne C) : (Taxes en sus)			\$ _____		
Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)						

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 1 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 2 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 3 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 4 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 5 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 6 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 7 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 8 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 9 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 10 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif. 165XL	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)	
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)	
Option année 13 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)	
Option année 14 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)	
Option année 15 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)	

TABLEAU DES PRIX 4.3					
BESOIN EN LOGICIELS SOUS LICENCE – PRODUCTION					
Le prix comprend les logiciels sous licence perpétuelle et une garantie de 12 mois					
N° d'article	Description (licences d'utilisation, production)	Unité de mesure (1)	Période d'option	200 à 4 999 utilisateurs (A)	5 000 à 9 999 utilisateurs (B)
1	Licences d'utilisation, production	Prix par licence d'utilisation	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$	\$
2		Nombre, pour l'évaluation		1,000	5,000
3	Prix élargi (Prix de l'article 1 x Nombre de licences, article 2)			\$	\$
4	Total du tableau 4.3 pour l'évaluation (somme de 3A +3B + 3C) : (Taxes en sus)				
					\$ _____

TABLEAU DES PRIX 4.4						
OPTION IRRÉVOCABLE POUR LES SERVICES DE MAINTENANCE ET DE SOUTIEN DES LOGICIELS – PRODUCTION						
Services de maintenance et de soutien des logiciels pouvant être demandés selon les besoins et aux moments voulus à tout moment pendant la durée du contrat ou d'une année d'options. (PRIX DES LICENCES PERPÉTUELLES UNIQUEMENT)						
N° d'article	Description (services de maintenance et de soutien des logiciels)	Unité de mesure (1)	Période d'option	200 à 4 999 utilisateurs (A)	5 000 à 9 999 utilisateurs (B)	10 000 à 17 000 utilisateurs (C)
1	Licences d'utilisation, production	Prix par licence d'utilisation	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$	\$	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$	\$	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année	\$	\$	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième	\$	\$	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième	\$	\$	\$
			Année d'option 1	\$	\$	\$
			Année d'option 2	\$	\$	\$
			Année d'option 3	\$	\$	\$
			Année d'option 4	\$	\$	\$
			Année d'option 5	\$	\$	\$

Gouvernement du Canada | Modernisation du Système de gestion des délinquant(e)s 529

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 1 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 2 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 3 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 4 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 5 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 6 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 7 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 8 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 9 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 10 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 13 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif. 165XL	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Option année 14 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 15 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

Remarque : Veuillez remplir les tableaux 4.5 et 4.6 uniquement si vous proposez des licences par abonnement.

TABLEAU DES PRIX 4.5						
REQUIREMENT FOR LICENSED SOFTWARE – DEVELOPMENT & QUALITY ASSURANCE						
Les prix comprennent les logiciels sous licence d'abonnement, la maintenance et le soutien des logiciels, et une garantie de 12 mois.						
N° d'article	Description (développement et essais d'assurance de la qualité des licences d'utilisation)	Unité de mesure (1)	Période d'option	1 à 999 utilisateurs (A)	Nombre d'unités pour l'évaluation (B)	Prix élargi pour l'évaluation (A x B) (\$ CA) (C)
1	Développement et essais d'assurance de la qualité des licences d'utilisation	Prix par licence d'utilisation	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$	500	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$	500	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année	\$	500	\$

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246

Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.

File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième	\$	500	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième	\$	500	\$
			Année d'option 1	\$	500	\$
			Année d'option 2	\$	500	\$
			Année d'option 3	\$	500	\$
			Année d'option 4	\$	500	\$
			Année d'option 5	\$	500	\$
			Année d'option 6	\$	500	\$
			Année d'option 7	\$	500	\$
			Année d'option 8	\$	500	\$
			Année d'option 9	\$	500	\$
			Année d'option 10	\$	500	\$
			Année d'option 11	\$	500	\$
			Année d'option 12	\$	500	\$
			Année d'option 13	\$	500	\$
			Année d'option 14	\$	500	\$
			Année d'option 15	\$	500	\$
2			Total du tableau 4.5 pour l'évaluation (somme de la colonne C) : (Taxes en sus)	\$		\$

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 1 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 2 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 3 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 4 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 5 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 6 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 7 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 8 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 9 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246

Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
165XL

File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Option année 10 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 13 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 14 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 15 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

TABLEAU DES PRIX 4.6				
BESOIN EN LOGICIELS SOUS LICENCE– PRODUCTION				
Les prix comprennent les logiciels sous licence d'abonnement, la maintenance et le soutien des logiciels, et une garantie de 12 mois.				
N° d'article	Description (licences d'utilisation, production)	Unité de mesure (1)	Période d'option	200 à 4 999 utilisateurs (A)5 000 à 9 999 utilisateurs (B)10 000 à 17 000 utilisateurs (C)
1	Licences d'utilisation, production	Prix par licence d'utilisation	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année	\$

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième	\$	\$	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième	\$	\$	\$
			Année d'option 1	\$	\$	\$
			Année d'option 2	\$	\$	\$
			Année d'option 3	\$	\$	\$
			Année d'option 4	\$	\$	\$
			Année d'option 5	\$	\$	\$
			Année d'option 6	\$	\$	\$
			Année d'option 7	\$	\$	\$
			Année d'option 8	\$	\$	\$
			Année d'option 9	\$	\$	\$
			Année d'option 10	\$	\$	\$
			Année d'option 11	\$	\$	\$
			Année d'option 12	\$	\$	\$
			Année d'option 13	\$	\$	\$
			Année d'option 14	\$	\$	\$
			Année d'option 15	\$	\$	\$
2			Total pour l'évaluation (somme de la colonne) : (Taxes en sus)	\$	\$	\$
3			Nombre, pour l'évaluation	1,000	5,000	17,000
4			Prix élargi	\$	\$	\$

		(Total, article 2 x Nombre de licences, article 3)	
5	Total du tableau 4.6 pour l'évaluation (sommmation de la colonne 4A + 4B + 4C) : (Applicable Taxes Excluded)		_____ \$
Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Option année 1 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Option année 2 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Option année 3 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Option année 4 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Option année 5 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Option année 6 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Option année 7 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Option année 8 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 9 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 10 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 13 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 14 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 15 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Note aux soumissionnaires : Veuillez remplir les tableaux 5.1 et 5.2 uniquement si vous proposez des licences perpétuelles.

TABLEAU DES PRIX 5.1				
LOGICIELS OPTIONNELS SOUS LICENCE D'ABONNEMENT – DÉVELOPPEMENT ET ASSURANCE DE LA QUALITÉ				
Le prix comprend les logiciels sous licence perpétuelle, le logiciel et une garantie de 12 mois. Les achats se font sur demande et selon les besoins à tout moment pendant la période du contrat ou la période d'option.				
N° d'article	Description (développement et essais d'assurance de la qualité)	Unité de mesure (1)	Période d'option	1 à 999 utilisateurs (A)
1	Développement et essais d'assurance de la qualité, licences d'utilisation	Prix par licence d'utilisation	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année	\$
			Année d'option 1	\$
			Année d'option 2	\$
			Année d'option 3	\$
			Année d'option 4	\$
			Année d'option 5	\$
			Année d'option 6	\$
			Année d'option 7	\$
			Année d'option 8	\$

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246

Amd. No – N° de la modif.
165XL

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client

File No. – N° du dossier

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

			Année d'option 9	\$
			Année d'option 10	\$
			Année d'option 11	\$
			Année d'option 12	\$
			Année d'option 13	\$
			Année d'option 14	\$
			Année d'option 15	\$
2	Tableau 5.1 pour l'évaluation (sommmation de la colonne A) : (Taxes en sus):			\$ _____
Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième Première année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Option année 1 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Option année 2 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Option année 3 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				

Option année 4 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 5 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 6 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 7 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 8 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 9 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 10 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 13 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 14 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 15 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

TABLEAU DES PRIX 5.2

LOGICIELS OPTIONNELS SOUS LICENCE D'ABONNEMENT – PRODUCTION

Le prix comprend les logiciels sous licence perpétuelle, le logiciel et une garantie de 12 mois. Les achats se font sur demande et selon les besoins à tout moment pendant la période du contrat ou la période d'option.						
N° d'article	Description (services de maintenance et de soutien des logiciels)	Unité de mesure (1)	Période d'option	200 à 4 999 utilisateurs (A)	5 000 à 9 999 utilisateurs (B)	10 000 à 17 000 utilisateurs (C)
1	Licences d'utilisation, production	Prix par licence d'utilisation	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$	\$	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$	\$	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année	\$	\$	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième	\$	\$	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième	\$	\$	\$
			Année d'option 1	\$	\$	\$
			Année d'option 2	\$	\$	\$
			Année d'option 3	\$	\$	\$
			Année d'option 4	\$	\$	\$
			Année d'option 5	\$	\$	\$
			Année d'option 6	\$	\$	\$
			Année d'option 7	\$	\$	\$
			Année d'option 8	\$	\$	\$

Solicitation No. – N° de l'invitation

21120-206246

Amd. No – N° de la modif.

165XL

Buyer ID – Id de l'acheteur

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Client Ref. No. – N° de réf. De client

File No. – N° du dossier

			Année d'option 9	\$	\$	\$
			Année d'option 10	\$	\$	\$
			Année d'option 11	\$	\$	\$
			Année d'option 12	\$	\$	\$
			Année d'option 13	\$	\$	\$
			Année d'option 14	\$	\$	\$
			Année d'option 15	\$	\$	\$
2			Total pour l'évaluation (somme de la colonne) : (Taxes en sus)	_____ \$	_____ \$	_____ \$
3			Total du tableau 5.2 pour l'évaluation (somme de la colonne 2A +2B + 2C) : (Taxes en sus)	_____ \$	_____ \$	_____ \$
Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)						
Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)						
Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)						
Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)						
Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)						
Option année 1 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)						

Option année 2 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 3 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 4 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 5 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 6 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 7 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 8 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 9 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 10 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 13 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 14 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 15 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246

Amd. No – N° de la modif.
165XL

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client

File No. – N° du dossier

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

TABLEAU DES PRIX 6.1		
OPTION IRRÉVOCABLE POUR LA LICENCE D'ENTITÉ (POUR DES LICENCES D'ABONNEMENT OU PERPÉTUELLES)		
N° D'ARTICLE	Description	Prix de lot ferme, tout compris (A)
1	Licence d'entité pour l'utilisation de la solution par Service correctionnel du Canada	\$
Estimation du total pour le tableau 6.1 (taxes en sus) :		\$
Remarque 1 : Le prix indiqué dans la colonne A (ci-dessus) est un prix de lot ferme tout compris pour l'ensemble de SCC pour la durée du contrat.		
Remarque 2 : Le prix associé à l'exercice de l'option visant à faire augmenter la portée de la licence à l'échelle de l'entité, selon la description ci-dessus, est calculé en soustrayant du coût indiqué ci-dessus (article n° 1, colonne A) le coût des licences qui auront été payées à la date à laquelle l'option est exercée (selon le tableau 4B).		
Remarque 3 : La licence d'entité est en vigueur dans les licences À COMPLÉTER et permet un maximum de À COMPLÉTER utilisateurs pour cette entité.		
Remarque 4 : Les licences d'abonnement doivent inclure la maintenance et le soutien logiciels. Le prix de la licence d'abonnement d'entité (maintenance et support compris) est un prix annuel permettant à tous les utilisateurs autorisés d'accéder à la solution.		

TABLEAU 6.2 – OPTION IRRÉVOCABLE		
SERVICES DE MAINTENANCE ET DE SOUTIEN LOGICIELS – LICENCE D'ENTITÉ (SEULEMENT POUR LICENCES PERPÉTUELLES)		
N° D'ARTICLE	Description	Prix ferme tout compris (A)

1	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (Étapes de conception et de mise en œuvre - première année)	\$
2	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (Étapes de conception et de mise en œuvre - deuxième année)	\$
3	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (Étapes de conception et de mise en œuvre - troisième année)	\$
4	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (Étapes de conception et de mise en œuvre - quatrième année)	\$
5	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (Étapes de conception et de mise en œuvre - cinquième année)	\$
6	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 1)	\$
7	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 2)	\$
8	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 3)	\$
9	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 4)	\$
10	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 5)	\$
11	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 6)	\$
12	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 7)	\$
13	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 8)	\$
14	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 9)	\$

15	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 10)		\$
16	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 11)		\$
17	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 12)		\$
18	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 13)		\$
19	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 14)		\$
20	Services de maintenance et de soutien de la solution logicielle (année d'option 15)		\$
Total du tableau 6.2 (sommeation de la colonne A) :			\$ _____
Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Option année 1 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			
Option année 2 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)			

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Option année 3 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 4 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 5 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 6 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 7 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 8 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 9 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 10 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 13 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 14 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 15 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

Note aux soumissionnaires : Veuillez remplir soit le tableau 7.1, soit le 7.2.

TABLEAU DES PRIX 7.1				
OPTIONS IRRÉVOCABLES POUR LES LOGICIELS SOUS LICENCE POUR D'AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX				
(Le prix comprend les logiciels sous licence perpétuelle, la maintenance et le soutien des logiciels et une garantie de 12 mois. Les achats se font sur demande et selon les besoins à tout moment au cours des périodes d'option.)				
Remarque : Les prix indiqués au tableau 7.1 ne seront pas utilisés à l'étape d'évaluation.				
N° d'article	Description (Pour la fourniture de licences d'utilisation)	Unité de mesure (1)	Période du contrat	Prix ferme tout compris par utilisateur
1.	Logiciel sous licence perpétuelle	Prix par licence d'utilisation	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année	\$
			Année d'option 1	\$
			Année d'option 2	\$
			Année d'option 3	\$
			Année d'option 4	\$
			Année d'option 5	\$
			Année d'option 6	\$

			Année d'option 7	\$
			Année d'option 8	\$
			Année d'option 9	\$
			Année d'option 10	\$
			Année d'option 11	\$
			Année d'option 12	\$
			Année d'option 13	\$
			Année d'option 14	\$
			Année d'option 15	\$
2.	Total du tableau 7.1 pour l'évaluation (sommmation de la colonne A)			_____ \$
	(Taxes applicables en sus)			
Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Option année 1 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Option année 2 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Option année 3 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 4 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 5 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 6 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 7 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 8 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 9 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 13 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 14 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 15 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

TABLEAU DES PRIX 7.2				
OPTIONS IRREVOCABLES POUR LES LOGICIELS SOUS LICENCE POUR D'AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX				
(Le prix comprend les logiciels sous licence d'abonnement, la maintenance et le soutien des logiciels et une garantie de 12 mois. Les achats se font sur demande et selon les besoins à tout moment au cours des périodes d'option.)				
Remarque : Les prix indiqués au tableau 7B ne seront pas utilisés à l'étape d'évaluation.				
N° d'article	Description (Pour la fourniture de licences d'utilisation)	Unité de mesure (1)	Période du contrat	Prix ferme tout compris par utilisateur
1.	Logiciel sous licence d'abonnement	Prix par licence d'utilisation	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année 3	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième 4	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième 5	\$
			Année d'option 1	\$
			Année d'option 2	\$
			Année d'option 3	\$
			Année d'option 4	\$

	Année d'option 5	\$
	Année d'option 6	\$
	Année d'option 7	\$
	Année d'option 8	\$
	Année d'option 9	\$
	Année d'option 10	\$
	Année d'option 11	\$
	Année d'option 12	\$
	Année d'option 13	\$
	Année d'option 14	\$
	Année d'option 15	\$

2.	Total du tableau 7.2 pour l'évaluation (sommation de la colonne A)			\$_____
(Taxes applicables en sus)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Option année 1 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Option année 2: [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Option année 3 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Option année 4 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Option année 5 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				
Option année 6 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)				

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Option année 7 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 8 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 9 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 10 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 13 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 14 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 15 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

TABLEAU DES PRIX 7.3
OPTIONS IRRÉVOCABLES POUR LES SERVICES DE MAINTENANCE ET DE SOUTIEN VISANT D'AUTRES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX
Services de maintenance et de soutien logiciels qui peuvent être achetés « sur demande, selon les besoins » à tout moment au cours de toute période d'option. (LE PRIX N'EST DEMANDÉ QUE POUR LES LICENCES PERPÉTUELLES)

Remarque : Les prix indiqués au tableau 7.3 ne seront pas utilisés à l'étape d'évaluation.				
N° d'article	Description (Pour la fourniture de services de maintenance et de soutien logiciels)	Unité de mesure (1) – Licence	Période du contrat	Prix ferme tout compris par licence
1.	Logiciel sous licence perpétuelle	Prix par licence	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année	\$
			Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année	\$
			Année d'option 1	\$
			Année d'option 2	\$
			Année d'option 3	\$
			Année d'option 4	\$
			Année d'option 5	\$
			Année d'option 6	\$
			Année d'option 7	\$
			Année d'option 8	\$
			Année d'option 9	\$
			Année d'option 10	\$

			Année d'option 11		\$
			Année d'option 12		\$
			Année d'option 13		\$
			Année d'option 14		\$
			Année d'option 15		\$
2.	Total du tableau 7.3 pour l'évaluation (sommmation de la colonne A)				\$ _____
		(Taxes applicables en sus)			
Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Option année 1 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Option année 2: [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Option année 3 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246

Amd. No – N° de la modif.
165XL

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL

Client Ref. No. – N° de réf. De client

File No. – N° du dossier

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Option année 4 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 5 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 6 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 7 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 8 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 9 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 10 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 13 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 14 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 15 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

TABLE 8 – OPTIONAL PROFESSIONAL SERVICES				
TARIFS JOURNALIERS FERMES TOUT COMPRIS POUR LES SERVICES PROFESSIONNELS OPTIONNELS				
FOURNIS AU FUR ET À MESURE DES BESOINS				
N° DE L'ARTICLE	CATÉGORIE DE RESSOURCES	TARIF JOURNALIER FERME POUR CETTE RESSOURCE (A)	NOMBRE DE JOURS AUX FINS D'ÉVALUATION SEULEMENT (B)	PRIX CALCULÉ AUX FINS D'ÉVALUATION (C) = (A × B)
CATÉGORIE DE RESSOURCES 1 : ARCHITECTE DE SOLUTIONS				
1	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$	40	\$
2	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$	40	\$
3	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année	\$	40	\$
4	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année	\$	40	\$
5	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$	40	\$
6	Année d'option 1	\$	40	\$
7	Année d'option 2	\$	40	\$
8	Année d'option 3	\$	40	\$
9	Année d'option 4	\$	40	\$
10	Année d'option 5	\$	40	\$
11	Année d'option 6	\$	40	\$

12	Année d'option 7		\$	40	\$
13	Année d'option 8		\$	40	\$
14	Année d'option 9		\$	40	\$
15	Année d'option 10		\$	40	\$
16	Année d'option 11		\$	40	\$
17	Année d'option 12		\$	40	\$
18	Année d'option 13		\$	40	\$
19	Année d'option 14		\$	40	\$
20	Année d'option 15		\$	40	\$
21	Sous-total pour la catégorie 1 (sommmation de C1 à C20) :				\$ _____
CATÉGORIE DE RESSOURCES 2 : ARCHITECTE D'APPLICATIONS					
22	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année		\$	40	\$
23	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40	\$
24	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40	\$
25	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année		\$	40	\$
26	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année		\$	40	\$
27	Année d'option 1		\$	40	\$
28	Année d'option 2		\$	40	\$
29	Année d'option 3		\$	40	\$

30	Année d'option 4		\$	40	\$
31	Année d'option 5		\$	40	\$
32	Année d'option 6		\$	40	\$
33	Année d'option 7		\$	40	\$
34	Année d'option 8		\$	40	\$
35	Année d'option 9		\$	40	\$
36	Année d'option 10		\$	40	\$
37	Année d'option 11		\$	40	\$
38	Année d'option 12		\$	40	\$
39	Année d'option 13		\$	40	\$
40	Année d'option 14		\$	40	\$
41	Année d'option 15		\$	40	\$
42	Sous-total pour la catégorie 2 (sommmation de C22 à C41) :				\$ _____
CATÉGORIE DE RESSOURCES 3 : ARCHITECTE DE DONNÉES					
43	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année		\$	40	\$
44	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40	\$
45	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40	\$
46	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année		\$	40	\$
47	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année		\$	40	\$

48	Année d'option 1		\$	40	\$
49	Année d'option 2		\$	40	\$
50	Année d'option 3		\$	40	\$
51	Année d'option 4		\$	40	\$
52	Année d'option 5		\$	40	\$
53	Année d'option 6		\$	40	\$
54	Année d'option 7		\$	40	\$
55	Année d'option 8		\$	40	\$
56	Année d'option 9		\$	40	\$
57	Année d'option 10		\$	40	\$
58	Année d'option 11		\$	40	\$
59	Année d'option 12		\$	40	\$
60	Année d'option 13		\$	40	\$
61	Année d'option 14		\$	40	\$
62	Année d'option 15		\$	40	\$
63	Sous-total pour la catégorie 3 (sommmation de C43 à C62) :				_____ \$
CATÉGORIE DE RESSOURCES 4 : ARCHITECTE DE LA SÉCURITÉ					
64	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année		\$	40	\$
65	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40	\$
66	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40	\$

67	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année	\$	40	\$
68	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année	\$	40	\$
69	Année d'option 1	\$	40	\$
70	Année d'option 2	\$	40	\$
71	Année d'option 3	\$	40	\$
72	Année d'option 4	\$	40	\$
73	Année d'option 5	\$	40	\$
74	Année d'option 6	\$	40	\$
75	Année d'option 7	\$	40	\$
76	Année d'option 8	\$	40	\$
77	Année d'option 9	\$	40	\$
78	Année d'option 10	\$	40	\$
79	Année d'option 11	\$	40	\$
80	Année d'option 12	\$	40	\$
81	Année d'option 13	\$	40	\$
82	Année d'option 14	\$	40	\$
83	Année d'option 15	\$	40	\$
84	Sous-total pour la catégorie 4 (sommmation de C64 à C83) :			\$
CATÉGORIE DE RESSOURCES 5 : ANALYSTE FONCTIONNEL D'APPLICATIONS				
85	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$	40	\$

86	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40	\$
87	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40	\$
88	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année		\$	40	\$
89	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année		\$	40	\$
90	Année d'option 1		\$	40	\$
91	Année d'option 2		\$	40	\$
92	Année d'option 3		\$	40	\$
93	Année d'option 4		\$	40	\$
94	Année d'option 5		\$	40	\$
95	Année d'option 6		\$	40	\$
96	Année d'option 7		\$	40	\$
97	Année d'option 8		\$	40	\$
98	Année d'option 9		\$	40	\$
99	Année d'option 10		\$	40	\$
100	Année d'option 11		\$	40	\$
101	Année d'option 12		\$	40	\$
102	Année d'option 13		\$	40	\$
103	Année d'option 14		\$	40	\$
104	Année d'option 15		\$	40	\$

105	Sous-total pour la catégorie 5 (sommation de C85 à C104) :			_____ \$
CATÉGORIE DE RESSOURCES 6 : ANALYSTE DES SYSTÈMES				
106	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$	40	\$
107	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$	40	\$
108	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année	\$	40	\$
109	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année	\$	40	\$
110	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année	\$	40	\$
111	Année d'option 1	\$	40	\$
112	Année d'option 2	\$	40	\$
113	Année d'option 3	\$	40	\$
114	Année d'option 4	\$	40	\$
115	Année d'option 5	\$	40	\$
116	Année d'option 6	\$	40	\$
117	Année d'option 7	\$	40	\$
118	Année d'option 8	\$	40	\$
119	Année d'option 9	\$	40	\$
120	Année d'option 10	\$	40	\$
121	Année d'option 11	\$	40	\$
122	Année d'option 12	\$	40	\$

123	Année d'option 13		\$	40	\$
124	Année d'option 14		\$	40	\$
125	Année d'option 15		\$	40	\$
126	Sous-total pour la catégorie 6 (sommmation de C106 à C125) :				\$ _____
CATÉGORIE DE RESSOURCES 7 : PROGRAMMMEUR OU RÉALISATEUR DE LOGICIELS					
127	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année		\$	40	\$
128	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40	\$
129	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40	\$
130	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année		\$	40	\$
131	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année		\$	40	\$
132	Année d'option 1		\$	40	\$
133	Année d'option 2		\$	40	\$
134	Année d'option 3		\$	40	\$
135	Année d'option 4		\$	40	\$
136	Année d'option 5		\$	40	\$
137	Année d'option 6		\$	40	\$
138	Année d'option 7		\$	40	\$
139	Année d'option 8		\$	40	\$
140	Année d'option 9		\$	40	\$
141	Année d'option 10		\$	40	\$

142	Année d'option 11		\$	40	\$
143	Année d'option 12		\$	40	\$
144	Année d'option 13		\$	40	\$
145	Année d'option 14		\$	40	\$
146	Année d'option 15		\$	40	\$
147	Sous-total pour la catégorie 7 (sommaton de C127 à C146) :				\$ _____
CATÉGORIE DE RESSOURCES 8 : SPÉCIALISTE DE LA CONVERSION ET DE LA MIGRATION DES DONNÉES					
148	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année		\$	40	\$
149	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40	\$
150	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40	\$
151	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année		\$	40	\$
152	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année		\$	40	\$
153	Année d'option 1		\$	40	\$
154	Année d'option 2		\$	40	\$
155	Année d'option 3		\$	40	\$
156	Année d'option 4		\$	40	\$
157	Année d'option 5		\$	40	\$
158	Année d'option 6		\$	40	\$
159	Année d'option 7		\$	40	\$

160	Année d'option 8		\$	40	\$
161	Année d'option 9		\$	40	\$
162	Année d'option 10		\$	40	\$
163	Année d'option 11		\$	40	\$
164	Année d'option 12		\$	40	\$
165	Année d'option 13		\$	40	\$
166	Année d'option 14		\$	40	\$
167	Année d'option 15		\$	40	\$
168	Sous-total pour la catégorie 8 (sommmation de C148 à C167) :				\$
CATÉGORIE DE RESSOURCES 9 : ADMINISTRATEUR DE BASE DE DONNÉES					
169	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année		\$	40	\$
170	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40	\$
171	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40	\$
172	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année		\$	40	\$
173	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année		\$	40	\$
174	Année d'option 1		\$	40	\$
175	Année d'option 2		\$	40	\$
176	Année d'option 3		\$	40	\$
177	Année d'option 4		\$	40	\$

178	Année d'option 5		\$	40	\$
179	Année d'option 6		\$	40	\$
180	Année d'option 7		\$	40	\$
181	Année d'option 8		\$	40	\$
182	Année d'option 9		\$	40	\$
183	Année d'option 10		\$	40	\$
184	Année d'option 11		\$	40	\$
185	Année d'option 12		\$	40	\$
186	Année d'option 13		\$	40	\$
187	Année d'option 14		\$	40	\$
188	Année d'option 15		\$	40	\$
189	Sous-total pour la catégorie 9 (sommmation de C169 à C188) :				\$ _____
CATÉGORIE DE RESSOURCES 10 : PRÉPOSÉ AUX ESSAIS					
190	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année		\$	40	\$
191	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40	\$
192	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40	\$
193	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année		\$	40	\$
194	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année		\$	40	\$
195	Année d'option 1		\$	40	\$

196	Année d'option 2		\$	40	\$
197	Année d'option 3		\$	40	\$
198	Année d'option 4		\$	40	\$
199	Année d'option 5		\$	40	\$
200	Année d'option 6		\$	40	\$
201	Année d'option 7		\$	40	\$
202	Année d'option 8		\$	40	\$
203	Année d'option 9		\$	40	\$
204	Année d'option 10		\$	40	\$
205	Année d'option 11		\$	40	\$
206	Année d'option 12		\$	40	\$
207	Année d'option 13		\$	40	\$
208	Année d'option 14		\$	40	\$
209	Année d'option 15		\$	40	\$
210	Sous-total pour la catégorie 10 (sommmation de C190 à C209) :				\$ _____
CATÉGORIE DE RESSOURCES 11 : SPÉCIALISTE DE LA FORMATION					
211	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année		\$	40	\$
212	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40	\$
213	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40	\$
214	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année		\$	40	\$

215	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année	\$	40	\$
216	Année d'option 1	\$	40	\$
217	Année d'option 2	\$	40	\$
218	Année d'option 3	\$	40	\$
219	Année d'option 4	\$	40	\$
220	Année d'option 5	\$	40	\$
221	Année d'option 6	\$	40	\$
222	Année d'option 7	\$	40	\$
223	Année d'option 8	\$	40	\$
224	Année d'option 9	\$	40	\$
225	Année d'option 10	\$	40	\$
226	Année d'option 11	\$	40	\$
227	Année d'option 12	\$	40	\$
228	Année d'option 13	\$	40	\$
229	Année d'option 14	\$	40	\$
230	Année d'option 15	\$	40	\$
231	Sous-total pour la catégorie 11 (sommmation de C211 à C230) :			_____ \$
CATÉGORIE DE RESSOURCES 12 : RESPONSABLE DE L'ANALYSE				
232	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$	40	\$
233	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$	40	\$

234	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année	\$	40	\$
235	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année	\$	40	\$
236	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année	\$	40	\$
237	Année d'option 1	\$	40	\$
238	Année d'option 2	\$	40	\$
239	Année d'option 3	\$	40	\$
240	Année d'option 4	\$	40	\$
241	Année d'option 5	\$	40	\$
242	Année d'option 6	\$	40	\$
243	Année d'option 7	\$	40	\$
244	Année d'option 8	\$	40	\$
245	Année d'option 9	\$	40	\$
246	Année d'option 10	\$	40	\$
247	Année d'option 11	\$	40	\$
248	Année d'option 12	\$	40	\$
249	Année d'option 13	\$	40	\$
250	Année d'option 14	\$	40	\$
251	Année d'option 15	\$	40	\$
252	Sous-total pour la catégorie 12 (sommmation de C232 à C251) :			\$_____
CATÉGORIE DE RESSOURCES 13 : SCIENTIFIQUE DE DONNÉES ANALYTIQUES				

253	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année		\$	40	\$
254	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40	\$
255	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40	\$
256	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année		\$	40	\$
257	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année		\$	40	\$
258	Année d'option 1		\$	40	\$
259	Année d'option 2		\$	40	\$
260	Année d'option 3		\$	40	\$
261	Année d'option 4		\$	40	\$
262	Année d'option 5		\$	40	\$
263	Année d'option 6		\$	40	\$
264	Année d'option 7		\$	40	\$
265	Année d'option 8		\$	40	\$
266	Année d'option 9		\$	40	\$
267	Année d'option 10		\$	40	\$
268	Année d'option 11		\$	40	\$
269	Année d'option 12		\$	40	\$
270	Année d'option 13		\$	40	\$
271	Année d'option 14		\$	40	\$
272	Année d'option 15		\$	40	\$

273	Sous-total pour la catégorie 13 (sommation de C253 à C272) :			\$
CATÉGORIE DE RESSOURCES 14 : MODÉLISATEUR DE DONNÉES ANALYTIQUES				
274	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année	\$	40	\$
275	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année	\$	40	\$
276	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année	\$	40	\$
277	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année	\$	40	\$
278	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année	\$	40	\$
279	Année d'option 1	\$	40	\$
280	Année d'option 2	\$	40	\$
281	Année d'option 3	\$	40	\$
282	Année d'option 4	\$	40	\$
283	Année d'option 5	\$	40	\$
284	Année d'option 6	\$	40	\$
285	Année d'option 7	\$	40	\$
286	Année d'option 8	\$	40	\$
287	Année d'option 9	\$	40	\$
288	Année d'option 10	\$	40	\$
289	Année d'option 11	\$	40	\$
290	Année d'option 12	\$	40	\$

291	Année d'option 13		\$	40		\$
292	Année d'option 14		\$	40		\$
293	Année d'option 15		\$	40		\$
294	Sous-total pour la catégorie 14 (sommmation de C274 à C293) :					\$
CATÉGORIE DE RESSOURCES 15 : ANALYSTE DE DONNÉES ANALYTIQUES						
295	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année		\$	40		\$
296	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40		\$
297	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40		\$
298	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année		\$	40		\$
299	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année		\$	40		\$
300	Année d'option 1		\$	40		\$
301	Année d'option 2		\$	40		\$
302	Année d'option 3		\$	40		\$
303	Année d'option 4		\$	40		\$
304	Année d'option 5		\$	40		\$
305	Année d'option 6		\$	40		\$
306	Année d'option 7		\$	40		\$
307	Année d'option 8		\$	40		\$
308	Année d'option 9		\$	40		\$

309	Année d'option 10		\$	40	\$
310	Année d'option 11		\$	40	\$
311	Année d'option 12		\$	40	\$
312	Année d'option 13		\$	40	\$
313	Année d'option 14		\$	40	\$
314	Année d'option 15		\$	40	\$
315	Sous-total pour la catégorie 15 (sommmation de C295 à C314) :				\$ _____
CATÉGORIE DE RESSOURCES 16 : INGÉNIEUR EN DONNÉES ANALYTIQUES					
316	Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année		\$	40	\$
317	Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année		\$	40	\$
318	Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année		\$	40	\$
319	Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année		\$	40	\$
320	Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année		\$	40	\$
321	Année d'option 1		\$	40	\$
322	Année d'option 2		\$	40	\$
323	Année d'option 3		\$	40	\$
324	Année d'option 4		\$	40	\$
325	Année d'option 5		\$	40	\$
326	Année d'option 6		\$	40	\$

327	Année d'option 7		\$	40	\$
328	Année d'option 8		\$	40	\$
329	Année d'option 9		\$	40	\$
330	Année d'option 10		\$	40	\$
331	Année d'option 11		\$	40	\$
332	Année d'option 12		\$	40	\$
333	Année d'option 13		\$	40	\$
334	Année d'option 14		\$	40	\$
335	Année d'option 15		\$	40	\$
336	Sous-total pour la catégorie 16 (somme de C316 à C335) :				_____ \$
Tableau 8 pour l'évaluation (somme des cases C21 + C42 + C63 + C84 + C105 + C126 + C147 + C168 + C189 + C210 + C231 + C252 + C273 + C294 + C315 + C336): _____ \$					
Étapes de conception et de mise en œuvre - Première année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Étapes de conception et de mise en œuvre - Deuxième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Étapes de conception et de mise en œuvre - Troisième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Étapes de conception et de mise en œuvre - Quatrième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Étapes de conception et de mise en œuvre - Cinquième année : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Option année 1 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					
Option année 2 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)					

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Option année 3 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 4 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 5 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 6 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 7 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 8 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 9 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 10 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 11 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 12 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 13 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 14 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)
Option année 15 : [date de début] jusqu'à et y compris [date de fin] (LES DATES EXACTES SERONT INSCRITES A L'ATTRIBUTION DU CONTRAT)

TABLEAU A – PRIX TOTAL DE LA SOUMISSION AUX FINS D'ÉVALUATION		
NUMÉRO D'ARTICLE	DESCRIPTION	TOTAL BID PRICE
	CALCUL	

1.	Produits livrables de la phase de conception de la solution, à fournir sur demande conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux, et à l'autorisation de tâche.	Somme de la case A18 du tableau 2.1 et de la case N du tableau 2.2 de l'annexe C	\$_____
2.	Produits livrables de la phase de mise en œuvre de la solution, à fournir sur demande conformément à l'annexe A, Énoncé des travaux, et à l'autorisation de tâche.	Somme de la case A12 du tableau 3.1 et de la case B du tableau 3.2 de l'annexe B	\$_____
3.	Logiciel sous licence perpétuelle pour le développement et les essais d'assurance de la qualité (licences d'utilisation). Cela comprend le logiciel sous licence perpétuelle et la garantie de 12 mois décrite dans le tableau 4A de l'annexe C (applicable dans certains cas).	Total du tableau 4.1 - 2 de l'annexe C Remarque : Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles	\$_____
4.	Option irrévocable pour les services de maintenance et de soutien des logiciels pour les licences de développement et d'assurance qualité pouvant être demandées à tout moment pendant la période du contrat et toute année d'option, selon ce qui est décrit dans le tableau 4B de l'annexe C (applicable dans certains cas).	Tableau 4.2 - 2 de l'annexe C Remarque : Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles	\$_____
5.	Logiciel sous licence perpétuelle (licences d'utilisation, production) pendant les phases de conception et de mise en œuvre (Année 1), selon ce qui	Tableau 4.3 - 4 de l'annexe C Remarque : Les soumissionnaires doivent	\$_____

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246 Client Ref. No. – N° de réf. De client	Amd. No – N° de la modif. 165XL File No. – N° du dossier	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME
---	--	--

	est décrit au tableau 4C de l'annexe C (applicable dans certains cas).	remplir les tableaux 4A, 4B, 4C et 4D uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles	
6.	Option irrévocable pour les services de maintenance et de soutien des logiciels (licences d'utilisation et de production), selon ce qui est décrit dans le tableau 4D de l'annexe C (applicable dans certains cas).	Tableau 4.4 - 5 de l'annexe C Remarque : Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 4.1, 4.2, 4.3 et 4.4 uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles	_____ \$
7.	Logiciels sous licence d'abonnement, maintenance et soutien des logiciels pour le développement et les essais d'assurance de la qualité (licences d'utilisation). Le prix comprend les logiciels sous licence d'abonnement et une garantie de 12 mois décrite dans le tableau 4E de l'annexe C (selon le cas).	Total du tableau 4.5 - 2 de l'annexe C Remarque : Les soumissionnaires doivent remplir le tableau 4.5 ou le tableau 4.6 s'ils proposent des logiciels sous licence d'abonnement.	_____ \$
8.	Logiciels sous licence d'abonnement, maintenance et soutien des logiciels, et une garantie de 12 mois sur les licences d'utilisation (production) décrite dans le tableau 4F de l'annexe C (selon le cas).	Total du tableau 4.6 - 5 de l'annexe C Remarque : Les soumissionnaires doivent remplir le tableau 4.5 ou le tableau 4.6 s'ils proposent des logiciels sous licence d'abonnement.	_____ \$
9.	Logiciels supplémentaires optionnels pour le logiciel sous licence perpétuelle	Total du tableau 5.1 - 2 de l'annexe C	_____ \$

	pour le développement et les essais d'assurance de la qualité (licences d'utilisation). Cela comprend une garantie de 12 mois, pouvant être achetée à tout moment pendant la durée du contrat, selon ce que décrit le tableau 5A de l'annexe C (dans certains cas).		
10.	Logiciels supplémentaires optionnels sous licence perpétuelle (utilisation, production). Cela comprend la maintenance et le soutien des logiciels, et une garantie de 12 mois, pouvant être achetée à tout moment pendant la durée du contrat, selon ce que décrit le tableau 5B de l'annexe C (dans certains cas).	<p>Remarque : Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 5.1 et 5.2 uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles.</p> <p>Total du tableau 5.2 - 3 de l'annexe C</p> <p>Remarque : Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 5.1 ou 5.2 uniquement s'ils proposent des licences perpétuelles.</p>	_____ \$
11.	Logiciels optionnels supplémentaires sous licence d'abonnement pour le développement et les essais d'assurance de la qualité (licences d'utilisation). Le prix comprend les logiciels sous licence d'abonnement, la maintenance et le soutien des logiciels, et une garantie de 12 mois, pouvant être achetée à tout moment pendant la durée du contrat, selon ce que décrit le tableau 4.5 de l'annexe C (dans certains cas).	<p>Total du tableau 4.5 2A de l'annexe C</p> <p>Remarque : Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 4.5 et 4.6 uniquement s'ils proposent des logiciels sous licence d'abonnement.</p>	_____ \$
12.	Logiciels supplémentaires optionnels pour licences d'utilisation, production. Le prix comprend les logiciels sous licence d'abonnement, la maintenance et le soutien des logiciels, et une garantie de 12 mois, pouvant être achetée à tout moment pendant la durée du contrat	<p>Tableau 4.6 sommation de 2A + 2B + 2C de l'annexe C</p> <p>Remarque : Les soumissionnaires doivent remplir les tableaux 4.5 et</p>	_____ \$

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246

Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.

File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL

CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

	décrite dans le tableau 4.6 de l'annexe C (dans certains cas).	4.6 pour les logiciels sous licence d'abonnement	
13.	Licence d'entité délivrée à Service correctionnel du Canada pour utiliser la solution, selon ce qui est indiqué dans le tableau 6.1 de l'annexe C.	Total inscrit au tableau 6.1 - 2 de l'annexe C	_____ \$
14.	Options irrévocables pour des services de maintenance et de soutien des logiciels – Licence d'entité (licences perpétuelles) selon ce qui est décrit au tableau 6.2 de l'annexe C (dans certains cas)	Total inscrit au tableau 6.2 - 21 de l'annexe C Remarque : Seuls les soumissionnaires proposant des licences perpétuelles doivent remplir le tableau 6.2.	_____ \$
15.	Services professionnels sur demande, selon ce qui est décrit dans le tableau 8 de l'annexe C.	Total inscrit au tableau 8 - 337 de l'annexe C	_____ \$

Annexe D – Obligations en matière de confidentialité

1. Vérification de la conformité

- (a) Si le Canada doit effectuer des vérifications ou des inspections de sécurité ou examiner d'autres renseignements (p. ex., documents, description de la protection de données, architecture de données et descriptions de sécurité) conformément à la section 12.1, les deux parties conviennent de négocier de bonne foi pour trouver une solution et de tenir compte à la fois de la justification de la demande du Canada et des processus et protocoles de l'entrepreneur.
- (b) Dans les 30 jours suivant la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit retenir les services d'un tiers pour effectuer une vérification de la protection des renseignements personnels ou fournir des preuves confirmant qu'il ne génère, ne recueille, n'utilise, ne stocke ou ne divulgue aucun renseignement personnel supplémentaire tel que le Canada le définit, autre que les données du client telles que définies par l'entrepreneur, et qu'il n'a pas spécifiquement de renseignements personnels dans les données de soutien (recueillis dans des registres, p. ex., données de télémétrie comme les en-têtes et le contenu des messages électroniques).

2. Demandes de propriété des données et de confidentialité

- (a) Les données sur les clients, y compris tous les renseignements personnels (RP), seront utilisées ou autrement traitées uniquement pour fournir les services, y compris des fins compatibles avec la prestation des services. L'entrepreneur ne doit pas utiliser ou traiter d'une autre manière les données du Canada ou en tirer des informations à des fins publicitaires ou à des fins commerciales similaires. Entre les parties, le client conserve tout droit, titre et intérêt relatifs à ses données. L'entrepreneur n'acquiert aucun droit sur les données du Canada, à l'exception des droits que le client accorde à l'entrepreneur pour fournir la solution au client.
- (b) Toutes les données que l'entrepreneur stocke, héberge ou traite pour le compte du Canada demeurent la propriété du Canada. À la demande de l'autorité contractante, l'entrepreneur doit fournir des dossiers de renseignements personnels dans les cinq jours ouvrables du gouvernement fédéral (ou sept jours ouvrables du gouvernement fédéral s'ils doivent être récupérés à partir d'une copie ou d'une sauvegarde hors site) dans un document Word ou Excel.

3. Aide dans la prestation d'une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée du Canada

- (a) À la demande du responsable technique, l'entrepreneur doit aider le Canada à créer une évaluation des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) conformément à la Directive sur l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée du Conseil du Trésor (<https://www.statcan.gc.ca/fra/about/pia/dcpia>) en aidant le Canada à produire la documentation à l'appui, y compris une EFVP de base pour le Canada fournie par l'entrepreneur. L'entrepreneur convient de fournir ce soutien dans les dix jours ouvrables suivant une demande ou dans un délai convenu d'un commun accord, selon la complexité de la demande par le Canada.

4. Atteinte à la vie privée

- (a) L'entrepreneur doit aviser rapidement le responsable technique (par téléphone et par courriel) de toute compromission ou toute violation ou de tout fait qui amène l'entrepreneur à croire qu'un risque de compromission ou de violation est ou peut être imminent, ou si des mesures de sécurité existantes ont cessé de fonctionner, et ce, au cours de la période suivante (tous les jours, 24 heures par jour, 365 jours par année).
- (b) Si l'entrepreneur prend connaissance d'une atteinte à la sécurité entraînant de façon accidentelle ou illégale la destruction, la perte, la modification, la divulgation non autorisée ou l'accès non autorisé aux données ou aux renseignements personnels du client pendant le traitement par l'entrepreneur (chacun étant un « incident de sécurité »), il doit rapidement et sans délai :

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

- (i) aviser le Canada de l'incident de sécurité;
 - (ii) enquêter sur l'incident de sécurité et fournir au Canada des renseignements détaillés sur cet incident;
 - (iii) prendre des mesures raisonnables pour atténuer les effets de l'incident de sécurité et limiter les dommages qui en découlent.
- (c) L'entrepreneur doit :
- (i) tenir un registre des atteintes à la sécurité avec une description de l'atteinte, de la période, des conséquences de l'atteinte, du nom du déclarant et de la personne à qui l'atteinte a été signalée, ainsi que de la procédure de récupération des données;
 - (ii) suivre ou permettre au Canada de suivre les divulgations de données sur le Canada, y compris les données qui ont été divulguées, à qui et à quel moment.

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

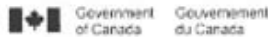
Annexe E – Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Government of Canada / Gouvernement du Canada		DSD-NHQ4504	
		Contract Number / Numéro du contrat 21120-22-3266246	
		Security Classification / Classification de sécurité	
SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL) LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)			
PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE			
1. Originating Government Department or Organization Ministère ou organisme gouvernemental d'origine Correctional Service Canada		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Offender Management System Modernization	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work - Brève description du travail To modernize its offender management system and transform current business processes to improve efficiency and effectiveness.			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui			
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui			
6. Indicate the type of access required - Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c) <input type="checkbox"/> No / Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes / Oui			
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p.ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé. <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui			
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciales sans entreposage de nuit? <input checked="" type="checkbox"/> No / Non <input type="checkbox"/> Yes / Oui			
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		N/A NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	N/A Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries / Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions / Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable / À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies) / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies) / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies) / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED / NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED A / PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED / NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	PROTECTED B / PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL / NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	PROTECTED C / PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET / NATO SECRET <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL / CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET / COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	SECRET / SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			TOP SECRET / TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			TOP SECRET (SIGINT) / TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>
Security Classification / Classification de sécurité			
TBS/SCT 350-103 (2004/12)		Canada	

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME



DSD-NHQ4504

Contract Number / Numéro du contrat 21120-22-3266246
Security Classification / Classification de sécurité

PART A (continued) / PARTIE A (suite)												
8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? If Yes, indicate the level of sensitivity: Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes											
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets? Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : Document Number / Numéro du document :	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes											
PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)												
10. a) Personnel security screening level required? Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis <table border="0"><tr><td><input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ</td><td><input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL</td><td><input type="checkbox"/> SECRET SECRET</td><td><input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET</td></tr><tr><td><input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGNT TRÈS SECRET - SIGNT</td><td><input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL</td><td><input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET</td><td><input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET</td></tr><tr><td><input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS</td><td colspan="3"></td></tr></table> Special comments: Commentaires spéciaux : _____ NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided. REMARQUE: Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.	<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGNT TRÈS SECRET - SIGNT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			
<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET									
<input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGNT TRÈS SECRET - SIGNT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET									
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS												
10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work? Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? If Yes, will unscreened personnel be escorted? Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes DS <input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes											
PART C : SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C : MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)												
INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS												
11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises? Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes											
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets? Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes											
PRODUCTION												
11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises? Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ?	<input checked="" type="checkbox"/> No <input type="checkbox"/> Yes											
INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)												
11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data? Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?	<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes											
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency? Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale?	<input type="checkbox"/> No <input checked="" type="checkbox"/> Yes											

Security Classification / Classification de sécurité

TS/SC 350-103 (2004/12)

Canada

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME



DSD-NHQ4504

Contract Number / Numéro du contrat
21120-22-3266246

Security Classification / Classification de sécurité

PART C (continued) / PARTIE C (suite)

For users completing the form manually use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.
Les utilisateurs qui remplissent le formulaire manuellement doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.
Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC			
	A	B	C	Confidential	Secret	Top Secret	NATO Restricted	NATO Confidential	NATO Secret	COSMIC Top Secret	Protected	Confidential	Secret	Top Secret
	DS			Confidential		Très Secret	NATO Diffusion Restreinte	NATO Confidentiel		COSMIC Très Secret	A	B	C	Très Secret
Information / Assets Renseignements / Biens	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Production	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Media Support IT	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
IT Liaison Lien électronique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité ».

12. b) Will the document attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non

☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).

Security Classification / Classification de sécurité

TBS/SCT 350-103 (2004/12)

Canada

Appendice 1 de l'annexe E – Autres renseignements sur la sécurité à l'intention des entrepreneurs et des sous-traitants étrangers

L'**entrepreneur ou le sous-traitant** étranger destinataire doit mener une enquête de sécurité auprès de tous les membres de son personnel qui devront avoir accès à des renseignements de niveau **PROTÉGÉ AU CANADA** :

- a) Vérification de l'identité
 - i. Copies de deux pièces d'identité originales valides délivrées par le gouvernement, dont une avec photo
 - ii. Nom de famille
 - iii. Prénoms complets (souligner ou encercler le prénom usuel)
 - iv. Nom de famille à la naissance
 - v. Tous les autres noms utilisés (surnoms)
 - vi. Changement de nom
 - 1. En cas de changement de nom, fournir l'ancien nom et le nouveau nom, le lieu du changement et l'institution ayant officialisé le changement
 - vii. Sexe
 - viii. Date de naissance
 - ix. Lieu de naissance (ville, province/État/région et pays)
 - x. Citoyenneté(s)
 - xi. Situation matrimoniale/union de fait
 - 1. Situation actuelle (marié, conjoint de fait, séparé, veuf, divorcé, célibataire)
 - 2. Renseignements sur tous les conjoints actuels (s'il y a lieu)
 - a. Nom de famille
 - b. Prénoms complets (souligner ou encercler le prénom usuel)
 - c. Date et durée du mariage ou de l'union de fait
 - d. Date de naissance
 - e. Nom de famille à la naissance
 - f. Lieu de naissance (ville, province/État/région et pays)
 - g. Citoyenneté
- b) Vérification de résidence
 - i. Historique de résidence des cinq dernières années, en commençant par l'adresse la plus récente, sans intervalle
 - 1. Numéro d'appartement, numéro de rue, nom de rue, ville, province ou État, code postal ou code postal américain, pays et dates d'arrivée et de départ
- c) Vérification des études
 - i. Établissements d'enseignement fréquentés et dates correspondantes
- d) Vérification de l'historique des emplois occupés
 - i. Historique des emplois des cinq dernières années, en commençant par l'emploi le plus récent, sans intervalle
 - ii. Trois références d'emploi durant les cinq dernières années
- e) Vérification de casier judiciaire :
 - i. rapport(s) contenant toutes les condamnations criminelles des cinq dernières années à l'intérieur ou à l'extérieur du pays de résidence du candidat.

Annexe F – Procédure d’attribution de tâche

- 1) Lorsqu’un besoin relatif à une tâche précise est identifié, une ébauche de formulaire d’autorisation de tâche (formulaire d’AT), qui figure à l’Appendice B de l’annexe A, doit être fournie à l’entrepreneur. Lorsqu’il reçoit un formulaire d’AT, l’entrepreneur doit soumettre au responsable technique son offre de prix pour les catégories de ressources ou de produits livrables demandées d’après les renseignements contenus dans le formulaire d’AT. L’offre de prix doit être signée et transmise au Canada dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d’AT. L’entrepreneur aura un délai de 48 heures minimum pour soumettre une offre de prix.
- 2) L’entrepreneur doit fournir un curriculum vitæ ainsi que les renseignements sur l’attestation de sécurité exigée pour chaque ressource proposée et remplir les tableaux de réponse joints à l’appendice C de l’annexe A, qui portent sur les catégories de personnel ou de produits livrables indiquées dans la version préliminaire de l’AT. La même personne ne peut être proposée pour plus d’une catégorie de ressources. Les curriculum vitæ doivent montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites concernant les qualifications (y compris les exigences en matière d’études, d’expérience de travail et d’accréditation ou d’affiliation professionnelle). En ce qui a trait aux ressources proposées :
 - a) Les ressources proposées peuvent être des employés de l’entrepreneur ou des employés d’un sous-traitant ou des entrepreneurs indépendants auxquels l’entrepreneur confierait une partie du travail en sous-traitance (voir l’appendice D de l’annexe A, Attestations).
 - b) En ce qui concerne les exigences en matière d’études touchant un grade, un titre ou un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes d’études ayant été réussis par la ressource avant la date d’émission de l’ébauche de l’AT à l’entrepreneur.
 - c) Pour les exigences relatives à l’accréditation ou à l’affiliation professionnelle, la ressource doit détenir le titre exigé au moment de l’attribution de la version préliminaire de l’AT et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l’organisme professionnel en question pendant la période d’évaluation et la durée du contrat. Lorsque l’accréditation ou l’affiliation professionnelle doit être démontrée au moyen d’une certification le diplôme ou le grade, tel document doit être à jour, valide et émis par l’entité précisée dans le contrat ou, si l’entité n’est pas précisée, l’émetteur doit avoir, par une entité, une institution ou un organisme reconnu ou accrédité au moment dont le document a été émis.
 - d) En ce qui concerne l’expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l’expérience acquise dans le cadre d’un programme de formation, sauf s’il s’agit d’expérience acquise dans le cadre d’un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
 - e) Pour les exigences qui demandent un nombre précis d’années d’expérience (p. ex., 2 ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitae ne donne pas les dates précises (le mois et l’année) de l’expérience alléguée (c.-à-d., la date de début et la date de fin). Le Canada n’évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée pour la ressource jusqu’à la date de fin), plutôt qu’à partir de la date de début et de fin générale d’un projet ou d’un groupe de projets auxquels la ressource a participé.

- f) Le curriculum vitæ ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l’expérience nécessaire en expliquant les responsabilités et les tâches effectuées à ce poste. Le fait d’énumérer simplement l’expérience en ne fournissant aucune donnée à l’appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d’AT, ne sera pas considéré comme la « preuve » d’une expérience aux fins de cette évaluation. L’entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates, le mois et l’année, et la façon dont les activités ou responsabilités ont été accomplies et dont les qualifications et l’expérience citées ont été obtenues. Lorsque la ressource proposée a travaillé en même temps sur plus d’un projet, la période de chevauchement ne sera comptée qu’une fois dans les exigences portant sur la durée de l’expérience.
- 3) Les compétences et l’expérience des ressources proposées seront évaluées en fonction des exigences énoncées dans l’Appendice C de l’Annexe A afin de déterminer la conformité de chaque ressource proposée aux critères obligatoires et cotés. Le Canada peut exiger une preuve que la formation formelle a été suivie avec succès ainsi que des renseignements de référence. Le Canada peut effectuer un contrôle des références pour vérifier l’exactitude des renseignements fournis. Le cas échéant, ce contrôle sera fait par courriel (sauf si la personne de référence n’est accessible que par téléphone). Le Canada n’attribuera aucun point à l’entrepreneur ou considérera qu’un critère obligatoire n’est pas satisfait s’il ne reçoit pas de réponse dans les 5 jours ouvrables. Le troisième jour après avoir transmis la demande de référence par courriel, si le Canada n’a pas reçu de réponse, il avisera l’entrepreneur, par courriel, afin que celui-ci communique directement avec la personne citée en référence pour s’assurer qu’elle réponde au Canada dans les 5 jours ouvrables. Si les renseignements fournis par une personne de référence diffèrent des renseignements fournis par l’entrepreneur, les renseignements fournis par la personne de référence seront les renseignements évalués. On n’accordera aucun point à l’entrepreneur ou on considérera qu’un critère obligatoire n’est pas respecté si le client de référence n’est pas un client de l’entrepreneur lui-même (par exemple, le client ne peut pas être le client d’une filiale de l’entrepreneur). Aucun point de sera attribué ou l’exigence obligatoire ne sera pas respectée si le client est lui-même une filiale ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec l’entrepreneur. Les références de l’État sont acceptées.
- 4) Pendant l’évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l’AT ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l’autorité contractante peut déclarer l’offre de prix irrecevable.
- 5) Seules les offres de prix qui satisfont à tous les critères obligatoires seront prises en compte pour l’évaluation des critères cotés. Chaque ressource proposée doit obtenir la note minimale nécessaire pour le critère coté de la catégorie de ressources applicable. Si la note minimale d’une ressource proposée est inférieure à la note requise, l’offre de prix de l’entrepreneur sera jugée irrecevable.
- 6) Dès que l’offre de prix aura été acceptée par le responsable technique, le formulaire d’AT sera signé par le Canada et envoyé à l’entrepreneur, qui devra le signer. Le formulaire d’AT doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L’entrepreneur ne doit commencer les travaux qu’après avoir reçu un formulaire d’AT valide (l’autorisation de tâche). Tous les travaux exécutés sans formulaire d’AT le seront à ses propres risques.

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Appendice 1 d'Annexe F

FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE (AT)				
Entrepreneur		Numéro de contrat :		
No d'engagement		Code financier :		
No d'autorisation de tâche (modification):		Date d'émission :	Réponse au plus tard le :	
1. Énoncé des travaux (activités, attestations et livrables)				
Voir ci-joint l'énoncé des travaux et les attestations requises.				
2. Période des services :	De (DATE) :		À (DATE) :	
3. Emplacement des travaux :				
4. Exigences de déplacement :				
5. Exigences linguistiques :				
6. Autres conditions/contraintes :				
7. Niveau d'attestation de sécurité exigé pour le personnel de l'entrepreneur :				
8. Réponse de l'entrepreneur :				
CATÉGORIE ET NOM DE LA RESSOURCE PROPOSÉE	NUMÉRO DE DOSSIER DE SÉCURITÉ DE TPSGC	TAUX QUOTIDIEN	NOMBRE ESTIMATIF DE JOURS	COÛT TOTAL
Livrables				
Nom du Livrable		Identifiant du livrable		

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

FORMULAIRE D’AUTORISATION DE TÂCHE (AT)	
Total du coût de main-d’œuvre	
Total des frais de déplacement et de subsistance	
Prix ferme ou prix maximum de l’AT	
Signature de l’entrepreneur	
Nom, titre et signature de la personne autorisée à signer au nom de l’ entrepreneur (en caractères d’imprimerie) _____	Signature: _____ Date: _____
Approval – Signing Authority Approbation - Pouvoir de signature	
Signatures (client) Nom, titre et signature de la personne autorisée à signer : Responsable technique : _____ Date: _____	Signatures (TPSGC) Autorité contractante ¹ : _____ Date: _____
¹ Signature requise pour les projets d’une valeur de _____ \$ ou plus, taxes applicables comprises.	
Vous êtes tenu de vendre à sa Majesté la Reine du Chef du Canada, conformément aux modalités établies ou mentionnées dans la présente ou si-jointes, les services énumérés dans la présente et dans les documents ci-joints, aux prix établis.	

Appendice 2 d'Annexe F

ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHE

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si elles s'appliquent, elles doivent être signées et jointes à la proposition de l'entrepreneur lorsque celle-ci est soumise au Canada.

1. ATTESTATION RELATIVE AUX ÉTUDES ET À L'EXPÉRIENCE

L'entrepreneur atteste qu'il a vérifié tous les renseignements fournis dans les curriculum vitæ et les documents à l'appui présentés en vue de l'exécution des travaux, plus particulièrement les renseignements relatifs aux études, aux réalisations, à l'expérience et aux antécédents professionnels, et que ceux-ci sont exacts. En outre, le soumissionnaire garantit que chaque personne qu'il a proposée en réponse au besoin est en mesure d'exécuter les travaux prévus par l'AT.

Nom en caractères d'imprimerie de la personne
autorisée et signature

Date

2. CERTIFICATION OF AVAILABILITY OF PERSONNEL

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir les services dans le cadre de l'AT, la personne proposée dans son offre de prix pourra commencer les travaux dans un délai raisonnable suivant la date d'attribution de l'AT ou dans le délai précisé dans le formulaire d'AT et qu'elle demeurera disponible pour réaliser le travail requis en réponse au besoin.

Nom en caractères d'imprimerie de la personne
autorisée et signature

Date

3. ATTESTATION DU STATUT DU PERSONNEL

Si le soumissionnaire a proposé une personne qui n'est pas un de ses employés, il atteste qu'il a obtenu la permission de cette personne avant d'offrir ses services pour l'exécution des travaux en vertu de l'AT et de soumettre son curriculum vitæ au Canada. Pendant la durée du contrat, le soumissionnaire doit, à la demande de l'autorité contractante, fournir une confirmation écrite, signée par la personne, de la permission donnée au soumissionnaire ainsi que de sa disponibilité. Le défaut de répondre à la demande pourra être considéré comme un manquement en vertu des conditions générales.

Nom en caractères d'imprimerie de la personne
autorisée et signature

Date

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

4. ATTESTATION LINGUISTIQUE

L’entrepreneur atteste que la ressource proposée en réponse à la présente ébauche d’autorisation de tâche peut s’exprimer couramment en anglais. La personne proposée doit être en mesure de communiquer en anglais tant à l’oral qu’à l’écrit, sans aide, et en faisant peu d’erreurs.

Nom en caractères d’imprimerie de la personne
autorisée et signature

Date

Annexe G - Processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement

1. **Condition de l'attribution du contrat** : Pour obtenir un contrat, le soumissionnaire doit se soumettre avec succès au processus d'intégrité de la chaîne d'approvisionnement (ICA) et ne pas être rejeté.
2. **Définitions** : Les termes et les expressions utilisés dans le processus d'ICA sont définis de la façon suivante :
 - a. « **données du Canada** » Toute donnée provenant des travaux, toute donnée reçue visant à contribuer aux travaux ou générée dans le cadre de la prestation de services de sécurité, de configuration, d'exploitation, d'administration et de gestion, ainsi que toute donnée transportée ou stockée par l'entrepreneur ou le sous-traitant dans le cadre des travaux, en vertu de tout contrat subséquent;
 - b. « **produit** » Tout matériel qui fonctionne dans la couche liaison de données du **modèle d'interconnexion** de systèmes ouverts (ISO) [deuxième couche] ou supérieurs; tout logiciel et tout appareil technologique en milieu de travail;
 - c. « **fabricant du produit** » Entité qui assemble les composants pour fabriquer le produit final;
 - d. « **éditeur de logiciel** » Propriétaire du logiciel qui a le droit d'octroyer une licence (et d'autoriser d'autres personnes à octroyer une licence ou une sous-licence) pour ses produits logiciels;
 - e. « **schéma de la portée de la chaîne d'approvisionnement** » Un schéma de la portée de la chaîne d'approvisionnement est fourni à l'Appendice 1 de l'annexe F afin d'offrir une représentation visuelle des exigences de présentation et d'évaluation de l'Information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA), décrites en détail ci-dessous. En cas d'incompatibilité entre le diagramme et le processus décrit dans ce document, ce dernier a préséance;
 - f. « **information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement** » Tout renseignement que le Canada peut exiger du soumissionnaire ou de l'entrepreneur pour effectuer une évaluation complète de la sécurité de l'ISCA au cours du processus d'ICA;
 - g. « **appareil technologique en milieu de travail** » Tout ordinateur de bureau, poste de travail mobile (comme un ordinateur portable ou une tablette), téléphone intelligent ou téléphone, périphérique et accessoire (comme un moniteur, un clavier ou une souris), dispositif audio ou dispositif interne ou externe de stockage (comme une clé USB, une carte à mémoire, un disque dur externe ou des CD et DVD inscriptibles) ou tout autre support;
 - h. « **travaux** » Les activités, les services, les biens, l'équipement, la matière et les éléments nécessaires livrés ou réalisés par l'entrepreneur dans le cadre de tout contrat subséquent.
3. **Exigences relatives à la présentation des soumissions** (obligatoires à la date de clôture des soumissions)

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, avant la date de clôture, l'information sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA) suivante :

- a. **liste de produits de TI** : les soumissionnaires doivent indiquer les produits qui pourraient

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

servir à transmettre et à stocker les données du Canada, ou qui pourraient être utilisés ou installés par le soumissionnaire ou un de ses sous-traitants pour effectuer toute partie des travaux, ainsi que les renseignements suivants concernant chaque produit :

- i. **emplacement** : déterminer à quel endroit chaque produit est interrelié dans tout réseau donné relativement aux données du Canada (indiquer les points de prestation de services ou les nœuds, comme les points de présence, l'emplacement des tiers, les installations de centres de données, le centre des opérations, le centre des opérations de sécurité, les points d'appairage d'Internet ou d'un autre réseau public, etc.);
- ii. **type de produit** : indiquer la description généralement reconnue par l'industrie pour le matériel, les logiciels, etc. Les composantes d'un produit assemblé, comme un module ou un assemblage de cartes, doivent être fournies pour tous les appareils d'inter réseautage de la troisième couche;
- iii. **composant de TI** : indiquer la description généralement reconnue utilisée par l'industrie pour les pare-feu, routeurs, interrupteurs, serveurs, applications de sécurité, etc.;
- iv. **nom ou numéro du modèle du produit** : indiquer le nom ou le numéro du produit attribué par le fabricant;
- v. **description et objectif du produit** : entrer la description ou l'objectif du produit fourni par le fabricant, ainsi que son utilisation ou son rôle prévu dans le cadre des travaux décrits à l'égard du projet;
- vi. **source** : indiquer le fabricant du produit, l'éditeur de logiciel et le fabricant de pièces d'origine des composants intégrés;
- vii. **nom du sous-traitant** : indiquer tous les sous-traitants. Dans le « **Formulaire de présentation de l'ISCA** » fourni avec la demande de soumissions à l'appendice 2 de l'annexe F, « nom du sous-traitant » désigne tout sous-traitant qui fournira, installera ou entretiendra un ou plusieurs produits, si le soumissionnaire ne le fait pas lui-même, tel qu'il est précisé ci-dessous.

Il est obligatoire de fournir les renseignements énoncés ci-dessus. Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent les renseignements relatifs à la liste des produits de TI au moyen du Formulaire de présentation de l'ISCA, mais le formulaire utilisé pour soumettre ces renseignements n'est pas en soi obligatoire. Le Canada demande également que les soumissionnaires indiquent sur chaque page leur dénomination sociale ainsi qu'un numéro de page et le nombre total de pages. Il demande aussi aux soumissionnaires d'insérer une ligne distincte pour chaque produit dans le Formulaire de présentation de l'ISCA. Enfin, le Canada demande aux soumissionnaires de ne pas répéter des itérations multiples du même produit (c.-à-d., si le numéro de série ou la couleur sont les seules différences entre les deux produits, ils seront traités comme le même produit aux fins de l'évaluation de l'ISCA).

- b. **Diagrammes de réseau** : Un ou plusieurs diagrammes de réseau conceptuels montrant la totalité du réseau proposé pour la réalisation des travaux décrits dans la présente demande de soumissions. Les diagrammes de réseau doivent uniquement comprendre les portions du réseau du soumissionnaire (et de ceux de ses sous-traitants) sur lesquelles les données du Canada seraient transmises dans le cadre de l'exécution de tout contrat subséquent. À tout le moins, le diagramme doit illustrer ce qui suit :
 - i. les principaux nœuds suivants servant à la prestation de services dans le cadre de tout contrat subséquent :

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

1. les points de prestation de services,
2. le réseau de base,
3. le ou les réseaux de sous-traitants (préciser le nom du sous-traitant qui figure sur la liste des sous-traitants);

ii. les interconnexions entre les nœud, s’il y a lieu;

iii. toute interconnexion entre les nœuds et Internet;

iv. pour chaque nœud, un renvoi au produit qui sera déployé dans ce nœud, à l’aide du numéro d’article de la liste des produits de TI.

- c. **Liste des sous-traitants** : Le soumissionnaire doit remettre une liste de tous les sous-traitants qui pourraient participer à l’exécution d’une partie des travaux (cela comprend les sous-traitants affiliés ou liés au soumissionnaire) dans le cadre de tout contrat subséquent. Au minimum, la liste doit inclure ce qui suit :

- i. le nom du sous-traitant;
- ii. l’adresse du siège social du sous-traitant;
- iii. la partie des travaux que réaliserait le sous-traitant;
- iv. l’endroit où le sous-traitant réaliserait les travaux.

La liste doit désigner tous les tiers qui pourraient réaliser toute portion des travaux, qu’ils fassent de la sous-traitance directe pour le soumissionnaire ou pour des sous-traitants du soumissionnaire. Autrement dit, tout sous-traitant qui pourrait avoir accès aux données du Canada ou qui serait responsable du transport ou de l’entreposage de celles-ci doit être nommé. Les sous-traitants comprennent également, par exemple, les techniciens qui pourraient être déployés pour assurer la maintenance de la solution du soumissionnaire. Aux fins de la présente exigence, une tierce partie qui fournit des biens au soumissionnaire, mais qui ne réalise pas une partie des travaux, n’est pas considérée comme un sous-traitant. Si le soumissionnaire n’entend pas recourir à des sous-traitants pour réaliser une partie des travaux, le Canada demande qu’il l’indique dans sa soumission.

4. **Évaluation de l’information sur la sécurité de la chaîne d’approvisionnement (ISCA)**

- a. Le Canada déterminera si, à son avis, l’ISCA donne lieu à la possibilité que la solution du soumissionnaire classée au premier rang compromette ou serve à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant.
- b. Au cours de l’évaluation :
 - i. Le Canada peut exiger du soumissionnaire des renseignements supplémentaires que l’autorité de sécurité de la chaîne d’approvisionnement juge nécessaires pour effectuer une évaluation de sécurité complète de l’ISCA. Le soumissionnaire disposera de deux jours ouvrables (ou d’un délai plus long précisé par écrit par le Canada) pour fournir les renseignements nécessaires à l’autorité de sécurité de la chaîne d’approvisionnement. À défaut de respecter ce délai, la soumission sera rejetée.
 - ii. Le Canada peut confier l’évaluation à ses propres ressources ou à des experts conseils et peut, au besoin, se procurer des renseignements supplémentaires auprès de tiers. Le Canada peut utiliser tout renseignement, figurant dans la soumission ou provenant d’une autre source, qu’il juge utile afin d’effectuer une évaluation complète de l’ISCA.

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

c. Si le Canada juge qu'il est possible que tout aspect de l'ISCA, si celle-ci était utilisée par le Canada, puisse compromettre ou servir à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant :

i. le Canada écrira (par courriel) au soumissionnaire pour lui faire part des aspects de l'ISCA qui le préoccupent ou qu'il ne peut pas évaluer (par exemple, des versions à venir de produits ne peuvent pas être évaluées). Tous les renseignements supplémentaires que le Canada pourrait être en mesure de fournir au répondant au sujet de ses préoccupations dépendront de la nature de celles-ci. Pour des raisons de sécurité nationale, le Canada ne sera pas toujours en mesure de fournir des renseignements supplémentaires au soumissionnaire. Par conséquent, dans certaines circonstances, le soumissionnaire ne connaîtra pas les raisons sous-jacentes des préoccupations du Canada à l'égard d'un produit, d'un sous-traitant ou d'autres aspects de l'ISCA du soumissionnaire. En ce qui concerne les préoccupations éventuelles, le Canada peut, à son entière discrétion, déterminer une éventuelle mesure d'atténuation que le soumissionnaire pourrait devoir mettre en œuvre par rapport à n'importe quelle portion de l'ISCA si un contrat lui est attribué.

ii. L'avis donnera au soumissionnaire un minimum de trois (3) occasions de présenter l'ISCA révisée donnant suite aux préoccupations du Canada. Si le Canada a déterminé une mesure d'atténuation que le fournisseur pourrait devoir mettre en œuvre si un contrat lui est attribué, le soumissionnaire doit confirmer dans l'ISCA révisée son consentement ou son refus que tout contrat attribué comprenne des engagements supplémentaires relatifs à ces conditions d'atténuation. La première ISCA révisée doit être soumise dans les **dix (10) jours civils** suivant la journée à laquelle l'avis écrit du Canada est envoyé au soumissionnaire (ou un délai plus long précisé par écrit par l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement). Si des préoccupations sont présentées par le Canada au sujet de la première ISCA révisée soumise après la date de clôture des soumissions, la deuxième ISCA révisée devra être présentée dans les **cinq (5) jours civils** (ou un délai plus long précisé par écrit par l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement). Si des préoccupations sont présentées par le Canada au sujet de la deuxième ISCA révisée soumise après la date de clôture des soumissions, la troisième ISCA révisée devra être présentée dans les **trois (3) jours civils** (ou un délai plus long précisé par écrit par l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement).

En ce qui a trait à l'ISCA révisée soumise chaque fois, le soumissionnaire doit indiquer dans sa réponse si la révision a une incidence sur tout aspect de sa soumission technique ou de ses attestations. Le soumissionnaire ne sera autorisé à modifier aucun prix dans sa soumission, mais sera autorisé à retirer sa soumission s'il ne veut pas honorer son tarif à la suite de révisions requises à l'ISCA. Chaque fois que le soumissionnaire présentera une ISCA révisée dans le délai imparti, le Canada effectuera une nouvelle évaluation de l'ISCA révisée selon les modalités suivantes :

1. Si le Canada juge qu'il est possible que tout aspect de l'ISCA révisée du soumissionnaire puisse compromettre ou servir à compromettre la sécurité du matériel, des micrologiciels, des logiciels, des systèmes ou des renseignements lui appartenant, le soumissionnaire devra recevoir le même type d'avis décrit à l'alinéa 4c) ci-dessus. Si le Canada juge que la troisième ISCA révisée ultérieure à la date de clôture de la demande de soumissions soulève toujours des préoccupations, toute autre

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

occasion de réviser l'ISCA sera à l'entière discrétion du Canada, et la soumission pourrait être rejetée par le Canada en tout temps.

2. Si la soumission n'est pas rejetée par suite de l'évaluation de l'ISCA (révisée conformément au processus indiqué ci-dessus), après la réception de la version finale de l'ISCA révisée, le Canada évaluera l'ensemble des révisions à la soumission technique et aux attestations afin de déterminer si elles ont une incidence sur :
 - a. la conformité du soumissionnaire aux exigences obligatoires de la présente demande de soumissions;
 - b. la note du soumissionnaire par rapport aux exigences cotées de la présente demande de soumissions, le cas échéant;
 - c. le classement du soumissionnaire par rapport aux autres soumissionnaires, conformément au processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions.
3. Si le Canada détermine que le soumissionnaire demeure recevable et que son classement par rapport aux autres soumissionnaires n'a pas été touché par les révisions à l'ISCA soumises après la date de clôture des soumissions conformément au processus décrit ci-dessus, l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement recommandera la soumission classée au premier rang pour l'attribution du contrat, sous réserve des dispositions de la demande de soumissions. Si l'approbation du Canada est visée par toute mesure d'atténuation, aucun contrat ne sera attribué au soumissionnaire, à moins que le Canada soit convaincu que le contrat comprend des engagements additionnels reflétant les mesures d'atténuation requises.
4. Si le Canada détermine qu'en raison des révisions à l'ISCA soumises après la date de clôture de la demande de soumissions, conformément au processus décrit ci-dessus, le soumissionnaire n'est plus conforme ou n'est plus classé au premier rang, le Canada procédera à l'examen de la soumission classée au rang suivant pour l'attribution du contrat, toujours sous réserve des dispositions de la demande de soumissions relatives à l'évaluation de l'ISCA soumise à la date de clôture de la demande de soumissions, et à l'évaluation de toute ISCA révisée soumise après la date de clôture de la demande de soumissions, conformément aux dispositions ci-dessus.
- d. En participant au présent processus, le soumissionnaire reconnaît que la nature des technologies de l'information est telle que de nouvelles vulnérabilités, y compris celles liées à la sécurité, sont constamment découvertes. Par conséquent :
 - i. une évaluation satisfaisante ne signifie pas que la même ISCA ou une ISCA semblable sera évaluée de la même façon pour les besoins futurs;
 - ii. au cours de l'exécution de tout contrat subséquent à la présente demande de soumissions, si le Canada est préoccupé par certains produits, conceptions et soustraitants compris initialement dans l'ISCA, il gérera ses préoccupations conformément aux modalités du contrat.
5. En présentant son ISCA, et compte tenu de la possibilité de participer à ce processus

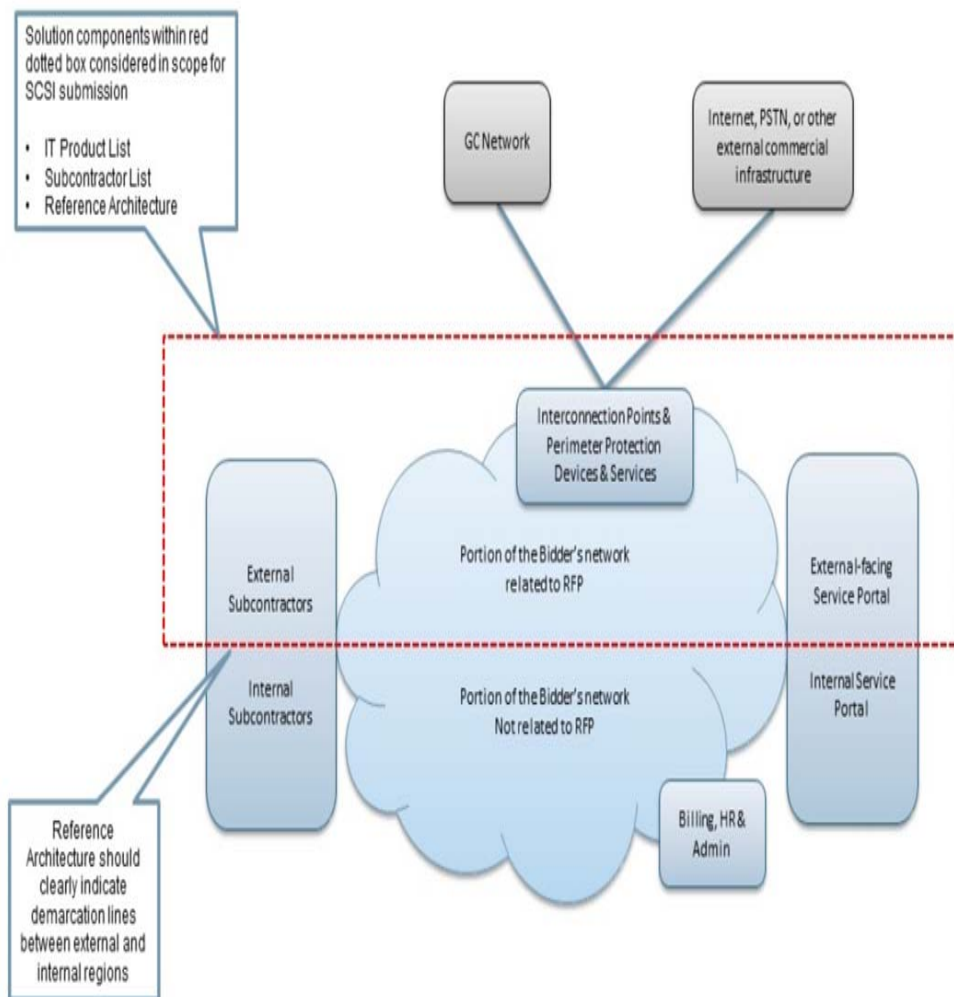
Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

d'approvisionnement, le soumissionnaire accepte les modalités de l'entente de non-divulgence ci-dessous (l'« **entente de non-divulgence** ») :

- a. le soumissionnaire accepte d'assurer la confidentialité et le stockage sécuritaire de toute information qu'il reçoit du Canada au sujet de l'évaluation qu'a faite ce dernier de l'ISCA du soumissionnaire (l'« information de nature délicate »), y compris, sans toutefois s'y limiter, les aspects de l'ISCA qui soulèvent des préoccupations, et les raisons qui ont engendré les préoccupations du Canada à cet égard;
- b. l'information de nature délicate comprend notamment les documents, les instructions, les directives, les données, le matériel, les conseils ou autre renseignement, qu'ils soient fournis oralement, par écrit ou autrement, et ce, que cette information soit classifiée, confidentielle exclusive ou sensible;
- c. le soumissionnaire convient de ne pas reproduire, copier, divulguer, publier ou communiquer, en tout ou en partie, de quelque façon que ce soit, de l'information de nature délicate à une personne autre qu'un employé du soumissionnaire qui a besoin de la connaître et qui détient une attestation de sécurité correspondant à la classification de l'information de nature délicate divulguée, sans recevoir d'abord le consentement écrit de l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement;
- d. le soumissionnaire accepte d'aviser immédiatement l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement dès qu'une personne, autre que celles autorisées en vertu de la sous-section qui précède, accède à de l'information de nature délicate;
- e. le soumissionnaire retenu convient que le non-respect de cette entente de non-divulgence peut entraîner sa disqualification à toute étape du processus d'approvisionnement ou la résiliation immédiate du contrat subséquent ou de tout autre instrument qui en résulte. Le soumissionnaire reconnaît également que toute violation de cette entente de non-divulgence peut entraîner un examen de sa cote de sécurité ainsi qu'un examen de son statut en tant que soumissionnaire admissible pour d'autres besoins;
- f. toute l'information de nature délicate demeure la propriété du Canada et doit être retournée à l'autorité de sécurité de la chaîne d'approvisionnement ou détruite à la demande de cette dernière dans les trente (30) jours suivant cette demande;
- g. la présente entente de non-divulgence demeure en vigueur indéfiniment. Si le soumissionnaire souhaite être libéré de ses obligations à l'égard de tous les documents qui contiennent de l'information de nature délicate, il peut les retourner à un représentant autorisé du Canada, accompagnés d'une référence à la présente entente de non-divulgence. Dans ce cas, toute information de nature délicate connue par le soumissionnaire et son personnel (c.-à-d. l'information de nature délicate qui est connue, mais qui n'est pas consignée par écrit) continuera d'être assujettie à cette entente de non-divulgence, mais il n'y aura aucune autre obligation en ce qui a trait à l'entreposage sécuritaire des documents contenant de l'information de nature délicate (sauf si le soumissionnaire a créé de nouveaux documents contenant de l'information de nature délicate). Le Canada peut demander que le soumissionnaire fournisse la confirmation écrite indiquant que toutes les copies électroniques et papier des documents qui contiennent de l'information de nature délicate ont été retournées au Canada.

APPENDICE 1 DE ANNEXE G

SCI Scope Reference Diagram



Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Annexe H - Formulaires

Formulaire 1 Formulaire de présentation de la soumission

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Dénomination sociale du soumissionnaire <i>[Remarque à l'intention des soumissionnaires : Il incombe aux soumissionnaires qui font partie d'une entreprise de désigner la bonne entreprise.]</i>		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Courriel	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) <i>[voir les Instructions et conditions uniformisées de 2003]</i> <i>[Note à l'intention des soumissionnaires : Le NEA donné doit correspondre à la dénomination sociale utilisée dans la soumission. Si ce n'est pas le cas, on établira le soumissionnaire en fonction de la dénomination sociale fournie, et le soumissionnaire devra donner le NEA qui correspond à celle-ci.]</i>		
Compétence du contrat : Province ou territoire du Canada choisi par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)		
Anciens fonctionnaires	Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel que le définit la demande de soumissions? Oui ____ Non ____ Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2, intitulée « Ancien fonctionnaire ».	

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION		
Voir l'article à la Partie 2 de l'appel d'offre intitulé « Ancien fonctionnaire », pour obtenir une définition pour ancien fonctionnaire.	<p>Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions de la Directive sur le réaménagement des effectifs?</p> <p>Oui ____ Non ____</p> <p>Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 2, intitulée « Ancien fonctionnaire ».</p>	
Attestation du contenu canadien Comme décrit dans la demande de soumissions, la préférence sera donnée aux soumissions qui auront au moins 80p. 100 de contenu canadien. [Pour obtenir la définition des produits et des services canadiens, consulter la clause K4000D du Guide des CCUA de TPSGC]	En apposant ma signature ci-après, j'atteste au nom du soumissionnaire que <u>[cocher la case appropriée]</u> :	
	Au moins 80 p. 100 du prix de la soumission consiste en des produits et services canadiens (comme défini dans la demande de soumissions)	
	Moins de 80 p. 100 du prix de la soumission consiste en des produits et services canadiens (comme défini dans la demande de soumissions)	
Maintenance et soutien du logiciel sous licence : <i>(Les autorités contractuelles doivent seulement insérer lorsque la condition générale supplémentaire 4004 a été insérée dans la Partie 7).</i>	Accès téléphonique sans frais :	
	Accès par télécopieur sans frais :	
	Accès par courriel :	
	Adresse du site Web pour le soutien Web :	
Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire <i>[indiquer le niveau et la date d'attribution]</i> [Note à l'intention des soumissionnaires : assurez-vous que le nom dans l'attestation de sécurité correspond à la dénomination sociale du soumissionnaire. Si ce n'est pas le cas, l'attestation n'est pas valide pour le soumissionnaire.]		
En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de propositions (DP) en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la DP et que : <ol style="list-style-type: none"> le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et que ses produits sont en mesure de satisfaire les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions; cette soumission est valide pour la période <i>exigée</i> dans la demande de soumissions; tous les renseignements fournis dans la soumissions sont exhaustifs, véridiques et exacts; si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande de soumissions. 		
Signature du représentant autorisé du soumissionnaire	_____	

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Formulaire 2
Formulaire d’attestation de la conformité technique

Inclus en pièce jointe **Formulaire 2 – Justification de la conformité technique.docx**

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

<p align="center">Formulaire 3</p> <p align="center">Formulaire d'attestation de l'éditeur de logiciel (à utiliser lorsque le soumissionnaire est l'éditeur de logiciel)</p> <p>Le soumissionnaire atteste qu'il est l'éditeur des logiciels et des composants de logiciel suivants et qu'il a tous les droits requis pour fournir les licences de ces logiciels (et de tous les sous-composants non exclusifs intégrés aux logiciels), libres de redevances pour le Canada :</p> <div> <div></div> <div></div> <div></div> <div></div> </div> <p><i>[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]</i></p>
--

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Formulaire 4

Formulaire d'autorisation de l'éditeur de logiciel

(à utiliser lorsque le soumissionnaire n'est pas l'éditeur de logiciel)

La présente vise à confirmer que l'éditeur de logiciel identifié ci-dessous a autorisé l'offrant nommé ci-après à fournir des licences de son logiciel dans le cadre du contrat résultant de la demande de soumissions indiquée ci-dessous. L'éditeur de logiciel atteste qu'aucune condition reproduite dans une licence sous emballage rétractable, et reproduite dans ou sur l'emballage du logiciel ou dans toute autre modalité accompagnant le logiciel ne s'appliquera, et que le contrat attribué à la suite de la demande de soumissions (avec ses modifications successives par les parties) représentera l'entente en entier, y compris pour ce qui concerne les licences des produits logiciels de l'éditeur de logiciel indiqués ci-dessous. L'éditeur de logiciel atteste en outre que, si la méthode de livraison (comme le téléchargement) devait nécessiter que l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit l'application de conditions non prévues par la demande de soumissions, ces conditions ne s'appliqueraient pas à l'utilisation par le Canada des produits logiciels de l'éditeur de logiciel indiqués ci-dessous, et ce même si l'utilisateur accepte de quelque façon que ce soit de se soumettre aux conditions supplémentaires.

Cette autorisation s'applique aux logiciels suivants :

[les soumissionnaires devraient ajouter ou retirer des lignes au besoin]

Nom de l'éditeur de logiciel (EL)

Signature du signataire autorisé de l'EL

Nom en caractères d'imprimerie du signataire
autorisé de l'EL

Titre en caractères d'imprimerie du signataire
autorisé de l'EL

Adresse du signataire autorisé de l'EL

N° de téléphone du signataire autorisé de l'EL

N° de télécopieur du signataire autorisé de l'EL

Date de signature

Numéro de la demande de soumissions

Nom du soumissionnaire

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Formulaire 5 à la Partie 3 – de la Demande de soumissions
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

Le soumissionnaire accepte d’être payé au moyen de l’un des instruments de paiement électronique suivants :

- () Carte d’achat VISA;
- () Carte d’achat MasterCard;
- () Dépôt direct (national et international);
- () Échange de données informatisées (EDI);
- () Virement télé graphique (international seulement);
- () Système de transfert de paiements de grande valeur (plus de 25 M\$) ;

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

Formulaire 6 à la Partie 5 de la Demande de soumissions

CERTIFICATION PROGRAMME DE CONTRATS FÉDÉRAUX POUR L'ÉQUITÉ EN MATIÈRE D'EMPLOI – ATTESTATION

Je, soumissionnaire, en présentant les renseignements suivants à l'autorité contractante, atteste que les renseignements fournis sont exacts à la date indiquée ci-dessous. Les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends que le Canada déclarera une soumission non recevable, ou un entrepreneur en situation de défaut, si une attestation est jugée fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat. Le Canada aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations d'un soumissionnaire. Le défaut de se conformer à toute demande ou exigence imposée par le Canada peut également rendre la soumission non recevable ou constituer un défaut en vertu du contrat.

Pour de plus amples renseignements sur le Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, consulter le site [Web d'Emploi et Développement social Canada \(EDSC\) - Travail](#).

Date : _____ (JJ/MM/AAAA) (si aucune date n'est indiquée, la date de clôture des soumissions sera utilisée.)

Remplir les sections A et B.

A. Cochez seulement l'un des énoncés suivants :

- ☐ A1. Le soumissionnaire atteste qu'il n'a aucun effectif au Canada.
- ☐ A2. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur du secteur public.
- ☐ A3. Le soumissionnaire atteste qu'il est un employeur sous réglementation fédérale, dans le cadre de la Loi sur l'équité en matière d'emploi.
- ☐ A4. Le soumissionnaire atteste qu'il a un effectif combiné de moins de 100 employés permanents à temps plein et/ou permanents à temps partiel au Canada.
- A5. Le soumissionnaire a un effectif combiné de 100 employés ou plus au Canada;
- ☐ A5.1. Le soumissionnaire atteste qu'il a conclu un [Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi](#) valide et en vigueur avec le Programme du travail de EDSC.

OU

- ☐ A5.2. Le soumissionnaire atteste qu'il a soumis l'[Accord pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi \(LAB1168\)](#) au Programme du travail de EDSC. Comme il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat, remplissez le formulaire intitulé Accord pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi (LAB1168), signez-le en bonne et due forme et transmettez-le aux responsables du Programme du travail de EDSC.

B. Cochez seulement l'un des énoncés suivants :

- ☐ B1. Le soumissionnaire n'est pas une coentreprise.

OU

- ☐ B2. Le soumissionnaire est une coentreprise et chaque membre de la coentreprise doit fournir à l'autorité contractante l'annexe intitulée Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation. (Consultez la section sur les coentreprises des instructions uniformisées)

Solicitation No. – N° de l'invitation
21120-206246
Client Ref. No. – N° de réf. De client

Amd. No – N° de la modif.
File No. – N° du dossier

Buyer ID – Id de l'acheteur
165XL
CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

FORMULAIRE 7 FORMULAIRE DE DÉCLARATION

Formulaire de déclaration	
Ce formulaire de déclaration doit être soumis dans le cadre du processus de soumission. Veuillez remplir le formulaire et mettre dans une enveloppe scellée marquée « protéger » à l'attention d'intégrité, Direction Générale de la Surveillance, TPSGC, 11 rue Laurier, Place du Portage, Phase III, Tour A, 10A1, pièce 108, Gatineau, (Québec) Canada K1A 0S5. Incluez l'enveloppe scellée avec votre présentation de soumission. Le formulaire est désigné « Protégé B » une fois rempli.	
Dénomination sociale complète de l'entreprise:	
Adresse de l'entreprise:	
Numéro d'entreprise-approvisionnement de l'entreprise:	
Numéro de la soumission:	
Date de la soumission: (AA-MM-JJ)	

Est-ce que vos sociétés affiliées, un membre de votre conseil d'administration ou vous-même, à titre de soumissionnaire, avez déjà été reconnus coupables d'une infraction au Canada ou d'une infraction similaire à l'étranger ou bien avez déjà plaidé coupable à une telle infraction, en vertu de l'une des dispositions suivantes ¹ :			
	Oui	Non	Commentaires
Lois sur la gestion des finances publiques 80(1) (d): Fausse inscription, faux certificat ou faux rapport 80(2): Fraude commise au détriment de Sa Majesté 154.01: Fraude commise au détriment de Sa Majesté	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Code criminel 121: Fraudes envers le gouvernement et Entrepreneur qui souscrit à une caisse électorale 124: Achat ou vente d'une charge 380: Fraude commise au détriment de Sa Majesté 418: Vente d'approvisionnement défectueux à Sa Majesté	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Ces 3 dernières années, est-ce que vos sociétés affiliées, un membre de votre conseil d'administration ou vous-même, à titre de soumissionnaire, avez été reconnu coupable d'une infraction au Canada ou d'une infraction similaire à l'étranger ou bien avez plaidé coupable à une telle infraction, en vertu de l'une des dispositions suivantes ¹ :			
Code criminel 119: Corruption de fonctionnaires judiciaires 120: Corruption de fonctionnaires 346: Extorsion De 366 à 368: Faux et infractions similaires 382: Manipulation frauduleuse d'opérations boursières 382.1: Délit d'initié 397: Falsification de livres et de documents 422: Violation criminelle de contrat 426: Commissions secrètes 462.31 Recyclage des produits de la criminalité De 467.11 à 467.13: Participation aux activités d'une organisation criminelle	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Loi sur la concurrence 45: Complot, accord ou arrangement entre concurrents 46: Directives étrangères 47: Truquage d'offres 49: Accords bancaires fixant les intérêts	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

¹ Pour lesquelles aucun pardon ou l'équivalent n'a été accordée.

	Oui	Non	Commentaires
52: Indications fausses ou trompeuses 53: Documentation trompeuse			
Loi sur la corruption d'agents publics étrangers 3: Corruption d'agents publics étrangers 4: Comptabilité 5: Infraction commise à l'étranger	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Loi réglementant certaines drogues et autres substances 5: Trafic de substances 6: Importation et exportation 7: Production de substances	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autres Lois 239: Déclarations fausses ou trompeuses (Loi de l'impôt sur le revenu) 327: Déclarations fausses ou trompeuses (Loi sur la taxe d'accise)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

Autres commentaires

☐ Je, (nom) _____, (poste) _____, de (nom de l'entreprise-fournisseur) _____ autorise TPSGC à recueillir et à utiliser les renseignements fournis, ainsi que tout autre renseignement dont il pourrait avoir besoin pour déterminer l'inadmissibilité de l'entreprise, et à rendre public les résultats.

☐ Je, (nom) _____, (poste) _____, de (nom de l'entreprise-fournisseur) _____ atteste que les renseignements donnés dans le présent formulaire sont, à mes connaissances, véridiques et complètes. De plus, je reconnais que, si des renseignements devaient s'avérer erronés ou manquants, il pourrait en résulter l'annulation de ma soumission, la déclaration de mon admissibilité ou ma suspension.

Nous vous remercions de vouloir faire affaire avec le gouvernement du Canada et de vous montrer compréhensifs quant aux mesures additionnelles que nous devons prendre pour protéger l'intégrité du processus d'approvisionnement de TPSGC.

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

FORMULAIRE 8

LISTE DE NOMS

Conformément à la partie 5, article 5.2(c) – Dispositions relatives à l’intégrité – Liste de noms, veuillez remplir le formulaire ci-dessous.

Dénomination complète de l’entreprise	
Adresse de l’entreprise	
Numéro d'entreprise - approvisionnement (NEA)	
Numéro de l’invitation	
Membres du conseil d’administration (Utilisez le format – Prénom, Nom) Ou mettre la liste en pièce-jointe	
1. Membre	
2. Membre	
3. Membre	
4. Membre	
5. Membre	
6. Membre	
7. Membre	
8. Membre	
9. Membre	
10. Membre	
Autres membres	
Commentaires	

Solicitation No. – N° de l'invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l'acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

FORMULAIRE 9

ATTESTATION DE L'EXIGENCE DE VACCINATION CONTRA LA COVID-19

Je, _____ (prénom et nom de famille), en tant que représentant de _____ (nom de l'entreprise), dans le cadre du contrat _____ (insérer le numéro du contrat) garantis et atteste que tous les membres du personnel que _____ (nom de l'entreprise) fournira dans le cadre de ce contrat et qui ont accès aux lieux de travail du gouvernement du Canada où ils peuvent entrer en contact avec des fonctionnaires seront :

- (a) entièrement vaccinés contre la COVID-19;
- (b) à moins de ne pouvoir être vaccinés en raison d'une contre-indication médicale certifiée, de la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci; ou
- (c) partiellement vaccinés contre la COVID-19 pour une période maximale de 10 semaines à partir de la date de la première dose et à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci, période après laquelle le personnel doit satisfaire aux conditions énoncées à (a) ou (b) ou alors ils n'auront plus accès aux lieux de travail du gouvernement fédéral où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires aux termes de ce contrat;

jusqu'à ce que le Canada indique que l'exigence de vaccination de la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs du gouvernement du Canada ne soit plus en vigueur.

J'atteste que tous les membres du personnel de _____ (nom de l'entreprise) ont été informés des exigences de vaccination de la politique du gouvernement du Canada relative à la vaccination contre la COVID-19 des membres du personnel des fournisseurs, et que _____ (nom de l'entreprise) a attesté s'être conformé(e) à cette exigence.

J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le demeureront pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends également que le Canada considérera que l'entrepreneur n'a pas respecté ses engagements s'il découvre qu'une attestation est fausse pendant la période de soumission des propositions ou de contrat, qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier l'attestation d'un soumissionnaire. Le défaut de se conformer à toute demande ou exigence imposée par le Canada sera considéré comme un manquement au contrat.

Cette attestation remplace toute attestation précédente soumise au gouvernement du Canada concernant la conformité aux exigences de vaccination de la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs du gouvernement du Canada selon les termes du contrat susmentionné.

Signature : _____

Date : _____

Solicitation No. – N° de l’invitation 21120-206246	Amd. No – N° de la modif.	Buyer ID – Id de l’acheteur 165XL
Client Ref. No. – N° de réf. De client	File No. – N° du dossier	CCC No./ N° CCC – FMS No/ N° VME

FORMULAIRE 10

Formulaire de soumission des fournisseurs d'informations sur la sécurité de la chaîne d'approvisionnement (ISCA)

Included as attachment Formulaire 10_Formulaire de soumission sci.xlsx

Formulaire 2 – Justification de la conformité technique

1. EXIGENCES OBLIGATOIRES

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
Expérience de l'entreprise				
O1	Expérience de l'entreprise	<p>Le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède les qualifications, l'expérience et la capacité organisationnelles nécessaires pour offrir la solution proposée en fournissant un aperçu de la structure organisationnelle du soumissionnaire, y compris, au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une description de la structure de l'entreprise; b) le nombre d'années écoulées depuis sa fondation; c) un aperçu des principales divisions ou activités opérationnelles; d) nombre d'organisations clientes utilisant la solution proposée; e) une liste de clients de la sécurité publique; f) une description de la relation et de l'expérience du soumissionnaire avec les produits logiciels inclus dans la solution proposée; g) le nombre de versions de la solution proposée déployées (versions majeures et mineures) dans les organisations clientes; h) une histoire d'entreprise en matière de solutions logicielles pour le secteur de la sécurité publique; i) une estimation récente du nombre d'employés avec de l'expérience dans la mise en œuvre de la solution proposée; 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
O2	Références relatives à la mise en œuvre d'un projet de sécurité publique	<p>j) un aperçu des emplacements géographiques.</p> <p>Le soumissionnaire doit fournir deux (2) références relatives à de grands projets pluriannuels de mise en œuvre de systèmes complexes semblables à la modernisation du Système de gestion des délinquant(e)s (SGD) dans un environnement de sécurité publique réalisés au cours des dix (10) dernières années, qui comprennent la mise en œuvre de la solution proposée. Les références doivent répondre aux critères suivants :</p> <p>a) La valeur du projet du fournisseur doit s'élever à 10 millions de dollars canadiens ou plus, ce montant incluant, entre autres, l'acquisition et la personnalisation des logiciels, la formation, la conversion des données et le déploiement.</p> <p>b) Chaque projet doit présenter au moins neuf (9) des capacités opérationnelles figurant dans appendice 1 – Description des capacités opérationnelles satisfait par l'utilisation de la Solution proposée ;</p> <p>c) L'un des projets doit avoir été réalisé au cours des 5 dernières années et le deuxième doit avoir été réalisé au cours des 10 dernières années.</p> <p>d) En s'appuyant sur les projets de référence, le soumissionnaire doit démontrer qu'il possède une expérience de travail auprès de responsables opérationnels dans la mise en œuvre de changements opérationnels et l'apport d'améliorations mesurables sur le plan de l'efficacité, de l'efficience et de la satisfaction des intervenants par rapport à sa solution, et</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>chacun des projets de référence doit comprendre les services suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. analyse des solutions; ii. conception de solutions; iii. développement ou configuration de solutions. <p>Chacun des projets de référence doit également comprendre au moins trois des services suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> iv. conversion des données; v. gestion de projet; vi. déploiement de systèmes; vii. aide à la stabilisation après déploiement. 		
O3	Références pour un projet de services de maintenance	<p>Le soumissionnaire doit fournir deux (2) références pour les projets pour lesquels des services de maintenance et de soutien continus ont été fournis pour un ou plusieurs systèmes essentiels à la mission. Les services de maintenance et de soutien doivent avoir été fournis sur une période d'au moins 12 mois avant la date de clôture de la demande de propositions (DP) et doivent avoir été fournis au cours des cinq (5) dernières années et répondre aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les services de maintenance et de soutien doivent avoir été fournis pour un système indispensable; 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>b) les services de maintenance et de soutien doivent avoir duré au moins 12 mois avant la date de clôture de la DP;</p> <p>c) au moins deux versions de maintenance doivent avoir été lancées pour chacun des projets;</p> <p>d) chacun des projets doit avoir été destiné à au moins 1 000 utilisateurs détenant une licence;</p> <p>e) les services doivent avoir été fournis dans les cinq années précédant la date de clôture de la DP;</p> <p>f) en s'appuyant sur les projets de référence, le soumissionnaire doit prouver qu'il possède une expérience en vue de fournir tous les services suivants, et que chacun des projets de référence comprend au moins deux d'entre eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. services de gestion d'applications; ii. mise à niveau de logiciels; et iii. services de gestion de plateformes. 		
Solution opérationnelle				
O4	Capacité opérationnelle — Gestion des profils des délinquants	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des profils des délinquants afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l', section 1.2 - Gestion des profils des délinquants.		
O5	Capacité opérationnelle —	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de documentation des cas afin de satisfaire aux exigences		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
	documentation des cas	opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.3 - Documentation des cas.		
O6	Capacité opérationnelle — gestion des peines	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des peines afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.4 - Gestion des peines.		
O7	Capacité opérationnelle — placement et transfèrement	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de placement et de transfèrement afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.6 — Placements et transfèvements.		
O8	Capacité opérationnelle — effets personnels	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des effets personnels afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.7 - Effets personnels.		
O9	Capacité opérationnelle — gestion de la sécurité et du renseignement	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion de la sécurité et du renseignement afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.8 - Gestion de la sécurité et du renseignement.		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
O10	Capacité opérationnelle — correspondance et visites	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des communications et des visites afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution igences, section 1.11 – Correspondance et visites.		
O11	Capacité opérationnelle — gestion des opérations de sécurité	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des opérations de sécurité afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.12 - Gestion des opérations de sécurité.		
O12	Capacité opérationnelle — fouille et saisie	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de fouilles et de saisie afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.13 - Fouilles et saisies.		
O13	Capacité opérationnelle — gestion des griefs	La solution proposée par le soumissionnaire doit offrir une capacité de gestion des griefs afin de satisfaire aux exigences opérationnelles énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.15 - Gestion des griefs.		
O14	Déploiement incrémentiel	La solution proposée par le soumissionnaire doit être modulaire, permettant au SCC de déployer des capacités individuelles ou de petits groupes de capacités sans nécessiter une transition « big bang ».		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>a) Une conception modulaire ;</p> <p>b) Interopérable avec les applications héritées et d'autres logiciels tiers</p>		
O15	Architecture d'intégration de solutions	<p>Le soumissionnaire doit démontrer que la solution proposée s'appuie sur les normes et approches de l'architecture orientée sur le service et de l'architecture de micro service, comprend une bibliothèque d'API consignées et mises à disposition pour permettre à la solution proposée de récupérer les données requises à partir d'autres applications du SCC et pour permettre au SCC de récupérer les données requises pour les systèmes externes.</p> <p>a) La solution doit pouvoir s'intégrer avec les API transfert d'état représentatif fournies par le SCC pour récupérer les données (notamment sur les délinquants) requises dans la banque de données faisant autorité du SCC ou pour les mettre à jour.</p> <p>b) La bibliothèque d'API de la solution proposée doit exposer les fonctionnalités opérationnelles, de sorte qu'il soit possible d'accéder à des informations extérieures ou de les mettre à jour.</p> <p>c) Toutes les API internes et externes doivent protéger l'information par des méthodes d'authentification sécuritaires, normes ouvertes de préférence (OAuthm, SAML, etc.).</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
O16	Soutien bilingue	<p>La solution proposée par le soumissionnaire doit comprendre un plan visant à offrir une solution bilingue à 100 % (en anglais et en français au Canada) sur toutes les plateformes offertes, conformément à la Politique sur les langues officielles du gouvernement du Canada. Cela signifie que les utilisateurs qui choisissent le français comme langue d’affichage ne verront rien en anglais dans l’interface utilisateur graphique de la solution, ce qui comprend, sans s’y limiter, les fichiers d’aide, les tutoriels, les messages d’erreur et les renseignements juridiques. (Le contenu généré par l’utilisateur est exclu.) Le soumissionnaire doit également décrire la façon dont il a l’intention de fournir des versions de logiciels, des services continus de soutien, de maintenance et d’assistance en français et en anglais.</p> <p>Consulter le site https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=26160&section=html pour connaître la Politique sur les langues officielles du gouvernement du Canada.</p>		
O17	Accessibilité	Le soumissionnaire doit décrire comment sa solution est conforme aux normes d’utilisation des systèmes de TI du gouvernement du Canada applicables en matière d’accessibilité qui sont dérivées des normes WCAG (Web Content Accessibility Guidelines) 2,1 du World Wide Web Consortium (W3C).		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		Consulter le site https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=32620 pour obtenir les lignes directrices du gouvernement du Canada sur l'accessibilité.		
O18	Sécurité des données	Le soumissionnaire doit s'assurer que toutes les données protégé B du SCC, lorsqu'elles sont inactives ou en transit, sont chiffrées et résident au Canada en tout temps. La solution proposée doit être conforme à l'orientation relative à la résidence électronique des données du SCT (https://www.canada.ca/fr/gouvernement/systeme/gouvernement-numerique/innovations-gouvernementales-numeriques/services-informatique-nuage/orientation-relative-residence-donnees-electroniques.html).		
O19	Produit commercial	La solution proposée doit être fondée sur des logiciels disponibles sur le marché qui font partie d'une gamme de produits existante dont le fonctionnement est dûment éprouvé (en ce sens qu'il n'a pas simplement fait l'objet d'essais en laboratoire ou dans un environnement expérimental). Pour répondre aux exigences propres au Canada, en plus du produit commercial de base, la solution proposée peut également comprendre une combinaison d'extensions de produit entièrement compatibles, de composants de source ouverte ou de logiciels personnalisés.		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		La configuration résultante des logiciels doit permettre le fonctionnement de la solution proposée en tout temps conformément à l'annexe A — Énoncé des travaux.		

2. EXIGENCES COTÉES

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
Expérience de l'entreprise				
C1	Références pour la mise en œuvre du projet	<p>Fournir des références pour de grands projets pluriannuels de mise en œuvre de systèmes complexes semblables à la modernisation du SGD réalisé au cours des dix (10) dernières années</p> <p>a) La valeur du projet doit s'élever à 10 millions de dollars (CAN) ou plus, ce montant incluant, sans s'y limiter, l'acquisition et la personnalisation des logiciels, la formation, la conversion des données et le déploiement.</p> <p>b) En s'appuyant sur les projets de référence, le soumissionnaire devrait démontrer qu'il possède une expérience de travail auprès de responsables opérationnels dans la mise en œuvre de changements opérationnels et l'apport d'améliorations mesurables sur le plan de l'efficacité, de l'efficience et de la satisfaction des intervenants par rapport à sa solution, et chacun des projets de</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>référence devrait comprendre deux ou plusieurs des services suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. analyse des solutions; ii. conception de solutions; iii. développement ou configuration de solutions; iv. intégration de la solution aux applications existantes ou tierces. 		
C2	Références pour un projet de services de maintenance	<p>Fournir des références pour les projets pour lesquels des services de maintenance et de soutien continus ont été fournis pour des systèmes essentiels à la mission. Les services de maintenance et de soutien doivent avoir été fournis sur une période d'au moins 12 mois avant la date de clôture de la DP et doivent avoir été fournis au cours des cinq (5) dernières années et répondre aux critères suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) au moins deux versions de maintenance doivent avoir été lancées pour chacun des projets; b) chacun des projets devrait être destiné à au moins 5 000 utilisateurs détenant une licence; 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>c) chacun des projets de référence devrait comprendre un ou plusieurs des services suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i. services de gestion d'applications; ii. mise à niveau de logiciels; iii. services de gestion de plateformes. 		
C3	Contributions à l'écosystème correctionnel	Fournissez des exemples de contributions d'entreprises à l'écosystème de la justice pénale. Ceux-ci peuvent inclure, sans s'y limiter, le parrainage et/ou le leadership de la conférence, les dons d'entreprise, le travail bénévole ou les contributions d'associations industrielles.		
Ressources du projet				
C4	Structure de l'équipe de projet et stratégie de ressourcement	<p>En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire la structure de l'équipe de projet proposée et sa stratégie de ressourcement connexe pour les étapes de conception et de mise en œuvre de la solution. La description devrait comprendre :</p> <p>a) un organigramme de la structure organisationnelle de l'équipe de projet et</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>une description du rôle, des responsabilités, des pouvoirs et des compétences clés des rôles des membres de l'équipe du soumissionnaire jusqu'au niveau du chef d'équipe;</p> <p>b) un organigramme de la structure organisationnelle de l'équipe de projet et une description de l'approche proposée pour l'harmonisation avec les organismes de gouvernance de projet du SCC décrits à la section 4 de l'annexe A — Énoncé des travaux;</p> <p>c) un organigramme de la structure organisationnelle de l'équipe de projet et une description des rôles et des ressources attendus du SCC jusqu'au niveau du chef d'équipe;</p> <p>d) une description de la façon dont la structure de l'équipe et la stratégie de ressourcement seront utilisées pour renforcer les capacités et les compétences du SCC;</p> <p>e) une description de la façon dont les rôles du soumissionnaire et du SCC évolueront au cours des étapes de conception et de mise en œuvre de la solution;</p> <p>f) une description de l'approche adoptée par le soumissionnaire pour mettre à profit et à</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>contribution les connaissances, l'expertise et l'expertise de son organisation dans le cadre du projet;</p> <p>g) une description de la disponibilité prévue des ressources du soumissionnaire (à temps plein, à temps partiel, au besoin, etc.) et de l'emplacement des ressources; et</p> <p>h) une description des stratégies de sélection, de maintien en poste et de remplacement des ressources du soumissionnaire.</p>		
C5	Directeur de projet proposé pour le projet de modernisation du SGD	<p>Le soumissionnaire devrait fournir le curriculum vitae du directeur de projet proposé, le représentant principal de l'organisation du soumissionnaire qui est ultimement responsable de tous les aspects des services. La ressource proposée devrait posséder de l'expérience, au cours des 10 années précédant la date de publication de la DP, à titre de directeur de grands projets pluriannuels de mise en œuvre de systèmes complexes d'une portée et d'une échelle semblables à celles du projet de modernisation du SGD. Pour chaque projet, le soumissionnaire devrait présenter les éléments suivants :</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) pendant laquelle la ressource proposée a travaillé sur le projet; c) la description du rôle et des responsabilités de la ressource proposée; d) la valeur du projet (\$CAN); e) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C6	Architecte opérationnel proposé pour le projet de modernisation du SGD	Le soumissionnaire devrait fournir le curriculum vitae de l'architecte opérationnel proposé qui sera responsable des aspects opérationnels et fonctionnels du projet de modernisation du SGD. La ressource proposée devrait posséder de l'expérience, au cours des 10 années précédant la date de publication de la DP, à titre d'architecte opérationnel de grands projets pluriannuels de mise en œuvre de systèmes complexes d'une portée et d'une échelle semblables à celles du projet de modernisation du SGD. Pour chaque projet, le		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>soumissionnaire devrait présenter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) pendant laquelle la ressource proposée a travaillé sur le projet; c) la description du rôle et des responsabilités de la ressource proposée; d) la valeur du projet (\$CAN); e) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 		
C7	Architecte de solutions techniques proposé pour le projet de modernisation du SGD	Le soumissionnaire devrait fournir le curriculum vitae de l'architecte de solutions techniques proposé qui sera responsable de la mise en œuvre technique de la solution pour le projet de modernisation du SGD. La ressource proposée devrait posséder de l'expérience, au cours des 10 années précédant la date de publication de la DP, à titre d'architecte technique de grands projets pluriannuels de		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>mise en œuvre de systèmes complexes d’une portée et d’une échelle semblables à celles du projet de modernisation du SGD. Pour chaque projet, le soumissionnaire devrait présenter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l’organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) pendant laquelle la ressource proposée a travaillé sur le projet; c) la description du rôle et des responsabilités de la ressource proposée; d) la valeur du projet (\$CAN); e) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l’adresse de courriel. <p>Tous les éléments, de a) à e) ci-dessus, doivent être fournis pour que le projet de référence puisse être évalué.</p>		
C8	Ressources des services professionnels	Le soumissionnaire devrait fournir trois curriculum vitae pour chacun des rôles suivants, tel qu’il est décrit à la section 10 de l’annexe A — Énoncé des travaux :		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		a) architecte de données b) architecte de la sécurité c) analyste des systèmes d) programmeur ou développeur de logiciels e) spécialiste en conversion ou migration des données		
Capacités opérationnelles de la solution proposée (Note minimale requise 1155 points)				
Capacité opérationnelle — capacités fonctionnelles				
C9	Capacité opérationnelle — capacités habilitantes	En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives aux capacités habilitantes énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.1 — Capacités fonctionnelles.		
C10	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre des capacités habilitantes	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui ont actuellement recours aux capacités habilitantes en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : a) le nom de l'organisation cliente;		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C11	Capacité opérationnelle — exigences relatives aux capacités habilitantes	Pour chaque exigence fournie à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.1 - Capacités fonctionnelles, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — gestion des profils des délinquants				
C12	Capacité opérationnelle — gestion des profils des délinquants	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion des profils des délinquants énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.2 - Gestion des profils des délinquants.		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C13	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d’une capacité de gestion des profils de délinquants	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des profils des délinquants en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l’organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l’adresse de courriel. 		
C14	Capacité opérationnelle — exigences relatives à la gestion des profils des délinquants	<p>Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité chaque exigence figurant à l’appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.2 — Gestion du profil initial, en suivant les directives et en utilisant l’échelle d’évaluation fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d’écran ou une autre justification devrait être fournie.</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
Capacité opérationnelle — documentation des cas				
C15	Capacité opérationnelle — documentation des cas	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la documentation des cas des délinquants énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.3 - Documentation des cas.		
C16	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de documentation des cas	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de documentation des cas en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C17	Capacité opérationnelle — exigences relatives à la documentation des cas	Pour chaque exigence fournie à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.3 - Documentation de cas, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée en utilisant les instructions et l'échelle fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — gestion des peines				
C18	Capacité opérationnelle — gestion des peines	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion des peines énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.4 - Gestion des peines.		
C19	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des peines	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des peines en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et</p> <p>c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.</p>		
C20	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion des peines	<p>Pour chaque exigence fournie à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.4 - Gestion des phrases, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée en utilisant les instructions et l'échelle fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.</p>		
Capacité opérationnelle — gestion de l'évaluation des délinquants				
C21	Capacité opérationnelle — gestion de l'évaluation des délinquants	<p>En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion de l'évaluation des délinquants énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.5 - Évaluations.</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C22	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d’une capacité de gestion de l’évaluation des délinquants	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion de l’évaluation des délinquants en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l’organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l’adresse de courriel. 		
C23	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion de l’évaluation des délinquants	Le soumissionnaire devrait évaluer chaque exigence figurant à l’appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.5 — Évaluations, en suivant les directives et en utilisant l’échelle d’évaluation fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d’écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — placements et transfère­ments				

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C24	Capacité opérationnelle — placement et transfèrement	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de placement et de transfèrement énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.6 — Placements et transfèvements.		
C25	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre des placements et des transfèvements	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de placements et de transfèvements en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C26	Capacité opérationnelle — exigences relatives aux placements et aux transfèrements	Pour chaque exigence fournie l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.6 - Placements et transfèrements, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée en utilisant les instructions et l'échelle fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — effets personnels				
C27	Capacité opérationnelle — effets personnels	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion des effets personnels énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.7 - Effets personnels des délinquants.		
C28	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des effets personnels	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des effets personnels en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C29	Capacité opérationnelle — exigences relatives aux effets personnels	Pour chaque exigence fournie à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.7 - Biens personnels, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée en utilisant les instructions et l'échelle fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — gestion de la sécurité et du renseignement				
C30	Capacité opérationnelle — gestion de la sécurité et du renseignement	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion de la sécurité et du renseignement énoncées à l'appendice 4		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		– Exigences liées à la solution, section 1.8 – Gestion de la sécurité et du renseignement.		
C31	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d’une capacité de gestion de la sécurité et du renseignement	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion de la sécurité et du renseignement en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l’organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l’adresse de courriel. 		
C32	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion de la	Pour chaque exigence fournie à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.8 - Gestion de la sécurité et du renseignement, le soumissionnaire devrait évaluer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
	sécurité et du renseignement	en utilisant les instructions et l'échelle fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — gestion des interventions et des services				
C33	Capacité opérationnelle — gestion des interventions et des services	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion des interventions et des services énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.9 - Interventions et services.		
C34	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des interventions et des services	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des interventions et des services en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.</p> <p>Tous les éléments, de a) à c) ci-dessus, doivent être fournis pour que le projet de référence puisse être évalué.</p>		
C35	Capacité opérationnelle — exigences relatives à la gestion des interventions et des services	<p>Pour chaque exigence fournie à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution Section 1.9 - Interventions et gestion des services, le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de la fonctionnalité dans la solution proposée en utilisant les instructions et l'échelle fournies. Pour les articles identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.</p>		
Capacité opérationnelle — planification des cas				
C36	Capacité opérationnelle — planification des cas	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de planification des cas		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.10 - Planification des cas.		
C37	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de planification des cas	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de planification des cas en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. <p>Tous les éléments, de a) à c) ci-dessus, doivent être fournis pour que le projet de référence puisse être évalué.</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C38	Capacité opérationnelle — exigences en matière de planification de cas	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.10 — Planification des cas, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — correspondance et visites				
C39	Capacité opérationnelle — correspondance et visites	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion de la correspondance et des visites énoncées à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.11 - Correspondance et visites.		
C40	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion de la	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de Correspondance et visites en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : a) le nom de l'organisation cliente;		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
	correspondance et des visites	b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C41	Capacité opérationnelle — exigences en matière de correspondance et de visites	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.11 — Gestion des communications et des visites, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — gestion des opérations de sécurité				
C42	Capacité opérationnelle — gestion des opérations de sécurité	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion des opérations de sécurité énoncées à l'appendice		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		4 – Exigences liées à la solution, section 1.12 - Gestion des opérations de sécurité.		
C43	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d’une capacité de gestion des opérations de sécurité	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des opérations de sécurité en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l’organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l’adresse de courriel. 		
C44	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion des	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l’appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.12 — Gestion des opérations de sécurité, en suivant les directives et en utilisant		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
	opérations de sécurité	l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — fouilles et saisies				
C45	Capacité opérationnelle — fouille et saisie	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de fouille et de saisie énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.13 — Fouilles et saisies.		
C46	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de fouille et de saisie	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de fouille et de saisie en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C47	Capacité opérationnelle — exigences en matière de fouille et de saisie	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.13 — Fouilles et saisies, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — services aux victimes				
C48	Capacité opérationnelle — services aux victimes	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives aux services aux victimes énoncées à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.14 — Victimes.		
C49	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre de services aux victimes	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement les services aux victimes en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C50	Capacité opérationnelle — exigences relatives aux services aux victimes	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.14 — Victimes, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — gestion des griefs				

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C51	Capacité opérationnelle — gestion des griefs	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la gestion des griefs énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.15 — Gestion des griefs des délinquants.		
C52	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des griefs	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des griefs en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		Tous les éléments, de a) à c) ci-dessus, doivent être fournis pour que le projet de référence puisse être évalué.		
C53	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion des griefs	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.15 — Gestion des griefs des délinquants, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — surveillance des délinquants dans la collectivité				
C54	Capacité opérationnelle — surveillance des délinquants dans la collectivité	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la surveillance des délinquants dans la collectivité énoncées à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.16 - Surveillance dans la collectivité.		
C55	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de surveillance des délinquants dans la collectivité		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
	capacité de surveillance des délinquants dans la collectivité	<p>en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 		
C56	Capacité opérationnelle — exigences en matière de surveillance des délinquants dans la collectivité	<p>Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.16 — Surveillance dans la collectivité, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.</p>		
Capacité opérationnelle — gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants				

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C57	Capacité opérationnelle — gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.17 — Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir.		
C58	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C59	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion des mises en liberté et des permissions de sortir des délinquants	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.17 — Gestion des mises en liberté et des permissions de sortir, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — gestion des décisions				
C60	Capacité opérationnelle — gestion des décisions	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la gestion des décisions énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.18 — Décisions.		
C61	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d'une capacité de gestion des décisions	Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion des décisions en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir : a) le nom de l'organisation cliente;		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel.		
C62	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion des décisions	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l'appendice 4 — Exigences liées à la solution, section 1.18 — Décisions, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité opérationnelle — gestion du rendement et rapports connexes				
C63	Capacité opérationnelle — gestion du rendement et rapports connexes	En deux (2) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences opérationnelles relatives à la capacité de gestion du rendement et rapports connexes énoncées à l'appendice 4		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		– Exigences liées à la solution, section 1.19 — Gestion du rendement et rapports connexes.		
C64	Capacité opérationnelle — expérience de la mise en œuvre d’une capacité de gestion du rendement et rapports connexes	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients qui utilisent actuellement la capacité de gestion du rendement et rapports connexes en production. Pour chaque client, le soumissionnaire devrait fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l’organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre de la capacité ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; et c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l’adresse de courriel. 		
C65	Capacité opérationnelle — exigences en matière de gestion du	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à l’appendice 4 – Exigences liées à la solution, section 1.19 — Gestion du rendement et		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
	rendement et rapports connexes	rapports connexes, en suivant les directives et en utilisant l'échelle d'évaluation fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacités techniques de la solution proposée (Note minimale requise 1110 points)				
Architecture de la solution proposée				
C66	Architecture globale de la solution	Le soumissionnaire devrait décrire l'architecture proposée pour répondre aux capacités techniques du SCC décrites à l'appendice 2 de l'énoncé des travaux et aux exigences techniques énoncées à l'appendice 4 – Exigences liées à la solution. Le soumissionnaire devrait fournir un aperçu de la suite technologique et de l'architecture habilitantes de la solution proposée. La description de l'architecture globale et de ses composants et couches devrait comprendre, à tout le moins : a) l'architecture des applications;		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		b) les interfaces de programmation d'applications (API) et la couche d'intégration des services; c) l'architecture de l'intégration héritée; d) l'architecture de production de rapports et d'analyse; e) l'architecture de la technologie; f) l'architecture de la sécurité; g) l'architecture d'information; h) un plan de reprise après sinistre.		
C67	Architecture et intégration fondées sur les composants	<p>Le SCC souhaiterait être en mesure d'obtenir un « gain éclair » et d'établir un soutien continu pour la modernisation en déployant une capacité opérationnelle au début du projet.</p> <p>Décrire ce qui serait requis afin de déployer la capacité du module relatif aux effets personnels des délinquants, afin que ce module soit autonome et intégré à l'ancien Système de gestion des délinquant(e)s (SGD) existant. Cette description devrait indiquer comment la solution proposée offre une architecture de solution modulaire qui permet l'utilisation des fonctions de sélection.</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>Décrire également les activités requises dans les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les exigences, la conception et la configuration de la solution; b) l'élaboration sur mesure (le cas échéant); c) les exigences liées à l'environnement technique; d) les exigences relatives à la conversion de données; e) l'élaboration des interfaces de programmation d'applications (API) requises pour accéder aux données existantes sur les délinquants; f) les API disponibles pour les applications existantes qui permettent d'accéder aux données sur les effets personnels; g) le plan de mise en œuvre; h) le soutien requis du SCC pour mettre en œuvre la capacité. 		
C68	Architecture des données	Le soumissionnaire devrait décrire l'architecture des données proposée pour soutenir la vision de l'architecture future du SCC qui figure à l'appendice 3 de l'énoncé des travaux. La description devrait comprendre au moins les éléments suivants :		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>a) l'architecture de la solution proposée pour tirer parti de la couche d'intégration du SCC pour partager des données avec d'autres applications, y compris, mais sans s'y limiter, l'unité d'intervention structurée (UIS) et l'entrepôt de données;</p> <p>b) les outils de gestion des documents ou leur intégration offerts dans la solution proposée;</p> <p>c) l'intégration de la solution proposée à l'architecture de données existante du SCC. Par exemple, le SCC demande et reçoit des données relatives aux délinquants de diverses sources externes, y compris, mais sans s'y limiter, des 13 tribunaux provinciaux et territoriaux et des partenaires dans le système de justice pénale, comme la Gendarmerie royale du Canada. Le SCC continuera d'être responsable de la réception, du traitement et du regroupement des données reçues. Décrire la façon dont la solution proposée permettra d'accéder aux données et de les stocker, et les capacités d'intégration attendues du SCC;</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		d) la façon dont la solution proposée permettra d'accéder aux données maîtres sur les délinquants et aux données transactionnelles de l'application, de les stocker, de les mettre à jour et de les partager, avec les applications conçues à l'extérieur de la solution proposée.		
C69	Expérience utilisateur et intégration de l'interface utilisateur	<p>Tel qu'il est décrit à l'appendice 3 – Paysage technique dans l'annexe A – Énoncé des travaux, l'environnement de l'application de gestion des délinquants comprendra une architecture hybride comprenant les composants de la solution proposée et les applications existantes élaborées sur mesure, comme les unités d'intervention structurées. Une expérience utilisateur et une interface utilisateur uniformes et homogènes seront essentielles pour mener à l'adoption et à l'acceptation de la solution proposée.</p> <p>Le soumissionnaire devrait les normes, les outils et les capacités disponibles dans la solution proposée et l'approche recommandée pour permettre une interface utilisateur commune pour assurer une expérience utilisateur transparente dans l'ensemble de la</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		solution proposée et des capacités nouvelles ou existantes élaborées à l'externe.		
C70	Application à identification unique	<p>Tel qu'il est décrit à l'annexe A – Énoncé des travaux, la vision d'avenir du SCC est d'établir une architecture hybride qui comprend une combinaison de la solution proposée, des applications développées sur mesure comme l'UIS et l'ancien SGD tout au long de la phase de transition. Une solution à identification unique sera nécessaire pour offrir une expérience utilisateur acceptable, puisque les utilisateurs naviguent entre divers modules fonctionnels.</p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée offre ce qui suit :</p> <p>a) une capacité d'identification unique qui permet aux utilisateurs internes d'accéder à toute la gamme des fonctionnalités autorisées sans devoir se connecter à la solution proposée s'ils se sont authentifiés avant de lancer l'application. La description devrait comprendre les fonctions liées aux données et à la sécurité requises lors de l'appel de l'application;</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>b) une capacité d'identification unique qui permet aux utilisateurs internes d'accéder à toute la gamme des fonctionnalités autorisées, y compris des modules ou des applications élaborées à l'extérieur de la solution proposée par le soumissionnaire (p. ex. une fois authentifiés pour avoir accès à la solution proposée, les utilisateurs peuvent accéder à l'UIS sans devoir se connecter séparément);</p> <p>c) Une capacité d'identification unique qui permet aux utilisateurs externes d'accéder à toute la gamme des fonctionnalités autorisées.</p>		
C71	Infrastructure et hébergement de la solution	<p>Pour se conformer à la politique de l'informatique en nuage d'abord du gouvernement du Canada, la solution doit être hébergée dans un nuage Protégé B (sûr) approuvé par le gouvernement du Canada. Cette location nuagique pourrait être fournie soit par le soumissionnaire (dans le cadre d'un modèle de logiciel-service) ou par le SCC.</p> <p>Le soumissionnaire devrait démontrer que la solution proposée peut être déployée dans une location nuagique protégée en décrivant les</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>déploiements de nuages effectués pour des clients existants.</p> <p>Pour chaque client, le soumissionnaire devrait présenter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre des capacités ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. <p>Tous les éléments, de a) à c) ci-dessus, doivent être fournis pour que le projet de référence puisse être évalué.</p>		
C72	Mise en œuvre du nuage	Comme décrit à l'annexe C - Paysage technique à l'annexe A - Énoncé des travaux, la solution proposée consiste à tirer parti d'un		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		déploiement de nuage public, soit via un modèle de logiciel en tant que service (SaaS) ou d'infrastructure en tant que service (IaaS), Le soumissionnaire devrait décrire l'approche, l'architecture et les capacités disponibles pour gérer la solution proposée sous l'un ou l'autre de ces modèles. En particulier, pour le modèle IaaS, le soumissionnaire devrait décrire l'architecture, la conception et les étapes incluses pour concevoir, configurer, personnaliser, déployer et gérer la solution proposée dans l'environnement nuage sécurisé du SCC.		
C73	Stockage des données	Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée permet de réduire les coûts de stockage liés à la gestion des données en : a) déplaçant des données inactives ou archivées vers un stockage moins coûteux (p. ex. stockage de données à chaud ou à froid ou d'archivage); b) récupérant les données d'un stockage moins coûteux en actif; c) fournissant des paramètres de période configurables par l'utilisateur afin de définir automatiquement les périodes de conservation à chaud, à froid et		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		d'archivage de différents types de données.		
Capacité technique – Compatibilité et intégration				
C74	Capacité technique – Compatibilité et intégration	En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences techniques en matière de compatibilité et d'intégration indiquées à la section 2.1 – Compatibilité et intégration de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.		
C75	Capacité technique – Compatibilité et intégration – Intégration des services Web du SCC	En trois (3) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire les capacités de la solution liées à l'appel des API d'un service Web synchrone fourni par le SCC au moyen des normes ouvertes de l'industrie, lorsque la source des données ou des fonctionnalités faisant autorité réside dans d'autres systèmes. La description doit comprendre des renseignements sur les API SOAP et REST/JSON.		
C76	Capacité technique – Compatibilité et intégration – API pour les fonctionnalités de base	Le soumissionnaire devrait décrire comment les fonctionnalités de base de la solution proposée peuvent être rendues accessibles en utilisant des API.		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>À l'aide de la capacité de gestion des profils comme cas d'utilisation, décrire l'accès à l'aide d'API aux fonctionnalités de la solution proposée. La description devrait inclure, à tout le moins, la façon dont les applications externes comme l'UIS peuvent tirer parti des API d'une solution existante pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) récupérer les données du profil du délinquant pour les afficher dans l'interface utilisateur de l'UIS; b) mettre à jour les renseignements du profil (p. ex. pour mettre à jour l'emplacement du délinquant et indiquer qu'il est désormais dans une UIS). <p>En plus des API pouvant être utilisées, la description devrait comprendre :</p> <ul style="list-style-type: none"> c) toutes les normes ouvertes des liaisons et des protocoles disponibles (REST/JSON [favoris], SOAP/XML, etc.); d) les normes ouvertes utilisées pour donner accès à des données sous la forme d'entités opérationnelles ou de schémas d'objet non exclusifs; 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>e) le respect des normes du SCC relatives aux API telles qu'elles sont définies à l'appendice 2 de l'annexe B – Énoncé des exigences;</p> <p>f) l'architecture utilisée pour gérer les interactions de données entre les systèmes;</p> <p>g) Outils et capacités existants pour gérer les performances des applications, y compris la mise à l'échelle et l'élasticité des API;</p> <p>h) la prise en charge d'OpenAPI ou de Swagger (favoris), pour faciliter la consommation et les essais.</p>		
C77	Capacité technique – Compatibilité et intégration – Prise en charge des appareils mobiles	<p>Le soumissionnaire devrait décrire la prise en charge des appareils mobiles fournie par la solution. La réponse devrait inclure, à tout le moins :</p> <p>a) les systèmes d'exploitation des appareils mobiles pris en charge;</p> <p>b) les capacités natives des appareils mobiles;</p> <p>c) le fonctionnement hors ligne pour les zones sans réseau cellulaire ou Wi-Fi;</p> <p>d) la prise en charge de la gestion des appareils mobiles (p. ex. pour le déploiement de mises à jour d'applications mobiles natives).</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C78	Capacité technique – Exigences en matière de compatibilité et d'intégration	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à la section 2.1 – Compatibilité et intégration l'appendice 4 – Exigences liées à la solution en utilisant les directives et l'échelle fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité technique – Sécurité et respect de la vie privée				
C79	Capacité technique – Sécurité et respect de la vie privée	En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences techniques de sécurité et de respect de la vie privée énoncées à la section 2.2 – Gestion de la sécurité et du renseignement de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution, et respectera les normes de sécurité du SCC énoncées à l'appendice 3 dans l'annexe B – Énoncé des exigences.		
C80	Capacité technique – Conformité des contrôles en matière	Le soumissionnaire devrait décrire les processus et les contrôles actuellement en place pour confirmer que la solution proposée		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
	de sécurité et de respect de la vie privée	<p>est conçue et développée pour en garantir la sécurité, y compris, mais sans s’y limiter, en appliquant les politiques et les procédures de sécurité, et en instaurant des contrôles.</p> <p>Si le soumissionnaire détient une ou plusieurs des certifications de l’industrie énumérées ci-dessous ou un équivalent reconnu, inclure ce qui suit dans la réponse :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) ISO/IEC 27001:2013 Technologies de l’information – Techniques de sécurité – Systèmes de management de la sécurité de l’information – Exigences; b) ISO/IEC 27017:2015 Technologies de l’information – Techniques de sécurité – Code de pratique pour les contrôles de sécurité de l’information fondés sur l’ISO/IEC 27 002 pour les services du nuage; c) AICPA SOC 2 Type II pour les principes de confiance de sécurité, de disponibilité, d’intégrité du traitement et de confidentialité : <ul style="list-style-type: none"> i. 7:2015 Technologies de l’information – Techniques de sécurité – Code de pratique pour les contrôles de sécurité 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>de l'information fondés sur l'ISO/IEC 27 002;</p> <p>ii. AICPA Service Organization Control (SOC) 2 Type II pour les principes de la confiance entourant la sécurité, la disponibilité, l'intégrité du traitement et la confidentialité;</p> <p>d) contrôles de sécurité figurant dans la publication 800-53 du National Institute of Standards and Technology.</p>		
C81	Capacité technique – Sécurité et confidentialité – Sécurité des données	En trois (3) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée protégera les données au repos et en transit du SCC au moyen de la saisie, du stockage, de l'échange, de l'utilisation et de la conservation afin de protéger la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données.		
C82	Capacité technique – Sécurité et respect de la vie privée - Contrôles d'accès	La solution devrait limiter la disponibilité des fonctionnalités et des données en fonction des attributs de l'utilisateur, comme le code d'utilisateur, son rôle, son emplacement (établissement ou région), la fonction (affichage, ajout, mise à jour), la catégorisation des données, etc.		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>En trois pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire les capacités de contrôle d'accès offertes dans la solution proposée, y compris, à tout le moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) la disponibilité des fonctionnalités pour les utilisateurs en fonction du rôle; b) le niveau de granularité possible (p. ex. au niveau de la page, de l'objet ou du champ) pour limiter l'accès aux fonctionnalités ou aux données en fonction des attributs des utilisateurs; c) les capacités disponibles pour configurer et gérer les changements d'accès pour des groupes ou des utilisateurs individuels. 		
C83	Capacité technique – Sécurité et respect de la vie privée – Vérification	<p>Le soumissionnaire devrait décrire la façon dont la solution permettra de journaliser tous les accès au système d'utilisateurs et automatisés ainsi que l'activité dans un ou plusieurs journaux immuables qui recueillent les détails relatifs à qui, quoi, quand, comment et où pour chacun des événements. La description devrait porter sur les éléments suivants :</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>a) la configuration disponible pour adapter les événements et les données saisis dans les journaux de vérification pour respecter les exigences du SCC;</p> <p>b) le suivi des accès au système (ouverture et fermeture de session, tentatives d'ouverture de session qui ont échoué, etc.);</p> <p>c) le suivi de la création de données ou de l'accès aux données par les utilisateurs, les administrateurs et les processus automatisés;</p> <p>d) le suivi de la modification de données par les utilisateurs, les administrateurs et les processus automatisés;</p> <p>e) le suivi des modifications de la configuration;</p> <p>f) le suivi des changements apportés aux contrôles et aux droits d'accès;</p> <p>g) le suivi des interruptions ou des redémarrages du système ou du service;</p> <p>h) le suivi des alertes ou des erreurs du système.</p>		
C84	Capacité technique – Exigences en matière de sécurité et de	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à la section 2.2 – Gestion de la sécurité et du		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
	respect de la vie privée	renseignement de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution en utilisant les directives et l'échelle fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité technique – Fiabilité				
C85	Capacité technique – Fiabilité	En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences techniques en matière de fiabilité fournies à la section 2.3 – Fiabilité de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.		
C86	Évolutivité	En trois (3) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire les capacités offertes par la solution proposée pour augmenter ou réduire la capacité afin de fonctionner de manière efficiente dans un environnement infonuagique, tout en maintenant des niveaux de rendement acceptables pour les applications et en s'adaptant à l'évolution de l'utilisation et des volumes. La description devrait comprendre les capacités de la solution permettant de surveiller le rendement et de détecter la nécessité d'accroître ou de réduire la capacité de l'infrastructure ainsi que toute		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>capacité automatisée permettant d'ajouter ou de libérer de la capacité.</p> <p>Les changements d'utilisation et de volume peuvent prendre la forme, mais pas exclusivement, d'un ou plusieurs des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) utilisateurs simultanés supplémentaires; b) emplacements géographiques supplémentaires; c) organisations partenaires supplémentaires; d) fonctions supplémentaires; e) volumes supplémentaires; f) processus simultanés supplémentaires. 		
C87	Capacité technique – Fiabilité – Reprise après sinistre	Le soumissionnaire devrait décrire les capacités comprises dans la solution proposée afin de veiller à ce qu'elle soit disponible avec un minimum d'interruptions. Décrire en particulier les processus et les étapes à suivre pour résoudre une panne, y compris, mais sans s'y limiter, les capacités de basculement vers une autre infrastructure.		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C88	Capacité technique – Exigences en matière de fiabilité	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à la section 2.3 – Fiabilité de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution en utilisant les directives et l'échelle fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité technique – Maintenabilité, état de fonctionnement, gérabilité				
C89	Capacité technique – Maintenabilité, état de fonctionnement, gérabilité	En trois (3) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences techniques en matière de maintenabilité, état de fonctionnement, gérabilité énoncées à la section 2.4 – Facilité de maintenance et capacité de gestion de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.		
C90	Capacité technique – Maintenabilité, état de fonctionnement, gérabilité – Surveillance des services	En trois pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire les capacités de la solution proposée pour surveiller de façon centralisée l'utilisation, le bon fonctionnement et la sécurité des services.		
C91	Capacité technique – Maintenabilité, état de fonctionnement,	Décrire le modèle de soutien recommandé pour la solution proposée. La recommandation devrait porter sur les éléments suivants :		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
	gérabilité – Modèle de soutien	a) les modes de soutien proposés (libre-service, portail, documentation, formation, etc.); b) le processus général de gestion et de résolution des incidents; c) les différents niveaux de soutien et les niveaux d'intervention ainsi que les personnes qui seraient responsables de chacun; d) les responsabilités du SCC; e) Comment les exigences de résidence des données seraient-elles traitées; f) la façon dont les exigences relatives à la prestation du soutien dans les deux langues officielles seront satisfaites.		
C92	Capacité technique – Exigences en matière de Maintenabilité, état de fonctionnement, gérabilité	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à la section 2.4 – Facilité de maintenance, et capacité de gestion de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution en utilisant les directives et l'échelle fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Capacité technique – Localisation et facilité d'emploi				

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C93	Capacité technique – Localisation et facilité d'emploi	En cinq (5) pages ou moins, le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répondra aux exigences techniques en matière de localisation et de facilité d'emploi énoncées à la section 2.5 – Localisation et facilité d'emploi de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution.		
C94	Capacité technique – Expérience relative à la mise en œuvre de la localisation et de la facilité d'emploi	<p>Le soumissionnaire devrait dresser la liste des clients actuels qui utilisent la solution proposée dans une langue autre que l'anglais. Pour chaque client, la langue utilisée devrait être fournie avec les caractéristiques suivantes de la solution :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) si elle permet aux utilisateurs de basculer d'une langue à l'autre sans avoir à fermer la session et à en ouvrir une nouvelle; b) si les signes diacritiques (accents sur les lettres) sont utilisés; c) si des caractères spéciaux sont utilisés; d) si des formats de champ propres à une langue sont utilisés (p. ex. formats de date et d'heure, formats de données financières); e) si les nouvelles versions (rustines, améliorations, correctifs, etc.) sont rendues disponibles aux utilisateurs finaux dans toutes les langues en même temps. 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>Pour chaque client, le soumissionnaire devrait présenter les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nom de l'organisation cliente; b) la date de début, la date de fin, ainsi que la durée (en mois) du projet de mise en œuvre des capacités ou la version pour la mise en œuvre de la capacité; c) les renseignements sur la personne de référence occupant un poste supérieur chez le client, y compris le nom, le titre, le numéro de téléphone et l'adresse de courriel. 		
C95	Appui aux langues officielles	<p>Afin de déployer la solution proposée, elle devrait offrir, permettre et soutenir les fonctionnalités de façon égale dans les deux langues officielles du Canada (anglais et français canadiens), conformément aux politiques et aux directives énoncées à la section 5.5 de l'appendice 2 – Descriptions des capacités techniques. L'application devrait fournir aux utilisateurs un soutien dans la langue officielle de leur choix (anglais et français).</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>Le soumissionnaire devrait décrire les outils, les options de configuration et les processus disponibles dans la solution proposée pour prendre en charge des langues autres que l'anglais.</p> <p>Décrire également les outils, les options de configuration et les étapes nécessaires pour modifier une traduction en particulier afin qu'elle corresponde au libellé approuvé par le SCC d'une étiquette de champ et d'un message d'erreur généré par le système.</p>		
C96	Accessibilité	<p>Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée répond aux exigences canadiennes de conformité relatives à l'accessibilité. Le soumissionnaire devrait décrire comment la solution proposée satisfait aux règles pour l'accessibilité des contenus Web (WCAG) 2,0 ou 2,1 de niveau AA énoncées à : https://www.w3.org/Translations/WCAG20-fr/</p> <p>. Si la solution n'est actuellement pas conforme aux WCAG 2.1, un plan visant à se conformer dans les deux années suivant la date de clôture</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		de la demande de proposition devrait être fourni.		
C97	Capacité technique – Exigences en matière de localisation et de facilité d'emploi	Le soumissionnaire devrait indiquer la disponibilité de chaque exigence figurant à la section 2.5 – Localisation et facilité d'emploi de l'appendice 4 – Exigences liées à la solution en utilisant les directives et l'échelle fournies. Pour les éléments identifiés comme « actuellement disponibles », une capture d'écran ou une autre justification devrait être fournie.		
Méthode de livraison proposée				
C98	Méthodologie proposée pour la livraison du projet	Le soumissionnaire devrait décrire la méthodologie proposée qui sera utilisée pour livrer les capacités et les produits livrables indiqués à l'annexe A – Énoncé des travaux. La réponse devrait décrire la façon dont l'approche offre ce qui suit : a) des pratiques exemplaires pour un développement, une mise à l'essai et une mise en œuvre itératifs, progressifs et souples;		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>b) l'harmonisation avec les structures de gouvernance du gouvernement du Canada et du SCC décrites à la section 4 de l'annexe A – Énoncé des travaux;</p> <p>c) une collaboration, y compris, mais sans s'y limiter, les interactions avec les intervenants, la structure de gouvernance et les responsables du projet;</p> <p>d) les méthodes, les techniques et les processus selon lesquels le soumissionnaire travaillera avec les membres de l'équipe de projet du SCC et les experts en la matière qui seront répartis dans tout le Canada;</p> <p>e) les méthodes, les techniques et les processus selon lesquels le soumissionnaire travaillera avec les ressources du projet du SCC pendant les étapes de la conception et de la mise en œuvre afin de permettre au SCC d'acquérir des compétences;</p> <p>f) des solutions conceptuelles telles que des validations de principe ou des prototypes pour élaborer, analyser et confirmer les exigences clés de la solution auprès des intervenants;</p> <p>g) une utilisation privilégiée de la fonctionnalité commerciale standard du logiciel pour éviter tout développement sur mesure, à moins que le processus</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>opérationnel du SCC ne puisse être modifié, selon ce que déterminera le responsable technique;</p> <p>h) la configuration et les améliorations logicielles mises en œuvre de façon à ne pas limiter la capacité du Canada de procéder à la mise à niveau vers les prochaines versions logicielles.</p>		
C99	Approche de mise en œuvre proposée	<p>Le soumissionnaire devrait décrire l'approche de mise en œuvre proposée pour démontrer que toutes les capacités techniques et opérationnelles comprises dans la solution proposée ont été prises en compte, étant entendu que la priorité et les spécificités des capacités individuelles seront déterminées de manière collaborative au cours de l'étape 2 – Conception de la solution.</p> <p>La réponse devrait décrire ce qui suit :</p> <p>a) l'approche itérative de la mise en œuvre, y compris une recommandation initiale sur la séquence ou le regroupement des capacités;</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>b) la façon dont l'approche permettra au SCC d'atteindre les objectifs du projet de modernisation du SGD;</p> <p>c) opportunités potentielles de « gain rapide » ;</p> <p>d) la façon dont l'approche de mise en œuvre intègre les connaissances, l'expertise et l'expérience de la mise en œuvre d'applications dans un environnement correctionnel;</p> <p>e) les risques associés à l'approche proposée et les stratégies d'atténuation proposées.</p>		
C100	Plan proposé pour l'étape de la conception	<p>Le soumissionnaire devrait fournir un plan pour l'étape de la conception pour décrire l'approche proposée pour l'étape de la conception et fournir le plan de travail de la structure de répartition des travaux (SRT) de niveau 4 prévue pour réaliser l'étape de la conception, tel que décrit à la section 7 de l'annexe A – Énoncé des travaux.</p> <p>Le soumissionnaire devrait inclure ce qui suit :</p> <p>a) une explication écrite appuyant chaque phase de la SRT;</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<ul style="list-style-type: none"> b) une description des outils et des techniques à utiliser pendant l'étape de la conception; c) la définition de tous les lots de travaux pour lesquels des ressources du SCC sont requises; d) les contraintes et les dépendances entre les lots de travaux; e) les catégories et niveaux de ressources pour exécuter chaque lot de travaux ; f) les principaux jalons de l'étape de conception. 		
C101	Plan proposé pour l'étape de la mise en œuvre	<p>Le plan pour l'étape de la mise en œuvre du soumissionnaire devrait décrire l'approche proposée pour l'étape de la mise en œuvre et fournir le plan de travail de la structure de répartition des travaux (SRT) de niveau 4 prévue pour réaliser l'étape de la mise en œuvre, tel que décrit à la section 8 de l'annexe A – Énoncé des travaux.</p> <p>La réponse devrait inclure ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) une explication écrite appuyant chaque phase de la SRT; 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<ul style="list-style-type: none"> b) une description des outils et des techniques à utiliser pendant l'étape de la mise en œuvre; c) la définition de tous les lots de travaux pour lesquels des ressources du SCC sont requises; d) les contraintes et les dépendances entre les lots de travaux; e) les catégories et niveaux de ressources pour exécuter chaque lot de travaux ; f) les principaux jalons de l'étape de mise en œuvre. 		
C102	Modèle de soutien proposé	<p>Le soumissionnaire devrait fournir un modèle de soutien proposé qui décrit l'approche qu'il propose pour le soutien et la maintenance continus.</p> <p>Le soumissionnaire devrait inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Une description des éléments de soutien proposés à fournir (centre d'appels, web, etc.) et les normes de service pour chacun; b) Une description de la façon dont le service d'assistance sera fourni en anglais et en français ; 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>c) Répartition prévue des responsabilités de soutien entre le soumissionnaire et le SCC;</p> <p>d) Le nombre proposé de versions de logiciels par an ; et</p> <p>e) Durée de la prise en charge d'une version logicielle ou nombre de versions logicielles prises en charge (c'est-à-dire à quelle fréquence le SCC devra-t-il mettre en œuvre une mise à niveau logicielle pour maintenir la prise en charge.</p>		
Innovation et évolution des produits				
C103	Améliorations et innovation des produits et intégration des technologies émergentes	<p>Le soumissionnaire devrait décrire, à l'aide d'exemples précis tirés des cinq dernières années, comment l'innovation ou les technologies émergentes ont été intégrées aux produits offerts et fournis aux clients existants.</p> <p>Le soumissionnaire devrait indiquer le nombre typique de versions par année, le nombre de mises à jour logicielles diffusées aux clients dans les trois dernières années et les mises à jour ou les améliorations majeures comprises dans chacune d'elles. La réponse devrait également mettre en évidence les cinq (5)</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>modifications ou ajouts les plus importants apportés au produit dans ces versions.</p> <p>Les innovations dans les domaines suivants présentent un intérêt particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) l'analyse de données, l'apprentissage machine, les renseignements de localisation, et l'intelligence artificielle; b) l'automatisation de processus robotisés; c) la saisie des signatures électroniques ou numériques; d) l'identification par radiofréquence (IRF); e) le soutien et l'intégration des appareils de l'Internet des objets; f) l'intégration des données biométriques; g) les capacités de libre-service des délinquants. 		
C104	Feuille de route des produits	Le soumissionnaire devrait fournir un aperçu de la feuille de route des produits et énumérer les cinq (5) éléments les plus importants prévus pour les mises à jour futures du produit dans les deux ans suivant la date de soumission de la demande de propositions. Le soumissionnaire devrait décrire comment ces éléments permettront au SCC d'atteindre les résultats		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		souhaités pour la modernisation du SGD ou de surmonter une faiblesse connue.		
C105	Contribution à la feuille de route des produits	<p>Le soumissionnaire devrait décrire comment le SCC sera en mesure de contribuer aux décisions relatives à la gestion ou à la feuille de route des produits et de les influencer.</p> <p>La réponse devrait décrire ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les canaux disponibles pour permettre au SCC de fournir des commentaires ou des suggestions sur la conception du produit; b) la façon dont les commentaires du client sont utilisés et privilégiés pour orienter la feuille de route des produits; c) s'il est possible de consulter ou de commenter les suggestions d'autres clients; d) Comment les réponses sont fournies aux modifications demandées par le client qui ne sont pas incluses dans une version à venir; e) les groupes d'utilisateurs ou autres forums disponibles pour la mise en commun des connaissances et de l'expérience. 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
C106	Souplesse de la solution proposée	<p>Les politiques et les procédures changent périodiquement et ces changements pourraient avoir une incidence sur la conception ou la configuration de la solution proposée. Le soumissionnaire devrait décrire la façon dont la solution proposée s'adapte aux modifications apportées aux politiques et aux procédures d'une manière souple, rapide, rentable, et qui réduit au minimum les risques.</p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le processus permettant d'adapter les fonctionnalités et les capacités (p. ex. règles, flux des travaux) requises selon les politiques et les procédures du SCC ainsi qu'un résumé des activités techniques requises; b) les caractéristiques de la conception de la technologie qui permettent d'ajouter de nouvelles fonctionnalités et capacités dans une installation de production existante de la solution proposée; c) la façon dont les changements peuvent être apportés par la modification des paramètres de configuration sans exiger le 		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>déploiement de logiciels nouveaux ou modifiés;</p> <p>d) en prenant comme exemple un changement apporté aux étapes d'un processus ou à un flux de travail existants pour consigner une approbation supplémentaire, décrire les étapes requises pour mettre en œuvre le changement et le type de ressource nécessaire pour réaliser chaque étape, y compris, mais sans s'y limiter, tout changement de configuration, de code ou de structure de données.</p>		
C107	Répondre aux exigences législatives particulières	<p>Les modifications législatives peuvent entraîner des changements importants aux processus existants et peuvent souvent imposer des échéances de mise en œuvre strictes. Par exemple, le projet de loi C-83 a éliminé le recours à l'isolement préventif et à l'isolement disciplinaire dans tous les établissements correctionnels fédéraux et a permis la mise sur pied des unités d'intervention structurées pour veiller à ce que les délinquants qui doivent être séparés de la population carcérale régulière (pour des raisons de sécurité) soient soutenus au moyen d'interventions et de soins de santé mentale favorisant leur réadaptation et leur réinsertion sociale. Le projet de loi C-83 a été</p>		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		<p>approuvé en juin 2019 et devait être mis en œuvre avant la fin novembre 2019.</p> <p>Le soumissionnaire devrait décrire comment les exigences législatives uniques seraient abordés par la solution proposé et la méthodologie proposées, compte tenu des priorités concurrentes en ce qui a trait aux changements apportés au produit, de l'évolution rapide des exigences opérationnelles et d'une date de mise en œuvre imposée.</p>		
C108	Analyse des données	Le soumissionnaire devrait décrire les capacités actuelles d'analyse de données et d'analytique, y compris les capacités liées à l'apprentissage machine ou à l'intelligence artificielle fournies dans la solution proposée. La réponse devrait décrire la fonctionnalité et la façon dont elle peut être appliquée aux capacités opérationnelles décrites à l'annexe A afin d'améliorer les résultats opérationnels.		
C109	Autres capacités liées aux délinquants	Le soumissionnaire devrait décrire toutes les autres capacités disponibles dans la solution proposée en plus de celles énumérées à l'annexe A – Énoncé des travaux. Les capacités		

IDENTIFIANT	Exigence	Description	Justification du soumissionnaire	Référence à des pièces justificatives supplémentaires incluses dans la proposition
		additionnelles pourraient inclure ce qui suit, mais sans s’y limiter : <ul style="list-style-type: none"> ○ la santé; ○ la rétribution des délinquants; ○ les points de vente de la cantine. 		
Nombre total de points disponibles				



PARTIE A - INFORMATION SUR LE SOUMISSIONNAIRE	
Nom de la soumission :	
Date de soumission :	
Numéro de la soumission :	
Nom du soumissionnaire :	
Numéro DUNS du soumissionnaire :	
PARTIE B - LISTE DES PRODUITS	
CLIQUEZ ICI POUR AJOUTER DES ÉLÉMENTS	
PARTIE C - INFORMATION SUR LA PROPRIÉTÉ	
CLIQUEZ ICI POUR AJOUTER DES ÉLÉMENTS	